



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5442

Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Date de dépôt : 18-02-2005

Date de l'avis du Conseil d'État : 22-03-2005

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
09-11-2005	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
18-02-2005	Déposé	5442/00	<u>7</u>
22-03-2005	Avis du Conseil d'Etat (22.3.2005)	5442/01	<u>380</u>
09-05-2005	Avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers (9.5.2005)	5442/03	<u>413</u>
10-05-2005	Avis de la Chambre des Employés Privés (10.5.2005)	5442/02	<u>422</u>
27-05-2005	Avis de la Chambre de Travail (27.5.2005)	5442/05	<u>435</u>
06-06-2005	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) :	5442/04	<u>440</u>
31-12-2005	Publié au Mémorial A n°197 en page 3170	5442	<u>468</u>

Résumé

Résumé du projet de loi 5442

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (ci-après le « Traité »), qui contient un préambule et quatre parties comprenant 448 articles, les trente-six protocoles, les deux annexes ainsi que l'acte final comprenant cinquante déclarations.

L'élaboration du Traité

La préparation du Traité a été confiée à la Convention sur l'avenir de l'Europe, composée de représentants des Parlements nationaux, du Parlement européen, des Gouvernements nationaux et de la Commission européenne, associant aussi au dialogue des acteurs sociaux, comme les représentants du Comité économique et social et du Comité des Régions, ainsi que des représentants syndicaux et patronaux.

A noter que la Conférence intergouvernementale, appelée à prendre une décision définitive, a largement suivi le document élaboré par la Convention.

La structure du Traité

La première partie précise les valeurs et les objectifs sur lesquels l'Union se fonde. Elle établit les compétences de l'Union, les institutions et les procédures décisionnelles.

La deuxième partie intègre dans le Traité la Charte des droits fondamentaux, qui énonce les droits et libertés des citoyens et les principes qui y sont rattachés.

La troisième partie détaille les politiques et le fonctionnement de l'Union européenne.

La quatrième partie contient les dispositions générales et finales, dont les modalités d'adoption et de révision de la Constitution.

Parmi les protocoles, l'on peut citer notamment le « Protocole sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne » et le « Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité », introduisant le mécanisme d'alerte précoce. Ce principe permet à chaque chambre d'un Parlement national d'adresser à la Commission européenne, dans un délai de six semaines, un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime qu'un projet d'acte législatif de l'Union ne respecte pas le principe de subsidiarité. Si les avis motivés représentent un tiers de voix, la Commission européenne doit réexaminer son projet.

Les principaux avantages du Traité

Le rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration retient plus particulièrement les six avantages suivants :

Le Traité regroupe, dans un texte unique, l'ensemble des traités européens existants, à l'exception du Traité établissant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).

Le Traité regroupe et affirme les valeurs et les normes sur lesquelles repose l'Union européenne.

Le Traité apporte plusieurs améliorations sur le plan institutionnel, toutes destinées à augmenter la visibilité des fonctions et l'efficacité des institutions : président

permanent du Conseil européen, Ministre des Affaires étrangères de l'Union, président permanent de l'euro groupe et généralisation de la codécision avec la majorité qualifiée au Conseil.

Le Traité permet des avancées démocratiques importantes, avec le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, l'implication des Parlements nationaux dans le processus législatif européen ainsi que l'affirmation de la démocratie représentative et participative.

Le Traité renforce la politique extérieure et de sécurité commune, avec un accent particulier mis sur la politique de sécurité et de défense.

Le Traité étend les compétences de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité intérieure et de la justice et permet d'avancer plus efficacement sur la voie d'un espace européen plus sûr pour les citoyens dans leur vie quotidienne.

Les principaux changements au niveau institutionnel

Le Traité contient une série d'innovations importantes concernant l'organisation et la structure, tout comme le fonctionnement et l'interaction des institutions de l'Union, qui sont dorénavant un nombre de sept : Parlement européen, Conseil des Ministres, Commission européenne, Cour de Justice de l'Union européenne, Cour des Comptes, Conseil européen et Banque centrale européenne.

Le Parlement européen

Le nombre de sièges du Parlement européen ne dépasse pas sept cent cinquante, la représentation de chaque Etat membre variant entre six et quatre-vingt-seize sièges, selon un critère de dégression proportionnelle.

Les attributions actuellement reconnues au Parlement européen sont confirmées, leur portée étant parfois même étendue. La fonction de co-législateur du Parlement européen est consacrée grâce au fait que la procédure de codécision est érigée en procédure législative ordinaire, les cas d'application de cette procédure étant par ailleurs augmentés par rapport au Traité CE, notamment en ce qui concerne l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

Le Conseil européen

Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et du Président de la Commission, ainsi que d'une personnalité qui le préside. Le Ministre des Affaires étrangères participe également aux travaux du Conseil européen.

Le Président du Conseil, qui est élu à la majorité qualifiée par le Conseil européen pour une période de deux ans et demi, renouvelable une fois, ne peut pas exercer de mandat national. Il préside et anime les travaux du Conseil européen, en assure la préparation, et assure notamment à son niveau la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la Politique étrangère et de sécurité commune.

Le Conseil européen est chargé de donner à l'Union européenne les impulsions politiques nécessaires à son développement et d'en définir les orientations et priorités politiques générales. Le Traité précise la portée de ces attributions dans certains domaines, p. ex. en politique économique, dans le domaine de l'emploi, dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice et en ce qui concerne l'action extérieure de l'Union.

Le Conseil des Ministres

Le Traité consacre le principe selon lequel le Conseil siège en différentes formations, un système de rotation égale entre les Etats membres étant établi en ce qui concerne la présidence des différentes formations. La Conférence intergouvernementale a retenu un projet de décision qui sera adoptée à l'entrée en vigueur du Traité. Ce projet, contenu dans une déclaration à l'acte final de la Conférence, prévoit un système de présidences par équipes de trois Etats membres, déterminées en fonction de la diversité et des équilibres géographiques dans l'Union, pour une durée de dix-huit mois.

Le Conseil statue en règle générale à la majorité qualifiée, les autres règles de vote (unanimité, majorité simple) ne s'appliquant que dans les cas explicitement prévus par le Traité. En ce qui concerne le calcul de la majorité qualifiée, la méthode actuelle reste applicable jusqu'au 31 octobre 2009. A partir du 1^{er} novembre 2009, la majorité qualifiée est fondée sur le principe de la double majorité des Etats (elle est atteinte avec le vote favorable d'au moins 55 % des Etats membres) et de la population (au moins 65 % de la population de l'Union européenne).

La Commission européenne

Le compromis suivant a été trouvé en ce qui concerne la composition de la Commission :

La première Commission nommée après l'entrée en vigueur du Traité, donc celle dont le mandat s'étalera en principe entre 2009 et 2014, sera composée d'un ressortissant pour chaque Etat membre.

A partir de 2014, la Commission sera composée d'un nombre de membres correspondant aux deux tiers du nombre des Etats membres, le Conseil européen pouvant décider, à l'unanimité, de modifier ce nombre. Un mécanisme de rotation égale entre Etats membres sera mis en place.

A noter que le Traité n'apporte pas de changements radicaux en ce qui concerne les attributions de la Commission.

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Union

La fonction du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ne constitue pas une nouvelle institution, mais une fonction particulière ayant un statut sui generis et présentant des liens à la fois avec le Conseil et avec la Commission, dont il est le Vice-Président.

Le Ministre est chargé de conduire la Politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que la Politique de défense commune de l'Union. Il représente l'Union sur la scène internationale et préside la formation des Affaires étrangères du Conseil.

5442/00

N° 5442

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

* * *

*(Dépôt: le 18.2.2005)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (3.2.2005).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Traité établissant une Constitution pour l'Europe.....	43

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique. – Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004.

Villars-sur-Ollon, le 3 février 2005

*Le Ministre des Affaires Etrangères
et de l'Immigration,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– Sont approuvés

- le Traité établissant une Constitution pour l'Europe
 - les Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe
 - les Annexes I et II
 - l'Acte final
- signés à Rome, le 29 octobre 2004.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le 29 octobre 2004 à Rome, les chefs d'Etat ou de Gouvernement et les Ministres des Affaires étrangères des vingt-cinq Etats membres de l'Union européenne ont procédé à la signature du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, ci-après „Traité constitutionnel“.

Négocié et conclu conformément à la procédure définie à l'article 48 du Traité sur l'Union européenne, le Traité constitutionnel constitue un traité de droit international, dont l'entrée en vigueur est subordonnée à l'aboutissement des procédures nationales de ratification, conformément aux règles constitutionnelles respectives des parties contractantes.

Ainsi, l'article IV-447 du Traité constitutionnel dispose que celui-ci entrera en vigueur le 1er novembre 2006, à condition que l'ensemble des instruments de ratification aient été déposés avant cette date auprès du Gouvernement de la République italienne. Dans le cas contraire, l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel devra avoir lieu le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification.

Au Grand-Duché de Luxembourg, la ratification du Traité constitutionnel doit se faire conformément au prescrit des dispositions combinées des articles 37 et 49bis de la Constitution. L'article 37 dispose, en son deuxième alinéa, que les traités visés à l'article 49bis sont approuvés par une loi votée dans les conditions de l'article 114 de la Constitution. Quant à l'article 49bis, il prévoit que „(l')exercice d'attributions réservées par la Constitution aux pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire peut être temporairement dévolu par traité à des institutions de droit international“. Cette dernière disposition a été introduite dans la Constitution luxembourgeoise dans le contexte et la perspective précisément de la participation du Luxembourg aux premiers traités communautaires et du transfert de l'exercice de certains pouvoirs souverains nationaux que ceux-ci comportaient au profit des institutions qu'ils créaient et dans les domaines qu'ils déterminaient. Elle a également légitimé en droit constitutionnel luxembourgeois certaines modifications qu'ont connues ces traités au fil du temps, en particulier par les traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Or, ainsi que le Traité constitutionnel soumis à la présente procédure de ratification le prévoit expressément dans sa partie IV (voir ci-après), l'Union établie par celui-ci est censée succéder à la Communauté européenne et à l'Union européenne instituées par les traités antérieurs. Indépendamment de toute nouvelle dévolution de pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire que le Traité constitutionnel comporte, cette simple constatation suffit pour rendre nécessaire son approbation par la Chambre des députés à la majorité qualifiée prévue à l'article 114 de la Constitution, soit les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre, les votes par procuration n'étant pas admis.

Qu'il soit précisé dans ce contexte constitutionnel luxembourgeois que le caractère temporaire, au sens de l'article 49bis de la Constitution, de la dévolution des pouvoirs que comporte le Traité constitutionnel est garanti non seulement par le fait que celui-ci est conclu pour une durée illimitée (article IV-446) et que la dénonciation est de droit pour les conventions internationales à durée illimitée, mais également par l'introduction dans le Traité d'une disposition réglant expressément le retrait volontaire de l'Union par un Etat membre (article I-60).

*

INTRODUCTION

La signature du Traité constitutionnel intervient l'année au cours de laquelle l'Europe commémore le soixantième anniversaire des débarquements alliés, qui ont conduit à la libération des pays européens occupés, dont le nôtre, et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale sur le continent européen.

La cérémonie de Rome intervient également quinze ans après la chute du Mur de Berlin, symbole du rideau de fer, qui a divisé l'Europe cinquante ans durant „*le long d'une ligne reliant Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique*“ (Winston Churchill).

Finalement, il convient de rappeler aussi que la signature du Traité constitutionnel intervient cinquante ans après l'échec de la Communauté européenne de défense et l'avortement du projet d'une Communauté politique européenne, qui y était rattaché.

Elaboré par une Convention sur l'avenir de l'Europe, au sein de laquelle ont siégé des représentants des Gouvernements et des Parlements nationaux de vingt-huit Etats membres, Etats candidats ou associés, du Parlement européen et de la Commission européenne, adopté par la suite au sein d'une Conférence des Représentants des Etats membres de l'Union européenne, le Traité constitutionnel marque le début d'un nouveau départ pour l'Europe.

Le Traité constitutionnel renforce la nature communautaire du projet européen. Il constitue le premier texte de droit primaire auquel adhère l'ensemble des Etats du continent qui ont formellement souscrit à la vocation européenne. Dans la nouvelle dimension européenne élargie, il constitue une reconnaissance formelle et collectivement renouvelée du projet et de la méthode communautaire définis par les pères fondateurs au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, la Charte européenne des droits fondamentaux fait partie intégrante du Traité constitutionnel, qui par ailleurs réitère l'ensemble des objectifs, valeurs et principes ayant guidé la construction européenne depuis ses débuts.

L'Union sera plus démocratique. Ainsi, les pouvoirs du Parlement européen dans son rôle de législateur sont substantiellement étendus. Une nouvelle répartition des compétences, claire et compréhensible, fournit une lecture renforcée pour une meilleure application du principe de subsidiarité. Deux protocoles sur le rôle des Parlements nationaux et l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité et une nouvelle procédure de révision du Traité garantissent aux législateurs nationaux et régionaux une meilleure association aux travaux de l'Union. A noter aussi que le Traité constitutionnel crée un droit d'initiative populaire et consacre le dialogue avec la société civile.

L'Union sera plus transparente. Au fil des approfondissements passés, la nature *sui generis* et souvent intergouvernementale du projet européen a fait que les avancées, positive en soi, vers l'achèvement du Marché intérieur et l'ouverture de nouveaux champs d'action pour des politiques communes étaient accompagnés du constat sans cesse amplifié d'un manque de transparence dans le fonctionnement de l'Union.

Force est de constater que le manque de transparence était particulièrement patent en ce qui concerne la procédure de révision des traités. Or, tout au long du processus de négociation du Traité constitutionnel, la société civile a été étroitement associée à la genèse du Traité constitutionnel. Les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe se sont déroulés à huis ouverts, retransmis par les médias audiovisuels et rapportés par la presse écrite. Tous les documents de travail de la Convention ont été publiés sur Internet. Les Parlements nationaux et le Parlement européen ont été parties prenantes aux travaux et ont, à l'évidence, contribué de façon éminente aux résultats de la Convention.

Outre la procédure de révision, le manque de transparence dans les actions de l'Union a souvent été imputé à sa structure en piliers et l'absence de base juridique unique. En fusionnant les traités fondateurs, qu'il remplace, le Traité constitutionnel fonde l'Union sur une base légale unique et met fin à la division artificielle en trois piliers. L'Union sera désormais dotée de la personnalité juridique, qui, au-delà d'une plus grande clarté dans la communication de ses actions, lui conférera une meilleure visibilité sur la scène internationale.

L'Union sera plus efficace. Les institutions européennes sont réformées dans le respect des principes fondateurs et l'équilibre interinstitutionnel. Les procédures de décision sont rendues plus efficaces. Les instruments juridiques sont réduits à cinq et définis selon leur finalité, de manière à ce que leur utilisation soit plus tangible tant pour les instances de décision que pour les citoyens. Ainsi, le Traité constitutionnel distingue entre actes législatifs (lois et lois-cadres européennes), actes non législatifs (règlements et décisions européennes) et règlements délégués (complétant ou modifiant certains éléments non essentiels des lois ou lois-cadres européennes).

Enfin, après les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, le Traité constitutionnel constitue aussi un véritable saut qualitatif vers davantage d'intégration et de coopération dans de nombreux domaines, dont ceux de la politique étrangère et de sécurité commune et de la justice et des affaires intérieures. Même si en matière de politique fiscale et de politique étrangère et de défense l'unanimité est la règle, le recours étendu à la majorité qualifiée et la procédure de codécision constitue l'un des grands acquis du nouveau traité. Avec la mise en place d'une procédure réformée pour les coopérations renforcées, qui désormais pourront décider de leurs propres règles de vote internes, le Traité constitutionnel maintient et renforce les potentialités d'approfondissement au sein d'une Union élargie. Le rôle de l'Union européenne sur la scène internationale s'ouvre à de nouvelles capacités avec l'institution d'un Ministre des Affaires étrangères de l'Union, la création d'un Service européen pour l'action extérieure, voire la possibilité de mise en place de coopérations structurées dans le domaine de la défense. Sur le plan de la sécurité intérieure, le Traité prévoit notamment la possibilité de création d'un noyau de Parquet européen, dont les compétences pourraient, le cas échéant, inclure la lutte contre la grande criminalité transfrontalière.

Lorsque l'Europe célébrera en 2007 le cinquantième anniversaire de la signature des Traités de Rome de 1957, elle le fera unie, renforcée et dotée d'un Traité constitutionnel, dont la ratification fait l'objet du présent projet de loi. L'acte solennel de Rome constitue sans doute un nouvel événement fondateur pour le projet européen.

Partant, le Traité constitutionnel fera l'objet du premier référendum national organisé dans l'après-guerre. Il revient dès lors au Gouvernement, aux groupes politiques de la Chambre et aux partis politiques y représentés d'œuvrer en commun pour inviter les forces vives de la Nation à les rejoindre dans leur effort en vue d'assurer ensemble une approbation aussi large que possible du Traité constitutionnel lors du référendum national. A cette fin, le Gouvernement entamera, en étroite collaboration avec la Chambre des députés, une campagne d'information dont l'objectif consistera d'expliquer aux électeurs le contenu et les enjeux liés à la ratification du nouveau Traité.

*

HISTORIQUE

Le Conseil européen de Nice

Lors du Conseil européen de Nice, qui s'est achevé le 11 décembre 2000 après trois jours entiers de négociations intenses, les chefs d'Etat et de Gouvernement se sont entendus sur la conclusion des négociations sur les changements institutionnels nécessaires pour l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale ainsi que de Chypre et de Malte, engagés dans des négociations d'adhésion avec l'Union depuis 1998.

Signé le 26 février 2001, le Traité de Nice a été ratifié au Luxembourg par la loi du 1er août 2001. L'entrée en vigueur du Traité de Nice le 1er août 2003 a ouvert la voie à l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux Etats membres. Le Traité d'adhésion, signé le 16 avril 2003 à Athènes, est entré en vigueur le 1er mai 2004.

Or, tout en adoptant les modifications institutionnelles nécessaires à l'intégration de dix nouveaux Etats membres à l'Union européenne, le Conseil européen a également reconnu à Nice le besoin d'améliorer la légitimité démocratique et la transparence du fonctionnement de l'Union européenne et de ses institutions, dans l'objectif de rapprocher l'Union des citoyens européens. Ainsi, à Nice, les chefs d'Etat et de Gouvernement, accompagnés de leurs Ministres des Affaires étrangères, ont notamment manifesté l'ambition d'initier un large débat approfondi sur le futur de l'Union européenne.

A ce titre, la Conférence intergouvernementale, réunie au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement, a adopté à Nice une Déclaration relative à l'avenir de l'Union dans laquelle elle „souhaite qu'un débat à la fois plus large et plus approfondi s'engage sur l'avenir de l'Union européenne“. Ladite déclaration invite les Présidences suivantes, suédoise et belge, à encourager, au cours de l'année 2001, „un large débat associant toutes les parties intéressées: les représentants des parlements nationaux et de l'ensemble de l'opinion publique, à savoir milieux politiques, économiques et universitaires, les représentants de la société civile, etc.“.

La déclaration stipule notamment que „ce processus devrait porter, entre autres, sur les questions suivantes:

- comment établir, et maintenir ensuite, une délimitation plus précise des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres, qui soit conforme au principe de subsidiarité;
- le statut de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée à Nice, conformément aux conclusions du Conseil européen de Cologne;
- simplifier les traités afin qu'ils soient plus clairs et mieux compris, sans en changer le sens;
- le rôle des parlements nationaux dans l'architecture européenne“.

La déclaration de Nice invite en outre le Conseil européen à adopter, lors de sa réunion de Laeken en décembre 2001, une déclaration contenant des initiatives appropriées pour la poursuite de ce processus. La déclaration retient que „*la Conférence convient que, une fois ce travail préparatoire accompli, une nouvelle Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres sera convoquée en 2004 pour traiter des points ci-dessus en vue d'apporter aux traités les changements correspondants*“.

Le Conseil européen de Laeken

Le Conseil européen a adopté, le 15 décembre 2001, la Déclaration de Laeken. Sur la base de la Déclaration de Nice, la Déclaration de Laeken définit quatre défis auxquels doit faire face l'Union renouvelée:

- une meilleure répartition et définition des compétences dans l'Union européenne;
- la simplification des instruments;
- davantage de démocratie, de transparence et d'efficacité dans l'Union européenne;
- la voie vers une Constitution pour les citoyens européens.

La Déclaration de Laeken, en formulant une série de questions fondamentales relatives aux voies et moyens pour relever les défis définis plus haut, fixe le cadre de la poursuite des travaux.

Ainsi, „pour assurer une préparation aussi large et aussi transparente que possible de la prochaine Conférence intergouvernementale, le Conseil européen a décidé (à Laeken) de convoquer une Convention rassemblant les principales parties prenantes au débat sur l'avenir de l'Union. Compte tenu de ce qui précède, cette Convention aura pour tâche d'examiner les questions essentielles que soulève le développement futur de l'Union et de rechercher les différentes réponses possibles“.

La Déclaration de Laeken dispose que „(l) *a Convention étudiera les différentes questions (relevées dans la Déclaration de Laeken). Elle établira un document final qui pourra comprendre soit différentes options, en précisant le soutien qu'elles ont recueilli, soit des recommandations en cas de consensus.*“

Outre son Président et ses deux Vice-Présidents, la Convention sur l'avenir de l'Europe est composée de quinze représentants des chefs d'Etat ou de Gouvernement, de trente membres des parlements nationaux, de seize membres du Parlement européen et de deux représentants de la Commission européenne, auxquels se joindront, dans les mêmes conditions, des représentants des pays candidats. Le Conseil européen a désigné M. Valéry Giscard d'Estaing comme Président et MM. Giuliano Amato et Jean-Luc Dehaene comme Vice-Présidents de la Convention.

La Déclaration de Laeken stipule en outre que la Convention tiendra sa séance inaugurale le 1er mars 2002 et que ses travaux s'achèveront après une année, „à temps pour permettre au Président de la Convention d'en présenter les résultats au Conseil européen“.

La Convention sur l'avenir de l'Europe

La session inaugurale de la Convention sur l'avenir de l'Europe a eu lieu le 28 février 2002 au Parlement européen à Bruxelles. La Convention a clôturé ses travaux le 10 juillet 2003. Au cours de ses dix-sept mois de travaux, la Convention s'est réunie à vingt-six reprises en session plénière et a entendu plus de 1.800 interventions.

La Convention a institué un Présidium de douze membres choisis par le Président de la Convention parmi les Conventionnels. La Convention a également mis en place onze groupes de travail et trois cercles de discussion dotés de mandats précis.

La discussion des propositions institutionnelles constitue sans doute l'un des moments-clé dans les travaux de la Convention. Elles ont été élaborées par le Président et le Présidium de la Convention et présentées à la Plénière le 23 avril 2003. Elles prévoient notamment (i) un renforcement substantiel du rôle de co-législateur du Parlement européen, par le biais d'une quasi-généralisation de la procédure de

co-décision, (ii) l'institutionnalisation du Conseil européen, la création de la fonction de Président permanent pour le Conseil européen élu à l'extérieur de celui-ci et l'abolition du système de présidence semestrielle pour les formations du Conseil, (iii) la création d'une nouvelle fonction de Ministre des Affaires étrangères de l'Union à „double chapeau“, Vice-Président de la Commission et président du nouveau Conseil des Affaires étrangères, (iv) la réduction du nombre de Commissaires disposant du droit de vote par l'institution d'un système de rotation égalitaire entre Etats membres et (v) une nouvelle définition de la majorité qualifiée selon une double clé prenant en compte à la fois la souveraineté des Etats membres et leur poids démographique respectif, ainsi que l'extension du champ d'application de la majorité qualifiée.

Il est à noter que la Convention n'a eu l'occasion de traiter les dispositions concernant les institutions que vers la fin de ses travaux et, de plus, sans pouvoir suivre la méthode normale de création du consensus en son sein, qui avait donné d'excellents résultats dans d'autres domaines, à savoir la préparation dans un groupe de travail, suivi d'un débat en Plénière sur les conclusions de ce groupe et la rédaction d'un projet par le Présidium en fonction des résultats du débat. Pour les questions institutionnelles, les travaux de la Convention ont été menés à partir d'une proposition personnelle de son Président, aménagée difficilement par le Présidium, discutée sans aucune préparation préalable par la Plénière dans un climat de tension et de grandes divergences. De ce fait, les propositions finales de la Convention ont reçu un accueil mitigé de la part de la majorité des parties intéressées.

Par conséquent, à la différence de la plupart des autres domaines, pour lesquels elle a substantiellement repris, avec quelques corrections, les textes de la Convention, la Conférence intergouvernementale a apporté des changements aux propositions qu'elle avait reçues de la Convention dans le domaine institutionnel.

La Conférence intergouvernementale (CIG)

Le Président de la Convention a remis le projet de Traité constitutionnel aux chefs d'Etat ou de Gouvernement lors du Conseil européen de Thessalonique, les 19 et 20 juin 2003. A cette occasion, les chefs d'Etat et de Gouvernement se sont notamment félicités du fait que „*la Convention a prouvé son utilité en tant que forum de dialogue démocratique entre des représentants des Gouvernements, des parlements nationaux, du Parlement européen, de la Commission européenne et de la société civile*“. Ils ont ainsi décidé que le texte du projet de Traité constitutionnel remis par la Convention était une „*bonne base de départ*“.

Suite au Conseil européen de Thessalonique, la Convention a achevé ses travaux le 10 juillet 2003 en adoptant par consensus le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe. Conformément aux déclarations de Nice et de Laeken, le Conseil européen a par conséquent invité la Présidence italienne à lancer la procédure de révision des traités conformément à l'article 48 du Traité sur l'Union européenne en vue d'une convocation de la CIG en octobre 2003. Dans le prolongement des arrangements convenus pour la Convention, il a également été décidé que les Etats candidats participeront pleinement à la CIG et sur un pied d'égalité avec les Etats membres actuels.

Par ailleurs, les chefs d'Etats ou de Gouvernement ont convenu à Thessalonique que la CIG se déroulera sous la conduite des chefs d'Etat ou de Gouvernement, assistés des membres du Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures. Le représentant de la Commission et les représentants du Parlement européen ont été associés aux travaux de la CIG.

L'ouverture des négociations au niveau des Représentants des Gouvernements des Etats membres actuels et futurs a eu lieu le 4 octobre 2003, lors d'une cérémonie à Rome, à laquelle ont été conviés tous les chefs d'Etat ou de Gouvernement de l'Europe élargie et leurs Ministres des Affaires étrangères.

Le calendrier établi par la Présidence italienne prévoyait de limiter les négociations aux points qualifiés „*restés ouverts*“ après la Convention, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un véritable consensus lors de la Convention. Ainsi, les discussions sur les questions institutionnelles dites „*lourdes*“, tels que la composition du Parlement européen, la définition de la double majorité ainsi que le Conseil européen et son Président, ont été réservées aux chefs d'Etat et de Gouvernement. Les autres questions ont été réservées aux Ministres des Affaires étrangères, à savoir:

- la question de l'institution d'une formation du Conseil dite „*législative*“ appelée à centraliser l'adoption des lois et lois-cadres européennes (règlements et directives);
- le système de rotation des Présidences;

- le Ministre des Affaires étrangères de l'Union;
- la composition de la Commission européenne;
- le champ d'application de la majorité qualifiée;
- les questions non institutionnelles;
- la défense.

Les Ministres des Affaires étrangères se sont réunis à cinq reprises dans le cadre de la Conférence intergouvernementale, dont une réunion en Conclave à Naples (28 et 29 novembre 2003).

Lors de cette réunion à Naples, la Présidence italienne s'est employée à constater un accord sur un certain nombre de points:

- l'institution d'un système de rotation de la Présidence du Conseil selon des groupes prédéterminés;
- l'institution d'un Ministre des Affaires étrangères de l'Union à „double chapeau“;
- la possibilité pour un nombre restreint d'Etats membres de s'engager dans une coopération renforcée dite „structurée“ dans les domaines couverts par la Politique de sécurité et de défense commune;
- le retrait de la proposition de la Convention visant à instituer un Conseil législatif.

Conformément aux décisions du Conseil européen de Thessalonique, stipulant que la Conférence intergouvernementale devait „achever ses travaux et approuver le *Traité constitutionnel* dans les meilleurs délais et à temps pour que les citoyens européens en aient connaissance avant les élections du Parlement européen de juin 2004“, la Présidence italienne avait choisi de soumettre aux chefs d'Etat et de Gouvernement, en vue du Conseil européen de Bruxelles des 12 et 13 décembre 2003, un document d'ensemble reprenant l'état des négociations.

La Présidence italienne n'a pu entériner l'accord à Bruxelles en décembre 2003, les principaux points litigieux étant la définition de la majorité qualifiée et la composition de la Commission européenne.

Suite à l'échec des négociations du Conseil européen de décembre 2003, il appartenait à la Présidence irlandaise de poursuivre les consultations. Dès les premiers jours de la Présidence irlandaise, le Premier Ministre (Taoiseach) et les ministres de son gouvernement ont fait connaître leur détermination de ne pas ménager leurs efforts dans cette perspective.

Trois réunions de la Conférence intergouvernementale, sous la présidence du Ministre irlandais des Affaires étrangères, ont permis d'accomplir de réels progrès, notamment sur les questions non institutionnelles. Les discussions bilatérales se sont également poursuivies, notamment au cours d'une tournée des capitales européennes effectuée par le Taoiseach en amont du Conseil européen de juin.

Le Conseil européen des 17 et 18 juin 2004, après deux jours de négociations intensives, menées en séances plénières et au cours d'une série complexe de rencontres bilatérales et multilatérales avec les partenaires européens, a abouti à un consensus sur les questions restant à régler, telles que la taille et la composition de la future Commission, le mode de scrutin au sein du Conseil ou l'instauration du vote à la majorité qualifiée.

*

LA PARTICIPATION DU LUXEMBOURG AUX TRAVAUX DE LA CONVENTION ET DE LA CIG

Le Gouvernement luxembourgeois était représenté à la Convention par M. Jacques Santer, Ministre d'Etat honoraire, et, comme suppléant, par M. Nicolas Schmit, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union européenne. La Chambre des Députés avait désigné MM. Ben Fayot et Paul Helmingger comme représentants titulaires. Mme Renée Wagener et M. Gaston Gibéryen ont été nommés suppléants.

Au sein de la Convention, les membres luxembourgeois se concertaient régulièrement notamment avec leurs collègues des autres pays du Benelux. C'est ainsi que le Benelux publiait, dès décembre 2002, un mémorandum présentant les vues des trois Gouvernements en matière de réforme institutionnelle. En outre, avant même la publication des propositions institutionnelles du Présidium, la Présidence luxembourgeoise du Benelux au cours du premier semestre 2003 s'est efforcée à approfondir cette coopération en vue de renforcer la visibilité de la ligne de conduite commune des représentants des trois

pays. A cette fin, la Présidence luxembourgeoise avait également intensifié les contacts avec les pays dits „*like-minded*“, en vue de sonder les possibilités pour d'éventuelles prises de position communes.

Ainsi, le 1er avril 2003, s'est tenue à Luxembourg une réunion informelle de sept Etats membres de l'Union européenne „*partageant globalement la même conception de l'Europe*“, basée notamment sur un renforcement de la méthode communautaire, un équilibre entre les institutions européennes ainsi que sur l'égalité entre tous les Etats membres. Lors de cette réunion informelle, les Premiers Ministres et Ministres des Affaires étrangères des trois pays membres du Benelux, de l'Autriche, de la Finlande, de l'Irlande et du Portugal ont discuté des réformes institutionnelles faisant l'objet des travaux de la Convention.

Les positions du Gouvernement quant aux questions évoquées dans le cadre des travaux de la Convention ont été élaborées en étroite collaboration avec les membres luxembourgeois de la Convention. Force est de constater que ceux-ci ont joué un rôle de premier plan dans la formation du consensus au sein de la Convention. Avec leurs collègues belges et néerlandais, les Conventionnels luxembourgeois ont par ailleurs relayé les positions communes élaborées au niveau du Benelux au sein de la Convention. A titre d'exemple; il convient de citer la réponse commune des représentants des trois gouvernements des pays membres du Benelux aux propositions institutionnelles du Présidium en date du 5 mai 2003.

La coopération *ad hoc* au sein du Benelux, mise en place au cours de la Convention, s'est poursuivie sous présidence néerlandaise du Benelux tout au long du second semestre 2003. Ainsi, les trois pays du Benelux ont introduit des réponses communes aux questionnaires soumis par la Présidence italienne.

Outre les points soulevés à titre commun, le gouvernement luxembourgeois a également soulevé un certain nombre de points spécifiques, dont:

- le maintien du seuil minimal de Députés au Parlement européen au nombre de six;
- la sécurité sociale;
- la fiscalité;
- la coopération structurée en matière de Politique de sécurité et de défense.

Au-delà du Benelux, et tout au long de la CIG, les questions discutées au sein de celle-ci ont également fait l'objet de consultations bilatérales étroites et régulières entre le Luxembourg et ses partenaires au sein de l'Union européenne.

Parlement Européen

La session de la CIG au niveau des Ministres des Affaires étrangères du 24 mai 2004 a été consacrée à la question de la composition du Parlement Européen. A noter que le projet élaboré par la Convention avait remis une proposition prévoyant d'arrêter le nombre minimal de sièges au Parlement Européen à quatre. Tout au long de la CIG, le Luxembourg s'est employé à faire connaître sa position en la matière, de sorte que, dans son rapport de synthèse remis au Conseil Européen de mars 2004, la Présidence irlandaise avait déjà constaté qu' „*il sera possible de dégager un consensus sur une légère augmentation du nombre minimal de quatre sièges par Etat membre au Parlement Européen*“.

Au-delà des considérations ayant trait à une participation efficace aux travaux parlementaires, étant entendu qu'un nombre de députés par Etat membre inférieur à six rendrait impossible un suivi effectif des principales commissions parlementaires, le Luxembourg a relevé dans une lettre adressée à la Présidence irlandaise à la suite de la réunion du 24 mai que la composition du Parlement Européen est une question éminemment politique mettant en jeu la légitimité des élections européennes dans les Etats membres concernés. En effet, un nombre de sièges par Etat membre au Parlement Européen fixé à quatre ne permettrait pas de garantir une représentation de l'ensemble des grandes formations politiques nationales. En outre, l'organisation d'un suffrage portant sur l'élection de quatre députés ne serait pas de nature à renforcer la crédibilité de l'exercice auprès des citoyens concernés.

A ce titre, le Luxembourg relevait que contrairement aux idées reçues, les élargissements successifs et l'augmentation corrélative du nombre global de députés européens n'a pas forcément conduit à favoriser les petites délégations au détriment des plus grandes. Ainsi, entre 1958 et 2004, le rapport entre le nombre de parlementaires provenant du plus petit Etat membre et celui provenant du plus grand s'est continuellement dégradé.

Le Luxembourg a rappelé que la sagesse des pères fondateurs les avait conduit à définir le principe de la proportionnalité dégressive de façon à garantir, d'une part, une représentation minimale utile aux petits Etats membres, tout en prenant garde, d'autre part, à établir un équilibre, au sein des institutions,

entre grands et petits Etats membres. En ce qui concerne le Parlement Européen, le Luxembourg tenait à faire connaître sa position selon laquelle il considère que cet équilibre serait préservé en relevant le seuil minimal de sièges par Etat membre à six.

Sécurité sociale

La Convention avait introduit le principe du vote à la majorité qualifiée et de la codécision du Parlement européen dans le domaine de la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Le Luxembourg a toujours appuyé d'une façon générale l'extension du champ d'application de la majorité qualifiée, y compris dans le domaine de la sécurité sociale. Ainsi, au cours de la CIG, le Luxembourg a déclaré ne pas vouloir s'opposer à l'extension du champ d'application de la majorité qualifiée aux domaines de la sécurité sociale couverts par l'article en question. Toutefois, le Luxembourg a également soulevé qu'il s'agissait de veiller à ce qu'il soit tenu compte de situations spécifiques.

Pour ce faire, eu égard à sa situation géographique et son système de sécurité sociale particuliers, le Luxembourg s'était engagé, au cours de la CIG, à ce que le texte finalement agréé prévoie une clause de sauvegarde, tout en acceptant le principe d'un passage à la majorité qualifiée.

Le texte finalement adopté prévoit la majorité qualifiée tout en établissant un mécanisme de sauvegarde dans un domaine, la sécurité sociale, où les régimes diffèrent de pays en pays. Ainsi, selon la disposition issue de la CIG, lorsqu'un Etat membre estime qu'un projet de loi européenne porte atteinte aux aspects fondamentaux de son système de sécurité sociale, il peut en effet demander que la question soit renvoyée au Conseil européen. Dans un délai de 4 mois, le Conseil européen – qui se prononce par consensus – doit, soit renvoyer le projet au Conseil qui peut décider à la majorité qualifiée, soit demander à la Commission de présenter une nouvelle proposition.

Fiscalité

Deux articles du projet de Traité constitutionnel remis par la Convention prévoyaient d'instituer deux passerelles spécifiques permettant un passage de l'unanimité à la majorité qualifiée en matière fiscale. De nombreuses délégations, dont le Luxembourg, avaient formulé des réserves quant à ces dispositions, qui prévoyaient que, „*lorsque le Conseil des ministres, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, constate que les mesures (...) concernent la coopération administrative ou la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale illégale, il adopte, à la majorité qualifiée, une loi ou loi-cadre européenne établissant ces mesures (...)*“. Il est vrai que, légalement, ces dispositions n'obligeaient pas d'office le Conseil à procéder audit constat; préconisant un choix à première vue politique, elles semblaient en effet exclure un recours en carence au cas où le Conseil s'abstiendrait, contre toute évidence, de constater que les conditions d'un passage à la majorité qualifiée sont réunies.

Le Luxembourg s'était ainsi notamment interrogé s'il existait une raison juridique valable pour justifier que les domaines de la coopération administrative et de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales soient singularisés et soumis à une procédure de décision moins contraignante que l'unanimité.

Outre le fait qu'une définition précise du concept de l'évasion fiscale illégale faisait défaut, force était de constater que ce concept ainsi que ceux de la coopération administrative et de la lutte contre la fraude fiscale sont étroitement associés au débat sur la portée et la reconnaissance du secret bancaire.

A ce titre, il s'agissait de vérifier notamment si l'article en question n'était pas de nature à remettre en question l'acquis de Feira concernant la fiscalité des revenus de l'épargne.

Même si les articles concernés étaient interprétés de la façon préconisée ci-dessus, de façon à exclure un recours devant la Cour, il importe de noter que le levier de l'unanimité, tel que prévu par le texte de la Convention, était de nature plutôt théorique. En effet, au cas où le Conseil serait saisi d'une proposition de la Commission portant à l'évidence sur des mesures relatives à la coopération administrative, la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale illégale, les délégations non désireuses d'opérer le passage à la majorité qualifiée se trouveraient dans une situation dans laquelle il leur serait très difficile voire impossible de continuer à la longue à affirmer le contraire.

Le projet adopté par la CIG maintient, sans exception, le principe de l'unanimité en matière fiscale. Il est clair qu'à terme, afin d'éviter les pratiques de dumping social, une certaine harmonisation des fiscalités des entreprises devra être envisagée. L'introduction d'une dose de majorité qualifiée ne doit plus être écartée.

Coopération structurée en matière de Politique de sécurité et de défense

Les propositions en matière de PESD font partie de l'acquis de la Convention. Il convient de citer, notamment, la possibilité pour les Etats membres qui le souhaitent de mettre en place une coopération structurée.

Au cours de la CIG, le Luxembourg a néanmoins souhaité des clarifications notamment sur l'article prévoyant que „*les Etats membres, dont la liste figure (dans un) protocole (annexé au Traité), qui remplissent des critères de capacités militaires plus élevés et souhaitent entreprendre des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes, instaurent entre eux une coopération structurée*“.

Ainsi, bien que le Luxembourg ait été d'accord pour faire figurer certains „*critères de capacités militaires plus élevés*“ dans un protocole annexé au Traité, la délégation luxembourgeoise s'était engagé à ce que ceux-ci ne soient pas de nature à exclure d'avance la participation d'un ou de plusieurs Etats membres. Le Luxembourg avait ainsi émis une réserve sur la proposition de la Convention visant à faire figurer dans ce même protocole la liste des pays remplissant ces critères. Cette approche n'a finalement pas été retenue.

Pour le Luxembourg, le projet de Traité constitutionnel consolide les principes fondamentaux qui ont régi la construction européenne depuis ses débuts: égalité des Etats, extension de la méthode communautaire, renforcement de l'intégration dans le respect du principe de subsidiarité.

Il marque aussi la consécration de la Charte des droits fondamentaux qui comprend outre les droits de l'Homme classiques, les droits sociaux. Aussi prévoit-il des droits accrus pour les citoyens et les Parlements nationaux, renforçant les bases démocratiques du projet européen.

Sur un plan institutionnel, la place et le rôle de notre pays ne sont pas diminués. Le fonctionnement des institutions préserve le modèle communautaire qui est étendu à de nouveaux domaines, notamment en matière de Justice et Affaires intérieures. Il devient plus transparent, plus efficace, plus lisible et, en particulier grâce au rôle accru du Parlement européen et des nouvelles possibilités des Parlements nationaux, plus démocratique.

*

STRUCTURE, ENTREE EN VIGUEUR, SUCCESSION, REVISION

Structure du Traité constitutionnel

Le Traité constitutionnel est articulé en quatre Parties et comprend, hors protocoles et déclarations, 448 articles. A noter que la CIG a décidé d'instaurer une numérotation continue des articles du Traité constitutionnel à travers les différentes parties, chaque article étant cependant précédé du chiffre romain correspondant à la partie dans laquelle il figure.

La Partie I, qui n'a pas d'intitulé, définit les valeurs, objectifs, compétences, institutions et instruments de l'Union. Elle établit les règles essentielles en matière de droits fondamentaux, citoyenneté, vie démocratique et finances de l'Union et précise les conditions de l'adhésion à l'Union et du retrait de celle-ci. Elle comprend 60 articles et constitue la partie véritablement novatrice. C'est le cœur du nouveau système constitutionnel.

La Partie II, intitulée „Charte des droits fondamentaux de l'Union“, reprend intégralement la Charte proclamée à Nice en décembre 2000, avec quelques adaptations en ce qui concerne les dispositions relatives au champ d'application et à l'interprétation de celle-ci. Elle comprend 54 articles. Cette Charte intégrée dans le nouveau système constitutionnel de l'union illustre au mieux la communauté de valeurs que représente l'Union européenne.

La Partie III, intitulée „Politiques et fonctionnement de l'Union“, contient d'une part les dispositions matérielles et les bases juridiques relatives aux domaines de compétence de l'Union, d'autre part les dispositions plus détaillées sur l'organisation de ses institutions et organes. Elle comprend 322 articles. Un grand nombre de dispositions sont reprises des traités antérieurs.

La Partie IV, intitulée „Dispositions générales et finales“, régit les questions de la succession entre le système actuel découlant des traités CE et UE et le nouveau système constitutionnel, du champ d'application territoriale, des procédures de ratification et de révision. Elle comprend 12 articles.

Le Traité constitutionnel est ensuite complété par deux annexes, qui reprennent le contenu des annexes actuelles du TCE, à savoir la liste des produits agricoles et la liste des pays et territoires d'outre-mer, et par trente-six protocoles, dont:

- cinq ont été rédigés par la Convention sur l'avenir de l'Europe et repris et/ou retravaillés par la Conférence intergouvernementale, à savoir les protocoles sur le rôle des parlements nationaux, sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, sur l'Eurogroupe, sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union et sur les modifications au Traité Euratom (les deux derniers protocoles ayant été modifiés substantiellement par la Conférence intergouvernementale);
- quatre ont été rédigés *ex novo* par la Conférence intergouvernementale, à savoir les protocoles sur la coopération structurée permanente en matière de défense, sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, et sur les dispositions encore pertinentes, d'une part, des Actes d'adhésion de 1972, 1979, 1985 et 1994, et, d'autre part, de l'Acte d'adhésion de 2003;
- vingt-sept reprennent le contenu de protocoles des traités CE et UE actuellement en vigueur, tels qu'adaptés au nouveau contexte constitutionnel, dont, par exemple, les protocoles fixant les statuts de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne et de la Banque européenne d'investissement, ainsi que les protocoles relatifs à Schengen, à l'Union économique et monétaire, etc.

La Conférence intergouvernementale est également convenue de quarante et une déclarations relatives à des dispositions du Traité constitutionnel ou des protocoles. Ces déclarations sont annexées à l'Acte final de la Conférence et ne font donc pas formellement partie du Traité constitutionnel. Elles n'ont donc pas de valeur juridique contraignante et n'engagent les Etats membres et les institutions que sur un plan politique.

Dans ledit acte final, la Conférence prend également acte de sept déclarations unilatérales faites par certains Etats membres.

Entrée en vigueur

S'agissant d'un traité conclu en conformité de l'article 48 du Traité UE, l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel est subordonnée à la ratification par tous les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Cela est confirmé par l'article IV-447, qui fixe la date du 1er novembre 2006 pour l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, mais seulement à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés avant cette date auprès du gouvernement italien qui garde tous les instruments de ratification des traités, depuis le Traité de Rome de 1957. Si tel était pas le cas, l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel aurait lieu le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification.

L'échec de la procédure de ratification dans un seul Etat membre empêcherait l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel. Il convient de rappeler que, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, les traités UE et CE restent pleinement applicables.

La Conférence n'a pas prévu de solutions juridiques au cas éventuel d'un échec de la ratification. Elle s'est limitée à faire sienne une déclaration originairement proposée par la Convention, qui prévoit que, si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du Traité constitutionnel, à savoir à compter du 29 octobre 2004, les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié ce Traité alors que l'un ou quelques Etats ont rencontré des difficultés à ce faire, le Conseil européen se saisit de la question.

Il convient également de rappeler que le Traité constitutionnel prévoit expressément une prise d'effet retardé pour certaines de ses dispositions.

Ainsi, notamment, la règle qui prévoit à l'article I-26, § 6 que la Commission soit composée d'un nombre de membres égal aux deux tiers du nombre d'Etats membres ne sera d'application qu'à partir du deuxième Collège nommé en application du Traité constitutionnel, donc à partir de 2014. De même, les nouvelles règles de calcul de la majorité qualifiée fondée sur le principe de la double majorité des Etats et de la population, définies à l'article 2, § 1, du Protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union, ne prendront effet que le 1er novembre 2009.

**Succession entre le système du Traité instituant
la Communauté européenne (TCE) et le Traité sur l'Union européenne
(TUE) et le système du Traité constitutionnel**

Suite à l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, l'Union établie par celui-ci va succéder à la Communauté européenne et à l'Union européenne instituées par les traités CE et UE (article IV-438, § 1).

Dans le cadre de cette succession juridique, le Traité constitutionnel abroge tout le droit primaire actuellement en vigueur (article IV-437): les traités CE et UE, les actes et traités qui ont complété ou modifié lesdits traités, tel qu'énumérés dans l'article premier du protocole relatif à ces actes et traités, les traités et actes d'adhésion de 1972, 1979, 1985, 1994 et 2003, dont les dispositions encore pertinentes sont néanmoins reprises dans le nouveau contexte constitutionnel, par le biais de deux protocoles déjà évoqués ci-dessus.

La succession juridique entre les entités actuelles et l'Union fondée sur le Traité constitutionnel requiert d'ailleurs d'assurer une certaine continuité entre les deux systèmes. Les paragraphes 2 à 5 de l'article IV-438 s'occupent précisément de définir les conditions de cette continuité, selon le schéma suivant.

Les institutions, organes et organismes prévus tant dans l'ancien que dans le nouveau système commencent à exercer leurs nouvelles attributions dès l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, tout en maintenant leur ancienne composition jusqu'à la fin du mandat en cours ou jusqu'à l'adoption de nouvelles dispositions sur leur composition en vertu du Traité constitutionnel (paragraphe 2). Ainsi, si le Traité constitutionnel entrait en vigueur le 1er novembre 2006, le Parlement européen commencerait à exercer les attributions que le Traité constitutionnel lui confère à partir de cette date, tout en gardant sa composition issue des élections de juin 2004 jusqu'à l'échéance de printemps 2009.

En vertu de l'article IV-439, la règle en question souffre des exceptions expressément prévues par le Protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union, qui concernent notamment: le mode de calcul de la majorité qualifiée au Conseil (article 2 du protocole), le membre de la Commission ayant la même nationalité que le Ministre des Affaires étrangères de l'Union, dont le mandat prend fin lors de la nomination du ministre (article 4 du protocole), le Secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que le Secrétaire général adjoint du Conseil, dont les mandats prennent fin lors de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel (article 5 du protocole).

A la différence du droit primaire, le droit dérivé adopté en vertu des traités CE et UE, tout comme les autres éléments de l'acquis communautaire et de l'Union, en ce compris les éléments de *soft law*, comme par exemple les déclarations et résolutions, demeurent en vigueur et continuent à produire leurs effets juridiques aussi longtemps qu'ils ne sont pas abrogés, annulés ou modifiés conformément au Traité constitutionnel (paragraphe 3).

La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE), ci-après „la Cour“, et du Tribunal de Première Instance, ci-après „le Tribunal“, élaborée dans le cadre de l'ancien système est maintenue comme source d'interprétation du droit de l'Union, notamment des dispositions du Traité constitutionnel qui correspondent ou qui, au moins, sont comparables aux dispositions des actes de droit primaire abrogés (paragraphe 4).

Les procédures administratives et juridictionnelles en cours au moment de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel continuent dans le respect du Traité constitutionnel, le cas échéant avec les adaptations nécessaires adoptées par les institutions, organes ou organismes responsables (paragraphe 5). Ainsi, les affaires devant la Cour et le Tribunal, ainsi que les procédures engagées devant la Commission, par exemple, en matière de concurrence ou d'antidumping, ne seront pas réduites à néant par la succession juridique entre la Communauté européenne et la nouvelle Union, mais les dispositions de procédure éventuellement prévues par le Traité constitutionnel devront être appliquées à la place des dispositions du Traité CE.

Révision

L'article IV-443 régit la procédure de révision ordinaire du Traité constitutionnel. Cette disposition introduit des innovations par rapport à la situation actuelle découlant de l'article 48 TUE. Ainsi, l'initiative de la révision pourra désormais venir non seulement de la Commission ou du Gouvernement

d'un Etat membre, mais aussi du Parlement européen. En outre, la préparation des projets de révision sera confiée à une Convention, dont la composition sera semblable à celle de la Convention européenne qui a préparé le Traité constitutionnel, sauf dans les cas où les modifications envisagées ne sont pas très importantes.

La convocation d'une Conférence intergouvernementale qui décide les modifications au Traité constitutionnel d'un commun accord, à l'unanimité, restera nécessaire, tout comme la ratification par tous les Etats membres de ces modifications, avant que celles-ci puissent entrer en vigueur. Il convient de noter qu'une disposition de l'article en question (paragraphe 4) reprend intégralement, pour ce qui concerne les révisions, le contenu de la déclaration déjà mentionnée au sujet des difficultés de ratification dans un ou quelques Etats membres.

La Conférence a par ailleurs introduit, à l'article IV-445, une procédure de révision simplifiée concernant les politiques et actions internes de l'Union, à savoir les dispositions de la partie III, Titre III du Traité constitutionnel, pour autant que les modifications envisagées ne comportent pas d'accroissement des compétences de l'Union. La simplification consiste dans le fait qu'il n'est pas nécessaire de convoquer une Conférence intergouvernementale. Restent néanmoins nécessaires une décision à l'unanimité du Conseil européen, après consultation du Parlement européen, de la Commission et de la Banque centrale européenne, dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, ainsi que l'approbation de cette décision par tous les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Un autre type de révision simplifiée est celle prévue par les dispositions dites „passerelles“. L'article IV-444 prévoit deux passerelles de portée générale permettant, l'une, d'autoriser le Conseil à statuer à la majorité qualifiée et, l'autre, d'appliquer la procédure législative ordinaire, donc une loi ou loi-cadre en codécision, dans des domaines ou des cas déterminés pour lesquels les dispositions de la Partie III du Traité constitutionnel exigent respectivement le vote à l'unanimité ou l'application de la procédure législative spéciale, donc une loi-cadre du Conseil. Dans les deux cas, ces modifications sont apportées sans passer par le mécanisme de la Conférence intergouvernementale, mais par le biais d'une décision adoptée à l'unanimité par le Conseil européen, après approbation du Parlement européen. Ces passerelles de portée générale sont parmi les innovations les plus importantes de la Convention, que la Conférence a reprises, tout en introduisant la possibilité pour chaque Parlement national, qui par ailleurs doivent être informés au moins six mois à l'avance de l'intention du Conseil européen d'avoir recours à une passerelle, de notifier dans le délai de six mois son opposition à l'application de cette disposition.

En outre, le Traité constitutionnel contient des passerelles spécifiques concernant certains domaines. Ainsi, dans les domaines de la politique sociale (article III-210, § 3), de l'environnement (article III-234, § 2) et du droit de la famille (article III-269, § 3) le Conseil peut décider, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen, de remplacer la procédure législative spéciale prévue par le Traité constitutionnel par la procédure législative ordinaire. De même, dans le domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune (articles I-40, § 7, et III-300, paragraphes 3 et 4), le Conseil européen peut décider, statuant à l'unanimité, d'étendre les cas d'application de la règle de vote à la majorité qualifiée prévus par le Traité constitutionnel. Il convient de noter que, dans tous les cas de passerelles particulières, les Parlements nationaux ne sont pas impliqués dans la procédure.

Finalement faut-il rappeler les cas de révision simplifiée de certains protocoles annexés au Traité constitutionnel. Plus particulièrement, en vertu des articles III-187, § 3, et III-381, le Protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque Centrale européenne et le Protocole fixant le statut de la Cour peuvent être modifiés par loi ordinaire. En vertu des articles III-184, § 14, et III-393, le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs et le Protocole fixant le statut de la Banque européenne d'Investissement peuvent être modifiés par loi du Conseil. De même, une loi du Conseil pourra abroger les dispositions transitoires des deux protocoles relatifs aux traités et actes d'adhésion de 1972, 1979, 1985 et 1994 et de 2003, en vertu respectivement des articles 5 et 10 de ces deux protocoles, lorsque ces dispositions deviendront obsolètes. Enfin, les dispositions du Protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de certaines politiques relatives à l'Espace de liberté, sécurité et justice et celles du Protocole sur la position du Danemark cessent d'être applicables respectivement à l'Irlande et au Danemark, lorsque ces Etats auront notifié leur volonté qu'il en aille ainsi (articles 8 de ces protocoles).

*

LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION

La Charte des droits fondamentaux de l'Union avait été élaborée par une précédente Convention et avait été solennellement proclamée, en décembre 2000, par le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Simple déclaration politique à l'époque, elle était dépourvue de toute force juridique directement contraignante.

L'intégration de la Charte dans la partie II du Traité constitutionnel constitue une des plus importantes avancées que comporte celui-ci.

Le contenu des droits proclamés dans la Charte n'a pas été modifié par rapport à un texte élaboré par la précédente Convention. Ce contenu est plus large que celui de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans la mesure où la Charte des droits fondamentaux de l'Union ne se limite pas aux droits civils et politiques mais couvre également d'autres droits et principes comme les droits sociaux des travailleurs, la protection de la santé, la protection de l'environnement, la protection des consommateurs, la protection des données personnelles ou les droits de l'enfant, des personnes handicapées et des personnes âgées.

Aux termes de l'article II-111 du Traité constitutionnel, les institutions, organes et organismes de l'Union seront désormais tenus de respecter les droits inscrits dans la Charte, d'en observer les principes et d'en promouvoir l'application. Les mêmes obligations s'imposent aux Etats membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. Il appartiendra à la Cour de Justice de veiller au respect de la Charte, qui ne s'applique toutefois pas en dehors du champ d'action de l'Union.

A l'article II-112, le Traité constitutionnel apporte certaines précisions quant à la portée et à l'interprétation des droits et des principes reconnus par la Charte. Ainsi:

- dans la mesure où la Charte reconnaît les droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec ces traditions communes;
- lorsque des dispositions de la Charte qui contiennent des principes ont été mises en œuvre par des actes législatifs et exécutifs des institutions et organes de l'Union ou par des actes des Etats membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union, leur invocation devant le juge n'est admise que pour l'interprétation et le contrôle de tels actes;
- les explications élaborées en vue de guider l'interprétation de la Charte doivent être dûment prises en considération par les juridictions de l'Union et des Etats membres.

Ces explications proposent pour chaque article et droit énoncé un commentaire renvoyant vers les différentes sources juridiques qui fondent ledit droit, ainsi que la jurisprudence y relative. Une référence aux explications figure au préambule de la Charte. La CIG a également pris acte de ces explications qui sont annexées à l'Acte final.

*

RELATIONS AVEC LES PARLEMENTS NATIONAUX

Aux 448 articles de la Constitution s'ajoutent 36 Protocoles, dont la plupart figurent déjà en annexe des traités précédents. Deux protocoles relèvent d'une importance particulière, à savoir le protocole sur le rôle des parlements nationaux et le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Protocole No 1 sur le rôle des parlements nationaux

Le Protocole sur le rôle des parlements nationaux n'apporte pas de modifications profondes par rapport au Protocole similaire qui avait été annexé au Traité d'Amsterdam. Il permet cependant de préciser certains points.

Les documents de consultation de la Commission, le programme législatif annuel et les projets d'actes législatifs de l'Union seront directement adressés aux parlements nationaux.

Un délai de six semaines doit, sauf urgence à motiver, être observé entre le moment où un acte législatif européen est mis à disposition des parlements nationaux et la date à laquelle il peut être inscrit à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption.

Les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil sont transmis directement aux parlements nationaux, en même temps qu'aux gouvernements des Etats membres.

Le Parlement européen et les parlements nationaux définiront ensemble l'organisation et la promotion d'une coopération interparlementaire efficace et régulière. Dans le cadre de la Convention, certains avaient envisagé d'aller plus loin en proposant la création d'un Congrès des peuples européens qui aurait réuni des membres du Parlement européen et des parlements nationaux. Cette proposition a toutefois été écartée. Elle aurait compliqué l'architecture institutionnelle de l'Union qu'il convenait au contraire de simplifier.

La Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union (COSAC) pourra désormais adresser „toute contribution qu'elle juge appropriée“ aux institutions de l'Union. Cette possibilité n'était jusqu'ici prévue que pour le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Protocole No 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité introduit une innovation importante.

En vertu du principe de subsidiarité (article I-11), l'Union ne doit intervenir que dans la mesure où les objectifs d'une action envisagée ne peuvent être atteints de manière suffisante par les Etats membres tant au niveau central qu'au niveau régional ou local.

Le respect du principe de subsidiarité est déjà actuellement susceptible d'un contrôle *a posteriori* par la Cour de Justice. Ce contrôle juridique est cependant malaisé. Déterminer si une mesure respecte ce principe relève en effet largement d'une appréciation politique que ne peut donner la Cour. Le Protocole complète dès lors ce contrôle *a posteriori* par un contrôle politique *a priori* dans lequel les parlements nationaux ont un rôle central.

Les projets d'actes législatifs de l'Union seront transmis aux parlements nationaux. Ils devront être motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Une fiche spécifique devra être élaborée à cet effet.

Tout parlement national ou toute chambre de l'un de ces parlements pourra, dans un délai de six semaines, adresser un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estimerait que ce projet ne respecte pas le principe de subsidiarité.

Dans le cas où des avis sur le non-respect du principe de subsidiarité seraient mis et représenteraient au moins un tiers de l'ensemble des voix (ou un quart des voix pour les propositions portant sur la coopération judiciaire pénale ou la coopération policière), le projet d'acte législatif contesté doit être réexaminé. A l'issue de cet examen, le projet peut être maintenu, modifié ou retiré par la Commission ou l'instance dont il émane. Certains Etats membres auraient voulu aller plus loin en imposant le retrait ou à tout le moins la modification du projet. Un tel système aurait toutefois porté atteinte au droit d'initiative de la Commission et alourdi le processus décisionnel.

Le contrôle *a posteriori* de la Cour de Justice est maintenu. Il est toutefois désormais prévu que ce recours peut être introduit par un Etat membre ou transmis par cet Etat membre conformément à son ordre juridique au nom de son parlement national ou d'une chambre de celui-ci. Un tel recours peut également être formé par le Comité des Régions contre les actes législatifs européens pour lesquels il doit être consulté.

*

INSTITUTIONS DE L'UNION

Le Traité constitutionnel contient une série d'innovations importantes par rapport à la situation actuelle, en ce qui concerne l'organisation et la structure, tout comme le fonctionnement et l'interaction des institutions de l'Union.

Les normes fondamentales en la matière se trouvent dans le Titre III de la partie I du Traité constitutionnel. Ce dispositif est complété par quelques soixante-dix articles regroupés dans le chapitre I du Titre VI de la Partie III.

Les thèmes institutionnels sont également traités dans certains protocoles annexés au Traité constitutionnel. On peut mentionner, en particulier, les protocoles fixant les statuts de la Cour de Justice de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne, le protocole pour les sièges des institutions et de certains organes et organismes, ainsi que le protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes.

En outre, il ne faut pas négliger certaines déclarations annexées à l'acte final de la Conférence intergouvernementale, par exemple les déclarations sur le système des présidences du Conseil et sur l'application des nouvelles règles en matière de calcul de la majorité qualifiée ou la déclaration sur les conditions de nomination de certaines figures institutionnelles, à savoir les Présidents du Conseil européen et de la Commission ou le Ministre des Affaires étrangères de l'Union.

La présente section passe en revue les éléments essentiels relatifs aux institutions, en mettant notamment en exergue les nouveautés par rapport à la situation découlant des traités CE et UE.

Aspects généraux

Aux termes du Traité constitutionnel, l'Union sera dotée de sept institutions:

- Parlement européen;
- Conseil des Ministres;
- Commission européenne;
- Cour de Justice de l'Union européenne;
- Cour des comptes;
- Conseil européen, et
- Banque centrale européenne.

Il convient de noter qu'en décrivant le cadre institutionnel de l'Union, l'article I-19, § 1 ne mentionne que cinq institutions, à savoir le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil, la Commission et la Cour de Justice de l'Union européenne. Les deux institutions manquantes, la Banque Centrale européenne et la Cour des Comptes, sont évoquées plus loin en tant que „autres institutions“, dans le chapitre II du Titre III de la Partie I du Traité constitutionnel.

Bien que la disposition, qui prévoit que l'action des institutions s'exerce dans les limites des attributions qui leur sont conférées et dans le respect de procédures et conditions déterminées, soit insérée dans l'article relatif au cadre institutionnel de l'Union (art. I-19, para. 2), cette disposition paraît en principe applicable à toutes les institutions, y compris la Banque Centrale européenne et la Cour des Comptes.

Le Traité constitutionnel ne touche pas aux sièges des institutions. Le protocole qui traite de cette question reprend le protocole existant, qui est annexé au Traité CE.

Toutes les institutions, et non plus seulement le Parlement européen, le Conseil et la Commission, sont tenues dans leur travaux par des obligations de transparence, y compris en ce qui concerne l'accès à leurs documents (articles I-50 et III-399). Pour des raisons évidentes, le champ de cette obligation est limité au seul exercice des fonctions administratives pour ce qui concerne la Cour de Justice de l'Union européenne et la Banque Centrale européenne.

Pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Parlement européen, le Conseil et la Commission doivent procéder régulièrement à des consultations et doivent coopérer. Dans ce cadre, des accords inter-institutionnels à caractère contraignant peuvent être conclus. Dans le respect du Traité constitutionnel (article III-397).

Parlement européen

Composition

Aux termes de l'article I-20, § 2, le nombre de sièges du Parlement européen ne dépasse pas sept cent cinquante. La représentation de chaque Etat membre est assurée conformément à un critère de dégressivité proportionnelle, avec un seuil minimum de six députés et un seuil maximum de quatre-vingt-seize députés.

Pendant la législature 2004-2009, la composition actuelle du Parlement européen, telle qu'elle résulte du Traité CE comme modifié par le Traité d'adhésion du 1er mai 2003, est maintenue inaltérée (article

premier, § 2, du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union), ce qui comporte une dérogation aux seuils minimum et maximum indiqués ci-dessus, car actuellement Malte n'est représentée que par cinq députés, alors que l'Allemagne dispose de quatre-vingt-dix-neuf sièges.

A partir de 2009, le nombre exact des députés et la répartition des sièges seront fixés par une décision du Conseil européen, statuant à l'unanimité (article I-20, § 2), conformément aux principes énoncés plus haut. La première décision de ce type devra être adoptée suffisamment longtemps avant les élections parlementaires européennes de 2009 (article premier, § 1, du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union).

Les membres du Parlement européen représentent les citoyens de l'Union. Néanmoins, l'Acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct, qui reste en vigueur dans le cadre du Traité constitutionnel, prévoit que la procédure électorale est régie, en principe, par les dispositions nationales de chaque Etat membre. Il pourrait ainsi arriver que dans un Etat membre des personnes ne disposant pas de la citoyenneté de cet Etat ou d'un autre Etat membre soient autorisées à voter aux élections européennes, comme cela est à présent le cas au Royaume-Uni. C'est dans ce contexte que s'inscrivent deux déclarations unilatérales à l'acte final de la Conférence, formulées respectivement par l'Espagne (déclaration sur la définition du terme „ressortissants“) et par le Royaume-Uni (déclaration sur le droit de vote aux élections parlementaires européennes).

Attributions et fonctionnement

Le Traité constitutionnel confirme les attributions actuellement reconnues au Parlement européen, tout en étendant parfois la portée.

La fonction de co-législateur du Parlement européen est consacrée grâce au fait que la procédure de codécision est érigée en procédure législative ordinaire (article I-34, § 1) et que les cas d'application de cette procédure sont augmentés par rapport au Traité CE, par exemple dans le domaine de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice. Dans tous ces cas, le Parlement européen est mis sur un pied d'égalité avec le Conseil en ce qui concerne l'approbation des lois et lois-cadres européennes.

En corollaire, le Parlement européen obtient aussi la possibilité de veiller à l'exercice de la délégation législative conférée à la Commission, au même titre que le Conseil (article I-36, § 2). Il s'agit d'une innovation importante, étant donné qu'à présent le rôle de contrôle du Parlement européen pour ce qui concerne l'exercice des compétences d'exécution de la Commission, même lorsqu'il s'agit de l'exécution d'actes adoptés en codécision, est inférieur au rôle du Conseil.

Dans trois cas, le Parlement européen dispose seul de la responsabilité de légiférer, mais doit obtenir l'approbation du Conseil: il s'agit de la loi relative au statut de ses membres (article III-330, § 2), de la loi fixant les modalités d'exercice d'une enquête par une commission parlementaire temporaire d'enquête (article III-333, dans ce cas l'approbation de la Commission est également nécessaire) et de la loi relative au statut du Médiateur européen (article III-335, § 4).

Par ailleurs, dans une trentaine de cas le Traité constitutionnel prévoit que la fonction législative soit exercée uniquement par le Conseil. Même dans ces cas, le Parlement européen participe à la procédure, devant préalablement soit approuver le projet de loi, soit être consulté à ce sujet.

La consultation du Parlement européen est également prévue, au cas par cas, pour l'adoption de certains actes non législatifs du Conseil directement sur base du Traité constitutionnel.

En ce qui concerne les dispositions financières et budgétaires, le Traité constitutionnel introduit des innovations importantes en ce qui concerne le rôle du Parlement européen.

Ainsi, si la participation du Parlement européen demeure inaltérée dans la procédure d'adoption de la loi sur les ressources propres, par la procédure de consultation (article I-54, § 3), la procédure d'approbation s'applique lors de l'adoption de la loi sur le cadre financier pluriannuel (article I-55, § 2).

La procédure budgétaire ressemble désormais à une procédure de codécision articulée en une seule lecture plus conciliation (article III-404). Le Parlement européen pourra influencer davantage qu'actuellement le contenu de la loi établissant le budget annuel, en particulier grâce à la suppression de la distinction entre dépenses obligatoires et dépenses non obligatoires. Toutefois, il n'aura pas la possibilité d'imposer sa volonté au Conseil en cas de divergences de vue dans le comité de conciliation, comme l'avait proposé la Convention. Cependant, le Parlement européen obtient la possibilité théorique d'approuver le budget si le Conseil rejette le projet commun établi par le comité de conciliation.

Les fonctions de contrôle politique du Parlement européen prévues par le Traité CE sont reprises intégralement par le Traité constitutionnel. En particulier, les dispositions relatives à la motion de censure de la Commission (article III-340) et à la décharge sur l'exécution du budget (article III-409) demeurent substantiellement inchangées.

L'article I-19, § 1, établit que le Parlement européen élit le Président de la Commission. Mais l'article I-27, § 1, montre qu'en réalité cette élection ne se différencie pas trop, en substance, de l'actuel système d'approbation du Président désigné de la Commission, dans le sens que le Parlement européen doit se prononcer sur une candidature unique proposée par le Conseil européen. La véritable innovation consiste dans le fait que le Conseil européen doit désigner ce candidat en tenant compte du résultat des élections au Parlement européen et après avoir procédé aux consultations appropriées. A ce dernier propos, une déclaration à l'acte final de la Conférence précise que ces consultations devront porter essentiellement sur le profil des candidats.

La règle de l'approbation collégiale de la Commission, telle qu'elle figure dans le traité CE, est maintenue (article I-27, § 2). Néanmoins, il convient de noter que, dans le cadre de cette approbation, le Parlement européen a l'occasion de prendre position sur le Ministre des Affaires étrangères de l'Union, qui est nommé selon une procédure particulière (voir ci-après, dans la section relative au ministre des affaires étrangères).

Conseil européen

Composition

Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et du Président de la Commission, comme à présent, ainsi que d'une personnalité qui le préside (article I-21, § 2). Ce Président, élu à la majorité qualifiée par le Conseil européen lui-même pour une période de deux ans et demi, renouvelable une fois, ne peut plus exercer de mandat national (article I-22, paragraphes 1 et 3).

Une déclaration à l'acte final de la Conférence souligne que le choix du Président du Conseil européen, tout comme d'ailleurs les choix du Président de la Commission et du Ministre des Affaires étrangères, devra tenir dûment compte de la nécessité de respecter la diversité géographique et démographique de l'Union.

Le Ministre des Affaires étrangères participe aux travaux du Conseil européen (article I-21, § 2). En outre, chaque chef d'Etat ou de Gouvernement a la faculté de se faire assister par un Ministre. A la différence du traité UE, il n'est pas précisé qu'il doit s'agir du Ministre chargé des Affaires étrangères de l'Etat en question. Le Président de la Commission peut se faire assister par un Commissaire (article I-21, § 3).

Le fait d'avoir érigé le Conseil européen en institution ne comporte pas, en principe, la création d'une nouvelle bureaucratie, car le Conseil européen sera assisté par le Secrétariat général du Conseil (article III-341, § 4).

Attributions et fonctionnement

Le Conseil européen est chargé de donner à l'Union les impulsions politiques nécessaires à son développement et d'en définir les orientations et priorités politiques générales (article I-21, § 1). Le Traité constitutionnel précise la portée de ces attributions dans certains domaines, par exemple en politique économique (article III-179), dans le domaine de l'emploi (article III-206), dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice (article III-258) et en ce qui concerne l'action extérieure de l'Union (article III-293).

Le Conseil européen n'exerce pas de fonctions législatives (article I-21, § 1), mais est néanmoins appelé à prendre des décisions très importantes pour le fonctionnement de l'Union, notamment en ce qui concerne les nominations dans les institutions ou l'activation des „passerelles“.

Le Traité constitutionnel consacre la pratique actuelle qui a conduit à l'augmentation du rythme des réunions du Conseil européen, une pour chaque trimestre, et la possibilité de convoquer des réunions extraordinaires (article I-21, § 3).

En outre, il établit que le consensus est la règle générale pour la prise de décision de cette institution (article I-21, § 4). Si cette modalité de décision, qui est par sa nature peu précise, est acceptable dans la situation actuelle, dans laquelle le Conseil européen est normalement appelé à adopter des conclusions ou autres orientations de nature purement politique, elle paraît en revanche peu appropriée dans le cadre du Traité constitutionnel, au moins lorsque le Conseil européen adopte des décisions formelles. C'est pourquoi, dans ces derniers cas, des règles de vote juridiquement plus précises, à savoir l'unanimité ou la majorité qualifiée, sont prévues.

La question relative au calcul de la majorité qualifiée est traitée ci-après, dans la section relative au Conseil. Il convient néanmoins de souligner une spécificité qui n'est applicable qu'au Conseil européen: le Président de cette institution et le Président de la Commission, bien que membres à plein titre, ne prennent pas part au vote (article I-25, § 4).

Attributions du président du Conseil européen

La création du poste de Président du Conseil européen, fortement voulue par certains Etats membres, constitue une des plus grandes innovations du Traité constitutionnel.

L'article I-22, § 2, décrit en détail ses attributions:

- présider et animer les travaux du Conseil européen;
- en assurer la préparation et la continuité des travaux, en coopération avec le Président de la Commission et sur base des travaux du Conseil des Affaires générales (voir aussi l'article I-24, § 2);
- œuvrer pour faciliter la cohésion et le consensus au sein du Conseil européen;
- présenter au Parlement européen un rapport après chaque réunion;
- assurer à son niveau la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la Politique étrangère et de sécurité commune.

Conseil des Ministres

Composition

Le Conseil continuera à être composé d'un représentant de chaque Etat membre au niveau ministériel (article I-23, § 2), ce qui permet aux Etats membres qui le souhaitent de se faire représenter par des Ministres de Gouvernements infra-étatiques.

Le Traité constitutionnel consacre le principe selon lequel le Conseil siège en différentes formations. Les deux formations des „Affaires générales“ et des „Affaires étrangères“ sont établies directement par le Traité constitutionnel, qui en précise également les missions. Les autres formations seront déterminées par une décision du Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée (article I-24, paragraphes 1 à 4). Il convient de souligner que le Conseil des Affaires générales est autorisé à établir la liste de ces autres formations, statuant à la majorité simple, dans l'attente de la décision précitée du Conseil européen (article 3 du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union).

Après de nombreux débats tant à la Convention, qu'à la Conférence, la solution retenue par le Traité constitutionnel au sujet de la question de la Présidence des formations du Conseil est assez minimaliste. L'article I-24, § 7, se borne à prévoir un système de rotation légale entre les Etats membres dont les conditions seront précisées par une décision du Conseil européen statuant à la majorité qualifiée. La Présidence de la formation des Affaires étrangères fait exception, car elle est attribuée directement au Ministre des Affaires étrangères (article I-28, § 3).

Il convient de souligner que la Conférence est convenue d'un projet de décision qui sera adoptée dès l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, en application dudit article I-24, § 7. Ce projet de décision, qui est contenu dans une déclaration à l'Acte final de la Conférence, prévoit un système de Présidences par équipes de trois Etats membres, déterminées en fonction de la diversité et des équilibres géographiques dans l'Union, pour une durée de dix-huit mois. Le système est organisé dans le sens que chaque Etat présidera à tour de rôle toutes les formations du Conseil, y compris leurs organes préparatoires (groupes, comités, etc.), sauf la formation des Affaires étrangères, pour une période de six mois, tout en étant assisté par les deux autres Etats et sur la base d'un programme commun. Le projet de décision prévoit que les Etats membres faisant partie d'une équipe peuvent convenir d'autres arrangements.

Attributions et fonctionnement

Le Conseil conserve toutes les attributions dont il dispose à présent, en vertu des traités CE et UE. En particulier, l'article I-23, § 1, évoque:

- la fonction législative conjointement avec le Parlement européen ou, dans certains cas, seul (voir ci-dessus, dans la section relative au Parlement européen);
- lorsqu'il légifère, le Conseil siège en public (article I-24, § 6);
- la fonction budgétaire, conjointement avec le Parlement européen;
- les fonctions de définition des politiques et de coordination, conformément aux conditions prévues par le Traité constitutionnel.

Dans le domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que dans d'autres cas spécifiques dûment justifiés, le Traité constitutionnel reconnaît au Conseil également une fonction exécutive (article I-37, § 2), bien qu'en principe une telle fonction appartienne à la Commission.

Pour l'exercice de ces attributions, en règle générale le Conseil statue à la majorité qualifiée. Les autres règles de vote (unanimité, majorité simple) ne s'appliquent que dans les cas explicitement prévus par le Traité constitutionnel (article I-23, § 3).

Les définitions de l'unanimité, y compris en ce qui concerne la neutralisation des abstentions, et de la majorité simple restent inchangées par rapport à la situation actuelle.

En revanche, la Convention, puis la Conférence, ont longuement discuté des modifications à apporter au mode de calcul de la majorité qualifiée, étant donné que le système institué par le Traité de Nice était considéré insatisfaisant par la plupart des intervenants. C'est principalement sur cette question que la négociation avait échoué à la réunion de la Conférence intergouvernementale de décembre 2003.

La solution finalement retenue dans le Traité constitutionnel comporte deux étapes:

Ainsi, jusqu'au 31 octobre 2009, la majorité qualifiée sera calculée de la même manière que dans le régime actuel, à savoir conformément à l'article 205 du Traité CE, comme modifié par le Traité de Nice et par le Traité d'adhésion de 2003:

- attribution d'un nombre de voix déterminé à chaque Etat membre et seuil de la majorité qualifiée fixé à 232 voix comprenant le vote favorable d'au moins la moitié des Etats membres ou, dans les cas où le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission, d'au moins deux tiers des Etats membres;
- en outre, à la demande d'un Etat membre, éventuelle vérification que les Etats membres constituant la majorité qualifiée représentent au moins 62% de la population de l'Union (article 2, § 2, du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union).

A partir du premier novembre 2009, la majorité qualifiée sera fondée sur le principe de la double majorité des Etats et de la population:

- elle sera atteinte avec le vote favorable d'au moins 55% d'Etats membres (comprenant au minimum quinze Etats),
- réunissant au moins 65% de la population de l'Union.

Pour éviter qu'un nombre trop limité d'Etats parmi les plus peuplés puisse empêcher l'adoption d'une décision, il est également prévu qu'une minorité de blocage doit comprendre au moins quatre Etats membres, à défaut de quoi la majorité qualifiée sera considérée comme atteinte même si le critère de la population n'est pas rempli.

En outre, le seuil des Etats membres est élevé à 72% pour les votes relatifs à des actes pour lesquels ni la proposition de la Commission, ni celle du Ministre des Affaires étrangères n'est prévue (article I-25).

Ce dispositif sera complété par une décision du Conseil, qui sera adoptée lors de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel et dont le projet figure dans une déclaration à l'Acte final de la Conférence. Cette décision reproduit un mécanisme similaire à celui figurant dans la décision dite du „compromis de Ioannina“, à savoir un mécanisme prévoyant que le Conseil ne procède pas au vote et continue à débattre d'une proposition si le demande un ensemble d'Etats membres représentant au moins trois quarts du nombre d'Etats ou du niveau de la population nécessaire pour constituer une minorité de blocage. Cette prolongation, qui doit respecter les délais de procédure prévus par le droit de l'Union, vise à élargir la

base de soutien pour la mesure en question. Il convient de noter que cette décision prévoit la possibilité qu'elle soit abrogée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, à partir de 2014.

Commission

Composition

La question de la composition de la Commission a été un des thèmes les plus épineux examinés par la Convention et par la Conférence intergouvernementale. La solution proposée par la Convention, soit un collège de quinze membres dotés du droit de vote, assistés par des Commissaires privés de ce droit, a été écartée par la Conférence.

Le débat entre les supporters d'une Commission „large“, composée d'un ressortissant pour chaque Etat membre, et ceux d'une Commission „réduite“, composée d'un nombre de membres inférieurs au nombre d'Etats membres, s'est soldé par une solution de compromis, qui d'ailleurs s'inscrit dans le sillage de la solution agréée à ce sujet dans le Traité de Nice.

La première Commission nommée après l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, à savoir en principe celle dont le mandat s'étalera de 2009 à 2014, sera composée d'un ressortissant pour chaque Etat membre.

A partir de la deuxième Commission, donc à partir de 2014, le collège sera composé d'un nombre de membres correspondant aux deux tiers du nombre des Etats membres, le Conseil européen pouvant décider, à l'unanimité, de modifier ce nombre (article I-26, paragraphes 5 et 6). Un mécanisme de rotation égale entre Etats membres sera mis en place par le biais d'une décision du Conseil européen, statuant à l'unanimité, et sur base des principes fixés par l'article I-26, § 6, qui d'ailleurs sont analogues à ceux énoncés par le Traité de Nice (voir article 4, § 3, du protocole sur l'élargissement de l'Union européenne annexé à ce traité).

En tout cas, le Ministre des Affaires étrangères sera membre à part entière de la Commission dès l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel (voir ci-après, dans la section relative au Ministre).

La Commission en fonction au moment de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel maintiendra sa composition, avec certains aménagements nécessaires précisément pour permettre l'entrée du Ministre des Affaires étrangères (article 4 du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union).

Aux conditions traditionnelles prévues pour devenir membre de la Commission, compétence générale, indépendance, s'ajoute un nouvel élément, l'engagement européen (article I-26 § 4).

Les procédures relatives à la nomination du Président et des autres membres de la Commission sont décrites dans la section relative au Parlement européen, à laquelle on fait donc renvoi. Pour ce qui concerne la nomination du Ministre des Affaires étrangères, voir la section relative à celui-ci.

Attributions et fonctionnement

Bien qu'en réalité elle ne comporte pas de changements radicaux par rapport à la situation actuelle, le Traité constitutionnel a le mérite de présenter à l'article I-26, paragraphes 1 et 2, de manière claire et dans une vue d'ensemble les nombreuses attributions de la Commission.

Ainsi, sont rappelées ici les fonctions de promotion de l'intérêt général européen et de gardienne du droit de l'Union; les tâches de coordination¹ et de gestion, y compris l'exécution du budget et la gestion des programmes; la responsabilité de la représentation extérieure de l'Union, à l'exclusion du domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

La référence à la fonction exécutive mérite une mention particulière, du fait qu'elle est déclinée plus en détail dans l'article I-37, § 2, qui précise qu'en principe il appartient à la Commission d'adopter les actes d'exécution au niveau de l'Union, à l'exception des cas spécifiques dans lesquels cette tâche est attribuée au Conseil (voir ci-dessus, dans la section relative au Conseil).

¹ A ce propos, il convient de rappeler les dispositions de la Constitution autorisant la Commission à animer et à encourager la mise en œuvre des politiques nationales selon le schéma de la méthode ouverte de coordination dans les domaines de la politique sociale (article III-213), de la recherche scientifique (article III-250), de la santé publique (article III-278, § 2) et de l'industrie (article III-279).

Particulièrement importante est la reconnaissance du droit d'initiative de la Commission, qui d'ailleurs devient un quasi-monopole pour ce qui concerne les actes législatifs (article I-26 § 2).

Le droit d'initiative s'étend en outre aux actes de programmation annuelle et pluriannuelle de l'Union (article I-26 § 1), ce qui rendra possible une meilleure organisation de la coopération interinstitutionnelle et, en particulier, des travaux législatifs.

En s'inspirant de l'expérience actuelle des compétences d'exécution de nature réglementaires, l'article I-36 prévoit une innovation importante, à savoir la possibilité pour le législateur d'habiliter la Commission à adopter des „règlements délégués“ visant à compléter ou à modifier les éléments non essentiels des lois ou des lois-cadres. Il s'agit dans ce cas d'une fonction quasi législative, que la Commission doit exercer naturellement sous le contrôle du législateur.

Le Traité constitutionnel ne modifie pas les conditions de fonctionnement de la Commission, notamment les règles de vote et l'application du principe de la collégialité dans le cadre des orientations et des autres pouvoirs de direction et d'organisation qui sont conférés à son président (article I-27 § 3, et articles III-350 et III-351). A ce dernier propos, il faut néanmoins signaler que le président n'aura plus besoin de l'approbation du Collège pour nommer des Vice-Présidents, ni pour demander à un membre de la Commission de démissionner².

Les dispositions sur les droits et devoirs des membres de la Commission demeurent également inchangées (articles III-347 à III-349).

Ministre des Affaires étrangères de l'Union

L'article I-28 crée la fonction du Ministre des Affaires étrangères de l'Union. Il ne s'agit pas d'une nouvelle institution, mais d'une fonction particulière ayant un statut *sui generis*. Il a des liens à la fois avec le Conseil et avec la Commission, de sorte qu'on attribue communément au Ministre une „double casquette“.

Le Ministre des Affaires étrangères est nommé par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, avec l'accord du président de la Commission. Il peut être révoqué selon la même procédure.

Il est chargé de conduire la Politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que la Politique de défense commune de l'Union. A ce titre il élabore des propositions et exécute ces politiques en tant que mandataire du Conseil; en outre, il représente l'Union sur la scène internationale (article III-296, § 2). De plus, comme indiqué ci-dessus, il préside la formation des Affaires étrangères du Conseil.

Le Ministre des Affaires étrangères est membre de la Commission, plus précisément Vice-Président chargé des responsabilités de cette institution dans le domaine des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'Union. Pour cette raison, le Ministre est soumis au vote d'approbation du Collège de la part du Parlement européen (article I-27-§ 2), mais les règles et procédures qui régissent le fonctionnement de la Commission ne lui sont applicables que dans la mesure où cela est compatible avec l'exercice des fonctions énumérées au point précédent.

Le Ministre des Affaires étrangères est assisté par un Service européen de l'action extérieure composé de personnel en provenance de la Commission, du Secrétariat général du Conseil, ainsi que des services diplomatiques des Etats membres (article III-296, § 3), et dont l'organisation et le fonctionnement seront fixés par une décision du Conseil qu'une déclaration à l'acte final de la Conférence demande de commencer à préparer dès la signature du traité constitutionnel.

Le Ministre exerce également son autorité sur les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales (article III-328).

² Il convient de noter que le président de la Commission ne peut obtenir directement la démission du Ministre des Affaires étrangères. Sa demande ne fait que déclencher le mécanisme de révocation du ministre prévu par l'article I-28, § 1 (voir ci-après, dans la section relative au ministre).

Cour de justice de l'Union européenne

Composition

Le Traité constitutionnel clarifie la distinction entre l'ensemble de la juridiction de l'Union, qualifiée „Cour de Justice de l'Union européenne“, et ses différentes composantes, dénommées respectivement „Cour de Justice“, „Tribunal“ et „tribunaux spécialisés“ (article I-29, § 1).

Le Traité constitutionnel n'innove pas en ce qui concerne la composition et l'organisation de la Cour de Justice et du Tribunal.

En revanche, la procédure de nomination des juges et des avocats généraux s'enrichit d'une étape préliminaire: avant que les Gouvernements des Etats membres ne procèdent aux nominations, les candidats seront auditionnés par un comité chargé de donner un avis sur leur adéquation à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général (article III-357).

Attributions et fonctionnement

Le Traité de Nice a introduit des importantes réformes en ce qui concerne le fonctionnement de la juridiction de l'Union (voir les modifications apportées aux articles 220 à 225 du Traité CE, les nouveaux articles 225A et 229 du même Traité, ainsi que le nouveau Protocole sur le statut de la Cour de Justice).

C'est pourquoi la Convention et la Conférence ne sont intervenues que marginalement dans ce domaine. On peut signaler, en particulier:

- l'atténuation des conditions de recevabilité pour les recours en annulation formés par des personnes physiques et morales à l'encontre d'actes réglementaires (article III-365, § 4);
- l'inclusion des actes du Conseil européen, d'une part, et des agences, d'autre part, parmi les actes susceptibles d'être soumis au contrôle de légalité (article III-365, § 1) et au recours en carence (article III-367);
- la possibilité pour la Commission de saisir la Cour de Justice de l'Union européenne pour faire constater le manquement d'un Etat membre directement après la phase de la mise en demeure, et sans besoin d'envoyer un avis motivé, lorsque le manquement consiste dans la non-exécution d'un précédent arrêt de la Cour constatant un manquement au droit de l'Union (article III-362, § 2);
- la possibilité pour la Cour de Justice de l'Union européenne d'imposer le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte à un Etat membre dont elle constate le manquement à l'obligation de communiquer les mesures de transposition d'une loi-cadre européenne (article III-362, § 3).

Du fait de la suppression des piliers existant dans l'actuel système, la Cour de Justice de l'Union européenne devient pleinement compétente à intervenir dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière, avec les exceptions cependant des contrôles sur la validité et la proportionnalité d'opérations policières, ainsi que sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure (article III-377).

En revanche, ses attributions dans le domaine de la Politique étrangère et de sécurité commune continuent à rester très limitées: la Cour n'est en fait compétente que pour contrôler le respect des conditions et limites respectivement prévues pour la mise en œuvre, d'une part, de cette politique et, d'autre part, des autres compétences de l'Union (clause dite de „non-contamination“), ainsi que pour contrôler la légalité des décisions imposant des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales, fondées sur des dispositions concernant la politique en question (article III-376).

Il convient enfin de noter que le Traité constitutionnel reconnaît explicitement le principe selon lequel les juridictions nationales jouent également un rôle de juges du droit de l'Union (article I-29, § 1).

Banque centrale européenne et Cour des Comptes

Les dispositions relatives à la Banque centrale européenne et à la Cour des comptes restent, en substance, inchangées.

Au sujet de la Banque centrale européenne, on peut se limiter à signaler que:

- bien qu'érigée en institution, elle maintient sa personnalité juridique et son indépendance à l'égard des autres institutions et des Etats membres (article I-30, § 3);

- les membres de son directoire seront désormais nommés par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée (article III-382, § 2), et non plus d'un commun accord des gouvernements des Etats membres, comme c'est le cas à présent.

*

PROCEDURES ET REGLES DE VOTE

Procédures

Comme il a été souligné ci-dessus, le Traité constitutionnel introduit la notion de procédure législative ordinaire, tout en y consacrant une disposition spécifique, l'article III-396. En réalité, cette notion désigne une procédure déjà bien connue dans le système actuel, à savoir la procédure de codécision prévue par l'article 251 du Traité CE, qui est reprise sans aucune modification substantielle.

En revanche, les procédures législatives spéciales sont évoquées sans que des dispositions particulières en précisent le déroulement. Pour connaître les éléments constitutifs de ces procédures, il est donc nécessaire de se référer, au cas par cas, aux bases juridiques qui les prévoient. Néanmoins, en analysant ces éléments, on peut identifier essentiellement deux cas de figure:

- la procédure d'approbation, à savoir des lois ou lois-cadres du Conseil adoptées après approbation du Parlement européen ou, à l'inverse, des lois ou lois-cadres du Parlement européen adoptées après approbation du Conseil (l'approbation équivalant ainsi à ce qui, dans le Traité CE, est désigné comme avis conforme);
- la procédure de consultation, à savoir des lois ou lois-cadres du Conseil adoptées après consultation du Parlement européen (avis).

Des dispositions dites „passerelles“ permettent de remplacer les procédures législatives spéciales relatives aux lois et/ou lois-cadres du Conseil par la procédure législative ordinaire dans un domaine déterminé, sans passer par le lourd mécanisme de la Conférence intergouvernementale.

En particulier, une passerelle générale figurant à l'article IV-444, § 2, dispose que le Conseil européen peut autoriser à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, le recours à la procédure législative ordinaire dans toute base juridique de la Partie III du Traité constitutionnel; à condition qu'aucun Parlement national ne fasse connaître son opposition dans un délai de six mois.

En outre, des passerelles particulières concernent spécifiquement les domaines de la politique sociale, de l'environnement et du droit de la famille (voir les articles III-210, § 3, III-234, § 2, et III-269, § 3). Dans ces cas il appartient au Conseil de statuer à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, et les Parlements nationaux ne sont pas impliqués dans le processus de décision.

S'agissant de l'adoption des actes non législatifs, le Traité constitutionnel ne prévoit pas de conditions générales de procédure. Chaque base juridique détermine les conditions d'adoption de l'acte, en particulier la nécessité d'une proposition de la Commission (article I-26, § 2), de la consultation du Parlement européen, ou de la participation d'autres institutions ou organes.

En principe, chaque base juridique dans la Constitution indique le type d'acte à adopter:

- si la base juridique se réfère simplement à la loi européenne/loi-cadre européenne, la procédure applicable est la procédure de codécision (article III-396);
- si la base juridique se réfère à la loi européenne/loi-cadre européenne du Conseil/du Parlement européen, ou à un acte non législatif, cette base juridique détermine les éléments essentiels de procédure applicables.

Il convient de rappeler que la procédure de coopération prévue à l'article 252 du Traité CE disparaît et, dans les quelques cas pour lesquels elle est actuellement encore d'application, sera remplacée dans la Constitution soit par la procédure législative ordinaire (article III-179, § 6), soit par des actes non législatifs du Conseil (articles III-183, § 2, et III-186, § 2).

Règles de vote

Les dispositions relatives aux règles de vote du Parlement européen et de la Commission n'ont pas changé par rapport au Traité CE. Ainsi, en règle générale et sauf disposition contraire explicitement prévue par le Traité constitutionnel, le Parlement européen statue à la majorité des suffrages exprimés

(article III-338 qui reprend l'article 198 du Traité CE). La Commission, quant à elle, statue à la majorité de ses membres (article III-351 qui reprend l'article 219 du Traité CE).

En revanche, le Traité constitutionnel change radicalement la situation relative au Conseil. Le Traité CE prévoit qu'en règle générale le Conseil statue à la majorité des Etats membres, à savoir la majorité simple (article 205, § 1), mais ensuite, dans la très large majorité des cas concrets, il requiert explicitement le vote à la majorité qualifiée.

Prenant acte de cette situation, la Conférence a décidé que le vote à la majorité qualifiée constitue la règle générale (article I-23, § 3). Par conséquent, cette règle s'applique dans toutes les bases juridiques qui ne contiennent pas d'autres précisions, alors que, lorsque le Conseil doit statuer à l'unanimité ou à la majorité simple, la règle de vote doit être indiquée expressément dans la base juridique.

Dans les bases juridiques figurant dans le Traité constitutionnel:

- lorsque la règle de vote au Conseil n'est pas précisée, celui-ci statue à la majorité qualifiée;
- si le Conseil doit statuer à l'unanimité ou à la majorité simple, la règle de vote applicable est indiquée expressément.

Le Traité constitutionnel prévoit quarante-cinq nouveaux cas de vote à la majorité qualifiée. Il s'agit, dans vingt-quatre cas, de bases juridiques qui actuellement dans les traités CE et UE prévoient le vote à l'unanimité et, dans vingt-et-un cas, de nouvelles bases juridiques introduites par le Traité constitutionnel.

En revanche, dans soixante-douze cas le vote à l'unanimité est maintenu. Il s'agit, dans quarante-six cas, de bases juridiques qui déjà à présent dans les traités CE et UE prévoient le vote à l'unanimité et dans vingt-six cas, il s'agit de nouvelles bases juridiques introduites par le Traité constitutionnel.

Dans ce contexte, il convient de rappeler une autre innovation importante de la Convention qui a été maintenue par la Conférence, bien qu'avec une procédure alourdie: la „passerelle“ de l'unanimité vers la majorité qualifiée.

En particulier, l'article IV-444, § 1, prévoit une passerelle générale, permettant au Conseil européen d'autoriser le Conseil à statuer à la majorité qualifiée dans des domaines ou des cas déterminés pour lesquels les dispositions de la Partie III du Traité constitutionnel exigent le vote à l'unanimité. Tout comme dans le cas de l'autre passerelle générale vers la procédure législative ordinaire évoquée ci-dessus, le Conseil européen doit statuer à l'unanimité, après approbation du Parlement européen et à condition qu'aucun Parlement national ne fasse connaître son opposition dans un délai de six mois.

En outre, une passerelle spécifique est prévue pour passer de l'unanimité à la majorité qualifiée dans le domaine de la PESC, à l'exception des décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (articles I-40, § 7, et III-300, paragraphes 3 et 4). Dans ce cas spécifique, ni le Parlement européen, ni les Parlements nationaux ne sont impliqués dans la procédure. Une autre passerelle spécifique est prévue en ce qui concerne le cadre financier pluriannuel (voir ci-après). On note, en passant, que les possibilités de passer de l'unanimité à la majorité qualifiée qui sont actuellement prévues dans les domaines de la politique sociale et de l'environnement (respectivement articles 137, § 2, et 175, § 2, du traité CE) n'ont pas été reprises dans le Traité constitutionnel, sans doute car elles sont désormais couvertes par la passerelle générale.

Finalement, il convient de souligner qu'une des dispositions-clé de l'équilibre entre les institutions, à savoir la disposition en vertu de laquelle le Conseil doit statuer toujours à l'unanimité lorsqu'il entend s'écarter de la proposition de la Commission (actuellement, article 250, § 1, du Traité CE) a été maintenue dans le Traité constitutionnel (article III-395, § 1), malgré la demande de la supprimer qui avait été formulée de manière insistante par certains membres de la Convention, y compris son Président.

*

COOPERATIONS RENFORCEES

Bien que le mécanisme des coopérations renforcées, introduit par le Traité d'Amsterdam et modifié par le Traité de Nice, n'ait jamais été concrètement utilisé³, la Convention lui a réservé une certaine attention et a proposé des modifications, largement entérinées par la Conférence.

Les principales conditions pour l'activation de ce mécanisme sont restées inchangées:

- respect de l'acquis communautaire, et notamment des principes du marché intérieur et de la concurrence non faussée;
- respect du cadre des compétences attribuées à l'Union;
- respect des attributions des institutions ainsi que des procédures applicables et des autres conditions prévues dans la base juridique relative au domaine dans lequel on entend mettre en œuvre la coopération renforcée;
- règle dite du „dernier ressort“;
- principe de l'ouverture de la coopération renforcée à la participation de tous les Etats membres intéressés et, en même temps, sauvegarde de la position juridique des Etats non participants (articles I-44 et III-416 à III-418).

Toutefois, certains changements ont été introduits en vue de faciliter le recours à ce mécanisme, en particulier:

- les procédures initiales d'autorisation, ainsi que celles relatives à la participation ultérieure d'autres Etats membres, ont été allégées et davantage homogénéisées, tout en renforçant le rôle de la Commission et du Parlement européen, au moins dans les domaines autres que la PESC (articles III-19, § 1, et III-420, § 1);
- le seuil minimal de participation a été fixé à un tiers d'Etats membres (article I-44, § 2);
- une „passerelle“ particulière a été prévue pour permettre aux Etats participant à une coopération renforcée déterminée de changer la procédure de décision (de la procédure législative spéciale vers la procédure législative ordinaire) ou la règle de vote (de l'unanimité à la majorité qualifiée) prévue par le Traité constitutionnel lors de la mise en œuvre de cette coopération renforcée (article III-422);
- le mécanisme en question pourra notamment être utilisé dans le domaine de la PESC, les restrictions prévues actuellement par le Traité UE (recours à ce mécanisme seulement pour la mise en œuvre d'une action commune ou d'une position commune) étant supprimées.

Dans ce dernier domaine, le vote à l'unanimité du Conseil est exigé pour donner l'autorisation à une coopération renforcée (article I-419, § 2).

Dans le domaine de la défense, le Traité constitutionnel prévoit un mécanisme spécifique, la coopération dite structurée permanente (article III-312), qui, tout en ressemblant à la coopération renforcée, s'en distingue sur plusieurs points:

- les critères de participation sont définis dans un protocole annexé au Traité constitutionnel et ne peuvent pas être déterminés par les seuls Etats participants;
- les décisions relatives au lancement de cette coopération et à la participation ultérieure d'autres Etats membres se font à la majorité qualifiée, alors que les décisions de fonctionnement sont adoptées à l'unanimité des participants;
- la participation d'un Etat membre peut être suspendue par un vote à la majorité qualifiée, si le Conseil estime que cet Etat ne remplit plus les critères de participation (seuls les Etats participants prennent part au vote);
- chaque Etat membre est libre de quitter la coopération structurée.

Finalement, il convient de signaler qu'en aménageant les dispositions sur les règles de vote dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale à travers l'introduction du mécanisme dit de l'*emergency brake* (articles III-270 et III-271), la Conférence a substantiellement facilité le recours à la coopération renforcée dans ce domaine.

³ Sauf pour accueillir et développer l'acquis de la coopération effectuée dans le cadre des accords dits de Schengen (voir le protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne).

En fait, ces dispositions prévoient que l'autorisation de procéder à une coopération renforcée est réputée accordée sans autre vérification, lorsque le Conseil européen, sollicité par Etat membre qui craint qu'un projet d'acte législatif dans ce domaine ne porte atteinte aux aspects fondamentaux de son système juridique, n'arrive pas à prendre une décision sur les suites à donner à ce projet dans un délai de quatre mois ou lorsque le Conseil européen décide de demander une nouvelle proposition législative et celle-ci n'est toujours pas adoptée par le Conseil au terme d'un délai d'un an.

*

DISPOSITIONS FINANCIERES

Conformément à l'article I-54 du Traité constitutionnel, le système des ressources propres fera l'objet d'une loi du Conseil, adoptée à l'unanimité après consultation du Parlement européen, qui entre en vigueur après l'approbation par tous les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives (article I-54, § 3). Le vote à la majorité qualifiée est limité à l'adoption d'une loi établissant des mesures d'exécution du système en question, pour autant que la loi adoptée préalablement à l'unanimité le prévoit explicitement. Il est évident que tous les éléments importants des modalités relatives aux ressources propres continueront à être décidés à l'unanimité par le Conseil.

Le cadre financier pluriannuel, qui fixe les montants des plafonds annuels des crédits pour engagements par catégorie de dépense qui doivent être respectés par le budget annuel, fait également l'objet d'une loi du Conseil adoptée à l'unanimité, après l'approbation du Parlement européen (article I-55, § 2). Le Traité constitutionnel établit la possibilité pour le Conseil européen, statuant à l'unanimité, de prévoir le passage au vote à la majorité, sans indiquer aucun délai pour l'activation de cette „passerelle“ (article I-55, § 4).

Le budget annuel est adopté par une loi, dont la procédure *sui generis* a été rapprochée encore davantage à la procédure législative ordinaire par la Conférence (article III-404). En fait, suite à la suppression de la possibilité pour le Parlement européen d'imposer sa volonté au Conseil en cas de divergences de vue dans le comité de conciliation, cette procédure se profile désormais comme une procédure de co-décision à une seule lecture plus conciliation, avec des délais très stricts, caractérisée par le fait qu'en cas de désaccord entre les deux branches de l'autorité budgétaire, la Commission est obligée de présenter une nouvelle proposition. Le Parlement européen peut approuver le budget si le Conseil rejette le projet commun établi par le comité de conciliation.

Il convient également de souligner certaines simplifications de forme de la procédure, à savoir le fait que la Commission proposera désormais un projet de budget, et non un avant-projet, ainsi que la suppression de la distinction entre les dépenses obligatoires et les dépenses non obligatoires (et par conséquent la suppression du taux maximal d'accroissement annuel applicable à cette dernière catégorie de dépenses).

*

LES POLITIQUES DE L'UNION

Le Traité constitutionnel consacre les 214 articles de sa Partie III aux politiques et au fonctionnement de l'Union. Ces articles sont organisés en cinq titres:

- dispositions d'application générale (Titre I);
- non-discrimination et citoyenneté (Titre II);
- politiques et actions internes (Titre III);
- association des pays et territoires d'outre-mer (Titre IV);
- action extérieure de l'Union (Titre V).

Dispositions d'application générale

Le Titre I de la Partie III du Traité constitutionnel (articles III-115 à 122) énumère un certain nombre de dispositions d'application générale applicables aux politiques de l'Union. Ces clauses s'appliquent désormais, vu la fusion des traités, à l'ensemble de ces politiques, y compris à la politique étrangère et de sécurité commune ainsi qu'à la coopération policière et judiciaire pénale. Parmi ces dispositions figurent:

Une clause de cohérence générale (article III-115) qui introduit le principe selon lequel l'Union doit veiller à la cohérence entre ses différentes politiques et actions.

Une clause sociale horizontale (article III-117) aux termes de laquelle l'Union doit prendre en compte dans l'ensemble de ces politiques les exigences liées à la promotion d'un niveau élevé d'emploi, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine.

Une clause spécifique aux services d'intérêt général (article III-122) prévoit que la loi européenne établira les principes et fixera les conditions permettant aux services d'intérêt général d'accomplir leurs missions spécifiques. La loi européenne ne pourra porter atteinte à la compétence des Etats membres de faire exécuter et de financer ces services dans le respect de la Constitution.

Ce titre contient d'autres clauses spécifiques rappelant le principe de la non-discrimination et l'exigence de la protection de l'environnement, la protection des consommateurs et du bien-être des animaux.

Non-discrimination et citoyenneté

Les articles III-123 à III-129 reprennent les dispositions relatives au principe de non-discrimination et aux droits des citoyens européens. Il y est question de la lutte contre toutes les formes de discrimination, du droit de vote aux élections européennes et municipales, de la protection diplomatique et consulaire, du droit d'écrire aux institutions dans une des langues officielles de l'Union, etc.

L'article III-125 étend dorénavant la compétence de l'Union aux domaines liés à la libre circulation des personnes qui avaient été exclues par le Traité de Nice, à savoir les mesures concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour et autres documents assimilés. Le Conseil statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.

L'article III-127 établit une nouvelle base juridique qui permettra au Conseil d'adopter des mesures visant à faciliter la protection consulaire et diplomatique des citoyens de l'Union dans les Etats tiers.

Politiques et actions internes

Marché intérieur (Chapitre I)

Les articles III-130 à III-176 reprennent les règles de fonctionnement du marché intérieur figurant dans le Traité instituant la Communauté européenne. Des modifications concernant en particulier le processus de décision y sont apportées dans le présent Traité constitutionnel.

Ce chapitre est subdivisé en sections et sous-sections traitant de:

1. Etablissement et fonctionnement du marché intérieur
2. Libre circulation des personnes et des services
 - a. travailleurs
 - b. liberté d'établissement
 - c. liberté de prestation de services
3. Libre circulation des marchandises
 - a. union douanière
 - b. coopération douanière
 - c. interdiction de restrictions quantitatives
4. Capitaux et paiements
5. Règles de concurrence
 - a. les règles applicables aux entreprises
 - b. les aides accordées par les Etats membres
6. Dispositions fiscales
7. Dispositions communes

L'article III-36 consacre le principe de vote à la majorité qualifiée et de la codécision du Parlement européen dans le domaine de la sécurité sociale des travailleurs migrants. Le texte, contrairement au projet de la Convention, prévoit cependant une clause de sauvegarde, introduite notamment à la demande

de la délégation luxembourgeoise. Ainsi, lorsqu'un Etat membre estime qu'un projet de loi européenne porte atteinte aux aspects fondamentaux de son système de sécurité sociale, il peut demander que la question soit renvoyée au Conseil européen. Ce dernier – qui se prononce par consensus – doit, soit renvoyer dans un délai de 4 mois, le projet au Conseil (qui peut décider à la majorité qualifiée), soit demander à la Commission de présenter une nouvelle proposition.

L'article III-139 autorise l'exclusion de certaines activités du champ d'application des règles relatives à la liberté d'établissement. En matière d'adoption des règlements en la matière, la procédure législative ordinaire (codécision du Parlement européen) sera désormais appliquée, ce qui n'était pas le cas auparavant.

L'article III-141 introduit le vote à la majorité qualifiée pour l'adoption des lois-cadres européennes visant à faciliter l'accès aux activités non salariées (reconnaissance des diplômes).

L'article III-144 introduit le principe de la codécision du Parlement européen pour l'adoption des législations étendant le principe de la liberté de prestations de services aux ressortissants de pays tiers.

L'article III-147 généralise la codécision (au lieu de l'avis) du Parlement européen pour la libéralisation des services afin de contribuer à la facilité de l'échange des marchandises.

L'article III-156 introduit également la procédure de codécision du Parlement européen pour les mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou provenance des pays tiers.

L'article III-157 est complété conformément au Traité d'adhésion relatif à l'élargissement de 2004. Il permet en particulier à la Hongrie et à l'Estonie de maintenir des restrictions aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance d'Etats tiers du moment que ces restrictions existaient déjà au 31 décembre 1999.

L'article III-158 (ancien article 58 TCE) comporte dorénavant un paragraphe qui permet au Conseil, statuant à l'unanimité, d'adopter une décision disposant que des mesures fiscales restrictives prises à l'encontre d'un Etat tiers sont conformes à la Constitution pour autant qu'elles soient justifiées par l'un des objectifs de l'Union et compatibles avec le fonctionnement du marché intérieur.

L'article III-160 contient une nouvelle disposition donnant une base juridique spécifique aux mesures de gels des avoirs décidés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ces mesures étaient jusqu'ici adoptées sur la base de l'actuel article 308 TCE (clause de flexibilité) régi par l'unanimité avec une consultation du Parlement européen. L'article III-160 prévoit désormais que ces mesures seront adoptées selon la procédure législative ordinaire, c'est-à-dire à la majorité qualifiée et en codécision avec le Parlement. L'on notera toutefois que le texte a été modifié dans le cadre de la CIG. Le texte de la Convention prévoyait en effet que la même base juridique pouvait être utilisée dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et du trafic des êtres humains.

Les articles III-165 et III-168 accordent à la Commission la possibilité, sur habilitation du Conseil, d'adopter des règles d'exemption aux règles de concurrence et aux règles en matière d'aides d'Etat.

L'article III-167 sur la compatibilité des aides d'Etat présente deux nouveautés. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la Constitution, le Conseil peut décider d'abroger la disposition sur la compatibilité des aides octroyées à l'économie des régions allemandes affectées par l'ancienne division du pays.

La disposition sur la comptabilité éventuelle des aides régionales est complétée par une référence spécifique aux régions ultra-périphériques.

L'article III-171 relatif à l'harmonisation fiscale a été très discuté tant au sein de la Convention qu'au sein de la CIG. La Convention avait tenté d'introduire une timide ouverture en prévoyant que lorsque le Conseil, statuant à l'unanimité, constatait que des mesures envisagées dans le domaine des impôts indirects ou de l'impôt des sociétés concernaient la coopération administrative, la lutte contre la fraude fiscale ou l'évasion fiscale, ces mesures pouvaient être adoptées selon la procédure législative ordinaire c'est-à-dire à la majorité qualifiée. Cette proposition, qui aurait fait dépendre le recours à la majorité qualifiée d'une décision préalablement prise à l'unanimité, n'a pas été retenue. Le projet adopté par la CIG maintient, sans exception, le principe de l'unanimité en matière fiscale.

L'article III-176 introduit une nouvelle base juridique pour l'adoption des mesures relatives à la protection des droits intellectuels. Les règlements en matière de propriété intellectuelle (brevets européens, etc.) étaient jusqu'ici fondés sur l'article 308 TCE (clause de flexibilité) régi par l'unanimité et ne prévoyant que la consultation du Parlement européen. Ces mesures seront désormais adoptées par la procédure législative ordinaire (majorité qualifiée et codécision). Le régime linguistique des droits intellectuels européens restera cependant régi par l'unanimité.

Politique économique et monétaire (Chapitre II)

Politique économique (section 1)

Les grandes orientations de politique économique (GOPE) ainsi que la procédure de déficits excessifs ont été profondément modifiées.

L'article III-179 octroie à la Commission le pouvoir d'adresser directement des avertissements aux Etats membres dont les politiques ne sont pas conformes aux GOPE ou risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Lorsque le Conseil est appelé à adresser des recommandations à un Etat membre à cause de sa politique économique, cet Etat ne peut pas participer au vote.

L'article III-184 modifie fondamentalement la procédure pour déficit excessif. Lorsque la Commission considère qu'un déficit excessif existe ou risque de se produire, elle adresse un avis à l'Etat concerné alors qu'actuellement elle émet un avis à l'intention du Conseil.

L'initiative de la Commission visant à constater l'existence d'un déficit excessif prend désormais la forme d'une proposition, ce qui implique que le Conseil ne peut s'en écarter qu'à l'unanimité. En revanche, les recommandations à adresser par le Conseil à l'Etat membre concerné sont, quant à elles, basées sur une recommandation de la Commission. Le Conseil peut donc s'en écarter à la majorité qualifiée.

L'exclusion de l'Etat membre de la participation au droit de vote est également étendue à la décision sur l'existence d'un déficit excessif. Cette exclusion ne vaut actuellement que pour les mesures qui suivent la constatation d'un tel déficit.

L'article III-184 consacré au traitement des déficits publics excessifs stipule que la majorité qualifiée (55% des voix des autres membres du Conseil et 65% de la population) est appliquée et non plus la majorité spéciale des 2/3 des voix pondérées comme prévu actuellement.

Une déclaration à l'acte final de la CIG est consacrée au Pacte de stabilité et de croissance. Les Etats membres y confirment leur engagement à l'égard du Pacte de stabilité, tout en se déclarant intéressés à des propositions de la Commission et à des contributions des Etats membres visant à en renforcer et à en clarifier la mise en œuvre.

Politique monétaire (section 2)

La Constitution européenne étend les mesures pour lesquelles les pays de la zone euro peuvent décider seuls au sein du Conseil. Ainsi, la section 4 comprend les dispositions propres aux Etats membres dont la monnaie est l'euro. Le Conseil peut ainsi décider, avec le seul vote des Etats membres de l'Eurozone:

- des mesures pour renforcer la coordination et la surveillance de la discipline budgétaire de ces Etats (article III-194, § 1 a);
- des orientations de politique économique propres à ces Etats et des mesures pour en assurer la surveillance (article III-194 § 1 b);
- des positions communes sur les questions revêtant un intérêt particulier pour l'Eurozone au sein des institutions et conférences financières internationales;
- des mesures assurant une représentation unifiée au sein desdites institutions et conférences.

Dispositions transitoires (section 3)

Cette section comprend – comme dans le traité actuel – les dispositions qui ne sont pas applicables aux Etats membres ne faisant pas partie de la zone euro et pour lesquels leur droit de vote est suspendu. Par rapport au traité actuel, la liste de ces dispositions inclut dorénavant l'adoption des GOPE qui concernent l'Eurozone de façon générale (article III-97 § 2 a); l'adoption des positions communes sur les questions revêtant un intérêt particulier pour l'Eurozone au sein des institutions et conférences financières internationales (article III-197 § 2 i) ainsi que les mesures assurant une représentation unifiée au sein desdites institutions et conférences (article III-197, § 2 j).

L'article III-197 § 4 prévoit, en outre, que les droits de vote au Conseil des Etats membres qui ne font pas partie de la zone euro sont également suspendus lorsqu'il s'agit d'adopter des recommandations

adressées aux Etats membres de la zone euro dans le cadre de la surveillance multilatérale, ainsi que toutes les mesures relatives aux déficits excessifs concernant ces Etats membres.

L'article III-198, § 2 stipule qu'une recommandation émanant d'une majorité qualifiée des Etats membres de l'Eurozone est exigée avant que le Conseil ne puisse admettre un nouvel Etat membre dans l'Eurozone.

Un Protocole spécifique sur l'Eurogroupe complète ces dispositions qui reconnaît explicitement le rôle de ce groupe réunissant de manière informelle les Ministres des Etats membres de la zone euro, la Commission et la Banque Centrale européenne. Le Protocole prévoit également que les Ministres de la zone euro élisent à la majorité des Etats membres un président pour un mandat de deux années et demie.

Les dispositions transitoires actuelles ont été mises à jour et restructurées en supprimant les dispositions devenues obsolètes du fait de l'achèvement de certaines phases de transition de la zone euro.

L'article III-187, § 3 fixe le statut du système européen des banques centrales et de la Banque centrale européenne et, s'agissant des mécanismes de décisions, la règle de la majorité qualifiée s'appliquera – au lieu de l'unanimité – pour la modification de certaines dispositions du protocole.

L'article III-182, § 2 fixe les règles de nomination du président, du vice-président et des autres membres du directoire de la Banque centrale européenne.

Politiques dans d'autres domaines (chapitre III)

Emploi (section 1)

La définition des modalités de la coordination des politiques de l'emploi des Etats membres est désormais explicitement reconnue comme une compétence spécifique de l'Union (article I-12, § 3).

Politique sociale (section 2)

L'article III-212 impose dorénavant expressément l'information du Parlement européen lorsque le Conseil adopte des mesures pour mettre en œuvre un accord conclu entre les partenaires sociaux.

L'article III-213 (ancien article 140 TCE) dispose que la Commission encourage la coopération entre les Etats membres dans le domaine social. Il a été complété par une disposition permettant à la Commission d'adopter des initiatives propres à la méthode ouverte de coordination (établissement d'orientations et d'indicateurs, échanges de meilleures pratiques, évaluations périodiques, etc.).

L'article III-213 est assorti d'une déclaration qui précise que les politiques menées sur la base de cette disposition relèvent essentiellement de la compétence des Etats membres afin d'éviter que la disposition ne soit en contradiction avec le Traité. Si l'article se limite à prévoir des mesures de coordination, il n'en couvre pas moins certains domaines comme les prescriptions minimales sur les conditions de travail dans lesquels l'Union peut légiférer.

Cohésion économique, sociale et territoriale (section 3)

L'article III-220 (ancien article III-158) ajoute – aux côtés de la cohésion économique et sociale – le renforcement de la cohésion territoriale comme objectif de la politique de cohésion.

La disposition énumère une liste non exhaustive de type de régions particulièrement concernées par l'action de l'Union: zones rurales, zones en transition industrielle, régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents, telles que les régions les plus septentrionales à très faible densité de population, ainsi que les régions insulaires, transfrontalières et de montagne.

L'article III-223 prévoit l'application de la procédure législative ordinaire (majorité qualifiée et codécision) pour l'adoption des lois européennes relatives aux Fonds structurels et au Fonds de cohésion. A titre d'exception, une loi du Conseil statuant à l'unanimité après approbation du Parlement européen concernera les premières dispositions relatives aux Fonds structurels et au Fonds de cohésion qui suivront la signature (et non pas l'entrée en vigueur) de la Constitution.

Agriculture et pêche (section 4)

L'article III-231 renforce significativement les pouvoirs du Parlement européen qui n'était jusqu'ici que consulté sur des questions comme, par exemple, l'organisation commune des marchés agricoles. La loi ou la loi-cadre européenne régira et fixera les autres dispositions nécessaires pour réaliser les objectifs de la politique commune de l'agriculture et de la pêche.

En revanche, des règlements et décisions du Conseil, sur proposition de la Commission, mais sans consultation du Parlement européen, détermineront les mesures relatives à la fixation des prix, des prélèvements, des aides, des limitations quantitatives ainsi qu'à la fixation et à la répartition des quotas de pêche.

Environnement (section 5)

L'article III-233 rappelle les grands objectifs de protection de l'environnement de l'Union et les principes de précaution et d'action préventive qui les fondent. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau élevé, tout en tenant compte des diversités de situation dans les pays membres.

L'article III-234 stipule que c'est une loi-cadre européenne qui établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs de l'article précédent. Le présent article énumère les conditions qui sont appliquées à l'élaboration de la loi-cadre.

Protection des consommateurs (section 6)

L'article III-235 stipule que la loi-cadre européenne sera adoptée après consultation du Conseil économique et social.

Transports (section 7)

L'article III-236 supprime les exceptions contenues dans l'actuel article 71 TCE et étend la procédure législative ordinaire (majorité qualifiée et codécision) à l'ensemble de la politique des transports. Le paragraphe 3 indique toutefois que lors de l'adoption de la loi ou de la loi-cadre européenne, il sera tenu compte des cas où son application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et d'emploi dans certaines régions ainsi que l'exploitation des équipements de transports.

L'article III-243 traite des mesures prises par l'Allemagne en matière de transports pour autant qu'elles ne font pas obstacle aux dispositions du Traité et qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par la division de l'Allemagne. De même que pour les d'aides d'Etat, le Conseil pourra, cinq ans après l'entrée en vigueur de la Constitution, décider d'abroger cette disposition. A noter qu'une déclaration à l'acte final de la Constitution rappelle l'interprétation restrictive de la Cour de Justice sur la portée de cette disposition.

Réseaux transeuropéens (section 8)

Les articles III-246 et III-247 définissent le rôle de l'Union dans l'établissement et la promotion de l'Union des réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie et ce dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels. Son action tiendra compte de la viabilité économique des projets.

Recherche, développement technologique et espace (section 9)

L'article III-248 consacre la notion d'espace commun de recherche qui doit permettre la libre circulation tant des chercheurs, des connaissances scientifiques et des technologies, concept créé par le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000.

L'article III-251, § 4 stipule que l'action de l'Union continuera à porter essentiellement sur le soutien financier à la recherche européenne par le biais de programmes-cadres et de programmes spécifiques. La loi européenne pourra en outre établir les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'espace européen de recherche.

L'ensemble de la politique de l'Union en matière d'espace et de recherche sera soumis à la procédure législative ordinaire, à l'exception des programmes spécifiques qui ne feront l'objet que d'une consultation du Parlement européen.

L'article III-250 permet à la Commission de prendre en matière de recherche des initiatives en utilisant la méthode ouverte de coordination (établissement d'orientations et d'indicateurs, organisation d'échanges de meilleures pratiques, évaluations périodiques).

L'article III-254 établit une nouvelle base juridique afin de permettre l'adoption de lois ou de lois-cadres pour les mesures relatives à la politique spatiale européenne. Il est précisé que l'Union devra établir toute liaison utile avec l'Agence spatiale européenne dont le Luxembourg est désormais membre.

Energie (section 10)

L'article III-256 établit une nouvelle base juridique spécifique afin de permettre à l'Union d'adopter des lois et des lois-cadres dans le domaine de l'énergie ce qui mettra fin à la nécessité de lier les mesures prises par l'Union en matière d'énergie à d'autres politiques comme le marché intérieur ou l'environnement.

En règle générale, la procédure de législation ordinaire (majorité qualifiée et codécision) est appliquée aux mesures en matière d'énergie, sauf si ces mesures sont de nature essentiellement fiscale auquel cas le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

L'approvisionnement énergétique des Etats membres n'est pas affecté par l'article III-256, ainsi qu'il en est fait mention dans une déclaration qui est insérée dans l'Acte final.

Espace de liberté, de sécurité et de justice (Chapitre IV)

Dispositions générales (section 1)

L'article III-257 fixe les objectifs de l'Union dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Ces objectifs ne sont pas fondamentalement modifiés par rapport aux traités actuels, même s'ils sont structurés de manière différente. Le Luxembourg a, dans le cadre de la Convention et de la CIG, insisté sur le besoin de renforcer l'intégration et la coopération européenne dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Les dispositions institutionnelles générales sont en principe applicables à l'ensemble des politiques de l'Union. Le Traité a mis fin à la division en piliers. Quelques dispositions particulières au domaine de l'espace de liberté, de sécurité et de justice ont toutefois été introduites.

L'article III-258 stipule que le Conseil européen définit les orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle. Dans la mesure où cette règle répète le principe général de l'article I-21 selon lequel le Conseil européen fixe les orientations politiques de l'Union, elle souligne que le Conseil européen suivra particulièrement l'évolution de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

L'article III-259 rappelle le rôle des parlements nationaux dans le contrôle du respect du principe de subsidiarité. Le seuil des parlements nationaux nécessaire pour déclencher le mécanisme prévu dans le cadre du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, est d'un quart au lieu d'un tiers prévu dans les autres domaines.

L'article III-260 introduit le principe d'une évaluation collective par les Etats membres – en collaboration avec la Commission – de la mise en œuvre des politiques de l'Union par les autorités nationales. Les modalités en seront définies par le Conseil sur proposition de la Commission. Les parlements nationaux et le Parlement européen seront informés de la teneur et des résultats de cette évaluation. Celle-ci aura lieu sans préjudice des procédures d'infraction que la Commission pourra tenter.

L'article III-261 prévoit la création d'un Comité permanent pour la sécurité intérieure qui aura pour mission de renforcer la coopération opérationnelle entre Etats membres et de favoriser la coordination de l'action des autorités nationales compétentes.

L'article III-263 confirme la base juridique générale en matière de coopération administrative (article III-285) en précisant que l'Union peut organiser cette coopération entre services compétents des Etats membres.

L'article III-264 prévoit que les actes juridiques à prendre dans les domaines de la coopération policière et judiciaire pénale pourront être proposés, soit par la Commission, soit sur initiative conjointe d'un quart des Etats membres. Il s'agit là d'une dérogation à la méthode communautaire classique dans laquelle la Commission a le monopole de l'initiative. Dans le traité actuel, les propositions peuvent toutefois, dans ces domaines, être introduites par un seul Etat membre.

Politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration (section 2)

Les politiques de contrôle aux frontières, de visas, d'asile et d'immigration deviennent des politiques communes.

L'article III-265 consacré à la question des frontières, prévoit l'établissement progressif d'un système intégré de gestion de celles-ci. Il est précisé que la Constitution n'affecte pas la compétence des Etats membres concernant la délimitation géographique, conformément au droit international, de leurs frontières.

L'article III-266 consacré aux questions d'asile, prévoit l'établissement des statuts uniformes – et non plus des règles minimales d'harmonisation – pour les demandeurs d'asile ainsi que pour la protection subsidiaire de même qu'une procédure commune pour l'octroi de ces formes de protection internationale. La politique d'asile européenne devra, selon le même article, être conforme à la Convention de Genève. L'article en question prévoit par ailleurs l'adoption de mesures portant sur le partenariat et la coopération avec les pays tiers pour gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire.

L'article III-267 indique que l'Union développe une politique commune d'immigration qui doit assurer la gestion efficace des flux migratoires, le traitement équitable des ressortissants des pays tiers, la prévention et la lutte contre l'immigration illégale et la traite des êtres humains. Pour apaiser certaines craintes, il est toutefois précisé que cette disposition n'affecte pas le droit des Etats membres de fixer les volumes d'entrée des ressortissants de pays tiers sur leur territoire. La compétence de l'Union à conclure des accords de réadmission est également explicitement reconnue. L'Union peut par ailleurs adopter des mesures en matière d'intégration des ressortissants des pays tiers en séjour régulier pour autant qu'il ne s'agisse pas de l'harmonisation des législations nationales concernées.

L'article III-268 établit comme règle générale le principe de solidarité et de partage équitable des responsabilités, y compris sur le plan financier alors que dans le traité actuel ce principe n'était énoncé que pour l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées.

La procédure législative ordinaire (majorité qualifiée au Conseil, codécision du Parlement européen) gouvernera l'ensemble des mesures relatives à l'asile, l'immigration, aux visas et au contrôle des frontières extérieures. Une seule exception est prévue pour l'adoption des mesures d'urgence en cas d'afflux soudain de ressortissants de pays tiers sur lesquelles le Parlement européen ne sera que consulté.

Le Conseil européen du 5 novembre 2004 a – utilisant une clause passerelle spécifique prévue dans le traité actuel (article 67 § 2 TCE) – décidé d'anticiper partiellement l'entrée en vigueur de la Constitution en décidant d'appliquer au plus tard au 1er avril 2005 la majorité qualifiée et la codécision aux décisions relatives aux contrôles aux frontières, aux visas ainsi qu'aux questions d'immigration. L'immigration légale n'est pas concernée par cette décision.

Coopération judiciaire en matière civile (section 3)

L'article III-269 limite la coopération judiciaire civile aux questions ayant une incidence transfrontalière.

Le traité actuel (article 65 TCE) liait la coopération judiciaire civile à ce qui était nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur. Cette condition a été assouplie puisque le texte précise que des lois et des lois-cadres peuvent être adoptées „notamment“ lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur.

L'article III-269 précise également que la coopération peut inclure le rapprochement des législations des Etats membres. Le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires est d'ailleurs défini comme une pierre angulaire sur laquelle se fonde la coopération judiciaire. La Constitution reprend en cela une des conclusions du Conseil européen de Tampere. La liste des domaines dans lesquels l'Union peut adopter des mesures législatives est élargie. Elle comprend notamment les

mesures visant à assurer un accès effectif à la justice, l'élimination des obstacles au bon déroulement des procédures civiles, le développement des méthodes alternatives de résolution des litiges et le soutien à la formation de magistrats.

Les lois ou lois-cadres sont adoptées selon la procédure législative ordinaire (majorité qualifiée et codécision) à l'exception des mesures concernant le droit de la famille qui sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen. La Constitution introduit toutefois une clause passerelle spécifique. Le Conseil pourra, sur proposition de la Commission, déterminer à l'unanimité quels aspects du droit de la famille peuvent passer à la procédure législative ordinaire.

Coopération judiciaire en matière pénale (section 4)

L'article III-270 traite de la coopération judiciaire pénale qui est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle.

L'article III-270 énumère désormais les domaines d'intervention de l'Union en ce qui concerne le rapprochement de la procédure pénale (admissibilité des preuves, droits des personnes dans la procédure pénale, droits des victimes de la criminalité, etc.). Le Conseil peut décider d'élargir cette liste par une décision à l'unanimité et après approbation du Parlement européen. Le texte a été modifié par la CIG, à la demande des pays de la *Common law*, de manière à préciser que les règles minimales qui seront établies devront tenir compte des différences entre systèmes juridiques et traditions. La Constitution limite le rapprochement en matière de procédure à ce qui est nécessaire pour faciliter la reconnaissance mutuelle et la coopération policière et judiciaire.

L'article III-271 arrête la liste des règles minimales portant sur la définition et les sanctions dans des domaines de criminalité particulièrement graves: terrorisme, traite des êtres humains, exploitation sexuelle des femmes et des enfants, trafic illicite de drogues, trafic illicite d'armes, blanchiment, corruption, contrefaçon des moyens de paiement, criminalité informatique et criminalité organisée. Cette liste n'est pas exhaustive. Elle peut être élargie sans une révision de la Constitution par le Conseil, statuant à l'unanimité et après approbation du Parlement européen.

Le Conseil peut, en outre, adopter des règles minimales pour rapprocher le droit pénal des Etats membres lorsque cela est nécessaire pour assurer la mise en œuvre effective d'une politique de l'Union dans un domaine qui a déjà fait l'objet d'harmonisation. Cette possibilité permet de couvrir des infractions comme la falsification de l'euro, les infractions affectant l'environnement ou la fraude affectant les intérêts financiers de l'Union.

L'article III-270 introduit le vote à la majorité qualifiée pour l'établissement des normes minimales de procédure pénale et de rapprochement du droit pénal matériel (article III-271). Ce passage à la majorité, constitue une avancée importante par rapport aux traités actuels, même si le texte l'assortit d'un mécanisme spécifique. Tout Etat membre qui estime qu'une proposition porterait atteinte à des aspects fondamentaux de son système judiciaire pénal pourra en effet suspendre la procédure en renvoyant la question au Conseil européen. Le Conseil doit dans les 4 mois, soit renvoyer le projet pour adoption au Conseil, soit demander une nouvelle proposition. En cas de blocage persistant et si au moins un tiers des Etats membres le souhaitent, ces derniers peuvent instaurer une coopération renforcée sans qu'une autorisation spécifique du Conseil ne soit requise.

L'article III-272 prévoit la possibilité d'adopter, à la majorité qualifiée et avec codécision du Parlement européen, des mesures d'encouragement et d'appui dans le domaine de la prévention de la criminalité.

L'article III-273 précise les compétences d'Eurojust, l'instance de coordination judiciaire qui pourra déclencher des enquêtes et devra proposer aux autorités nationales le déclenchement de poursuites pénales. La structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust seront définis selon la procédure législative ordinaire (majorité qualifiée et codécision). Une déclaration précise que la loi sur Eurojust devra tenir compte des règles et pratiques nationales concernant le déclenchement d'enquêtes.

L'article III-274 envisage la création d'un Parquet européen qui sera établi à partir d'Eurojust. La décision sera prise par le Conseil, statuant à l'unanimité, après approbation du Parlement européen. Le mandat du Parquet européen a été l'objet de longs débats au sein de la CIG. Le texte prévoit en définitive que le Parquet européen sera compétent pour combattre les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Le Conseil européen pourra toutefois, simultanément ou ultérieurement, adopter à l'unanimité après approbation du Parlement européen, une décision qui étend les compétences à la lutte contre la criminalité grave affectant plusieurs Etats membres.

Coopération policière (section 5)

Les articles III-275 à III-277 traitent du domaine de la coopération policière et sont calqués sur les actuels articles 30 et 32 du TCE. Aux termes de l'article III-275, la loi européenne pourra toutefois établir des mesures portant sur des techniques communes d'enquête alors que l'article 30 TUE ne prévoit qu'une évaluation en commun de ces techniques.

La structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol seront désormais régies par une loi européenne et non plus comme aujourd'hui par des conventions qui doivent être ratifiées dans chacun des Etats membres. L'article III-276 prévoit par ailleurs qu'une loi européenne devra fixer les modalités du contrôle d'Europol par le Parlement européen. Les parlements nationaux devront être associés à ce contrôle.

Les procédures ordinaires (majorité qualifiée et codécision en matière législative du Parlement européen) s'appliqueront dans le domaine de la coopération policière ce qui constitue une avancée importante. Toutefois l'unanimité est maintenue pour les mesures concernant la coopération policière opérationnelle (article III-278) et pour la législation qui fixera les conditions d'intervention sur le territoire d'autres Etats membres (article III-277).

***Domaines où l'Union peut décider de mener une action d'appui,
de coordination ou de complément (Chapitre V)***

Santé publique (section 1)

L'article III-278 introduit une meilleure distinction entre ce qui relève de la compétence partagée entre l'Union et les Etats membres et les domaines où l'Union n'a qu'une compétence d'appui. Les compétences partagées qui peuvent faire l'objet d'une harmonisation concernent des matières déjà visées par l'ancien article 152 TCE, à savoir:

- l'établissement de normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang;
- l'adoption de mesures dans le domaine sanitaire et phytosanitaire qui ont pour objectif la protection de la santé publique.

Ces compétences partagées ont toutefois fait l'objet d'une extension. Elles porteront en effet aussi sur:

- l'établissement de normes élevées de qualité et de sécurité des médicaments et dispositifs à usage légal;
- les mesures concernant la surveillance des menaces transfrontalières graves sur la santé, l'alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci.

Dans le cadre de ses compétences d'appui, l'Union peut prendre des mesures d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine. Le texte précise désormais que ces mesures pourront viser la lutte contre les grands fléaux transfrontaliers et la protection de la santé en ce qui concerne le tabac et l'abus d'alcool.

Le paragraphe 2 prévoit par ailleurs que la Commission encourage la coopération entre les Etats membres en vue d'améliorer la complémentarité de leurs services de santé des régions frontalières. La Commission peut aussi prendre des initiatives propres à la méthode ouverte de coordination (établissement d'orientations et d'indicateurs, échanges de meilleures pratiques, évaluations périodiques) en vue de favoriser la coordination.

La CIG a en outre précisé les domaines qui restent de la compétence des Etats membres. Le paragraphe 7 souligne en effet que les Etats membres sont responsables de la définition de leur politique de santé et de l'organisation et la fourniture des services de santé et de soins médicaux. Le Parlement européen en est informé.

Industrie (section 2)

L'article III-257 précise, comme en matière de santé publique, que la Commission peut prendre des initiatives propres à la méthode ouverte de coordination (établissement d'orientations et d'indicateurs, échanges de meilleures pratiques, évaluations périodiques) en vue de favoriser la coordination. Le Parlement européen en est informé.

Culture (section 3)

L'article III-280 introduit le vote à la majorité qualifiée au Conseil pour les mesures adoptées dans le domaine de la culture contrairement à l'actuel article 151 TCE sur la culture qui est actuellement régi par l'unanimité.

Tourisme (section 4)

L'article III-281 introduit une base juridique spécifique en matière de tourisme. Il précise que l'action de l'Union complète l'action des Etats membres, notamment en promouvant la compétitivité du secteur concerné.

Education, jeunesse, sport et formation professionnelle (section 5)

L'article III-282 crée une compétence spécifique en matière de sports. La spécificité ainsi que la fonction sociale et éducative du sport sont soulignées. Cette nouvelle compétence est traduite dans une base juridique (paragraphe 2 g) qui permet d'adopter des lois et des lois-cadres (à la majorité qualifiée et avec codécision du Parlement européen) pour les mesures relatives au développement de la dimension européenne du sport.

Le même article souligne par ailleurs que l'action de l'Union vise explicitement à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe.

Protection civile (section 6)

L'article III-284 introduit une nouvelle base juridique permettant d'adopter des lois et des lois-cadres (à la majorité qualifiée et avec codécision du Parlement européen) en vue de soutenir l'action des Etats membres et de promouvoir la coopération opérationnelle en matière de protection civile. Actuellement, en l'absence de base juridique spécifique, les législations en la matière sont basées sur l'article 308 TCE (clause de flexibilité), régi par l'unanimité et ne prévoyant que la consultation du Parlement européen.

Coopération administrative (section 7)

L'article III-285 introduit également une base juridique pour l'adoption de lois ou de lois-cadres européennes visant à améliorer la capacité administrative des Etats membres en vue de la mise en œuvre effective du droit de l'Union. Cette coopération est sans préjudice des obligations des Etats membres ainsi qu'aux devoirs et prérogatives de la Commission en particulier dans le cadre des procédures en manquement.

Association des pays et territoires d'outre-mer

L'article III-290 prévoit pour les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) que la libre circulation des travailleurs entre l'Union et les PTOM sera organisée sur base d'actes du Conseil statuant à l'unanimité et non plus sur la base de conventions.

L'article III-291 qui constitue la base juridique pour l'adoption des modalités d'association des PTOM à l'Union, prévoit toujours que le Conseil se prononce à l'unanimité, mais précise qu'il le fera sur la base d'une proposition de la Commission.

L'article III-424 traite des régions ultra-périphériques visées dans un autre titre de la Constitution.

L'article IV-440 relatif au champ d'application territoriale de la Constitution accorde une attention particulière au PTOM et aux régions ultra-périphériques. Il introduit une procédure simplifiée pour modifier le statut des PTOM et des régions ultra-périphériques danoises, françaises ou néerlandaises. Cette modification de statut pourra être adoptée par une décision du Conseil européen statuant à l'unanimité alors qu'elle nécessitait jusqu'ici une conférence inter-gouvernementale.

Action extérieure de l'Union

L'ensemble des dispositions relatives à l'action extérieure de l'Union a été regroupé dans un même titre de la Constitution permettant davantage de lisibilité et de cohérence.

Dispositions d'application générale (Chapitre I)

L'article III-292 introduit des objectifs généraux qui sont applicables à toute l'action extérieure de l'Union. Ils couvrent tant la Politique étrangère et de sécurité commune, la politique de défense, la politique commerciale, la coopération au développement et l'aide humanitaire que les aspects extérieurs des politiques internes de l'Union.

Ces objectifs sont:

- la sauvegarde des valeurs de l'Union, de ses intérêts fondamentaux, de sa sécurité, de son indépendance et de son intégrité;
- la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit;
- la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale;
- le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en voie de développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté;
- l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale;
- la préservation et l'amélioration de la qualité de l'environnement;
- l'assistance aux populations et pays confrontés à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine;
- la promotion d'un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale.

L'article précise par ailleurs que l'Union doit veiller à la cohérence des différents aspects de son action extérieure et à la cohérence entre son action extérieure et ses politiques internes.

L'article III-293 précise que le Conseil européen peut, sur la base de ces objectifs, adopter des décisions identifiant les intérêts et les objectifs stratégiques de l'Union. Ces décisions pourront porter sur les relations avec un pays ou une région ou avoir une approche thématique. Elles sont comparables sur le plan formel aux stratégies communes prévues dans l'article 13 TUE, mais pourront avoir une portée bien plus large. L'article 13 TUE ne vise en effet que l'action de l'Union dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité tandis que les décisions prévues à l'article III-293 sont susceptibles de couvrir l'ensemble des domaines de l'action extérieure de l'Union.

Les décisions identifiant les intérêts et les stratégies de l'Union seront adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité, sur recommandation du Conseil. Ces recommandations et les actes ultérieurs de mise en œuvre seront adoptés par le Conseil selon les modalités propres à chaque domaine (en principe à l'unanimité pour la PESC et à la majorité qualifiée dans les autres domaines).

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) (Chapitre II)

Dispositions communes (section I)

L'article III-296 décrit les compétences du Ministre des Affaires Etrangères de l'Union dans le cadre de la PESC. Il contribue par ses propositions à l'élaboration de la PESC et assure la mise en œuvre des décisions adoptées. Il assure la représentation extérieure de l'Union et conduit le dialogue politique avec les tiers. Il se substitue ainsi dans ses fonctions de représentation à la Présidence du Conseil.

L'article III-296 prévoit que le Ministre des Affaires Etrangères de l'Union s'appuiera sur un service européen pour l'action extérieure qui sera composé de fonctionnaires compétents du Secrétariat Général du Conseil et de la Commission ainsi que de personnel détaché des services diplomatiques nationaux. L'organisation de ce service devra faire l'objet d'une décision du Conseil, sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères, après approbation de la Commission. Une déclaration de la CIG prévoit que les travaux préparatoires relatifs au Service européen pour l'action extérieure doivent débiter dès la signature du Traité.

L'article III-300 précise que le Ministre des Affaires Etrangères, éventuellement appuyé par la Commission, ainsi que les Etats membres, dispose d'un droit d'initiative dans le cadre de la PESC. En revanche, la Commission perd son droit d'initiative en tant que collègue. Il faut toutefois observer qu'elle

n'avait jamais utilisé ce droit d'initiative et rappeler que le Ministre des Affaires Etrangères sera membre à part entière de la Commission dont il sera un des vice-présidents.

Les décisions européennes dans le cadre de la PESC continueront de manière générale à être adoptées à l'unanimité. L'article III-300 stipule toutefois que le Conseil statue à la majorité qualifiée lorsqu'il se prononce sur une proposition que le Ministre présente à la suite d'une demande spécifique du Conseil européen. Les dérogations déjà prévues par le Traité de l'Union au principe de l'unanimité subsistent. Le Conseil pourra ainsi aussi statuer à la majorité qualifiée lorsqu'il adopte une décision qui définit une position ou une action sur la base d'une décision du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, une décision de mise en œuvre d'une décision définissant une position ou une action de l'Union ou lorsqu'il procédera à la nomination d'un représentant spécial.

La clause de sauvegarde établie par l'actuel article 23 TUE reste d'application. Un Etat membre peut toujours s'opposer à l'adoption d'une de ces décisions à prendre à la majorité qualifiée s'il invoque des raisons de politique „vitalis“. Dans l'article 23 TUE actuel, il suffisait toutefois d'invoquer des raisons politiques „importantes“.

L'article III-304 stipule que le Ministre des Affaires étrangères consulte et informe le Parlement européen et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération.

L'article III-305 § 2 renforce la visibilité de l'action de l'Union dans le cadre du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Lorsque l'Union aura défini une position sur un thème à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité, les Etats membres qui y siègent demanderont que le Ministre des Affaires Etrangères de l'Union soit invité à présenter la position de l'Union.

L'article III-308 reprend le principe déjà établi par l'article 47 TUE selon lequel la mise en œuvre de la PESC n'affecte pas l'application des procédures dans les autres domaines de compétences de l'Union.

Politique européenne de sécurité et de défense (section 2)

L'article III-309 actualise les missions dites de „Petersberg“ qui sont actuellement visées par l'article 17 § 2 du Traité de l'Union. Ces missions pourront désormais comprendre des actions conjointes en matière de désarmement, des missions de conseil et d'assistance en matière militaire, des missions de prévention des conflits ainsi que des opérations de stabilisation à la fin des conflits. Le texte précise que l'Union peut avoir recours à des moyens civils et militaires et que les missions de l'Union peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme, y compris en dehors du territoire de l'Union.

L'article III-310 permet au Conseil de l'Union de confier la mise en œuvre d'une mission à un groupe d'Etats membres qui gèrent la mission, en association avec le Ministre des Affaires Etrangères de l'Union. Les autres Etats membres en sont régulièrement informés.

L'article III-311 dit que le renforcement des capacités militaires de l'Union devrait être favorisé par la création d'une Agence européenne de défense qui:

- contribuera à identifier les objectifs en termes de capacités militaires des Etats membres et évaluera le respect des engagements;
- promouvra une harmonisation des besoins opérationnels et l'adoption de méthodes d'acquisition compatibles;
- soutiendra la recherche en matière de technologie de défense;
- contribuera à identifier et à mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense et pour améliorer l'efficacité des dépenses militaires.

La participation des Etats membres à l'Agence n'est pas obligatoire. L'Agence est ouverte aux Etats membres qui souhaitent y participer. Une décision européenne, à adopter à la majorité qualifiée, définira le statut, le siège et les modalités de financement.

L'article III-312 ouvre aussi la voie aux Etats, qui le souhaitent, de s'engager dans une coopération structurée permanente. La participation d'un Etat membre à cette coopération suppose toutefois qu'il remplit les critères et souscrive à des engagements définis dans un protocole annexé à la Constitution.

Aux termes de ce Protocole négocié pendant la CIG, les Etats intéressés doivent pour entrer dans cette coopération s'engager à procéder plus intensivement au développement de leurs capacités de défense, participer à l'Agence européenne de défense et avoir la capacité de fournir, au plus tard en 2007, des unités de combat pouvant entreprendre dans un délai de 5 à 30 jours des missions de l'Union et de les soutenir pendant une période initiale de 30 jours prolongeable jusqu'au moins 120 jours. Ces

Etats doivent aussi s'engager à coopérer en vue d'atteindre des objectifs agréés concernant le niveau des dépenses d'investissement. Ils doivent rapprocher leurs outils de défense, le cas échéant, en spécialisant leurs moyens, renforcer la disponibilité, veiller à l'interopérabilité et la capacité de déploiement de leurs forces et participer au développement de programmes communs d'équipements majeurs dans le cadre de l'Agence européenne de défense. L'Agence contribuera à l'évaluation régulière des capacités des Etats membres participant à la coopération structurée.

La procédure de lancement de la coopération structurée permanente est la suivante: les Etats inté-ressés qui remplissent les critères et souscrivent aux engagements prévus notifient leur intention au Ministre des Affaires Etrangères de l'Union. Dans un délai de trois mois suivant cette notification, le Conseil statuant à la majorité qualifiée établit la coopération structurée permanente et fixe la liste des Etats participants.

Tout Etat membre qui souhaite adhérer ultérieurement à la coopération structurée adresse sa demande au Ministre des Affaires Etrangères de l'Union. L'admission est, moyennant respect des critères et des engagements, adoptée à la majorité qualifiée par le Conseil au sein duquel seuls les Etats participant à la coopération prennent part au vote. Si un Etat participant ne remplit plus les critères ou n'assume plus les engagements, sa participation peut être suspendue à la majorité qualifiée. Seuls les Etats participants, à l'exception de l'Etat concerné, prennent part au vote.

Au sein de la coopération renforcée, l'unanimité est requise pour le surplus. Les Etats non participants ne prennent pas part aux votes mais peuvent assister aux réunions.

Dispositions financières (section 3)

L'article III-313 prévoit la création d'un fonds de lancement constitué de contributions des Etats membres pour le financement urgent des activités préparatoires des missions qui ne sont pas à charge du budget communautaire. Les modalités propres à ce fonds de lancement seront déterminées à la majorité qualifiée sur proposition du Ministre des Affaires Etrangères. Les dépenses opérationnelles ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense restent – au contraire des autres dépenses – à charge des Etats membres sauf si le Conseil en décide autrement.

Politique commerciale commune (Chapitre III)

La politique commerciale commune est une compétence exclusive de l'Union. Elle est étendue aux investissements étrangers directs.

L'article III-315 simplifie les règles relatives au processus de décision. La majorité qualifiée s'appliquera sauf exceptions (paragraphe 4). La Constitution a en fait retenu le principe du parallélisme établi par le Traité de Nice. Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services, des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle et des investissements étrangers directs, l'unanimité prévaut lorsqu'elle est requise pour l'adoption de règles internes.

L'unanimité sera aussi requise pour la négociation et la conclusion d'accords:

- dans le domaine des services culturels et audiovisuels qui risqueraient de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union;
- dans le domaine des services sociaux, d'éducation et de santé, qui risqueraient de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte aux compétences des Etats membres pour la fourniture de ces services.

La Constitution a par ailleurs étendu de manière substantielle le contrôle du Parlement européen sur la politique commerciale commune. La législation établissant le cadre dans lequel la politique commerciale commune est mise en œuvre sera adoptée en codécision avec le Parlement. La conclusion des accords de politique commerciale requerra l'approbation du Parlement européen. La Commission devra faire régulièrement rapport au Parlement européen sur l'état d'avancement des négociations.

Coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire (Chapitre IV)

Coopération au développement (section 1)

L'article III-316 précise que la politique de coopération de l'Union et celles des Etats membres se renforcent mutuellement. Elle définit clairement l'éradication de la pauvreté comme l'objectif principal

de la politique de l'Union dans ce domaine. L'Union doit par ailleurs tenir compte des objectifs de la coopération dans la mise en œuvre de ses autres politiques qui peuvent affecter les pays en voie de développement.

L'article III-317 permet de budgétiser le Fonds européen de développement dans la mesure où il n'a pas repris la disposition prévue à l'article 179 (3) qui précise qu'il n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Coopération économique, financière et technique avec les Etats tiers (section 2)

L'article III-319 introduit la codécision du Parlement européen qui n'était jusqu'ici que consulté.

L'article III-320 introduit une nouvelle base juridique pour la prise de décision en cas d'aide urgente lorsque la situation d'un pays l'exige. Le Conseil pourra ainsi statuer à la majorité qualifiée sur la base d'une proposition de la Commission. Actuellement, le Conseil doit, à défaut de base juridique, se prononcer à l'unanimité (sur base de l'article 308 TCE).

Aide humanitaire (section 3)

L'article III-321 introduit une base juridique spécifique pour l'aide humanitaire. Cette disposition souligne que les actions humanitaires de l'Union sont menées conformément au droit international et aux principes d'impartialité, de neutralité et de non-discrimination. La procédure législative ordinaire (majorité qualifiée et codécision) s'appliquera à ce domaine. L'article III-321 introduit par ailleurs une base juridique pour la création d'un Corps volontaire européen d'aide humanitaire.

Mesures restrictives (Chapitre V)

L'article III-322 maintient les deux phases régissant l'adoption de sanctions à l'égard d'Etats tiers. Le Conseil adopte d'abord une décision, à l'unanimité dans le cadre de la PESC. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur la base d'une proposition conjointe du Ministre des Affaires Etrangères et de la Commission, adopte ensuite les décisions et règlements nécessaires pour interrompre ou réduire les relations avec l'Etat tiers en question.

L'article vise désormais aussi les sanctions à l'encontre de personnes physiques ou morales et des groupes ou entités non étatiques. Actuellement, une telle action n'est possible que sur la base de l'article 308 TCE (clause de flexibilité).

L'article précise enfin que les décisions en matière de sanction doivent prévoir les dispositions nécessaires en matière de garanties juridiques. Ces garanties ont toute leur importance dans les cas où des sanctions visent précisément des personnes.

Accords internationaux (Chapitre VI)

L'article III-323 codifie la jurisprudence de la Cour de Justice selon laquelle l'Union peut conclure un accord international lorsque le Traité le prévoit mais aussi lorsque la conclusion d'un accord est nécessaire, soit pour réaliser l'un des objectifs de l'Union, soit est prévue dans un acte juridique contraignant de l'Union, soit est susceptible d'affecter les règles communes ou d'en altérer la portée.

L'article III-325 couvre la procédure de négociation de l'ensemble des accords internationaux à l'exception des accords monétaires qui sont visés à l'article III-326 (reprise de l'article 111 TCE).

La Commission ou le Ministre des Affaires Etrangères, lorsque l'accord porte exclusivement ou principalement sur la politique étrangère et de sécurité commune, introduit des recommandations de négociations au Conseil. Le Conseil adopte une décision autorisant l'ouverture des négociations et désigne le négociateur en fonction de la matière de l'accord. Ce négociateur pourrait ainsi être le Ministre des Affaires Etrangères dans le cadre de la PESC ou un autre Commissaire.

Pour le surplus, la procédure est similaire à celle prévue dans l'article 300 TCE sauf en ce qui concerne le rôle du Parlement européen qui est considérablement accru. Le Parlement européen devra en effet donner son approbation à la conclusion de tout accord portant sur des domaines qui, dans le cadre de l'Union, sont régis par la codécision. Cette approbation sera ainsi notamment nécessaire pour la conclusion d'accords de politique commerciale ou dans le domaine de la justice et des affaires inté-

rieures. Le Parlement devra également donner son approbation à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme.

S'agissant du processus décisionnel au sein du Conseil, le principe du parallélisme est maintenu. La majorité qualifiée s'applique à tous les stades de la procédure sauf lorsque la matière couverte est régie à l'unanimité pour l'adoption des décisions internes à l'Union comme la politique étrangère et de sécurité commune.

Les accords d'association et les accords techniques, économiques et financiers avec les Etats candidats à l'adhésion restent toutefois régis par l'unanimité.

La CIG a, en revanche, simplifié la procédure d'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme en prévoyant la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité proposée par la Convention.

Relations de l'Union avec les organisations internationales et les pays tiers et délégations de l'Union (Chapitre VII)

L'article III-327 stipule que l'Union établit toute coopération utile avec les organisations du système des Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'OCDE. Le Ministre des Affaires étrangères et la Commission sont chargés de la mise en œuvre du présent.

Mise en oeuvre de la clause de solidarité (Chapitre VIII)

L'article III-329 décrit les modalités de mise en œuvre de la clause de solidarité définie à l'article I-43 aux termes duquel les Etats membres portent assistance à un Etat membre qui ferait l'objet d'une attaque terroriste ou qui serait victime d'une catastrophe.

Les modalités de mise en œuvre de cette clause seront définies dans une décision du Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition conjointe du Ministre des Affaires Etrangères de l'Union et de la Commission. Lorsque cette décision a des implications militaires, le Conseil statuera à l'unanimité.

Le Conseil sera assisté par le Comité politique et de sécurité, les structures développées dans le cadre de la PESD et par le futur Comité permanent de sécurité intérieure.

*

TRAITE ETABLISSANT UNE CONSTITUTION POUR L'EUROPE

PREAMBULE

Sa Majesté le Roi des Belges,
Le Président de la République tchèque,
Sa Majesté la Reine de Danemark,
Le Président de la République fédérale d'Allemagne,
Le Président de la République d'Estonie,
Le Président de la République hellénique,
Sa Majesté le Roi d'Espagne,
Le Président de la République française,
La Présidente d'Irlande,
Le Président de la République italienne,
Le Président de la République de Chypre,
La Présidente de la République de Lettonie,
Le Président de la République de Lituanie,
Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
Le Président de la République de Hongrie,
Le Président de Malte,
Sa Majesté la Reine des Pays-bas,
Le Président fédéral de la République d'Autriche,
Le Président de la République de Pologne,
Le Président de la République portugaise,
Le Président de la République de Slovénie,
Le Président de la République slovaque,
La Présidente de la République de Finlande,
Le gouvernement du Royaume de Suède,
Sa Majesté La Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du nord,

S'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit;

Convaincus que l'Europe, désormais réunie au terme d'expériences douloureuses, entend avancer sur la voie de la civilisation, du progrès et de la prospérité, pour le bien de tous ses habitants, y compris les plus fragiles et les plus démunis; qu'elle veut demeurer un continent ouvert à la culture, au savoir et au progrès social; et qu'elle souhaite approfondir le caractère démocratique et transparent de sa vie publique, et oeuvrer pour la paix, la justice et la solidarité dans le monde;

Persuadés que les peuples d'Europe, tout en restant fiers de leur identité et de leur histoire nationale, sont résolus à dépasser leurs anciennes divisions et, unis d'une manière sans cesse plus étroite, à forger leur destin commun;

Assurés que, „Unie dans la diversité“, l'Europe leur offre les meilleures chances de poursuivre, dans le respect des droits de chacun et dans la conscience de leurs responsabilités à l'égard des générations futures et de la planète, la grande aventure qui en fait un espace privilégié de l'espérance humaine;

Résolus à poursuivre l'oeuvre accomplie dans le cadre des traités instituant les Communautés européennes et du traité sur l'Union européenne, en assurant la continuité de l'acquis communautaire;

Reconnaissants aux membres de la Convention européenne d'avoir élaboré le projet de cette Constitution au nom des citoyens et des Etats d'Europe,

ONT DESIGNÉ COMME PLENIPOTENTIAIRES:

Sa Majesté le Roi des Belges,

Guy VERHOFSTADT

Premier Ministre

Karel DE GUCHT

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République tchèque,

Stanislav GROSS

Premier Ministre

Cyril SVOBODA

Ministre des Affaires étrangères

Sa Majesté la Reine de Danemark,

Anders Fogh RASMUSSEN

Premier Ministre

Per Stig MØLLER

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République fédérale d'Allemagne,

Gerhard SCHRÖDER

Chancelier fédéral

Joseph FISCHER

Ministre fédéral des Affaires étrangères et Vice-Chancelier

Le Président de la République d'Estonie,

Juhan PARTS

Premier Ministre

Kristiina OJULAND

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République hellénique,

Kostas KARAMANLIS

Premier Ministre

Petros G. MOLYVIATIS

Ministre des Affaires étrangères

Sa Majesté le Roi d'Espagne,

José Luis RODRÍGUEZ ZAPATERO

Président du gouvernement

Miguel Angel MORATINOS CUYAUBE

Ministre des Affaires étrangères et de la coopération

Le Président de la République française,

Jacques CHIRAC

Président

Jean-Pierre RAFFARIN

Premier Ministre

Michel BARNIER

Ministre des Affaires étrangères

Le Président d'Irlande,

Bertie AHERN

Premier Ministre (Taoiseach)

Dermot AHERN

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République italienne,

Silvio BERLUSCONI

Président du Conseil des ministres

Franco FRATTINI

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République de Chypre,

Tassos PAPADOPOULOS

Président

George IACOVOU

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République de Lettonie,

Vaira VĪŽE FREIBERGA

Présidente

Īndulis EMSIS

Premier Ministre

Artis PABRIKS

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République de Lituanie,

Valdas ADAMKUS

Président

Algirdas Mykolas BRAZAUSKAS

Premier Ministre

Antanas VALIONIS

Ministre des Affaires étrangères

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,

Jean-Claude JUNCKER

Premier Ministre, Ministre d'Etat

Jean ASSELBORN

*Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration*

Le Président de la République de Hongrie,

Ferenc GYURCSÁNY

Premier Ministre

László KOVÁCS

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de Malte,

The Hon Lawrence GONZI

Premier Ministre

The Hon. Michael FRENDO

Ministre des Affaires étrangères

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Dr J. P. BALKENENDE

Premier Ministre

Dr B. R. ROT

Ministre des Affaires étrangères

Le Président fédéral de la République d'Autriche,

Dr Wolfgang SCHÜSSEL

Chancelier fédéral

Dr Ursula PLASSNIK

Ministre fédéral des Affaires étrangères

Le Président de la République de Pologne,

Marek BELKA

Premier Ministre

Włodzimierz CIMOSZEWICZ

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République portugaise,

Pedro Miguel DE SANTANA LOPES

Premier Ministre

António Victor MARTINS MONTEIRO

Ministre des Affaires étrangères et des Communautés portugaises à l'étranger

Le Président de la République de Slovénie,

Anton ROP

Président du gouvernement

Ivo VAJGL

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République slovaque,

Mikuláš DZURINDA

Premier Ministre

Eduard KUKAN

Ministre des Affaires étrangères

Le Président de la République de Finlande,

Matti VANHANEN

Premier Ministre

Erkki TUOMIOJA

Ministre des Affaires étrangères

Le gouvernement du Royaume de Suède,

Göran PERSSON

Premier Ministre

Laila FREIVALDS

Ministre des Affaires étrangères

*Sa Majesté La Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord,*

The Rt. Hon. Tony BLAIR

Premier Ministre

The Rt. Hon. Jack STRAW

Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent:

*

PARTIE I

TITRE I

Définition et objectifs de l'Union

Article I-1

Etablissement de l'Union

1. Inspirée par la volonté des citoyens et des Etats d'Europe de bâtir leur avenir commun, la présente Constitution établit l'Union européenne, à laquelle les Etats membres attribuent des compétences pour atteindre leurs objectifs communs. L'Union coordonne les politiques des Etats membres visant à atteindre ces objectifs et exerce sur le mode communautaire les compétences qu'ils lui attribuent.
2. L'Union est ouverte à tous les Etats européens qui respectent ses valeurs et qui s'engagent à les promouvoir en commun.

Article I-2

Les valeurs de l'Union

L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

*Article I-3****Les objectifs de l'Union***

1. L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples.
2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.
3. L'Union oeuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique.
Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant.
Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les Etats membres.
Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.
4. Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies.
5. L'Union poursuit ses objectifs par des moyens appropriés, en fonction des compétences qui lui sont attribuées dans la Constitution.

*Article I-4****Libertés fondamentales et non-discrimination***

1. La libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement, sont garanties par l'Union et à l'intérieur de celle-ci, conformément à la Constitution.
2. Dans le champ d'application de la Constitution, et sans préjudice de ses dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite.

*Article I-5****Relations entre l'Union et les Etats membres***

1. L'Union respecte l'égalité des Etats membres devant la Constitution ainsi que leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale. Elle respecte les fonctions essentielles de l'Etat, notamment celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale, de maintenir l'ordre public et de sauvegarder la sécurité nationale.
2. En vertu du principe de coopération loyale, l'Union et les Etats membres se respectent et s'assistent mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant de la Constitution.
Les Etats membres prennent toute mesure générale ou particulière propre à assurer l'exécution des obligations découlant de la Constitution ou résultant des actes des institutions de l'Union.
Les Etats membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union.

*Article I-6****Le droit de l'Union***

La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci, priment le droit des Etats membres.

*Article I-7****Personnalité juridique***

L'Union a la personnalité juridique.

*Article I-8****Les symboles de l'Union***

Le drapeau de l'Union représente un cercle de douze étoiles d'or sur fond bleu.

L'hymne de l'Union est tiré de l'„Ode à la joie“ de la Neuvième symphonie de Ludwig van Beethoven.

La devise de l'Union est: „Unie dans la diversité“.

La monnaie de l'Union est l'euro.

La journée de l'Europe est célébrée le 9 mai dans toute l'Union.

TITRE II

Les droits fondamentaux et la citoyenneté de l'Union*Article I-9****Droits fondamentaux***

1. L'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux qui constitue la partie II.
2. L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans la Constitution.
3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux.

*Article I-10****La citoyenneté de l'Union***

1. Toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre possède la citoyenneté de l'Union. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.
2. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par la Constitution. Ils ont:
 - a) le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres;
 - b) le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen ainsi qu'aux élections municipales dans l'Etat membre où ils résident, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat;

- c) le droit de bénéficier, sur le territoire d'un pays tiers où l'Etat membre dont ils sont ressortissants n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat;
- d) le droit d'adresser des pétitions au Parlement européen, de recourir au médiateur européen, ainsi que le droit de s'adresser aux institutions et aux organes consultatifs de l'Union dans l'une des langues de la Constitution et de recevoir une réponse dans la même langue.

Ces droits s'exercent dans les conditions et limites définies par la Constitution et par les mesures adoptées en application de celle-ci.

TITRE III

Les compétences de l'Union

Article I-11

Principes fondamentaux

1. Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences.

2. En vertu du principe d'attribution, l'Union agit dans les limites des compétences que les Etats membres lui ont attribuées dans la Constitution pour atteindre les objectifs qu'elle établit. Toute compétence non attribuée à l'Union dans la Constitution appartient aux Etats membres.

3. En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les Etats membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.

Les institutions de l'Union appliquent le principe de subsidiarité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les parlements nationaux veillent au respect de ce principe conformément à la procédure prévue dans ce protocole.

4. En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de la Constitution.

Les institutions de l'Union appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Article I-12

Catégories de compétences

1. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, seule l'Union peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants, les Etats membres ne pouvant le faire par eux-mêmes que s'ils sont habilités par l'Union, ou pour mettre en oeuvre les actes de l'Union.

2. Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence partagée avec les Etats membres dans un domaine déterminé, l'Union et les Etats membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer.

3. Les Etats membres coordonnent leurs politiques économiques et de l'emploi selon les modalités prévues par la partie III, pour la définition desquelles l'Union dispose d'une compétence.

4. L'Union dispose d'une compétence pour définir et mettre en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune.

5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par la Constitution, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des Etats membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines.

Les actes juridiquement contraignants de l'Union adoptés sur la base des dispositions de la partie III relatives à ces domaines ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

6. L'étendue et les modalités d'exercice des compétences de l'Union sont déterminées par les dispositions de la partie III relatives à chaque domaine.

Article I-13

Les domaines de compétence exclusive

1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants:
 - a) l'union douanière;
 - b) l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur;
 - c) la politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro;
 - d) la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche;
 - e) la politique commerciale commune.
2. L'Union dispose également d'une compétence exclusive pour la conclusion d'un accord international lorsque cette conclusion est prévue dans un acte législatif de l'Union, ou est nécessaire pour lui permettre d'exercer sa compétence interne, ou dans la mesure où elle est susceptible d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée.

Article I-14

Les domaines de compétence partagée

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les Etats membres lorsque la Constitution lui attribue une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles I-13 et I-17.
2. Les compétences partagées entre l'Union et les Etats membres s'appliquent aux principaux domaines suivants:
 - a) le marché intérieur;
 - b) la politique sociale, pour les aspects définis dans la partie III;
 - c) la cohésion économique, sociale et territoriale;
 - d) l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer;
 - e) l'environnement;
 - f) la protection des consommateurs;
 - g) les transports;
 - h) les réseaux transeuropéens;
 - i) l'énergie;
 - j) l'espace de liberté, de sécurité et de justice;
 - k) les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique, pour les aspects définis dans la partie III.
3. Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en oeuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur.

4. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions et une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur.

Article I-15

La coordination des politiques économiques et de l'emploi

1. Les Etats membres coordonnent leurs politiques économiques au sein de l'Union. A cette fin, le Conseil des ministres adopte des mesures, notamment les grandes orientations de ces politiques.

Des dispositions particulières s'appliquent aux Etats membres dont la monnaie est l'euro.

2. L'Union prend des mesures pour assurer la coordination des politiques de l'emploi des Etats membres, notamment en définissant les lignes directrices de ces politiques.

3. L'Union peut prendre des initiatives pour assurer la coordination des politiques sociales des Etats membres.

Article I-16

La politique étrangère et de sécurité commune

1. La compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère ainsi que l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune qui peut conduire à une défense commune.

2. Les Etats membres appuient activement et sans réserve la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle et respectent l'action de l'Union dans ce domaine. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité.

Article I-17

Les domaines des actions d'appui, de coordination ou de complément

L'Union dispose d'une compétence pour mener des actions d'appui, de coordination ou de complément. Les domaines de ces actions sont, dans leur finalité européenne:

- a) la protection et l'amélioration de la santé humaine;
- b) l'industrie;
- c) la culture;
- d) le tourisme;
- e) l'éducation, la jeunesse, le sport et la formation professionnelle;
- f) la protection civile;
- g) la coopération administrative.

Article I-18

Clause de flexibilité

1. Si une action de l'Union paraît nécessaire, dans le cadre des politiques définies à la partie III, pour atteindre l'un des objectifs visés par la Constitution, sans que celle-ci n'ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil des ministres, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission européenne et après approbation du Parlement européen, adopte les mesures appropriées.

2. La Commission européenne, dans le cadre de la procédure de contrôle du principe de subsidiarité visée à l'article I-11, paragraphe 3, attire l'attention des parlements nationaux sur les propositions fondées sur le présent article.

3. Les mesures fondées sur le présent article ne peuvent pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les cas où la Constitution exclut une telle harmonisation.

TITRE IV

Les institutions et organes de l'Union

Chapitre I – *Le cadre institutionnel*

Article I-19

Les institutions de l'Union

1. L'Union dispose d'un cadre institutionnel visant à:
 - promouvoir ses valeurs,
 - poursuivre ses objectifs,
 - servir ses intérêts, ceux de ses citoyens, et ceux des Etats membres,
 - assurer la cohérence, l'efficacité et la continuité de ses politiques et de ses actions.

Ce cadre institutionnel comprend:

- le Parlement européen,
- le Conseil européen,
- le Conseil des ministres (ci-après dénommé „Conseil“),
- la Commission européenne (ci-après dénommée „Commission“),
- la Cour de justice de l'Union européenne.

2. Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées dans la Constitution, conformément aux procédures et conditions prévues par celle-ci. Les institutions pratiquent entre elles une coopération loyale.

Article I-20

Le Parlement européen

1. Le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de contrôle politique et consultatives conformément aux conditions prévues par la Constitution. Il élit le président de la Commission.

2. Le Parlement européen est composé de représentants des citoyens de l'Union. Leur nombre ne dépasse pas sept cent cinquante. La représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six membres par Etat membre. Aucun Etat membre ne se voit attribuer plus de quatre-vingt-seize sièges.

Le Conseil européen adopte à l'unanimité, sur initiative du Parlement européen et avec son approbation, une décision européenne fixant la composition du Parlement européen, dans le respect des principes visés au premier alinéa.

3. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret, pour un mandat de cinq ans.

4. Le Parlement européen élit parmi ses membres son président et son bureau.

*Article I-21****Le Conseil européen***

1. Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations et les priorités politiques générales. Il n'exerce pas de fonction législative.
2. Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, ainsi que de son président et du président de la Commission. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union participe à ses travaux.
3. Le Conseil européen se réunit chaque trimestre sur convocation de son président. Lorsque l'ordre du jour l'exige, les membres du Conseil européen peuvent décider d'être assistés chacun par un ministre et, en ce qui concerne le président de la Commission, par un membre de la Commission. Lorsque la situation l'exige, le président convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen.
4. Le Conseil européen se prononce par consensus, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement.

*Article I-22****Le président du Conseil européen***

1. Le Conseil européen élit son président à la majorité qualifiée pour une durée de deux ans et demi, renouvelable une fois. En cas d'empêchement ou de faute grave, le Conseil européen peut mettre fin à son mandat selon la même procédure.
2. Le président du Conseil européen:
 - a) préside et anime les travaux du Conseil européen;
 - b) assure la préparation et la continuité des travaux du Conseil européen en coopération avec le président de la Commission, et sur la base des travaux du Conseil des affaires générales;
 - c) oeuvre pour faciliter la cohésion et le consensus au sein du Conseil européen;
 - d) présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune des réunions du Conseil européen.

Le président du Conseil européen assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des attributions du ministre des Affaires étrangères de l'Union.
3. Le président du Conseil européen ne peut pas exercer de mandat national.

*Article I-23****Le Conseil des ministres***

1. Le Conseil exerce, conjointement avec le Parlement européen, les fonctions législative et budgétaire. Il exerce des fonctions de définition des politiques et de coordination conformément aux conditions prévues par la Constitution.
2. Le Conseil est composé d'un représentant de chaque Etat membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de l'Etat membre qu'il représente et à exercer le droit de vote.
3. Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement.

*Article I-24****Les formations du Conseil des ministres***

1. Le Conseil siège en différentes formations.
2. Le Conseil des affaires générales assure la cohérence des travaux des différentes formations du Conseil.

Il prépare les réunions du Conseil européen et en assure le suivi en liaison avec le président du Conseil européen et la Commission.

3. Le Conseil des affaires étrangères élabore l'action extérieure de l'Union selon les lignes stratégiques fixées par le Conseil européen et assure la cohérence de l'action de l'Union.
4. Le Conseil européen adopte à la majorité qualifiée une décision européenne établissant la liste des autres formations du Conseil.
5. Un comité des représentants permanents des gouvernements des Etats membres est responsable de la préparation des travaux du Conseil.
6. Le Conseil siège en public lorsqu'il délibère et vote sur un projet d'acte législatif. A cet effet, chaque session du Conseil est divisée en deux parties, consacrées respectivement aux délibérations sur les actes législatifs de l'Union et aux activités non législatives.
7. La présidence des formations du Conseil, à l'exception de celle des affaires étrangères, est assurée par les représentants des Etats membres au Conseil selon un système de rotation égale, conformément aux conditions prévues par une décision européenne du Conseil européen. Le Conseil européen statue à la majorité qualifiée.

Article I-25

Définition de la majorité qualifiée au sein du Conseil européen et du Conseil

1. La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des membres du Conseil, comprenant au moins quinze d'entre eux et représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population de l'Union.

Une minorité de blocage doit inclure au moins quatre membres du Conseil, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

2. Par dérogation au paragraphe 1, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des Affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population de l'Union.
3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent au Conseil européen lorsqu'il statue à la majorité qualifiée.
4. Au sein du Conseil européen, son président et le président de la Commission ne prennent pas part au vote.

Article I-26

La Commission européenne

1. La Commission promeut l'intérêt général de l'Union et prend les initiatives appropriées à cette fin. Elle veille à l'application de la Constitution ainsi que des mesures adoptées par les institutions en vertu de celle-ci. Elle surveille l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne. Elle exécute le budget et gère les programmes. Elle exerce des fonctions de coordination, d'exécution et de gestion conformément aux conditions prévues par la Constitution. A l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune et des autres cas prévus par la Constitution, elle assure la représentation extérieure de l'Union. Elle prend les initiatives de la programmation annuelle et pluriannuelle de l'Union pour parvenir à des accords interinstitutionnels.

2. Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement. Les autres actes sont adoptés sur proposition de la Commission lorsque la Constitution le prévoit.

3. Le mandat de la Commission est de cinq ans.
4. Les membres de la Commission sont choisis en raison de leur compétence générale et de leur engagement européen et parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance.
5. La première Commission nommée en application de la Constitution est composée d'un ressortissant de chaque Etat membre, y compris son président et le ministre des Affaires étrangères de l'Union, qui en est l'un des vice-présidents.
6. Dès la fin du mandat de la Commission visée au paragraphe 5, la Commission est composée d'un nombre de membres, y compris son président et le ministre des Affaires étrangères de l'Union, correspondant aux deux tiers du nombre d'Etats membres, à moins que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, ne décide de modifier ce nombre.
 Les membres de la Commission sont sélectionnés parmi les ressortissants des Etats membres selon un système de rotation égale entre les Etats membres. Ce système est établi par une décision européenne adoptée à l'unanimité par le Conseil européen et fondée sur les principes suivants:
 - a) les Etats membres sont traités sur un strict pied d'égalité pour la détermination de l'ordre de passage et du temps de présence de leurs ressortissants au sein de la Commission; en conséquence, l'écart entre le nombre total des mandats détenus par les ressortissants de deux Etats membres donnés ne peut jamais être supérieur à un;
 - b) sous réserve du point a), chacune des Commissions successives est constituée de manière à refléter d'une manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des Etats membres.
7. La Commission exerce ses responsabilités en pleine indépendance. Sans préjudice de l'article I-28, paragraphe 2, les membres de la Commission ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement, institution, organe ou organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs fonctions ou l'exécution de leurs tâches.
8. La Commission, en tant que collège, est responsable devant le Parlement européen. Le Parlement européen peut adopter une motion de censure de la Commission conformément à l'article III-340. Si une telle motion est adoptée, les membres de la Commission doivent démissionner collectivement de leurs fonctions et le ministre des Affaires étrangères de l'Union doit démissionner des fonctions qu'il exerce au sein de la Commission.

Article I-27

Le président de la Commission européenne

1. En tenant compte des élections au Parlement européen, et après avoir procédé aux consultations appropriées, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose au Parlement européen un candidat à la fonction de président de la Commission. Ce candidat est élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Si ce candidat ne recueille pas la majorité, le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, propose, dans un délai d'un mois, un nouveau candidat, qui est élu par le Parlement européen selon la même procédure.
2. Le Conseil, d'un commun accord avec le président élu, adopte la liste des autres personnalités qu'il propose de nommer membres de la Commission. Le choix de celles-ci s'effectue, sur la base des suggestions faites par les Etats membres, conformément aux critères prévus à l'article I-26, paragraphe 4, et paragraphe 6, second alinéa.
 Le président, le ministre des Affaires étrangères de l'Union et les autres membres de la Commission sont soumis, en tant que collège, à un vote d'approbation du Parlement européen. Sur la base de cette approbation, la Commission est nommée par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée.
3. Le président de la Commission:
 - a) définit les orientations dans le cadre desquelles la Commission exerce sa mission;
 - b) décide de l'organisation interne de la Commission afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action;

- c) nomme des vice-présidents, autres que le ministre des Affaires étrangères de l'Union, parmi les membres de la Commission.

Un membre de la Commission présente sa démission si le président le lui demande. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union présente sa démission, conformément à la procédure prévue à l'article I-28, paragraphe 1, si le président le lui demande.

Article I-28

Le ministre des Affaires étrangères de l'Union

1. Le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, avec l'accord du président de la Commission, nomme le ministre des Affaires étrangères de l'Union. Le Conseil européen peut mettre fin à son mandat selon la même procédure.
2. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Il contribue par ses propositions à l'élaboration de cette politique et l'exécute en tant que mandataire du Conseil. Il agit de même pour la politique de sécurité et de défense commune.
3. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union préside le Conseil des affaires étrangères.
4. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union est l'un des vice-présidents de la Commission. Il veille à la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Il est chargé, au sein de la Commission, des responsabilités qui incombent à cette dernière dans le domaine des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'Union. Dans l'exercice de ces responsabilités au sein de la Commission, et pour ces seules responsabilités, le ministre des Affaires étrangères de l'Union est soumis aux procédures qui régissent le fonctionnement de la Commission, dans la mesure où cela est compatible avec les paragraphes 2 et 3.

Article I-29

La Cour de justice de l'Union européenne

1. La Cour de justice de l'Union européenne comprend la Cour de justice, le Tribunal et des tribunaux spécialisés. Elle assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application de la Constitution.
Les Etats membres établissent les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union.
2. La Cour de justice est composée d'un juge par Etat membre. Elle est assistée d'avocats généraux.
Le Tribunal compte au moins un juge par Etat membre.
Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice et les juges du Tribunal sont choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les conditions visées aux articles III-355 et III-356. Ils sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres pour six ans. Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau.
3. La Cour de justice de l'Union européenne statue conformément à la partie III:
 - a) sur les recours formés par un Etat membre, une institution ou des personnes physiques ou morales;
 - b) à titre préjudiciel, à la demande des juridictions nationales, sur l'interprétation du droit de l'Union ou sur la validité d'actes adoptés par les institutions;
 - c) dans les autres cas prévus par la Constitution.

Chapitre II – Les autres institutions et les organes consultatifs de l'Union

Article I-30

La Banque centrale européenne

1. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales constituent le Système européen de banques centrales. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des Etats membres dont la monnaie est l'euro, qui constituent l'Eurosystème, conduisent la politique monétaire de l'Union.
2. Le Système européen de banques centrales est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne. L'objectif principal du Système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de cet objectif, il apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union pour contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci. Il conduit toute autre mission de banque centrale conformément à la partie III et au statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.
3. La Banque centrale européenne est une institution. Elle a la personnalité juridique. Elle est seule habilitée à autoriser l'émission de l'euro. Elle est indépendante dans l'exercice de ses pouvoirs et dans la gestion de ses finances. Les institutions, organes et organismes de l'Union ainsi que les gouvernements des Etats membres respectent cette indépendance.
4. La Banque centrale européenne adopte les mesures nécessaires à l'accomplissement de ses missions conformément aux articles III-185 à III-191 et III-196 et aux conditions prévues par le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. Conformément auxdits articles, les Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro, ainsi que leurs banques centrales, conservent leurs compétences dans le domaine monétaire.
5. Dans les domaines relevant de ses attributions, la Banque centrale européenne est consultée sur tout projet d'acte de l'Union, ainsi que sur tout projet de réglementation au niveau national, et peut soumettre des avis.
6. Les organes de décision de la Banque centrale européenne, leur composition et leurs modalités de fonctionnement sont définis aux articles III-382 et III-383, ainsi que dans le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

Article I-31

La Cour des comptes

1. La Cour des comptes est une institution. Elle assure le contrôle des comptes de l'Union.
2. Elle examine les comptes de la totalité des recettes et des dépenses de l'Union et s'assure de la bonne gestion financière.
3. Elle est composée d'un ressortissant de chaque Etat membre. Ses membres exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

Article I-32

Les organes consultatifs de l'Union

1. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité des régions et d'un Comité économique et social, qui exercent des fonctions consultatives.
2. Le Comité des régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.

3. Le Comité économique et social est composé de représentants des organisations d'employeurs, de salariés et d'autres acteurs représentatifs de la société civile, en particulier dans les domaines socioéconomique, civique, professionnel et culturel.

4. Les membres du Comité des régions et du Comité économique et social ne sont liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de l'Union.

5. Les règles relatives à la composition de ces Comités, à la désignation de leurs membres, à leurs attributions et à leur fonctionnement sont définies aux articles III-386 à III-392.

Les règles visées aux paragraphes 2 et 3 relatives à la nature de leur composition sont revues à intervalle régulier par le Conseil pour tenir compte de l'évolution économique, sociale et démographique dans l'Union. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des décisions européennes à cet effet.

TITRE V

L'exercice des compétences de l'Union

Chapitre I – *Dispositions communes*

Article I-33

Les actes juridiques de l'Union

1. Les institutions, pour exercer les compétences de l'Union, utilisent comme instruments juridiques, conformément à la partie III, la loi européenne, la loi-cadre européenne, le règlement européen, la décision européenne, les recommandations et les avis.

La loi européenne est un acte législatif de portée générale. Elle est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

La loi-cadre européenne est un acte législatif qui lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens.

Le règlement européen est un acte non législatif de portée générale pour la mise en oeuvre des actes législatifs et de certaines dispositions de la Constitution. Il peut soit être obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre, soit lier tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens.

La décision européenne est un acte non législatif obligatoire dans tous ses éléments. Lorsqu'elle désigne des destinataires, elle n'est obligatoire que pour ceux-ci.

Les recommandations et les avis n'ont pas d'effet contraignant.

2. Lorsqu'ils sont saisis d'un projet d'acte législatif, le Parlement européen et le Conseil s'abstiennent d'adopter des actes non prévus par la procédure législative applicable au domaine concerné.

Article I-34

Les actes législatifs

1. Les lois et lois-cadres européennes sont adoptées, sur proposition de la Commission, conjointement par le Parlement européen et le Conseil conformément à la procédure législative ordinaire visée à l'article III-396. Si les deux institutions ne parviennent pas à un accord, l'acte en question n'est pas adopté.

2. Dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, les lois et lois-cadres européennes sont adoptées par le Parlement européen avec la participation du Conseil ou par celui-ci avec la participation du Parlement européen, conformément à des procédures législatives spéciales.

3. Dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, les lois et lois-cadres européennes peuvent être adoptées sur initiative d'un groupe d'Etats membres ou du Parlement européen, sur recommandation de la Banque centrale européenne ou sur demande de la Cour de justice ou de la Banque européenne d'investissement.

Article I-35

Les actes non législatifs

1. Le Conseil européen adopte des décisions européennes dans les cas prévus par la Constitution.
2. Le Conseil et la Commission, notamment dans les cas prévus aux articles I-36 et I-37, ainsi que la Banque centrale européenne dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, adoptent des règlements ou décisions européens.
3. Le Conseil adopte des recommandations. Il statue sur proposition de la Commission dans tous les cas où la Constitution prévoit qu'il adopte des actes sur proposition de la Commission. Il statue à l'unanimité dans les domaines pour lesquels l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union. La Commission, ainsi que la Banque centrale européenne dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, adoptent des recommandations.

Article I-36

Les règlements européens délégués

1. Les lois et lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des règlements européens délégués qui complètent ou modifient certains éléments non essentiels de la loi ou de la loi-cadre.

Les lois et lois-cadres européennes délimitent explicitement les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation de pouvoir. Les éléments essentiels d'un domaine sont réservés à la loi ou loi-cadre européenne et ne peuvent donc pas faire l'objet d'une délégation de pouvoir.

2. Les lois et lois-cadres européennes fixent explicitement les conditions auxquelles la délégation est soumise, qui peuvent être les suivantes:
 - a) le Parlement européen ou le Conseil peut décider de révoquer la délégation;
 - b) le règlement européen délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou loi-cadre européenne, le Parlement européen ou le Conseil n'exprime pas d'objections.

Aux fins des points a) et b), le Parlement européen statue à la majorité des membres qui le composent et le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Article I-37

Les actes d'exécution

1. Les Etats membres prennent toutes les mesures de droit interne nécessaires pour la mise en oeuvre des actes juridiquement contraignants de l'Union.
2. Lorsque des conditions uniformes d'exécution des actes juridiquement contraignants de l'Union sont nécessaires, ces actes confèrent des compétences d'exécution à la Commission ou, dans des cas spécifiques dûment justifiés et dans les cas prévus à l'article I-40, au Conseil.
3. Aux fins du paragraphe 2, la loi européenne établit au préalable les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les Etats membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission.

4. Les actes d'exécution de l'Union prennent la forme de règlements européens d'exécution ou de décisions européennes d'exécution.

Article I-38

Principes communs aux actes juridiques de l'Union

1. Lorsque la Constitution ne prévoit pas le type d'acte à adopter, les institutions le choisissent cas par cas, dans le respect des procédures applicables et du principe de proportionnalité visé à l'article I-11.
2. Les actes juridiques sont motivés et visent les propositions, initiatives, recommandations, demandes ou avis prévus par la Constitution.

Article I-39

Publication et entrée en vigueur

1. Les lois et lois-cadres européennes adoptées conformément à la procédure législative ordinaire sont signées par le président du Parlement européen et le président du Conseil.

Dans les autres cas, elles sont signées par le président de l'institution qui les a adoptées.

Les lois et lois-cadres européennes sont publiées au *Journal officiel de l'Union européenne* et entrent en vigueur à la date qu'elles fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

2. Les règlements européens et les décisions européennes, lorsqu'elles n'indiquent pas de destinataire, sont signés par le président de l'institution qui les a adoptés.

Les règlements européens et les décisions européennes, lorsqu'elles n'indiquent pas de destinataire, sont publiés au *Journal officiel de l'Union européenne* et entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

3. Les décisions européennes autres que celles visées au paragraphe 2 sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification.

Chapitre II – Dispositions particulières

Article I-40

Dispositions particulières relatives à la politique étrangère et de sécurité commune

1. L'Union européenne conduit une politique étrangère et de sécurité commune fondée sur un développement de la solidarité politique mutuelle des Etats membres, sur l'identification des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des Etats membres.

2. Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil élabore cette politique dans le cadre des lignes stratégiques établies par le Conseil européen et conformément à la partie III.

3. Le Conseil européen et le Conseil adoptent les décisions européennes nécessaires.

4. La politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le ministre des Affaires étrangères de l'Union et par les Etats membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.

5. Les Etats membres se concertent au sein du Conseil européen et du Conseil sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou de prendre tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque Etat membre consulte les autres au sein du Conseil européen ou

du Conseil. Les Etats membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et ses valeurs sur la scène internationale. Les Etats membres sont solidaires entre eux.

6. En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil européen et le Conseil adoptent des décisions européennes à l'unanimité, sauf dans les cas visés à la partie III. Ils se prononcent sur initiative d'un Etat membre, sur proposition du ministre des affaires étrangères de l'Union ou sur proposition de ce ministre avec le soutien de la Commission. Les lois et lois-cadres européennes sont exclues.

7. Le Conseil européen peut, à l'unanimité, adopter une décision européenne autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée dans les cas autres que ceux visés à la partie III.

8. Le Parlement européen est consulté régulièrement sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune. Il est tenu informé de son évolution.

Article I-41

Dispositions particulières relatives à la politique de sécurité et de défense commune

1. La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les Etats membres.

2. La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux Etats membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains Etats membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

3. Les Etats membres mettent à la disposition de l'Union, pour la mise en oeuvre de la politique de sécurité et de défense commune, des capacités civiles et militaires pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil. Les Etats membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent aussi les mettre à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.

Les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Il est institué une Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement (l'Agence européenne de défense) pour identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire, contribuer à identifier et, le cas échéant, mettre en oeuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, participer à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement, ainsi que pour assister le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.

4. Les décisions européennes relatives à la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union ou sur initiative d'un Etat membre. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union peut proposer de recourir aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, le cas échéant conjointement avec la Commission.

5. Le Conseil peut confier la réalisation d'une mission, dans le cadre de l'Union, à un groupe d'Etats membres afin de préserver les valeurs de l'Union et de servir ses intérêts. La réalisation d'une telle mission est régie par l'article III-310.

6. Les Etats membres qui remplissent des critères plus élevés de capacités militaires et qui ont souscrit des engagements plus contraignants en la matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée permanente dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par l'article III-312. Elle n'affecte pas les dispositions de l'article III-309.

7. Au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. Cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres.

Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en oeuvre.

8. Le Parlement européen est consulté régulièrement sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique de sécurité et de défense commune. Il est tenu informé de son évolution.

Article I-42

Dispositions particulières relatives à l'espace de liberté, de sécurité et de justice

1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice:
 - a) par l'adoption de lois et lois-cadres européennes visant, si nécessaire, à rapprocher les dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les domaines visés à la partie III;
 - b) en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires;
 - c) par une coopération opérationnelle des autorités compétentes des Etats membres, y compris les services de police, les services des douanes et autres services spécialisés dans le domaine de la prévention et de la détection des infractions pénales.
2. Les parlements nationaux peuvent, dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, participer aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article III-260. Ils sont associés au contrôle politique d'Europol et à l'évaluation des activités d'Eurojust, conformément aux articles III-276 et III-273.
3. Les Etats membres disposent d'un droit d'initiative dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, conformément à l'article III-264.

Article I-43

Clause de solidarité

1. L'Union et ses Etats membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un Etat membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'Union mobilise tous les instruments à sa disposition, y compris les moyens militaires mis à sa disposition par les Etats membres, pour:
 - a) – prévenir la menace terroriste sur le territoire des Etats membres;
 - protéger les institutions démocratiques et la population civile d'une éventuelle attaque terroriste;
 - porter assistance à un Etat membre sur son territoire, à la demande de ses autorités politiques, dans le cas d'une attaque terroriste;

- b) porter assistance à un Etat membre sur son territoire, à la demande de ses autorités politiques, en cas de catastrophe naturelle ou d'origine humaine.
2. Les modalités de mise en oeuvre du présent article sont prévues à l'article III-329.

Chapitre III – Les coopérations renforcées

Article I-44

Les coopérations renforcées

1. Les Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir aux institutions de celle-ci et exercer ces compétences en appliquant les dispositions appropriées de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles III-416 à III-423.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tout moment à tous les Etats membres, conformément à l'article III-418.

2. La décision européenne autorisant une coopération renforcée est adoptée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il établit que les objectifs recherchés par cette coopération ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'au moins un tiers des Etats membres y participent. Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article III-419.

3. Tous les membres du Conseil peuvent participer à ses délibérations, mais seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participant à une coopération renforcée prennent part au vote.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls représentants des Etats membres participants.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35 % de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Par dérogation aux troisième et quatrième alinéas, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des Affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les Etats membres participants. Ils ne sont pas considérés comme un acquis devant être accepté par les Etats candidats à l'adhésion à l'Union.

TITRE VI

La vie démocratique de l'Union

Article I-45

Principe d'égalité démocratique

Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens, qui bénéficient d'une égale attention de ses institutions, organes et organismes.

Article I-46

Principe de la démocratie représentative

1. Le fonctionnement de l'Union est fondé sur la démocratie représentative.

2. Les citoyens sont directement représentés, au niveau de l'Union, au Parlement européen.

Les Etats membres sont représentés au Conseil européen par leur chef d'Etat ou de gouvernement et au Conseil par leurs gouvernements, eux-mêmes démocratiquement responsables, soit devant leurs parlements nationaux, soit devant leurs citoyens.

3. Tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Union. Les décisions sont prises aussi ouvertement et aussi près que possible des citoyens.

4. Les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union.

Article I-47

Principe de la démocratie participative

1. Les institutions donnent, par les voies appropriées, aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union.

2. Les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.

3. En vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union, la Commission procède à de larges consultations des parties concernées.

4. Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'Etats membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la Constitution. La loi européenne arrête les dispositions relatives aux procédures et conditions requises pour la présentation d'une telle initiative citoyenne, y compris le nombre minimum d'Etats membres dont les citoyens qui la présentent doivent provenir.

Article I-48

Les partenaires sociaux et le dialogue social autonome

L'Union reconnaît et promeut le rôle des partenaires sociaux à son niveau, en prenant en compte la diversité des systèmes nationaux. Elle facilite le dialogue entre eux, dans le respect de leur autonomie.

Le sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi contribue au dialogue social.

Article I-49

Le médiateur européen

Un médiateur européen, élu par le Parlement européen, reçoit les plaintes relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions, organes ou organismes de l'Union, dans les conditions prévues par la Constitution. Il instruit ces plaintes et fait rapport à leur sujet. Le médiateur européen exerce ses fonctions en toute indépendance.

Article I-50

Transparence des travaux des institutions, organes et organismes de l'Union

1. Afin de promouvoir une bonne gouvernance, et d'assurer la participation de la société civile, les institutions, organes et organismes de l'Union oeuvrent dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture.

2. Le Parlement européen siège en public, ainsi que le Conseil lorsqu'il délibère et vote sur un projet d'acte législatif.

3. Tout citoyen de l'Union ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre dispose, dans les conditions prévues par la partie III, d'un droit d'accès aux documents des institutions, organes et organismes de l'Union, quel que soit leur support.

La loi européenne fixe les principes généraux et limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice du droit d'accès à de tels documents.

4. Chaque institution, organe ou organisme arrête dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents, en conformité avec la loi européenne visée au paragraphe 3.

Article I-51

Protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.

2. La loi ou loi-cadre européenne fixe les règles relatives à la protection des personnes physiques s'agissant du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union, ainsi que par les Etats membres dans l'exercice d'activités qui relèvent du champ d'application du droit de l'Union, et à la libre circulation de ces données. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'autorités indépendantes.

Article I-52

Statut des églises et des organisations non confessionnelles

1. L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les Etats membres.

2. L'Union respecte également le statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les organisations philosophiques et non confessionnelles.

3. Reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations.

TITRE VII

Les finances de l'Union

Article I-53

Les principes budgétaires et financiers

1. Toutes les recettes et les dépenses de l'Union doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget de l'Union, conformément à la partie III.

2. Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

3. Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée de l'exercice budgétaire annuel en conformité avec la loi européenne visée à l'article III-412.

4. L'exécution de dépenses inscrites au budget requiert l'adoption préalable d'un acte juridiquement contraignant de l'Union qui donne un fondement juridique à son action et à l'exécution de la dépense correspondante en conformité avec la loi européenne visée à l'article III-412, sauf exceptions prévues par celle-ci.

5. En vue d'assurer la discipline budgétaire, l'Union n'adopte pas d'actes susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que les dépenses découlant de ces actes peuvent être financées dans la limite des ressources propres de l'Union et dans le respect du cadre financier pluriannuel visé à l'article I-55.
6. Le budget est exécuté conformément au principe de la bonne gestion financière. Les Etats membres et l'Union coopèrent pour que les crédits inscrits au budget soient utilisés conformément à ce principe.
7. L'Union et les Etats membres, conformément à l'article III-415, combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union.

Article I-54

Les ressources propres de l'Union

1. L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.
2. Le budget de l'Union est intégralement financé par des ressources propres, sans préjudice des autres recettes.
3. Une loi européenne du Conseil fixe les dispositions applicables au système de ressources propres de l'Union. Il est possible, dans ce cadre, d'établir de nouvelles catégories de ressources propres ou d'abroger une catégorie existante. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen. Cette loi n'entre en vigueur qu'après son approbation par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.
4. Une loi européenne du Conseil fixe les mesures d'exécution du système de ressources propres de l'Union dans la mesure où la loi européenne adoptée sur la base du paragraphe 3 le prévoit. Le Conseil statue après approbation du Parlement européen.

Article I-55

Le cadre financier pluriannuel

1. Le cadre financier pluriannuel vise à assurer l'évolution ordonnée des dépenses de l'Union dans la limite de ses ressources propres. Il fixe les montants des plafonds annuels des crédits pour engagements par catégorie de dépenses conformément à l'article III-402.
2. Une loi européenne du Conseil fixe le cadre financier pluriannuel. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.
3. Le budget annuel de l'Union respecte le cadre financier pluriannuel.
4. Le Conseil européen peut, à l'unanimité, adopter une décision européenne autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée lors de l'adoption de la loi européenne du Conseil visée au paragraphe 2.

Article I-56

Le budget de l'Union

La loi européenne établit le budget annuel de l'Union conformément à l'article III-404.

TITRE VIII

L'Union et son environnement proche*Article I-57****L'Union et son environnement proche***

1. L'Union développe avec les pays de son voisinage des relations privilégiées, en vue d'établir un espace de prospérité et de bon voisinage, fondé sur les valeurs de l'Union et caractérisé par des relations étroites et pacifiques reposant sur la coopération.
2. Aux fins du paragraphe 1, l'Union peut conclure des accords spécifiques avec les pays concernés. Ces accords peuvent comporter des droits et obligations réciproques ainsi que la possibilité de conduire des actions en commun. Leur mise en oeuvre fait l'objet d'une concertation périodique.

TITRE IX

L'appartenance à l'Union*Article I-58****Critères d'éligibilité et procédure d'adhésion à l'Union***

1. L'Union est ouverte à tous les Etats européens qui respectent les valeurs visées à l'article I-2 et s'engagent à les promouvoir en commun.
2. Tout Etat européen qui souhaite devenir membre de l'Union adresse sa demande au Conseil. Le Parlement européen et les parlements nationaux sont informés de cette demande. Le Conseil statue à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent. Les conditions et les modalités de l'admission font l'objet d'un accord entre les Etats membres et l'Etat candidat. Cet accord est soumis par tous les Etats contractants à ratification, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

*Article I-59****La suspension de certains droits résultant de l'appartenance à l'Union***

1. Le Conseil, sur initiative motivée d'un tiers des Etats membres, sur initiative motivée du Parlement européen ou sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne constatant qu'il existe un risque clair de violation grave par un Etat membre des valeurs visées à l'article I-2. Le Conseil statue à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après approbation du Parlement européen.
Avant de procéder à cette constatation, le Conseil entend l'Etat membre en cause et peut lui adresser des recommandations, en statuant selon la même procédure.
Le Conseil vérifie régulièrement si les motifs qui ont conduit à une telle constatation restent valables.
2. Le Conseil européen, sur initiative d'un tiers des Etats membres ou sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne constatant l'existence d'une violation grave et persistante par un Etat membre des valeurs énoncées à l'article I-2, après avoir invité cet Etat à présenter ses observations en la matière. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.
3. Lorsque la constatation visée au paragraphe 2 a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut adopter une décision européenne qui suspend certains des droits découlant de l'application de la Constitution à l'Etat membre en cause, y compris les droits de vote du membre du Conseil représentant

cet Etat. Le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

En tout état de cause, cet Etat reste lié par les obligations qui lui incombent au titre de la Constitution.

4. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut adopter une décision européenne modifiant ou abrogeant les mesures qu'il a adoptées au titre du paragraphe 3, pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

5. Aux fins du présent article, le membre du Conseil européen ou du Conseil représentant l'Etat membre en cause ne prend pas part au vote et l'Etat membre en cause n'est pas pris en compte dans le calcul du tiers ou des quatre cinquièmes des Etats membres prévu aux paragraphes 1 et 2. L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des décisions européennes visées au paragraphe 2.

Pour l'adoption des décisions européennes visées aux paragraphes 3 et 4, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 72 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats.

Lorsque, à la suite d'une décision de suspension des droits de vote adoptée conformément au paragraphe 3, le Conseil statue, à la majorité qualifiée, sur la base d'une des dispositions de la Constitution, cette majorité qualifiée se définit de la même manière qu'au deuxième alinéa ou, si le Conseil agit sur proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats. Dans ce dernier cas, une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35 % de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

6. Aux fins du présent article, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, représentant la majorité des membres qui le composent.

Article I-60

Le retrait volontaire de l'Union

1. Tout Etat membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union.

2. L'Etat membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen. A la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet Etat un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est négocié conformément à l'article III-325, paragraphe 3. Il est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

3. La Constitution cesse d'être applicable à l'Etat concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'Etat membre concerné, décide à l'unanimité de proroger ce délai.

4. Aux fins des paragraphes 2 et 3, le membre du Conseil européen et du Conseil représentant l'Etat membre qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions européennes du Conseil européen et du Conseil qui le concernent.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 72 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats.

5. Si l'Etat qui s'est retiré de l'Union demande à adhérer à nouveau, sa demande est soumise à la procédure visée à l'article I-58.

*

PARTIE II

LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION

Préambule

Les peuples d'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes.

Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'Etat de droit. Elle place la personne au coeur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.

L'Union contribue à la préservation et au développement de ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples d'Europe, ainsi que de l'identité nationale des Etats membres et de l'organisation de leurs pouvoirs publics aux niveaux national, régional et local; elle cherche à promouvoir un développement équilibré et durable et assure la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement.

A cette fin, il est nécessaire, en les rendant plus visibles dans une Charte, de renforcer la protection des droits fondamentaux à la lumière de l'évolution de la société, du progrès social et des développements scientifiques et technologiques.

La présente Charte réaffirme, dans le respect des compétences et des tâches de l'Union, ainsi que du principe de subsidiarité, les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux Etats membres, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par l'Union et par le Conseil de l'Europe, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'Homme. Dans ce contexte, la Charte sera interprétée par les juridictions de l'Union et des Etats membres en prenant dûment en considération les explications établies sous l'autorité du *praesidium* de la Convention qui a élaboré la Charte et mises à jour sous la responsabilité du *praesidium* de la Convention européenne.

La jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures.

En conséquence, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés ci-après.

TITRE I

Dignité*Article II-61****Dignité humaine***

La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

*Article II-62****Droit à la vie***

1. Toute personne a droit à la vie.
2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

*Article II-63****Droit à l'intégrité de la personne***

1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.

2. Dans le cadre de la médecine et de la biologie, doivent notamment être respectés:
 - a) le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi;
 - b) l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes;
 - c) l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit;
 - d) l'interdiction du clonage reproductif des êtres humains.

Article II-64

Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Article II-65

Interdiction de l'esclavage et du travail forcé

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.
3. La traite des êtres humains est interdite.

TITRE II

Libertés

Article II-66

Droit à la liberté et à la sûreté

Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté.

Article II-67

Respect de la vie privée et familiale

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Article II-68

Protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.
2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.
3. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

*Article II-69****Droit de se marier et droit de fonder une famille***

Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

*Article II-70****Liberté de pensée, de conscience et de religion***

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.
2. Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

*Article II-71****Liberté d'expression et d'information***

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.
2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

*Article II-72****Liberté de réunion et d'association***

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.
2. Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

*Article II-73****Liberté des arts et des sciences***

Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.

*Article II-74****Droit à l'éducation***

1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.
2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.
3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

*Article II-75****Liberté professionnelle et droit de travailler***

1. Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée.
2. Tout citoyen de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout Etat membre.
3. Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des Etats membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens de l'Union.

*Article II-76****Liberté d'entreprise***

La liberté d'entreprise est reconnue conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

*Article II-77****Droit de propriété***

1. Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant en temps utile une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.
2. La propriété intellectuelle est protégée.

*Article II-78****Droit d'asile***

Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément à la Constitution.

*Article II-79****Protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition***

1. Les expulsions collectives sont interdites.
2. Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un Etat où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

TITRE III

Egalité*Article II-80****Egalité en droit***

Toutes les personnes sont égales en droit.

*Article II-81****Non-discrimination***

1. Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.
2. Dans le domaine d'application de la Constitution et sans préjudice de ses dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite.

*Article II-82****Diversité culturelle, religieuse et linguistique***

L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

*Article II-83****Egalité entre femmes et hommes***

L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.

Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

*Article II-84****Droits de l'enfant***

1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.
2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.
3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt.

*Article II-85****Droits des personnes âgées***

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

*Article II-86****Intégration des personnes handicapées***

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

TITRE IV

Solidarité*Article II-87****Droit à l'information et à la consultation des travailleurs
au sein de l'entreprise***

Les travailleurs ou leurs représentants doivent se voir garantir, aux niveaux appropriés, une information et une consultation en temps utile, dans les cas et conditions prévus par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

*Article II-88****Droit de négociation et d'actions collectives***

Les travailleurs et les employeurs, ou leurs organisations respectives, ont, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales, le droit de négocier et de conclure des conventions collectives aux niveaux appropriés et de recourir, en cas de conflits d'intérêts, à des actions collectives pour la défense de leurs intérêts, y compris la grève.

*Article II-89****Droit d'accès aux services de placement***

Toute personne a le droit d'accéder à un service gratuit de placement.

*Article II-90****Protection en cas de licenciement injustifié***

Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

*Article II-91****Conditions de travail justes et équitables***

1. Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.
2. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

*Article II-92****Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail***

Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées.

Les jeunes admis au travail doivent bénéficier de conditions de travail adaptées à leur âge et être protégés contre l'exploitation économique ou contre tout travail susceptible de nuire à leur sécurité, à leur santé, à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation.

*Article II-93****Vie familiale et vie professionnelle***

1. La protection de la famille est assurée sur le plan juridique, économique et social.
2. Afin de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, toute personne a le droit d'être protégée contre tout licenciement pour un motif lié à la maternité, ainsi que le droit à un congé de maternité payé et à un congé parental à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

*Article II-94****Sécurité sociale et aide sociale***

1. L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.
2. Toute personne qui réside et se déplace légalement à l'intérieur de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale et aux avantages sociaux, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.
3. Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

*Article II-95****Protection de la santé***

Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

*Article II-96****Accès aux services d'intérêt économique général***

L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément à la Constitution, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

*Article II-97****Protection de l'environnement***

Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable.

*Article II-98****Protection des consommateurs***

Un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.

TITRE V

Citoyenneté*Article II-99****Droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen***

1. Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.
2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

*Article II-100****Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales***

Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

*Article II-101****Droit à une bonne administration***

1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et organismes de l'Union.
2. Ce droit comporte notamment:
 - a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;
 - b) le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;
 - c) l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.
3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres.
4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues de la Constitution et doit recevoir une réponse dans la même langue.

*Article II-102****Droit d'accès aux documents***

Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a un droit d'accès aux documents des institutions, organes et organismes de l'Union, quel que soit leur support.

*Article II-103****Médiateur européen***

Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a le droit de saisir le médiateur européen de cas de mauvaise administration dans l'action des institutions, organes ou organismes de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles.

*Article II-104****Droit de pétition***

Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a le droit de pétition devant le Parlement européen.

*Article II-105****Liberté de circulation et de séjour***

1. Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres.
2. La liberté de circulation et de séjour peut être accordée, conformément à la Constitution, aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire d'un Etat membre.

*Article II-106****Protection diplomatique et consulaire***

Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'Etat membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

TITRE VI

Justice*Article II-107****Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial***

Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

*Article II-108****Présomption d'innocence et droits de la défense***

1. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
2. Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

*Article II-109****Principes de légalité et de proportionnalité des délits et des peines***

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée.

2. Le présent article ne porte pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux reconnus par l'ensemble des nations.
3. L'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction.

Article II-110

***Droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois
pour une même infraction***

Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union par un jugement pénal définitif conformément à la loi.

TITRE VII

Dispositions générales régissant l'interprétation et l'application de la Charte

Article II-111

Champ d'application

1. Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions, organes et organismes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées dans les autres parties de la Constitution.
2. La présente Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies dans les autres parties de la Constitution.

Article II-112

Portée et interprétation des droits et des principes

1. Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.
2. Les droits reconnus par la présente Charte qui font l'objet de dispositions dans d'autres parties de la Constitution s'exercent dans les conditions et limites y définies.
3. Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.
4. Dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions.
5. Les dispositions de la présente Charte qui contiennent des principes peuvent être mises en oeuvre par des actes législatifs et exécutifs pris par les institutions, organes et organismes de l'Union, et par des actes des Etats membres lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union, dans l'exercice de leurs com-

pétences respectives. Leur invocation devant le juge n'est admise que pour l'interprétation et le contrôle de la légalité de tels actes.

6. Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte comme précisé dans la présente Charte.

7. Les explications élaborées en vue de guider l'interprétation de la Charte des droits fondamentaux sont dûment prises en considération par les juridictions de l'Union et des Etats membres.

Article II-113

Niveau de protection

Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, ou tous les Etats membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des Etats membres.

Article II-114

Interdiction de l'abus de droit

Aucune des dispositions de la présente Charte ne doit être interprétée comme impliquant un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Charte ou à des limitations plus amples des droits et libertés que celles qui sont prévues par la présente Charte.

*

PARTIE III

LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE I

Dispositions d'application générale

Article III-115

L'Union veille à la cohérence entre les différentes politiques et actions visées à la présente partie, en tenant compte de l'ensemble de ses objectifs et en se conformant au principe d'attribution des compétences.

Article III-116

Pour toutes les actions visées à la présente partie, l'Union cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les femmes et les hommes.

Article III-117

Dans la définition et la mise en oeuvre des politiques et actions visées à la présente partie, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine.

Article III-118

Dans la définition et la mise en oeuvre des politiques et actions visées à la présente partie, l'Union cherche à combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article III-119

Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en oeuvre des politiques et actions visées à la présente partie afin, en particulier, de promouvoir le développement durable.

Article III-120

Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en oeuvre des autres politiques et actions de l'Union.

Article III-121

Lorsqu'ils formulent et mettent en oeuvre la politique de l'Union dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, des transports, du marché intérieur, de la recherche et développement technologique et de l'espace, l'Union et les Etats membres tiennent pleinement compte des exigences du bien-être des animaux en tant qu'êtres sensibles, tout en respectant les dispositions législatives ou administratives et les usages des Etats membres, notamment en matière de rites religieux, de traditions culturelles et de patrimoines régionaux.

Article III-122

Sans préjudice des articles I-5, III-166, III-167 et III-238, et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale, l'Union et les Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions. La loi européenne établit ces principes et fixe ces conditions, sans préjudice de la compétence qu'ont les Etats membres, dans le respect de la Constitution, de fournir, de faire exécuter et de financer ces services.

TITRE II

Non-discrimination et citoyenneté*Article III-123*

La loi ou loi-cadre européenne peut régler l'interdiction des discriminations exercées en raison de la nationalité, visée à l'article I-4, paragraphe 2.

Article III-124

1. Sans préjudice des autres dispositions de la Constitution et dans les limites des compétences que celle-ci attribue à l'Union, une loi ou loi-cadre européenne du Conseil peut établir les mesures nécessaires pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

2. Par dérogation au paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne peut établir les principes de base des mesures d'encouragement de l'Union et définir de telles mesures pour appuyer les actions des Etats

membres entreprises pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation de leurs dispositions législatives et réglementaires.

Article III-125

1. Si une action de l'Union apparaît nécessaire pour faciliter l'exercice du droit, visé à l'article I-10, paragraphe 2, point a), de libre circulation et de libre séjour pour tout citoyen de l'Union, et sauf si la Constitution a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, la loi ou loi-cadre européenne peut établir des mesures à cette fin.

2. Aux mêmes fins que celles visées au paragraphe 1, et sauf si la Constitution a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, une loi ou loi-cadre européenne du Conseil peut établir des mesures concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ainsi que des mesures concernant la sécurité sociale ou la protection sociale. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article III-126

Une loi ou loi-cadre européenne du Conseil établit les modalités d'exercice du droit, visé à l'article I-10, paragraphe 2, point b), pour tout citoyen de l'Union, de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il réside sans être ressortissant de cet Etat. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen. Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes propres à un Etat membre le justifient.

Le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen s'exerce sans préjudice de l'article III-330, paragraphe 1, et des mesures adoptées pour son application.

Article III-127

Les Etats membres prennent les dispositions nécessaires pour assurer la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les pays tiers, telle que visée à l'article I-10, paragraphe 2, point c).

Les Etats membres engagent les négociations internationales requises pour assurer cette protection.

Une loi européenne du Conseil peut établir les mesures nécessaires pour faciliter cette protection. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.

Article III-128

Les langues dans lesquelles tout citoyen de l'Union a le droit de s'adresser aux institutions ou organes en vertu de l'article I-10, paragraphe 2, point d), et de recevoir une réponse, sont celles énumérées à l'article IV-448, paragraphe 1. Les institutions et organes visés à l'article I-10, paragraphe 2, point d), sont ceux énumérés à l'article I-19, paragraphe 1, second alinéa, et aux articles I-30, I-31 et I-32, ainsi que le médiateur européen.

Article III-129

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application de l'article I-10 et du présent titre. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

Sur la base de ce rapport, et sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, une loi ou loi-cadre européenne du Conseil peut compléter les droits prévus à l'article I-10. Le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen. Cette loi ou loi-cadre n'entre en vigueur qu'après son approbation par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

TITRE III

Politiques et actions internes**Chapitre I – Marché intérieur***Section 1 – Etablissement et fonctionnement du marché intérieur**Article III-130*

1. L'Union adopte les mesures destinées à établir ou assurer le fonctionnement du marché intérieur, conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution.
2. Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation, des personnes, des services, des marchandises et des capitaux est assurée conformément à la Constitution.
3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens qui définissent les orientations et conditions nécessaires pour assurer un progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés.
4. Lors de la formulation de ses propositions pour la réalisation des objectifs visés aux paragraphes 1 et 2, la Commission tient compte de l'ampleur de l'effort que certaines économies présentant des différences de développement devront supporter pour l'établissement du marché intérieur et elle peut proposer les mesures appropriées.

Si ces mesures prennent la forme de dérogations, elles doivent avoir un caractère temporaire et apporter le moins de perturbations possible au fonctionnement du marché intérieur.

Article III-131

Les Etats membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché intérieur ne soit affecté par les mesures qu'un Etat membre peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre, ou pour faire face aux engagements contractés par lui en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Article III-132

Si des mesures prises dans les cas prévus aux articles III-131 et III-436 ont pour effet de fausser les conditions de la concurrence dans le marché intérieur, la Commission examine avec l'Etat membre intéressé les conditions dans lesquelles ces mesures peuvent être adaptées aux règles établies par la Constitution.

Par dérogation à la procédure prévue aux articles III-360 et III-361, la Commission ou tout Etat membre peut saisir directement la Cour de justice, si la Commission ou l'Etat membre estime qu'un autre Etat membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus aux articles III-131 et III-436. La Cour de justice statue à huis clos.

Section 2 – Libre circulation des personnes et des services

Sous-section 1 – Travailleurs

Article III-133

1. Les travailleurs ont le droit de circuler librement à l'intérieur de l'Union.
2. Toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des Etats membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail est interdite.

3. Les travailleurs ont le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:
- a) de répondre à des emplois effectivement offerts;
 - b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des Etats membres;
 - c) de séjourner dans un des Etats membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux;
 - d) de demeurer, dans des conditions qui font l'objet de règlements européens adoptés par la Commission, sur le territoire d'un Etat membre, après y avoir occupé un emploi.
4. Le présent article n'est pas applicable aux emplois dans l'administration publique.

Article III-134

La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour réaliser la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article III-133. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

La loi ou loi-cadre européenne vise notamment:

- a) à assurer une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail;
- b) à éliminer les procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les Etats membres, dont le maintien ferait obstacle à la libéralisation des mouvements des travailleurs;
- c) à éliminer tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les Etats membres, qui imposent aux travailleurs des autres Etats membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi;
- d) à établir des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

Article III-135

Les Etats membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.

Article III-136

1. Dans le domaine de la sécurité sociale, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour réaliser la libre circulation des travailleurs, en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants salariés et non salariés et à leurs ayants droit:
- a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales;
 - b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des Etats membres.
2. Lorsqu'un membre du Conseil estime qu'un projet de loi ou loi-cadre européenne visée au paragraphe 1 porterait atteinte à des aspects fondamentaux de son système de sécurité sociale, notamment pour ce qui est du champ d'application, du coût ou de la structure financière, ou en affecterait l'équilibre financier, il peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans ce cas, la procédure visée à l'article III-396 est suspendue. Après discussion et dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, le Conseil européen:
- a) renvoie le projet au Conseil, ce qui met fin à la suspension de la procédure visée à l'article III-396, ou
 - b) demande à la Commission de présenter une nouvelle proposition; dans ce cas, l'acte initialement proposé est réputé non adopté.

Sous-section 2 – Liberté d'établissement

Article III-137

Dans le cadre de la présente sous-section, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un Etat membre sur le territoire d'un autre Etat membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un Etat membre établis sur le territoire d'un Etat membre.

Les ressortissants d'un Etat membre ont le droit, sur le territoire d'un autre Etat membre, d'accéder aux activités non salariées et de les exercer, ainsi que de constituer et de gérer des entreprises, et notamment des sociétés au sens de l'article III-142, deuxième alinéa, dans les conditions prévues par la législation de l'Etat membre d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve de la section 4 relative aux capitaux et aux paiements.

Article III-138

1. La loi-cadre européenne établit les mesures pour réaliser la liberté d'établissement dans une activité déterminée. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

2. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par le paragraphe 1, notamment:

- a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges;
- b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières, à l'intérieur de l'Union, des diverses activités intéressées;
- c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les Etats membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement;
- d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des Etats membres, employés sur le territoire d'un autre Etat membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet Etat au moment où ils veulent accéder à cette activité;
- e) en rendant possibles l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un Etat membre par un ressortissant d'un autre Etat membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes visés à l'article III-227, paragraphe 2;
- f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part, aux conditions de création, sur le territoire d'un Etat membre, d'agences, de succursales ou de filiales et, d'autre part, aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci;
- g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article III-142, deuxième alinéa, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers;
- h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les Etats membres.

Article III-139

La présente sous-section ne s'applique pas, en ce qui concerne l'Etat membre intéressé, aux activités participant dans cet Etat, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.

La loi ou loi-cadre européenne peut exclure certaines activités de l'application des dispositions de la présente sous-section.

Article III-140

1. La présente sous-section et les mesures adoptées en vertu de celle-ci ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.
2. La loi-cadre européenne coordonne les dispositions nationales visées au paragraphe 1.

Article III-141

1. La loi-cadre européenne facilite l'accès aux activités non salariées et leur exercice. Elle vise à:
 - a) la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres;
 - b) la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci.
2. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la suppression progressive des restrictions est subordonnée à la coordination des conditions d'exercice de ces professions dans les différents Etats membres.

Article III-142

Les sociétés constituées conformément à la législation d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de l'Union sont assimilées, pour l'application de la présente sous-section, aux personnes physiques ressortissantes des Etats membres.

Par „sociétés“, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

Article III-143

Les Etats membres accordent le traitement national en ce qui concerne la participation financière des ressortissants des autres Etats membres au capital des sociétés au sens de l'article III-142, second alinéa, sans préjudice de l'application des autres dispositions de la Constitution.

Sous-section 3 – Liberté de prestation de services

Article III-144

Dans le cadre de la présente sous-section, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des Etats membres établis dans un Etat membre autre que celui du destinataire de la prestation.

La loi ou loi-cadre européenne peut étendre le bénéfice de la présente sous-section aux prestataires de services ressortissants d'un Etat tiers et établis à l'intérieur de l'Union.

Article III-145

Aux fins de la Constitution, sont considérées comme services, les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités à caractère industriel;
- b) des activités à caractère commercial;
- c) des activités artisanales;
- d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice de la sous-section 2 relative à la liberté d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans l'Etat membre où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que cet Etat impose à ses propres ressortissants.

Article III-146

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par le chapitre III, section 7, relative aux transports.
2. La libéralisation des services des banques et des assurances qui sont liés à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libéralisation de la circulation des capitaux.

Article III-147

1. La loi-cadre européenne établit les mesures pour réaliser la libéralisation d'un service déterminé. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.
2. La loi-cadre européenne visée au paragraphe 1 porte, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libéralisation contribue à faciliter les échanges des marchandises.

Article III-148

Les Etats membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu de la loi-cadre européenne adoptée en application de l'article III-147, paragraphe 1, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux Etats membres intéressés des recommandations à cet effet.

Article III-149

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, les Etats membres les appliquent sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés à l'article III-144, premier alinéa.

Article III-150

Les articles III-139 à III-142 sont applicables à la matière régie par la présente sous-section.

Section 3 – Libre circulation des marchandises

Sous-section 1 – Union douanière

Article III-151

1. L'Union comprend une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les Etats membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.
2. Le paragraphe 4 et la sous-section 3 relative à l'interdiction de restrictions quantitatives s'appliquent aux produits qui sont originaires des Etats membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les Etats membres.
3. Sont considérés comme étant en libre pratique dans un Etat membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet Etat membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une remise totale ou partielle de ces droits et taxes.

4. Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les Etats membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère fiscal.

5. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens qui fixent les droits du tarif douanier commun.

6. Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du présent article, la Commission s'inspire:

- a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats membres et les pays tiers;
- b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de l'Union, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la compétitivité des entreprises;
- c) des nécessités d'approvisionnement de l'Union en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les Etats membres les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits finis;
- d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des Etats membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans l'Union.

Sous-section 2 – Coopération douanière

Article III-152

Dans les limites du champ d'application de la Constitution, la loi ou loi-cadre européenne établit des mesures pour renforcer la coopération douanière entre les Etats membres et entre ceux-ci et la Commission.

Sous-section 3 – Interdiction de restrictions quantitatives

Article III-153

Les restrictions quantitatives tant à l'importation qu'à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les Etats membres.

Article III-154

L'article III-153 ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les Etats membres.

Article III-155

1. Les Etats membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des Etats membres.

Le présent article s'applique à tout organisme par lequel un Etat membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les Etats membres. Il s'applique également aux monopoles d'Etat délégués.

2. Les Etats membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes visés au paragraphe 1 ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les Etats membres.

3. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

Section 4 – Capitaux et paiements

Article III-156

Dans le cadre de la présente section, les restrictions tant aux mouvements de capitaux qu'aux paiements entre les Etats membres et entre les Etats membres et les pays tiers sont interdites.

Article III-157

1. L'article III-156 ne porte pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit de l'Union en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux. En ce qui concerne les restrictions existant en vertu des lois nationales en Estonie et en Hongrie, la date en question est le 31 décembre 1999.

2. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

Le Parlement européen et le Conseil s'efforcent de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre Etats membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice d'autres dispositions de la Constitution.

3. Par dérogation au paragraphe 2, seule une loi ou loi-cadre européenne du Conseil peut établir des mesures qui constituent un recul dans le droit de l'Union en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article III-158

1. L'article III-156 ne porte pas atteinte au droit qu'ont les Etats membres:

- a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;
- b) de prendre toutes les mesures indispensables pour faire échec aux infractions à leurs dispositions législatives et réglementaires, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique, ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.

2. La présente section ne préjuge pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec la Constitution.

3. Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à l'article III-156.

4. En l'absence d'une loi ou loi-cadre européenne prévue à l'article III-157, paragraphe 3, la Commission, ou, en l'absence d'une décision européenne de la Commission dans un délai de trois mois à compter de la demande de l'Etat membre concerné, le Conseil peut adopter une décision européenne disposant que les mesures fiscales restrictives prises par un Etat membre à l'égard d'un ou de plusieurs pays tiers sont réputées conformes à la Constitution, pour autant qu'elles soient justifiées au regard de l'un des objectifs de l'Union et compatibles avec le bon fonctionnement du marché intérieur. Le Conseil statue à l'unanimité, sur demande d'un Etat membre.

Article III-159

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou décisions européens qui instituent des mesures de sauvegarde à l'égard de pays tiers pour une période ne dépassant pas six mois, pour autant que ces mesures soient strictement nécessaires. Il statue après consultation de la Banque centrale européenne.

Article III-160

Lorsque la réalisation des objectifs visés à l'article III-257 l'exige, en ce qui concerne la prévention du terrorisme et des activités connexes, ainsi que la lutte contre ces phénomènes, la loi européenne définit un cadre de mesures administratives concernant les mouvements de capitaux et les paiements, telles que le gel des fonds, des avoirs financiers ou des bénéfices économiques qui appartiennent à des personnes physiques ou morales, à des groupes ou à des entités non étatiques, sont en leur possession ou sont détenus par eux.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des règlements ou décisions européens afin de mettre en oeuvre la loi européenne visée au premier alinéa.

Les actes visés au présent article contiennent les dispositions nécessaires en matière de garanties juridiques.

Section 5 – Règles de concurrence

Sous-section 1 – Les règles applicables aux entreprises

Article III-161

1. Sont incompatibles avec le marché intérieur et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence au sein du marché intérieur, et notamment ceux qui consistent à:

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente, ou d'autres conditions de transaction;
 - b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements;
 - c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement;
 - d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
 - e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.
2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.
3. Toutefois, le paragraphe 1 peut être déclaré inapplicable:
- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,

- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises, et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs;
- b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Article III-162

Est incompatible avec le marché intérieur et interdit, dans la mesure où le commerce entre Etats membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché intérieur ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente, ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs;
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Article III-163

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements européens pour l'application des principes fixés aux articles III-161 et III-162. Il statue après consultation du Parlement européen.

Ces règlements ont pour but notamment:

- a) d'assurer le respect des interdictions visées à l'article III-161, paragraphe 1, et à l'article III-162 par l'institution d'amendes et d'astreintes;
- b) de déterminer les modalités d'application de l'article III-161, paragraphe 3, en tenant compte de la nécessité, d'une part, d'assurer une surveillance efficace et, d'autre part, de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif;
- c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des articles III-161 et III-162;
- d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'application des dispositions visées au présent alinéa;
- e) de définir les rapports entre les législations des Etats membres, d'une part, et la présente sous-section ainsi que les règlements européens adoptés en application du présent article, d'autre part.

Article III-164

Jusqu'à l'entrée en vigueur des règlements européens adoptés en application de l'article III-163, les autorités des Etats membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché intérieur, en conformité avec leur droit national et l'article III-161, notamment son paragraphe 3, et l'article III-162.

Article III-165

1. Sans préjudice de l'article III-164, la Commission veille à l'application des principes fixés aux articles III-161 et III-162. Elle instruit, sur demande d'un Etat membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des Etats membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée auxdits principes. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

2. S'il n'est pas mis fin aux infractions visées au paragraphe 1, la Commission adopte une décision européenne motivée constatant l'infraction aux principes. Elle peut publier sa décision et autoriser les Etats membres à prendre les mesures nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités, pour remédier à la situation.

3. La Commission peut adopter des règlements européens concernant les catégories d'accords à l'égard desquelles le Conseil a adopté un règlement européen conformément à l'article III-163, second alinéa, point b).

Article III-166

1. Les Etats membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'éditent ni ne maintiennent aucune mesure contraire à la Constitution, notamment à l'article I-4, paragraphe 2, et aux articles III-161 à III-169.

2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, dans la mesure où l'application de ces dispositions ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.

3. La Commission veille à l'application du présent article et adopte, en tant que de besoin, les règlements ou décisions européens appropriés.

Sous-section 2 – Les aides accordées par les Etats membres

Article III-167

1. Sauf dérogations prévues par la Constitution, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats membres ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

2. Sont compatibles avec le marché intérieur:

- a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits;
- b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires;
- c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la République fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division. Cinq ans après l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne abrogeant le présent point.

3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur:

- a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi, ainsi que celui des régions visées à l'article III-424, compte tenu de leur situation structurelle, économique et sociale;
- b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un Etat membre;
- c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun;

- d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans l'Union dans une mesure contraire à l'intérêt commun;
- e) les autres catégories d'aides déterminées par des règlements ou décisions européens adoptés par le Conseil sur proposition de la Commission.

Article III-168

1. La Commission procède avec les Etats membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces Etats. Elle leur propose les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché intérieur.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un Etat membre ou au moyen de ressources d'Etat n'est pas compatible avec le marché intérieur aux termes de l'article III-167, ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle adopte une décision européenne visant à ce que l'Etat membre intéressé la supprime ou la modifie dans le délai qu'elle détermine.

Si l'Etat membre en cause ne se conforme pas à cette décision européenne dans le délai imparti, la Commission ou tout autre Etat membre intéressé peut saisir directement la Cour de justice de l'Union européenne, par dérogation aux articles III-360 et III-361.

Sur demande d'un Etat membre, le Conseil peut adopter à l'unanimité une décision européenne selon laquelle une aide, instituée ou à instituer par cet Etat, doit être considérée comme compatible avec le marché intérieur, par dérogation à l'article III-167 ou aux règlements européens prévus à l'article III-169, si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'Etat membre intéressé adressée au Conseil a pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée par les Etats membres, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché intérieur, aux termes de l'article III-167, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe 2 du présent article. L'Etat membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées avant que cette procédure n'ait abouti à une décision finale.

4. La Commission peut adopter des règlements européens concernant les catégories d'aides d'Etat que le Conseil a déterminées, conformément à l'article III-169, comme pouvant être dispensées de la procédure prévue au paragraphe 3 du présent article.

Article III-169

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements européens pour l'application des articles III-167 et III-168 et pour fixer notamment les conditions d'application de l'article III-168, paragraphe 3, et les catégories d'aides qui sont dispensées de la procédure prévue audit paragraphe. Il statue après consultation du Parlement européen.

Section 6 – Dispositions fiscales

Article III-170

1. Aucun Etat membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres Etats membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun Etat membre ne frappe les produits des autres Etats membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

2. Les produits exportés d'un Etat membre vers le territoire d'un autre Etat membre ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

3. En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres Etats membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des Etats membres ne peuvent être établies, que pour autant que les dispositions envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par une décision européenne adoptée par le Conseil sur proposition de la Commission.

Article III-171

Une loi ou loi-cadre européenne du Conseil établit les mesures concernant l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects, pour autant que cette harmonisation soit nécessaire pour assurer l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

Section 7 – Dispositions communes

Article III-172

1. Sauf si la Constitution en dispose autrement, le présent article s'applique pour la réalisation des objectifs visés à l'article III-130. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres qui ont pour objet l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

3. La Commission, dans ses propositions présentées au titre du paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution fondée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs attributions respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.

4. Si, après l'adoption d'une mesure d'harmonisation par une loi ou loi-cadre européenne, ou par un règlement européen de la Commission, un Etat membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à l'article III-154 ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.

5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption d'une mesure d'harmonisation par une loi ou loi-cadre européennes ou un règlement européen de la Commission, un Etat membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales fondées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet Etat membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les dispositions envisagées ainsi que leur motivation.

6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission adopte une décision européenne approuvant ou rejetant les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre Etats membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'Etat membre en question que la période visée au présent paragraphe est prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Lorsque, en application du paragraphe 6, un Etat membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un Etat membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées.

9. Par dérogation à la procédure prévue aux articles III-360 et III-361, la Commission et tout Etat membre peuvent saisir directement la Cour de justice de l'Union européenne s'ils estiment qu'un autre Etat membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

10. Les mesures d'harmonisation visées au présent article comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les Etats membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à l'article III-154, des mesures provisoires soumises à une procédure de contrôle par l'Union.

Article III-173

Sans préjudice de l'article III-172, une loi-cadre européenne du Conseil établit les mesures pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

Article III-174

Au cas où la Commission constate qu'une disparité entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des Etats membres fausse les conditions de concurrence sur le marché intérieur et provoque une distorsion qui doit être éliminée, elle consulte les Etats membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas à un accord, la loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour éliminer la distorsion en cause. Toutes autres mesures utiles prévues par la Constitution peuvent être adoptées.

Article III-175

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que l'adoption ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative d'un Etat membre ne provoque une distorsion au sens de l'article III-174, l'Etat membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les Etats membres, la Commission adresse aux Etats membres intéressés une recommandation sur les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

2. Si l'Etat membre qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres Etats membres, en application de l'article III-174, de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'Etat membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, l'article III-174 n'est pas applicable.

Article III-176

Dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures relatives à la création de titres européens pour assurer une protection uni-

forme des droits de propriété intellectuelle dans l'Union, et à la mise en place de régimes d'autorisation, de coordination et de contrôle centralisés au niveau de l'Union.

Une loi européenne du Conseil établit les régimes linguistiques des titres européens. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Chapitre II – Politique économique et monétaire

Article III-177

Aux fins de l'article I-3, l'action des Etats membres et de l'Union comporte, dans les conditions prévues par la Constitution, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des Etats membres, le marché intérieur et la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

Parallèlement, dans les conditions et selon les procédures prévues par la Constitution, cette action comporte une monnaie unique, l'euro, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans l'Union, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

Cette action des Etats membres et de l'Union implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

Section 1 – La politique économique

Article III-178

Les Etats membres conduisent leurs politiques économiques pour contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union, tels que définis à l'article I-3, et dans le contexte des grandes orientations visées à l'article III-179, paragraphe 2. Les Etats membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources, conformément aux principes prévus à l'article III-177.

Article III-179

1. Les Etats membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil, conformément à l'article III-178.

2. Le Conseil, sur recommandation de la Commission, élabore un projet pour les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de l'Union et en fait rapport au Conseil européen.

Le Conseil européen, sur la base du rapport du Conseil, débat d'une conclusion sur les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de l'Union. Le Conseil, sur la base de cette conclusion, adopte une recommandation fixant ces grandes orientations. Il en informe le Parlement européen.

3. Afin d'assurer une coordination plus étroite des politiques économiques et une convergence soutenue des performances économiques des Etats membres, le Conseil, sur la base de rapports présentés par la Commission, surveille l'évolution économique dans chacun des Etats membres et dans l'Union, ainsi que la conformité des politiques économiques avec les grandes orientations visées au paragraphe 2, et procède régulièrement à une évaluation d'ensemble.

Pour les besoins de cette surveillance multilatérale, les Etats membres transmettent à la Commission des informations sur les mesures importantes qu'ils ont prises dans le domaine de leur politique économique et toute autre information qu'ils jugent nécessaire.

4. Lorsqu'il est constaté, dans le cadre de la procédure visée au paragraphe 3, que les politiques économiques d'un Etat membre ne sont pas conformes aux grandes orientations visées au paragraphe 2 ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'union économique et monétaire, la Com-

mission peut adresser un avertissement à l'Etat membre concerné. Le Conseil, sur recommandation de la Commission, peut adresser les recommandations nécessaires à l'Etat membre concerné. Le Conseil peut décider, sur proposition de la Commission, de rendre publiques ses recommandations.

Dans le cadre du présent paragraphe, le Conseil statue sans tenir compte du vote du membre du Conseil représentant l'Etat membre concerné.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des autres membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces autres membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

5. Le président du Conseil et la Commission font rapport au Parlement européen sur les résultats de la surveillance multilatérale. Le président du Conseil peut être invité à se présenter devant la commission compétente du Parlement européen si le Conseil a rendu publiques ses recommandations.

6. La loi européenne peut établir les modalités de la procédure de surveillance multilatérale visée aux paragraphes 3 et 4.

Article III-180

1. Sans préjudice des autres procédures prévues par la Constitution, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne établissant des mesures appropriées à la situation économique, notamment si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement en certains produits.

2. Lorsqu'un Etat membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne accordant, sous certaines conditions, une assistance financière de l'Union à l'Etat membre concerné. Le président du Conseil en informe le Parlement européen.

Article III-181

1. Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées „banques centrales nationales“, d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres. L'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la Banque centrale européenne, du même traitement que les établissements privés de crédit.

Article III-182

Sont interdites toutes mesures et dispositions, ne reposant pas sur des considérations d'ordre prudentiel, qui établissent un accès privilégié des institutions, organes ou organismes de l'Union, des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics des Etats membres aux institutions financières.

Article III-183

1. L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un Etat membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en

commun d'un projet spécifique. Un Etat membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre Etat membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les règlements ou décisions européens qui précisent les définitions pour l'application des interdictions prévues aux articles III-181 et III-182 ainsi qu'au présent article. Il statue après consultation du Parlement européen.

Article III-184

1. Les Etats membres évitent les déficits publics excessifs.

2. La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les Etats membres pour déceler les erreurs manifestes. Elle examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères suivants:

- a) si le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins:
 - i) que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante et atteint un niveau proche de la valeur de référence, ou
 - ii) que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire, et que ledit rapport ne reste proche de la valeur de référence;
- b) si le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins que ce rapport ne diminue suffisamment et ne s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant.

Les valeurs de référence sont précisées dans le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs.

3. Si un Etat membre ne satisfait pas aux exigences de ces critères ou de l'un d'eux, la Commission élabore un rapport. Le rapport de la Commission examine également si le déficit public excède les dépenses publiques d'investissement et tient compte de tous les autres facteurs pertinents, y compris la position économique et budgétaire à moyen terme de l'Etat membre.

La Commission peut également élaborer un rapport si, en dépit du respect des exigences découlant des critères, elle estime qu'il y a un risque de déficit excessif dans un Etat membre.

4. Le comité économique et financier institué conformément à l'article III-192 rend un avis sur le rapport de la Commission.

5. Si la Commission estime qu'il y a un déficit excessif dans un Etat membre ou qu'un tel déficit risque de se produire, elle adresse un avis à l'Etat membre concerné et elle en informe le Conseil.

6. Le Conseil, sur proposition de la Commission, compte tenu des observations éventuelles de l'Etat membre concerné et après une évaluation globale, décide s'il y a un déficit excessif. Dans ce cas, il adopte, sans délai injustifié, sur recommandation de la Commission, les recommandations qu'il adresse à l'Etat membre concerné afin que celui-ci mette un terme à cette situation dans un délai donné. Sous réserve du paragraphe 8, ces recommandations ne sont pas rendues publiques.

Dans le cadre du présent paragraphe, le Conseil statue sans tenir compte du vote du membre du Conseil représentant l'Etat membre concerné.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des autres membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces autres membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

7. Le Conseil, sur recommandation de la Commission, adopte les décisions européennes et recommandations visées aux paragraphes 8 à 11.

Il statue sans tenir compte du vote du membre du Conseil représentant l'Etat membre concerné.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des autres membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces autres membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

8. Lorsque le Conseil adopte une décision européenne constatant qu'aucune action suivie d'effets n'a été prise en réponse à ses recommandations dans le délai prescrit, il peut rendre publiques ses recommandations.

9. Si un Etat membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations du Conseil, celui-ci peut adopter une décision européenne mettant l'Etat membre concerné en demeure de prendre, dans un délai déterminé, des mesures visant à la réduction du déficit jugée nécessaire par le Conseil pour remédier à la situation.

En pareil cas, le Conseil peut demander à l'Etat membre concerné de présenter des rapports selon un calendrier précis, afin de pouvoir examiner les efforts d'ajustement consentis par cet Etat membre.

10. Aussi longtemps qu'un Etat membre ne se conforme pas à une décision européenne adoptée en vertu du paragraphe 9, le Conseil peut décider d'appliquer ou, le cas échéant, de renforcer une ou plusieurs des mesures suivantes:

- a) exiger de l'Etat membre concerné qu'il publie des informations supplémentaires, à préciser par le Conseil, avant d'émettre des obligations et des titres;
- b) inviter la Banque européenne d'investissement à revoir sa politique de prêts à l'égard de l'Etat membre concerné;
- c) exiger que l'Etat membre concerné fasse, auprès de l'Union, un dépôt ne portant pas intérêt, d'un montant approprié, jusqu'à ce que le Conseil estime que le déficit excessif a été corrigé;
- d) imposer des amendes d'un montant approprié.

Le président du Conseil informe le Parlement européen des mesures adoptées.

11. Le Conseil abroge toutes ou certaines des mesures visées aux paragraphes 6, 8, 9 et 10 pour autant qu'il estime que le déficit excessif dans l'Etat membre concerné a été corrigé. Si le Conseil a précédemment rendu publiques ses recommandations, il déclare publiquement, dès l'abrogation de la décision européenne visée au paragraphe 8, qu'il n'y a plus de déficit excessif dans cet Etat membre.

12. Les droits de recours prévus aux articles III-360 et III-361 ne peuvent pas être exercés dans le cadre des paragraphes 1 à 6, 8 et 9.

13. Des dispositions complémentaires relatives à la mise en oeuvre de la procédure prévue au présent article figurent dans le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs.

Une loi européenne du Conseil établit les mesures appropriées remplaçant ledit protocole. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne.

Sous réserve des autres dispositions du présent paragraphe, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens qui établissent les modalités et les définitions pour l'application dudit protocole. Il statue après consultation du Parlement européen.

Section 2 – La politique monétaire

Article III-185

1. L'objectif principal du Système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de cet objectif, le Système européen de banques centrales apporte son soutien aux poli-

tiques économiques générales dans l'Union, pour contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci, tels que définis à l'article I-3. Le Système européen de banques centrales agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, en favorisant une allocation efficace des ressources et en respectant les principes prévus à l'article III-177.

2. Les missions fondamentales relevant du Système européen de banques centrales consistent à:
 - a) définir et mettre en oeuvre la politique monétaire de l'Union;
 - b) conduire les opérations de change conformément à l'article III-326;
 - c) détenir et gérer les réserves officielles de change des Etats membres;
 - d) promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.
3. Le paragraphe 2, point c), s'applique sans préjudice de la détention et de la gestion, par les gouvernements des Etats membres, de fonds de roulement en devises.
4. La Banque centrale européenne est consultée:
 - a) sur tout acte de l'Union proposé dans les domaines relevant de ses attributions;
 - b) par les autorités nationales, sur tout projet de réglementation dans les domaines relevant de ses attributions, mais dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article III-187, paragraphe 4.

La Banque centrale européenne peut, dans les domaines relevant de ses attributions, soumettre des avis aux institutions, organes ou organismes de l'Union ou aux autorités nationales.
5. Le Système européen de banques centrales contribue à la bonne conduite des politiques menées par les autorités compétentes en ce qui concerne le contrôle prudentiel des établissements de crédit et la stabilité du système financier.
6. Une loi européenne du Conseil peut confier à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers, à l'exception des entreprises d'assurances. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne.

Article III-186

1. La Banque centrale européenne est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque en euros dans l'Union. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans l'Union.
2. Les Etats membres peuvent émettre des pièces en euros, sous réserve de l'approbation, par la Banque centrale européenne, du volume de l'émission.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les règlements européens établissant des mesures pour harmoniser les valeurs unitaires et les spécifications techniques des pièces destinées à la circulation, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la bonne circulation de celles-ci dans l'Union. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne.

Article III-187

1. Le Système européen de banques centrales est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne, qui sont le conseil des gouverneurs et le directoire.
2. Le statut du Système européen de banques centrales est défini dans le protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

3. L'article 5, paragraphes 1, 2 et 3, les articles 17 et 18, l'article 19, paragraphe 1, les articles 22, 23, 24 et 26, l'article 32, paragraphes 2, 3, 4 et 6, l'article 33, paragraphe 1, point a), et l'article 36 du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne peuvent être modifiés par la loi européenne:

- a) soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne;
- b) soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation de la Commission.

4. Le Conseil adopte les règlements et décisions européens établissant les mesures visées à l'article 4, à l'article 5, paragraphe 4, à l'article 19, paragraphe 2, à l'article 20, à l'article 28, paragraphe 1, à l'article 29, paragraphe 2, à l'article 30, paragraphe 4, et à l'article 34, paragraphe 3, du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. Il statue après consultation du Parlement européen:

- a) soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne;
- b) soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation de la Commission.

Article III-188

Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par la Constitution et le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, ni la Banque centrale européenne, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions, organes ou organismes de l'Union, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme. Les institutions, organes ou organismes de l'Union ainsi que les gouvernements des Etats membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la Banque centrale européenne ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions.

Article III-189

Chaque Etat membre veille à la compatibilité de sa législation nationale, y compris le statut de sa banque centrale nationale, avec la Constitution et le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

Article III-190

1. Pour l'accomplissement des missions qui sont confiées au Système européen de banques centrales, la Banque centrale européenne, conformément à la Constitution et selon les conditions prévues par le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne adopte:

- a) des règlements européens dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des missions définies à l'article 3, paragraphe 1, point a), à l'article 19, paragraphe 1, à l'article 22 ou à l'article 25, paragraphe 2, du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, ainsi que dans les cas prévus par les règlements et décisions européens visés à l'article III-187, paragraphe 4;
- b) les décisions européennes nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au Système européen de banques centrales en vertu de la Constitution et du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne;
- c) des recommandations et des avis.

2. La Banque centrale européenne peut décider de publier ses décisions européennes, recommandations et avis.

3. Le Conseil adopte, conformément à la procédure prévue à l'article III-187, paragraphe 4, les règlements européens fixant les limites et les conditions dans lesquels la Banque centrale européenne est habilitée à infliger aux entreprises des amendes et des astreintes en cas de non-respect de ses règlements et décisions européens.

Article III-191

Sans préjudice des attributions de la Banque centrale européenne, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires à l'usage de l'euro en tant que monnaie unique. Elle est adoptée après consultation de la Banque centrale européenne.

*Section 3 – Dispositions institutionnelles**Article III-192*

1. En vue de promouvoir la coordination des politiques des Etats membres dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du marché intérieur, il est institué un comité économique et financier.
2. Le comité a pour mission:
 - a) de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions;
 - b) de suivre la situation économique et financière des Etats membres et de l'Union et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet, notamment sur les relations financières avec des pays tiers et des institutions internationales;
 - c) sans préjudice de l'article III-344, de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés à l'article III-159, à l'article III-179, paragraphes 2, 3, 4 et 6, aux articles III-180, III-183, III-184, à l'article III-185, paragraphe 6, à l'article III-186, paragraphe 2, à l'article III-187, paragraphes 3 et 4, aux articles III-191, III-196, à l'article III-198, paragraphes 2 et 3, à l'article III-201, à l'article III-202, paragraphes 2 et 3, et aux articles III-322 et III-326, et d'exécuter les autres missions consultatives et préparatoires qui lui sont confiées par le Conseil;
 - d) de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvements de capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application de la Constitution et des actes de l'Union; cet examen porte sur toutes les mesures relatives aux mouvements de capitaux et aux paiements; le comité fait rapport à la Commission et au Conseil sur les résultats de cet examen.

Les Etats membres, la Commission et la Banque centrale européenne nomment chacun au maximum deux membres du comité.
3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte une décision européenne fixant les modalités relatives à la composition du comité économique et financier. Il statue après consultation de la Banque centrale européenne et de ce comité. Le président du Conseil informe le Parlement européen de cette décision.
4. Outre les missions visées au paragraphe 2, si et tant que des Etats membres font l'objet d'une dérogation au sens de l'article III-197, le comité suit la situation monétaire et financière ainsi que le régime général des paiements de ces Etats membres et fait rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet.

Article III-193

Pour les questions relevant du champ d'application de l'article III-179, paragraphe 4, de l'article III-184, à l'exception du paragraphe 13, des articles III-191 et III-196, de l'article III-198, paragraphe 3, et de l'article III-326, le Conseil ou un Etat membre peut demander à la Commission de formuler, selon le cas, une recommandation ou une proposition. La Commission examine cette demande et présente ses conclusions au Conseil sans délai.

*Section 4 – Dispositions propres aux Etats membres dont la monnaie est l'euro**Article III-194*

1. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, le Conseil adopte, conformément à la procédure perti-

nente parmi celles visées aux articles III-179 et III-184, à l'exception de la procédure prévue à l'article III-184, paragraphe 13, des mesures concernant les Etats membres dont la monnaie est l'euro pour:

- a) renforcer la coordination et la surveillance de leur discipline budgétaire;
- b) élaborer, pour ce qui les concerne, les orientations de politique économique, en veillant à ce qu'elles soient compatibles avec celles qui sont adoptées pour l'ensemble de l'Union, et en assurer la surveillance.

2. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro prennent part au vote sur les mesures visées au paragraphe 1.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% de ces membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Article III-195

Les modalités des réunions entre ministres des Etats membres dont la monnaie est l'euro sont fixées par le protocole sur l'Eurogroupe.

Article III-196

1. Afin d'assurer la place de l'euro dans le système monétaire international, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte une décision européenne établissant les positions communes concernant les questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'union économique et monétaire au sein des institutions et des conférences financières internationales compétentes. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les mesures appropriées pour assurer une représentation unifiée au sein des institutions et conférences financières internationales. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

3. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro prennent part au vote sur les mesures visées aux paragraphes 1 et 2.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% de ces membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Section 5 – Dispositions transitoires

Article III-197

1. Les Etats membres au sujet desquels le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro sont ci-après dénommés „Etats membres faisant l'objet d'une dérogation“.

2. Les dispositions ci-après de la Constitution ne s'appliquent pas aux Etats membres faisant l'objet d'une dérogation:

- a) adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-179, paragraphe 2);
- b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (article III-184, paragraphes 9 et 10);

- c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (article III-185, paragraphes 1, 2, 3 et 5);
- d) émission de l'euro (article III-186);
- e) actes de la Banque centrale européenne (article III-190);
- f) mesures relatives à l'usage de l'euro (article III-191);
- g) accords monétaires et autres mesures relatives à la politique de change (article III-326);
- h) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (article III-382, paragraphe 2);
- i) décisions européennes établissant les positions communes concernant les questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'union économique et monétaire au sein des institutions et des conférences financières internationales compétentes (article III-196, paragraphe 1);
- j) mesures pour assurer une représentation unifiée au sein des institutions et des conférences financières internationales (article III-196, paragraphe 2).

Par conséquent, aux articles visés aux points a) à j), on entend par „Etats membres“, les Etats membres dont la monnaie est l'euro.

3. Les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclus des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales conformément au chapitre IX du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

4. Les droits de vote des membres du Conseil représentant les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus lors de l'adoption par le Conseil des mesures visées aux articles énumérés au paragraphe 2, ainsi que dans les cas suivants:

- a) recommandations adressées aux Etats membres dont la monnaie est l'euro dans le cadre de la surveillance multilatérale, y compris sur les programmes de stabilité et les avertissements (article III-179, paragraphe 4);
- b) mesures relatives aux déficits excessifs concernant les Etats membres dont la monnaie est l'euro (article III-184, paragraphes 6, 7, 8 et 11).

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des autres membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces autres membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Article III-198

1. Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, la Commission et la Banque centrale européenne font rapport au Conseil sur les progrès réalisés par les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'union économique et monétaire. Ces rapports examinent notamment si la législation nationale de chacun de ces Etats membres, y compris le statut de sa banque centrale nationale, est compatible avec les articles III-188 et III-189 et avec le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. Les rapports examinent également si un degré élevé de convergence durable a été réalisé, en analysant dans quelle mesure chacun de ces Etats membres a satisfait aux critères suivants:

- a) la réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; cela ressort d'un taux d'inflation proche de celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix;
- b) le caractère soutenable de la situation des finances publiques; cela ressort d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de l'article III-184, paragraphe 6;
- c) le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de taux de change du système monétaire européen pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à l'euro;

- d) le caractère durable de la convergence atteinte par l'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation et de sa participation au mécanisme de taux de change, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme.

Les quatre critères prévus au présent paragraphe et les périodes pertinentes durant lesquelles chacun doit être respecté sont précisés dans le protocole sur les critères de convergence. Les rapports de la Commission et de la Banque centrale européenne tiennent également compte des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix.

2. Après consultation du Parlement européen et discussion au sein du Conseil européen, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte une décision européenne qui établit quels Etats membres faisant l'objet d'une dérogation remplissent les conditions nécessaires sur la base des critères visés au paragraphe 1 et met fin aux dérogations des Etats membres concernés.

Le Conseil statue après avoir reçu une recommandation émanant d'une majorité qualifiée de ses membres représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro. Ces membres statuent dans un délai de six mois à compter de la réception de la proposition de la Commission par le Conseil.

La majorité qualifiée visée au deuxième alinéa se définit comme étant égale à au moins 55% de ces membres du Conseil, représentant des Etats membres réunissant au moins 65% de la population des Etats membres participants. Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de ces membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

3. S'il est décidé, conformément à la procédure prévue au paragraphe 2, de mettre fin à une dérogation, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des règlements ou décisions européens fixant irrévocablement le taux auquel l'euro remplace la monnaie de l'Etat membre concerné et établissant les autres mesures nécessaires à l'introduction de l'euro en tant que monnaie unique dans cet Etat membre. Le Conseil statue à l'unanimité des membres représentant les Etats membres dont la monnaie est l'euro et l'Etat membre concerné, après consultation de la Banque centrale européenne.

Article III-199

1. Si et tant qu'il existe des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation, et sans préjudice de l'article III-187, paragraphe 1, le conseil général de la Banque centrale européenne visé à l'article 45 du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne est constitué comme troisième organe de décision de la Banque centrale européenne.

2. Si et tant qu'il existe des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation, la Banque centrale européenne, en ce qui concerne ces Etats membres:

- a) renforce la coopération entre les banques centrales nationales;
- b) renforce la coordination des politiques monétaires des Etats membres en vue d'assurer la stabilité des prix;
- c) supervise le fonctionnement du mécanisme de taux de change;
- d) procède à des consultations sur des questions qui relèvent de la compétence des banques centrales nationales et affectent la stabilité des établissements et marchés financiers;
- e) exerce les anciennes fonctions du Fonds européen de coopération monétaire, qui avaient été précédemment reprises par l'Institut monétaire européen.

Article III-200

Chaque Etat membre faisant l'objet d'une dérogation traite sa politique de change comme un problème d'intérêt commun. Il tient compte, ce faisant, des expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du mécanisme de taux de change.

Article III-201

1. En cas de difficultés ou de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, provenant soit d'un déséquilibre global de la balance, soit de la nature des devises dont il dispose, et susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du marché intérieur ou la réalisation de la politique commerciale commune, la Commission procède sans délai à un examen de la situation de cet Etat, ainsi que de l'action qu'il a entreprise ou qu'il peut entreprendre conformément à la Constitution, en faisant appel à tous les moyens dont il dispose. La Commission indique les mesures dont elle recommande l'adoption par l'Etat membre intéressé.

Si l'action entreprise par un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation et les mesures suggérées par la Commission ne paraissent pas suffisantes pour aplanir les difficultés ou menaces de difficultés rencontrées, la Commission recommande au Conseil, après consultation du comité économique et financier, le concours mutuel et les méthodes appropriées.

La Commission tient le Conseil régulièrement informé de l'état de la situation et de son évolution.

2. Le Conseil adopte les règlements ou décisions européens accordant le concours mutuel et fixant les conditions et modalités de celui-ci. Le concours mutuel peut prendre notamment la forme:

- a) d'une action concertée auprès d'autres organisations internationales, auxquelles les Etats membres faisant l'objet d'une dérogation peuvent avoir recours;
- b) de mesures nécessaires pour éviter des détournements de trafic lorsque l'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, qui est en difficulté, maintient ou rétablit des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers;
- c) d'octroi de crédits limités de la part d'autres Etats membres, sous réserve de leur accord.

3. Si le concours mutuel recommandé par la Commission n'a pas été accordé par le Conseil ou si le concours mutuel accordé et les mesures prises sont insuffisants, la Commission autorise l'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation, qui est en difficulté, à prendre les mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités.

Cette autorisation peut être révoquée et ces conditions et modalités modifiées par le Conseil.

Article III-202

1. En cas de crise soudaine dans la balance des paiements et si une décision européenne visée à l'article III-201, paragraphe 2, n'intervient pas immédiatement, un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation peut prendre, à titre conservatoire, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ces mesures doivent causer le minimum de perturbations dans le fonctionnement du marché intérieur et ne pas excéder la portée strictement indispensable pour remédier aux difficultés soudaines qui se sont manifestées.

2. La Commission et les autres Etats membres doivent être informés des mesures de sauvegarde visées au paragraphe 1 au plus tard au moment où elles entrent en vigueur. La Commission peut recommander au Conseil le concours mutuel conformément à l'article III-201.

3. Le Conseil, sur recommandation de la Commission et après consultation du comité économique et financier, peut adopter une décision européenne établissant que l'Etat membre intéressé doit modifier, suspendre ou supprimer les mesures de sauvegarde visées au paragraphe 1.

Chapitre III – Politiques dans d'autres domaines*Section 1 – Emploi**Article III-203*

L'Union et les Etats membres s'attachent, conformément à la présente section, à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'oeuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs visés à l'article I-3.

Article III-204

1. Les Etats membres, au moyen de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés à l'article III-203 d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de l'Union, adoptées en application de l'article III-179, paragraphe 2.
2. Les Etats membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à l'article III-206.

Article III-205

1. L'Union contribue à la réalisation d'un niveau d'emploi élevé en encourageant la coopération entre les Etats membres et en soutenant et, au besoin, en complétant leur action. Ce faisant, elle respecte pleinement les compétences des Etats membres en la matière.
2. L'objectif consistant à atteindre un niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition et la mise en oeuvre des politiques et des actions de l'Union.

Article III-206

1. Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans l'Union et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.
2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte chaque année des lignes directrices, dont les Etats membres tiennent compte dans leurs politiques de l'emploi. Il statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions, du Comité économique et social et du comité de l'emploi.

Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de l'article III-179, paragraphe 2.

3. Chaque Etat membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales mesures qu'il a prises pour mettre en oeuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.
4. Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en oeuvre des politiques de l'emploi des Etats membres. Le Conseil, sur recommandation de la Commission, peut adopter des recommandations qu'il adresse aux Etats membres.
5. Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'emploi dans l'Union et la mise en oeuvre des lignes directrices pour l'emploi.

Article III-207

La loi ou loi-cadre européenne peut établir des actions d'encouragement destinées à favoriser la coopération entre les Etats membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par des initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, en fournissant des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'en promouvant les approches novatrices et en évaluant les expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

La loi ou loi-cadre européenne ne comporte pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

Article III-208

Le Conseil adopte, à la majorité simple, une décision européenne instituant un comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les Etats membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. Il statue après consultation du Parlement européen.

Le comité a pour mission:

- a) de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans l'Union et dans les Etats membres;
- b) sans préjudice de l'article III-344, de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à l'article III-206.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité consulte les partenaires sociaux.

Chaque Etat membre et la Commission nomment deux membres du comité.

*Section 2 – Politique sociale**Article III-209*

L'Union et les Etats membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable, et la lutte contre les exclusions.

A cette fin, l'Union et les Etats membres agissent en tenant compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché intérieur, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par la Constitution et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres.

Article III-210

1. En vue de réaliser les objectifs visés à l'article III-209, l'Union soutient et complète l'action des Etats membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 6;
- g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de l'article III-283;
- i) l'égalité entre femmes et hommes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. Aux fins du paragraphe 1:

- a) la loi ou loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre Etats membres par des initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les

échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres;

- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des Etats membres. Elle évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

3. Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), la loi ou loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g). Il statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

4. Un Etat membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en oeuvre des lois-cadres européennes adoptées en application des paragraphes 2 et 3, ou, le cas échéant, la mise en oeuvre des règlements ou décisions européens adoptés conformément à l'article III-212.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une loi-cadre européenne doit être transposée et à la date à laquelle un règlement européen ou une décision européenne doit être mis en oeuvre, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'Etat membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ces loi-cadre, règlement ou décision.

5. Les lois et lois-cadres européennes adoptées en vertu du présent article:

- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux Etats membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
- b) ne peuvent empêcher un Etat membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec la Constitution.

6. Le présent article ne s'applique ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.

Article III-211

1. La Commission promeut la consultation des partenaires sociaux au niveau de l'Union et adopte toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.

2. Aux fins du paragraphe 1, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action de l'Union.

3. Si la Commission, après la consultation visée au paragraphe 2, estime qu'une action de l'Union est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.

4. A l'occasion des consultations visées aux paragraphes 2 et 3, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à l'article III-212, paragraphe 1. La durée de ce processus ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

Article III-212

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau de l'Union peut conduire, si ceux-ci le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.

2. La mise en oeuvre des accords conclus au niveau de l'Union intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux Etats membres, soit, dans les matières relevant de l'article III-210, à la demande conjointe des parties signataires, par des règlements ou décisions européens adoptés par le Conseil sur proposition de la Commission. Le Parlement européen est informé.

Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines pour lesquels l'unanimité est requise en vertu de l'article III-210, paragraphe 3, le Conseil statue à l'unanimité.

Article III-213

En vue de réaliser les objectifs visés à l'article III-209 et sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, la Commission encourage la coopération entre les Etats membres et facilite la coordination de leur action dans tous les domaines de la politique sociale relevant de la présente section, notamment dans les matières relatives:

- a) à l'emploi;
- b) au droit du travail et aux conditions de travail;
- c) à la formation et au perfectionnement professionnels;
- d) à la sécurité sociale;
- e) à la protection contre les accidents et les maladies professionnels;
- f) à l'hygiène du travail;
- g) au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

A cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les Etats membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant en ce qui concerne les problèmes qui se posent sur le plan national que ceux qui intéressent les organisations internationales, notamment par des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé.

Avant d'émettre les avis prévus par le présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

Article III-214

1. Chaque Etat membre assure l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs féminins et masculins pour un même travail ou un travail de même valeur.

2. Aux fins du présent article, on entend par „rémunération“, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique:

- a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure;
- b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.

3. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

4. Pour assurer concrètement une pleine égalité entre femmes et hommes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un Etat membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou à compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

Article III-215

Les Etats membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés.

Article III-216

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à l'article III-209, y compris la situation démographique dans l'Union. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social.

Article III-217

Le Conseil adopte, à la majorité simple, une décision européenne instituant un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les Etats membres et avec la Commission. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.

Le comité a pour mission:

- a) de suivre la situation sociale et l'évolution des politiques de protection sociale dans les Etats membres et dans l'Union;
- b) de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les Etats membres et avec la Commission;
- c) sans préjudice de l'article III-344, de préparer des rapports, de formuler des avis ou d'entreprendre d'autres activités dans les domaines relevant de ses attributions, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux.

Chaque Etat membre et la Commission nomment deux membres du comité.

Article III-218

La Commission consacre, dans son rapport annuel au Parlement européen, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans l'Union.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

Article III-219

1. Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de l'Union les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

2. La Commission administre le Fonds. Elle est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des Etats membres et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

3. La loi européenne établit les mesures d'application relatives au Fonds. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Section 3 – Cohésion économique, sociale et territoriale

Article III-220

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de l'Union, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique, sociale et territoriale.

En particulier, l'Union vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions les moins favorisées.

Parmi les régions concernées, une attention particulière est accordée aux zones rurales, aux zones où s'opère une transition industrielle et aux régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents telles que les régions les plus septentrionales à très faible densité de population et les régions insulaires, transfrontalières et de montagne.

Article III-221

Les Etats membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à l'article III-220. La formulation et la mise en oeuvre des politiques et actions de l'Union ainsi que la mise en oeuvre du marché intérieur prennent en compte ces objectifs et participent à leur réalisation. L'Union soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section „orientation“; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

La Commission présente au Parlement européen, au Conseil, au Comité des régions et au Comité économique et social, tous les trois ans, un rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

La loi ou loi-cadre européenne peut établir toute mesure spécifique en dehors des fonds, sans préjudice des mesures adoptées dans le cadre des autres politiques de l'Union. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Article III-222

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans l'Union par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

Article III-223

1. Sans préjudice de l'article III-224, la loi européenne définit les missions, les objectifs prioritaires et l'organisation des fonds à finalité structurelle, ce qui peut comporter le regroupement des fonds, les règles générales applicables aux fonds, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds entre eux et avec les autres instruments financiers existants.

Un Fonds de cohésion, créé par la loi européenne, contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

Dans tous les cas, la loi européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

2. Les premières dispositions relatives aux fonds à finalité structurelle et au Fonds de cohésion adoptées à la suite de celles en vigueur à la date de la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe sont établies par une loi européenne du Conseil. Le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

Article III-224

La loi européenne établit les mesures d'application relatives au Fonds européen de développement régional. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

En ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section „orientation“, et le Fonds social européen, l'article III-231 et l'article III-219, paragraphe 3, sont respectivement d'application.

Section 4 – Agriculture et pêche

Article III-225

L'Union définit et met en oeuvre une politique commune de l'agriculture et de la pêche.

Par „produits agricoles“, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. Les références à la politique agricole commune ou à l'agriculture et l'utilisation du terme „agricole“ s'entendent comme visant aussi la pêche, eu égard aux caractéristiques particulières de ce secteur.

Article III-226

1. Le marché intérieur s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles.
2. Sauf dispositions contraires des articles III-227 à III-232, les règles prévues pour l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur sont applicables aux produits agricoles.
3. Les produits énumérés à l'annexe I relèvent des articles III-227 à III-232.
4. Le fonctionnement et le développement du marché intérieur pour les produits agricoles doivent s'accompagner d'une politique agricole commune.

Article III-227

1. La politique agricole commune a pour but:
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique et en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'oeuvre;
 - b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture;
 - c) de stabiliser les marchés;
 - d) de garantir la sécurité des approvisionnements;
 - e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.
2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il est tenu compte:
 - a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles;
 - b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns;
 - c) du fait que, dans les Etats membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Article III-228

1. En vue d'atteindre les objectifs visés à l'article III-227, il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après:

 - a) des règles communes en matière de concurrence;
 - b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché;
 - c) une organisation européenne du marché.

2. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés à l'article III-227, notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report et des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs visés à l'article III-227 et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de l'Union.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

3. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 1 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs Fonds d'orientation et de garantie agricole.

Article III-229

Pour permettre d'atteindre les objectifs visés à l'article III-227, il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun;
- b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

Article III-230

1. La section relative aux règles de concurrence n'est applicable à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par la loi ou loi-cadre européenne conformément à l'article III-231, paragraphe 2, compte tenu des objectifs visés à l'article III-227.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter un règlement européen ou une décision européenne autorisant l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles;
- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

Article III-231

1. La Commission présente des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à l'article III-228, paragraphe 1, ainsi que la mise en oeuvre des mesures visées à la présente section.

Ces propositions tiennent compte de l'interdépendance des questions agricoles visées à la présente section.

2. La loi ou loi-cadre européenne établit l'organisation commune des marchés agricoles prévue à l'article III-228, paragraphe 1, ainsi que les autres dispositions nécessaires à la poursuite des objectifs de la politique commune de l'agriculture et de la pêche. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens relatifs à la fixation des prix, des prélèvements, des aides et des limitations quantitatives, ainsi qu'à la fixation et à la répartition des possibilités de pêche.

4. L'organisation commune prévue à l'article III-228, paragraphe 1, peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe 2:

- a) si l'organisation commune offre aux Etats membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour

l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et

- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de l'Union des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

5. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il n'existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de l'Union.

Article III-232

Lorsque, dans un Etat membre, un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant la position concurrentielle d'une production similaire dans un autre Etat membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les Etats membres à ce produit en provenance de l'Etat membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet Etat n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission adopte des règlements ou décisions européens fixant le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre. Elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

Section 5 – Environnement

Article III-233

1. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement;
- b) la protection de la santé des personnes;
- c) l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles;
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les Etats membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des dispositions provisoires soumises à une procédure de contrôle par l'Union.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, l'Union tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles;
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de l'Union;
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action;
- d) du développement économique et social de l'Union dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Article III-234

1. La loi ou loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à l'article III-233. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de l'article III-172, le Conseil adopte à l'unanimité des lois ou lois-cadres européennes établissant:

- a) des dispositions essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydriques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un Etat membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter à l'unanimité une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable aux domaines visés au premier alinéa.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

3. La loi européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou 2, selon le cas.

4. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les Etats membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un Etat membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires, et/ou
- b) un soutien financier du Fonds de cohésion.

6. Les mesures de protection adoptées en vertu du présent article ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque Etat membre, de mesures de protection renforcées. Ces mesures doivent être compatibles avec la Constitution. Elles sont notifiées à la Commission.

*Section 6 – Protection des consommateurs**Article III-235*

1. Afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, l'Union contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs, ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts.

2. L'Union contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 par:

- a) des mesures adoptées en application de l'article III-172 dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur;
- b) des mesures qui appuient et complètent la politique menée par les Etats membres, et en assurent le suivi.

3. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures visées au paragraphe 2, point b). Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

4. Les actes adoptés en application du paragraphe 3 ne peuvent empêcher un Etat membre de maintenir ou d'établir des dispositions de protection plus strictes. Ces dispositions doivent être compatibles avec la Constitution. Elles sont notifiées à la Commission.

Section 7 – Transports

Article III-236

1. Les objectifs de la Constitution sont poursuivis, en ce qui concerne la matière régie par la présente section, dans le cadre d'une politique commune des transports.

2. La loi ou loi-cadre européenne met en oeuvre le paragraphe 1, en tenant compte des aspects spéciaux des transports. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

La loi ou loi-cadre européenne établit:

- a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un Etat membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs Etats membres;
- b) les conditions d'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un Etat membre;
- c) les mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports;
- d) toute autre mesure utile.

3. Lors de l'adoption de la loi ou loi-cadre européenne visée au paragraphe 2, il est tenu compte des cas où son application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport.

Article III-237

Jusqu'à l'adoption de la loi ou loi-cadre européenne visée à l'article III-236, paragraphe 2, et sauf adoption à l'unanimité d'une décision européenne du Conseil accordant une dérogation, aucun Etat membre ne peut rendre moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres Etats membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière au 1er janvier 1958 ou, pour les Etats adhérents, à la date de leur adhésion.

Article III-238

Sont compatibles avec la Constitution les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

Article III-239

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, adoptée dans le cadre de la Constitution, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

Article III-240

1. Dans le trafic à l'intérieur de l'Union, sont interdites les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transport différents en raison de l'Etat membre d'origine ou de destination des produits transportés.

2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres lois ou lois-cadres européennes puissent être adoptées en application de l'article III-236, paragraphe 2.

3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des règlements ou décisions européens assurant la mise en oeuvre du paragraphe 1. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

Il peut notamment adopter les règlements et décisions européens nécessaires pour permettre aux institutions de veiller au respect de la règle visée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un Etat membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout Etat membre intéressé, adopte, dans le cadre des règlements et décisions européens visés au paragraphe 3, les décisions européennes nécessaires.

Article III-241

1. L'application imposée par un Etat membre, aux transports exécutés à l'intérieur de l'Union, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite, sauf si elle est autorisée par une décision européenne de la Commission.

2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un Etat membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout Etat membre intéressé, elle adopte les décisions européennes nécessaires.

3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne s'applique pas aux tarifs de concurrence.

Article III-242

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par un transporteur au passage des frontières ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage. Les Etats membres s'efforcent de réduire ces frais. La Commission peut adresser aux Etats membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

Article III-243

Les dispositions de la présente section ne font pas obstacle aux mesures prises dans la République fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division. Cinq ans après l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne abrogeant le présent article.

Article III-244

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des Etats membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports.

Article III-245

1. La présente section s'applique aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

2. La loi ou loi-cadre européenne peut établir les mesures appropriées pour la navigation maritime et aérienne. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

*Section 8 – Réseaux transeuropéens**Article III-246*

1. En vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés aux articles III-130 et III-220 et de permettre aux citoyens de l'Union, aux opérateurs économiques, ainsi qu'aux collectivités régionales et locales de bénéficier pleinement des avantages découlant de la mise en place d'un espace sans frontières intérieures, l'Union contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie.
2. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de l'Union vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Elle tient compte en particulier de la nécessité de relier les régions insulaires, enclavées et périphériques aux régions centrales de l'Union.

Article III-247

1. Afin de réaliser les objectifs visés à l'article III-246, l'Union:
 - a) établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens; ces orientations identifient des projets d'intérêt commun;
 - b) met en oeuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques;
 - c) peut soutenir des projets d'intérêt commun soutenus par les Etats membres et définis dans le cadre des orientations visées au point a), en particulier sous forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêts; l'Union peut également contribuer au financement, dans les Etats membres, de projets spécifiques en matière d'infrastructure des transports par le biais du Fonds de cohésion.

L'action de l'Union tient compte de la viabilité économique potentielle des projets.

2. La loi ou loi-cadre européenne établit les orientations et les autres mesures visées au paragraphe 1. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un Etat membre requièrent l'accord de l'Etat membre concerné.

3. Les Etats membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, les politiques menées au niveau national qui peuvent avoir un impact significatif sur la réalisation des objectifs visés à l'article III-246. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les Etats membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

4. L'Union peut coopérer avec les pays tiers pour promouvoir des projets d'intérêt commun et assurer l'interopérabilité des réseaux.

*Section 9 – Recherche et développement technologique et espace**Article III-248*

1. L'action de l'Union vise à renforcer ses bases scientifiques et technologiques, par la réalisation d'un espace européen de la recherche dans lequel les chercheurs, les connaissances scientifiques et les technologies circulent librement, à favoriser le développement de sa compétitivité, y compris celle de son industrie, ainsi qu'à promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres de la Constitution.
2. Aux fins visées au paragraphe 1, elle encourage dans l'ensemble de l'Union les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité. Elle soutient leurs efforts de coopéra-

tion, en visant tout particulièrement à permettre aux chercheurs de coopérer librement au-delà des frontières et aux entreprises d'exploiter les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.

3. Toutes les actions de l'Union dans le domaine de la recherche et du développement technologique, y compris les actions de démonstration, sont décidées et mises en oeuvre conformément à la présente section.

Article III-249

Dans la poursuite des objectifs visés à l'article III-248, l'Union mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les Etats membres:

- a) mise en oeuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités;
- b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union avec les pays tiers et les organisations internationales;
- c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union;
- d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de l'Union.

Article III-250

1. L'Union et les Etats membres coordonnent leur action en matière de recherche et de développement technologique, afin d'assurer la cohérence réciproque des politiques nationales et de la politique de l'Union.

2. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les Etats membres, toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1, notamment des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé.

Article III-251

1. La loi européenne établit le programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions financées par l'Union. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre:

- a) fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions visées à l'article III-249 et les priorités qui s'y attachent;
- b) indique les grandes lignes de ces actions;
- c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de l'Union au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.

2. Le programme-cadre pluriannuel est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.

3. Une loi européenne du Conseil établit les programmes spécifiques qui mettent en oeuvre le programme-cadre pluriannuel à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action. Cette loi est adoptée après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

4. En complément des actions prévues dans le programme-cadre pluriannuel, la loi européenne établit les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'espace européen de recherche. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

Article III-252

1. Pour la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, la loi ou loi-cadre européenne établit:
 - a) les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités;
 - b) les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche.

La loi ou loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social.

2. Dans la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, la loi européenne peut établir des programmes complémentaires auxquels ne participent que certains Etats membres qui assurent leur financement, sous réserve d'une participation éventuelle de l'Union.

La loi européenne fixe les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et avec l'accord des Etats membres concernés.

3. Dans la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, la loi européenne peut prévoir, en accord avec les Etats membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs Etats membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

La loi européenne est adoptée après consultation du Comité économique et social.

4. Dans la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, l'Union peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'accords entre l'Union et les tierces parties concernées.

Article III-253

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou des décisions européens visant à créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration de l'Union. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

Article III-254

1. Afin de favoriser le progrès scientifique et technique, la compétitivité industrielle et la mise en oeuvre de ses politiques, l'Union élabore une politique spatiale européenne. A cette fin, elle peut promouvoir des initiatives communes, soutenir la recherche et le développement technologique et coordonner les efforts nécessaires pour l'exploration et l'utilisation de l'espace.

2. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires, qui peuvent prendre la forme d'un programme spatial européen.

3. L'Union établit toute liaison utile avec l'Agence spatiale européenne.

Article III-255

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche, de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

*Section 10 – Energie**Article III-256*

1. Dans le cadre de l'établissement ou du fonctionnement du marché intérieur et en tenant compte de l'exigence de préserver et d'améliorer l'environnement, la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie vise:
 - a) à assurer le fonctionnement du marché de l'énergie;

- b) à assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union, et
 - c) à promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ainsi que le développement des énergies nouvelles et renouvelables.
2. Sans préjudice de l'application d'autres dispositions de la Constitution, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés au paragraphe 1. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.
- La loi ou loi-cadre européenne n'affecte pas le droit d'un Etat membre de déterminer les conditions d'exploitation de ses ressources énergétiques, son choix entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique, sans préjudice de l'article III-234, paragraphe 2, point c).
3. Par dérogation au paragraphe 2, une loi ou loi-cadre européenne du Conseil établit les mesures qui y sont visées lorsqu'elles sont essentiellement de nature fiscale. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Chapitre IV – Espace de liberté, de sécurité et de justice

Section 1 – Dispositions générales

Article III-257

1. L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et des différents systèmes et traditions juridiques des Etats membres.
2. Elle assure l'absence de contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures qui est fondée sur la solidarité entre Etats membres et qui est équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers. Aux fins du présent chapitre, les apatrides sont assimilés aux ressortissants des pays tiers.
3. L'Union oeuvre pour assurer un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention de la criminalité, du racisme et de la xénophobie, ainsi que de lutte contre ceux-ci, par des mesures de coordination et de coopération entre autorités policières et judiciaires et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale et, si nécessaire, par le rapprochement des législations pénales.
4. L'Union facilite l'accès à la justice, notamment par le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en matière civile.

Article III-258

Le Conseil européen définit les orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

Article III-259

Les parlements nationaux veillent, à l'égard des propositions et initiatives législatives présentées dans le cadre des sections 4 et 5, au respect du principe de subsidiarité, conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Article III-260

Sans préjudice des articles III-360 à III-362, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou décisions européens établissant des modalités par lesquelles les Etats membres, en collaboration avec la Commission, procèdent à une évaluation objective et impartiale de la mise en oeuvre, par les autorités des Etats membres, des politiques de l'Union visées au présent chapitre, en particulier afin de favoriser la pleine application du principe de reconnaissance mutuelle. Le Parlement européen et les parlements nationaux sont informés de la teneur et des résultats de cette évaluation.

Article III-261

Un comité permanent est institué au sein du Conseil afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure. Sans préjudice de l'article III-344, il favorise la coordination de l'action des autorités compétentes des Etats membres. Les représentants des organes et organismes concernés de l'Union peuvent être associés aux travaux du comité. Le Parlement européen et les parlements nationaux sont tenus informés des travaux.

Article III-262

Le présent chapitre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

Article III-263

Le Conseil adopte des règlements européens pour assurer une coopération administrative entre les services compétents des Etats membres dans les domaines visés par le présent chapitre, ainsi qu'entre ces services et la Commission. Il statue sur proposition de la Commission, sous réserve de l'article III-264, et après consultation du Parlement européen.

Article III-264

Les actes visés aux sections 4 et 5, ainsi que les règlements européens visés à l'article III-263 qui assurent une coopération administrative dans les domaines visés à ces sections, sont adoptés:

- a) sur proposition de la Commission, ou
- b) sur initiative d'un quart des Etats membres.

*Section 2 – Politiques relatives aux contrôles aux frontières,
à l'asile et à l'immigration*

Article III-265

1. L'Union développe une politique visant:
 - a) à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures;
 - b) à assurer le contrôle des personnes et la surveillance efficace du franchissement des frontières extérieures;
 - c) à mettre en place progressivement un système intégré de gestion des frontières extérieures.
2. Aux fins du paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures portant sur:
 - a) la politique commune de visas et d'autres titres de séjour de courte durée;
 - b) les contrôles auxquels sont soumises les personnes franchissant les frontières extérieures;
 - c) les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée;
 - d) toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système intégré de gestion des frontières extérieures;
 - e) l'absence de contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures.
3. Le présent article n'affecte pas la compétence des Etats membres concernant la délimitation géographique de leurs frontières, conformément au droit international.

Article III-266

1. L'Union développe une politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à tout ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique doit être

conforme à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés, ainsi qu'aux autres traités pertinents.

2. Aux fins du paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures relatives à un système européen commun d'asile comportant:

- a) un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union;
- b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour les ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale;
- c) un système commun visant, en cas d'afflux massif, une protection temporaire des personnes déplacées;
- d) des procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut uniforme d'asile ou de protection subsidiaire;
- e) des critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire;
- f) des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire;
- g) le partenariat et la coopération avec des pays tiers pour gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire.

3. Au cas où un ou plusieurs Etats membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou décisions européens comportant des mesures provisoires au profit du ou des Etats membres concernés. Il statue après consultation du Parlement européen.

Article III-267

1. L'Union développe une politique commune de l'immigration visant à assurer, à tous les stades, une gestion efficace des flux migratoires, un traitement équitable des ressortissants de pays tiers en séjour régulier dans les Etats membres, ainsi qu'une prévention de l'immigration illégale et de la traite des êtres humains et une lutte renforcée contre celles-ci.

2. Aux fins du paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures dans les domaines suivants:

- a) les conditions d'entrée et de séjour, ainsi que les normes concernant la délivrance par les Etats membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;
- b) la définition des droits des ressortissants des pays tiers en séjour régulier dans un Etat membre, y compris les conditions régissant la liberté de circulation et de séjour dans les autres Etats membres;
- c) l'immigration clandestine et le séjour irrégulier, y compris l'éloignement et le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;
- d) la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

3. L'Union peut conclure avec des pays tiers des accords visant la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, de ressortissants de pays tiers qui ne remplissent pas ou qui ne remplissent plus les conditions d'entrée, de présence ou de séjour sur le territoire de l'un des Etats membres.

4. La loi ou loi-cadre européenne peut établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des Etats membres en vue de favoriser l'intégration des ressortissants de pays tiers en séjour régulier sur leur territoire, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

5. Le présent article n'affecte pas le droit des Etats membres de fixer les volumes d'entrée des ressortissants de pays tiers, en provenance de pays tiers, sur leur territoire dans le but d'y rechercher un emploi salarié ou non salarié.

Article III-268

Les politiques de l'Union visées à la présente section et leur mise en oeuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les Etats membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu de la présente section contiennent des mesures appropriées pour l'application de ce principe.

*Section 3 – Coopération judiciaire en matière civile**Article III-269*

1. L'Union développe une coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération peut inclure l'adoption de mesures de rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

2. Aux fins du paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne établit, notamment lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur, des mesures visant à assurer:

- a) la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires, et leur exécution;
- b) la signification et la notification transfrontières des actes judiciaires et extrajudiciaires;
- c) la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence;
- d) la coopération en matière d'obtention des preuves;
- e) un accès effectif à la justice;
- f) l'élimination des obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres;
- g) le développement de méthodes alternatives de résolution des litiges;
- h) un soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice.

3. Par dérogation au paragraphe 2, les mesures relatives au droit de la famille ayant une incidence transfrontière sont établies par une loi ou loi-cadre européenne du Conseil. Celui-ci statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter une décision européenne déterminant les aspects du droit de la famille ayant une incidence transfrontière susceptibles de faire l'objet d'actes adoptés selon la procédure législative ordinaire. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

*Section 4 – Coopération judiciaire en matière pénale**Article III-270*

1. La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union est fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires et inclut le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les domaines visés au paragraphe 2 et à l'article III-271.

La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures visant:

- a) à établir des règles et des procédures pour assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires;
- b) à prévenir et à résoudre les conflits de compétence entre les Etats membres;
- c) à soutenir la formation des magistrats et des personnels de justice;
- d) à faciliter la coopération entre les autorités judiciaires ou équivalentes des Etats membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution des décisions.

2. Dans la mesure où cela est nécessaire pour faciliter la reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires, ainsi que la coopération policière et judiciaire dans les matières pénales ayant une dimension transfrontière, la loi-cadre européenne peut établir des règles minimales. Ces règles minimales tiennent compte des différences entre les traditions et systèmes juridiques des Etats membres.

Elles portent sur:

- a) l'admissibilité mutuelle des preuves entre les Etats membres;
- b) les droits des personnes dans la procédure pénale;
- c) les droits des victimes de la criminalité;
- d) d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, que le Conseil aura identifiés préalablement par une décision européenne; pour l'adoption de cette décision, le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

L'adoption des règles minimales visées au présent paragraphe n'empêche pas les Etats membres de maintenir ou d'instituer un niveau de protection plus élevé pour les personnes.

3. Lorsqu'un membre du Conseil estime qu'un projet de loi-cadre européenne visée au paragraphe 2 porterait atteinte aux aspects fondamentaux de son système de justice pénale, il peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans ce cas, la procédure visée à l'article III-396 est suspendue. Après discussion et dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, le Conseil européen:

- a) renvoie le projet au Conseil, ce qui met fin à la suspension de la procédure visée à l'article III-396, ou
- b) demande à la Commission ou au groupe d'Etats membres dont émane le projet, d'en présenter un nouveau; dans ce cas, l'acte initialement proposé est réputé non adopté.

4. Si, à l'issue de la période visée au paragraphe 3, le Conseil européen n'a pas agi ou si, dans un délai de douze mois à compter de la présentation d'un nouveau projet au titre du paragraphe 3, point b), la loi-cadre européenne n'a pas été adoptée et qu'au moins un tiers des Etats membres souhaitent instaurer une coopération renforcée sur la base du projet de loi-cadre concerné, ils en informent le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

Dans un tel cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée, qui est visée à l'article I-44, paragraphe 2, et à l'article III-419, paragraphe 1, est réputée accordée et les dispositions relatives à la coopération renforcée s'appliquent.

Article III-271

1. La loi-cadre européenne peut établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans des domaines de criminalité particulièrement grave revêtant une dimension transfrontière résultant du caractère ou des incidences de ces infractions ou d'un besoin particulier de les combattre sur des bases communes.

Ces domaines de criminalité sont les suivants: le terrorisme, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique et la criminalité organisée.

En fonction des développements de la criminalité, le Conseil peut adopter une décision européenne identifiant d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent paragraphe. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

2. Lorsque le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres en matière pénale s'avère indispensable pour assurer la mise en oeuvre efficace d'une politique de l'Union dans un domaine ayant fait l'objet de mesures d'harmonisation, la loi-cadre européenne peut établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans le domaine concerné. Elle est adoptée selon la même procédure que celle utilisée pour l'adoption des mesures d'harmonisation en question, sans préjudice de l'article III-264.

3. Lorsqu'un membre du Conseil estime qu'un projet de loi-cadre européenne visé au paragraphe 1 ou 2 porterait atteinte aux aspects fondamentaux de son système de justice pénale, il peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans ce cas, lorsque la procédure visée à l'article III-396 est applicable, elle

est suspendue. Après discussion et dans un délai de quatre mois à compter de cette suspension, le Conseil européen:

- a) renvoie le projet au Conseil, ce qui met fin à la suspension de la procédure visée à l'article III-396 lorsque celle-ci est applicable, ou
- b) demande à la Commission ou au groupe d'Etats membres dont émane le projet, d'en présenter un nouveau; dans ce cas, l'acte initialement proposé est réputé non adopté.

4. Si, à l'issue de la période visée au paragraphe 3, le Conseil européen n'a pas agi ou si, dans un délai de douze mois à compter de la présentation d'un nouveau projet au titre du paragraphe 3, point b), la loi-cadre européenne n'a pas été adoptée et qu'au moins un tiers des Etats membres souhaite instaurer une coopération renforcée sur la base du projet de loi-cadre concerné, ils en informent le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

Dans un tel cas, l'autorisation de procéder à une coopération renforcée visée à l'article I-44, paragraphe 2, et à l'article III-419, paragraphe 1, est réputée accordée et les dispositions relatives à la coopération renforcée s'appliquent.

Article III-272

La loi ou loi-cadre européenne peut établir des mesures pour encourager et appuyer l'action des Etats membres dans le domaine de la prévention du crime, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

Article III-273

1. La mission d'Eurojust est d'appuyer et de renforcer la coordination et la coopération entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites relatives à la criminalité grave affectant deux ou plusieurs Etats membres ou exigeant une poursuite sur des bases communes, sur la base des opérations effectuées et des informations fournies par les autorités des Etats membres et par Europol.

A cet égard, la loi européenne détermine la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust. Ces tâches peuvent comprendre:

- a) le déclenchement d'enquêtes pénales ainsi que la proposition de déclenchement de poursuites conduites par les autorités nationales compétentes, en particulier celles relatives à des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union;
- b) la coordination des enquêtes et poursuites visées au point a);
- c) le renforcement de la coopération judiciaire, y compris par la résolution de conflits de compétences et par une coopération étroite avec le Réseau judiciaire européen.

La loi européenne fixe également les modalités de l'association du Parlement européen et des parlements nationaux à l'évaluation des activités d'Eurojust.

2. Dans le cadre des poursuites visées au paragraphe 1, et sans préjudice de l'article III-274, les actes officiels de procédure judiciaire sont accomplis par les agents nationaux compétents.

Article III-274

1. Pour combattre les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, une loi européenne du Conseil peut instituer un Parquet européen à partir d'Eurojust. Le Conseil statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

2. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement, le cas échéant en liaison avec Europol, les auteurs et complices d'infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminés par la loi européenne prévue au paragraphe 1. Il exerce devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions.

3. La loi européenne visée au paragraphe 1 fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités, ainsi que celles gouvernant

l'admissibilité des preuves, et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure qu'il arrête dans l'exercice de ses fonctions.

4. Le Conseil européen peut, simultanément ou ultérieurement, adopter une décision européenne modifiant le paragraphe 1 afin d'étendre les attributions du Parquet européen à la lutte contre la criminalité grave ayant une dimension transfrontière et modifiant en conséquence le paragraphe 2 en ce qui concerne les auteurs et les complices de crimes graves affectant plusieurs Etats membres. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen et après consultation de la Commission.

Section 5 – Coopération policière

Article III-275

1. L'Union développe une coopération policière qui associe toutes les autorités compétentes des Etats membres, y compris les services de police, les services des douanes et autres services répressifs spécialisés dans les domaines de la prévention ou de la détection des infractions pénales et des enquêtes en la matière.

2. Aux fins du paragraphe 1, la loi ou loi-cadre européenne peut établir des mesures portant sur:

- a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes;
- b) un soutien à la formation de personnel, ainsi que la coopération relative à l'échange de personnel, aux équipements et à la recherche en criminalistique;
- c) les techniques communes d'enquête concernant la détection de formes graves de criminalité organisée.

3. Une loi ou loi-cadre européenne du Conseil peut établir des mesures portant sur la coopération opérationnelle entre les autorités visées au présent article. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article III-276

1. La mission d'Europol est d'appuyer et de renforcer l'action des autorités policières et des autres services répressifs des Etats membres ainsi que leur collaboration mutuelle dans la prévention de la criminalité grave affectant deux ou plusieurs Etats membres, du terrorisme et des formes de criminalité qui portent atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, ainsi que la lutte contre ceux-ci.

2. La loi européenne détermine la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol. Ces tâches peuvent comprendre:

- a) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations, transmises notamment par les autorités des Etats membres ou de pays ou instances tiers;
- b) la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les autorités compétentes des Etats membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête, le cas échéant en liaison avec Eurojust.

La loi européenne fixe également les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen, contrôle auquel sont associés les parlements nationaux.

3. Toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les autorités du ou des Etats membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes.

Article III-277

Une loi ou loi-cadre européenne du Conseil fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes des Etats membres visées aux articles III-270 et III-275 peuvent intervenir sur le territoire d'un autre Etat membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

**Chapitre V – Domaines où l’Union peut décider de mener une action d’appui,
de coordination ou de complément**

Section 1 – Santé publique

Article III-278

1. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de l’Union.

L’action de l’Union, qui complète les politiques nationales, porte sur l’amélioration de la santé publique, ainsi que la prévention des maladies et affections humaines, et des causes de danger pour la santé physique et mentale. Cette action comprend également:

- a) la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l’information et l’éducation en matière de santé;
- b) la surveillance de menaces transfrontières graves sur la santé, l’alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci.

L’Union complète l’action menée par les Etats membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l’information et la prévention.

2. L’Union encourage la coopération entre les Etats membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action. Elle encourage en particulier la coopération entre les Etats membres visant à améliorer la complémentarité de leurs services de santé dans les régions frontalières.

Les Etats membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les Etats membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination, notamment des initiatives en vue d’établir des orientations et des indicateurs, d’organiser l’échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l’évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé.

3. L’Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. Par dérogation à l’article I-12, paragraphe 5, et à l’article I-17, point a), et conformément à l’article I-14, paragraphe 2, point k), la loi ou loi-cadre européenne contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en établissant les mesures ci-après afin de faire face aux enjeux communs de sécurité:

- a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d’origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un Etat membre de maintenir ou d’établir des mesures de protection plus strictes;
- b) des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;
- c) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des médicaments et des dispositifs à usage médical;
- d) des mesures concernant la surveillance des menaces transfrontières graves sur la santé, l’alerte en cas de telles menaces et la lutte contre celles-ci.

La loi ou loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

5. La loi ou loi-cadre européenne peut également établir des mesures d’encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine et notamment à lutter contre les grands fléaux transfrontières, ainsi que des mesures ayant directement pour objectif la protection de la santé publique en ce qui concerne le tabac et l’abus d’alcool, à l’exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

6. Aux fins du présent article, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations.

7. L'action de l'Union est menée dans le respect des responsabilités des Etats membres en ce qui concerne la définition de leur politique de santé, ainsi que l'organisation et la fourniture de services de santé et de soins médicaux. Les responsabilités des Etats membres incluent la gestion de services de santé et de soins médicaux, ainsi que l'allocation des ressources qui leur sont affectées. Les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

Section 2 – Industrie

Article III-279

1. L'Union et les Etats membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de l'Union soient assurées.

A cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à:

- a) accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels;
- b) encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de l'Union, notamment des petites et moyennes entreprises;
- c) encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises;
- d) favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

2. Les Etats membres se consultent mutuellement, en liaison avec la Commission et, en tant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination, notamment des initiatives en vue d'établir des orientations et des indicateurs, d'organiser l'échange des meilleures pratiques et de préparer les éléments nécessaires à la surveillance et à l'évaluation périodiques. Le Parlement européen est pleinement informé.

3. L'Union contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre d'autres dispositions de la Constitution. La loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures spécifiques destinées à appuyer les actions menées dans les Etats membres afin de réaliser les objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social.

La présente section ne constitue pas une base pour l'introduction, par l'Union, de quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence ou comportant des dispositions fiscales ou relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

Section 3 – Culture

Article III-280

1. L'Union contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.

2. L'action de l'Union vise à encourager la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, à appuyer et à compléter leur action dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens;
- b) la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne;
- c) les échanges culturels non commerciaux;
- d) la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.

3. L'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture, en particulier avec le Conseil de l'Europe.

4. L'Union tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions de la Constitution, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures.

5. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article:
 - a) la loi ou loi-cadre européenne établit des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions;
 - b) le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des recommandations.

Section 4 – Tourisme

Article III-281

1. L'Union complète l'action des Etats membres dans le secteur du tourisme, notamment en promouvant la compétitivité des entreprises de l'Union dans ce secteur.

A cette fin, l'action de l'Union vise:

- a) à encourager la création d'un environnement favorable au développement des entreprises dans ce secteur;
- b) à favoriser la coopération entre Etats membres, notamment par l'échange des bonnes pratiques.

2. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures particulières destinées à compléter les actions menées dans les Etats membres afin de réaliser les objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

Section 5 – Education, jeunesse, sport et formation professionnelle

Article III-282

1. L'Union contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action. Elle respecte pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.

L'Union contribue à la promotion des enjeux européens du sport, tout en tenant compte de ses spécificités, de ses structures fondées sur le volontariat ainsi que de sa fonction sociale et éducative.

L'action de l'Union vise:

- a) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des Etats membres;
- b) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études;
- c) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement;
- d) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des Etats membres;
- e) à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs et à encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe;
- f) à encourager le développement de l'éducation à distance;
- g) à développer la dimension européenne du sport, en promouvant l'équité et l'ouverture dans les compétitions sportives et la coopération entre les organismes responsables du sport, ainsi qu'en protégeant l'intégrité physique et morale des sportifs, notamment des jeunes sportifs.

2. L'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation et de sport, en particulier avec le Conseil de l'Europe.

3. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article:
 - a) la loi ou loi-cadre européenne établit des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social;

b) le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des recommandations.

Article III-283

1. L'Union met en oeuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des Etats membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle.

L'action de l'Union vise:

- a) à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle;
- b) à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail;
- c) à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, notamment des jeunes;
- d) à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises;
- e) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des Etats membres.

2. L'Union et les Etats membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle.

3. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article:

- a) la loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social;
- b) le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des recommandations.

Section 6 – Protection civile

Article III-284

1. L'Union encourage la coopération entre les Etats membres afin de renforcer l'efficacité des systèmes de prévention des catastrophes naturelles ou d'origine humaine et de protection contre celles-ci.

L'action de l'Union vise:

- a) à soutenir et à compléter l'action des Etats membres aux niveaux national, régional et local portant sur la prévention des risques, sur la préparation des acteurs de la protection civile dans les Etats membres et sur l'intervention en cas de catastrophes naturelles ou d'origine humaine à l'intérieur de l'Union;
- b) à promouvoir une coopération opérationnelle rapide et efficace à l'intérieur de l'Union entre les services de protection civile nationaux;
- c) à favoriser la cohérence des actions entreprises au niveau international en matière de protection civile.

2. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

Section 7 – Coopération administrative

Article III-285

1. La mise en oeuvre effective du droit de l'Union par les Etats membres, qui est essentielle au bon fonctionnement de l'Union, est considérée comme une question d'intérêt commun.

2. L'Union peut appuyer les efforts des Etats membres pour améliorer leur capacité administrative à mettre en oeuvre le droit de l'Union. Cette action peut consister notamment à faciliter les échanges d'informations et de fonctionnaires ainsi qu'à soutenir des programmes de formation. Aucun Etat membre n'est tenu de recourir à cet appui. La loi européenne établit les mesures nécessaires à cette fin, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres.

3. Le présent article est sans préjudice de l'obligation des Etats membres de mettre en oeuvre le droit de l'Union ainsi que des prérogatives et devoirs de la Commission. Il est également sans préjudice des autres dispositions de la Constitution qui prévoient une coopération administrative entre les Etats membres ainsi qu'entre eux et l'Union.

TITRE IV

L'association des pays et territoires d'outre-mer

Article III-286

1. Les pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières sont associés à l'Union. Ces pays et territoires, ci-après dénommés „pays et territoires“, sont énumérés à l'annexe II.

Le présent titre est applicable au Groenland, sous réserve des dispositions particulières du protocole sur le régime particulier applicable au Groenland.

2. Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et l'Union.

L'association doit en priorité permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

Article III-287

L'association poursuit les objectifs suivants:

- a) les Etats membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu de la Constitution;
- b) chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les Etats membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'Etat européen avec lequel il entretient des relations particulières;
- c) les Etats membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires;
- d) pour les investissements financés par l'Union, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des Etats membres et des pays et territoires;
- e) dans les relations entre les Etats membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions du titre III, chapitre I, section 2, sous-section 2, relative à la liberté d'établissement, et en application des procédures prévues par ladite sous-section, ainsi que sur une base non discriminatoire, sous réserve des actes adoptés en vertu de l'article III-291.

Article III-288

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les Etats membres de l'interdiction des droits de douane entre Etats membres prévue par la Constitution.

2. A l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des Etats membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément à l'article III-151, paragraphe 4.

3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

Les droits visés au premier alinéa ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'Etat membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.

4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.

5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers Etats membres.

Article III-289

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application de l'article III-288, paragraphe 1, de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des Etats membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Article III-290

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les Etats membres et des travailleurs des Etats membres dans les pays et territoires est régie par des actes adoptés conformément à l'article III-291.

Article III-291

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité, à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et l'Union, les lois, lois-cadres, règlements et décisions européens relatifs aux modalités et à la procédure de l'association entre les pays et territoires et l'Union. Ces lois et lois-cadres sont adoptées après consultation du Parlement européen.

TITRE V

L'action extérieure de l'Union

Chapitre I – Dispositions d'application générale

Article III-292

1. L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international.

L'Union s'efforce de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays tiers et avec les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent les principes visés au premier alinéa. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies.

2. L'Union définit et mène des politiques communes et des actions et oeuvre pour assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales afin:

- a) de sauvegarder ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité;

- b) de consolider et de soutenir la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international;
 - c) de préserver la paix, de prévenir les conflits et de renforcer la sécurité internationale, conformément aux buts et aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures;
 - d) de soutenir le développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté;
 - e) d'encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international;
 - f) de contribuer à l'élaboration de mesures internationales pour préserver et améliorer la qualité de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles mondiales, afin d'assurer un développement durable;
 - g) d'aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine; et
 - h) de promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale.
3. L'Union respecte les principes et poursuit les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2 dans l'élaboration et la mise en oeuvre de son action extérieure dans les différents domaines couverts par le présent titre, ainsi que de ses autres politiques dans leurs aspects extérieurs.

L'Union veille à la cohérence entre les différents domaines de son action extérieure et entre ceux-ci et ses autres politiques. Le Conseil et la Commission, assistés par le ministre des Affaires étrangères de l'Union, assurent cette cohérence et coopèrent à cet effet.

Article III-293

1. Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article III-292, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union.

Les décisions européennes du Conseil européen sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union portent sur la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union. Elles peuvent concerner les relations de l'Union avec un pays ou une région, ou avoir une approche thématique. Elles définissent leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les Etats membres.

Le Conseil européen statue à l'unanimité sur recommandation du Conseil, adoptée par celui-ci selon les modalités prévues pour chaque domaine. Les décisions européennes du Conseil européen sont mises en oeuvre selon les procédures prévues par la Constitution.

2. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union, pour le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, et la Commission, pour les autres domaines de l'action extérieure, peuvent présenter des propositions conjointes au Conseil.

Chapitre II – La politique étrangère et de sécurité commune

Section 1 – Dispositions communes

Article III-294

1. Dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure, l'Union définit et met en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité.

2. Les Etats membres appuient activement et sans réserve la politique étrangère et de sécurité commune dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle.

Les Etats membres oeuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.

Le Conseil et le ministre des Affaires étrangères de l'Union veillent au respect de ces principes.

3. L'Union conduit la politique étrangère et de sécurité commune:
 - a) en définissant les orientations générales;
 - b) en adoptant des décisions européennes qui définissent:
 - i) les actions à mener par l'Union;
 - ii) les positions à prendre par l'Union;
 - iii) les modalités de la mise en oeuvre des décisions européennes visées aux points i) et ii);
 - c) et en renforçant la coopération systématique entre les Etats membres pour la conduite de leur politique.

Article III-295

1. Le Conseil européen définit les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris pour les questions ayant des implications en matière de défense.

Si un développement international l'exige, le président du Conseil européen convoque une réunion extraordinaire du Conseil européen afin de définir les lignes stratégiques de la politique de l'Union face à ce développement.

2. Le Conseil adopte les décisions européennes nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, sur la base des orientations générales et des lignes stratégiques définies par le Conseil européen.

Article III-296

1. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union, qui préside le Conseil des affaires étrangères, contribue par ses propositions à l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité commune et assure la mise en oeuvre des décisions européennes adoptées par le Conseil européen et le Conseil.

2. Le ministre des Affaires étrangères représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune. Il conduit au nom de l'Union le dialogue politique avec les tiers et exprime la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.

3. Dans l'accomplissement de son mandat, le ministre des Affaires étrangères de l'Union s'appuie sur un service européen pour l'action extérieure. Ce service travaille en collaboration avec les services diplomatiques des Etats membres et est composé de fonctionnaires des services compétents du secrétariat général du Conseil et de la Commission ainsi que de personnel détaché des services diplomatiques nationaux. L'organisation et le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure sont fixés par une décision européenne du Conseil. Le Conseil statue sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union, après consultation du Parlement européen et approbation de la Commission.

Article III-297

1. Lorsqu'une situation internationale exige une action opérationnelle de l'Union, le Conseil adopte les décisions européennes nécessaires. Ces décisions fixent les objectifs, la portée et les moyens à mettre à la disposition de l'Union, ainsi que les conditions relatives à la mise en oeuvre de l'action et, si nécessaire, sa durée.

S'il se produit un changement de circonstances ayant une nette incidence sur une question faisant l'objet d'une telle décision européenne, le Conseil révisé les principes et les objectifs de cette décision et adopte les décisions européennes nécessaires.

2. Les décisions européennes visées au paragraphe 1 engagent les Etats membres dans leurs prises de position et dans la conduite de leur action.

3. Toute prise de position ou toute action nationale envisagée en application d'une décision européenne visée au paragraphe 1 fait l'objet d'une information par l'Etat membre concerné dans des délais permettant, en cas de nécessité, une concertation préalable au sein du Conseil. L'obligation d'informa-

tion préalable ne s'applique pas aux mesures qui constituent une simple transposition de ladite décision sur le plan national.

4. En cas de nécessité impérieuse liée à l'évolution de la situation et à défaut d'une révision de la décision européenne, visée au paragraphe 1, les Etats membres peuvent prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, en tenant compte des objectifs généraux de ladite décision. L'Etat membre qui prend de telles mesures en informe immédiatement le Conseil.

5. En cas de difficultés majeures pour appliquer une décision européenne visée au présent article, un Etat membre saisit le Conseil, qui en délibère et recherche les solutions appropriées. Celles-ci ne peuvent aller à l'encontre des objectifs de l'action ni nuire à son efficacité.

Article III-298

Le Conseil adopte des décisions européennes qui définissent la position de l'Union sur une question particulière de nature géographique ou thématique. Les Etats membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions de l'Union.

Article III-299

1. Chaque Etat membre, le ministre des Affaires étrangères de l'Union, ou ce ministre avec le soutien de la Commission, peut saisir le Conseil de toute question relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et lui soumettre, respectivement, des initiatives ou des propositions.

2. Dans les cas exigeant une décision rapide, le ministre des Affaires étrangères de l'Union convoque, soit d'office, soit à la demande d'un Etat membre, dans un délai de quarante-huit heures ou, en cas de nécessité absolue, dans un délai plus bref, une réunion extraordinaire du Conseil.

Article III-300

1. Les décisions européennes visées au présent chapitre sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité.

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision européenne, mais il accepte qu'elle engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'Etat membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres Etats membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent au moins un tiers des Etats membres réunissant au moins un tiers de la population de l'Union, la décision n'est pas adoptée.

2. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée:

- a) lorsqu'il adopte une décision européenne qui définit une action ou une position de l'Union sur la base d'une décision européenne du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union, visée à l'article III-293, paragraphe 1;
- b) lorsqu'il adopte une décision européenne qui définit une action ou une position de l'Union sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union présentée à la suite d'une demande spécifique que le Conseil européen lui a adressée de sa propre initiative ou à l'initiative du ministre;
- c) lorsqu'il adopte une décision européenne mettant en oeuvre une décision européenne qui définit une action ou une position de l'Union;
- d) lorsqu'il adopte une décision européenne portant sur la nomination d'un représentant spécial conformément à l'article III-302.

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale vitales qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision européenne devant être adoptée à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union recherche, en étroite consultation avec l'Etat membre concerné, une solution acceptable pour celui-ci.

En l'absence d'un résultat, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision européenne à l'unanimité.

3. Conformément à l'article I-40, paragraphe 7, le Conseil européen peut, à l'unanimité, adopter une décision européenne prévoyant que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés au paragraphe 2 du présent article.

4. Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Article III-301

1. Lorsque le Conseil européen ou le Conseil a défini une approche commune de l'Union au sens de l'article I-40, paragraphe 5, le ministre des Affaires étrangères de l'Union et les ministres des affaires étrangères des Etats membres coordonnent leurs activités au sein du Conseil.

2. Les missions diplomatiques des Etats membres et les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales coopèrent entre elles et contribuent à la formulation et à la mise en oeuvre de l'approche commune visée au paragraphe 1.

Article III-302

Le Conseil peut nommer, sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union, un représentant spécial auquel il confère un mandat en liaison avec des questions politiques particulières. Le représentant spécial exerce son mandat sous l'autorité du ministre.

Article III-303

L'Union peut conclure des accords avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales dans les domaines relevant du présent chapitre.

Article III-304

1. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union consulte et informe le Parlement européen conformément à l'article I-40, paragraphe 8, et à l'article I-41, paragraphe 8. Il veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Les représentants spéciaux peuvent être associés à l'information du Parlement européen.

2. Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil et du ministre des Affaires étrangères de l'Union. Il procède deux fois par an à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune.

Article III-305

1. Les Etats membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions de l'Union. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union assure l'organisation de cette coordination.

Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les Etats membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions de l'Union.

2. Conformément à l'article I-16, paragraphe 2, les Etats membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les Etats membres ne participent pas tiennent ces derniers, ainsi que le ministre des Affaires étrangères de l'Union, informés de toute question présentant un intérêt commun.

Les Etats membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concertent et tiennent les autres Etats membres ainsi que le ministre des Affaires étrangères de l'Union pleinement

informés. Les Etats membres qui sont membres du Conseil de sécurité défendront, dans l'exercice de leurs fonctions, les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu de la charte des Nations unies.

Lorsque l'Union a défini une position sur un thème à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats membres qui y siègent demandent que le ministre des Affaires étrangères de l'Union soit invité à présenter la position de l'Union.

Article III-306

Les missions diplomatiques et consulaires des Etats membres et les délégations de l'Union dans les pays tiers et les conférences internationales ainsi que leurs représentations auprès des organisations internationales coopèrent pour assurer le respect et la mise en oeuvre des décisions européennes qui définissent des positions et des actions de l'Union adoptées en vertu du présent chapitre. Elles intensifient leur coopération en échangeant des informations et en procédant à des évaluations communes.

Elles contribuent à la mise en oeuvre du droit de protection des citoyens européens sur le territoire des pays tiers, visé à l'article I-10, paragraphe 2, point c), ainsi que des mesures adoptées en application de l'article III-127.

Article III-307

1. Sans préjudice de l'article III-344, un comité politique et de sécurité suit la situation internationale dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et contribue à la définition des politiques en émettant des avis à l'intention du Conseil, à la demande de celui-ci, du ministre des Affaires étrangères de l'Union, ou de sa propre initiative. Il surveille également la mise en oeuvre des politiques convenues, sans préjudice des attributions du ministre des Affaires étrangères de l'Union.

2. Dans le cadre du présent chapitre, le comité politique et de sécurité exerce, sous la responsabilité du Conseil et du ministre des Affaires étrangères de l'Union, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise visées à l'article III-309.

Le Conseil peut autoriser le comité, aux fins d'une opération de gestion de crise et pour la durée de celle-ci, telles que déterminées par le Conseil, à prendre les mesures appropriées concernant le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération.

Article III-308

La mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune n'affecte pas l'application des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par la Constitution pour l'exercice des compétences de l'Union visées aux articles I-13 à I-15 et à l'article I-17.

De même, la mise en oeuvre des politiques visées auxdits articles n'affecte pas l'application des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par la Constitution pour l'exercice des compétences de l'Union au titre du présent chapitre.

Section 2 – La politique de sécurité et de défense commune

Article III-309

1. Les missions visées à l'article I-41, paragraphe 1, dans lesquelles l'Union peut avoir recours à des moyens civils et militaires, incluent les actions conjointes en matière de désarmement, les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de conseil et d'assistance en matière militaire, les missions de prévention des conflits et de maintien de la paix, les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix et les opérations de stabilisation à la fin des conflits. Toutes ces missions peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers pour combattre le terrorisme sur leur territoire.

2. Le Conseil adopte des décisions européennes portant sur les missions visées au paragraphe 1 en définissant leur objectif et leur portée ainsi que les modalités générales de leur mise en oeuvre. Le

ministre des Affaires étrangères de l'Union, sous l'autorité du Conseil et en contact étroit et permanent avec le comité politique et de sécurité, veille à la coordination des aspects civils et militaires de ces missions.

Article III-310

1. Dans le cadre des décisions européennes adoptées conformément à l'article III-309, le Conseil peut confier la mise en oeuvre d'une mission à un groupe d'Etats membres qui le souhaitent et disposent des capacités nécessaires pour une telle mission. Ces Etats membres, en association avec le ministre des Affaires étrangères de l'Union, conviennent entre eux de la gestion de la mission.

2. Les Etats membres qui participent à la réalisation de la mission informent régulièrement le Conseil de l'état de la mission de leur propre initiative ou à la demande d'un autre Etat membre. Les Etats membres participants saisissent immédiatement le Conseil si la réalisation de la mission entraîne des conséquences majeures ou requiert une modification de l'objectif, de la portée ou des modalités de la mission fixés par les décisions européennes visées au paragraphe 1. Dans ces cas, le Conseil adopte les décisions européennes nécessaires.

Article III-311

1. L'Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement (l'Agence européenne de défense), instituée par l'article I-41, paragraphe 3, et placée sous l'autorité du Conseil, a pour mission:

- a) de contribuer à identifier les objectifs de capacités militaires des Etats membres et à évaluer le respect des engagements de capacités souscrits par les Etats membres;
- b) de promouvoir une harmonisation des besoins opérationnels et l'adoption de méthodes d'acquisition performantes et compatibles;
- c) de proposer des projets multilatéraux pour remplir les objectifs en termes de capacités militaires et d'assurer la coordination des programmes exécutés par les Etats membres et la gestion de programmes de coopération spécifiques;
- d) de soutenir la recherche en matière de technologie de défense, de coordonner et de planifier des activités de recherche conjointes et des études de solutions techniques répondant aux besoins opérationnels futurs;
- e) de contribuer à identifier et, le cas échéant, de mettre en oeuvre, toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense et pour améliorer l'efficacité des dépenses militaires.

2. L'Agence européenne de défense est ouverte à tous les Etats membres qui souhaitent y participer. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte une décision européenne définissant le statut, le siège et les modalités de fonctionnement de l'Agence. Cette décision tient compte du degré de participation effective aux activités de l'Agence. Des groupes spécifiques sont constitués au sein de l'Agence, rassemblant des Etats membres qui mènent des projets conjoints. L'Agence accomplit ses missions en liaison avec la Commission en tant que de besoin.

Article III-312

1. Les Etats membres souhaitant participer à la coopération structurée permanente visée à l'article I-41, paragraphe 6, qui remplissent les critères et souscrivent aux engagements en matière de capacités militaires repris au protocole sur la coopération structurée permanente, notifient leur intention au Conseil et au ministre des Affaires étrangères de l'Union.

2. Dans un délai de trois mois suivant la notification visée au paragraphe 1, le Conseil adopte une décision européenne établissant la coopération structurée permanente et fixant la liste des Etats membres participants. Le Conseil statue à la majorité qualifiée, après consultation du ministre des Affaires étrangères de l'Union.

3. Tout Etat membre qui, à un stade ultérieur, souhaite participer à la coopération structurée permanente, notifie son intention au Conseil et au ministre des Affaires étrangères de l'Union.

Le Conseil adopte une décision européenne qui confirme la participation de l'Etat membre concerné qui remplit les critères et souscrit aux engagements visés aux articles 1 et 2 du protocole sur la coopération structurée permanente. Le Conseil statue à la majorité qualifiée, après consultation du ministre des Affaires étrangères de l'Union. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participants prennent part au vote.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35 % de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

4. Si un Etat membre participant ne remplit plus les critères ou ne peut plus assumer les engagements visés aux articles 1 et 2 du protocole sur la coopération structurée permanente, le Conseil peut adopter une décision européenne suspendant la participation de cet Etat.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée. Seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participants, à l'exception de l'Etat membre concerné, prennent part au vote.

La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35 % de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

5. Si un Etat membre participant souhaite quitter la coopération structurée permanente, il notifie sa décision au Conseil, qui prend acte de ce que la participation de l'Etat membre concerné prend fin.

6. Les décisions européennes et les recommandations du Conseil dans le cadre de la coopération structurée permanente, autres que celles prévues aux paragraphes 2 à 5, sont adoptées à l'unanimité. Aux fins du présent paragraphe, l'unanimité est constituée par les voix des seuls représentants des Etats membres participants.

Section 3 – Dispositions financières

Article III-313

1. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par la mise en oeuvre du présent chapitre sont à la charge du budget de l'Union.

2. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en oeuvre du présent chapitre sont également à la charge du budget de l'Union, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, et des cas où le Conseil en décide autrement.

Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget de l'Union, elle est à la charge des Etats membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les Etats membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de l'article III-300, paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

3. Le Conseil adopte une décision européenne établissant les procédures particulières pour garantir l'accès rapide aux crédits du budget de l'Union destinés au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, et notamment aux activités préparatoires d'une mission visée à l'article I-41, paragraphe 1, et à l'article III-309. Il statue après consultation du Parlement européen.

Les activités préparatoires des missions visées à l'article I-41, paragraphe 1, et à l'article III-309, qui ne sont pas mises à la charge du budget de l'Union, sont financées par un fonds de lancement, constitué de contributions des Etats membres.

Le Conseil adopte à la majorité qualifiée, sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union, les décisions européennes établissant:

- a) les modalités de l'institution et du financement du fonds de lancement, notamment les montants financiers alloués au fonds;
- b) les modalités de gestion du fonds de lancement;
- c) les modalités de contrôle financier.

Lorsque la mission envisagée, conformément à l'article I-41, paragraphe 1, et à l'article III-309, ne peut être mise à la charge du budget de l'Union, le Conseil autorise le ministre des Affaires étrangères de l'Union à utiliser ce fonds. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union fait rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat.

Chapitre III – La politique commerciale commune

Article III-314

Par l'établissement d'une union douanière conformément à l'article III-151, l'Union contribue, dans l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, ainsi qu'à la réduction des barrières douanières et autres.

Article III-315

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et de services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs, l'uniformisation des mesures de libéralisation, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union.

2. La loi européenne établit les mesures définissant le cadre dans lequel est mise en oeuvre la politique commerciale commune.

3. Si des accords avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales doivent être négociés et conclus, l'article III-325 est applicable, sous réserve des dispositions particulières du présent article.

La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.

Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial, ainsi qu'au Parlement européen, sur l'état d'avancement des négociations.

4. Pour la négociation et la conclusion des accords visés au paragraphe 3, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce de services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ainsi que des investissements étrangers directs, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes.

Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'accords:

- a) dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, lorsque ces accords risquent de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union;
- b) dans le domaine du commerce des services sociaux, d'éducation et de santé, lorsque ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des Etats membres pour la fourniture de ces services.

5. La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports relèvent du titre III, chapitre III, section 7, et de l'article III-325.

6. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale commune n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation.

Chapitre IV – La coopération avec les pays tiers et l'aide humanitaire

Section 1 – La coopération au développement

Article III-316

1. La politique de l'Union dans le domaine de la coopération au développement est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. La politique de coopération au développement de l'Union et celles des États membres se complètent et se renforcent mutuellement.

L'objectif principal de la politique de l'Union dans ce domaine est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. L'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en oeuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement.

2. L'Union et les États membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations unies et des autres organisations internationales compétentes.

Article III-317

1. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre de la politique de coopération au développement, qui peuvent porter sur des programmes pluriannuels de coopération avec des pays en développement ou des programmes ayant une approche thématique.

2. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés aux articles III-292 et III-316.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords.

3. La Banque européenne d'investissement contribue, selon les conditions prévues dans son statut, à la mise en oeuvre des mesures visées au paragraphe 1.

Article III-318

1. Pour favoriser la complémentarité et l'efficacité de leurs actions, l'Union et les États membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les États membres contribuent, si nécessaire, à la mise en oeuvre des programmes d'aide de l'Union.

2. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes.

Section 2 – La coopération économique, financière et technique avec les pays tiers

Article III-319

1. Sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, et notamment des articles III-316 à III-318, l'Union mène des actions de coopération économique, financière et technique, y compris d'assistance en particulier dans le domaine financier, avec des pays tiers autres que les pays en dévelop-

pement. Ces actions sont cohérentes avec la politique de développement de l'Union et sont menées dans le cadre des principes et objectifs de son action extérieure. Les actions de l'Union et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement.

2. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre du paragraphe 1.

3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords.

Article III-320

Lorsque la situation dans un pays tiers exige une assistance financière à caractère urgent de la part de l'Union, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les décisions européennes nécessaires.

Section 3 – L'aide humanitaire

Article III-321

1. Les actions de l'Union dans le domaine de l'aide humanitaire sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union. Ces actions visent, de manière ponctuelle, à porter assistance et secours aux populations des pays tiers, victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, et à les protéger, pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations. Les actions de l'Union et des Etats membres se complètent et se renforcent mutuellement.

2. Les actions d'aide humanitaire sont menées conformément aux principes du droit international et aux principes d'impartialité, de neutralité et de non-discrimination.

3. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures définissant le cadre dans lequel sont mises en oeuvre les actions d'aide humanitaire de l'Union.

4. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 et à l'article III-292.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords.

5. Afin d'établir un cadre pour des contributions communes des jeunes Européens aux actions d'aide humanitaire de l'Union, un Corps volontaire européen d'aide humanitaire est créé. La loi européenne fixe son statut et les modalités de son fonctionnement.

6. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination entre les actions de l'Union et celles des Etats membres, afin de renforcer l'efficacité et la complémentarité des dispositifs de l'Union et des dispositifs nationaux d'aide humanitaire.

7. L'Union veille à ce que ses actions d'aide humanitaire soient coordonnées et cohérentes avec celles des organisations et organismes internationaux, en particulier ceux qui font partie du système des Nations unies.

Chapitre V – Les mesures restrictives

Article III-322

1. Lorsqu'une décision européenne, adoptée conformément au chapitre II, prévoit l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition conjointe du ministre des Affaires étrangères de l'Union et de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens nécessaires. Il en informe le Parlement européen.

2. Lorsqu'une décision européenne, adoptée conformément au chapitre II, le prévoit, le Conseil peut adopter, selon la procédure visée au paragraphe 1, des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales, de groupes ou d'entités non étatiques.

3. Les actes visés au présent article contiennent les dispositions nécessaires en matière de garanties juridiques.

Chapitre VI – Accords internationaux

Article III-323

1. L'Union peut conclure un accord avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales lorsque la Constitution le prévoit ou lorsque la conclusion d'un accord, soit est nécessaire pour réaliser, dans le cadre des politiques de l'Union, l'un des objectifs visés par la Constitution, soit est prévue dans un acte juridique contraignant de l'Union, soit encore est susceptible d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée.

2. Les accords conclus par l'Union lient les institutions de l'Union et les Etats membres.

Article III-324

L'Union peut conclure un accord d'association avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales pour créer une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

Article III-325

1. Sans préjudice des dispositions particulières de l'article III-315, les accords entre l'Union et des pays tiers ou organisations internationales sont négociés et conclus selon la procédure ci-après.

2. Le Conseil autorise l'ouverture des négociations, arrête les directives de négociation, autorise la signature et conclut les accords.

3. La Commission, ou le ministre des Affaires étrangères de l'Union lorsque l'accord envisagé porte exclusivement ou principalement sur la politique étrangère et de sécurité commune, présente des recommandations au Conseil, qui adopte une décision européenne autorisant l'ouverture des négociations et désignant, en fonction de la matière de l'accord envisagé, le négociateur ou le chef de l'équipe de négociation de l'Union.

4. Le Conseil peut adresser des directives au négociateur et désigner un comité spécial, les négociations devant être conduites en consultation avec ce comité.

5. Le Conseil, sur proposition du négociateur, adopte une décision européenne autorisant la signature de l'accord et, le cas échéant, son application provisoire avant l'entrée en vigueur.

6. Le Conseil, sur proposition du négociateur, adopte une décision européenne portant conclusion de l'accord.

Sauf lorsque l'accord porte exclusivement sur la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil adopte la décision européenne de conclusion de l'accord:

a) après approbation du Parlement européen dans les cas suivants:

- i) accords d'association;
- ii) adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;
- iii) accords créant un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération;
- iv) accords ayant des implications budgétaires notables pour l'Union;

- v) accords couvrant des domaines auxquels s'applique la procédure législative ordinaire ou la procédure législative spéciale lorsque l'approbation du Parlement européen est requise.

Le Parlement européen et le Conseil peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'approbation.

- b) après consultation du Parlement européen, dans les autres cas. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis dans ce délai, le Conseil peut statuer.
7. Par dérogation aux paragraphes 5, 6 et 9, le Conseil peut, lors de la conclusion d'un accord, habiliter le négociateur à approuver, au nom de l'Union, les modifications de l'accord, lorsque celui-ci prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord. Le Conseil peut assortir cette habilitation de conditions spécifiques.
8. Tout au long de la procédure, le Conseil statue à la majorité qualifiée.
Toutefois, il statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union ainsi que pour les accords d'association et les accords visés à l'article III-319 avec les Etats candidats à l'adhésion.
9. Le Conseil, sur proposition de la Commission ou du ministre des Affaires étrangères de l'Union, adopte une décision européenne sur la suspension de l'application d'un accord et établissant les positions à prendre au nom de l'Union dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des actes ayant des effets juridiques, à l'exception des actes complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.
10. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé à toutes les étapes de la procédure.
11. Un Etat membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec la Constitution. En cas d'avis négatif de la Cour de justice, l'accord envisagé ne peut entrer en vigueur, sauf modification de celui-ci ou révision de la Constitution.

Article III-326

1. Par dérogation à l'article III-325, le Conseil, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut conclure des accords formels portant sur un système de taux de change pour l'euro vis-à-vis des monnaies d'Etats tiers. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et conformément à la procédure prévue au paragraphe 3.

Le Conseil, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut adopter, modifier ou abandonner les cours centraux de l'euro dans le système des taux de change. Le président du Conseil informe le Parlement européen de l'adoption, de la modification ou de l'abandon des cours centraux de l'euro.

2. En l'absence d'un système de taux de change vis-à-vis d'une ou de plusieurs monnaies d'Etats tiers au sens du paragraphe 1, le Conseil, statuant soit sur recommandation de la Banque centrale européenne, soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne, peut formuler les orientations générales de politique de change vis-à-vis de ces monnaies. Ces orientations générales n'affectent pas l'objectif principal du Système européen de banques centrales, à savoir le maintien de la stabilité des prix.
3. Par dérogation à l'article III-325, au cas où des accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change doivent faire l'objet de négociations entre l'Union et un ou plusieurs Etats tiers ou organisations internationales, le Conseil, statuant sur recommandation de la Commission et après

consultation de la Banque centrale européenne, décide des arrangements relatifs aux négociations et à la conclusion de ces accords. Ces arrangements doivent assurer que l'Union exprime une position unique. La Commission est pleinement associée aux négociations.

4. Sans préjudice des compétences et des accords de l'Union dans le domaine de l'union économique et monétaire, les Etats membres peuvent négocier dans les instances internationales et conclure des accords.

Chapitre VII – Relations de l'Union avec les organisations internationales et les pays tiers et délégations de l'Union

Article III-327

1. L'Union établit toute coopération utile avec les organes des Nations unies et de leurs institutions spécialisées, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

L'Union assure, en outre, les liaisons opportunes avec d'autres organisations internationales.

2. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union et la Commission sont chargés de la mise en oeuvre du présent article.

Article III-328

1. Les délégations de l'Union dans les pays tiers et auprès des organisations internationales assurent la représentation de l'Union.

2. Les délégations de l'Union sont placées sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères de l'Union. Elles agissent en étroite coopération avec les missions diplomatiques et consulaires des Etats membres.

Chapitre VIII – Mise en oeuvre de la clause de solidarité

Article III-329

1. Si un Etat membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, les autres Etats membres lui portent assistance à la demande de ses autorités politiques. A cette fin, les Etats membres se coordonnent au sein du Conseil.

2. Les modalités de mise en oeuvre par l'Union de la clause de solidarité visée à l'article I-43 sont définies par une décision européenne adoptée par le Conseil, sur proposition conjointe de la Commission et du ministre des Affaires étrangères de l'Union. Lorsque cette décision a des implications dans le domaine de la défense, le Conseil statue conformément à l'article III-300, paragraphe 1. Le Parlement européen est informé.

Dans le cadre du présent paragraphe, et sans préjudice de l'article III-344, le Conseil est assisté par le comité politique et de sécurité, avec le soutien des structures développées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, et par le comité visé à l'article III-261, qui lui présentent, le cas échéant, des avis conjoints.

3. Afin de permettre à l'Union et à ses Etats membres d'agir d'une manière efficace, le Conseil européen procède à une évaluation régulière des menaces auxquelles l'Union est confrontée.

TITRE VI

Le fonctionnement de l'Union**Chapitre I – Dispositions institutionnelles***Section 1 – Les institutions**Sous-section 1 – Le Parlement européen**Article III-330*

1. Une loi ou loi-cadre européenne du Conseil établit les mesures nécessaires pour permettre l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres ou conformément à des principes communs à tous les Etats membres.

Le Conseil statue à l'unanimité, sur initiative du Parlement européen, après approbation de celui-ci, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent. Cette loi ou loi-cadre entre en vigueur après son approbation par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

2. Une loi européenne du Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de ses membres. Le Parlement européen statue, de sa propre initiative, après avis de la Commission et après approbation du Conseil. Le Conseil statue à l'unanimité sur toute règle ou condition relative au régime fiscal des membres ou des anciens membres.

Article III-331

La loi européenne fixe le statut des partis politiques au niveau européen visés à l'article I-46, paragraphe 4, et notamment les règles relatives à leur financement.

Article III-332

Le Parlement européen peut, à la majorité des membres qui le composent, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte de l'Union pour la mise en oeuvre de la Constitution. Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons au Parlement européen.

Article III-333

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart des membres qui le composent, constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées dans la Constitution à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée.

L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport.

Une loi européenne du Parlement européen fixe les modalités d'exercice du droit d'enquête. Le Parlement européen statue, de sa propre initiative, après approbation du Conseil et de la Commission.

Article III-334

Conformément à l'article I-10, paragraphe 2, point d), tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des domaines d'activité de l'Union et qui le concerne directement.

Article III-335

1. Le Parlement européen élit le médiateur européen. Conformément à l'article I-10, paragraphe 2, point d), et à l'article I-49, celui-ci est habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union

ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre et relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions, organes ou organismes de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles.

Conformément à sa mission, le médiateur procède aux enquêtes qu'il estime justifiées, soit de sa propre initiative, soit sur la base des plaintes qui lui ont été présentées directement ou par l'intermédiaire d'un membre du Parlement européen, sauf si les faits allégués font ou ont fait l'objet d'une procédure juridictionnelle. Dans les cas où le médiateur a constaté un cas de mauvaise administration, il saisit l'institution, organe ou organisme concerné, qui dispose d'un délai de trois mois pour lui faire part de son avis. Le médiateur transmet ensuite un rapport au Parlement européen et à l'institution, organe ou organisme concerné. La personne dont émane la plainte est informée du résultat de ces enquêtes.

Chaque année, le médiateur présente un rapport au Parlement européen sur les résultats de ses enquêtes.

2. Le médiateur est élu après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable.

Le médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave.

3. Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucune institution, organe ou organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

4. Une loi européenne du Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du médiateur. Le Parlement européen statue, de sa propre initiative, après avis de la Commission et approbation du Conseil.

Article III-336

Le Parlement européen tient une session annuelle. Il se réunit de plein droit le deuxième mardi de mars.

Le Parlement européen peut se réunir en période de session extraordinaire à la demande de la majorité des membres qui le composent, du Conseil ou de la Commission.

Article III-337

1. Le Conseil européen et le Conseil sont entendus par le Parlement européen dans les conditions prévues par le règlement intérieur du Conseil européen et par celui du Conseil.

2. La Commission peut assister à toutes les séances du Parlement européen et est entendue à sa demande. Elle répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont posées par le Parlement européen ou par ses membres.

3. Le Parlement européen procède, en séance publique, à la discussion du rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission.

Article III-338

Sauf dispositions contraires de la Constitution, le Parlement européen statue à la majorité des suffrages exprimés. Son règlement intérieur fixe le quorum.

Article III-339

Le Parlement européen adopte son règlement intérieur à la majorité des membres qui le composent.

Les actes du Parlement européen sont publiés dans les conditions prévues par la Constitution et par le règlement intérieur de celui-ci.

Article III-340

Le Parlement européen, saisi d'une motion de censure sur la gestion de la Commission, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la Commission doivent démissionner collectivement de leurs fonctions et le ministre des Affaires étrangères de l'Union doit démissionner des fonctions qu'il exerce au sein de la Commission. Ils restent en fonction et continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément aux articles I-26 et I-27. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés de démissionner collectivement de leurs fonctions.

*Sous-section 2 – Le Conseil européen**Article III-341*

1. En cas de vote, chaque membre du Conseil européen peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil européen qui requièrent l'unanimité.

2. Le président du Parlement européen peut être invité à être entendu par le Conseil européen.

3. Le Conseil européen statue à la majorité simple pour les questions de procédure ainsi que pour l'adoption de son règlement intérieur.

4. Le Conseil européen est assisté par le secrétariat général du Conseil.

*Sous-section 3 – Le Conseil des ministres**Article III-342*

Le Conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

Article III-343

1. En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

2. Pour les délibérations qui requièrent la majorité simple, le Conseil statue à la majorité des membres qui le composent.

3. L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité.

Article III-344

1. Un comité composé des représentants permanents des gouvernements des Etats membres est responsable de la préparation des travaux du Conseil et de l'exécution des mandats que celui-ci lui confie. Le comité peut adopter des décisions de procédure dans les cas prévus par le règlement intérieur du Conseil.

2. Le Conseil est assisté d'un secrétariat général, placé sous la responsabilité d'un secrétaire général nommé par le Conseil.

Le Conseil décide à la majorité simple de l'organisation du secrétariat général.

3. Le Conseil statue à la majorité simple pour les questions de procédure ainsi que pour l'adoption de son règlement intérieur.

Article III-345

Le Conseil peut, à la majorité simple, demander à la Commission de procéder à toutes les études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs et de lui soumettre toutes propositions appropriées. Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons au Conseil.

Article III-346

Le Conseil adopte des décisions européennes fixant le statut des comités prévus par la Constitution. Il statue à la majorité simple, après consultation de la Commission.

Sous-section 4 – *La Commission européenne*

Article III-347

Les membres de la Commission s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs fonctions. Les Etats membres respectent leur indépendance et ne cherchent pas à les influencer dans l'exécution de leurs tâches.

Les membres de la Commission ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de justice, saisie par le Conseil, statuant à la majorité simple, ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions prévues à l'article III-349 ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

Article III-348

1. En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions des membres de la Commission prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office.

2. Le membre de la Commission démissionnaire ou décédé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre de la même nationalité nommé par le Conseil, d'un commun accord avec le président de la Commission, après consultation du Parlement européen et conformément aux critères visés à l'article I-26, paragraphe 4.

Le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition du président de la Commission, peut décider qu'il n'y a pas lieu à remplacement, notamment lorsque la durée du mandat du membre de la Commission restant à courir est courte.

3. En cas de démission volontaire, de démission d'office ou de décès, le président est remplacé pour la durée du mandat restant à courir, conformément à l'article I-27, paragraphe 1.

4. En cas de démission volontaire, de démission d'office ou de décès, le ministre des Affaires étrangères de l'Union est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, conformément à l'article I-28, paragraphe 1.

5. En cas de démission volontaire de l'ensemble des membres de la Commission, ceux-ci restent en fonction et continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement, pour la durée du mandat restant à courir, conformément aux articles I-26 et I-27.

Article III-349

Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Conseil, statuant à la majorité simple, ou de la Commission.

Article III-350

Sans préjudice de l'article I-28, paragraphe 4, les responsabilités incombant à la Commission sont structurées et réparties entre ses membres par son président, conformément à l'article I-27, paragraphe 3. Le président peut remanier la répartition de ces responsabilités en cours de mandat. Les membres de la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par le président, sous l'autorité de celui-ci.

Article III-351

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité de ses membres. Son règlement intérieur fixe le quorum.

Article III-352

1. La Commission adopte son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services. Elle assure la publication de ce règlement.
2. La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de l'Union.

*Sous-section 5 – La Cour de justice de l'Union européenne**Article III-353*

La Cour de justice siège en chambres, en grande chambre ou en assemblée plénière, conformément au statut de la Cour de justice de l'Union européenne.

Article III-354

La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Si la Cour de justice le demande, le Conseil peut, statuant à l'unanimité, adopter une décision européenne pour augmenter le nombre des avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice de l'Union européenne, requièrent son intervention.

Article III-355

Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des juristes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres, après consultation du comité prévu à l'article III-357.

Un renouvellement partiel des juges et des avocats généraux a lieu tous les trois ans dans les conditions prévues par le statut de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice. Son mandat est renouvelable.

La Cour de justice adopte son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil.

Article III-356

Le nombre des juges du Tribunal est fixé par le statut de la Cour de justice de l'Union européenne. Le statut peut prévoir que le Tribunal est assisté d'avocats généraux.

Les membres du Tribunal sont choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de hautes fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres, après consultation du comité prévu à l'article III-357.

Un renouvellement partiel du Tribunal a lieu tous les trois ans.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président du Tribunal. Son mandat est renouvelable.

Le Tribunal adopte son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil.

A moins que le statut n'en dispose autrement, les dispositions de la Constitution relatives à la Cour de justice sont applicables au Tribunal.

Article III-357

Un comité est institué afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal avant que les gouvernements des Etats membres ne procèdent aux nominations conformément aux articles III-355 et III-356.

Le comité est composé de sept personnalités choisies parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont l'un est proposé par le Parlement européen. Le Conseil adopte une décision européenne établissant les règles de fonctionnement de ce comité, ainsi qu'une décision européenne en désignant les membres. Il statue sur initiative du président de la Cour de justice.

Article III-358

1. Le Tribunal est compétent pour connaître en première instance des recours visés aux articles III-365, III-367, III-370, III-372 et III-374, à l'exception de ceux qui sont attribués à un tribunal spécialisé créé en application de l'article III-359 et de ceux que le statut de la Cour de justice de l'Union européenne réserve à la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal est compétent pour d'autres catégories de recours.

Les décisions rendues par le Tribunal en vertu du présent paragraphe peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions et limites prévues par le statut.

2. Le Tribunal est compétent pour connaître des recours qui sont formés contre les décisions des tribunaux spécialisés.

Les décisions rendues par le Tribunal en vertu du présent paragraphe peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut de la Cour de justice de l'Union européenne, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union.

3. Le Tribunal est compétent pour connaître des questions préjudicielles, soumises en vertu de l'article III-369, dans des matières spécifiques déterminées par le statut de la Cour de justice de l'Union européenne.

Lorsque le Tribunal estime que l'affaire appelle une décision de principe susceptible d'affecter l'unité ou la cohérence du droit de l'Union, il peut renvoyer l'affaire devant la Cour de justice afin qu'elle statue.

Les décisions rendues par le Tribunal sur des questions préjudicielles peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union.

Article III-359

1. La loi européenne peut créer des tribunaux spécialisés adjoints au Tribunal, chargés de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. Elle

est adoptée soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission.

2. La loi européenne portant création d'un tribunal spécialisé fixe les règles relatives à la composition de ce tribunal et précise l'étendue des attributions qui lui sont conférées.

3. Les décisions des tribunaux spécialisés peuvent faire l'objet d'un pourvoi limité aux questions de droit ou, lorsque la loi européenne portant création du tribunal spécialisé le prévoit, d'un appel portant également sur les questions de fait, devant le Tribunal.

4. Les membres des tribunaux spécialisés sont choisis parmi des personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés par le Conseil, statuant à l'unanimité.

5. Les tribunaux spécialisés adoptent leur règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil.

6. A moins que la loi européenne portant création du tribunal spécialisé n'en dispose autrement, les dispositions de la Constitution relatives à la Cour de justice de l'Union européenne et les dispositions du statut de la Cour de justice de l'Union européenne s'appliquent aux tribunaux spécialisés. Le titre I du statut et son article 64 s'appliquent en tout état de cause aux tribunaux spécialisés.

Article III-360

Si la Commission estime qu'un Etat membre a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet Etat en mesure de présenter ses observations.

Si l'Etat en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

Article III-361

Chacun des Etats membres peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne s'il estime qu'un autre Etat membre a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution.

Avant qu'un Etat membre n'introduise, contre un autre Etat membre, un recours fondé sur une prétendue violation des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, il doit en saisir la Commission.

La Commission émet un avis motivé après que les Etats intéressés ont été mis en mesure de présenter contradictoirement leurs observations écrites et orales.

Si la Commission n'a pas émis l'avis dans un délai de trois mois à compter de la demande, l'absence d'avis ne fait pas obstacle à la saisine de la Cour.

Article III-362

1. Si la Cour de justice de l'Union européenne reconnaît qu'un Etat membre a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cet Etat est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour.

2. Si la Commission estime que l'Etat membre concerné n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt visé au paragraphe 1, elle peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne, après avoir mis cet Etat en mesure de présenter ses observations. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'Etat membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour reconnaît que l'Etat membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de l'article III-361.

3. Lorsque la Commission saisit la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours en vertu de l'article III-360, estimant que l'Etat membre concerné a manqué à son obligation de communiquer des mesures de transposition d'une loi-cadre européenne, elle peut, lorsqu'elle le considère approprié, indiquer le montant d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte à payer par cet Etat, qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour constate le manquement, elle peut infliger à l'Etat membre concerné le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte dans la limite du montant indiqué par la Commission. L'obligation de paiement prend effet à la date fixée par la Cour dans son arrêt.

Article III-363

Les lois ou règlements européens du Conseil peuvent attribuer à la Cour de justice de l'Union européenne une compétence de pleine juridiction pour les sanctions qu'ils prévoient.

Article III-364

Sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, la loi européenne peut attribuer à la Cour de justice de l'Union européenne, dans la mesure qu'elle détermine, la compétence pour statuer sur des litiges liés à l'application des actes adoptés sur la base de la Constitution qui créent des titres européens de propriété intellectuelle.

Article III-365

1. La Cour de justice de l'Union européenne contrôle la légalité des lois et lois-cadres européennes, des actes du Conseil, de la Commission et de la Banque centrale européenne, autres que les recommandations et les avis, ainsi que des actes du Parlement européen et du Conseil européen destinés à produire des effets juridiques à l'égard des tiers. Elle contrôle aussi la légalité des actes des organes ou organismes de l'Union destinés à produire des effets juridiques à l'égard des tiers.

2. Aux fins du paragraphe 1, la Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la Constitution ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un Etat membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.

3. La Cour de justice de l'Union européenne est compétente, dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne et par le Comité des régions qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.

4. Toute personne physique ou morale peut former, dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les actes réglementaires qui la concernent directement et qui ne comportent pas de mesures d'exécution.

5. Les actes créant les organes et organismes de l'Union peuvent prévoir des conditions et modalités particulières concernant les recours formés par des personnes physiques ou morales contre des actes de ces organes ou organismes destinés à produire des effets juridiques à leur égard.

6. Les recours prévus par le présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

Article III-366

Si le recours est fondé, la Cour de justice de l'Union européenne déclare nul et non avenu l'acte contesté.

Toutefois, elle indique, si elle l'estime nécessaire, ceux des effets de l'acte annulé qui doivent être considérés comme définitifs.

Article III-367

Au cas où, en violation de la Constitution, le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil, la Commission ou la Banque centrale européenne s'abstiendraient de statuer, les Etats membres et les autres institutions de l'Union peuvent saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour faire constater cette violation. Le présent article s'applique, dans les mêmes conditions, aux organes et organismes de l'Union qui s'abstiennent de statuer.

Ce recours n'est recevable que si l'institution, l'organe ou l'organisme en cause a été préalablement invité à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution, l'organe ou l'organisme n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas pour faire grief à l'une des institutions, ou à l'un des organes ou organismes de l'Union d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

Article III-368

L'institution, l'organe ou l'organisme dont émane l'acte annulé, ou dont l'abstention a été déclarée contraire à la Constitution, est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne.

Cette obligation ne préjuge pas celle qui peut résulter de l'application de l'article III-431, deuxième alinéa.

Article III-369

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer, à titre préjudiciel sur:

- a) l'interprétation de la Constitution;
- b) la validité et l'interprétation des actes des institutions, organes et organismes de l'Union.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des Etats membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour.

Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour statue dans les plus brefs délais.

Article III-370

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à l'article III-431, deuxième et troisième alinéas.

Article III-371

La Cour de justice n'est compétente pour se prononcer sur la légalité d'un acte adopté par le Conseil européen ou par le Conseil en vertu de l'article I-59 que sur demande de l'Etat membre qui fait l'objet d'une constatation du Conseil européen ou du Conseil, et qu'en ce qui concerne le respect des seules prescriptions de procédure prévues par ledit article.

Cette demande doit être faite dans un délai d'un mois à compter de ladite constatation. La Cour statue dans un délai d'un mois à compter de la date de la demande.

Article III-372

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer sur tout litige entre l'Union et ses agents dans les limites et conditions déterminées par le statut des fonctionnaires de l'Union et le régime applicable aux autres agents de l'Union.

Article III-373

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente, dans les limites ci-après, pour connaître des litiges concernant:

- a) l'exécution des obligations des Etats membres résultant du statut de la Banque européenne d'investissement. Le conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par l'article III-360;
- b) les délibérations du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement. Chaque Etat membre, la Commission et le conseil d'administration de la Banque peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à l'article III-365;
- c) les délibérations du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions prévues à l'article III-365, que par les Etats membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 19, paragraphes 2, 5, 6 et 7, du statut de la Banque;
- d) l'exécution par les banques centrales nationales des obligations résultant de la Constitution et du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne. Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne dispose, à cet égard, vis-à-vis des banques centrales nationales, des pouvoirs reconnus à la Commission par l'article III-360 vis-à-vis des Etats membres. Si la Cour de justice de l'Union européenne reconnaît qu'une banque centrale nationale a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cette banque est tenue de prendre les dispositions que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour.

Article III-374

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par l'Union ou pour son compte.

Article III-375

1. Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice de l'Union européenne par la Constitution, les litiges auxquels l'Union est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.
2. Les Etats membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Constitution à un mode de règlement autre que ceux prévus par celle-ci.
3. La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre Etats membres en connexité avec l'objet de la Constitution, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

Article III-376

La Cour de justice de l'Union européenne n'est pas compétente au regard des articles I-40 et I-41, des dispositions du titre V, chapitre II, concernant la politique étrangère et de sécurité commune et de l'article III-293 en tant qu'il concerne la politique étrangère et de sécurité commune.

Toutefois, la Cour est compétente pour contrôler le respect de l'article III-308 et se prononcer sur les recours, formés dans les conditions prévues à l'article III-365, paragraphe 4, concernant le contrôle de la légalité des décisions européennes prévoyant des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales adoptées par le Conseil sur la base du titre V, chapitre II.

Article III-377

Dans l'exercice de ses attributions concernant les dispositions des sections 4 et 5 du titre III, chapitre IV, relatives à l'espace de liberté, de sécurité et de justice, la Cour de justice de l'Union européenne n'est pas compétente pour vérifier la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un Etat membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités

qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

Article III-378

Nonobstant l'expiration du délai prévu à l'article III-365, paragraphe 6, toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause un acte de portée générale adopté par une institution, un organe ou un organisme de l'Union, se prévaloir des moyens prévus à l'article III-365, paragraphe 2, pour invoquer devant la Cour de justice de l'Union européenne l'inapplicabilité de cet acte.

Article III-379

1. Les recours formés devant la Cour de justice de l'Union européenne n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.
2. Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de justice de l'Union européenne peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

Article III-380

Les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne ont force exécutoire dans les conditions prévues à l'article III-401.

Article III-381

Le statut de la Cour de justice de l'Union européenne est fixé par un protocole.

La loi européenne peut modifier les dispositions du statut, à l'exception de son titre I et de son article 64. Elle est adoptée soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission, soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Cour de justice.

Sous-section 6 – La Banque centrale européenne

Article III-382

1. Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne se compose des membres du directoire de la Banque centrale européenne et des gouverneurs des banques centrales nationales des Etats membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation au sens de l'article III-197.
2. Le directoire se compose du président, du vice-président et de quatre autres membres.
Le président, le vice-président et les autres membres du directoire sont nommés par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, sur recommandation du Conseil et après consultation du Parlement européen et du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, parmi des personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues.
Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable.
Seuls les ressortissants des Etats membres peuvent être membres du directoire.

Article III-383

1. Le président du Conseil et un membre de la Commission peuvent participer sans voix délibérative aux réunions du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.
Le président du Conseil peut soumettre une motion à la délibération du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.
2. Le président de la Banque centrale européenne est invité à participer aux réunions du Conseil lorsque celui-ci délibère sur des questions relatives aux objectifs et aux missions du Système européen de banques centrales.

3. La Banque centrale européenne adresse un rapport annuel sur les activités du Système européen de banques centrales et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil et à la Commission. Le président de la Banque centrale européenne présente ce rapport au Parlement européen, qui peut tenir un débat général sur cette base, et au Conseil.

Le président de la Banque centrale européenne et les autres membres du directoire peuvent, à la demande du Parlement européen ou de leur propre initiative, être entendus par les organes compétents du Parlement européen.

Sous-section 7 – *La Cour des comptes*

Article III-384

1. La Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et des dépenses de l'Union. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et des dépenses de tout organe ou organisme créé par l'Union, dans la mesure où l'acte instituant cet organe ou cet organisme n'exclut pas cet examen.

La Cour des comptes fournit au Parlement européen et au Conseil une déclaration d'assurance concernant la fiabilité des comptes ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, qui est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*. Cette déclaration peut être complétée par des appréciations spécifiques pour chaque domaine majeur de l'activité de l'Union.

2. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et des dépenses et s'assure de la bonne gestion financière. Ce faisant, elle signale en particulier toute irrégularité.

Le contrôle des recettes s'effectue sur la base des constatations et des versements des recettes à l'Union.

Le contrôle des dépenses s'effectue sur la base des engagements et des paiements.

Ces contrôles peuvent être effectués avant la clôture des comptes de l'exercice budgétaire considéré.

3. Le contrôle a lieu sur pièces et, au besoin, sur place auprès des autres institutions, ainsi que dans les locaux de tout organe ou organisme gérant des recettes ou des dépenses au nom de l'Union et dans les Etats membres, y compris dans les locaux de toute personne physique ou morale bénéficiaire de versements provenant du budget. Le contrôle dans les Etats membres s'effectue en liaison avec les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, avec les services nationaux compétents. La Cour des comptes et les institutions de contrôle nationales des Etats membres pratiquent une coopération empreinte de confiance et respectueuse de leur indépendance. Ces institutions ou services font connaître à la Cour des comptes s'ils entendent participer au contrôle.

Tout document ou toute information nécessaire à l'accomplissement de la mission de la Cour des comptes est communiqué à celle-ci, sur sa demande, par les autres institutions, par les organes ou organismes gérant des recettes ou des dépenses au nom de l'Union, par les personnes physiques ou morales bénéficiaires de versements provenant du budget et par les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, par les services nationaux compétents.

En ce qui concerne l'activité de gestion de recettes et de dépenses de l'Union exercée par la Banque européenne d'investissement, le droit d'accès de la Cour des comptes aux informations détenues par la Banque est régi par un accord conclu entre la Cour des comptes, la Banque et la Commission. En l'absence d'accord, la Cour des comptes a néanmoins accès aux informations nécessaires pour effectuer le contrôle des recettes et des dépenses de l'Union gérées par la Banque.

4. La Cour des comptes établit un rapport annuel après la clôture de chaque exercice. Ce rapport est transmis aux autres institutions et publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, accompagné des réponses desdites institutions aux observations de la Cour des comptes.

Elle peut, en outre, présenter à tout moment ses observations, notamment sous forme de rapports spéciaux, sur des questions particulières et rendre des avis à la demande d'une des autres institutions.

Elle adopte ses rapports annuels, rapports spéciaux ou avis à la majorité des membres qui la composent. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres en vue d'adopter certaines catégories de rapports ou d'avis, dans les conditions prévues par son règlement intérieur.

Elle assiste le Parlement européen et le Conseil dans l'exercice de leur fonction de contrôle de l'exécution du budget.

Elle adopte son règlement intérieur. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil.

Article III-385

1. Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leur Etat respectif aux institutions de contrôle externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes garanties d'indépendance.

2. Les membres de la Cour des comptes sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable. Le Conseil adopte une décision européenne fixant la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque Etat membre. Il statue après consultation du Parlement européen.

Les membres de la Cour des comptes désignent parmi eux, pour trois ans, leur président. Son mandat est renouvelable.

3. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les membres de la Cour des comptes ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leurs fonctions.

4. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

5. En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Cour des comptes prennent fin individuellement par démission volontaire ou par démission d'office déclarée par la Cour de justice conformément au paragraphe 6.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Sauf en cas de démission d'office, les membres de la Cour des comptes restent en fonction jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

6. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension, ou d'autres avantages en tenant lieu, que si la Cour de justice constate, à la demande de la Cour des comptes, qu'ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.

Section 2 – Les organes consultatifs de l'Union

Sous-section 1 – Le Comité des régions

Article III-386

Le nombre des membres du Comité des régions ne dépasse pas trois cent cinquante. Le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission, adopte une décision européenne fixant la composition du Comité.

Les membres du Comité, ainsi qu'un nombre égal de suppléants, sont nommés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable. Ils ne peuvent pas être simultanément membres du Parlement européen.

Le Conseil adopte la décision européenne fixant la liste des membres et des suppléants établie conformément aux propositions faites par chaque Etat membre.

A l'échéance du mandat visé à l'article I-32, paragraphe 2, en vertu duquel ils ont été proposés, le mandat des membres du Comité prend fin d'office et ils sont remplacés, selon la même procédure, pour la durée du mandat restant à courir.

Article III-387

Le Comité des régions désigne, parmi ses membres, son président et son bureau pour une durée de deux ans et demi.

Il est convoqué par son président à la demande du Parlement européen, du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Il adopte son règlement intérieur.

Article III-388

Le Comité des régions est consulté par le Parlement européen, par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus par la Constitution et dans tous les autres cas où l'une de ces institutions le juge opportun, en particulier lorsqu'ils ont trait à la coopération transfrontière.

S'il l'estime nécessaire, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. A l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

Lorsque le Comité économique et social est consulté, le Comité des régions est informé par le Parlement européen, le Conseil ou la Commission de cette demande d'avis. Le Comité des régions peut, lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu, émettre un avis à ce sujet. Il peut également émettre un avis de sa propre initiative.

L'avis du Comité ainsi qu'un compte rendu de ses délibérations sont transmis au Parlement européen, au Conseil et à la Commission.

*Sous-section 2 – Le Comité économique et social**Article III-389*

Le nombre des membres du Comité économique et social ne dépasse pas trois cent cinquante. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, adopte une décision européenne fixant la composition du Comité.

Article III-390

Les membres du Comité économique et social sont nommés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Le Conseil adopte la décision européenne fixant la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque Etat membre.

Le Conseil statue après consultation de la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux, et de la société civile, concernés par l'activité de l'Union.

Article III-391

Le Comité économique et social désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans et demi.

Il est convoqué par son président à la demande du Parlement européen, du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Il adopte son règlement intérieur.

Article III-392

Le Comité économique et social est consulté par le Parlement européen, par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus par la Constitution. Il peut être consulté par ces institutions dans tous les cas où elles le jugent opportun. Il peut également émettre un avis de sa propre initiative.

S'il l'estime nécessaire, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut pas être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. A l'expiration du délai impartit, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

L'avis du Comité ainsi qu'un compte rendu de ses délibérations sont transmis au Parlement européen, au Conseil et à la Commission.

Section 3 – La Banque européenne d'investissement

Article III-393

La Banque européenne d'investissement a la personnalité juridique.

Ses membres sont les Etats membres.

Le statut de la Banque européenne d'investissement fait l'objet d'un protocole.

Une loi européenne du Conseil peut modifier le statut de la Banque européenne d'investissement. Le Conseil statue à l'unanimité, soit sur demande de la Banque européenne d'investissement et après consultation du Parlement européen et de la Commission, soit sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Banque européenne d'investissement.

Article III-394

La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché intérieur dans l'intérêt de l'Union. A cette fin, elle facilite, notamment par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets ci-après, dans tous les secteurs de l'économie:

- a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées;
- b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles induites par l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des Etats membres;
- c) projets d'intérêt commun pour plusieurs Etats membres, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des Etats membres.

Dans l'accomplissement de sa mission, la Banque européenne d'investissement facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des fonds à finalité structurelle et des autres instruments financiers de l'Union.

Section 4 – Dispositions communes aux institutions, organes et organismes de l'Union

Article III-395

1. Lorsque, en vertu de la Constitution, le Conseil statue sur proposition de la Commission, il ne peut amender cette proposition qu'en statuant à l'unanimité, sauf dans les cas visés aux articles I-55 et I-56, à l'article III-396, paragraphes 10 et 13, à l'article III-404 et à l'article III-405, paragraphe 2.

2. Tant que le Conseil n'a pas statué, la Commission peut modifier sa proposition tout au long des procédures conduisant à l'adoption d'un acte de l'Union.

Article III-396

1. Lorsque, en vertu de la Constitution, les lois ou lois-cadres européennes sont adoptées selon la procédure législative ordinaire, les dispositions ci-après sont applicables.

2. La Commission présente une proposition au Parlement européen et au Conseil.

Première lecture

3. Le Parlement européen arrête sa position en première lecture et la transmet au Conseil.
4. Si le Conseil approuve la position du Parlement européen, l'acte concerné est adopté dans la formulation qui correspond à la position du Parlement européen.
5. Si le Conseil n'approuve pas la position du Parlement européen, il adopte sa position en première lecture et la transmet au Parlement européen.
6. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à adopter sa position en première lecture. La Commission informe pleinement le Parlement européen de sa position.

Deuxième lecture

7. Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement européen:
 - a) approuve la position du Conseil en première lecture ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé adopté dans la formulation qui correspond à la position du Conseil;
 - b) rejette, à la majorité des membres qui le composent, la position du Conseil en première lecture, l'acte proposé est réputé non adopté;
 - c) propose, à la majorité des membres qui le composent, des amendements à la position du Conseil en première lecture, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.
8. Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée:
 - a) approuve tous ces amendements, l'acte concerné est réputé adopté;
 - b) n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.
9. Le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission.

Conciliation

10. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de membres représentant le Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des membres représentant le Parlement européen dans un délai de six semaines à partir de sa convocation, sur la base des positions du Parlement européen et du Conseil en deuxième lecture.
11. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toute initiative nécessaire en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil.
12. Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.

Troisième lecture

13. Si, dans ce délai, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour adopter l'acte concerné conformément à ce projet, le Parlement européen statuant à la majorité des suffrages exprimés et le Conseil à la majorité qualifiée. A défaut, l'acte proposé est réputé non adopté.
14. Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

Dispositions particulières

15. Lorsque, dans les cas prévus par la Constitution, une loi ou loi-cadre européenne est soumise à la procédure législative ordinaire sur initiative d'un groupe d'Etats membres, sur recommandation de

la Banque centrale européenne ou sur demande de la Cour de justice, le paragraphe 2, le paragraphe 6, deuxième phrase, et le paragraphe 9 ne sont pas applicables.

Dans ces cas, le Parlement européen et le Conseil transmettent à la Commission le projet d'acte ainsi que leurs positions en première et deuxième lectures. Le Parlement européen ou le Conseil peut demander l'avis de la Commission tout au long de la procédure, avis que la Commission peut également émettre de sa propre initiative. Elle peut également, si elle l'estime nécessaire, participer au comité de conciliation conformément au paragraphe 11.

Article III-397

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur coopération. A cet effet, ils peuvent, dans le respect de la Constitution, conclure des accords interinstitutionnels qui peuvent revêtir un caractère contraignant.

Article III-398

1. Dans l'accomplissement de leurs missions, les institutions, organes et organismes de l'Union s'appuient sur une administration européenne ouverte, efficace et indépendante.

2. Dans le respect du statut et du régime adoptés sur la base de l'article III-427, la loi européenne fixe les dispositions à cet effet.

Article III-399

1. Les institutions, organes et organismes de l'Union assurent la transparence de leurs travaux et arrêtent, en application de l'article I-50, dans leurs règlements intérieurs, les dispositions particulières concernant l'accès du public à leurs documents. La Cour de justice de l'Union européenne, la Banque centrale européenne et la Banque européenne d'investissement ne sont soumises à l'article I-50, paragraphe 3, et au présent article que lorsqu'elles exercent des fonctions administratives.

2. Le Parlement européen et le Conseil assurent la publicité des documents relatifs aux procédures législatives dans les conditions prévues par la loi européenne visée à l'article I-50, paragraphe 3.

Article III-400

1. Le Conseil adopte des règlements et décisions européens fixant:

- a) les traitements, indemnités et pensions du président du Conseil européen, du président de la Commission, du ministre des affaires étrangères de l'Union, des membres de la Commission, des présidents, des membres et des greffiers de la Cour de justice de l'Union européenne ainsi que du secrétaire général du Conseil;
- b) les conditions d'emploi, notamment les traitements, indemnités et pensions, du président et des membres de la Cour des comptes;
- c) toutes indemnités tenant lieu de rémunération des personnes visées aux points a) et b).

2. Le Conseil adopte des règlements et décisions européens fixant les indemnités des membres du Comité économique et social.

Article III-401

Les actes du Conseil, de la Commission ou de la Banque centrale européenne qui comportent, à la charge des personnes autres que les Etats membres, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.

L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'Etat membre sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le gouvernement de chacun des Etats membres désigne à cet effet et dont il informe la Commission et la Cour de justice de l'Union européenne.

Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'autorité compétente, conformément à la législation nationale.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne. Toutefois, le contrôle de la régularité des dispositions d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

Chapitre II – Dispositions financières

Section 1 – Le cadre financier pluriannuel

Article III-402

1. Le cadre financier pluriannuel est établi pour une période d'au moins cinq années conformément à l'article I-55.
2. Le cadre financier fixe les montants des plafonds annuels des crédits pour engagements par catégorie de dépenses et du plafond annuel des crédits pour paiements. Les catégories de dépenses, d'un nombre limité, correspondent aux grands secteurs d'activité de l'Union.
3. Le cadre financier prévoit toute autre disposition utile au bon déroulement de la procédure budgétaire annuelle.
4. Lorsque la loi européenne du Conseil fixant un nouveau cadre financier n'a pas été adoptée à l'échéance du cadre financier précédent, les plafonds et autres dispositions correspondant à la dernière année de celui-ci sont prorogés jusqu'à l'adoption de cette loi.
5. Tout au long de la procédure conduisant à l'adoption du cadre financier, le Parlement européen, le Conseil et la Commission prennent toute mesure nécessaire pour faciliter l'aboutissement de la procédure.

Section 2 – Le budget annuel de l'Union

Article III-403

L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

Article III-404

La loi européenne établit le budget annuel de l'Union conformément aux dispositions ci-après.

1. Chaque institution dresse, avant le 1er juillet, un état prévisionnel de ses dépenses pour l'exercice budgétaire suivant. La Commission groupe ces états dans un projet de budget qui peut comporter des prévisions divergentes.
Ce projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.
2. La Commission présente une proposition contenant le projet de budget au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 1er septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.
La Commission peut modifier le projet de budget au cours de la procédure jusqu'à la convocation du comité de conciliation visé au paragraphe 5.
3. Le Conseil adopte sa position sur le projet de budget et la transmet au Parlement européen au plus tard le 1er octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget. Il informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à adopter sa position.
4. Si, dans un délai de quarante-deux jours après cette transmission, le Parlement européen:
 - a) approuve la position du Conseil, la loi européenne établissant le budget est adoptée;
 - b) n'a pas statué, la loi européenne établissant le budget est réputée adoptée;
 - c) adopte, à la majorité des membres qui le composent, des amendements, le projet ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission. Le président du Parlement européen, en accord

avec le président du Conseil, convoque sans délai le comité de conciliation. Toutefois, le comité de conciliation ne se réunit pas si, dans un délai de dix jours après cette transmission, le Conseil informe le Parlement européen qu'il approuve tous ses amendements.

5. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de membres représentant le Parlement européen, a pour mission d'aboutir, sur la base des positions du Parlement européen et du Conseil, à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des membres représentant le Parlement européen, dans un délai de vingt et un jours à partir de sa convocation.

La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil.

6. Si, dans le délai de vingt et un jours visé au paragraphe 5, le comité de conciliation parvient à un accord sur un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de quatorze jours à compter de la date de cet accord pour approuver le projet commun.
7. Si, dans le délai de quatorze jours visé au paragraphe 6:
 - a) le Parlement européen et le Conseil approuvent tous deux le projet commun ou ne parviennent pas à statuer, ou si l'une de ces institutions approuve le projet commun tandis que l'autre ne parvient pas à statuer, la loi européenne établissant le budget est réputée définitivement adoptée conformément au projet commun, ou
 - b) le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent, et le Conseil rejettent tous deux le projet commun, ou si l'une de ces institutions rejette le projet commun tandis que l'autre ne parvient pas à statuer, un nouveau projet de budget est présenté par la Commission, ou
 - c) le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent, rejette le projet commun tandis que le Conseil l'approuve, un nouveau projet de budget est présenté par la Commission, ou
 - d) le Parlement européen approuve le projet commun tandis que le Conseil le rejette, le Parlement européen peut, dans un délai de quatorze jours à compter de la date du rejet par le Conseil et statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, décider de confirmer l'ensemble ou une partie des amendements visés au paragraphe 4, point c). Si l'un des amendements du Parlement européen n'est pas confirmé, la position agréée au sein du comité de conciliation concernant la ligne budgétaire qui fait l'objet de cet amendement est retenue. La loi européenne établissant le budget est réputée définitivement adoptée sur cette base.
8. Si, dans le délai de vingt et un jours visé au paragraphe 5, le comité de conciliation ne parvient pas à un accord sur un projet commun, un nouveau projet de budget est présenté par la Commission.
9. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que la loi européenne établissant le budget est définitivement adoptée.
10. Chaque institution exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent article dans le respect de la Constitution et des actes adoptés en vertu de celle-ci, notamment en matière de ressources propres de l'Union et d'équilibre des recettes et des dépenses.

Article III-405

1. Si, au début d'un exercice budgétaire, la loi européenne établissant le budget n'a pas été définitivement adoptée, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement par chapitre conformément à la loi européenne visée à l'article III-412, dans la limite du douzième des crédits inscrits au chapitre en question du budget de l'exercice précédent, sans pouvoir dépasser le douzième des crédits prévus au même chapitre du projet de budget.
2. Le Conseil, sur proposition de la Commission et dans le respect des autres conditions prévues au paragraphe 1, peut adopter une décision européenne autorisant des dépenses qui excèdent le douzième, conformément à la loi européenne visée à l'article III-412. Il la transmet immédiatement au Parlement européen.

Cette décision européenne prévoit les mesures nécessaires en matière de ressources pour l'application du présent article, dans le respect des lois européennes visées à l'article I-54, paragraphes 3 et 4.

Elle entre en vigueur trente jours après son adoption si, dans ce délai, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent, ne décide pas de réduire ces dépenses.

Article III-406

Dans les conditions prévues par la loi européenne visée à l'article III-412, les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui sont inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire peuvent faire l'objet d'un report qui est limité au seul exercice suivant.

Les crédits sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, conformément à la loi européenne visée à l'article III-412.

Les dépenses:

- du Parlement européen,
- du Conseil européen et du Conseil,
- de la Commission, ainsi que
- de la Cour de justice de l'Union européenne,

font l'objet de sections distinctes du budget, sans préjudice d'un régime spécial pour certaines dépenses communes.

Section 3 – L'exécution du budget et la décharge

Article III-407

La Commission exécute le budget en coopération avec les Etats membres, conformément à la loi européenne visée à l'article III-412, sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits alloués, conformément au principe de la bonne gestion financière. Les Etats membres coopèrent avec la Commission pour faire en sorte que les crédits soient utilisés conformément à ce même principe.

La loi européenne visée à l'article III-412 établit les obligations de contrôle et d'audit des Etats membres dans l'exécution du budget ainsi que les responsabilités qui en découlent. Elle établit les responsabilités et les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses propres dépenses.

A l'intérieur du budget, la Commission peut procéder, dans les limites et conditions prévues par la loi européenne visée à l'article III-412, à des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

Article III-408

La Commission soumet chaque année au Parlement européen et au Conseil les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget. En outre, elle leur communique un bilan financier décrivant l'actif et le passif de l'Union.

La Commission présente également au Parlement européen et au Conseil un rapport d'évaluation des finances de l'Union fondé sur les résultats obtenus notamment par rapport aux indications données par le Parlement européen et le Conseil en vertu de l'article III-409.

Article III-409

1. Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget. A cet effet, il examine, à la suite du Conseil, les comptes, le bilan financier et le rapport d'évaluation visés à l'article III-408, le rapport annuel de la Cour des comptes, accompagné des réponses des institutions contrôlées aux observations de la Cour des comptes, la déclaration d'assurance visée à l'article III-384, paragraphe 1, second alinéa, ainsi que les rapports spéciaux pertinents de la Cour des comptes.

2. Avant de donner décharge à la Commission ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget, le Parlement européen peut demander à

entendre la Commission sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des systèmes de contrôle financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.

3. La Commission met tout en oeuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses, ainsi qu'aux commentaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil.

4. A la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires, et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.

Section 4 – Dispositions communes

Article III-410

Le cadre financier pluriannuel et le budget annuel sont établis en euros.

Article III-411

La Commission peut, sous réserve d'en informer les autorités compétentes des Etats membres concernés, transférer dans la monnaie de l'un des Etats membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre Etat membre, dans la mesure nécessaire à l'utilisation de ces avoirs aux fins prévues par la Constitution. La Commission évite, dans la mesure du possible, de procéder à de tels transferts si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans les monnaies dont elle a besoin.

La Commission communique avec chacun des Etats membres concernés par l'intermédiaire de l'autorité qu'il désigne. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la banque d'émission de l'Etat membre concerné ou à une autre institution financière agréée par celui-ci.

Article III-412

1. La loi européenne établit:

- a) les règles financières qui fixent notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget, et à la reddition et à la vérification des comptes;
- b) les règles qui organisent le contrôle de la responsabilité des acteurs financiers, et notamment des ordonnateurs et des comptables.

La loi européenne est adoptée après consultation de la Cour des comptes.

2. Le Conseil adopte, sur proposition de la Commission, un règlement européen fixant les modalités et la procédure selon lesquelles les recettes budgétaires prévues dans le régime des ressources propres de l'Union sont mises à la disposition de la Commission, ainsi que les mesures à appliquer pour faire face, le cas échéant, aux besoins de trésorerie. Il statue après consultation du Parlement européen et de la Cour de comptes.

3. Le Conseil statue à l'unanimité jusqu'au 31 décembre 2006 dans tous les cas visés par le présent article.

Article III-413

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission veillent à la disponibilité des moyens financiers permettant à l'Union de remplir ses obligations juridiques à l'égard des tiers.

Article III-414

Des rencontres régulières des présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission sont convoquées, à l'initiative de la Commission, dans le cadre des procédures budgétaires visées au présent chapitre. Les présidents prennent toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la concerta-

tion et le rapprochement des positions des institutions qu'ils président, afin de faciliter la mise en oeuvre du présent chapitre.

Section 5 – Lutte contre la fraude

Article III-415

1. L'Union et les Etats membres combattent la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union par des mesures prises conformément au présent article. Ces mesures sont dissuasives et offrent une protection effective dans les Etats membres ainsi que dans les institutions, organes et organismes de l'Union.
2. Pour combattre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, les Etats membres prennent les mêmes mesures que celles qu'ils prennent pour combattre la fraude portant atteinte à leurs propres intérêts financiers.
3. Sans préjudice d'autres dispositions de la Constitution, les Etats membres coordonnent leur action visant à protéger les intérêts financiers de l'Union contre la fraude. A cette fin, ils organisent, avec la Commission, une collaboration étroite et régulière entre les autorités compétentes.
4. La loi ou loi-cadre européenne établit les mesures nécessaires dans les domaines de la prévention de la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union et de la lutte contre cette fraude en vue d'offrir une protection effective et équivalente dans les Etats membres ainsi que dans les institutions, organes et organismes de l'Union. Elle est adoptée après consultation de la Cour des comptes.
5. La Commission, en coopération avec les Etats membres, adresse chaque année au Parlement européen et au Conseil un rapport sur les mesures prises pour la mise en oeuvre du présent article.

Chapitre III – Coopérations renforcées

Article III-416

Les coopérations renforcées respectent la Constitution et le droit de l'Union.

Elles ne peuvent porter atteinte ni au marché intérieur ni à la cohésion économique, sociale et territoriale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les Etats membres ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci.

Article III-417

Les coopérations renforcées respectent les compétences, droits et obligations des Etats membres qui n'y participent pas. Ceux-ci n'entravent pas leur mise en oeuvre par les Etats membres qui y participent.

Article III-418

1. Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les Etats membres, sous réserve de respecter les conditions éventuelles de participation fixées par la décision européenne d'autorisation. Elles le sont également à tout autre moment, sous réserve de respecter, outre les conditions éventuelles susvisées, les actes déjà adoptés dans ce cadre.

La Commission et les Etats membres participant à une coopération renforcée veillent à promouvoir la participation du plus grand nombre possible d'Etats membres.

2. La Commission et, le cas échéant, le ministre des Affaires étrangères de l'Union informent régulièrement le Parlement européen et le Conseil de l'évolution des coopérations renforcées.

Article III-419

1. Les Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par la Constitution, à l'exception des domaines de compétence exclusive et de la poli-

tique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée. La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons aux Etats membres concernés.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision européenne du Conseil, qui statue sur proposition de la Commission et après approbation du Parlement européen.

2. La demande des Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune est adressée au Conseil. Elle est transmise au ministre des Affaires étrangères de l'Union, qui donne son avis sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, ainsi qu'à la Commission, qui donne son avis, notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les autres politiques de l'Union. Elle est également transmise au Parlement européen pour information.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision européenne du Conseil, statuant à l'unanimité.

Article III-420

1. Tout Etat membre qui souhaite participer à une coopération renforcée en cours dans l'un des domaines visés à l'article III-419, paragraphe 1, notifie son intention au Conseil et à la Commission.

La Commission, dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, confirme la participation de l'Etat membre en question. Elle constate, le cas échéant, que les conditions de participation sont remplies et adopte les mesures transitoires nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée.

Toutefois, si la Commission estime que les conditions de participation ne sont pas remplies, elle indique les dispositions à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande. A l'expiration de ce délai, elle réexamine la demande, conformément à la procédure prévue au deuxième alinéa. Si la Commission estime que les conditions de participation ne sont toujours pas remplies, l'Etat membre en question peut saisir le Conseil à ce sujet, qui se prononce sur la demande. Le Conseil statue conformément à l'article I-44, paragraphe 3. Il peut également adopter, sur proposition de la Commission, les mesures transitoires visées au deuxième alinéa.

2. Tout Etat membre qui souhaite participer à une coopération renforcée en cours dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune notifie son intention au Conseil, au ministre des Affaires étrangères de l'Union et à la Commission.

Le Conseil confirme la participation de l'Etat membre en question, après consultation du ministre des Affaires étrangères de l'Union et après avoir constaté, le cas échéant, que les conditions de participation sont remplies. Le Conseil, sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union, peut également adopter les mesures transitoires nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée. Toutefois, si le Conseil estime que les conditions de participation ne sont pas remplies, il indique les dispositions à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation.

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil statue à l'unanimité et conformément à l'article I-44, paragraphe 3.

Article III-421

Les dépenses résultant de la mise en oeuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des Etats membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres, après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

Article III-422

1. Lorsqu'une disposition de la Constitution susceptible d'être appliquée dans le cadre d'une coopération renforcée prévoit que le Conseil statue à l'unanimité, le Conseil, statuant à l'unanimité confor-

mément aux modalités prévues à l'article I-44, paragraphe 3, peut adopter une décision européenne prévoyant qu'il statuera à la majorité qualifiée.

2. Lorsqu'une disposition de la Constitution susceptible d'être appliquée dans le cadre d'une coopération renforcée prévoit que le Conseil adopte des lois ou lois-cadres européennes conformément à une procédure législative spéciale, le Conseil, statuant à l'unanimité conformément aux modalités prévues à l'article I-44, paragraphe 3, peut adopter une décision européenne prévoyant qu'il statuera conformément à la procédure législative ordinaire. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Article III-423

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises dans le cadre d'une coopération renforcée ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union, et coopèrent à cet effet.

TITRE VII

Dispositions communes

Article III-424

Compte tenu de la situation économique et sociale structurelle de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique, de la Réunion, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des lois, lois-cadres, règlements et décisions européens visant, en particulier, à fixer les conditions d'application de la Constitution à ces régions, y compris les politiques communes. Il statue après consultation du Parlement européen.

Les actes visés au premier alinéa portent notamment sur les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, les politiques dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les conditions d'approvisionnement en matières premières et en biens de consommation de première nécessité, les aides d'Etat, et les conditions d'accès aux fonds à finalité structurelle et aux programmes horizontaux de l'Union.

Le Conseil adopte les actes visés au premier alinéa en tenant compte des caractéristiques et contraintes particulières des régions ultrapériphériques, sans nuire à l'intégrité et à la cohérence de l'ordre juridique de l'Union, y compris le marché intérieur et les politiques communes.

Article III-425

La Constitution ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les Etats membres.

Article III-426

Dans chacun des Etats membres, l'Union possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales. Elle peut notamment acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice. A cet effet, elle est représentée par la Commission. Toutefois, l'Union est représentée par chacune des institutions, au titre de leur autonomie administrative, pour les questions liées à leur fonctionnement respectif.

Article III-427

La loi européenne fixe le statut des fonctionnaires de l'Union et le régime applicable aux autres agents de l'Union. Elle est adoptée après consultation des institutions concernées.

Article III-428

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, la Commission peut recueillir toutes informations et procéder à toutes vérifications nécessaires, dans les limites et conditions prévues par un règlement ou décision européens adopté par le Conseil à la majorité simple.

Article III-429

1. Sans préjudice de l'article 5 du protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, la loi ou loi-cadre européenne fixe les mesures pour l'établissement de statistiques, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement des activités de l'Union.
2. L'établissement des statistiques se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la confidentialité des informations statistiques. Il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques.

Article III-430

Les membres des institutions de l'Union, les membres des comités, ainsi que les fonctionnaires et agents de l'Union sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient.

Article III-431

La responsabilité contractuelle de l'Union est régie par le droit applicable au contrat en cause.

En matière de responsabilité non contractuelle, l'Union doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres, les dommages causés par ses institutions ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Par dérogation au deuxième alinéa, la Banque centrale européenne doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres, les dommages causés par elle-même ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

La responsabilité personnelle des agents envers l'Union est réglée par les dispositions fixant leur statut ou le régime qui leur est applicable.

Article III-432

Le siège des institutions de l'Union est fixé d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres.

Article III-433

Le Conseil adopte à l'unanimité un règlement européen fixant le régime linguistique des institutions de l'Union, sans préjudice du statut de la Cour de justice de l'Union européenne.

Article III-434

L'Union jouit sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les conditions prévues par le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.

Article III-435

Les droits et obligations résultant de conventions conclues antérieurement au 1er janvier 1958 ou, pour les Etats adhérents, antérieurement à la date de leur adhésion, entre un ou plusieurs Etats membres, d'une part, et un ou plusieurs Etats tiers, d'autre part, ne sont pas affectés par la Constitution.

Dans la mesure où ces conventions ne sont pas compatibles avec la Constitution, le ou les Etats membres en cause recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les Etats membres se prêtent une assistance mutuelle en vue d'arriver à cette fin et adoptent, le cas échéant, une attitude commune.

Lorsqu'ils appliquent les conventions visées au premier alinéa, les Etats membres tiennent compte du fait que les avantages consentis dans la Constitution par chacun des Etats membres font partie intégrante de l'Union et sont, de ce fait, inséparablement liés à la création d'institutions dotées d'attributions par la Constitution et à l'octroi d'avantages identiques par tous les autres Etats membres.

Article III-436

1. La Constitution ne fait pas obstacle aux règles suivantes:
 - a) aucun Etat membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité;
 - b) tout Etat membre peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre; ces mesures ne doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le marché intérieur en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires.
2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter à l'unanimité une décision européenne modifiant la liste du 15 avril 1958 des produits auxquels les dispositions du paragraphe 1, point b), s'appliquent.

PARTIE IV

Dispositions générales et finales

Article IV-437

Abrogation des traités antérieurs

1. Le présent traité établissant une Constitution pour l'Europe abroge le traité instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne, ainsi que, dans les conditions prévues par le protocole relatif aux actes et traités ayant complété ou modifié le traité instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne, les actes et traités qui les ont complétés ou modifiés, sous réserve du paragraphe 2 du présent article.
2. Les traités relatifs à l'adhésion:
 - a) du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord;
 - b) de la République hellénique;
 - c) du Royaume d'Espagne et de la République portugaise;
 - d) de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède, et
 - e) de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque sont abrogés.

Toutefois:

 - les dispositions des traités visés aux point a) à d) qui sont reprises ou visées dans le protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède restent en vigueur et leurs effets juridiques sont préservés conformément à ce protocole,

- les dispositions du traité visé au point e) qui sont reprises ou visées dans le protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque restent en vigueur et leurs effets juridiques sont préservés conformément à ce protocole.

Article IV-438

Succession et continuité juridique

1. L'Union européenne établie par le présent traité succède à l'Union européenne instituée par le traité sur l'Union européenne et à la Communauté européenne.
2. Sous réserve de l'article IV-439, les institutions, organes et organismes existant à la date d'entrée en vigueur du présent traité exercent, dans leur composition à cette date, leurs attributions au sens du présent traité, aussi longtemps que de nouvelles dispositions n'auront pas été adoptées en application de celui-ci ou jusqu'à la fin de leur mandat.
3. Les actes des institutions, organes et organismes, adoptés sur la base des traités et actes abrogés par l'article IV-437, demeurent en vigueur. Leurs effets juridiques sont préservés aussi longtemps que ces actes n'auront pas été abrogés, annulés ou modifiés en application du présent traité. Il en va de même pour les conventions conclues entre Etats membres sur la base des traités et actes abrogés par l'article IV-437.

Les autres éléments de l'acquis communautaire et de l'Union existant au moment de l'entrée en vigueur du présent traité, notamment les accords interinstitutionnels, les décisions et accords convenus par les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, les accords conclus par les Etats membres relatifs au fonctionnement de l'Union ou de la Communauté ou présentant un lien avec l'action de celles-ci, les déclarations, y compris celles faites dans le cadre de conférences intergouvernementales, ainsi que les résolutions ou autres prises de position du Conseil européen ou du Conseil et celles relatives à l'Union ou à la Communauté qui ont été adoptées d'un commun accord par les Etats membres, sont également préservés aussi longtemps qu'ils n'auront pas été supprimés ou modifiés.

4. La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et du Tribunal de première instance relative à l'interprétation et à l'application des traités et actes abrogés par l'article IV-437, ainsi que des actes et conventions adoptés pour leur application, reste, mutatis mutandis, la source de l'interprétation du droit de l'Union, et notamment des dispositions comparables de la Constitution.
5. La continuité des procédures administratives et juridictionnelles engagées avant la date d'entrée en vigueur du présent traité est assurée dans le respect de la Constitution. Les institutions, organes et organismes responsables de ces procédures prennent toutes mesures appropriées à cet effet.

Article IV-439

Dispositions transitoires relatives à certaines institutions

Les dispositions transitoires relatives à la composition du Parlement européen, à la définition de la majorité qualifiée au Conseil européen et au Conseil, y compris dans les cas où tous les membres du Conseil européen ou du Conseil ne prennent pas part au vote, et à la composition de la Commission, y compris le ministre des Affaires étrangères de l'Union, sont prévues par le protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union.

Article IV-440

Champ d'application territoriale

1. Le présent traité s'applique au Royaume de Belgique, à la République tchèque, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République d'Estonie, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, à la République

de Chypre, à la République de Lettonie, à la République de Lituanie, au Grand-Duché de Luxembourg, à la République de Hongrie, à la République de Malte, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République de Pologne, à la République portugaise, à la République de Slovénie et à la République Slovaque, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2. Le présent traité s'applique à la Guadeloupe, à la Guyane française, à la Martinique, à la Réunion, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries conformément à l'article III-424.

3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à l'annexe II font l'objet du régime spécial d'association défini dans la partie III, titre IV.

Le présent traité ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas énumérés dans cette liste.

4. Le présent traité s'applique aux territoires européens dont un Etat membre assume les relations extérieures.

5. Le présent traité s'applique aux îles Åland avec les dérogations qui figuraient à l'origine dans le traité visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point d), et qui ont été reprises au titre V, section 5, du protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

6. Par dérogation aux paragraphes 1 à 5:

- a) le présent traité ne s'applique pas aux îles Féroé;
- b) le présent traité ne s'applique à Akrotiri et Dhekelia, zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre, que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu à l'origine dans le protocole sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre annexé à l'acte d'adhésion qui fait partie intégrante du traité visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point e), et qui a été repris à la partie II, titre III, du protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;
- c) le présent traité ne s'applique aux îles anglo-normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles à l'origine par le traité visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point a), et qui a été repris au titre II, section 3, du protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

7. Le Conseil européen, sur initiative de l'Etat membre concerné, peut adopter une décision européenne modifiant le statut à l'égard de l'Union d'un pays ou territoire danois, français ou néerlandais visé aux paragraphes 2 et 3. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après consultation de la Commission.

Article IV-441

Unions régionales

Le présent traité ne fait pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application dudit traité.

*Article IV-442****Protocoles et annexes***

Les protocoles et annexes du présent traité en font partie intégrante.

*Article IV-443****Procédure de révision ordinaire***

1. Le gouvernement de tout Etat membre, le Parlement européen ou la Commission peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du présent traité. Ces projets sont transmis par le Conseil au Conseil européen et notifiés aux parlements nationaux.

2. Si le Conseil européen, après consultation du Parlement européen et de la Commission, adopte à la majorité simple une décision favorable à l'examen des modifications proposées, le président du Conseil européen convoque une Convention composée de représentants des parlements nationaux, des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres, du Parlement européen et de la Commission. La Banque centrale européenne est également consultée dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire. La Convention examine les projets de révision et adopte par consensus une recommandation à une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres telle que prévue au paragraphe 3.

Le Conseil européen peut décider à la majorité simple, après approbation du Parlement européen, de ne pas convoquer de Convention lorsque l'ampleur des modifications ne le justifie pas. Dans ce dernier cas, le Conseil européen établit le mandat pour une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres.

3. Une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au présent traité.

Les modifications entrent en vigueur après avoir été ratifiées par tous les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

4. Si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité modifiant le présent traité, les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs Etats membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.

*Article IV-444****Procédure de révision simplifiée***

1. Lorsque la partie III prévoit que le Conseil statue à l'unanimité dans un domaine ou dans un cas déterminé, le Conseil européen peut adopter une décision européenne autorisant le Conseil à statuer à la majorité qualifiée dans ce domaine ou dans ce cas.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

2. Lorsque la partie III prévoit que des lois ou lois-cadres européennes sont adoptées par le Conseil conformément à une procédure législative spéciale, le Conseil européen peut adopter une décision européenne autorisant l'adoption desdites lois ou lois-cadres conformément à la procédure législative ordinaire.

3. Toute initiative prise par le Conseil européen sur la base des paragraphes 1 ou 2 est transmise aux parlements nationaux. En cas d'opposition d'un parlement national notifiée dans un délai de six mois après cette transmission, la décision européenne visée aux paragraphes 1 ou 2 n'est pas adoptée. En l'absence d'opposition, le Conseil européen peut adopter ladite décision.

Pour l'adoption des décisions européennes visées aux paragraphes 1 et 2, le Conseil européen statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent.

Article IV-445

Procédure de révision simplifiée concernant les politiques et actions internes de l'Union

1. Le gouvernement de tout Etat membre, le Parlement européen ou la Commission peut soumettre au Conseil européen des projets tendant à la révision de tout ou partie des dispositions de la partie III, titre III, relatives aux politiques et actions internes de l'Union.

2. Le Conseil européen peut adopter une décision européenne modifiant tout ou partie des dispositions de la partie III, titre III. Le Conseil européen statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et de la Commission ainsi que de la Banque centrale européenne dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire.

Cette décision européenne n'entre en vigueur qu'après son approbation par les Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

3. La décision européenne visée au paragraphe 2 ne peut pas accroître les compétences attribuées à l'Union dans le présent traité.

Article IV-446

Durée

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

Article IV-447

Ratification et entrée en vigueur

1. Le présent traité est ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification sont déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

2. Le présent traité entre en vigueur le 1er novembre 2006, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procède le dernier à cette formalité.

Article IV-448

Textes authentiques et traductions

1. Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, française, finnoise, grecque, hongroise, irlandaise, italienne, lettonne, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres Etats signataires.

2. Le présent traité peut aussi être traduit dans toute autre langue déterminée par les Etats membres parmi celles qui, en vertu de l'ordre constitutionnel de ces Etats membres, jouissent du statut de langue officielle sur tout ou partie de leur territoire. L'Etat membre concerné fournit une copie certifiée de ces traductions, qui sera versée aux archives du Conseil.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios infrascritos suscriben el presente Tratado
 Na DŮKAZ ČEHOŽ připojili níže podepsaní zplnomocnění zástupci k této smlouvě své podpisy
 TIL BEKRÆFTELSE HERAF har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne traktat
 ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter
 diesen Vertrag gesetzt

SELLE KINNITUSEKS on nimetatud täievolilised esindajad käesolevale lepingule alla kirjutanud
 ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα
 Συνθήκη

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned plenipotentiaries have signed this Treaty

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent
 traité

DÁ FHIANÚ SIN, chuir na Lánchumhachtaigh thíos-síithe a lámh leis an gConradh seo

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto la loro firma in calce al presente
 trattato

TO APLIECINOT, atieciigi pilnvarotas personas ir parakstījušas šo Līgumu
 TAI PALIUDYDAMI šią Sutartį pasirašė toliau nurodyti įgaliojeji atstovai
 FENTIEK HITELÉÜL az alulírott meghatalmazottak aláírták ezt a szerződést
 B'XIEHDA TA' DAN, il-plenipotenzjarji sottoscritti ffirmaw dan it-Trattat
 TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevollmachtigden hun handtekening onder dit verdrag
 hebben gesteld

W DOWÓD CZEGO niżej podpisani pełnomocnicy złożyli swoje podpisy pod niniejszym
 Traktatem

EM FÉ DO QUE os plenipotenciários abaixo assinados apuseram as suas assinaturas no final do
 presente Tratado

NA DŮKAZ TOHO dolupodpísaní splnomocnení zástupcovia podpísali túto zmluvu
 V POTRDITEV TEGA so spodaj podpisani pooblaščenci podpisali to pogodbo
 TÄMÄN VAKUUDEKSI alla mainitut täysivaltaiset edustajat ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen
 TILL BEVIS HÄRPÅ har undertecknade befullmäktigade undertecknat detta fördrag

Hecho en Roma, el veintinueve de octubre del dos mil cuatro.

V Římě dne dvacátého devátého října dva tisíce čtyři

Udfærdiget i Rom den niogetyvende oktober to tusind og fire.

Geschehen zu Rom am neunundzwanzigsten Oktober zweitausendundvier.

Kahe tuhanda neljanda aasta oktoobrikuu kahekümne üheksandal päeval Roomas

Έγινε στις Ρώμη, στις είκοσι εννέα Οκτωβρίου δύο χιλιάδες τέσσερα.

Done at Rome on the twenty-ninth day of October in the year two thousand and four.

Fait à Rome, le vingt-neuf octobre deux mille quatre.

Arna dhéanamh sa Róimh, an naoú lá fíchead de Dheireadh Fómhair sa bhliain dhá mhíle is a ceathair

Fatto a Roma, addì ventinove ottobre duemilaquattro.

Romā, divi tūkstoši ceturā gada divdesmit devītajā oktobrī

Priimta du tūkstančiai ketvirtų metų spalio dvidešimt devintą dieną Romoje

Kelt Rómában, a kétezer-negyedik év október havának huszonkilencedik napján

Magħmul f'Ruma fid-disa' u għoxrin jum ta' Ottubru tas-sena elfejn u erbgħa

Gedaan te Rome, de negenentwintigste oktober tweeduizendvier.

Sporządzono w Rzymie dnia dwudziestego dziewiątego października roku dwutysięcznego
 czwartego

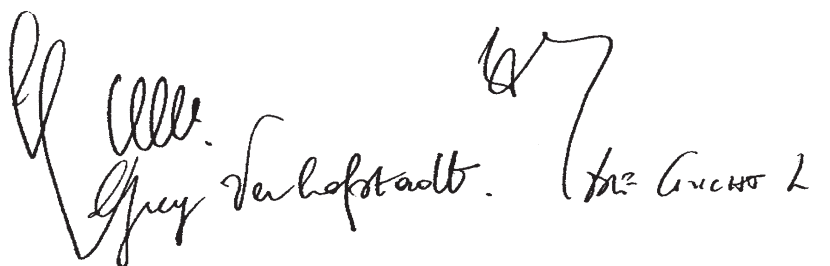
Feito em Roma, em vinte e nove de Outubro de dois mil e quatro

V Ríme dvadsiatehodeviatého oktobra dvetisícčtyri

V Rimu, devetindvajsetega oktobra leta dva tisoč štiri
Tehty Roomassa kahdentenäkymmenentenäyhdeksäntenä päivänä lokakuuta vuonna
kaksituhattaneljä.

Som skedde i Rom den tjugonionde oktober tjugohundrafyra.

*Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
Für Seine Majestät den König der Belgier*



Handwritten signature in three languages: French (left), Dutch (middle), and German (right). The French part reads "Roi des Belges", the Dutch part reads "Koning der Belgen", and the German part reads "König der Belgier".

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

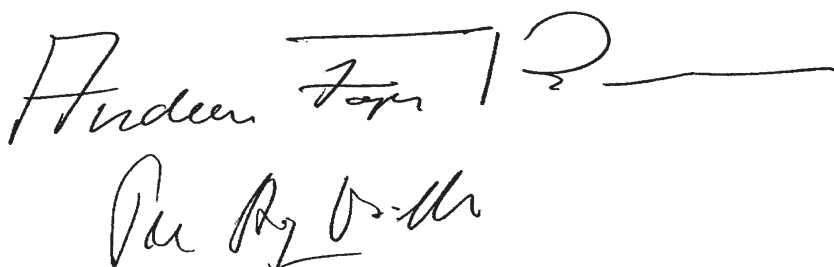
Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

Za prezidenta České republiky



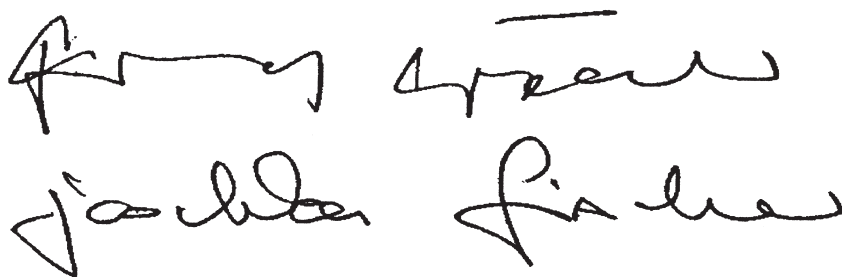
Handwritten signature in Czech, reading "Václav Klaus" (Václav Klaus).

For Hendes Majestæt Danmarks Dronning



Handwritten signature in Danish, reading "Ander Fogh" (Ander Fogh).

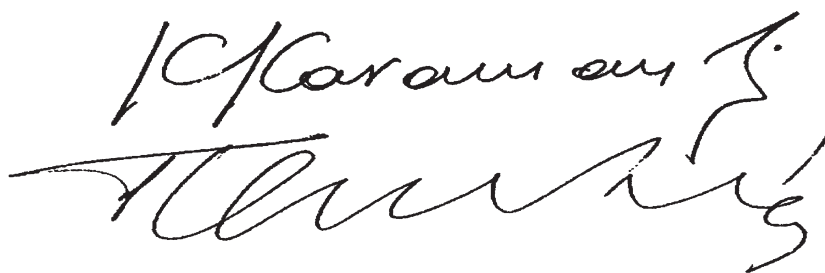
Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

A handwritten signature in German script, consisting of two lines of cursive text.

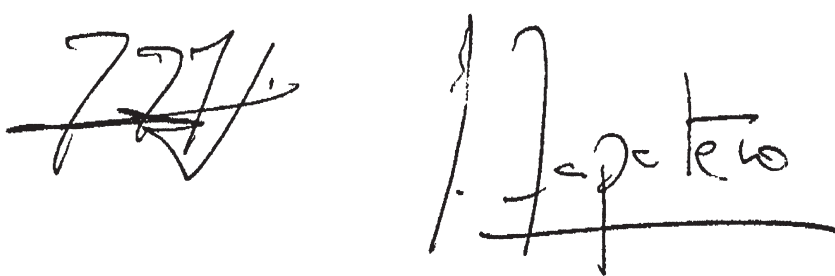
Eesti Vabariigi Presidendi nimel

A handwritten signature in Estonian script, consisting of two lines of cursive text.

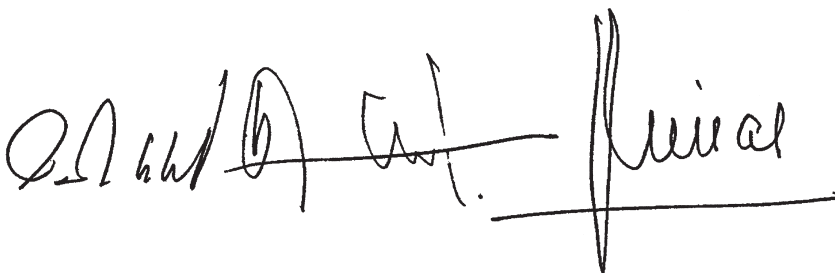
Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας

A handwritten signature in Greek script, consisting of two lines of cursive text.

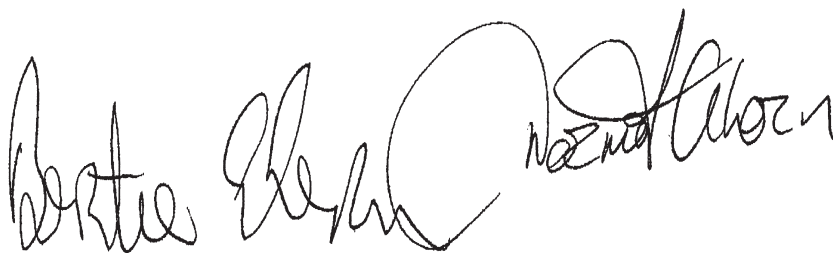
Por Su Majestad el Rey de España

A handwritten signature in Spanish script, consisting of two lines of cursive text.

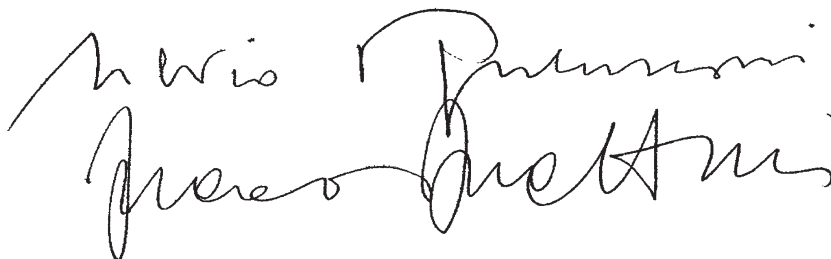
Pour le Président de la République française

A handwritten signature in French script, consisting of two lines of cursive text.

*Thar ceann Uachtarán na hÉireann
For the President of Ireland*



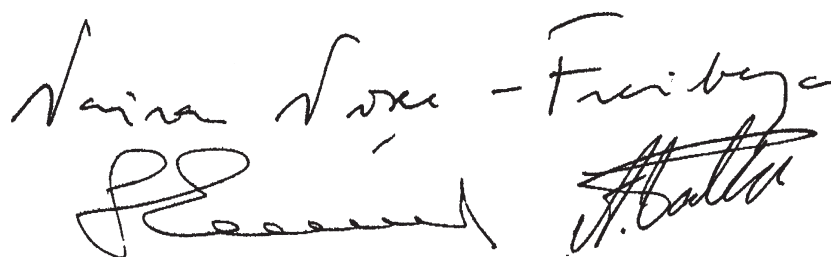
Per il Presidente della Repubblica italiana



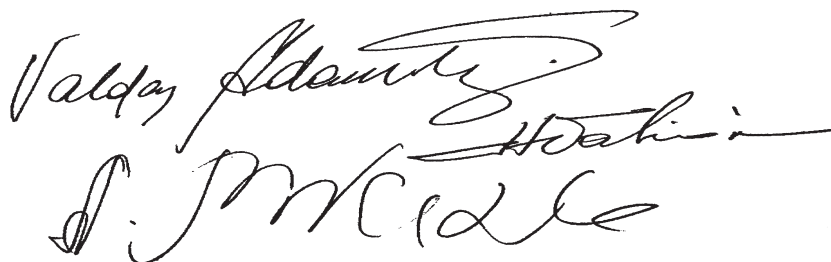
Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας



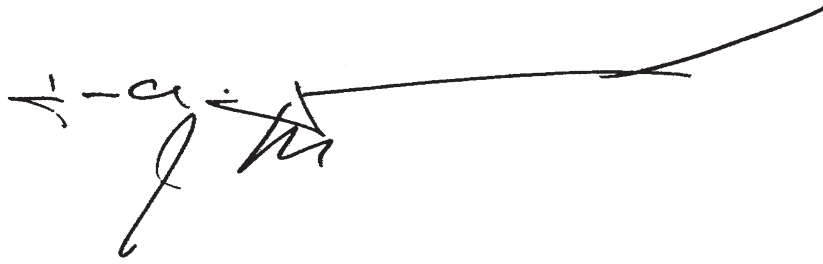
Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā



Lietuvos Respublikos Prezidento vardu



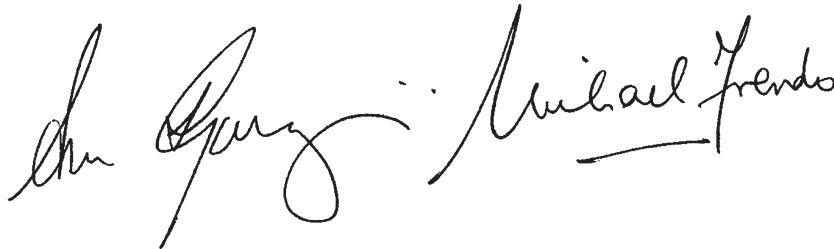
Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

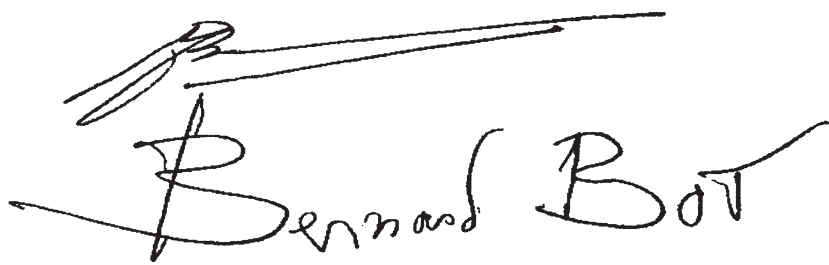
A Magyar Köztársaság Elnöke részéről

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'G' followed by a series of connected loops.

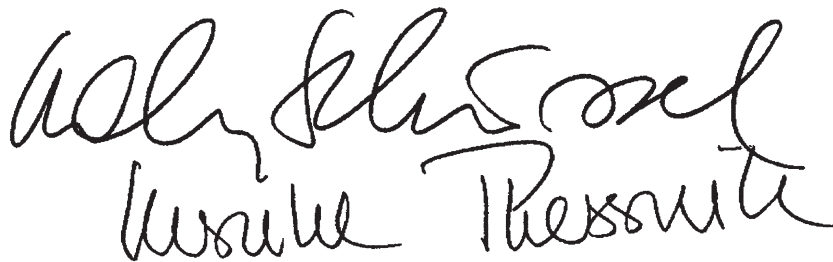
Ghall-President ta' Malta

A handwritten signature in black ink, with the name 'Michael Frendo' clearly legible in a cursive script.

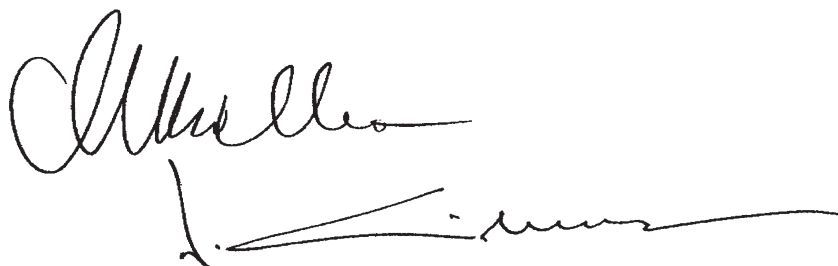
Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

A handwritten signature in black ink, with the name 'Bernard Bot' clearly legible in a cursive script.

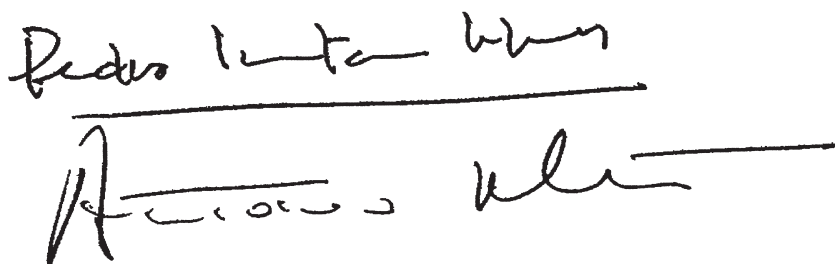
Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich

A handwritten signature in black ink, with the name 'Alexander Van der Saut' clearly legible in a cursive script.

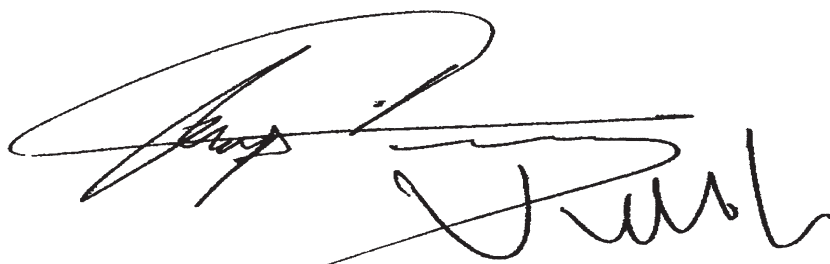
Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej



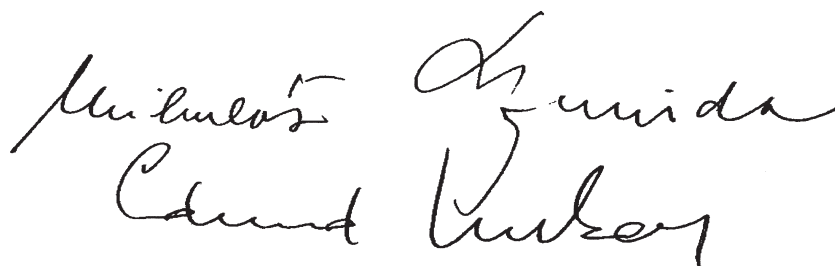
Pelo Presidente da República Portuguesa



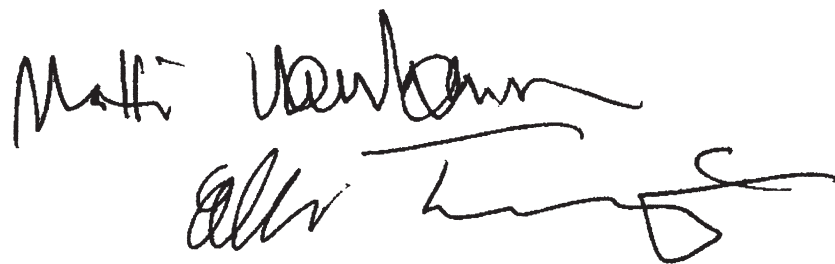
Za predsednika Republike Slovenije



Za prezidenta Slovenskej republiky



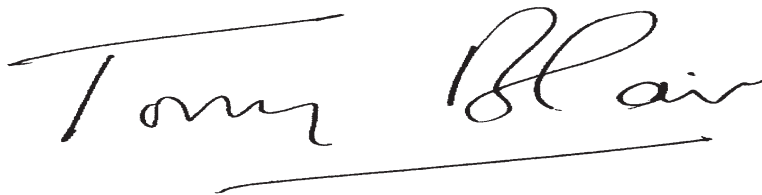
*Suomen Tasavallan Presidentin puolesta
För Republiken Finlands President*



För Konungariket Sveriges regering

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Göran Persson', written in a cursive style.

*For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland*

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Tony Blair', written in a cursive style with a horizontal line underneath.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jack Straw', written in a cursive style.

*

PROTOCOLES ET ANNEXES

A. PROTOCOLES ANNEXES AU TRAITE ETABLISSANT UNE CONSTITUTION POUR L'EUROPE

1. PROTOCOLE

sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant que la manière dont les parlements nationaux exercent leur contrôle sur leur gouvernement pour ce qui touche aux activités de l'Union relève de l'organisation et de la pratique constitutionnelles propres à chaque Etat membre;

Désireuses d'encourager une participation accrue des parlements nationaux aux activités de l'Union européenne et de renforcer leur capacité à exprimer leur point de vue sur les projets d'actes législatifs européens ainsi que sur d'autres questions qui peuvent présenter pour eux un intérêt particulier,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

TITRE I

Informations destinées aux parlements nationaux

Article premier

Les documents de consultation de la Commission (livres verts, livres blancs et communications) sont transmis directement par la Commission aux parlements nationaux lors de leur publication. La Commission transmet également aux parlements nationaux le programme législatif annuel ainsi que tout autre instrument de programmation législative ou de stratégie politique en même temps qu'elle les transmet au Parlement européen et au Conseil.

Article 2

Les projets d'actes législatifs européens adressés au Parlement européen et au Conseil sont transmis aux parlements nationaux.

Aux fins du présent protocole, on entend par „projet d'acte législatif européen“, les propositions de la Commission, les initiatives d'un groupe d'Etats membres, les initiatives du Parlement européen, les demandes de la Cour de justice, les recommandations de la Banque centrale européenne et les demandes de la Banque européenne d'investissement, visant à l'adoption d'un acte législatif européen.

Les projets d'actes législatifs européens émanant de la Commission sont transmis directement par la Commission aux parlements nationaux, en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.

Les projets d'actes législatifs européens émanant du Parlement européen sont transmis directement par le Parlement européen aux parlements nationaux.

Les projets d'actes législatifs européens émanant d'un groupe d'Etats membres, de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement sont transmis par le Conseil aux parlements nationaux.

Article 3

Les parlements nationaux peuvent adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, un avis motivé concernant la conformité d'un projet d'acte législatif européen avec le principe de subsidiarité, selon la procédure prévue par le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Si le projet d'acte législatif européen émane d'un groupe d'Etats membres, le président du Conseil transmet le ou les avis motivés aux gouvernements de ces Etats membres.

Si le projet d'acte législatif européen émane de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, le président du Conseil transmet le ou les avis motivés à l'institution ou l'organe concerné.

Article 4

Un délai de six semaines est observé entre le moment où un projet d'acte législatif européen est mis à la disposition des parlements nationaux dans les langues officielles de l'Union et la date à laquelle il est inscrit à l'ordre du jour provisoire du Conseil en vue de son adoption ou de l'adoption d'une position dans le cadre d'une procédure législative. Des exceptions sont possibles en cas d'urgence, dont les motifs sont exposés dans l'acte ou la position du Conseil. Sauf dans des cas urgents dûment motivés, aucun accord ne peut être constaté sur un projet d'acte législatif européen au cours de ces six semaines. Sauf dans les cas urgents dûment motivés, un délai de dix jours est observé entre l'inscription d'un projet d'acte législatif européen à l'ordre du jour provisoire du Conseil et l'adoption d'une position.

Article 5

Les ordres du jour et les résultats des sessions du Conseil, y compris les procès-verbaux des sessions au cours desquelles le Conseil délibère sur des projets d'actes législatifs européens, sont transmis directement aux parlements nationaux, en même temps qu'aux gouvernements des Etats membres.

Article 6

Lorsque le Conseil européen envisage de recourir à l'article IV-444, paragraphe 1 ou 2, de la Constitution, les parlements nationaux sont informés de l'initiative du Conseil européen au moins six mois avant qu'une décision européenne ne soit adoptée.

Article 7

La Cour des comptes transmet à titre d'information son rapport annuel aux parlements nationaux, en même temps qu'au Parlement européen et au Conseil.

Article 8

Lorsque le système parlementaire national n'est pas monocaméral, les articles 1 à 7 s'appliquent aux chambres qui le composent.

TITRE II

Coopération interparlementaire

Article 9

Le Parlement européen et les parlements nationaux définissent ensemble l'organisation et la promotion d'une coopération interparlementaire efficace et régulière au sein de l'Union.

Article 10

Une conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée à l'attention du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Cette conférence promeut, en outre, l'échange d'informations et de meilleures pratiques entre les parlements nationaux et le Parlement européen, y compris entre leurs commissions spécialisées. Elle peut également organiser des conférences inter-parlementaires sur des thèmes particuliers, notamment pour débattre des questions de politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune. Les contributions de la conférence ne lient pas les parlements nationaux et ne préjugent pas de leur position.

*

2. PROTOCOLE

sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de faire en sorte que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens de l'Union;

Déterminées à fixer les conditions d'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité fixés à l'article I-11 de la Constitution, ainsi qu'à établir un système de contrôle de l'application de ces principes,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Chaque institution veille de manière continue au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité définis à l'article I-11 de la Constitution.

Article 2

Avant de proposer un acte législatif européen, la Commission procède à de larges consultations. Ces consultations doivent tenir compte, le cas échéant, de la dimension régionale et locale des actions envisagées. En cas d'urgence exceptionnelle, la Commission ne procède pas à ces consultations. Elle motive sa décision dans sa proposition.

Article 3

Aux fins du présent protocole, on entend par „projet d'acte législatif européen“, les propositions de la Commission, les initiatives d'un groupe d'Etats membres, les initiatives du Parlement européen, les demandes de la Cour de justice, les recommandations de la Banque centrale européenne et les demandes de la Banque européenne d'investissement, visant à l'adoption d'un acte législatif européen.

Article 4

La Commission transmet ses projets d'actes législatifs européens ainsi que ses projets modifiés aux parlements nationaux en même temps qu'au législateur de l'Union.

Le Parlement européen transmet ses projets d'actes législatifs européens ainsi que ses projets modifiés aux parlements nationaux.

Le Conseil transmet les projets d'actes législatifs européens émanant d'un groupe d'Etats membres, de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, ainsi que les projets modifiés, aux parlements nationaux.

Dès leur adoption, les résolutions législatives du Parlement européen et les positions du Conseil sont transmises par ceux-ci aux parlements nationaux.

Article 5

Les projets d'actes législatifs européens sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif européen devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une loi-cadre européenne, ses implications sur la réglementation à mettre en oeuvre par les Etats membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs européens tiennent compte

de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre.

Article 6

Tout parlement national ou toute chambre de l'un de ces parlements peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Il appartient à chaque parlement national ou à chaque chambre d'un parlement national de consulter, le cas échéant, les parlements régionaux possédant des pouvoirs législatifs.

Si le projet d'acte législatif européen émane d'un groupe d'Etats membres, le président du Conseil transmet l'avis aux gouvernements de ces Etats membres.

Si le projet d'acte législatif européen émane de la Cour de justice, de la Banque centrale européenne ou de la Banque européenne d'investissement, le président du Conseil transmet l'avis à l'institution ou organe concerné.

Article 7

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission, ainsi que, le cas échéant, le groupe d'Etats membres, la Cour de justice, la Banque centrale européenne ou la Banque européenne d'investissement, si le projet d'acte législatif émane d'eux, tiennent compte des avis motivés adressés par les parlements nationaux ou par une chambre de l'un de ces parlements.

Chaque parlement national dispose de deux voix, réparties en fonction du système parlementaire national. Dans un système parlementaire national bicaméral, chacune des deux chambres dispose d'une voix.

Dans le cas où les avis motivés sur le non-respect par un projet d'acte législatif européen du principe de subsidiarité représentent au moins un tiers de l'ensemble des voix attribuées aux parlements nationaux conformément au deuxième alinéa, le projet doit être réexaminé. Ce seuil est un quart lorsqu'il s'agit d'un projet d'acte législatif européen présenté sur la base de l'article III-264 de la Constitution relatif à l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

A l'issue de ce réexamen, la Commission ou, le cas échéant, le groupe d'Etats membres, le Parlement européen, la Cour de justice, la Banque centrale européenne ou la Banque européenne d'investissement, si le projet d'acte législatif européen émane d'eux, peut décider, soit de maintenir le projet, soit de le modifier, soit de le retirer. Cette décision doit être motivée.

Article 8

La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour se prononcer sur les recours pour violation, par un acte législatif européen, du principe de subsidiarité formés, conformément aux modalités prévues à l'article III-365 de la Constitution, par un Etat membre ou transmis par celui-ci conformément à son ordre juridique au nom de son parlement national ou d'une chambre de celui-ci.

Conformément aux modalités prévues audit article, de tels recours peuvent aussi être formés par le Comité des régions contre des actes législatifs européens pour l'adoption desquels la Constitution prévoit sa consultation.

Article 9

La Commission présente chaque année au Conseil européen, au Parlement européen, au Conseil et aux parlements nationaux un rapport sur l'application de l'article I-11 de la Constitution. Ce rapport annuel est également transmis au Comité des régions et au Comité économique et social.

*

3. PROTOCOLE **fixant le statut de la Cour de justice de l'Union européenne**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désirant fixer le statut de la Cour de justice de l'Union européenne prévu à l'article III-381 de la Constitution,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

Article premier

La Cour de justice de l'Union européenne est constituée et exerce ses fonctions conformément à la Constitution, au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (traité CEEA) et au présent statut.

TITRE I

Statut des juges et des avocats généraux

Article 2

Avant d'entrer en fonction, tout juge doit, devant la Cour de justice siégeant en séance publique, prêter serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Article 3

Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions.

La Cour de justice, siégeant en assemblée plénière, peut lever l'immunité. Lorsque la décision concerne un membre du Tribunal ou d'un tribunal spécialisé, la Cour décide après consultation du tribunal concerné.

Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des Etats membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale.

Les articles 11 à 14 et l'article 17 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union sont applicables aux juges, aux avocats généraux, aux greffiers et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice de l'Union européenne, sans préjudice des dispositions relatives à l'immunité de juridiction des juges qui figurent aux premier, deuxième et troisième alinéas du présent article.

Article 4

Les juges ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative.

Ils ne peuvent exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par une décision européenne du Conseil, statuant à la majorité simple.

Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

En cas de doute, la Cour de justice décide. Lorsque la décision concerne un membre du Tribunal ou d'un tribunal spécialisé, la Cour décide après consultation du tribunal concerné.

Article 5

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de juge prennent fin individuellement par démission.

En cas de démission d'un juge, la lettre de démission est adressée au président de la Cour de justice pour être transmise au président du Conseil. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

A l'exception des cas où l'article 6 est applicable, le juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

Article 6

Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si, de l'avis unanime des juges et des avocats généraux de la Cour de justice, ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge. L'intéressé ne participe pas à ces délibérations. Lorsque l'intéressé est un membre du Tribunal ou d'un tribunal spécialisé, la Cour décide après consultation du tribunal concerné.

Le greffier porte la décision de la Cour à la connaissance des présidents du Parlement européen et de la Commission et la notifie au président du Conseil.

En cas de décision relevant un juge de ses fonctions, cette dernière notification emporte vacance de siège.

Article 7

Les juges dont les fonctions prennent fin avant l'expiration de leur mandat sont remplacés pour la durée du mandat restant à courir.

Article 8

Les dispositions des articles 2 à 7 sont applicables aux avocats généraux.

TITRE II

Organisation de la Cour de justice

Article 9

Le renouvellement partiel des juges, qui a lieu tous les trois ans, porte alternativement sur treize et douze juges.

Le renouvellement partiel des avocats généraux, qui a lieu tous les trois ans, porte chaque fois sur quatre avocats généraux.

Article 10

Le greffier prête serment devant la Cour de justice d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Article 11

La Cour de justice organise la suppléance du greffier pour le cas d'empêchement de celui-ci.

Article 12

Des fonctionnaires et autres agents sont attachés à la Cour de justice pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier sous l'autorité du président.

Article 13

La loi européenne peut prévoir la nomination de rapporteurs adjoints et en fixer le statut. Elle est adoptée sur demande de la Cour de justice. Les rapporteurs adjoints peuvent être appelés, dans les conditions fixées par le règlement de procédure, à participer à l'instruction des affaires dont la Cour est saisie et à collaborer avec le juge rapporteur.

Les rapporteurs adjoints, choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les titres juridiques nécessaires, sont nommés par une décision européenne du Conseil, statuant à la majorité simple. Ils prêtent serment devant la Cour d'exercer leurs fonctions en pleine impartialité et en toute conscience, et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

Article 14

Les juges, les avocats généraux et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour de justice.

Article 15

La Cour de justice demeure en fonction d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, compte tenu des nécessités du service.

Article 16

La Cour de justice constitue en son sein des chambres de trois et de cinq juges. Les juges élisent parmi eux les présidents des chambres. Les présidents des chambres à cinq juges sont élus pour trois ans. Leur mandat est renouvelable une fois.

La grande chambre comprend treize juges. Elle est présidée par le président de la Cour. Font aussi partie de la grande chambre, les présidents des chambres à cinq juges et d'autres juges désignés dans les conditions prévues par le règlement de procédure.

La Cour siège en grande chambre lorsqu'un Etat membre ou une institution de l'Union qui est partie à l'instance le demande.

La Cour siège en assemblée plénière lorsqu'elle est saisie en application de l'article III-335, paragraphe 2, de l'article III-347, deuxième alinéa, de l'article III-349 ou de l'article III-385, paragraphe 6, de la Constitution.

En outre, lorsqu'elle estime qu'une affaire dont elle est saisie revêt une importance exceptionnelle, la Cour peut décider, l'avocat général entendu, de renvoyer l'affaire devant l'assemblée plénière.

Article 17

La Cour de justice ne peut valablement délibérer qu'en nombre impair.

Les délibérations des chambres composées de trois ou de cinq juges ne sont valables que si elles sont prises par trois juges.

Les délibérations de la grande chambre ne sont valables que si neuf juges sont présents.

Les délibérations de la Cour siégeant en assemblée plénière ne sont valables que si quinze juges sont présents.

En cas d'empêchement de l'un des juges composant une chambre, il peut être fait appel à un juge faisant partie d'une autre chambre dans les conditions fixées par le règlement de procédure.

Article 18

Les juges et les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre.

Si, pour une raison spéciale, un juge ou un avocat général estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en fait part au président. Au cas où le président estime qu'un juge ou un avocat général ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger ou conclure dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé.

En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour de justice statue.

Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit l'absence, au sein de la Cour ou d'une de ses chambres, d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour ou d'une de ses chambres.

TITRE III

Procédure devant la Cour de justice*Article 19*

Les Etats membres ainsi que les institutions de l'Union sont représentés devant la Cour de justice par un agent nommé pour chaque affaire. L'agent peut être assisté d'un conseil ou d'un avocat.

Les Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, autres que les Etats membres, ainsi que l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (AELE) visée par ledit accord, sont représentés de la même manière.

Les autres parties doivent être représentées par un avocat.

Seul un avocat habilité à exercer devant une juridiction d'un Etat membre ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen peut représenter ou assister une partie devant la Cour.

Les agents, conseils et avocats comparissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions fixées par le règlement de procédure.

La Cour jouit à l'égard des conseils et avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans les conditions fixées par le règlement de procédure.

Les professeurs ressortissants des Etats membres dont la législation leur reconnaît un droit de plaider jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

Article 20

La procédure devant la Cour de justice comporte deux phases: l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication aux parties, ainsi qu'aux institutions, organes ou organismes de l'Union dont les actes sont en cause, des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes.

Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais fixés par le règlement de procédure.

La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur, l'audition par la Cour des agents, conseils et avocats et des conclusions de l'avocat général, ainsi que, s'il y a lieu, l'audition des témoins et experts.

Lorsqu'elle estime que l'affaire ne soulève aucune question de droit nouvelle, la Cour peut décider, l'avocat général entendu, que l'affaire sera jugée sans conclusions de l'avocat général.

Article 21

La Cour de justice est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et du domicile du requérant et de la qualité du signataire, l'indication de la partie ou des parties contre lesquelles la requête est formée, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de l'acte dont l'annulation est demandée ou, dans l'hypothèse visée à l'article III-367 de la Constitution, d'une pièce justifiant de la date de l'invitation prévue audit article. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion ne puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

Article 22

Dans les cas visés à l'article 18 du traité CEEA, la Cour de justice est saisie par un recours adressé au greffier. Le recours doit contenir l'indication du nom et du domicile du requérant et de la qualité du

signataire, l'indication de la décision contre laquelle le recours est formé, l'indication des parties adverses, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Le recours doit être accompagné d'une copie conforme de la décision du comité d'arbitrage attaquée.

Si la Cour rejette le recours, la décision du comité d'arbitrage devient définitive.

Si la Cour annule la décision du comité d'arbitrage, la procédure peut être reprise, s'il y a lieu, à la diligence d'une des parties au procès, devant le comité d'arbitrage. Celui-ci doit se conformer aux points de droit arrêtés par la Cour.

Article 23

Dans les cas visés à l'article III-369 de la Constitution, la décision de la juridiction nationale qui suspend la procédure et saisit la Cour de justice est notifiée à celle-ci à la diligence de cette juridiction nationale. Cette décision est ensuite notifiée par les soins du greffier de la Cour aux parties en cause, aux Etats membres et à la Commission, ainsi qu'à l'institution, organe ou organisme de l'Union qui a adopté l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée.

Dans un délai de deux mois à compter de cette dernière notification, les parties, les Etats membres, la Commission et, le cas échéant, l'institution, l'organe ou l'organisme de l'Union qui a adopté l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée ont le droit de déposer devant la Cour des mémoires ou des observations écrites.

La décision de la juridiction nationale est, en outre, notifiée par les soins du greffier de la Cour aux Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, autres que les Etats membres, ainsi qu'à l'Autorité de surveillance AELE visée par ledit accord qui, dans un délai de deux mois à compter de la notification, et lorsque l'un des domaines d'application de l'accord est concerné, peuvent déposer devant la Cour des mémoires ou des observations écrites. Le présent alinéa ne s'applique pas aux questions relevant du champ d'application du traité CEEA.

Lorsqu'un accord portant sur un domaine déterminé conclu par le Conseil et un ou plusieurs pays tiers prévoit que ces derniers ont la faculté de présenter des mémoires ou des observations écrites dans le cas où une juridiction d'un Etat membre saisit la Cour d'une question préjudicielle concernant le domaine d'application de l'accord, la décision de la juridiction nationale comportant une telle question est également notifiée aux pays tiers concernés qui, dans un délai de deux mois à compter de la notification, peuvent déposer devant la Cour des mémoires ou des observations écrites.

Article 24

La Cour de justice peut demander aux parties de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime souhaitables. En cas de refus, elle en prend acte.

La Cour peut également demander aux Etats membres et aux institutions, organes ou organismes de l'Union qui ne sont pas parties au procès tous renseignements qu'elle estime nécessaires aux fins du procès.

Article 25

A tout moment, la Cour de justice peut confier une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

Article 26

Des témoins peuvent être entendus dans les conditions fixées par le règlement de procédure.

Article 27

La Cour de justice jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux cours et tribunaux et peut infliger des sanctions pécuniaires, dans les conditions fixées par le règlement de procédure.

Article 28

Les témoins et experts peuvent être entendus sous la foi du serment selon la formule fixée par le règlement de procédure ou suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin ou de l'expert.

Article 29

La Cour de justice peut ordonner qu'un témoin ou un expert soit entendu par l'autorité judiciaire de son domicile.

Cette ordonnance est adressée aux fins d'exécution à l'autorité judiciaire compétente dans les conditions fixées par le règlement de procédure. Les pièces résultant de l'exécution de la commission rogatoire sont renvoyées à la Cour dans les mêmes conditions.

La Cour assume les frais, sous réserve de les mettre, le cas échéant, à la charge des parties.

Article 30

Chaque Etat membre regarde toute violation des serments des témoins et des experts comme le délit correspondant commis devant un tribunal national statuant en matière civile. Sur dénonciation de la Cour de justice, il poursuit les auteurs de ce délit devant la juridiction nationale compétente.

Article 31

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour de justice, d'office ou sur demande des parties, pour des motifs graves.

Article 32

Au cours des débats, la Cour de justice peut interroger les experts, les témoins ainsi que les parties elles-mêmes. Toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant.

Article 33

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le président et le greffier.

Article 34

Le rôle des audiences est arrêté par le président.

Article 35

Les délibérations de la Cour de justice sont et restent secrètes.

Article 36

Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent les noms des juges qui ont délibéré.

Article 37

Les arrêts sont signés par le président et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

Article 38

La Cour de justice statue sur les dépens.

Article 39

Le président de la Cour de justice peut statuer, selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles du présent statut et qui est fixée par le règlement de procédure, sur des conclusions tendant soit à l'obtention du sursis prévu à l'article III-379, paragraphe 1, de la Constitution et à l'article 157 du traité CEEA, soit à l'application de mesures provisoires en vertu de l'article III-379, paragraphe 2, de la Constitution, soit encore à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article III-401, quatrième alinéa, de la Constitution ou à l'article 164, troisième alinéa, du traité CEEA.

En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par un autre juge dans les conditions fixées par le règlement de procédure.

L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour statuant au principal.

Article 40

Les Etats membres et les institutions de l'Union peuvent intervenir dans les litiges soumis à la Cour de justice.

Le même droit appartient aux organes et organismes de l'Union et à toute autre personne, s'ils peuvent justifier d'un intérêt à la solution du litige soumis à la Cour. Les personnes physiques ou morales ne peuvent pas intervenir dans les affaires entre Etats membres, entre institutions de l'Union ou entre Etats membres, d'une part, et institutions de l'Union, d'autre part.

Sans préjudice du deuxième alinéa, les Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, autres que les Etats membres, ainsi que l'Autorité de surveillance AELE visée par ledit accord, peuvent intervenir dans les litiges soumis à la Cour lorsque ceux-ci concernent un des domaines d'application de cet accord.

Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions de l'une des parties.

Article 41

Lorsque la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour de justice, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

Article 42

Les Etats membres, les institutions, organes et organismes de l'Union et toutes autres personnes physiques ou morales peuvent, dans les cas et dans les conditions fixées par le règlement de procédure, former tierce opposition contre les arrêts rendus sans qu'ils aient été appelés, si ces arrêts préjudicient à leurs droits.

Article 43

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, la Cour de justice l'interprète, à la demande d'une partie ou d'une institution de l'Union justifiant d'un intérêt à cette fin.

Article 44

La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour de justice qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision.

La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision et déclarant de ce chef la demande recevable.

Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

Article 45

Des délais de distance sont fixés par le règlement de procédure.

Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Article 46

Les actions contre l'Union en matière de responsabilité non contractuelle se prescrivent par cinq ans à compter de la survenance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour de justice, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'institution compétente de l'Union. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans le délai de deux mois prévu à l'article III-365 de la Constitution. L'article III-367, deuxième alinéa, de la Constitution est applicable.

Le présent article est également applicable aux actions contre la Banque centrale européenne en matière de responsabilité non contractuelle.

TITRE IV

Le Tribunal*Article 47*

L'article 9, premier alinéa, les articles 14 et 15, l'article 17, premier, deuxième, quatrième et cinquième alinéas, et l'article 18 s'appliquent au Tribunal et à ses membres.

Les articles 10, 11 et 14 s'appliquent, mutatis mutandis, au greffier du Tribunal.

Article 48

Le Tribunal est formé de vingt-cinq juges.

Article 49

Les membres du Tribunal peuvent être appelés à exercer les fonctions d'avocat général.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur certaines affaires soumises au Tribunal pour assister celui-ci dans l'accomplissement de sa mission.

Les critères de sélection des affaires, ainsi que les modalités de désignation des avocats généraux, sont fixés par le règlement de procédure du Tribunal.

Un membre du Tribunal appelé à exercer la fonction d'avocat général dans une affaire ne peut pas prendre part au jugement de cette affaire.

Article 50

Le Tribunal siège en chambres, composées de trois ou de cinq juges. Les juges élisent parmi eux les présidents des chambres. Les présidents des chambres à cinq juges sont élus pour trois ans. Leur mandat est renouvelable une fois.

Le règlement de procédure détermine la composition des chambres et l'attribution des affaires à ces dernières. Dans certains cas, fixés par le règlement de procédure, le Tribunal peut siéger en formation plénière ou à juge unique.

Le règlement de procédure peut également prévoir que le Tribunal siège en grande chambre dans les cas et les conditions qu'il précise.

Article 51

Par dérogation à la règle énoncée à l'article III-358, paragraphe 1, de la Constitution, sont réservés à la Cour de justice les recours visés aux articles III-365 et III-367 de la Constitution qui sont formés par un Etat membre et dirigés:

- a) contre un acte ou une abstention de statuer du Parlement européen ou du Conseil, ou de ces deux institutions statuant conjointement, à l'exclusion:
 - des décisions européennes adoptées par le Conseil au titre de l'article III-168, paragraphe 2, troisième alinéa, de la Constitution;

- des actes du Conseil adoptés en vertu d'un acte du Conseil relatif aux mesures de défense commerciale au sens de l'article III-315 de la Constitution;
 - des actes du Conseil par lesquels ce dernier exerce des compétences d'exécution conformément à l'article I-37, paragraphe 2, de la Constitution,
- b) contre un acte ou une abstention de statuer de la Commission au titre de l'article III-420, paragraphe 1, de la Constitution.

Sont également réservés à la Cour de justice les recours, visés aux mêmes articles, qui sont formés par une institution de l'Union contre un acte ou une abstention de statuer du Parlement européen, du Conseil, de ces deux institutions statuant conjointement ou de la Commission, ainsi que par une institution contre un acte ou une abstention de statuer de la Banque centrale européenne.

Article 52

Le président de la Cour de justice et le président du Tribunal fixent d'un commun accord les modalités selon lesquelles des fonctionnaires et autres agents attachés à la Cour prêtent leur service au Tribunal pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Certains fonctionnaires ou autres agents relèvent du greffier du Tribunal sous l'autorité du président du Tribunal.

Article 53

La procédure devant le Tribunal est régie par le titre III.

La procédure devant le Tribunal est précisée et complétée, en tant que de besoin, par son règlement de procédure. Le règlement de procédure peut déroger à l'article 40, quatrième alinéa, et à l'article 41 pour tenir compte des spécificités du contentieux relevant du domaine de la propriété intellectuelle.

Par dérogation à l'article 20, quatrième alinéa, l'avocat général peut présenter ses conclusions motivées par écrit.

Article 54

Lorsqu'une requête ou un autre acte de procédure adressé au Tribunal est déposé par erreur auprès du greffier de la Cour de justice, il est immédiatement transmis par celui-ci au greffier du Tribunal. De même, lorsqu'une requête ou un autre acte de procédure adressé à la Cour est déposé par erreur auprès du greffier du Tribunal, il est immédiatement transmis par celui-ci au greffier de la Cour.

Lorsque le Tribunal constate qu'il n'est pas compétent pour connaître d'un recours qui relève de la compétence de la Cour, il le renvoie à la Cour. De même, lorsque la Cour constate qu'un recours relève de la compétence du Tribunal, elle le renvoie à ce dernier, qui ne peut alors décliner sa compétence.

Lorsque la Cour et le Tribunal sont saisis d'affaires ayant le même objet, soulevant la même question d'interprétation ou mettant en cause la validité du même acte, le Tribunal, après avoir entendu les parties, peut suspendre la procédure jusqu'au prononcé de l'arrêt de la Cour ou, s'il s'agit de recours introduits en vertu de l'article III-365 de la Constitution ou de l'article 146 du traité CEEA, se dessaisir afin que la Cour puisse statuer sur ces recours. Dans les mêmes conditions, la Cour peut également décider de suspendre la procédure dont elle est saisie. Dans ce cas, la procédure devant le Tribunal se poursuit.

Lorsqu'un Etat membre et une institution contestent le même acte, le Tribunal se dessaisit afin que la Cour puisse statuer sur ces recours.

Article 55

Les décisions du Tribunal mettant fin à l'instance, tranchant partiellement le litige au fond ou mettant fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité sont notifiées par le greffier du Tribunal à toutes les parties ainsi qu'à tous les Etats membres et aux institutions de l'Union, même s'ils ne sont pas intervenus dans le litige devant le Tribunal.

Article 56

Un pourvoi peut être formé devant la Cour de justice, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée, contre les décisions du Tribunal mettant fin à l'instance, ainsi que contre ses décisions qui tranchent partiellement le litige au fond ou qui mettent fin à un incident de procédure portant sur une exception d'incompétence ou d'irrecevabilité.

Ce pourvoi peut être formé par toute partie ayant partiellement ou totalement succombé en ses conclusions. Les parties intervenantes autres que les Etats membres et les institutions de l'Union ne peuvent, toutefois, former ce pourvoi que lorsque la décision du Tribunal les affecte directement.

Sauf dans les cas de litiges opposant l'Union à leurs agents, ce pourvoi peut également être formé par les Etats membres et les institutions de l'Union qui ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal. Dans ce cas, les Etats membres et les institutions sont dans une position identique à celle d'Etats membres ou d'institutions qui seraient intervenus en première instance.

Article 57

Un pourvoi peut être formé devant la Cour de justice contre les décisions du Tribunal rejetant une demande d'intervention, dans un délai de deux semaines à compter de la notification de la décision de rejet, par toute personne dont la demande a été rejetée.

Un pourvoi peut être formé devant la Cour par les parties à la procédure contre les décisions du Tribunal prises au titre de l'article III-379, paragraphe 1 ou 2, ou de l'article III-401, quatrième alinéa, de la Constitution ou au titre de l'article 157 ou de l'article 164, troisième alinéa, du traité CEEA, dans un délai de deux mois à compter de leur notification.

Il est statué sur les pourvois visés aux premier et deuxième alinéas selon la procédure prévue à l'article 39.

Article 58

Le pourvoi devant la Cour de justice est limité aux questions de droit. Il peut être fondé sur des moyens tirés de l'incompétence du Tribunal, d'irrégularités de procédure devant le Tribunal portant atteinte aux intérêts de la partie requérante ainsi que de la violation du droit de l'Union par le Tribunal.

Un pourvoi ne peut porter uniquement sur la charge et le montant des dépens.

Article 59

En cas de pourvoi contre une décision du Tribunal, la procédure devant la Cour de justice comporte une phase écrite et une phase orale. Dans les conditions fixées par le règlement de procédure, la Cour, l'avocat général et les parties entendus, peut statuer sans procédure orale.

Article 60

Sans préjudice de l'article III-379, paragraphes 1 et 2, de la Constitution ou de l'article 157 du traité CEEA, le pourvoi n'a pas d'effet suspensif.

Par dérogation à l'article III-380 de la Constitution, les décisions du Tribunal annulant une loi européenne ou un règlement européen obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre ne prennent effet qu'à compter de l'expiration du délai visé à l'article 56, premier alinéa, du présent statut ou, si un pourvoi a été introduit dans ce délai, à compter du rejet de celui-ci, sans préjudice de la faculté pour une partie de saisir la Cour de justice, en vertu de l'article III-379, paragraphes 1 et 2, de la Constitution ou de l'article 157 du traité CEEA, d'une demande tendant à la suspension des effets de la loi européenne ou du règlement européen annulés ou à la prescription de toute autre mesure provisoire.

Article 61

Lorsque le pourvoi est fondé, la Cour de justice annule la décision du Tribunal. Elle peut alors soit statuer elle-même définitivement sur le litige, lorsque celui-ci est en état d'être jugé, soit renvoyer l'affaire devant le Tribunal pour qu'il statue.

En cas de renvoi, le Tribunal est lié par les points de droit tranchés par la décision de la Cour.

Lorsqu'un pourvoi formé par un Etat membre ou une institution de l'Union qui ne sont pas intervenus au litige devant le Tribunal est fondé, la Cour peut, si elle l'estime nécessaire, indiquer ceux des

effets de la décision annulée du Tribunal qui doivent être considérés comme définitifs à l'égard des parties au litige.

Article 62

Dans les cas prévus à l'article III-358, paragraphes 2 et 3, de la Constitution, le premier avocat général peut, lorsqu'il estime qu'il existe un risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union, proposer à la Cour de justice de réexaminer la décision du Tribunal.

La proposition doit être faite dans un délai d'un mois à compter du prononcé de la décision du Tribunal. La Cour décide, dans un délai d'un mois à compter de la proposition qui lui a été faite par le premier avocat général, s'il y a lieu de réexaminer ou non la décision.

TITRE V

Dispositions finales

Article 63

Les règlements de procédure de la Cour de justice et du Tribunal contiennent toutes dispositions nécessaires pour appliquer et compléter le présent statut, en tant que de besoin.

Article 64

Les règles relatives au régime linguistique applicable à la Cour de justice de l'Union européenne sont fixées par un règlement européen du Conseil statuant à l'unanimité. Ce règlement est adopté, soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission et du Parlement européen, soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Cour de justice et du Parlement européen.

Jusqu'à l'adoption de ces règles, les dispositions du règlement de procédure de la Cour de justice et du règlement de procédure du Tribunal relatives au régime linguistique sont applicables. Par dérogation aux articles III-355 et III-356 de la Constitution, toute modification ou abrogation de ces dispositions requiert l'approbation unanime du Conseil.

Article 65

1. Par dérogation à l'article IV-437 de la Constitution, toutes modifications du protocole sur le statut de la Cour de justice, annexé au traité sur l'Union européenne, au traité instituant la Communauté européenne et au traité CEEA, adoptées entre la signature et l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe demeurent en vigueur.

2. Afin de les intégrer dans le dispositif du présent statut, les modifications visées au paragraphe 1 font l'objet d'une codification officielle par une loi européenne du Conseil, adoptée sur demande de la Cour de justice. Lors de l'entrée en vigueur de cette loi européenne de codification, le présent article est abrogé.

*

4. PROTOCOLE
fixant le statut du système européen de banques centrales
et de la banque centrale européenne

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de fixer le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne visés à l'article I-30 et à l'article III-187, paragraphe 2, de la Constitution,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Chapitre I – Le Système européen de banques centrales

Article premier

Le Système européen de banques centrales

1. Conformément à l'article I-30, paragraphe 1, de la Constitution, la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales constituent le Système européen de banques centrales. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des Etats membres dont la monnaie est l'euro constituent l'Eurosystème.
2. Le Système européen de banques centrales et la Banque centrale européenne remplissent leurs fonctions et exercent leurs activités conformément à la Constitution et au présent statut.

Chapitre II – Objectifs et missions du Système européen de banques centrales

Article 2

Objectifs

Conformément à l'article I-30, paragraphe 2, et à l'article III-185, paragraphe 1, de la Constitution, l'objectif principal du Système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de cet objectif, le Système européen de banques centrales apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union pour contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci, tels que définis à l'article I-3 de la Constitution. Le Système européen de banques centrales agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, en favorisant une allocation efficace des ressources et en respectant les principes fixés à l'article III-177 de la Constitution.

Article 3

Missions

1. Conformément à l'article III-185, paragraphe 2, de la Constitution, les missions fondamentales relevant du Système européen de banques centrales consistent à:
 - a) définir et mettre en oeuvre la politique monétaire de l'Union;
 - b) conduire les opérations de change conformément à l'article III-326 de la Constitution;
 - c) détenir et gérer les réserves officielles de change des Etats membres;
 - d) promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.
2. Conformément à l'article III-185, paragraphe 3, de la Constitution, le paragraphe 1, point c), du présent article s'applique, sans préjudice de la détention et de la gestion, par les gouvernements des Etats membres, de fonds de roulement en devises.
3. Conformément à l'article III-185, paragraphe 5, de la Constitution, le Système européen de banques centrales contribue à la bonne conduite des politiques menées par les autorités compétentes en ce qui concerne le contrôle prudentiel des établissements de crédit et la stabilité du système financier.

*Article 4****Fonctions consultatives***

Conformément à l'article III-185, paragraphe 4, de la Constitution, la Banque centrale européenne est consultée:

- a) sur tout acte de l'Union proposé dans les domaines relevant de ses attributions;
- b) par les autorités nationales, sur tout projet de réglementation dans les domaines relevant de sa compétence, mais dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 41.

La Banque centrale européenne peut, dans les domaines relevant de ses attributions, soumettre des avis aux institutions, organes ou organismes de l'Union ou aux autorités nationales.

*Article 5****Collecte d'informations statistiques***

1. Afin d'assurer les missions du Système européen de banques centrales, la Banque centrale européenne, assistée par les banques centrales nationales, collecte les informations statistiques nécessaires, soit auprès des autorités nationales compétentes, soit directement auprès des agents économiques. A ces fins, elle coopère avec les institutions, organes ou organismes de l'Union et avec les autorités compétentes des Etats membres ou des pays tiers et avec les organisations internationales.

2. Les banques centrales nationales exécutent, dans la mesure du possible, les missions visées au paragraphe 1.

3. La Banque centrale européenne est chargée de promouvoir l'harmonisation, en tant que de besoin, des règles et pratiques régissant la collecte, l'établissement et la diffusion des statistiques dans les domaines relevant de ses attributions.

4. Le Conseil définit, selon la procédure prévue à l'article 41, les personnes physiques et morales soumises aux obligations de déclaration, le régime de confidentialité et les dispositions adéquates d'exécution et de sanction.

*Article 6****Coopération internationale***

1. Dans le domaine de la coopération internationale concernant les missions confiées au Système européen de banques centrales, la Banque centrale européenne décide de la manière dont le Système européen de banques centrales est représenté.

2. La Banque centrale européenne et, sous réserve de son accord, les banques centrales nationales sont habilitées à participer aux institutions monétaires internationales.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent, sans préjudice de l'article III-196 de la Constitution.

Chapitre III – Organisation du système européen de Banques centrales*Article 7****Indépendance***

Conformément à l'article III-188 de la Constitution, dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par la Constitution et par le présent statut, ni la Banque centrale européenne, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions, organes ou

organismes de l'Union, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme. Les institutions, organes ou organismes de l'Union ainsi que les gouvernements des Etats membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la Banque centrale européenne ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions.

Article 8

Principe général

Le Système européen de banques centrales est dirigé par les organes de décision de la Banque centrale européenne.

Article 9

La Banque centrale européenne

1. La Banque centrale européenne, qui, en vertu de l'article I-30, paragraphe 3, de la Constitution, a la personnalité juridique, jouit, dans chacun des Etats membres, de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par la législation nationale. La Banque centrale européenne peut notamment acquérir ou aliéner des biens mobiliers et immobiliers et ester en justice.
2. La Banque centrale européenne veille à ce que les missions conférées au Système européen de banques centrales en vertu de l'article III-185, paragraphes 2, 3 et 5, de la Constitution soient exécutées par ses soins, conformément au présent statut, ou par les banques centrales nationales, conformément à l'article 12, paragraphe 1, et à l'article 14.
3. Conformément à l'article III-187, paragraphe 1, de la Constitution, les organes de décision de la Banque centrale européenne sont le conseil des gouverneurs et le directoire.

Article 10

Le conseil des gouverneurs

1. Conformément à l'article III-382, paragraphe 1, de la Constitution, le conseil des gouverneurs se compose des membres du directoire et des gouverneurs des banques centrales nationales des Etats membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation au sens de l'article III-197 de la Constitution.
2. Chaque membre du conseil des gouverneurs dispose d'une voix. A compter de la date à laquelle le nombre de membres du conseil des gouverneurs est supérieur à vingt et un, chaque membre du directoire dispose d'une voix et le nombre de gouverneurs disposant du droit de vote est de quinze. Ces droits de vote sont attribués et font l'objet d'une rotation comme suit:
 - a) à compter de la date à laquelle le nombre de gouverneurs est supérieur à quinze et jusqu'à ce qu'il s'élève à vingt-deux, les gouverneurs sont répartis en deux groupes, en fonction d'un classement selon la taille de la part de l'Etat membre de la banque centrale nationale concernée dans le produit intérieur brut total aux prix du marché et dans le bilan agrégé total des institutions financières monétaires des Etats membres dont la monnaie est l'euro. Les parts dans le produit intérieur brut total aux prix du marché et dans le bilan agrégé total des institutions financières monétaires font l'objet respectivement d'une pondération de 5/6 et de 1/6. Le premier groupe est composé de cinq gouverneurs et le second groupe des autres gouverneurs. La fréquence des droits de vote des gouverneurs appartenant au premier groupe n'est pas inférieure à celle des droits de vote des gouverneurs appartenant au second groupe. Sous réserve de la phrase précédente, quatre droits de vote sont attribués au premier groupe et onze droits de vote sont attribués au second groupe;
 - b) à compter de la date à laquelle le nombre de gouverneurs s'élève à vingt-deux, les gouverneurs sont répartis en trois groupes en fonction d'un classement fondé sur les critères fixés au point a). Le premier groupe est composé de cinq gouverneurs et quatre droits de vote lui sont attribués. Le deuxième groupe est composé de la moitié du nombre total de gouverneurs, toute fraction étant

arrondie au nombre entier supérieur, et huit droits de vote lui sont attribués. Le troisième groupe est composé des autres gouverneurs et trois droits de vote lui sont attribués;

- c) au sein de chaque groupe, les gouverneurs disposent de leur droit de vote pour une durée identique;
- d) l'article 29, paragraphe 2, est applicable au calcul des parts dans le produit intérieur brut total aux prix du marché. Le bilan agrégé total des institutions financières monétaires est calculé conformément au cadre statistique applicable au sein de l'Union au moment du calcul;
- e) chaque fois que le produit intérieur brut total aux prix du marché est adapté conformément à l'article 29, paragraphe 3, ou chaque fois que le nombre de gouverneurs augmente, la taille et/ou la composition des groupes sont adaptées conformément aux principes fixés au présent alinéa;
- f) le conseil des gouverneurs, statuant à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres, disposant ou non du droit de vote, prend toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des principes fixés au présent alinéa, et peut décider de différer l'application du système de rotation jusqu'à la date à laquelle le nombre de gouverneurs est supérieur à dix-huit.

Le droit de vote est exercé en personne. Par dérogation à cette règle, le règlement intérieur visé à l'article 12, paragraphe 3, peut prévoir que des membres du conseil des gouverneurs peuvent voter par téléconférence. Ce règlement prévoit également qu'un membre du conseil des gouverneurs empêché d'assister aux réunions du conseil des gouverneurs pendant une période prolongée peut désigner un suppléant pour le remplacer en tant que membre du conseil des gouverneurs.

Les premier et deuxième alinéas sont sans préjudice du droit de vote de tous les membres du conseil des gouverneurs, disposant ou non du droit de vote, en vertu du paragraphe 3, et de l'article 40, paragraphes 2 et 3. Sauf disposition contraire figurant dans le présent statut, les décisions du conseil des gouverneurs sont prises à la majorité simple des membres ayant le droit de vote. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Pour que le conseil des gouverneurs puisse voter, le quorum fixé est de deux tiers des membres ayant le droit de vote. Si le quorum n'est pas atteint, le président peut convoquer une réunion extraordinaire au cours de laquelle les décisions peuvent être prises sans ce quorum.

3. Pour toutes les décisions devant être prises en vertu des articles 28, 29, 30, 32, 33 et 49, les suffrages des membres du conseil des gouverneurs sont pondérés conformément à la répartition du capital souscrit de la Banque centrale européenne entre les banques centrales nationales. La pondération des suffrages des membres du directoire est égale à zéro. Une décision requérant la majorité qualifiée est adoptée si les suffrages exprimant un vote favorable représentent au moins deux tiers du capital souscrit de la Banque centrale européenne et au moins la moitié des actionnaires. Si un gouverneur ne peut être présent, il peut désigner un suppléant pour exercer son vote pondéré.

4. Les réunions sont confidentielles. Le conseil des gouverneurs peut décider de rendre public le résultat de ses délibérations.

5. Le conseil des gouverneurs se réunit au moins dix fois par an.

Article 11

Le directoire

1. Conformément à l'article III-382, paragraphe 2, premier alinéa, de la Constitution, le directoire se compose du président, du vice-président et de quatre autres membres.

Les membres assurent leurs fonctions à temps plein. Aucun membre ne peut exercer une profession, rémunérée ou non, à moins qu'une dérogation ne lui ait été accordée à titre exceptionnel par le conseil des gouverneurs.

2. Conformément à l'article III-382, paragraphe 2, de la Constitution, le président, le vice-président et les autres membres du directoire sont nommés par le Conseil européen, statuant à la majorité qualifiée, sur recommandation du Conseil et après consultation du Parlement européen et du conseil des gouverneurs, parmi des personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues.

Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable.

Seuls les ressortissants des Etats membres peuvent être membres du directoire.

3. Les conditions d'emploi des membres du directoire, en particulier leurs émoluments, pensions et autres avantages de sécurité sociale, font l'objet de contrats conclus avec la Banque centrale européenne et sont fixées par le conseil des gouverneurs sur proposition d'un comité comprenant trois membres nommés par le conseil des gouverneurs et trois membres nommés par le Conseil. Les membres du directoire ne disposent pas du droit de vote sur les questions régies par le présent paragraphe.

4. Si un membre du directoire ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, la Cour de justice peut, à la requête du conseil des gouverneurs ou du directoire, le démettre d'office de ses fonctions.

5. Chaque membre du directoire présent aux séances a le droit de vote et dispose à cet effet d'une voix. Sauf disposition contraire, les décisions du directoire sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les modalités de vote sont précisées dans le règlement intérieur visé à l'article 12, paragraphe 3.

6. Le directoire est responsable de la gestion courante de la Banque centrale européenne.

7. Il est pourvu à toute vacance au sein du directoire par la nomination d'un nouveau membre, conformément au paragraphe 2.

Article 12

Responsabilités des organes de décision

1. Le conseil des gouverneurs arrête les orientations et prend les décisions nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au Système européen de banques centrales par la Constitution et le présent statut. Le conseil des gouverneurs définit la politique monétaire de l'Union, y compris, le cas échéant, les décisions concernant les objectifs monétaires intermédiaires, les taux directeurs et l'approvisionnement en réserves dans le Système européen de banques centrales, et arrête les orientations nécessaires à leur exécution.

Le directoire met en oeuvre la politique monétaire conformément aux orientations et aux décisions arrêtées par le conseil des gouverneurs. Dans ce cadre, le directoire donne les instructions nécessaires aux banques centrales nationales. En outre, le directoire peut recevoir délégation de certains pouvoirs par décision du conseil des gouverneurs.

Dans la mesure jugée possible et adéquate, et sans préjudice du présent article, la Banque centrale européenne recourt aux banques centrales nationales pour l'exécution des opérations faisant partie des missions du Système européen de banques centrales.

2. Le directoire est responsable de la préparation des réunions du conseil des gouverneurs.

3. Le conseil des gouverneurs adopte un règlement intérieur déterminant l'organisation interne de la Banque centrale européenne et de ses organes de décision.

4. Les fonctions consultatives visées à l'article 4 sont exercées par le conseil des gouverneurs.

5. Le conseil des gouverneurs prend les décisions visées à l'article 6.

Article 13

Le président

1. Le président ou, en son absence, le vice-président préside le conseil des gouverneurs et le directoire de la Banque centrale européenne.

2. Sans préjudice de l'article 38, le président ou la personne qu'il désigne à cet effet représente la Banque centrale européenne à l'extérieur.

*Article 14****Les banques centrales nationales***

1. Conformément à l'article III-189 de la Constitution, chaque Etat membre veille à la compatibilité de sa législation nationale, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, avec la Constitution et le présent statut.

2. Les statuts des banques centrales nationales prévoient en particulier que la durée du mandat du gouverneur d'une banque centrale nationale n'est pas inférieure à cinq ans.

Un gouverneur ne peut être relevé de ses fonctions que s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave. Un recours contre la décision prise à cet effet peut être introduit auprès de la Cour de justice par le gouverneur concerné ou le conseil des gouverneurs pour violation de la Constitution ou de toute règle de droit relative à son application. Ces recours doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

3. Les banques centrales nationales font partie intégrante du Système européen de banques centrales et agissent conformément aux orientations et aux instructions de la Banque centrale européenne. Le conseil des gouverneurs prend les mesures nécessaires pour assurer le respect des orientations et des instructions de la Banque centrale européenne, et exige que toutes les informations nécessaires lui soient fournies.

4. Les banques centrales nationales peuvent exercer d'autres fonctions que celles qui sont spécifiées dans les présents statuts, à moins que le conseil des gouverneurs ne décide, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, que ces fonctions interfèrent avec les objectifs et les missions du Système européen de banques centrales. Ces fonctions, que les banques centrales nationales exercent sous leur propre responsabilité et à leurs propres risques, ne sont pas considérées comme faisant partie des fonctions du Système européen de banques centrales.

*Article 15****Obligation de présenter des rapports***

1. La Banque centrale européenne établit et publie des rapports sur les activités du Système européen de banques centrales au moins chaque trimestre.

2. Une situation financière consolidée du Système européen de banques centrales est publiée chaque semaine.

3. Conformément à l'article III-383, paragraphe 3, de la Constitution, la Banque centrale européenne adresse au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil et à la Commission, un rapport annuel sur les activités du Système européen de banques centrales et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours.

4. Les rapports et situations visés au présent article sont mis gratuitement à la disposition des personnes intéressées.

*Article 16****Billets***

Conformément à l'article III-186, paragraphe 1, de la Constitution, le conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission de billets de banque en euros dans l'Union. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans l'Union.

La Banque centrale européenne respecte autant que possible les pratiques existantes en ce qui concerne l'émission et la présentation des billets de banque.

**Chapitre IV – Fonctions monétaires et opérations assurées
par le système européen de Banques centrales**

Article 17

**Comptes auprès de la Banque centrale européenne
et des banques centrales nationales**

Afin d'effectuer leurs opérations, la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent ouvrir des comptes aux établissements de crédit, aux organismes publics et aux autres intervenants du marché et accepter des actifs, y compris des titres en compte courant, comme garantie.

Article 18

Opérations d'open market et de crédit

1. Afin d'atteindre les objectifs du Système européen de banques centrales et d'accomplir ses missions, la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent:
 - a) intervenir sur les marchés de capitaux, soit en achetant et en vendant ferme (au comptant et à terme), soit en prenant et en mettant en pension, soit en prêtant ou en empruntant des créances et des titres négociables, libellés en euros ou d'autres monnaies, ainsi que des métaux précieux;
 - b) effectuer des opérations de crédit avec des établissements de crédit et d'autres intervenants du marché sur la base d'une sûreté appropriée pour les prêts.
2. La Banque centrale européenne définit les principes généraux des opérations d'open market et de crédit effectuées par elle-même ou par les banques centrales nationales, y compris de l'annonce des conditions dans lesquelles celles-ci sont disposées à pratiquer ces opérations.

Article 19

Réserves obligatoires

1. Sous réserve de l'article 2, la Banque centrale européenne est habilitée à imposer aux établissements de crédit établis dans les Etats membres la constitution de réserves obligatoires auprès de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales, conformément aux objectifs en matière de politique monétaire. Les modalités de calcul et la détermination du montant exigé peuvent être fixées par le conseil des gouverneurs. Tout manquement constaté à cet égard met la Banque centrale européenne en droit de percevoir des intérêts à titre de pénalité et d'infliger d'autres sanctions ayant un effet analogue.
2. Aux fins de l'application du présent article, le Conseil définit, conformément à la procédure prévue à l'article 41, la base des réserves obligatoires et les rapports maximaux autorisés entre ces réserves et leur base, ainsi que les sanctions appropriées en cas de non-respect.

Article 20

Autres instruments de contrôle monétaire

Le conseil des gouverneurs peut décider, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, de recourir aux autres méthodes opérationnelles de contrôle monétaire qu'il jugera opportunes, sous réserve de l'article 2.

Si ces méthodes entraînent des obligations pour des tiers, le Conseil en définit la portée conformément à la procédure prévue à l'article 41.

*Article 21****Opérations avec les organismes publics***

1. Conformément à l'article III-181 de la Constitution, il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres. L'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.
2. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent agir en qualité d'agents fiscaux pour le compte des entités visées au paragraphe 1.
3. Le présent article ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la Banque centrale européenne, du même traitement que les établissements privés de crédit.

*Article 22****Systèmes de compensation et de paiement***

La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent accorder des facilités, et la Banque centrale européenne peut arrêter des règlements, en vue d'assurer l'efficacité et la solidité des systèmes de compensation et de paiement au sein de l'Union et avec les pays tiers.

*Article 23****Opérations extérieures***

La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent:

- a) entrer en relation avec les banques centrales et les établissements financiers des pays tiers et, en tant que de besoin, avec les organisations internationales;
- b) acquérir et vendre, au comptant et à terme, toutes catégories d'avoirs de réserves de change et des métaux précieux. Le terme „avoirs de change“ comprend les titres et tous les autres avoirs libellés dans la devise de tout pays ou en unités de compte, quelle que soit la forme sous laquelle ils sont détenus;
- c) détenir et gérer les avoirs visés au présent article;
- d) effectuer tous les types d'opérations bancaires avec les pays tiers et les organisations internationales, y compris les opérations de prêt et d'emprunt.

*Article 24****Autres opérations***

Outre les opérations résultant de leurs missions, la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent effectuer des opérations aux fins de leur infrastructure administrative ou au bénéfice de leur personnel.

Chapitre V – Contrôle prudentiel*Article 25****Contrôle prudentiel***

1. La Banque centrale européenne est habilitée à donner des avis et à être consultée par le Conseil, la Commission et les autorités compétentes des Etats membres sur la portée et l'application des actes juridiquement contraignants de l'Union concernant le contrôle prudentiel des établissements de crédit et la stabilité du système financier.

2. Conformément à toute loi européenne adoptée en vertu de l'article III-185, paragraphe 6, de la Constitution, la Banque centrale européenne peut accomplir des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers, à l'exception des entreprises d'assurances.

Chapitre VI – Dispositions financières du Système européen de banques centrales

Article 26

Comptes financiers

1. L'exercice de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre.
2. Les comptes annuels de la Banque centrale européenne sont établis par le directoire conformément aux principes déterminés par le conseil des gouverneurs. Les comptes sont approuvés par le conseil des gouverneurs et sont ensuite publiés.
3. Pour les besoins de l'analyse et de la gestion, le directoire établit un bilan consolidé du Système européen de banques centrales comprenant les actifs et les passifs des banques centrales nationales, qui relèvent du Système européen de banques centrales.
4. Aux fins de l'application du présent article, le conseil des gouverneurs arrête les règles nécessaires à la normalisation des procédures comptables et d'information relatives aux opérations des banques centrales nationales.

Article 27

Vérification des comptes

1. Les comptes de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales sont vérifiés par des commissaires aux comptes extérieurs indépendants désignés sur recommandation du conseil des gouverneurs et agréés par le Conseil. Les commissaires aux comptes ont tout pouvoir pour examiner tous les livres et comptes de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales, et pour obtenir toutes informations sur leurs opérations.
2. L'article III-384 de la Constitution s'applique uniquement à un examen de l'efficacité de la gestion de la Banque centrale européenne.

Article 28

Capital de la Banque centrale européenne

1. Le capital de la Banque centrale européenne s'élève à 5 milliards d'euros. Le capital peut être augmenté par décision européenne du conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée prévue à l'article 10, paragraphe 3, dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 41.
2. Les banques centrales nationales sont seules autorisées à souscrire et à détenir le capital de la Banque centrale européenne. La souscription du capital s'effectue selon la clé de répartition déterminée conformément à l'article 29.
3. Le conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée prévue à l'article 10, paragraphe 3, détermine le montant exigible et les modalités de libération du capital.
4. Sous réserve du paragraphe 5, les parts des banques centrales nationales dans le capital souscrit de la Banque centrale européenne ne peuvent pas être cédées, nanties ou saisies.

5. Si la clé de répartition visée à l'article 29 est modifiée, les banques centrales nationales transfèrent entre elles les parts de capital correspondantes de sorte que la répartition de ces parts corresponde à la nouvelle clé. Le conseil des gouverneurs fixe les modalités de ces transferts.

Article 29

Clé de répartition pour la souscription au capital

1. La clé de répartition pour la souscription au capital de la Banque centrale européenne, fixée pour la première fois en 1998 lors de la mise en place du Système européen de banques centrales, est déterminée en attribuant à chaque banque centrale nationale une pondération dans cette clé, qui est égale à la somme de:

- 50% de la part de la population de l'Etat membre concerné dans la population de l'Union l'avant-dernière année précédant la mise en place du Système européen de banques centrales;
- 50% de la part du produit intérieur brut de l'Etat membre concerné dans le produit intérieur brut de l'Union aux prix du marché, telle qu'elle a été constatée au cours des cinq années précédant l'avant-dernière année avant la mise en place du Système européen de banques centrales.

Les pourcentages sont arrondis vers le bas ou vers le haut au multiple le plus proche de 0,0001%.

2. Les données statistiques nécessaires à l'application du présent article sont établies par la Commission conformément aux règles fixées par le Conseil conformément à l'article 41.

3. Les pondérations attribuées aux banques centrales nationales sont adaptées tous les cinq ans après la mise en place du Système européen de banques centrales, par analogie avec le paragraphe 1. La clé adaptée prend effet le premier jour de l'année suivante.

4. Le conseil des gouverneurs prend toutes les autres mesures nécessaires à l'application du présent article.

Article 30

Transfert d'avoirs de réserve de change à la Banque centrale européenne

1. Sans préjudice de l'article 28, la Banque centrale européenne est dotée par les banques centrales nationales d'avoirs de réserve de change autres que les monnaies des Etats membres, les euros, les positions de réserve auprès du Fonds monétaire international et les droits de tirage spéciaux, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 50 milliards d'euros. Le conseil des gouverneurs décide des proportions à appeler par la Banque centrale européenne. La Banque centrale européenne est pleinement habilitée à détenir et à gérer les avoirs de réserve qui lui ont été transférés et à les utiliser aux fins fixées dans le présent statut.

2. La contribution de chaque banque centrale nationale est fixée proportionnellement à sa part dans le capital souscrit de la Banque centrale européenne.

3. Chaque banque centrale nationale reçoit de la Banque centrale européenne une créance équivalente à sa contribution. Le conseil des gouverneurs détermine la dénomination et la rémunération de ces créances.

4. Des avoirs de réserve supplémentaires peuvent être appelés par la Banque centrale européenne, conformément au paragraphe 2, au-delà de la limite fixée au paragraphe 1, dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 41.

5. La Banque centrale européenne peut détenir et gérer des positions de réserve auprès du Fonds monétaire international et de droits de tirage spéciaux, et accepter la mise en commun de ces avoirs.

6. Le conseil des gouverneurs prend toutes les autres mesures nécessaires à l'application du présent article.

*Article 31****Avoirs de réserve de change détenus par les banques centrales nationales***

1. Les banques centrales nationales sont autorisées à effectuer les opérations liées à l'accomplissement de leurs obligations envers les organisations internationales conformément à l'article 23.
2. Toutes les autres opérations sur les avoirs de réserve de change qui demeurent dans les banques centrales nationales après les transferts visés à l'article 30 et les transactions effectuées par les États membres avec leurs fonds de roulement en devises sont, au-delà d'une certaine limite à fixer dans le cadre du paragraphe 3, soumises à l'autorisation de la Banque centrale européenne afin d'assurer la cohérence avec la politique de change et la politique monétaire de l'Union.
3. Le conseil des gouverneurs arrête des orientations afin de faciliter ces opérations.

*Article 32****Répartition du revenu monétaire des banques centrales nationales***

1. Le revenu dégagé par les banques centrales nationales dans l'exercice des missions de politique monétaire du Système européen de banques centrales, ci-après dénommé „revenu monétaire“, est réparti à la fin de chaque exercice conformément au présent article.
2. Le montant du revenu monétaire de chaque banque centrale nationale est égal au revenu annuel qu'elle tire des actifs détenus en contrepartie des billets en circulation et des engagements résultant des dépôts constitués par les établissements de crédit. Ces actifs sont identifiés par les banques centrales nationales conformément aux orientations que le conseil des gouverneurs aura déterminées.
3. Si le conseil des gouverneurs estime, après le début de la troisième phase, que les structures du bilan des banques centrales nationales ne permettent pas l'application du paragraphe 2, il peut décider, à la majorité qualifiée, que, par dérogation au paragraphe 2, le revenu monétaire doit être calculé selon une autre méthode pendant une période ne dépassant pas cinq ans.
4. Le montant du revenu monétaire de chaque banque centrale nationale est réduit de toute charge d'intérêt payée par cette banque centrale sur les engagements résultant des dépôts constitués par les établissements de crédit conformément à l'article 19.

Le conseil des gouverneurs peut décider d'indemniser les banques centrales nationales pour les frais encourus à l'occasion de l'émission de billets ou, dans des circonstances exceptionnelles, pour des pertes particulières afférentes aux opérations de politique monétaire réalisées pour le compte du Système européen de banques centrales. L'indemnisation prend la forme que le conseil des gouverneurs juge appropriée. Ces montants peuvent être compensés avec le revenu monétaire des banques centrales nationales.

5. La somme des revenus monétaires des banques centrales nationales est répartie entre elles proportionnellement à leurs parts libérées dans le capital de la Banque centrale européenne, sous réserve de toute décision prise par le conseil des gouverneurs conformément à l'article 33, paragraphe 2.
6. La compensation et le règlement des soldes provenant de la répartition du revenu monétaire sont réalisés par la Banque centrale européenne conformément aux orientations établies par le conseil des gouverneurs.
7. Le conseil des gouverneurs prend toutes les autres mesures nécessaires à l'application du présent article.

*Article 33****Répartition des bénéfices et pertes nets de la Banque centrale européenne***

1. Le bénéfice net de la Banque centrale européenne est transféré dans l'ordre suivant:
 - a) un montant à déterminer par le conseil des gouverneurs, qui ne peut dépasser 20% du bénéfice net, est transféré au fonds de réserve générale dans la limite de 100% du capital;

b) le bénéfice net restant est distribué aux détenteurs de parts de la Banque centrale européenne proportionnellement aux parts qu'ils ont libérées.

2. Si la Banque centrale européenne enregistre une perte, celle-ci est couverte par le fonds de réserve général de la Banque centrale européenne et, si nécessaire, après décision du conseil des gouverneurs, par les revenus monétaires de l'exercice financier concerné au prorata et jusqu'à concurrence des montants alloués aux banques centrales nationales conformément à l'article 32, paragraphe 5.

Chapitre VII – Dispositions générales

Article 34

Actes juridiques

1. Conformément à l'article III-190 de la Constitution, la Banque centrale européenne adopte:
 - a) des règlements européens dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des missions définies à l'article 3, paragraphe 1, point a), à l'article 19, paragraphe 1, à l'article 22 ou à l'article 25, paragraphe 2, du présent statut, ainsi que dans les cas qui sont prévus dans les règlements et décisions européens visés à l'article 41;
 - b) les décisions européennes nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au Système européen de banques centrales en vertu de la Constitution et du présent statut;
 - c) des recommandations et des avis.
2. La Banque centrale européenne peut décider de publier ses décisions européennes, recommandations et avis.
3. Dans les limites et selon les conditions arrêtées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 41, la Banque centrale européenne est habilitée à infliger aux entreprises des amendes et des astreintes en cas de non-respect de ses règlements et décisions européens.

Article 35

Contrôle juridictionnel et questions connexes

1. La Cour de justice de l'Union européenne peut connaître des actes ou omissions de la Banque centrale européenne ou être saisie de leur interprétation dans les cas et selon les conditions fixées par la Constitution. La Banque centrale européenne peut former des recours dans les cas et selon les conditions fixées par la Constitution.
2. Les litiges entre la Banque centrale européenne, d'une part, et ses créanciers, débiteurs ou toute autre personne, d'autre part, sont tranchés par les tribunaux nationaux compétents, à moins que la Cour de justice de l'Union européenne n'ait été déclarée compétente.
3. La Banque centrale européenne est soumise au régime de responsabilité prévu à l'article III-431 de la Constitution. La responsabilité des banques centrales nationales est déterminée en fonction de leur droit national respectif.
4. La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par la Banque centrale européenne ou pour le compte de celle-ci.
5. La décision de la Banque centrale européenne de saisir la Cour de justice de l'Union européenne est prise par le conseil des gouverneurs.
6. La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer sur les litiges relatifs à l'accomplissement par les banques centrales nationales des obligations qui leur incombent au titre de la Constitution et du présent statut. Si la Banque centrale européenne considère qu'une banque centrale

nationale a manqué à une des obligations qui lui incombent au titre de la Constitution et du présent statut, elle émet sur l'affaire un avis motivé après avoir donné à la banque centrale nationale concernée la possibilité de présenter ses observations. Si la banque centrale nationale concernée ne se conforme pas audit avis dans le délai fixé par la Banque centrale européenne, celle-ci peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

Article 36

Personnel

1. Le conseil des gouverneurs arrête, sur proposition du directoire, le régime applicable au personnel de la Banque centrale européenne.
2. La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour connaître de tout litige entre la Banque centrale européenne et ses agents dans les limites et selon les conditions prévues par le régime qui leur est applicable.

Article 37

Secret professionnel

1. Les membres des organes de décision et du personnel de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel.
2. Les personnes ayant accès à des données soumises à un acte juridiquement contraignant de l'Union imposant l'obligation du secret sont assujetties à cette obligation.

Article 38

Signataires

La Banque centrale européenne est juridiquement engagée vis-à-vis des tiers par le président ou deux membres du directoire, ou par la signature de deux membres de son personnel dûment autorisés par le président à signer au nom de la Banque centrale européenne.

Article 39

Privilèges et immunités

La Banque centrale européenne jouit sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de ses missions, selon les conditions définies par le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.

Chapitre VIII – Révision du statut et réglementation complémentaire

Article 40

Procédures de révision simplifiées

1. Conformément à l'article III-187, paragraphe 3, de la Constitution, l'article 5, paragraphes 1, 2 et 3, les articles 17 et 18, l'article 19, paragraphe 1, les articles 22, 23, 24 et 26, l'article 32, paragraphes 2, 3, 4 et 6, l'article 33, paragraphe 1, point a), et l'article 36 du présent statut peuvent être révisés par la loi européenne:
 - a) soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne;
 - b) soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation de la Commission.

2. L'article 10, paragraphe 2, peut être modifié par une décision européenne du Conseil européen, statuant à l'unanimité, soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation du Parlement européen et de la Commission, soit sur recommandation de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Banque centrale européenne. Ces modifications n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

3. Une recommandation faite par la Banque centrale européenne en vertu du présent article requiert une décision unanime du conseil des gouverneurs.

Article 41

Réglementation complémentaire

Conformément à l'article III-187, paragraphe 4, de la Constitution, le Conseil adopte les règlements et décisions européens établissant les mesures visées à l'article 4, à l'article 5, paragraphe 4, à l'article 19, paragraphe 2, à l'article 20, à l'article 28, paragraphe 1, à l'article 29, paragraphe 2, à l'article 30, paragraphe 4, et à l'article 34, paragraphe 3, du présent statut. Il statue après consultation du Parlement européen:

- a) soit sur proposition de la Commission et après consultation de la Banque centrale européenne;
- b) soit sur recommandation de la Banque centrale européenne et après consultation de la Commission.

Chapitre IX – Dispositions transitoires et autres dispositions concernant le système européen de banques centrales

Article 42

Dispositions générales

1. La dérogation visée à l'article III-197, paragraphe 1, de la Constitution a pour effet que les articles suivants du présent statut ne confèrent aucun droit et n'imposent aucune obligation à l'Etat membre concerné: articles 3 et 6, article 9, paragraphe 2, article 12, paragraphe 1, article 14, paragraphe 3, articles 16, 18, 19, 20, 22 et 23, article 26, paragraphe 2, articles 27, 30, 31, 32, 33, 34 et 50.

2. Les banques centrales des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation, tels que définis à l'article III-197, paragraphe 1, de la Constitution, conservent leurs compétences dans le domaine de la politique monétaire, conformément au droit national.

3. Conformément à l'article III-197, paragraphe 2, second alinéa, de la Constitution, à l'article 3, à l'article 11, paragraphe 2, et à l'article 19 du présent statut, on entend par „Etats membres“, les Etats membres dont la monnaie est l'euro.

4. A l'article 9, paragraphe 2, à l'article 10, paragraphes 2 et 3, à l'article 12, paragraphe 1, aux articles 16, 17, 18, 22, 23, 27, 30, 31 et 32, à l'article 33, paragraphe 2, et à l'article 50, on entend par „banques centrales nationales“, les banques centrales des Etats membres dont la monnaie est l'euro.

5. A l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 33, paragraphe 1, on entend par „actionnaires“, les banques centrales nationales des Etats membres dont la monnaie est l'euro.

6. A l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 30, paragraphe 2, on entend par „capital souscrit“, le capital de la Banque centrale européenne souscrit par les banques centrales nationales des Etats membres dont la monnaie est l'euro.

Article 43

Missions transitoires de la Banque centrale européenne

La Banque centrale européenne assure les anciennes fonctions de l'Institut monétaire européen visées à l'article III-199, paragraphe 2, de la Constitution qui, en raison des dérogations dont un ou plusieurs Etats membres font l'objet, doivent encore être exécutées après l'introduction de l'euro.

La Banque centrale européenne donne des avis au cours des préparatifs concernant l'abrogation des dérogations visées à l'article III-198 de la Constitution.

Article 44

Le conseil général de la Banque centrale européenne

1. Sans préjudice de l'article III-187, paragraphe 1, de la Constitution, le conseil général est constitué comme troisième organe de décision de la Banque centrale européenne.
2. Le conseil général se compose du président et du vice-président de la Banque centrale européenne ainsi que des gouverneurs des banques centrales nationales. Les autres membres du directoire peuvent participer, sans droit de vote, aux réunions du conseil général.
3. Les responsabilités du conseil général sont énumérées de manière exhaustive à l'article 46.

Article 45

Fonctionnement du conseil général

1. Le président ou, en son absence, le vice-président de la Banque centrale européenne préside le conseil général de la Banque centrale européenne.
2. Le président du Conseil et un membre de la Commission peuvent participer, sans droit de vote, aux réunions du conseil général.
3. Le président prépare les réunions du conseil général.
4. Par dérogation à l'article 12, paragraphe 3, le conseil général adopte son règlement intérieur.
5. Le secrétariat du conseil général est assuré par la Banque centrale européenne.

Article 46

Responsabilités du conseil général

1. Le conseil général:
 - a) exécute les missions visées à l'article 43;
 - b) contribue aux fonctions consultatives visées à l'article 4 et à l'article 25, paragraphe 1.
2. Le conseil général contribue:
 - a) à collecter les informations statistiques visées à l'article 5;
 - b) à établir les rapports d'activités de la Banque centrale européenne visés à l'article 15;
 - c) à établir les règles, visées à l'article 26, paragraphe 4, nécessaires à l'application de l'article 26;
 - d) à prendre toutes les autres mesures, visées à l'article 29, paragraphe 4, nécessaires à l'application de l'article 29;
 - e) à définir les conditions d'emploi du personnel de la Banque centrale européenne, prévues à l'article 36.
3. Le conseil général contribue aux préparatifs nécessaires à la fixation irrévocable des taux de change des monnaies des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation par rapport à l'euro, telle que visée à l'article III-198, paragraphe 3, de la Constitution.
4. Le conseil général est informé des décisions du conseil des gouverneurs par le président de la Banque centrale européenne.

*Article 47****Dispositions transitoires concernant le capital de la Banque centrale européenne***

Conformément à l'article 29, chaque banque centrale nationale se voit attribuer une pondération dans la clé de répartition pour la souscription au capital de la Banque centrale européenne. Par dérogation à l'article 28, paragraphe 3, les banques centrales des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation ne libèrent pas leur capital souscrit, sauf si le conseil général, statuant à une majorité représentant au moins deux tiers du capital souscrit de la Banque centrale européenne et au moins la moitié des actionnaires, décide qu'un pourcentage minimum doit être libéré à titre de participation aux coûts de fonctionnement de la Banque centrale européenne.

*Article 48****Paiement différé du capital, des réserves et des provisions de la Banque centrale européenne***

1. La banque centrale d'un Etat membre dont la dérogation a pris fin libère sa part souscrite au capital de la Banque centrale européenne dans les mêmes proportions que les autres banques centrales des Etats membres dont la monnaie est l'euro et transfère à la Banque centrale européenne ses avoirs de réserve de change, conformément à l'article 30, paragraphe 1. Le montant à transférer est déterminé en multipliant la valeur en euros, aux taux de change en vigueur, des avoirs de réserve susmentionnés qui ont déjà été transférés à la Banque centrale européenne, conformément à l'article 30, paragraphe 1, par le rapport entre le nombre de parts souscrites par la banque centrale nationale concernée et le nombre de parts déjà libérées par les autres banques centrales nationales.

2. Outre le paiement prévu au paragraphe 1, la banque centrale nationale concernée contribue aux réserves de la Banque centrale européenne, aux provisions équivalant à des réserves et au montant qui doit encore être affecté aux réserves et aux provisions, qui correspond au solde du compte de pertes et profits au 31 décembre de l'année précédant l'abrogation de la dérogation. La somme à verser est calculée en multipliant le montant des réserves, telles que définies ci-dessus et telles qu'elles apparaissent au bilan approuvé de la Banque centrale européenne, par le rapport entre le nombre de parts souscrites par la banque centrale concernée et le nombre de parts déjà libérées par les autres banques centrales.

3. Lorsqu'un ou plusieurs Etats deviennent membres de l'Union et que leurs banques centrales nationales entrent dans le Système européen de banques centrales, le capital souscrit de la Banque centrale européenne ainsi que le plafond des avoirs de réserves de change pouvant être transférés à la Banque centrale européenne sont automatiquement augmentés. Le montant de l'augmentation est obtenu par la multiplication des montants respectifs alors en vigueur par le ratio, dans le cadre de la clé de répartition des souscriptions au capital élargi, entre la pondération des banques centrales nationales entrantes concernées et la pondération des banques centrales nationales qui sont déjà membres du Système européen de banques centrales. La pondération de chaque banque centrale nationale dans la clé de répartition est calculée par analogie avec l'article 29, paragraphe 1, et conformément à l'article 29, paragraphe 2. Les périodes de référence utilisées pour l'établissement des statistiques sont les mêmes que celles qui ont été utilisées pour la dernière adaptation quinquennale des pondérations prévue à l'article 29, paragraphe 3.

*Article 49****Dérogation à l'article 32***

1. Si, après le début de la troisième phase, le conseil des gouverneurs décide que l'application de l'article 32 modifie de manière significative la position relative des banques centrales nationales en matière de revenu, le montant du revenu à répartir conformément à l'article 32 est abaissé d'un pourcentage uniforme qui ne dépasse pas 60 % lors du premier exercice suivant le début de la troisième phase et qui diminuera d'au moins 12 points de pourcentage au cours de chacun des exercices suivants.

2. Le paragraphe 1 s'applique au maximum pendant cinq exercices complets après le début de la troisième phase.

*Article 50****Echange des billets libellés en monnaies des Etats membres***

Après la fixation irrévocable des taux de change conformément à l'article III-198, paragraphe 3, de la Constitution, le conseil des gouverneurs prend les mesures nécessaires pour assurer que les billets libellés en monnaies des Etats membres ayant des taux de change irrévocablement fixés sont échangés au pair par les banques centrales nationales.

*Article 51****Applicabilité des mesures transitoires***

Les articles 42 à 47 sont applicables si et tant qu'il existe des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation.

*

**5. PROTOCOLE
fixant le statut de la Banque européenne d'investissement**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désirant fixer le statut de la Banque européenne d'investissement, prévu à l'article III-393 de la Constitution,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

La Banque européenne d'investissement visée à l'article III-393 de la Constitution, ci-après dénommée „Banque“, est constituée et exerce ses fonctions et son activité conformément à la Constitution et au présent statut.

Article 2

La mission de la Banque est définie par l'article III-394 de la Constitution.

Article 3

Conformément à l'article III-393 de la Constitution, les Etats membres sont les membres de la Banque.

Article 4

1. La Banque est dotée d'un capital de 163.653.737.000 euros souscrit par les Etats membres à concurrence des montants suivants:

Allemagne	26.649.532.500
France	26.649.532.500
Italie	26.649.532.500
Royaume-Uni	26.649.532.500
Espagne	15.989.719.500
Belgique	7.387.065.000
Pays-Bas	7.387.065.000
Suède	4.900.585.500
Danemark	3.740.283.000
Autriche	3.666.973.500
Pologne	3.411.263.500
Finlande	2.106.816.000
Grèce	2.003.725.500
Portugal	1.291.287.000
République tchèque	1.258.785.500
Hongrie	1.190.868.500
Irlande	935.070.000
Slovaquie	428.490.500
Slovénie	397.815.000
Lituanie	249.617.500
Luxembourg	187.015.500
Chypre	183.382.000
Lettonie	152.335.000
Estonie	117.640.000
Malte	69.804.000

Les Etats membres ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur quote-part du capital souscrit et non versé.

2. L'admission d'un nouveau membre entraîne une augmentation du capital souscrit correspondant à l'apport du nouveau membre.
3. Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider une augmentation du capital souscrit.
4. La quote-part du capital souscrit ne peut être ni cédée ni donnée en nantissement et est insaisissable.

Article 5

1. Le capital souscrit est versé par les Etats membres à concurrence de 5% en moyenne des montants fixés à l'article 4, paragraphe 1.
2. En cas d'augmentation du capital souscrit, le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, fixe le pourcentage qui doit être versé ainsi que les modalités de versement. Les versements en numéraire ont lieu exclusivement en euros.
3. Le conseil d'administration peut exiger le versement du solde du capital souscrit pour autant que ce versement est rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque.

Le versement est effectué par chaque Etat membre proportionnellement à sa quote-part du capital souscrit.

Article 6

La Banque est administrée et gérée par un conseil des gouverneurs, un conseil d'administration et un comité de direction.

Article 7

1. Le conseil des gouverneurs se compose des ministres désignés par les Etats membres.
2. Le conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit de la Banque, conformément aux objectifs de l'Union.
Il veille à l'exécution de ces directives.
3. En outre, le conseil des gouverneurs:
 - a) décide de l'augmentation du capital souscrit, conformément à l'article 4, paragraphe 3, et à l'article 5, paragraphe 2;
 - b) aux fins de l'article 9, paragraphe 1, détermine les principes applicables aux opérations de financement dans le cadre de la mission de la Banque;
 - c) exerce les pouvoirs prévus par les articles 9 et 11 pour la nomination et la démission d'office des membres du conseil d'administration et du comité de direction, ainsi que ceux prévus par l'article 11, paragraphe 1, second alinéa;
 - d) décide de l'octroi des financements pour des opérations d'investissement à réaliser en tout ou en partie hors des territoires des Etats membres, conformément à l'article 16, paragraphe 1;
 - e) approuve le rapport annuel établi par le conseil d'administration;
 - f) approuve le bilan annuel, de même que le compte des profits et pertes;
 - g) approuve le règlement intérieur de la Banque;
 - h) exerce les autres pouvoirs conférés par le présent statut.
4. Le conseil des gouverneurs peut adopter, statuant à l'unanimité, dans le cadre de la Constitution et du présent statut, toutes décisions relatives à la suspension de l'activité de la Banque et à sa liquidation éventuelle.

Article 8

1. Sauf dispositions contraires du présent statut, les décisions du conseil des gouverneurs sont prises à la majorité des membres qui le composent. Cette majorité doit représenter au moins 50% du capital souscrit.
La majorité qualifiée requiert la réunion de dix-huit voix et 68% du capital souscrit.
2. L'abstention de membres présents ou représentés ne fait pas obstacle à l'adoption des délibérations qui requièrent l'unanimité.

Article 9

1. Le conseil d'administration décide de l'octroi de financements, notamment sous forme de crédits et de garanties, et de la conclusion d'emprunts, fixe les taux d'intérêt pour les prêts, ainsi que les commissions et autres charges. Il peut, sur la base d'une décision prise à la majorité qualifiée, déléguer certaines de ses attributions au comité de direction. Il détermine les conditions et modalités de cette délégation et il en supervise l'exécution.

Le conseil d'administration contrôle la saine administration de la Banque et assure la conformité de la gestion de la Banque avec la Constitution, le présent statut et les directives générales fixées par le conseil des gouverneurs.

A l'expiration de l'exercice, il soumet un rapport au conseil des gouverneurs et le publie après approbation.

2. Le conseil d'administration est composé de vingt-six administrateurs et seize suppléants.

Les administrateurs sont nommés pour une période de cinq ans par le conseil des gouverneurs, chaque Etat membre en désignant un. La Commission en désigne également un.

Les administrateurs suppléants sont nommés pour une période de cinq ans par le conseil des gouverneurs à raison de:

- deux suppléants désignés par la République fédérale d'Allemagne,
- deux suppléants désignés par la République française,
- deux suppléants désignés par la République italienne,
- deux suppléants désignés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
- un suppléant désigné d'un commun accord par le Royaume d'Espagne et la République portugaise,
- un suppléant désigné d'un commun accord par le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas,
- un suppléant désigné d'un commun accord par le Royaume de Danemark, la République hellénique et l'Irlande,
- un suppléant désigné d'un commun accord par la République d'Autriche, la République de Finlande et le Royaume de Suède,
- trois suppléants désignés d'un commun accord par la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République slovaque,
- un suppléant désigné par la Commission.

Le conseil d'administration coopte six experts sans droit de vote: trois en tant que titulaires et trois en tant que suppléants.

Le mandat des administrateurs et des suppléants est renouvelable.

Le règlement intérieur établit les modalités de participation aux séances du conseil d'administration et les dispositions applicables aux membres suppléants ainsi qu'aux experts cooptés.

Le président, ou, à défaut, un des vice-présidents du comité de direction, préside les séances du conseil d'administration sans prendre part au vote.

Les membres du conseil d'administration sont choisis parmi les personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence. Ils ne sont responsables qu'envers la Banque.

3. Dans le seul cas où un administrateur ne remplit plus les conditions nécessaires pour exercer ses fonctions, le conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, peut prononcer sa démission d'office.

La non-approbation du rapport annuel entraîne la démission du conseil d'administration.

4. En cas de vacance, par suite de décès ou de démission volontaire, d'office ou collective, il est procédé au remplacement selon les règles fixées au paragraphe 2. En dehors des renouvellements généraux, les membres sont remplacés pour la durée de leur mandat restant à courir.

5. Le conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du conseil d'administration. Il établit les incompatibilités éventuelles avec les fonctions d'administrateur et de suppléant.

Article 10

1. Chaque administrateur dispose d'une voix au conseil d'administration. Il peut déléguer sa voix dans tous les cas, selon des modalités à déterminer dans le règlement intérieur de la Banque.

2. Sauf dispositions contraires du présent statut, les décisions du conseil d'administration sont prises par au moins un tiers des membres du conseil ayant une voix délibérative, représentant au moins 50% du capital souscrit. La majorité qualifiée requiert la réunion de dix-huit voix et 68% du capital souscrit.

Le règlement intérieur de la Banque fixe le quorum nécessaire pour la validité des délibérations du conseil d'administration.

Article 11

1. Le comité de direction se compose d'un président et de huit vice-présidents nommés pour une période de six ans par le conseil des gouverneurs sur proposition du conseil d'administration. Leur mandat est renouvelable.

Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut modifier le nombre des membres du comité de direction.

2. Sur proposition du conseil d'administration ayant statué à la majorité qualifiée, le conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, peut prononcer la démission d'office des membres du comité de direction.

3. Le comité de direction assure la gestion des affaires courantes de la Banque, sous l'autorité du président et sous le contrôle du conseil d'administration.

Il prépare les décisions du conseil d'administration, en particulier en ce qui concerne la conclusion d'emprunts et l'octroi de financements, notamment sous forme de crédits et de garanties. Il assure l'exécution de ces décisions.

4. Le comité de direction, statuant à la majorité, adopte ses avis sur les propositions de conclusion d'emprunts et d'octroi de financements, notamment sous forme de crédits et de garanties.

5. Le conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du comité de direction et établit les incompatibilités avec leurs fonctions.

6. Le président, ou, en cas d'empêchement, l'un des vice-présidents, représente la Banque en matière judiciaire ou extrajudiciaire.

7. Les membres du personnel de la Banque sont placés sous l'autorité du président. Ils sont engagés et licenciés par lui. Dans le choix du personnel, il est tenu compte non seulement des aptitudes personnelles et des qualifications professionnelles, mais encore d'une participation équitable des ressortissants des Etats membres. Le règlement intérieur détermine l'organe compétent pour adopter les dispositions applicables au personnel.

8. Le comité de direction et le personnel de la Banque ne sont responsables qu'envers cette dernière et exercent leurs fonctions en pleine indépendance.

Article 12

1. Un comité, composé de six membres nommés par le conseil des gouverneurs en raison de leur compétence, vérifie que les activités de la Banque sont conformes aux meilleures pratiques bancaires et est responsable de la vérification des comptes de la Banque.

2. Le comité visé au paragraphe 1 examine chaque année la régularité des opérations et des livres de la Banque. A cet effet, il vérifie que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prévues par le présent statut et le règlement intérieur.

3. Le comité visé au paragraphe 1 confirme que les états financiers, ainsi que toute information financière contenue dans les comptes annuels établis par le conseil d'administration, donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque, à l'actif comme au passif, ainsi que des résultats de ses opérations et des flux de trésorerie pour l'exercice financier considéré.

4. Le règlement intérieur précise les qualifications que les membres du comité visé au paragraphe 1 doivent posséder et détermine les conditions et modalités de l'activité du comité.

Article 13

La Banque communique avec chaque Etat membre par l'intermédiaire de l'autorité désignée par celui-ci. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la banque centrale nationale de l'Etat membre intéressé ou à d'autres institutions financières agréées par celui-ci.

Article 14

1. La Banque coopère avec toutes les organisations internationales dont l'activité s'exerce dans des domaines analogues aux siens.
2. La Banque recherche tous les contacts utiles en vue de coopérer avec les institutions bancaires et financières des pays auxquels elle étend ses opérations.

Article 15

A la demande d'un Etat membre ou de la Commission, ou, d'office, le conseil des gouverneurs interprète ou complète, dans les conditions dans lesquelles elles ont été arrêtées, les directives qu'il a établies en vertu de l'article 7.

Article 16

1. Dans le cadre du mandat défini à l'article III-394 de la Constitution, la Banque accorde des financements, notamment sous forme de crédits et de garanties, à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des investissements à réaliser sur les territoires des Etats membres, pour autant que des moyens provenant d'autres ressources ne sont pas disponibles à des conditions raisonnables.

Toutefois, par décision à la majorité qualifiée du conseil des gouverneurs, sur proposition du conseil d'administration, la Banque peut octroyer des financements pour des investissements à réaliser en tout ou en partie hors des territoires des Etats membres.

2. L'octroi de prêts est, autant que possible, subordonné à la mise en oeuvre d'autres moyens de financement.
3. Lorsqu'un prêt est consenti à une entreprise ou à une collectivité autre qu'un Etat membre, la Banque subordonne l'octroi de ce prêt soit à une garantie de l'Etat membre sur le territoire duquel l'investissement sera réalisé, soit à des garanties suffisantes, soit à la solidité financière du débiteur.

En outre, dans le cadre des principes établis par le conseil des gouverneurs au sens de l'article 7, paragraphe 3, point b), et si la réalisation des opérations prévues à l'article III-394 de la Constitution l'exige, le conseil d'administration arrête à la majorité qualifiée les conditions et modalités de tout financement présentant un profil de risque spécifique et considéré à ce titre comme une activité spéciale.

4. La Banque peut garantir des emprunts contractés par des entreprises publiques ou privées ou par des collectivités pour la réalisation d'opérations prévues à l'article III-394 de la Constitution.
5. L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne doit pas excéder 250% du montant du capital souscrit, des réserves, des provisions non affectées et de l'excédent du compte de profits et pertes. Le montant cumulé des postes en question est calculé déduction faite d'une somme égale au montant souscrit, qu'il soit ou non versé, au titre de toute participation prise par la Banque.

A aucun moment, le montant versé au titre des prises de participation de la Banque ne doit être supérieur au total de la partie libérée de son capital, de ses réserves, des provisions non affectées ainsi que de l'excédent du compte de profits et pertes.

A titre d'exception, les activités spéciales de la Banque, telles que décidées par le conseil des gouverneurs et le conseil d'administration conformément au paragraphe 3, font l'objet d'une dotation spécifique en réserves.

Le présent paragraphe s'applique également aux comptes consolidés de la Banque.

6. La Banque se prémunit contre le risque de change en assortissant les contrats de prêts et de garanties des clauses qu'elle estime appropriées.

Article 17

1. Les taux d'intérêt pour les prêts à consentir par la Banque, ainsi que les commissions et autres charges, sont adaptés aux conditions qui prévalent sur le marché des capitaux et sont calculés de façon que les recettes qui en résultent permettent à la Banque de faire face à ses obligations, de couvrir ses frais et ses risques et de constituer un fonds de réserve conformément à l'article 22.

2. La Banque n'accorde pas de réduction sur les taux d'intérêt. Dans le cas où, compte tenu du caractère spécifique de l'investissement à financer, une réduction du taux d'intérêt paraît indiquée, l'Etat membre intéressé ou une tierce instance peut accorder des bonifications d'intérêts, dans la mesure où leur octroi est compatible avec les règles fixées à l'article III-167 de la Constitution.

Article 18

Dans ses opérations de financement, la Banque observe les principes ci-après.

1. Elle veille à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de l'Union.

Elle ne peut accorder de prêts ou garantir des emprunts que:

- a) lorsque le service d'intérêt et d'amortissement est assuré, soit par les bénéfices d'exploitation, dans le cas d'investissements mis en oeuvre par des entreprises du secteur de la production, soit, dans le cas d'autres investissements, par un engagement souscrit par l'Etat dans lequel l'investissement est mis en oeuvre ou de toute autre manière, et
- b) lorsque l'exécution de l'investissement contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur.

2. Elle n'acquiert aucune participation à des entreprises, et n'assume aucune responsabilité dans la gestion, à moins que la protection de ses droits ne l'exige pour garantir le recouvrement de sa créance.

Toutefois, dans le cadre des principes déterminés par le conseil des gouverneurs en vertu de l'article 7, paragraphe 3, point b), si la réalisation des opérations prévues à l'article III-394 de la Constitution l'exige, le conseil d'administration arrête à la majorité qualifiée les conditions et les modalités d'une prise de participation au capital d'une entreprise commerciale, généralement en complément d'un prêt ou d'une garantie, pour autant que cela soit nécessaire pour le financement d'un investissement ou d'un programme.

3. Elle peut céder ses créances sur le marché des capitaux et, à cet effet, exiger de ses emprunteurs l'émission d'obligations ou d'autres titres.

4. Ni la Banque ni les Etats membres n'imposent de conditions selon lesquelles les sommes prêtées doivent être dépensées à l'intérieur d'un Etat membre déterminé.

5. Elle peut subordonner l'octroi de prêts à l'organisation d'adjudications internationales.

6. Elle ne finance, en tout ou en partie, aucun investissement auquel s'oppose l'Etat membre sur le territoire duquel cet investissement doit être exécuté.

7. En complément de ses activités de crédit, la Banque peut assurer des services d'assistance technique, selon les conditions et modalités définies par le conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, et dans le respect du présent statut.

Article 19

1. La Banque peut être saisie directement d'une demande de financement par toute entreprise ou entité publique ou privée. Elle peut également être saisie soit par l'intermédiaire de la Commission, soit par l'intermédiaire de l'Etat membre sur le territoire duquel l'investissement sera réalisé.

2. Lorsque les demandes sont adressées par l'intermédiaire de la Commission, elles sont soumises pour avis à l'Etat membre sur le territoire duquel l'investissement sera réalisé. Lorsqu'elles sont adressées par l'intermédiaire de l'Etat, elles sont soumises pour avis à la Commission. Lorsqu'elles émanent directement d'une entreprise, elles sont soumises à l'Etat membre intéressé et à la Commission.

Les Etats membres intéressés et la Commission donnent leur avis dans un délai de deux mois. A défaut de réponse dans ce délai, la Banque peut considérer que l'investissement en cause ne soulève pas d'objections.

3. Le conseil d'administration statue sur les opérations de financement qui lui sont soumises par le comité de direction.

4. Le comité de direction examine si les opérations de financement qui lui sont soumises sont conformes aux dispositions du présent statut, notamment à celles des articles 16 et 18. Si le comité de direction se prononce en faveur du financement, il soumet la proposition correspondante au conseil d'administration. Il peut subordonner son avis favorable aux conditions qu'il considère comme essentielles. Si le comité de direction se prononce contre l'octroi du financement, il soumet au conseil d'administration les documents appropriés accompagnés de son avis.

5. En cas d'avis négatif du comité de direction, le conseil d'administration ne peut accorder le financement en cause qu'en statuant à l'unanimité.

6. En cas d'avis négatif de la Commission, le conseil d'administration ne peut accorder le financement en cause qu'en statuant à l'unanimité, l'administrateur nommé sur désignation de la Commission s'abstenant de prendre part au vote.

7. En cas d'avis négatif du comité de direction et de la Commission, le conseil d'administration ne peut pas accorder le financement en cause.

8. Lorsqu'une restructuration d'une opération de financement afférente à des investissements approuvés se justifie pour la protection des droits et intérêts de la Banque, le comité de direction prend sans délai les mesures d'urgence qu'il estime nécessaires, sous réserve d'en rendre compte sans délai au conseil d'administration.

Article 20

1. La Banque emprunte sur les marchés des capitaux les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

2. La Banque peut emprunter sur le marché des capitaux des Etats membres, dans le cadre des dispositions légales applicables à ces marchés.

Les instances compétentes d'un Etat membre faisant l'objet d'une dérogation au sens de l'article III-197, paragraphe 1, de la Constitution ne peuvent s'y opposer que si des troubles graves dans le marché des capitaux de ce même Etat sont à craindre.

Article 21

1. La Banque peut employer, dans les conditions suivantes, les disponibilités dont elle n'a pas immédiatement besoin pour faire face à ses obligations:

- a) elle peut effectuer des placements sur les marchés monétaires;
- b) sous réserve des dispositions de l'article 18, paragraphe 2, elle peut acheter ou vendre des titres;
- c) elle peut effectuer toute autre opération financière en rapport avec son objet.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 23, la Banque n'effectue, dans la gestion de ses placements, aucun arbitrage de devises qui ne soit directement nécessité par la réalisation de ses prêts ou par l'accomplissement des engagements qu'elle a contractés du fait des emprunts émis par elle ou des garanties octroyées par elle.

3. Dans les domaines visés par le présent article, la Banque agit en accord avec les autorités compétentes des Etats membres ou avec leurs banques centrales nationales.

Article 22

1. Il est constitué progressivement un fonds de réserve à concurrence de 10 % du capital souscrit. Si la situation des engagements de la Banque le justifie, le conseil d'administration peut décider la constitution de réserves supplémentaires. Aussi longtemps que ce fonds de réserve n'est pas entièrement constitué, il y a lieu de l'alimenter par:

- a) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes à verser par les Etats membres en vertu de l'article 5;
- b) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes constituées par le remboursement des prêts visés au point a),

pour autant que ces recettes d'intérêts ne sont pas nécessaires pour exécuter les obligations et pour couvrir les frais de la Banque.

2. Les ressources du fonds de réserve sont placées de façon à être à tout moment en état de répondre à l'objet de ce fonds.

Article 23

1. La Banque est toujours autorisée à transférer dans l'une des monnaies des Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro les avoirs qu'elle détient pour réaliser les opérations financières conformes à son objet tel qu'il est défini à l'article III-394 de la Constitution et compte tenu des dispositions de l'article 21 du présent statut. La Banque évite dans la mesure du possible de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans la monnaie dont elle a besoin.

2. La Banque ne peut convertir en devises des pays tiers les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un des Etats membres dont la monnaie n'est pas l'euro sans l'assentiment de cet Etat membre.

3. La Banque peut disposer librement de la fraction de son capital versé, ainsi que des devises empruntées sur des marchés tiers.

4. Les Etats membres s'engagent à mettre à la disposition des débiteurs de la Banque les devises nécessaires au remboursement en capital et intérêts des prêts accordés ou garantis par la Banque pour des investissements à réaliser sur leur territoire.

Article 24

Si un Etat membre méconnaît ses obligations de membre découlant du présent statut, notamment l'obligation de verser sa quote-part ou d'assurer le service de ses emprunts, l'octroi de prêts ou de garanties à cet Etat membre ou à ses ressortissants peut être suspendu par décision du conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée.

Cette décision ne libère ni l'Etat membre ni ses ressortissants de leurs obligations à l'égard de la Banque.

Article 25

1. Si le conseil des gouverneurs décide de suspendre l'activité de la Banque, toutes les activités sont arrêtées sans délai, à l'exception des opérations nécessaires pour assurer dûment l'utilisation, la protection et la conservation des biens, ainsi que le règlement des engagements.

2. En cas de liquidation, le conseil des gouverneurs nomme les liquidateurs et leur donne des instructions pour effectuer la liquidation. Il veille à la sauvegarde des droits des membres du personnel.

Article 26

1. La Banque jouit dans chacun des Etats membres de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales. Elle peut notamment acquérir et aliéner des biens immobiliers ou mobiliers et ester en justice.

2. Les biens de la Banque ne peuvent être, sous aucune forme, réquisitionnés ou expropriés.

Article 27

1. Les litiges entre la Banque, d'une part, et ses prêteurs, ses emprunteurs ou des tiers, d'autre part, sont tranchés par les juridictions nationales compétentes, sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice de l'Union européenne. La Banque peut, dans un contrat, prévoir une procédure d'arbitrage.
2. La Banque élit domicile dans chacun des Etats membres. Toutefois, elle peut, dans un contrat, procéder à une élection spéciale de domicile.
3. Les biens et avoirs de la Banque ne peuvent être saisis ou soumis à exécution forcée que par décision de justice.

Article 28

1. Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider de créer des filiales ou d'autres entités, dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.
2. Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, adopte les statuts des organismes visés au paragraphe 1, en définissant notamment les objectifs, la structure, le capital, les membres, le lieu du siège, les ressources financières, les instruments d'intervention, les règles de contrôle ainsi que leur relation avec les organes de la Banque.
3. La Banque peut participer à la gestion de ces organismes et contribuer à leur capital souscrit à concurrence du montant fixé par le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité.
4. Le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne s'applique aux organismes visés au paragraphe 1, dans la mesure où ils relèvent du droit de l'Union, aux membres de leurs organes dans l'exercice de leurs fonctions et à son personnel, en des termes et dans des conditions identiques à ceux applicables à la Banque.

Les dividendes, plus-values ou autres formes de revenus provenant de tels organismes auxquels ont droit les membres autres que l'Union européenne et la Banque demeurent, toutefois, soumis aux dispositions fiscales de la législation qui leur est applicable.

5. La Cour de justice de l'Union européenne, dans les limites fixées ci-après, connaît des litiges concernant des mesures adoptées par les organes d'un organisme soumis au droit de l'Union. Les recours contre de telles mesures peuvent être formés par tout membre d'un tel organisme, en cette qualité, ou par les Etats membres dans les conditions prévues à l'article III-365 de la Constitution.
6. Le conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider l'admission du personnel des organismes soumis au droit de l'Union à des régimes communs avec la Banque, dans le respect des procédures internes respectives.

*

6. PROTOCOLE
sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes,
organismes et services de l'Union européenne

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Vu l'article III-432 de la Constitution,

Rappelant et confirmant la décision du 8 avril 1965, et sans préjudice des décisions concernant le siège des institutions, organes et organismes et services à venir,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

Article unique

1. Le Parlement européen a son siège à Strasbourg, où se tiennent les douze périodes de sessions plénières mensuelles, y compris la session budgétaire. Les périodes de sessions plénières additionnelles se tiennent à Bruxelles. Les commissions du Parlement européen siègent à Bruxelles. Le secrétariat général du Parlement européen et ses services restent installés à Luxembourg.
2. Le Conseil a son siège à Bruxelles. Pendant les mois d'avril, de juin et d'octobre, le Conseil tient ses sessions à Luxembourg.
3. La Commission a son siège à Bruxelles. Les services énumérés aux articles 7, 8 et 9 de la décision du 8 avril 1965 sont établis à Luxembourg.
4. La Cour de justice de l'Union européenne a son siège à Luxembourg.
5. La Banque centrale européenne a son siège à Francfort.
6. La Cour des comptes a son siège à Luxembourg.
7. Le Comité des régions a son siège à Bruxelles.
8. Le Comité économique et social a son siège à Bruxelles.
9. La Banque européenne d'investissement a son siège à Luxembourg.
10. Europol a son siège à La Haye.

*

7. PROTOCOLE

sur les privilèges et immunités de l'Union européenne

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que, en vertu de l'article III-434 de la Constitution, l'Union jouit sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

Chapitre I – Biens, fonds, avoirs et opérations de l'Union

Article premier

Les locaux et les bâtiments de l'Union sont inviolables. Ils ne peuvent être perquisitionnés, réquisitionnés, confisqués ou expropriés. Les biens et avoirs de l'Union ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour de justice.

Article 2

Les archives de l'Union sont inviolables.

Article 3

L'Union, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

Les gouvernements des Etats membres prennent, chaque fois que cela leur est possible, les dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque l'Union effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature. Toutefois, l'application de ces dispositions ne doit pas avoir pour effet de fausser la concurrence à l'intérieur de l'Union.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité générale.

Article 4

L'Union est exonérée de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à son usage officiel. Les articles ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de cet Etat.

Elle est également exonérée de tout droit de douane et de toute prohibition et restriction d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Chapitre II – Communications et laissez-passer

Article 5

Pour leurs communications officielles et le transfert de tous leurs documents, les institutions de l'Union bénéficient sur le territoire de chaque Etat membre du traitement accordé par cet Etat aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions de l'Union ne peuvent être censurées.

Article 6

Des laissez-passer dont la forme est arrêtée par un règlement européen du Conseil statuant à la majorité simple, et qui sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des Etats membres, peuvent être délivrés aux membres et aux agents des institutions de l'Union par les présidents de

celles-ci. Ces laissez-passer sont délivrés aux fonctionnaires et autres agents dans les conditions fixées par le statut des fonctionnaires et le régime des autres agents de l'Union.

La Commission peut conclure des accords en vue de faire reconnaître ces laissez-passer comme titres valables de circulation sur le territoire des Etats tiers.

Chapitre III – Membres du Parlement européen

Article 7

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres du Parlement européen se rendant au lieu de réunion du Parlement européen ou en revenant.

Les membres du Parlement européen se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes:

- a) par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire;
- b) par les gouvernements des autres Etats membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

Article 8

Les membres du Parlement européen ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 9

Pendant la durée des sessions du Parlement européen, les membres de celui-ci:

- a) bénéficient, sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du parlement de leur Etat;
- b) ne peuvent, sur le territoire de tout autre Etat membre, ni être détenus ni faire l'objet de poursuites judiciaires.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion du Parlement européen ou en reviennent.

L'immunité ne peut ni être invoquée en cas de flagrant délit ni faire obstacle au droit du Parlement européen de lever l'immunité d'un de ses membres.

Chapitre IV – Représentants des Etats membres participant aux travaux des institutions de l'Union

Article 10

Les représentants des Etats membres participant aux travaux des institutions de l'Union ainsi que leurs conseillers et experts techniques jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

Le présent article s'applique également aux membres des organes consultatifs de l'Union.

Chapitre V – Fonctionnaires et agents de l'Union

Article 11

Sur le territoire de chacun des Etats membres et quelle que soit leur nationalité, les fonctionnaires et autres agents de l'Union:

- a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, sous réserve de l'application des dispositions de la Constitution relatives, d'une part, aux règles de la responsabilité des fonctionnaires et agents envers l'Union et,

d'autre part, à la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne pour statuer sur les litiges entre l'Union et ses fonctionnaires et autres agents. Ils continuent à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions;

- b) ne sont soumis ni aux dispositions limitant l'immigration ni aux formalités d'enregistrement des étrangers. Il en est de même de leurs conjoints et des membres de leur famille vivant à leur charge;
- c) jouissent, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des facilités reconnues par l'usage aux fonctionnaires des organisations internationales;
- d) jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans l'Etat intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit Etat, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement de l'Etat où le droit est exercé;
- e) jouissent du droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel acquise dans l'Etat de leur dernière résidence ou dans l'Etat dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement de l'Etat intéressé.

Article 12

Dans les conditions et suivant la procédure fixées par la loi européenne, les fonctionnaires et autres agents de l'Union sont soumis, au profit de celle-ci, à un impôt sur les traitements, salaires et émoluments versés par elle. Cette loi est adoptée après consultation des institutions concernées.

Les fonctionnaires et autres agents de l'Union sont exempts d'impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments versés par l'Union.

Article 13

Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune, des droits de succession ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les Etats membres de l'Union, les fonctionnaires et autres agents de l'Union qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service de l'Union, établissent leur résidence sur le territoire d'un Etat membre autre que l'Etat du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service de l'Union sont considérés, tant dans l'Etat de leur résidence que dans l'Etat du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier Etat si celui-ci est membre de l'Union. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Les biens meubles appartenant aux personnes visées au premier alinéa et situés sur le territoire de l'Etat de séjour sont exonérés de l'impôt sur les successions dans cet Etat. Pour l'établissement de cet impôt, ils sont considérés comme se trouvant dans l'Etat du domicile fiscal, sous réserve des droits des Etats tiers et de l'application éventuelle des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions.

Les domiciles acquis en raison uniquement de l'exercice de fonctions au service d'autres organisations internationales ne sont pas pris en considération dans l'application des dispositions du présent article.

Article 14

La loi européenne établit le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et autres agents de l'Union. Elle est adoptée après consultation des institutions concernées.

Article 15

La loi européenne détermine les catégories de fonctionnaires et autres agents de l'Union auxquels s'appliquent, en tout ou partie, l'article 11, l'article 12, second alinéa, et l'article 13. Elle est adoptée après consultation des institutions concernées.

Les noms, qualités et adresses des fonctionnaires et autres agents compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des Etats membres.

Chapitre VI – Privilèges et immunités des missions d’Etats tiers accrédités auprès de l’Union

Article 16

L’Etat membre sur le territoire duquel est situé le siège de l’Union accorde aux missions des Etats tiers accrédités auprès de l’Union les privilèges et immunités diplomatiques d’usage.

Chapitre VII – Dispositions générales

Article 17

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires et autres agents de l’Union exclusivement dans l’intérêt de l’Union.

Chaque institution de l’Union est tenue de lever l’immunité accordée à un fonctionnaire, ou autre agent, dans tous les cas où elle estime que la levée de cette immunité n’est pas contraire aux intérêts de l’Union.

Article 18

Pour l’application du présent protocole, les institutions de l’Union agissent de concert avec les autorités responsables des Etats membres intéressés.

Article 19

Les articles 11 à 14 et 17 sont applicables aux membres de la Commission.

Article 20

Les articles 11 à 14 et 17 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, aux greffiers et aux rapporteurs adjoints de la Cour de justice de l’Union européenne, sans préjudice des dispositions de l’article 3 du protocole fixant le statut de la Cour de justice de l’Union européenne relatives à l’immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.

Les articles 11 à 14 et 17 sont également applicables aux membres de la Cour des comptes.

Article 21

Le présent protocole s’applique également à la Banque centrale européenne, aux membres de ses organes et à son personnel, sans préjudice du protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne.

La Banque centrale européenne est, en outre, exonérée de toute imposition fiscale et parafiscale à l’occasion des augmentations de son capital ainsi que des formalités diverses que ces opérations peuvent comporter dans l’Etat du siège. L’activité de la Banque et de ses organes, s’exerçant dans les conditions prévues par le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, ne donne pas lieu à l’application des taxes sur le chiffre d’affaires.

Article 22

Le présent protocole s’applique également à la Banque européenne d’investissement, aux membres de ses organes, à son personnel et aux représentants des Etats membres qui participent à ses travaux, sans préjudice du protocole fixant le statut de celle-ci.

La Banque européenne d’investissement est, en outre, exonérée de toute imposition fiscale et parafiscale à l’occasion des augmentations de son capital ainsi que des formalités diverses que ces opérations pourront comporter dans l’Etat du siège. De même, sa dissolution et sa liquidation n’entraînent aucune perception. Enfin, l’activité de la Banque et de ses organes, s’exerçant dans les conditions statutaires, ne donne pas lieu à l’application des taxes sur le chiffre d’affaires.

*

8. PROTOCOLE

relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant que le Royaume de Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont adhéré aux Communautés européennes le 1er janvier 1973; que la République hellénique a adhéré aux Communautés européennes le 1er janvier 1981; que le Royaume d'Espagne et la République portugaise ont adhéré aux Communautés européennes le 1er janvier 1986; que la République d'Autriche, la République de Finlande et le Royaume de Suède ont adhéré, le 1er janvier 1995, aux Communautés européennes et à l'Union européenne instituée par le traité sur l'Union européenne;

Considérant que l'article IV-437, paragraphe 2, de la Constitution prévoit l'abrogation des traités relatifs aux adhésions visées ci-dessus;

Considérant que certaines dispositions figurant dans lesdits traités d'adhésion et dans les Actes qui y sont joints restent pertinentes; que l'article IV-437, paragraphe 2, de la Constitution prévoit que ces dispositions doivent être reprises ou visées dans un protocole, afin qu'elles restent en vigueur et que leurs effets juridiques soient préservés;

Considérant que ces dispositions doivent être soumises aux adaptations techniques nécessaires pour être mises en conformité avec la Constitution, sans en altérer la portée juridique,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

TITRE I

Dispositions communes

Article premier

Les droits et obligations résultant des traités d'adhésion visés à l'article IV-437, paragraphe 2, points a) à d), de la Constitution ont pris effet, dans les conditions prévues par ces traités, aux dates suivantes:

- a) le 1er janvier 1973 en ce qui concerne le traité relatif à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- b) le 1er janvier 1981 en ce qui concerne le traité relatif à l'adhésion de la République hellénique;
- c) le 1er janvier 1986 en ce qui concerne le traité relatif à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise;
- d) le 1er janvier 1995 en ce qui concerne le traité relatif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

Article 2

1. Les Etats adhérents visés à l'article 1er sont tenus d'adhérer, pour autant que ces accords ou conventions soient encore en vigueur, aux accords ou conventions conclus, avant leur adhésion respective:

- a) entre les autres Etats membres, qui sont fondés sur le traité instituant la Communauté européenne, sur le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ou sur le traité sur l'Union européenne, ou qui sont inséparables de la réalisation des objectifs de ces traités, ou qui sont relatifs au fonctionnement des Communautés ou de l'Union, ou qui présentent un lien avec l'action de celles-ci;

b) par les autres Etats membres conjointement avec les Communautés européennes, avec un ou plusieurs Etats tiers ou avec une organisation internationale ainsi qu'aux accords qui sont connexes à ces accords ou conventions. L'Union et les autres Etats membres prêtent à cet égard assistance aux Etats adhérents visés à l'article 1er.

2. Les Etats adhérents visés à l'article 1er prennent les mesures appropriées pour adapter, le cas échéant, leur situation à l'égard des organisations internationales et des accords internationaux, auxquels l'Union ou la Communauté européenne de l'énergie atomique ou d'autres Etats membres sont également parties, aux droits et obligations résultant de leur adhésion.

Article 3

Les dispositions des Actes d'adhésion qui ont pour objet ou pour effet d'abroger ou de modifier autrement qu'à titre transitoire des actes adoptés par les institutions, organes ou organismes des Communautés européennes ou de l'Union européenne instituée par le traité sur l'Union européenne, telles qu'interprétées par la Cour de justice des Communautés européennes et le Tribunal de première instance, demeurent en vigueur, sous réserve du second alinéa.

Les dispositions visées au premier alinéa ont la même nature juridique que les actes qu'elles ont abrogés ou modifiés et sont soumises aux mêmes règles que ceux-ci.

Article 4

Les textes des actes des institutions, organes ou organismes des Communautés européennes ou de l'Union européenne instituée par le traité sur l'Union européenne, adoptés avant les adhésions visées à l'article 1er et qui ont été établis successivement en langues anglaise et danoise, en langue grecque, en langues espagnole et portugaise, ainsi qu'en langues finnoise et suédoise, font foi dès l'adhésion respective des Etats visés à l'article 1er, dans les mêmes conditions que les textes établis et faisant foi dans les autres langues.

Article 5

Une loi européenne du Conseil peut abroger les dispositions transitoires figurant au présent protocole, lorsque celles-ci ne sont plus applicables. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

TITRE II

Dispositions reprises de l'acte relatif aux conditions d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Section 1 – Dispositions relatives à Gibraltar

Article 6

1. Les actes des institutions visant les produits de l'annexe I de la Constitution et les produits soumis à l'importation dans l'Union à une réglementation spécifique comme conséquence de la mise en oeuvre de la politique agricole commune, ainsi que les actes en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires ne sont pas applicables à Gibraltar, à moins que le Conseil n'adopte une décision européenne qui en dispose autrement. Le Conseil statue à l'unanimité, sur proposition de la Commission.

2. La situation de Gibraltar définie au point VI de l'annexe II⁽¹⁾ de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est maintenue.

(1) JO L 73 du 27.3.1972, p. 47.

Section 2 – Dispositions relatives aux îles Féroé

Article 7

Les ressortissants danois résidant aux îles Féroé ne sont considérés comme ressortissants d'un Etat membre en vertu de la Constitution qu'à compter de la date à laquelle celle-ci deviendrait applicable à ces îles.

Section 3 – Dispositions relatives aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man

Article 8

1. La réglementation de l'Union en matière douanière et en matière de restrictions quantitatives, notamment les droits de douane, les taxes d'effet équivalent et le tarif douanier commun, s'applique aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man dans les mêmes conditions qu'au Royaume-Uni.

2. Pour les produits agricoles et pour les produits issus de leur transformation qui font l'objet d'un régime d'échange spécial, sont appliqués à l'égard des pays tiers les prélèvements et autres mesures à l'importation prévus par la réglementation de l'Union, applicables par le Royaume-Uni.

Sont également applicables les dispositions de la réglementation de l'Union nécessaires pour permettre la libre circulation et le respect de conditions normales de concurrence dans les échanges de ces produits.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens établissant les conditions d'application à ces territoires des dispositions visées aux premier et deuxième alinéas.

Article 9

Les droits dont bénéficient les ressortissants des territoires visés à l'article 8 au Royaume-Uni ne sont pas affectés par le droit de l'Union. Toutefois, ceux-ci ne bénéficient pas des dispositions du droit de l'Union relatives à la libre circulation des personnes et des services.

Article 10

Les dispositions du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique applicables aux personnes ou entreprises au sens de l'article 196 dudit traité s'appliquent à des personnes ou entreprises lorsqu'elles sont établies sur les territoires visés à l'article 8 du présent protocole.

Article 11

Les autorités des territoires visés à l'article 8 appliquent le même traitement à toutes les personnes physiques ou morales de l'Union.

Article 12

Si, lors de l'application du régime défini par la présente section, des difficultés apparaissent de part et d'autre dans les relations entre l'Union et les territoires visés à l'article 8, la Commission propose au Conseil, sans délai, les mesures de sauvegarde qu'elle estime nécessaires, en précisant les conditions et les modalités d'application.

Le Conseil adopte les règlements ou décisions européens appropriés dans un délai d'un mois.

Article 13

Est considéré au sens de la présente section comme ressortissant des îles Anglo-Normandes ou de l'île de Man, tout citoyen britannique qui détient cette citoyenneté en vertu du fait que lui-même, l'un de ses parents ou l'un de ses grands-parents est né, a été adopté, naturalisé ou inscrit au registre de l'état civil dans l'une des îles en question. Toutefois, une telle personne n'est pas considérée à cet égard

comme ressortissant de ces territoires si elle-même, l'un de ses parents ou grands-parents est né, a été adopté, naturalisé ou inscrit au registre de l'état civil au Royaume-Uni. Elle n'est pas davantage considérée comme tel si à une époque quelconque elle a résidé normalement au Royaume-Uni pendant cinq ans.

Les dispositions administratives nécessaires à son identification sont communiquées à la Commission.

*Section 4 – Dispositions relatives à la mise en exécution
de la politique d'industrialisation et de développement économique en Irlande*

Article 14

Les Etats membres prennent acte du fait que le gouvernement irlandais est engagé dans la mise en exécution d'une politique d'industrialisation et de développement économique qui a pour but de rapprocher le niveau de vie en Irlande de celui des autres Etats membres et d'éliminer le sous-emploi, tout en absorbant progressivement les différences régionales de niveau de développement.

Ils reconnaissent qu'il est de leur intérêt commun que les finalités de cette politique soient atteintes et conviennent de recommander à cet effet aux institutions de mettre en oeuvre tous les moyens et procédures prévues par la Constitution, en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de l'Union destinées à la réalisation de ses objectifs.

Les Etats membres reconnaissent en particulier que, dans le cas d'application des articles III-167 et III-168 de la Constitution, il faudra tenir compte des objectifs d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population.

*Section 5 – Dispositions relatives aux échanges de connaissances
avec le Danemark dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Article 15

1. Dès le 1er janvier 1973, les connaissances communiquées aux Etats membres, aux personnes et aux entreprises, conformément à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont mises à la disposition du Danemark qui les soumet à diffusion restreinte sur son territoire, dans les conditions prévues audit article.

2. Dès le 1er janvier 1973, le Danemark met à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique un volume équivalent de connaissances dans les secteurs précisés au paragraphe 3. L'exposé détaillé de ces connaissances fait l'objet d'un document remis à la Commission. Celle-ci communique ces connaissances aux entreprises de la Communauté, dans les conditions prévues à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

3. Les secteurs dans lesquels le Danemark met des informations à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique sont les suivants:

- a) DOR réacteur modéré à eau lourde et refroidi au liquide organique;
- b) DT – 350, DK – 400 Réacteurs à eau lourde à cuve de pression;
- c) boucle à gaz haute température;
- d) instrumentation et appareillage électronique spécial;
- e) fiabilité;
- f) physique des réacteurs, dynamique des réacteurs et transfert de chaleur;
- g) essais de matériaux et équipement en pile.

4. Le Danemark s'engage à fournir à la Communauté européenne de l'énergie atomique toute information complémentaire aux rapports qu'il communique, notamment au cours de visites d'agents de la Communauté européenne de l'énergie atomique ou des Etats membres au Centre de Risö, dans des conditions à déterminer d'un commun accord cas par cas.

Article 16

1. Dans les secteurs dans lesquels le Danemark met des connaissances à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les organismes compétents concèdent, sur demande, des licences à des conditions commerciales aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, lorsqu'ils possèdent des droits exclusifs sur des brevets déposés dans les Etats membres, et pour autant qu'ils n'aient, à l'égard de tiers, aucune obligation ou engagement de concéder ou de proposer la concession d'une licence exclusive ou partiellement exclusive sur les droits de ces brevets.

2. Si une licence exclusive ou partiellement exclusive a été concédée, le Danemark encourage et facilite la concession, à des conditions commerciales, de sous-licences aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, par les détenteurs de telles licences.

La concession de telles licences exclusives ou partiellement exclusives est effectuée sur une base commerciale normale.

*Section 6 – Dispositions relatives aux échanges de connaissances
avec l'Irlande dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Article 17

1. Dès le 1er janvier 1973, les connaissances communiquées aux Etats membres, aux personnes et aux entreprises, conformément à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont mises à la disposition de l'Irlande qui les soumet à diffusion restreinte sur son territoire, dans les conditions prévues audit article.

2. Dès le 1er janvier 1973, l'Irlande met à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique un volume équivalent des connaissances à diffusion restreinte obtenues dans le domaine nucléaire en Irlande, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'applications strictement commerciales. La Commission communique ces connaissances aux entreprises de la Communauté, dans les conditions prévues à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

3. Les connaissances visées aux paragraphes 1 et 2 concernent principalement les études de développement d'un réacteur de puissance et les travaux sur les radio-isotopes et leur application en médecine, y compris les problèmes de radioprotection.

Article 18

1. Dans les secteurs dans lesquels l'Irlande met des connaissances à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les organismes compétents concèdent, sur demande, des licences à des conditions commerciales aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, lorsqu'ils possèdent des droits exclusifs sur des brevets déposés dans les Etats membres, et pour autant qu'ils n'aient, à l'égard de tiers, aucune obligation ou engagement de concéder ou de proposer la concession d'une licence exclusive ou partiellement exclusive sur les droits de ces brevets.

2. Si une licence exclusive ou partiellement exclusive a été concédée, l'Irlande encourage et facilite la concession, à des conditions commerciales, de sous-licences aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, par les détenteurs de telles licences.

La concession de telles licences exclusives ou partiellement exclusives est effectuée sur une base commerciale normale.

*Section 7 – Dispositions relatives aux échanges de connaissances
avec le Royaume-Uni dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Article 19

1. Dès le 1er janvier 1973, les connaissances communiquées aux Etats membres, aux personnes et aux entreprises, conformément à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont mises à la disposition du Royaume-Uni qui les soumet à diffusion restreinte sur son territoire, dans les conditions prévues audit article.

2. Dès le 1er janvier 1973, le Royaume-Uni met à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique un volume équivalent de connaissances dans les secteurs dont la liste figure à l'annexe⁽¹⁾ du protocole No 28 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. L'exposé détaillé de ces connaissances fait l'objet d'un document remis à la Commission. Celle-ci communique ces connaissances aux entreprises de la Communauté, dans les conditions prévues à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

3. Compte tenu de l'intérêt plus marqué de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour certains secteurs, le Royaume-Uni met plus particulièrement l'accent sur la transmission de connaissances dans les secteurs suivants:

- a) recherche et développement en matière de réacteurs rapides (y compris sûreté);
- b) recherche de base (applicables aux filières de réacteurs);
- c) sécurité des réacteurs autres que rapides;
- d) métallurgie, aciers, alliages de zirconium et bétons;
- e) compatibilité de matériaux de structure;
- f) fabrication expérimentale de combustible;
- g) thermohydrodynamique;
- h) instrumentation.

Article 20

1. Dans les secteurs dans lesquels le Royaume-Uni met des connaissances à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les organismes compétents concèdent, sur demande, des licences à des conditions commerciales aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, lorsqu'ils possèdent des droits exclusifs sur des brevets déposés dans les Etats membres de la Communauté, et pour autant qu'ils n'aient, à l'égard de tiers, aucune obligation ou engagement de concéder ou de proposer la concession d'une licence exclusive ou partiellement exclusive sur les droits de ces brevets.

2. Si une licence exclusive ou partiellement exclusive a été concédée, le Royaume-Uni encourage et facilite la concession, à des conditions commerciales, de sous-licences aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, par les détenteurs de telles licences.

La concession de telles licences exclusives ou partiellement exclusives est effectuée sur une base commerciale normale.

TITRE III

Dispositions reprises de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République hellénique

Section I – Dispositions relatives à l'octroi par la Grèce de l'exonération des droits de douane à l'importation de certaines marchandises

Article 21

L'article III-151 de la Constitution ne fait pas obstacle au maintien par la République hellénique des mesures de franchise accordées, avant le 1er janvier 1979, en application:

- a) de la loi No 4171/61 (mesures générales pour assister le développement de l'économie du pays);
- b) du décret-loi No 2687/53 (investissement et protection des capitaux étrangers);
- c) de la loi No 289/76 (incitations en vue de promouvoir le développement des régions frontalières et régissant toutes questions s'y rattachant),

jusqu'à échéance des accords conclus par le gouvernement hellénique avec les bénéficiaires de ces mesures.

(1) JO L 73 du 27.3.1972, p. 84.

*Section 2 – Dispositions relatives à la fiscalité**Article 22*

Les actes figurant au point II.2 de l'annexe VIII⁽¹⁾ de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République hellénique s'appliquent à l'égard de la République hellénique dans les conditions prévues dans ladite annexe, à l'exception des références à ses points 9 et 18.b.

*Section 3 – Dispositions relatives au coton**Article 23*

1. La présente section concerne le coton, non cardé ni peigné, relevant de la sous-position 5201 00 de la nomenclature combinée.
2. Il est instauré dans l'Union un régime destiné notamment à:
 - a) soutenir la production de coton dans les régions de l'Union où elle est importante pour l'économie agricole;
 - b) permettre un revenu équitable aux producteurs concernés;
 - c) stabiliser le marché par l'amélioration des structures au niveau de l'offre et de la mise en marché.
3. Le régime visé au paragraphe 2 comprend l'octroi d'une aide à la production.
4. Afin de permettre aux producteurs de coton de concentrer l'offre et d'adapter la production aux exigences de marché, il est institué un régime d'encouragement à la formation de groupements de producteurs et de leurs unions.

Ce régime prévoit l'octroi d'aides en vue de stimuler la constitution et de faciliter le fonctionnement des groupements de producteurs.

Le bénéfice de ce régime est réservé aux groupements:

- a) constitués à l'initiative des producteurs eux-mêmes;
- b) offrant une garantie suffisante quant à la durée et l'efficacité de leur action;
- c) reconnus par l'Etat membre concerné.

5. Le régime des échanges de l'Union avec les pays tiers n'est pas affecté. A cet égard, en particulier, aucune mesure restrictive à l'importation ne peut être prévue.

6. Une loi européenne du Conseil établit les adaptations nécessaires du régime prévu par la présente section.

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements et décisions européens établissant les règles de base nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions prévues par la présente section.

Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.

*Section 4 – Dispositions relatives au développement économique et industriel de la Grèce**Article 24*

Les Etats membres prennent acte du fait que le gouvernement hellénique est engagé dans la mise en oeuvre d'une politique d'industrialisation et de développement économique qui a pour but de rapprocher le niveau de vie en Grèce de celui des autres Etats membres et d'éliminer le sous-emploi, tout en absorbant progressivement les différences régionales de niveau de développement.

Ils reconnaissent qu'il est de leur intérêt commun que les finalités de cette politique soient atteintes.

(1) JO L 291 du 19.11.1979, p. 163.

A cet effet, les institutions mettent en oeuvre tous les moyens et procédures prévus par la Constitution en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de l'Union destinées à la réalisation de ses objectifs.

En particulier, en cas d'application des articles III-167 et III-168 de la Constitution, il faut tenir compte des objectifs d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population.

*Section 5 – Dispositions relatives aux échanges de connaissances
avec la Grèce dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Article 25

1. Dès le 1er janvier 1981, les connaissances communiquées aux Etats membres, aux personnes et aux entreprises, conformément à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont mises à la disposition de la République hellénique, qui les soumet à diffusion restreinte sur son territoire, dans les conditions prévues audit article.

2. Dès le 1er janvier 1981, la République hellénique met à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique des connaissances à diffusion restreinte obtenues dans le domaine nucléaire en Grèce, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'applications strictement commerciales. La Commission communique ces connaissances aux entreprises de la Communauté, dans les conditions prévues à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

3. Les connaissances visées aux paragraphes 1 et 2 concernent principalement:
- a) les études sur l'application des radio-isotopes dans les domaines suivants: médecine, agriculture, entomologie et protection de l'environnement;
 - b) l'application des techniques nucléaires à l'archéométrie;
 - c) le développement d'appareillages d'électronique médicale;
 - d) le développement des méthodes de prospection de minerais radioactifs.

Article 26

1. Dans les secteurs dans lesquels la République hellénique met des connaissances à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les organismes compétents concèdent, sur demande, des licences à des conditions commerciales aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, lorsqu'ils possèdent des droits exclusifs sur des brevets déposés dans les Etats membres de la Communauté, et pour autant qu'ils n'aient, à l'égard de tiers, aucune obligation ou engagement de concéder ou de proposer la concession d'une licence exclusive ou partiellement exclusive sur les droits de ces brevets.

2. Si une licence exclusive ou partiellement exclusive a été concédée, la République hellénique encourage et facilite la concession, à des conditions commerciales, de sous-licences aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté européenne de l'énergie atomique, par les détenteurs de telles licences.

La concession de telles licences exclusives ou partiellement exclusives est effectuée sur une base commerciale normale.

TITRE IV

**Dispositions reprises de l'acte relatif aux conditions d'adhésion
du Royaume d'Espagne et de la République portugaise**

Section 1 – Dispositions financières

Article 27

Les ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée sont calculées et contrôlées comme si les îles Canaries et Ceuta et Melilla étaient inclus dans le champ territorial d'application de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme.

*Section 2 – Dispositions relatives aux brevets**Article 28*

Les dispositions de la législation nationale de l'Espagne relatives à la charge de la preuve, adoptées conformément au paragraphe 2 du protocole No 8 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, ne s'appliquent pas si l'action en contrefaçon est dirigée contre le titulaire d'un autre brevet de procédé pour la fabrication d'un produit identique à celui qui est le résultat du procédé breveté du demandeur de l'action, si cet autre brevet a été délivré avant le 1er janvier 1986.

Dans les cas où le renversement de la charge de la preuve n'est pas applicable, le Royaume d'Espagne continue à faire supporter la preuve de la contrefaçon par le titulaire du brevet. Dans tous ces cas, le Royaume d'Espagne applique une procédure judiciaire de saisie-description.

Par „saisie-description“, on entend une procédure s'insérant dans le système visé aux premier et deuxième alinéas par laquelle toute personne disposant du droit d'agir en contrefaçon peut, par décision judiciaire rendue à sa requête, faire procéder, sur les lieux du contrefacteur présumé, par huissier assisté d'experts, à la description détaillée des procédés litigieux, notamment par prise de photocopie de documents techniques, avec ou sans saisie réelle. Cette décision judiciaire peut ordonner le versement d'un cautionnement, destiné à accorder des dommages et intérêts au contrefacteur présumé en cas de préjudice causé par la saisie-description.

Article 29

Les dispositions de la législation nationale du Portugal relatives à la charge de la preuve, adoptées conformément au paragraphe 2 du protocole No 19 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, ne s'appliquent pas si l'action en contrefaçon est dirigée contre le titulaire d'un autre brevet de procédé pour la fabrication d'un produit identique à celui qui est le résultat du procédé breveté du demandeur de l'action, si cet autre brevet a été délivré avant le 1er janvier 1986.

Dans les cas où le renversement de la charge de la preuve n'est pas applicable, la République portugaise continue à faire supporter la preuve de la contrefaçon par le titulaire du brevet. Dans tous ces cas, la République portugaise applique une procédure judiciaire de saisie-description.

Par „saisie-description“, on entend une procédure s'insérant dans le système visé aux premier et deuxième alinéas par laquelle toute personne disposant du droit d'agir en contrefaçon peut, par décision judiciaire rendue à sa requête, faire procéder, sur les lieux du contrefacteur présumé, par huissier assisté d'experts, à la description détaillée des procédés litigieux notamment par prise de photocopie de documents techniques, avec ou sans saisie réelle. Cette décision judiciaire peut ordonner le versement d'un cautionnement, destiné à accorder des dommages et intérêts au contrefacteur présumé en cas de préjudice causé par la saisie-description.

*Section 3 – Dispositions relatives au mécanisme de complément de charge dans le cadre des accords de pêche conclus par l'Union avec des pays tiers**Article 30*

1. Il est instauré un régime spécifique pour l'exécution d'opérations effectuées en complément d'activités de pêche exercées par les navires battant pavillon d'un Etat membre dans les eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction d'un pays tiers dans le cadre d'obligations instituées au titre d'accords de pêche conclus par l'Union avec les pays tiers concernés.

2. Les opérations considérées comme susceptibles d'intervenir en complément d'activités de pêche dans les conditions et limites visées aux paragraphes 3 et 4 se rapportent:

- a) au traitement, sur le territoire du pays tiers concerné, des produits de la pêche capturés par des navires battant pavillon d'un Etat membre dans les eaux de ce pays tiers au titre des activités de pêche découlant de l'exécution d'un accord de pêche, en vue de leur introduction sur le marché de l'Union sous des positions tarifaires relevant du chapitre 3 du tarif douanier commun;

- b) à l'embarquement, au transbordement à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat membre, intervenant dans le cadre des activités prévues par un tel accord de pêche, des produits de la pêche relevant du chapitre 3 du tarif douanier commun en vue de leur transport ainsi que de leur traitement éventuel aux fins de leur introduction sur le marché de l'Union.
3. L'introduction dans l'Union des produits ayant fait l'objet des opérations visées au paragraphe 2 est effectuée en suspension partielle ou totale des droits du tarif douanier commun ou sous un régime de taxation particulier, dans les conditions et dans les limites de complémentarité fixées annuellement en relation avec le volume des possibilités de pêche découlant des accords concernés ainsi que des modalités dont ils sont assortis.
4. La loi ou loi-cadre européenne fixe les règles générales d'application du présent régime, et notamment les critères de fixation et de répartition des quantités concernées.
- Les modalités d'application du présent régime ainsi que les quantités concernées sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 37 du règlement (CE) No 104/2000.

Section 4 – Dispositions relatives à Ceuta et à Melilla

Sous-section 1 – Dispositions générales

Article 31

1. La Constitution ainsi que les actes des institutions s'appliquent à Ceuta et à Melilla, sous réserve des dérogations visées aux paragraphes 2 et 3 et aux autres dispositions de la présente section.
2. Les conditions dans lesquelles les dispositions de la Constitution relatives à la libre circulation des marchandises et les actes des institutions concernant la législation douanière et la politique commerciale s'appliquent à Ceuta et à Melilla sont définies dans la sous-section 3 de la présente section.
3. Sans préjudice des dispositions particulières de l'article 32, les actes des institutions concernant la politique agricole commune et la politique commune de la pêche ne s'appliquent pas à Ceuta et à Melilla.
4. A la demande du Royaume d'Espagne, une loi ou loi-cadre européenne du Conseil peut:
- inclure Ceuta et Melilla dans le territoire douanier de l'Union;
 - définir les mesures appropriées visant à étendre à Ceuta et à Melilla les dispositions du droit de l'Union en vigueur.

Sur proposition de la Commission, agissant de sa propre initiative ou sur demande d'un Etat membre, le Conseil peut adopter une loi ou loi-cadre européenne portant adaptation, si nécessaire, du régime applicable à Ceuta et à Melilla.

Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Sous-section 2 – Dispositions concernant la politique commune de la pêche

Article 32

1. Sous réserve du paragraphe 2 et sans préjudice de la sous-section 3, la politique commune de la pêche ne s'applique ni à Ceuta ni à Melilla.
2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les lois, lois-cadres, règlements ou décisions européens qui:
- déterminent les mesures structurelles qui pourraient être adoptées en faveur de Ceuta et Melilla;
 - déterminent les modalités appropriées à la prise en considération de tout ou partie des intérêts de Ceuta et Melilla à l'occasion des actes qu'il adopte, cas par cas, en vue des négociations par l'Union visant à la reprise ou conclusion d'accords de pêche avec des pays tiers, ainsi que des

intérêts spécifiques de Ceuta et Melilla dans le cadre des conventions internationales concernant la pêche, auxquelles l'Union est partie contractante.

3. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les lois, lois-cadres, règlements ou décisions européens qui déterminent, le cas échéant, les possibilités et conditions d'accès mutuel aux zones de pêche respectives et à leurs ressources. Il statue à l'unanimité.
4. Les lois et lois-cadres européennes visées aux paragraphes 2 et 3 sont adoptées après consultation du Parlement européen.

*Sous-section 3 – Dispositions relatives à la libre circulation des marchandises,
la législation douanière et la politique commerciale*

Article 33

1. Les produits originaires de Ceuta et de Melilla, ainsi que les produits en provenance de pays tiers, importés à Ceuta et à Melilla dans le cadre des régimes qui y sont d'application à leur égard, ne sont pas considérés, lors de leur mise en libre pratique sur le territoire douanier de l'Union, comme marchandises remplissant les conditions de l'article III-151, paragraphes 1, 2 et 3, de la Constitution.
2. Le territoire douanier de l'Union ne comprend pas Ceuta et Melilla.
3. Sauf disposition contraire de la présente sous-section, les actes des institutions en matière de législation douanière pour les échanges extérieurs s'appliquent dans les mêmes conditions aux échanges entre le territoire douanier de l'Union, d'une part, et Ceuta et Melilla, d'autre part.
4. Sauf disposition contraire de la présente sous-section, les actes des institutions relatifs à la politique commerciale commune, autonomes ou conventionnels, directement liés à l'importation ou à l'exportation des marchandises, ne sont pas applicables à Ceuta et à Melilla.
5. Sauf disposition contraire du présent titre, l'Union applique, dans ses échanges avec Ceuta et Melilla, pour les produits relevant de l'annexe I de la Constitution, le régime général qu'elle applique dans ses échanges extérieurs.

Article 34

Sous réserve de l'article 35, les droits de douane à l'importation dans le territoire douanier de l'Union des produits originaires de Ceuta et de Melilla sont supprimés.

Article 35

1. Les produits de la pêche relevant des positions 0301, 0302, 0303, 1604 et 1605 et des sous-positions 0511 91 et 2301 20 du tarif douanier commun et originaires de Ceuta et de Melilla bénéficient de l'exemption des droits de douane dans l'ensemble du territoire douanier de l'Union, dans la limite de contingents tarifaires calculés par produit et sur la moyenne des quantités effectivement écoulées au cours des années 1982, 1983 et 1984.

La mise en libre pratique des produits introduits sur le territoire douanier de l'Union, dans le cadre de ces contingents tarifaires, est subordonnée au respect des règles prévues par l'organisation commune des marchés, et notamment au respect des prix de référence.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte annuellement les règlements ou décisions européens portant ouverture et répartition des contingents selon les modalités prévues au paragraphe 1.

Article 36

1. Au cas où l'application de l'article 34 conduirait à un accroissement sensible des importations de certains produits originaires de Ceuta et de Melilla susceptible de porter préjudice aux producteurs de l'Union, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter les règlements ou décisions européens visant à soumettre l'accès de ces produits au territoire douanier de l'Union à des conditions particulières.

2. Au cas où, en raison de la non-application de la politique commerciale commune et du tarif douanier commun à l'importation de matières premières ou de produits intermédiaires à Ceuta et à Melilla, les importations d'un produit originaire de Ceuta et de Melilla provoquent ou risquent de provoquer un préjudice grave à une activité productrice exercée dans un ou plusieurs Etats membres, la Commission, à la demande d'un Etat membre ou de sa propre initiative, peut prendre les mesures appropriées.

Article 37

Les droits de douane à l'importation à Ceuta et à Melilla des produits originaires du territoire douanier de l'Union, ainsi que les taxes d'effet équivalent à de tels droits, sont supprimés.

Article 38

Les droits de douane et les taxes d'effet équivalent à de tels droits ainsi que le régime des échanges appliqués à l'importation à Ceuta et à Melilla de marchandises en provenance d'un pays tiers ne peuvent pas être moins favorables que ceux appliqués par l'Union conformément à ses engagements internationaux ou ses régimes préférentiels à l'égard de ce pays tiers, sous réserve que le même pays tiers accorde aux importations en provenance de Ceuta et de Melilla le même traitement que celui qu'il accorde à l'Union. Toutefois, le régime appliqué à l'importation à Ceuta et à Melilla à l'égard de marchandises en provenance de ce pays tiers ne peut être plus favorable que celui appliqué à l'égard des importations des produits originaires du territoire douanier de l'Union.

Article 39

Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens fixant les règles d'application de la présente sous-section, et notamment les règles d'origine applicables aux échanges visés aux articles 34, 35 et 37, y compris les dispositions concernant l'identification des produits originaires et le contrôle de l'origine.

Ces règles comportent notamment des dispositions relatives au marquage et/ou à l'étiquetage des produits, aux conditions d'immatriculation des navires, à l'application de la règle du cumul de l'origine pour les produits de la pêche, ainsi que des dispositions permettant de déterminer l'origine des produits.

Section 5 – Dispositions relatives au développement régional de l'Espagne

Article 40

Les Etats membres prennent acte du fait que le gouvernement espagnol est engagé dans la mise en oeuvre d'une politique de développement régional visant notamment à favoriser la croissance économique des régions et zones les moins développées de l'Espagne.

Ils reconnaissent qu'il est de leur intérêt commun que les finalités de cette politique soient atteintes.

Ils conviennent, afin de faciliter au gouvernement espagnol l'accomplissement de cette tâche, de recommander aux institutions de mettre en oeuvre tous les moyens et procédures prévus par la Constitution en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de l'Union destinées à la réalisation des objectifs de cette dernière.

Les Etats membres reconnaissent en particulier que, en cas d'application des articles III-167 et III-168 de la Constitution, il faudra tenir compte des objectifs d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population des régions et zones les moins développées de l'Espagne.

Section 6 – Dispositions relatives au développement économique et industriel du Portugal

Article 41

Les Etats membres prennent acte du fait que le gouvernement portugais est engagé dans la mise en oeuvre d'une politique d'industrialisation et de développement économique qui a pour but de rapprocher le niveau de vie au Portugal de celui des autres Etats membres et d'éliminer le sous-emploi, tout en absorbant progressivement les différences régionales de niveau de développement.

Ils reconnaissent qu'il est de leur intérêt commun que les finalités de cette politique soient atteintes.

Ils conviennent de recommander à cet effet aux institutions de mettre en oeuvre tous les moyens et procédures prévus par la Constitution en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de l'Union destinées à la réalisation des objectifs de cette dernière.

Les Etats membres reconnaissent en particulier que, en cas d'application des articles III-167 et III-168 de la Constitution, il faudra tenir compte des objectifs d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population.

*Section 7 – Dispositions relatives aux échanges de connaissances
avec le Royaume d'Espagne dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Article 42

1. Dès le 1er janvier 1986, les connaissances communiquées aux Etats membres, aux personnes et aux entreprises, conformément à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont mises à la disposition du Royaume d'Espagne, qui les soumet à diffusion restreinte sur son territoire, dans les conditions prévues audit article.

2. Dès le 1er janvier 1986, le Royaume d'Espagne met à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique des connaissances à diffusion restreinte obtenues dans le domaine nucléaire en Espagne, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'applications strictement commerciales. La Commission communique ces connaissances aux entreprises de la Communauté, dans les conditions prévues à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

3. Les connaissances visées aux paragraphes 1 et 2 concernent principalement:

- a) la physique nucléaire (basses et hautes énergies);
- b) la radioprotection;
- c) l'application des isotopes, en particulier des isotopes stables;
- d) les réacteurs de recherche et les combustibles y afférents;
- e) les recherches dans le domaine du cycle de combustible (plus spécialement: extraction et traitement de minerais d'uranium à basse teneur; optimisation des éléments de combustibles pour réacteurs de puissance).

Article 43

1. Dans les secteurs dans lesquels le Royaume d'Espagne met des connaissances à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les organismes compétents concèdent, sur demande, des licences à des conditions commerciales aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, lorsqu'ils possèdent des droits exclusifs sur des brevets déposés dans les Etats membres, et pour autant qu'ils n'aient, à l'égard de tiers, aucune obligation ni aucun engagement de concéder ou de proposer la concession d'une licence exclusive ou partiellement exclusive sur les droits de ces brevets.

2. Si une licence exclusive ou partiellement exclusive a été concédée, le Royaume d'Espagne encourage et facilite la concession, à des conditions commerciales, de sous-licences aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté par les détenteurs de telles licences.

La concession de telles licences exclusives ou partiellement exclusives s'effectue sur une base commerciale normale.

*Section 8 – Dispositions relatives aux échanges de connaissances
avec la République portugaise dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Article 44

1. Dès le 1er janvier 1986, les connaissances communiquées aux Etats membres, aux personnes et aux entreprises, conformément à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, sont mises à la disposition de la République portugaise, qui les soumet à diffusion restreinte sur son territoire, dans les conditions prévues audit article.

2. Dès le 1er janvier 1986, la République portugaise met à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique des connaissances à diffusion restreinte obtenues dans le domaine nucléaire au Portugal, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'applications strictement commerciales. La Commission communique ces connaissances aux entreprises de la Communauté, dans les conditions prévues à l'article 13 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

3. Les connaissances visées aux paragraphes 1 et 2 concernent principalement:

- a) la dynamique des réacteurs;
- b) la radioprotection;
- c) l'application de techniques de mesures nucléaires (dans les domaines industriel, agricole, archéologique et géologique);
- d) la physique atomique (mesures de sections efficaces, techniques de canalisation);
- e) la métallurgie extractive de l'uranium.

Article 45

1. Dans les secteurs dans lesquels la République portugaise met des connaissances à la disposition de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les organismes compétents concèdent, sur demande, des licences à des conditions commerciales aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté, lorsqu'ils possèdent des droits exclusifs sur des brevets déposés dans les Etats membres, et pour autant qu'ils n'aient, à l'égard de tiers, aucune obligation ni aucun engagement de concéder ou de proposer la concession d'une licence exclusive ou partiellement exclusive sur les droits de ces brevets.

2. Si une licence exclusive ou partiellement exclusive a été concédée, la République portugaise encourage et facilite la concession, à des conditions commerciales, de sous-licences aux Etats membres, personnes et entreprises de la Communauté par les détenteurs de telles licences.

La concession de telles licences exclusives ou partiellement exclusives s'effectue sur une base commerciale normale.

TITRE V

Dispositions reprises de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède

Section 1 – Dispositions financières

Article 46

Les ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée sont calculées et contrôlées comme si les îles Åland étaient incluses dans le champ d'application territorial de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme.

Section 2 – Dispositions relatives à l'agriculture

Article 47

Si des difficultés graves résultant de l'adhésion subsistent après la pleine application de l'article 48 et des autres mesures découlant de la réglementation existant dans l'Union, la Commission peut adopter une décision européenne autorisant la Finlande à octroyer des aides nationales aux producteurs afin de faciliter leur intégration dans la politique agricole commune.

Article 48

1. La Commission adopte des décisions européennes autorisant la Finlande et la Suède à octroyer des aides nationales à long terme en vue d'assurer le maintien de l'activité agricole dans des régions spéci-

fiques. Ces régions devraient couvrir les zones agricoles situées au nord du 62^e parallèle et certaines régions limitrophes au sud de ce parallèle affectées par des conditions climatiques comparables rendant l'activité agricole particulièrement difficile.

2. Les régions visées au paragraphe 1 sont déterminées par la Commission, qui prend en considération notamment:

- a) la faible densité de population;
- b) la part des terres agricoles dans la surface globale;
- c) la part des terres agricoles consacrées à des cultures arables destinées à l'alimentation humaine dans la surface agricole utilisée.

3. Les aides nationales prévues au paragraphe 1 peuvent être liées à des facteurs physiques de production, tels que la superficie des terres agricoles ou les têtes de bétail compte tenu des limites imposées en la matière par les organisations communes de marchés, de même qu'aux modèles de production traditionnels de chaque exploitation, mais elles ne peuvent:

- a) ni être liées à la production future;
- b) ni conduire à une augmentation de la production ou du niveau de soutien global constaté pendant une période de référence précédant le 1^{er} janvier 1995, à déterminer par la Commission.

Ces aides peuvent être différenciées par région.

Ces aides doivent être octroyées notamment pour:

- a) maintenir des productions primaires et transformations traditionnelles, particulièrement appropriées aux conditions climatiques des régions en cause;
- b) améliorer les structures de production, commercialisation et transformation des produits agricoles;
- c) faciliter l'écoulement desdits produits;
- d) assurer la protection de l'environnement et le maintien de l'espace naturel.

Article 49

1. Les aides prévues aux articles 47 et 48, ainsi que toute autre aide nationale soumise dans le cadre du présent titre à l'autorisation de la Commission, sont notifiées à cette institution. Elles ne peuvent être appliquées tant que ladite autorisation n'est pas intervenue.

2. En ce qui concerne les aides prévues à l'article 48, la Commission présente au Conseil, tous les cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1996, un rapport sur:

- a) les autorisations accordées;
- b) les résultats des aides qui ont fait l'objet de ces autorisations.

En vue de l'établissement de ce rapport, les Etats membres destinataires des autorisations accordées fournissent à la Commission, en temps utile, des informations sur les effets des aides accordées en illustrant l'évolution constatée dans l'économie agricole des régions en cause.

Article 50

Dans le domaine des aides prévues aux articles III-167 et III-168 de la Constitution:

- a) parmi les aides en application en Autriche, en Finlande et en Suède avant le 1^{er} janvier 1995, seules celles notifiées à la Commission avant le 30 avril 1995 sont considérées comme aides existantes au sens de l'article III-168, paragraphe 1, de la Constitution;
- b) les aides existantes et les projets destinés à octroyer ou à modifier des aides, qui ont été notifiés à la Commission avant le 1^{er} janvier 1995, sont réputés notifiés à cette date.

Article 51

1. Sauf disposition contraire dans des cas spécifiques, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens nécessaires pour mettre en oeuvre la présente section.

2. Une loi européenne du Conseil peut procéder aux adaptations des dispositions figurant à la présente section qui peuvent se révéler nécessaires en cas de modification du droit de l'Union. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article 52

1. Si des mesures transitoires sont nécessaires pour faciliter le passage du régime existant en Autriche, en Finlande et en Suède à celui résultant de l'application de l'organisation commune des marchés dans les conditions prévues dans l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède, ces mesures sont arrêtées suivant la procédure prévue à l'article 38 du règlement No 136/66/CEE ou, selon le cas, aux articles correspondants des autres règlements portant organisation commune des marchés agricoles. Ces mesures peuvent être prises pendant une période expirant le 31 décembre 1997, leur application étant limitée à cette date.

2. Une loi européenne du Conseil peut prolonger la période visée au paragraphe 1. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article 53

Les articles 51 et 52 sont applicables aux produits de la pêche.

Section 3 – Dispositions relatives aux mesures transitoires

Article 54

Les actes figurant aux points VII.B.I, VII.D.1, VII.D.2.c, IX.2.b, c, f, g, h, i, j, l, m, n, x, y, z et aa, X.a, b et c, de l'annexe XV⁽¹⁾ de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède, s'appliquent à l'égard de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans les conditions fixées dans ladite annexe.

En ce qui concerne le point IX.2.x de l'annexe XV visé au premier alinéa, la référence faite aux dispositions du traité instituant la Communauté européenne, notamment à ses articles 90 et 91, doit être entendue comme faite aux dispositions de la Constitution, notamment à son article III-170, paragraphes 1 et 2.

Section 4 – Dispositions relatives à l'applicabilité de certains actes

Article 55

1. Toutes les décisions individuelles d'exemption et décisions de délivrer une attestation négative qui ont été prises avant le 1er janvier 1995, aux termes de l'article 53 de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) ou de l'article 1 du protocole 25 dudit accord, soit par l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (AELE), soit par la Commission, et qui concernent des cas relevant de l'article 81 du traité instituant la Communauté européenne par suite de l'adhésion restent valables aux fins de l'article III-161 de la Constitution jusqu'à l'expiration du délai qui y est mentionné ou jusqu'à ce que la Commission adopte une décision européenne contraire dûment motivée, conformément au droit de l'Union.

2. Toutes les décisions prises par l'Autorité de surveillance AELE avant le 1er janvier 1995 aux termes de l'article 61 de l'accord EEE et qui concernent les cas relevant de l'article 87 du traité instituant la Communauté européenne par suite de l'adhésion restent valables au regard de l'article III-167 de la Constitution, sauf si la Commission adopte une décision européenne contraire en vertu de l'article III-168 de la Constitution. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions relevant de la procédure prévue à l'article 64 de l'accord EEE.

3. Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, les décisions prises par l'Autorité de surveillance AELE restent valables après le 1er janvier 1995, sauf si la Commission prend une décision contraire dûment motivée, conformément au droit de l'Union.

(1) JO C 241 du 29.8.1994, p. 322.

Section 5 – Dispositions relatives aux îles Åland

Article 56

Les dispositions de la Constitution n'excluent pas l'application des dispositions en vigueur le 1er janvier 1994 dans les îles Åland en ce qui concerne:

- a) les restrictions imposées, sur une base non discriminatoire, au droit des personnes physiques qui n'ont pas la „hembygdsrätt/kotiseutuoikeys“ (citoyenneté régionale) des îles Åland, ainsi qu'à celui des personnes morales, d'acquérir et de détenir des biens immobiliers dans les îles Åland sans la permission des autorités compétentes de ces îles;
- b) les restrictions imposées, sur une base non discriminatoire, au droit d'établissement et au droit de prestation de services visant les personnes physiques qui n'ont pas la „hembygdsrätt/kotiseutuoikeys“ (citoyenneté régionale) des îles Åland ou les personnes morales, si elles n'ont pas la permission des autorités compétentes de ces îles.

Article 57

1. Le territoire des îles Åland – considéré comme territoire tiers au sens de l'article 3, paragraphe 1, troisième tiret, de la directive 77/388/CEE du Conseil, et comme territoire national exclu du champ d'application des directives relatives à l'harmonisation des droits d'accise au sens de l'article 2 de la directive 92/12/CEE du Conseil – est exclu du champ d'application territoriale du droit de l'Union en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accise et aux autres formes de fiscalité indirecte.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux dispositions de la directive 69/335/CEE du Conseil relatives au droit d'apport.

2. La dérogation prévue au paragraphe 1 vise à maintenir une économie locale viable dans les îles Åland et ne peut avoir aucun effet négatif sur les intérêts de l'Union et ses politiques communes. Si la Commission estime que les dispositions visées au paragraphe 1 ne se justifient plus, notamment en termes de concurrence loyale ou de ressources propres, elle présente des propositions appropriées au Conseil, qui adopte les actes nécessaires, conformément aux articles pertinents de la Constitution.

Article 58

La République de Finlande garantit que toutes les personnes physiques et morales des Etats membres bénéficient du même traitement dans les îles Åland.

Article 59

Les dispositions de la présente section s'appliquent à la lumière de la déclaration sur les îles Åland qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 2 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

Section 6 – Dispositions relatives au peuple lapon

Article 60

Nonobstant les dispositions de la Constitution, des droits exclusifs peuvent être accordés au peuple lapon pour l'élevage de rennes dans les régions traditionnellement habitées par les Lapons.

Article 61

La présente section peut être étendue pour tenir compte du développement éventuel des droits exclusifs reconnus au peuple lapon en liaison avec son mode de vie traditionnel. Une loi européenne du Conseil peut apporter les modifications nécessaires à la présente section. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et du Comité des régions.

Article 62

Les dispositions de la présente section s'appliquent à la lumière de la déclaration sur le peuple lapon qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 3 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

*Section 7 – Dispositions spéciales dans le cadre des fonds
à finalité structurelle en Finlande et en Suède*

Article 63

En principe, les régions concernées par l'objectif consistant à promouvoir le développement et l'ajustement structurel des régions ayant une densité de population extrêmement faible correspondent ou appartiennent à des régions de niveau NUTS II ayant une densité de population de huit habitants ou moins au km². L'intervention de l'Union peut, sous réserve de l'exigence de concentration, également s'étendre à des zones adjacentes et contiguës de plus petite taille qui répondent aux mêmes critères de densité de population. La liste des régions et des zones visées au présent article figure à l'annexe 1⁽¹⁾ du protocole No 6 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

*Section 8 – Dispositions sur le transport par chemin de fer et
sur le transport combiné en Autriche*

Article 64

1. Aux fins de la présente section, on entend par:
 - a) „camion“, tout véhicule automobile d'un poids maximum autorisé supérieur à 7,5 tonnes, immatriculé dans un Etat membre, affecté au transport de marchandises ou à la traction de remorques, y compris les semi-remorques, et les remorques d'un poids maximum autorisé supérieur à 7,5 tonnes et tractées par un véhicule à moteur immatriculé dans un Etat membre d'un poids maximum autorisé égal ou inférieur à 7,5 tonnes;
 - b) „transport combiné“, le transport effectué au moyen de camions ou d'unités de charge acheminés par chemin de fer sur une partie du trajet et par route pour les parcours initiaux ou terminaux, étant entendu que la traversée du territoire autrichien ne peut en aucun cas s'effectuer dans sa totalité par la route.
2. Les articles 65 à 71 s'appliquent aux mesures concernant la fourniture de transport ferroviaire et de transport combiné qui traversent le territoire autrichien.

Article 65

Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres concernés adoptent et coordonnent étroitement les mesures pour le développement et la promotion du transport ferroviaire et du transport combiné pour le transport de marchandises transalpin.

Article 66

Lorsqu'elle établit les orientations prévues à l'article III-247 de la Constitution, l'Union assure que les axes définis à l'annexe 1⁽²⁾ du protocole No 9 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède font partie des réseaux trans-européens pour le transport ferroviaire et le transport combiné et qu'ils sont, en outre, identifiés en tant que projets d'intérêt commun.

(1) JO C 241 du 29.8.1994, p. 355.

(2) JO C 241 du 29.8.1994, p. 364.

Article 67

Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les Etats membres concernés mettent en oeuvre les mesures énumérées à l'annexe 2⁽¹⁾ du protocole No 9 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

Article 68

L'Union et les Etats membres concernés font tous leurs efforts pour développer et utiliser la capacité ferroviaire supplémentaire visée à l'annexe 3⁽²⁾ du protocole No 9 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

Article 69

L'Union et les Etats membres concernés prennent les mesures pour accroître la fourniture du transport ferroviaire et du transport combiné. Le cas échéant, et sous réserve des dispositions de la Constitution, ces mesures sont établies en étroite consultation avec les compagnies de chemin de fer et les autres fournisseurs de services ferroviaires. La priorité devrait être donnée aux mesures prévues dans les dispositions du droit de l'Union concernant le transport ferroviaire et le transport combiné. Lors de la mise en oeuvre de ces mesures, une attention particulière doit être accordée à la compétitivité, à l'efficacité et à la transparence des coûts des transports ferroviaires et des transports combinés. Les Etats membres concernés s'efforcent notamment de prendre ces mesures de manière à ce que les prix des transports combinés soient compétitifs par rapport à ceux des autres modes de transport. Toute aide octroyée à cet effet doit être conforme au droit de l'Union.

Article 70

En cas de perturbation grave du transit ferroviaire, telle qu'une catastrophe naturelle, l'Union et les Etats membres concernés prennent toutes les actions concertées possibles afin de maintenir le flux du trafic. La priorité doit être donnée aux chargements sensibles, tels que les denrées périssables.

Article 71

La Commission, agissant conformément à la procédure prévue à l'article 73, paragraphe 2, réexamine le fonctionnement de la présente section.

Article 72

1. Le présent article s'applique aux transports de marchandises par route sur des trajets effectués sur le territoire de la Communauté.
2. Pour les trajets qui comprennent le trafic de marchandises routier de transit à travers l'Autriche, le régime fixé pour les trajets effectués pour compte propre et pour les trajets effectués pour compte d'autrui par la première directive du Conseil du 23 juillet 1962 et par le règlement (CEE) No 881/92 du Conseil s'appliquent, sous réserve des dispositions du présent article.
3. Jusqu'au 1er janvier 1998, les dispositions suivantes s'appliquent:
 - a) Les émissions totales de NOx des camions qui traversent l'Autriche en transit sont réduites de 60% durant la période allant du 1er janvier 1992 au 31 décembre 2003, conformément au tableau figurant à l'annexe 4.
 - b) La réduction des émissions totales de NOx imputables aux camions sont gérées à l'aide d'un système d'écopoints. Dans ce système, chaque camion a besoin, pour traverser l'Autriche, d'un certain nombre de points représentant son niveau d'émission de NOx [valeur autorisée dans le cadre de la conformité de la production (COP) ou découlant de la réception par type]. La méthode de calcul et de gestion de ces points est décrite à l'annexe 5.

(1) JO C 241 du 29.8.1994, p. 365.

(2) JO C 241 du 29.8.1994, p. 367.

- c) Si le nombre de trajets devait, au cours d'une année, dépasser de plus de 8% le chiffre obtenu pour l'année 1991, la Commission, agissant conformément à la procédure fixée à l'article 16, adopte les mesures appropriées conformément au point 3 de l'annexe 5.
 - d) L'Autriche délivre et rend disponible en temps utile les cartes d'écopoints nécessaires à la gestion du système d'écopoints, conformément à l'annexe 5, pour les camions qui traversent l'Autriche en transit.
 - e) Les écopoints sont distribués par la Commission parmi les Etats membres, conformément aux dispositions à établir selon le paragraphe 7.
4. Avant le 1er janvier 1998, le Conseil réexamine, sur la base d'un rapport de la Commission, le fonctionnement des dispositions concernant le trafic de marchandises routier de transit à travers l'Autriche. Ce réexamen est effectué en conformité avec les principes fondamentaux du droit communautaire, tels que le bon fonctionnement du marché intérieur, notamment la libre circulation des marchandises et la libre prestation de services, la protection de l'environnement dans l'intérêt de la Communauté dans son ensemble, et la sécurité routière. A moins que le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après avoir consulté le Parlement européen, n'en décide autrement, la période transitoire est prorogée d'une nouvelle période jusqu'au 1er janvier 2001, au cours de laquelle les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent.
5. Avant le 1er janvier 2001, la Commission, en coopération avec l'Agence européenne de l'environnement, effectue une étude scientifique sur le degré de réalisation de l'objectif concernant la réduction de la pollution fixé au paragraphe 3, point a). Si la Commission arrive à la conclusion que cet objectif a été atteint de façon durable, les dispositions du paragraphe 3 cessent de s'appliquer le 1er janvier 2001. Si, par contre, la Commission arrive à la conclusion que cet objectif n'a pas été atteint de façon durable, le Conseil, statuant en conformité avec l'article 75 du traité CE, peut arrêter des mesures, dans un cadre communautaire, qui assurent une protection équivalente de l'environnement, notamment une réduction de la pollution de 60%. Si le Conseil n'adopte pas ces mesures, la période transitoire est automatiquement prorogée d'une dernière période de trois ans, au cours de laquelle les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent.
6. Au terme de la période transitoire, l'acquis communautaire est applicable dans sa totalité.
7. La Commission, agissant conformément à la procédure fixée à l'article 16, arrête les modalités concernant les procédures relatives au système d'écopoints, à la distribution des écopoints et aux questions techniques liées à l'application du présent article; ces modalités entrent en vigueur à la date d'adhésion de l'Autriche.

Les modalités visées au premier alinéa garantissent le maintien pour les Etats membres actuels de la situation de fait résultant de l'application du règlement (CEE) No 3637/92 du Conseil et de l'Accord administratif, signé le 23 décembre 1992, fixant la date d'entrée en vigueur ainsi que les procédures d'instauration du système d'écopoints visé dans l'accord en matière de transit. Tous les efforts nécessaires sont entrepris pour assurer que la part d'écopoints attribuée à la Grèce tienne dûment compte des besoins de ce pays à cet égard.

Article 73

1. La Commission est assistée par un comité.
2. Dans les cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 3 et 7 de la décision 1999/ 468/CE s'appliquent.
3. Le comité adopte son règlement intérieur.

Section 9 – Dispositions sur l'utilisation de termes spécifiquement autrichiens de la langue allemande dans le cadre de l'Union européenne

Article 74

1. Les termes spécifiquement autrichiens de la langue allemande contenus dans l'ordre juridique autrichien et dont la liste est annexée⁽¹⁾ au protocole No 10 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède, ont le même statut et peuvent être utilisés avec le même effet juridique que les termes correspondants utilisés en Allemagne et énumérés dans ladite annexe.
2. Dans la version en langue allemande des nouveaux actes juridiques, les termes spécifiquement autrichiens visés à l'annexe du protocole No 10 de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède sont ajoutés sous une forme appropriée aux termes correspondants utilisés en Allemagne.

*

(1) JO C 241 du 29.8.1994, p. 370.

9. PROTOCOLE

relatif aux traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant que la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque ont adhéré aux Communautés européennes et à l'Union européenne instituée par le traité sur l'Union européenne le 1er mai 2004;

Considérant que l'article IV-437, paragraphe 2, point e), de la Constitution prévoit l'abrogation du traité du 16 avril 2003 relatif aux adhésions visées ci-dessus;

Considérant qu'un grand nombre de dispositions figurant dans l'Acte qui est joint audit traité d'adhésion restent pertinentes; que l'article IV-437, paragraphe 2, de la Constitution prévoit que ces dispositions doivent être reprises ou visées dans un protocole, de sorte qu'elles restent en vigueur et que leurs effets juridiques sont préservés;

Considérant que certaines de ces dispositions doivent être soumises aux adaptations techniques nécessaires pour être mises en conformité avec la Constitution, sans en altérer la portée juridique,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACTE D'ADHESION DU 16 AVRIL 2003

TITRE I

Les principes

Article premier

Aux fins du présent protocole:

- a) l'expression „acte d'adhésion du 16 avril 2003“ vise l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne;
- b) les expressions „traité instituant la Communauté européenne“ („traité CE“) et „traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique“ („traité CEEA“), visent ces traités tels qu'ils ont été complétés ou modifiés par des traités ou d'autres actes entrés en vigueur avant le 1er mai 2004;
- c) l'expression „traité sur l'Union européenne“ („traité UE“), vise ce traité tel qu'il a été complété ou modifié par des traités ou d'autres actes entrés en vigueur avant le 1er mai 2004;
- d) le terme „Communauté“ vise, selon le cas, l'une des Communautés visées au point b) ou les deux;
- e) l'expression „Etats membres actuels“ vise les Etats membres suivants: le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché

de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

- f) l'expression „nouveaux Etats membres“ vise les Etats membres suivants: la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque.

Article 2

Les droits et obligations résultant du traité d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point e), de la Constitution, ont pris effet, dans les conditions prévues par ce traité, à compter du 1er mai 2004.

Article 3

1. Les dispositions de l'acquis de Schengen intégrées dans le cadre de l'Union par le protocole annexé au traité établissant une Constitution pour l'Europe (ci-après dénommé le „protocole Schengen“) et les actes fondés sur celles-ci ou qui s'y rapportent, énumérés à l'annexe I de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, ainsi que tout nouvel acte de cette nature adopté avant le 1er mai 2004, sont contraignants et s'appliquent dans les nouveaux Etats membres à compter du 1er mai 2004.

2. Les dispositions de l'acquis de Schengen qui ont été intégrées dans le cadre de l'Union et les actes fondés sur celles-ci ou qui s'y rapportent et qui ne sont pas visés au paragraphe 1, bien qu'elles soient contraignantes pour les nouveaux Etats membres à compter du 1er mai 2004, ne s'appliquent dans un nouvel Etat membre qu'à la suite d'une décision européenne du Conseil à cet effet, après qu'il a été vérifié, conformément aux procédures d'évaluation de Schengen applicables en la matière, que les conditions nécessaires à l'application de toutes les parties concernées de l'acquis sont remplies dans ce nouvel Etat membre.

Le Conseil, après consultation du Parlement européen, statue à l'unanimité de ses membres représentant les gouvernements des Etats membres pour lesquels les dispositions du présent paragraphe ont déjà pris effet et du représentant du gouvernement de l'Etat membre pour lequel ces dispositions doivent prendre effet. Les membres du Conseil représentant le gouvernement de l'Irlande et celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord participent à la prise de cette décision dans la mesure où elle a trait aux dispositions de l'acquis de Schengen et aux actes fondés sur celui-ci ou qui s'y rapportent, auxquels ces Etats membres sont parties.

3. Les accords conclus par le Conseil en vertu de l'article 6 du protocole Schengen lient les nouveaux Etats membres à compter du 1er mai 2004.

4. En ce qui concerne les conventions ou les instruments dans le domaine de la justice et des affaires intérieures qui sont inséparables de la réalisation des objectifs du traité UE, les nouveaux Etats membres sont tenus:

- a) d'adhérer à ceux qui, au 1er mai 2004, ont été ouverts à la signature par les Etats membres actuels, ainsi qu'à ceux qui ont été élaborés par le Conseil conformément au titre VI du traité UE et qui sont recommandés aux Etats membres pour adoption;
- b) d'introduire des dispositions administratives et autres, analogues à celles qui ont été adoptées au 1er mai 2004 par les Etats membres actuels ou par le Conseil, afin de faciliter la coopération pratique entre les institutions et les organisations des Etats membres travaillant dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Article 4

Chacun des nouveaux Etats membres participe à l'Union économique et monétaire à compter du 1er mai 2004 en tant qu'Etat membre faisant l'objet d'une dérogation au sens de l'article III-197 de la Constitution.

Article 5

1. Les nouveaux Etats membres, qui ont adhéré par l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 aux décisions et accords convenus par les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, sont tenus d'adhérer à tout autre accord conclu par les Etats membres actuels relatif au fonctionnement de l'Union ou présentant un lien avec l'action de celle-ci.
2. Les nouveaux Etats membres sont tenus d'adhérer, pour autant qu'ils soient toujours en vigueur, aux conventions prévues à l'article 293 du traité CE de même qu'à celles qui sont indissociables de la réalisation des objectifs du traité CE, ainsi qu'aux protocoles concernant l'interprétation de ces conventions par la Cour de justice des Communautés européennes, signés par les Etats membres actuels, et à entamer, à cet effet, des négociations avec ceux-ci pour y apporter les adaptations nécessaires.

Article 6

1. Les nouveaux Etats membres sont tenus d'adhérer, dans les conditions prévues dans le présent protocole, aux accords ou conventions conclus ou appliqués provisoirement par les Etats membres actuels et, conjointement, l'Union ou la Communauté européenne de l'énergie atomique, ainsi qu'aux accords conclus par ces Etats, qui sont liés à ces accords ou conventions.

L'adhésion des nouveaux Etats membres aux accords ou conventions visés au paragraphe 4 ainsi qu'aux accords avec le Belarus, la Chine, le Chili, le Mercosur et la Suisse, qui ont été conclus ou signés conjointement par la Communauté et ses Etats membres actuels, est approuvée par la conclusion d'un protocole à ces accords ou conventions entre le Conseil, statuant à l'unanimité au nom des Etats membres, et le ou les pays tiers ou l'organisation internationale concernés. Cette procédure ne porte pas atteinte aux compétences propres de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique et ne remet pas en cause la répartition des compétences entre celles-ci et les Etats membres pour ce qui est de la conclusion des accords de cette nature à l'avenir ou de toute modification non liée à l'adhésion. La Commission négocie ces protocoles au nom des Etats membres sur la base de directives de négociation approuvées par le Conseil statuant à l'unanimité et après consultation d'un comité composé des représentants des Etats membres. La Commission soumet les projets de protocoles au Conseil pour qu'ils soient conclus.

2. En adhérant aux accords et conventions visés au paragraphe 1, les nouveaux Etats membres acquièrent les mêmes droits et obligations au titre de ces accords et conventions que les Etats membres actuels.
3. Les nouveaux Etats membres sont tenus de devenir partie, aux conditions prévues dans le présent protocole, à l'accord sur l'Espace économique européen⁽¹⁾, conformément à son article 128.
4. A compter du 1er mai 2004, et en attendant, le cas échéant, la conclusion des protocoles nécessaires visés au paragraphe 1, les nouveaux Etats membres appliquent les dispositions des accords conclus par les Etats membres actuels et, conjointement, la Communauté, avec l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Corée du Sud, la Croatie, l'Egypte, la Fédération de Russie, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Liban, le Mexique, la Moldova, le Maroc, l'Ouzbékistan, la Roumanie, Saint-Marin, la Syrie, la Tunisie, la Turquie, le Turkménistan et l'Ukraine, ainsi que les dispositions des autres accords conclus conjointement par les Etats membres actuels et la Communauté avant le 1er mai 2004.
Toute adaptation de ces accords fait l'objet de protocoles conclus avec les pays cocontractants, conformément au paragraphe 1, second alinéa. Si les protocoles n'ont pas été conclus au 1er mai 2004, l'Union, la Communauté européenne de l'énergie atomique et les Etats membres prennent, dans le cadre de leurs compétences respectives, les mesures nécessaires pour résoudre cette situation.
5. A compter du 1er mai 2004, les nouveaux Etats membres appliquent les accords et arrangements bilatéraux en matière de textiles conclus par la Communauté avec des pays tiers.

(1) JO L 1 du 3.1.1994, p. 3.

Les restrictions quantitatives appliquées par l'Union aux importations de produits textiles et d'habillement sont adaptées de façon à tenir compte de l'adhésion des nouveaux Etats membres.

Si les modifications aux accords et arrangements bilatéraux concernant les produits textiles ne sont pas entrées en vigueur au 1er mai 2004, l'Union apporte les adaptations nécessaires aux règles qu'elle applique à l'importation de produits textiles et d'habillement provenant de pays tiers afin de tenir compte de l'adhésion des nouveaux Etats membres.

6. Les restrictions quantitatives appliquées par l'Union aux importations d'acier et de produits sidérurgiques sont adaptées en fonction des importations de produits sidérurgiques provenant des pays fournisseurs concernés effectuées par les nouveaux Etats membres au cours des années qui précèdent immédiatement la signature du traité d'adhésion.

7. Les accords conclus avant le 1er mai 2004 par les nouveaux Etats membres avec des pays tiers dans le domaine de la pêche sont gérés par l'Union.

Les droits et obligations qui découlent de ces accords, pour les nouveaux Etats membres, ne sont pas remis en cause pendant la période au cours de laquelle les dispositions de ces accords restent provisoirement applicables.

Dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant l'expiration des accords visés au premier alinéa, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte cas par cas des décisions européennes appropriées prévoyant la poursuite des activités de pêche qui font l'objet de ces accords, y compris la possibilité de proroger certains accords pour une durée maximale d'un an.

8. Avec effet au 1er mai 2004, les nouveaux Etats membres se retirent de tout accord de libre-échange conclu avec un pays tiers, y compris l'accord de libre-échange de l'Europe centrale.

Dans la mesure où des accords conclus entre un ou plusieurs des nouveaux Etats membres, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers, d'autre part, ne sont pas compatibles avec les obligations découlant de la Constitution, et notamment du présent protocole, le ou les nouveaux Etats membres prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer les incompatibilités constatées. Si un nouvel Etat membre se heurte à des difficultés pour adapter un accord conclu avec un ou plusieurs pays tiers avant son adhésion, il se retire de cet accord, dans le respect des dispositions de celui-ci.

9. Les nouveaux Etats membres prennent les mesures appropriées pour adapter, le cas échéant, leur situation à l'égard des organisations internationales et des accords internationaux, auxquels l'Union ou la Communauté européenne de l'énergie atomique ou d'autres Etats membres sont également parties, aux droits et obligations résultant de leur adhésion à l'Union.

En particulier, ils se retirent au 1er mai 2004, ou dans les meilleurs délais après cette date, des accords et des organisations de pêche internationaux auxquels l'Union est aussi partie, à moins que leur participation à ces accords ou organisations ne concerne d'autres domaines que la pêche.

Article 7

Les actes adoptés par les institutions auxquels se rapportent les dispositions transitoires établies par le présent protocole conservent leur nature juridique; en particulier, les procédures de modification de ces actes leur restent applicables.

Article 8

Les dispositions de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 qui ont pour objet ou pour effet d'abroger ou de modifier autrement qu'à titre transitoire des actes adoptés par les institutions, organes ou organismes de la Communauté ou de l'Union européenne instituée par le traité UE, telles qu'interprétées par la Cour de justice des Communautés européennes et le Tribunal de première instance, demeurent en vigueur, sous réserve de l'application du second alinéa.

Ces dispositions ont la même nature juridique que les actes qu'elles ont abrogés ou modifiés, et sont soumises aux mêmes règles que ceux-ci.

Article 9

Les textes des actes des institutions, organes ou organismes de la Communauté ou de l'Union européenne instituée par le traité UE, ainsi que les textes des actes de la Banque centrale européenne, adop-

tés avant le 1er mai 2004 et qui ont été établis en langue tchèque, estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque et slovène font foi dès cette date, dans les mêmes conditions que les textes établis et faisant foi dans les autres langues.

Article 10

Une loi européenne du Conseil peut abroger les dispositions transitoires établies par le présent protocole, lorsque celles-ci ne sont plus applicables. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article 11

L'application de la Constitution et des actes adoptés par les institutions fait l'objet, à titre transitoire, des dispositions dérogatoires prévues par le présent protocole.

TITRE II

Dispositions permanentes

Article 12

Les adaptations des actes énumérés dans la liste figurant à l'annexe III de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, qui sont rendues nécessaires par l'adhésion, sont établies conformément aux orientations définies par ladite annexe et selon la procédure et dans les conditions prévues à l'article 36.

Article 13

Les mesures énumérées dans la liste figurant à l'annexe IV de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 sont appliquées dans les conditions définies par ladite annexe.

Article 14

Une loi européenne du Conseil peut procéder aux adaptations des dispositions du présent protocole relatives à la politique agricole commune qui peuvent s'avérer nécessaires du fait d'une modification du droit de l'Union. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

TITRE III

Les dispositions temporaires

Article 15

Les mesures énumérées dans la liste figurant aux annexes V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 sont applicables en ce qui concerne les nouveaux Etats membres dans les conditions définies par lesdites annexes.

Article 16

1. Les recettes dénommées „droits du tarif douanier commun et autres droits“ visées à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil du 29 septembre 2000 relative au système des ressources propres des Communautés européennes⁽¹⁾, ou dans toute disposition correspondante d'une décision remplaçant celle-ci, comprennent les droits de douane calculés sur la base des taux résultant du tarif douanier commun et de toute concession tarifaire y afférente appliquée par l'Union dans les échanges des nouveaux Etats membres avec les pays tiers.

(1) JO L 253 du 7.10.2000, p. 42.

2. Pour l'année 2004, l'assiette harmonisée de la TVA et l'assiette RNB (revenu national brut) pour chaque nouvel Etat membre, visées à l'article 2, paragraphe 1, points c) et d), de la décision 2000/597/CE, Euratom, sont égales à deux tiers de l'assiette annuelle. L'assiette RNB de chaque Etat membre à prendre en compte pour le calcul du financement de la correction des déséquilibres budgétaires accordé au Royaume-Uni, visée à l'article 5, paragraphe 1, de la décision 2000/597/CE/Euratom, est aussi égale à deux tiers de l'assiette annuelle.

3. Pour déterminer le taux gelé pour 2004 conformément à l'article 2, paragraphe 4, point b), de la décision 2000/597/CE, Euratom, les assiettes écrêtées de la TVA des nouveaux Etats membres sont calculées sur la base de deux tiers de leur assiette non écrêtée de la TVA et de deux tiers de leur RNB.

Article 17

1. Afin de tenir compte de l'adhésion des nouveaux Etats membres, le budget de l'Union pour l'exercice 2004 a été adapté par le budget rectificatif qui a pris effet le 1er mai 2004.

2. Les douze douzièmes mensuels de la TVA et des ressources fondées sur le RNB que doivent acquitter les nouveaux Etats membres au titre du budget rectificatif visé au paragraphe 1, ainsi que l'ajustement rétroactif des douzièmes mensuels pour la période allant de janvier à avril 2004 qui ne s'appliquent qu'aux Etats membres actuels, sont convertis en huitièmes exigibles pendant la période allant de mai à décembre 2004. De même, les ajustements rétroactifs qui résulteraient d'un budget rectificatif ultérieur adopté en 2004, sont convertis en parts égales exigibles avant la fin de l'année.

Article 18

Le premier jour ouvrable de chaque mois, l'Union verse à la République tchèque, à Chypre, à Malte et à la Slovénie, à titre de dépense imputée au budget de l'Union, un huitième en 2004, à compter du 1er mai 2004, et un douzième en 2005 et 2006 des montants ci-après de compensation budgétaire temporaire:

(millions d'euros, prix de 1999)

	2004	2005	2006
République tchèque	125,4	178,0	85,1
Chypre	68,9	119,2	112,3
Malte	37,8	65,6	62,9
Slovénie	29,5	66,4	35,5

Article 19

Le premier jour ouvrable de chaque mois, l'Union verse à la République tchèque, à l'Estonie, à Chypre, à la Lettonie, à la Lituanie, à la Hongrie, à Malte, à la Pologne, à la Slovénie et à la Slovaquie, à titre de dépense imputée au budget de l'Union, un huitième en 2004, à compter du 1er mai 2004, et un douzième en 2005 et 2006 des montants ci-après au titre d'une facilité de trésorerie spéciale forfaitaire:

(millions d'euros, prix de 1999)

	2004	2005	2006
République tchèque	174,7	91,55	91,55
Estonie	15,8	2,90	2,90
Chypre	27,7	5,05	5,05
Lettonie	19,5	3,40	3,40

	2004	2005	2006
Lituanie	34,8	6,30	6,30
Hongrie	155,3	27,95	27,95
Malte	12,2	27,15	27,15
Pologne	442,8	550,00	450,00
Slovénie	65,4	17,85	17,85
Slovaquie	63,2	11,35	11,35

Un milliard d'euros pour la Pologne et 100 millions d'euros pour la République tchèque, compris dans la facilité de trésorerie spéciale forfaitaire, seront pris en compte dans tout calcul relatif à la répartition des fonds à finalité structurelle pour les années 2004, 2005 et 2006.

Article 20

1. Les nouveaux Etats membres énumérés ci-après versent les montants indiqués au Fonds de recherche du charbon et de l'acier visé par la décision 2002/234/CECA des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 27 février 2002 relative aux conséquences financières de l'expiration du traité CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier⁽¹⁾:

(millions d'euros, prix courants)

République tchèque	39,88
Estonie	2,50
Lettonie	2,69
Hongrie	9,93
Pologne	92,46
Slovénie	2,36
Slovaquie	20,11

2. Les contributions au Fonds de recherche du charbon et de l'acier sont versées en quatre fois, à partir de 2006, selon la répartition ci-après, dans chaque cas le premier jour ouvrable du premier mois de chaque année:

2006:	15%
2007:	20%
2008:	30%
2009:	35%

Article 21

1. Sauf disposition contraire du présent protocole, aucun engagement financier n'est effectué au titre du programme PHARE⁽²⁾, du programme de coopération transfrontalière dans le cadre du programme PHARE⁽³⁾, des fonds de pré-adhésion pour Chypre et Malte⁽⁴⁾, du programme ISPA⁽⁵⁾ et du programme SAPARD⁽⁶⁾ en faveur des nouveaux Etats membres après le 31 décembre 2003. Les nouveaux Etats membres sont traités de la même manière que les Etats membres actuels pour ce qui est des dépenses relevant des trois premières rubriques des perspectives financières, telles qu'elles sont définies par

(1) JO L 79 du 22.3.2002, p. 42.

(2) Règlement (CEE) No 3906/89 (JO L 375 du 23.12.1989, p. 11).

(3) Règlement (CE) No 2760/98 (JO L 345 du 19.12.1998, p. 49).

(4) Règlement (CE) No 555/2000 (JO L 68 du 16.3.2000, p. 3).

(5) Règlement (CE) No 1267/1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 73).

(6) Règlement (CE) No 1268/1999 (JO L 161 du 26.6.1999, p. 87).

l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999⁽¹⁾, à compter du 1er janvier 2004, sous réserve des spécifications et exceptions particulières indiquées ci-après ou de dispositions contraires du présent protocole. Les montants maximaux des crédits supplémentaires pour les rubriques 1, 2, 3 et 5 des perspectives financières liées à l'élargissement sont indiqués à l'annexe XV de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003. Cependant, aucun engagement financier au titre du budget 2004 ne peut avoir lieu pour un programme ou une agence donné avant l'adhésion du nouvel Etat membre concerné.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, „section garantie“, conformément à l'article 2, paragraphes 1 et 2, et à l'article 3, paragraphe 3, du règlement (CE) No 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune⁽²⁾, qui ne pourront bénéficier d'un financement communautaire qu'à compter du 1er mai 2004, conformément à l'article 2 du présent protocole.

Toutefois, le paragraphe 1 s'applique aux dépenses de développement rural au titre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, „section garantie“, conformément à l'article 47 bis du règlement (CE) No 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements⁽³⁾, sous réserve que soient respectées les conditions fixées dans la modification dudit règlement, qui figure à l'annexe II de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

3. Sous réserve du paragraphe 1, dernière phrase, à compter du 1er janvier 2004, les nouveaux Etats membres participent aux programmes et agences de l'Union dans les mêmes conditions que les Etats membres actuels, avec un financement du budget général de l'Union.

4. Si des mesures sont nécessaires pour faciliter la transition du régime en vigueur avant l'adhésion au régime résultant de l'application du présent article, la Commission adopte les mesures qui s'imposent.

Article 22

1. A compter du 1er mai 2004, les appels d'offres, les adjudications, la mise en oeuvre et le paiement des aides de préadhésion au titre du programme PHARE, du programme de coopération transfrontalière dans le cadre du programme PHARE ainsi que les fonds de préadhésion pour Chypre et Malte sont gérés par des organismes de mise en oeuvre dans les nouveaux Etats membres.

La Commission adopte des décisions européennes pour déroger aux contrôles ex ante par la Commission des appels d'offres et des adjudications, après une évaluation positive du système de décentralisation étendue (EDIS) selon les critères et conditions fixés à l'annexe du règlement (CE) No 1266/1999 du Conseil du 21 juin 1999 sur la coordination de l'assistance aux pays candidats dans le cadre de la stratégie de préadhésion, et modifiant le règlement (CEE) No 3906/89⁽⁴⁾.

Si ces décisions visant à déroger aux contrôles ex ante n'ont pas été adoptées avant le 1er mai 2004, tout contrat signé entre le 1er mai 2004 et la date à laquelle les décisions de la Commission sont adoptées ne peut bénéficier de l'aide de préadhésion.

Toutefois, à titre exceptionnel, si les décisions de la Commission de déroger aux contrôles ex ante de la Commission sont reportées au-delà du 1er mai 2004 pour des motifs qui ne sont pas imputables aux autorités d'un nouvel Etat membre, la Commission peut accepter, dans des cas dûment justifiés, que les contrats signés entre le 1er mai 2004 et la date d'adoption de ces décisions puissent bénéficier de l'aide de préadhésion et que la mise en oeuvre de l'aide de préadhésion se poursuive pendant une période limitée, sous réserve de contrôles ex ante par la Commission des appels d'offres et des adjudications.

2. Les engagements budgétaires globaux pris avant le 1er mai 2004 au titre des instruments financiers de préadhésion visés au paragraphe 1, y compris la conclusion et l'enregistrement des différents enga-

(1) Accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (JO C 172 du 18.6.1999, p. 1).

(2) JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.

(3) JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

(4) JO L 232 du 2.9.1999, p. 34.

gements juridiques contractés par la suite et des paiements effectués après le 1er mai 2004, continuent d'être régis par les règles et règlements des instruments financiers de préadhésion et imputés sur les chapitres budgétaires correspondants jusqu'à la clôture des programmes et projets concernés. Néanmoins, en ce qui concerne les marchés publics, les procédures engagées après le 1er mai 2004 respectent les actes pertinents de l'Union.

3. Le dernier exercice de programmation de l'aide de préadhésion visée au paragraphe 1 a lieu pendant la dernière année civile complète précédant le 1er mai 2004. L'adjudication pour les mesures prises dans le cadre de ces programmes devra avoir lieu dans les deux années qui suivront et les décaissements devront être effectués comme le prévoit le protocole financier⁽¹⁾, généralement pour la fin de la troisième année qui suit l'engagement. Aucune prolongation du délai d'adjudication n'est accordée. A titre exceptionnel et dans des cas dûment justifiés, une prolongation limitée de la durée peut être accordée pour le décaissement.

4. Afin d'assurer la suppression progressive nécessaire des instruments financiers de préadhésion visés au paragraphe 1 et du programme ISPA ainsi qu'une transition sans heurts des règles applicables avant le 1er mai 2004 à celles en vigueur après cette date, la Commission peut prendre toutes les mesures appropriées pour que le personnel statutaire requis reste en place dans les nouveaux Etats membres durant une période maximale de quinze mois après le 1er mai 2004.

Au cours de cette période, les fonctionnaires en poste dans les nouveaux Etats membres avant le 1er mai 2004 et qui sont obligés de rester en service dans ces Etats après cette date bénéficient, à titre exceptionnel, des mêmes conditions financières et matérielles que celles qui étaient appliquées par la Commission avant le 1er mai 2004, conformément à l'annexe X du Statut des fonctionnaires et des autres agents des Communautés européennes faisant l'objet du règlement (CEE, Euratom, CECA) No 259/68⁽²⁾. Les dépenses administratives nécessaires pour la gestion de l'aide de préadhésion, y compris les traitements des autres membres du personnel, sont couvertes pendant toute l'année 2004 et jusqu'à la fin de juillet 2005, par la ligne „Dépenses d'appui aux actions“ (ancienne partie B du budget), ou les lignes équivalentes pour les instruments financiers visés au paragraphe 1 et le programme ISPA, des budgets de préadhésion pertinents.

5. Lorsque les projets approuvés conformément au règlement (CE) No 1258/1999 ne peuvent plus être financés au titre de cet instrument, ils peuvent être intégrés dans la programmation du développement rural et financés dans le cadre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. Si des mesures transitoires spécifiques s'avèrent nécessaires à cet égard, elles sont adoptées par la Commission conformément aux procédures prévues à l'article 50, paragraphe 2, du règlement (CE) No 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels⁽³⁾.

Article 23

1. Entre le 1er mai 2004 et la fin de l'année 2006, l'Union apporte une aide financière temporaire, ci-après dénommée „facilité transitoire“, aux nouveaux Etats membres pour développer et renforcer leur capacité administrative de mettre en oeuvre et de faire respecter le droit de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique et pour favoriser l'échange de bonnes pratiques entre pairs.

2. L'aide répond à la nécessité permanente de renforcer la capacité institutionnelle dans certains domaines au moyen d'actions qui ne peuvent pas être financées par les fonds à finalité structurelle, en particulier dans les domaines suivants:

- a) la justice et les affaires intérieures (renforcement du système judiciaire, contrôles aux frontières extérieures, stratégie de lutte contre la corruption, renforcement des moyens répressifs);
- b) le contrôle financier;
- c) la protection des intérêts financiers de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique et la lutte contre la fraude;

(1) Orientations de PHARE [SEC (1999) 1596, mis à jour le 6.9.2002 par C 3303/2].

(2) JO L 56 du 4.3.1968, p. 1.

(3) JO L 161 du 26.6.1999, p. 1.

- d) le marché intérieur, y compris l'union douanière;
- e) l'environnement;
- f) les services vétérinaires et le renforcement de la capacité administrative concernant la sécurité alimentaire;
- g) les structures administratives et de contrôle pour l'agriculture et le développement rural, y compris le Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC);
- h) la sûreté nucléaire (renforcement de l'efficacité et de la compétence des autorités chargées de la sûreté nucléaire et de leurs organismes d'aide technique ainsi que des agences publiques de gestion des déchets radioactifs);
- i) les statistiques;
- j) le renforcement de l'administration publique selon les besoins qui sont définis dans le rapport de suivi complet de la Commission et qui ne sont pas couverts par les fonds à finalité structurelle.

3. L'aide dans le cadre de la facilité transitoire est accordée conformément à la procédure prévue à l'article 8 du règlement (CEE) No 3906/89 du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de certains pays d'Europe centrale et orientale⁽¹⁾.

4. Le programme est mis en oeuvre conformément à l'article 53, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes⁽²⁾ ou à la loi européenne le remplaçant. Pour ce qui est des projets de jumelage entre administrations publiques aux fins du renforcement des institutions, la procédure d'appel à propositions par l'intermédiaire du réseau de points de contact dans les Etats membres continue à s'appliquer, comme cela est prévu dans les accords-cadres conclus avec les Etats membres actuels aux fins de l'assistance de préadhésion.

Les crédits d'engagements pour la facilité transitoire, aux prix de 1999, s'élèvent à 200 millions d'euros pour 2004, à 120 millions d'euros pour 2005 et à 60 millions d'euros pour 2006. Les crédits annuels sont autorisés par l'autorité budgétaire dans la limite des perspectives financières, telles qu'elles sont définies par l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999.

Article 24

1. Une facilité Schengen est créée en tant qu'instrument temporaire pour aider les Etats membres bénéficiaires entre le 1er mai 2004 et la fin de l'année 2006 à financer des actions aux nouvelles frontières extérieures de l'Union en vue de l'application de l'acquis de Schengen et des contrôles aux frontières extérieures.

Afin de remédier aux insuffisances constatées lors des travaux préparatoires à la participation à Schengen, les types d'action ci-après ouvrent droit au bénéfice d'un financement au titre de la facilité Schengen:

- a) investissements dans la construction, la rénovation ou la modernisation des infrastructures et des bâtiments connexes situés aux points de franchissement des frontières;
- b) investissements dans tout type d'équipement opérationnel (par exemple, équipement de laboratoire, outils de détection, Système d'Information Schengen – SIS II, matériel informatique et logiciels, moyens de transport);
- c) formation des garde-frontières;
- d) participation aux dépenses de logistique et d'opérations.

2. Les montants ci-après sont mis à disposition au titre de la facilité Schengen sous forme de paiements forfaitaires non remboursables aux Etats membres bénéficiaires indiqués:

(1) JO L 375 du 23.12.1989, p. 11.

(2) Règlement (CE, Euratom) No 1605/2002 (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1).

(millions d'euros, prix de 1999)

	2004	2005	2006
Estonie	22,9	22,90	22,90
Lettonie	23,7	23,70	23,70
Lituanie	44,78	61,07	29,85
Hongrie	49,30	49,30	49,30
Pologne	93,34	93,33	93,33
Slovénie	35,64	35,63	35,63
Slovaquie	15,94	15,93	15,93

3. Il appartient aux Etats membres bénéficiaires de sélectionner et de mettre en oeuvre les différentes opérations, conformément au présent article. Il leur appartient aussi de coordonner l'utilisation qu'ils font de la facilité Schengen avec l'aide qu'ils reçoivent d'autres instruments de l'Union, en veillant à ce que cette utilisation soit compatible avec les politiques et mesures de l'Union, ainsi qu'avec le règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ou avec la loi européenne le remplaçant.

Les paiements forfaitaires non remboursables sont utilisés dans les trois ans à compter de la date du premier décaissement et toute somme inutilisée ou dépensée de manière injustifiable est recouvrée par la Commission. Au plus tard six mois après l'expiration de la période de trois ans, les Etats membres bénéficiaires présentent un rapport complet sur l'exécution financière des paiements forfaitaires non remboursables, accompagné d'une justification des dépenses.

L'Etat membre bénéficiaire exerce cette responsabilité sans préjudice de la responsabilité de la Commission en ce qui concerne l'exécution du budget de l'Union et dans le respect des dispositions dudit règlement financier, ou de la loi européenne le remplaçant, applicables à la gestion décentralisée.

4. La Commission conserve son droit de contrôle, par l'intermédiaire de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF). La Commission et la Cour des comptes peuvent aussi effectuer des vérifications sur place en suivant les procédures appropriées.

5. La Commission peut adopter les dispositions techniques nécessaires au fonctionnement de la facilité Schengen.

Article 25

Les montants visés aux articles 18, 19, 23 et 24 sont ajustés chaque année, dans le cadre de l'ajustement prévu au paragraphe 15 de l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999.

Article 26

1. Pendant une période maximale de trois ans à compter du 1er mai 2004, en cas de difficultés graves et susceptibles de persister dans un secteur de l'activité économique ainsi que de difficultés pouvant se traduire par l'altération grave d'une situation économique régionale, un nouvel Etat membre peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde permettant de rééquilibrer la situation et d'adapter le secteur intéressé à l'économie du marché intérieur.

Dans les mêmes conditions, un Etat membre actuel peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde à l'égard d'un ou de plusieurs des nouveaux Etats membres.

2. A la demande de l'Etat membre intéressé, la Commission adopte, par une procédure d'urgence, les règlements ou décisions européens fixant les mesures de sauvegarde qu'elle estime nécessaires, en précisant les conditions et les modalités d'application.

En cas de difficultés économiques graves et sur demande expresse de l'Etat membre intéressé, la Commission statue dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande,

accompagnée des éléments d'appréciation y afférents. Les mesures ainsi décidées sont immédiatement applicables, elles tiennent compte des intérêts de toutes les parties concernées et ne doivent pas entraîner de contrôles aux frontières.

3. Les mesures autorisées en vertu du paragraphe 2 peuvent comporter des dérogations aux règles fixées par la Constitution, et notamment au présent protocole, dans la mesure et pour les délais strictement nécessaires pour atteindre les buts visés au paragraphe 1. Par priorité devront être choisies les mesures qui causent le moins de perturbation au fonctionnement du marché intérieur.

Article 27

Si un nouvel Etat membre n'a pas donné suite aux engagements qu'il a pris dans le cadre des négociations d'adhésion, y compris les engagements à l'égard de toutes les politiques sectorielles qui concernent les activités économiques ayant une dimension transfrontalière, et provoque ainsi, ou risque de provoquer à très brève échéance, un dysfonctionnement grave du marché intérieur, la Commission peut, pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans à compter du 1er mai 2004, à la demande motivée d'un Etat membre, ou de sa propre initiative, adopter des règlements ou décisions européens établissant des mesures appropriées.

Ces mesures sont proportionnées au dysfonctionnement du marché, la priorité étant donnée à celles qui perturberont le moins le fonctionnement du marché intérieur et, le cas échéant, à l'application des mécanismes de sauvegarde sectoriels en vigueur. Ces mesures de sauvegarde ne peuvent pas être utilisées comme moyen de discrimination arbitraire ou de restriction déguisée des échanges commerciaux entre les Etats membres. Les mesures sont maintenues pendant la durée strictement nécessaire et, en tout état de cause, sont levées lorsque l'engagement correspondant est rempli. Elles peuvent cependant être appliquées au-delà de la période visée au premier alinéa tant que les engagements correspondants n'ont pas été remplis. La Commission peut adapter les mesures arrêtées en fonction de la mesure dans laquelle le nouvel Etat membre concerné remplit ses engagements. La Commission informe le Conseil en temps utile avant d'abroger les règlements ou décisions européens fixant les mesures de sauvegarde et elle prend dûment en compte les observations éventuelles du Conseil à cet égard.

Article 28

Si de graves manquements ou un risque imminent de graves manquements sont constatés dans un nouvel Etat membre en ce qui concerne la transposition, l'état d'avancement de la mise en oeuvre ou l'application des décisions-cadres ou de tout autre engagement, instrument de coopération et décision afférents à la reconnaissance mutuelle en matière pénale adoptés sur la base du titre VI du traité UE, et des directives et règlements relatifs à la reconnaissance mutuelle en matière civile adoptés sur la base du titre IV du traité CE, ainsi que des lois et lois-cadres européennes adoptées sur la base de la partie III, titre II, chapitre IV, sections 3 et 4, de la Constitution, la Commission peut, pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans à compter du 1er mai 2004, à la demande motivée d'un Etat membre, ou de sa propre initiative, et après avoir consulté les Etats membres, adopter les règlements ou décisions européens établissant des mesures appropriées en précisant les conditions et les modalités de leur application.

Ces mesures peuvent prendre la forme d'une suspension temporaire de l'application des dispositions et décisions concernées dans les relations entre le nouvel Etat membre et un ou plusieurs autres Etats membres, sans que soit remise en cause la poursuite de l'étroite coopération judiciaire. Les mesures sont maintenues pendant la durée strictement nécessaire et, en tout état de cause, sont levées lorsque le manquement constaté est corrigé. Elles peuvent cependant être appliquées au-delà de la période visée au premier alinéa tant que ces manquements persistent. La Commission peut, après avoir consulté les Etats membres, adapter les mesures adoptées en fonction de la mesure dans laquelle le nouvel Etat membre corrige les manquements constatés. La Commission informe le Conseil en temps utile avant d'abroger les mesures de sauvegarde et elle prend dûment en compte les observations éventuelles du Conseil à cet égard.

Article 29

Afin de ne pas perturber le bon fonctionnement du marché intérieur, la mise en oeuvre des règles nationales des nouveaux Etats membres durant les périodes transitoires visées aux annexes V à XIV de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 ne peut entraîner des contrôles aux frontières entre Etats membres.

Article 30

Si des mesures transitoires sont nécessaires pour faciliter la transition du régime en vigueur dans les nouveaux Etats membres au régime résultant de l'application de la politique agricole commune dans les conditions indiquées dans le présent protocole, ces mesures sont adoptées par la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (CE) No 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre⁽¹⁾, ou, le cas échéant, aux articles correspondants des autres règlements portant organisation des marchés agricoles ou des lois européennes les remplaçant, ou selon la procédure prévue par la législation applicable. Les mesures transitoires visées par le présent article peuvent être adoptées durant une période de trois ans à compter du 1er mai 2004 et ne doivent pas s'appliquer au-delà de cette période. Une loi européenne du Conseil peut prolonger cette période. Le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Article 31

Lorsque des mesures transitoires sont nécessaires pour faciliter la transition du régime en vigueur dans les nouveaux Etats membres au régime résultant de la mise en oeuvre des règles vétérinaires et phytosanitaires de l'Union, ces mesures sont adoptées par la Commission selon la procédure prévue par la législation applicable. Ces mesures sont adoptées durant une période de trois ans à compter du 1er mai 2004 et ne doivent pas s'appliquer au-delà de cette période.

Article 32

1. Le mandat des nouveaux membres des comités, groupes et autres organismes énumérés à l'annexe XVI de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 expire en même temps que celui des membres qui sont en fonction au 1er mai 2004.

2. Le mandat des nouveaux membres des comités et groupes créés par la Commission, énumérés à l'annexe XVII de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, expire en même temps que celui des membres en fonctions au 1er mai 2004.

TITRE IV

Applicabilité des actes des institutions*Article 33*

A partir du 1er mai 2004, les nouveaux Etats membres sont considérés comme étant destinataires des directives et des décisions, au sens de l'article 249 du traité CE et de l'article 161 du traité CEEA, pour autant que ces directives et décisions aient été adressées à tous les Etats membres actuels. Sauf en ce qui concerne les directives et les décisions qui entrent en vigueur en vertu de l'article 254, paragraphes 1 et 2, du traité CE, les nouveaux Etats membres sont considérés comme ayant reçu notification de ces directives et décisions au 1er mai 2004.

Article 34

Les nouveaux Etats membres mettent en vigueur les mesures qui leur sont nécessaires pour se conformer, à partir du 1er mai 2004, aux dispositions des directives et des décisions au sens de l'article 249 du traité CE et de l'article 161 du traité CEEA, à moins qu'un autre délai ne soit prévu aux annexes visées à l'article 15, ou dans d'autres dispositions du présent protocole.

Article 35

Sauf disposition contraire, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte les règlements ou décisions européens nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions figurant aux annexes III et IV de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 visées aux articles 12 et 13 du présent protocole.

(1) JO L 178 du 30.6.2001, p. 1.

Article 36

1. Lorsque les actes des institutions adoptés avant le 1er mai 2004 doivent être adaptés du fait de l'adhésion et que les adaptations nécessaires n'ont pas été prévues par le présent protocole, ces adaptations sont effectuées conformément à la procédure prévue au paragraphe 2. Ces adaptations entrent en vigueur dès le 1er mai 2004.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, ou la Commission, selon que les actes initiaux ont été adoptés par l'une ou l'autre de ces deux institutions, adopte à cette fin les actes nécessaires.

Article 37

Les dispositions législatives, réglementaires et administratives destinées à assurer, sur le territoire des nouveaux Etats membres, la protection sanitaire des populations et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes sont, conformément à l'article 33 du traité CEEA, communiquées par ces Etats à la Commission dans un délai de trois mois à compter du 1er mai 2004.

*

DEUXIEME PARTIE

**DISPOSITIONS RELATIVES AUX PROTOCOLES
ANNEXES A L'ACTE D'ADHESION DU 16 AVRIL 2003**

TITRE I

Dispositions transitoires relatives à la Banque européenne d'investissement

Article 38

Le Royaume d'Espagne verse la somme de 309.686.775 euros correspondant à sa quote-part du capital versé au titre de l'augmentation du capital souscrit. Cette contribution est versée en huit tranches égales venant à échéance le 30 septembre 2004, le 30 septembre 2005, le 30 septembre 2006, le 31 mars 2007, le 30 septembre 2007, le 31 mars 2008, le 30 septembre 2008 et le 31 mars 2009.

Le Royaume d'Espagne contribue, en huit tranches égales venant à échéance à ces dates, aux réserves et aux provisions équivalant à des réserves, ainsi qu'au montant encore à affecter aux réserves et aux provisions, constitué par le solde du compte de profits et pertes, établis à la fin du mois d'avril 2004, tels qu'ils figurent au bilan de la Banque, pour des montants correspondant à 4,1292% des réserves et des provisions.

Article 39

A compter du 1er mai 2004, les nouveaux Etats membres versent les montants ci-après correspondant à leur quote-part du capital versé au titre du capital souscrit tel qu'il est défini à l'article 4 du statut de la Banque européenne d'investissement:

Pologne	170.563.175 euros
République tchèque	62.939.275 euros
Hongrie	59.543.425 euros
Slovaquie	21.424.525 euros
Slovénie	19.890.750 euros
Lituanie	12.480.875 euros
Chypre	9.169.100 euros
Lettonie	7.616.750 euros
Estonie	5.882.000 euros
Malte	3.490.200 euros

Ces contributions sont versées en huit tranches égales venant à échéance le 30 septembre 2004, le 30 septembre 2005, le 30 septembre 2006, le 31 mars 2007, le 30 septembre 2007, le 31 mars 2008, le 30 septembre 2008 et le 31 mars 2009.

Article 40

Les nouveaux Etats membres contribuent, en huit tranches égales venant à échéance aux dates visées à l'article 39, aux réserves et aux provisions équivalant aux réserves, ainsi qu'au montant encore à affecter aux réserves et aux provisions, constitué par le solde du compte de profits et pertes, établis à la fin du mois d'avril 2004, tels qu'ils figurent au bilan de la Banque européenne d'investissement, pour des montants correspondant aux pourcentages ci-après des réserves et des provisions:

Pologne	2,2742%
République tchèque	0,8392%
Hongrie	0,7939%
Slovaquie	0,2857%
Slovénie	0,2652%
Lituanie	0,1664%
Chypre	0,1223%
Lettonie	0,1016%
Estonie	0,0784%
Malte	0,0465%

Article 41

Le capital et les paiements prévus aux articles 38, 39 et 40 sont versés par le Royaume d'Espagne et les nouveaux Etats membres en espèces et en euros, sauf en cas de dérogation décidée à l'unanimité par le conseil des gouverneurs.

TITRE II

Dispositions relatives à la restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque

Article 42

1. Nonobstant les articles III-167 et III-168 de la Constitution, les aides d'Etat accordées par la République tchèque pour la restructuration de secteurs déterminés de l'industrie sidérurgique tchèque entre 1997 et 2003 sont réputées compatibles avec le marché intérieur, pour autant:

- a) que la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole No 2 relatif aux produits couverts par le traité CECA annexé à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part⁽¹⁾, ait été prolongée jusqu'au 1er mai 2004;
- b) que les modalités fixées dans le plan de restructuration sur la base desquelles le protocole susmentionné a été étendu soient suivies tout au long de la période 2002-2006;
- c) que les conditions fixées dans le présent titre soient remplies, et
- d) qu'aucune aide d'Etat pour la restructuration ne soit à payer à l'industrie sidérurgique tchèque après le 1er mai 2004.

2. La restructuration du secteur sidérurgique tchèque, telle que décrite dans les plans d'entreprise des entreprises indiquées à l'annexe 1 du protocole No 2 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 (ci-après dénommées „entreprises bénéficiaires“), et dans le respect des conditions fixées par le présent titre, doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2006 (ci-après dénommée „la fin de la période de restructuration“).

(1) JO L 360 du 31.12.1994, p. 2.

3. Seules les entreprises bénéficiaires remplissent les conditions requises pour bénéficier des aides d'Etat dans le cadre du programme pour la restructuration du secteur sidérurgique tchèque.
4. Il est interdit à une entreprise bénéficiaire:
 - a) en cas de fusion avec une entreprise qui ne figure pas à l'annexe 1 du protocole No 2 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, de transmettre à cette entreprise le bénéfice de l'aide qui lui est accordée;
 - b) de reprendre les actifs d'entreprises ne figurant pas à l'annexe 1 du protocole No 2 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 qui font faillite durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2006.
5. Toute privatisation ultérieure d'une entreprise bénéficiaire doit respecter les conditions et les principes en matière de viabilité, d'aides d'Etat et de réduction de capacité qui sont définis dans le présent titre.
6. Le montant total des aides à la restructuration à accorder aux entreprises bénéficiaires est déterminé par les justifications figurant dans le plan de restructuration de l'industrie sidérurgique tchèque et les plans d'entreprise individuels approuvés par le Conseil. Mais, en tout état de cause, l'aide payée durant la période 1997-2003 ne doit pas dépasser un montant maximal de 14.147.425.201 CZK. Sur ce montant total, Nová Huť reçoit un maximum de 5.700.075.201 CZK, Vítkovice Steel reçoit un maximum de 8.155.350.000 CZK et Válcovny Plechu Frýdek Místek reçoit un maximum de 292.000.000 CZK en fonction des exigences figurant dans le plan de restructuration approuvé. L'aide ne peut être accordée qu'une seule fois. La République tchèque n'accorde aucune autre aide d'Etat pour la restructuration à l'industrie sidérurgique tchèque.
7. La réduction nette de capacité à laquelle doit parvenir la République tchèque pour les produits finis sur la période 1997-2006 correspond à 590.000 tonnes.

La réduction de la capacité est mesurée uniquement sur la base d'une fermeture définitive des installations de production, par destruction physique d'une ampleur ne permettant pas de les remettre en service. La faillite d'une entreprise sidérurgique n'est pas suffisante pour une prise en compte au titre d'une réduction de capacité.

Ces réductions de capacité, ainsi que toute autre s'avérant nécessaire dans le cadre des programmes de restructuration, doivent être achevées conformément aux calendriers figurant à l'annexe 2 du protocole No 2 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.
8. La République tchèque supprime les obstacles aux échanges sur le marché du charbon, conformément à l'acquis, au moment de l'adhésion, ce qui permet aux entreprises sidérurgiques tchèques d'avoir accès au charbon aux prix du marché international.
9. Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Nová Huť est mis en oeuvre. En particulier:
 - a) l'usine de Vysoké Pece Ostrava (VPO) doit être incorporée dans le cadre organisationnel de Nová Huť moyennant l'acquisition de tous les droits de propriété dans cette usine. Une échéance doit être fixée pour cette fusion, en précisant à qui incombe la réalisation;
 - b) les efforts de restructuration se concentrent sur les points suivants:
 - i) Nová Huť doit évoluer et s'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production, et la gestion de l'entreprise doit être améliorée afin de devenir plus efficace et plus transparente au niveau des coûts;
 - ii) Nová Huť doit revoir sa gamme de produits et se tourner vers des marchés à plus haute valeur ajoutée;
 - iii) Nová Huť doit réaliser à court terme après la signature du traité d'adhésion les investissements nécessaires pour rehausser la qualité des produits finis;

(1) JO L 360 du 31.12.1994, p. 2.

- c) il convient de procéder à la restructuration de l'emploi. Des niveaux de productivité comparables à ceux obtenus par des groupes sidérurgiques de l'Union sont atteints au 31 décembre 2006, sur la base des chiffres consolidés des entreprises bénéficiaires concernées;
- d) la conformité à l'acquis communautaire en matière de protection de l'environnement est réalisée au 1er mai 2004. Les investissements nécessaires à cet effet doivent être pris en compte dans le plan d'entreprise. C'est également le cas pour les investissements qu'il faut réaliser pour la prévention et la réduction intégrées de la pollution, afin de se conformer aux exigences de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution⁽¹⁾ pour le 1er novembre 2007.

10. Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Vítkovice Steel est mis en oeuvre. En particulier:

- a) le laminoir duo doit être fermé de façon permanente pour le 31 décembre 2006 au plus tard. En cas d'acquisition de l'entreprise par un investisseur stratégique, il convient de subordonner le contrat d'achat à cette fermeture;
- b) les efforts de restructuration se concentrent sur les points suivants:
 - i) augmenter les ventes directes et insister davantage sur la réduction des coûts, ce qui est essentiel pour rendre la gestion de l'entreprise et la rendre plus efficace;
 - ii) s'adapter à la demande du marché et s'orienter vers des produits à plus haute valeur ajoutée;
 - iii) les investissements proposés pour le processus secondaire de production d'acier doivent être avancés de 2004 à 2003 afin de permettre à l'entreprise d'être compétitive au niveau de la qualité plutôt qu'au niveau des prix;
- c) la conformité à l'acquis communautaire en matière de protection de l'environnement est réalisée pour le 1er mai 2004. Les investissements nécessaires à cet effet doivent être pris en compte dans le plan d'entreprise, tout comme les futurs investissements qui seront nécessaires en rapport avec les futurs investissements IPPC.

11. Le plan d'entreprise relatif à l'entreprise bénéficiaire Válcovny Plechu Frýdek Místek (VPFM) est mis en oeuvre. En particulier:

- a) les laminoirs à chaud No 1 et 2 doivent être définitivement fermés à la fin de 2004;
- b) les efforts de restructuration doivent se concentrer sur les points suivants:
 - i) réaliser à court terme, après la signature du traité d'adhésion, les investissements nécessaires pour rehausser la qualité des produits finis;
 - ii) accorder la priorité à la mise en oeuvre d'éléments clés identifiés qui contribuent à l'amélioration du bénéfice (y compris la restructuration de l'emploi, la réduction des frais, l'amélioration du rendement, la réorientation de la distribution).

12. Toute modification ultérieure du plan global de restructuration et des plans spécifiques doit être agréée par la Commission et, le cas échéant, par le Conseil.

13. La mise en oeuvre de la restructuration doit se dérouler dans des conditions de pleine transparence et sur la base de principes sains d'économie de marché.

14. La Commission et le Conseil suivent de près la mise en oeuvre de la restructuration et le respect des conditions énoncées dans le présent titre pour ce qui est de la viabilité, des aides d'Etat et des réductions de capacités avant et après le 1er mai 2004, jusqu'à la fin de la période de restructuration, conformément aux paragraphes 15 à 18. A cet effet, la Commission présente un rapport au Conseil.

15. La Commission et le Conseil assurent le suivi des critères d'évaluation de la restructuration énoncés à l'annexe 3 du protocole No 2 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003. Les références faites, dans ladite annexe, au paragraphe 16 dudit protocole, doivent être entendues comme faites au paragraphe 16 du présent article.

(1) JO L 257 du 10.10.1996, p. 26.

16. Le suivi comprend des évaluations indépendantes qui sont effectuées en 2003, 2004, 2005 et 2006. Le test de viabilité de la Commission est un élément important pour vérifier si les conditions de viabilité sont remplies.

17. La République tchèque coopère pleinement avec la Commission pour ce qui est de tous les arrangements en matière de suivi. En particulier:

- a) la République tchèque soumet à la Commission des rapports semestriels concernant la restructuration des entreprises bénéficiaires, et ce au plus tard les 15 mars et 15 septembre de chaque année, jusqu'au terme de la période de restructuration;
- b) le premier rapport doit être communiqué à la Commission pour le 15 mars 2003, et le dernier, pour le 15 mars 2007, à moins que la Commission n'en décide autrement;
- c) les rapports contiennent toutes les informations requises pour suivre le processus de restructuration et la réduction et l'utilisation de la capacité, ainsi que des données financières suffisantes pour permettre d'évaluer si les conditions et exigences contenues dans le présent titre ont été remplies. Les rapports contiennent au moins les informations indiquées à l'annexe 4 du protocole No 2 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, que la Commission se réserve le droit de modifier en fonction de l'expérience acquise dans le cadre du processus de suivi. Outre les rapports d'activité des entreprises bénéficiaires, un rapport doit également être établi concernant la situation globale du secteur sidérurgique tchèque, y compris en ce qui concerne l'évolution macroéconomique récente;
- d) la République tchèque fait obligation aux entreprises bénéficiaires de divulguer toutes les informations pertinentes qui pourraient, dans d'autres circonstances, être considérées comme étant confidentielles. Dans ses rapports au Conseil, la Commission veille à ne pas divulguer les informations confidentielles concernant des entreprises spécifiques.

18. La Commission peut à tout moment décider de mandater un consultant indépendant pour évaluer les résultats du suivi, effectuer toute recherche qui s'avérerait nécessaire et faire rapport à la Commission et au Conseil.

19. Si la Commission établit, sur la base des rapports visés au paragraphe 17, que la situation existante présente des écarts substantiels par rapport aux données financières sur la base desquelles l'évaluation de viabilité a été réalisée, elle peut obliger la République tchèque à prendre les dispositions appropriées pour renforcer les mesures de restructuration des entreprises bénéficiaires concernées.

20. S'il ressort du suivi que:

- a) les conditions accompagnant les dispositions transitoires figurant dans le présent titre n'ont pas été remplies, ou que
- b) les engagements pris dans le cadre de la prolongation de la période durant laquelle la République tchèque peut à titre exceptionnel accorder des aides d'Etat pour la restructuration de son industrie sidérurgique aux termes de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part⁽¹⁾, n'ont pas été remplis, ou que
- c) la République tchèque, dans le courant de la période de restructuration, a accordé des aides d'Etat supplémentaires non conformes à l'industrie sidérurgique et en particulier aux entreprises bénéficiaires, les dispositions transitoires figurant dans le présent titre ne sont pas d'application.

La Commission prend les dispositions nécessaires pour exiger de toute entreprise concernée le remboursement de toute aide accordée en violation des conditions fixées dans le présent titre.

(1) JO L 360 du 31.12.1994, p. 2.

TITRE III

**Dispositions relatives aux zones de souveraineté
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre***Article 43*

1. Les zones de souveraineté du Royaume-Uni sont comprises dans le territoire douanier de l'Union et, à cette fin, les actes de l'Union en matière de douane et de politique commerciale commune énumérés dans la partie I de l'annexe du protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 s'appliquent aux zones de souveraineté, sous réserve des modifications figurant dans ladite annexe. Dans ladite annexe, la référence faite au „présent protocole“ doit être entendue comme faite au présent titre.
2. Les actes de l'Union relatifs aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux accises et à d'autres formes d'imposition indirecte énumérés dans la partie II de l'annexe du protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 s'appliquent aux zones de souveraineté, sous réserve des modifications figurant dans ladite annexe ainsi que des dispositions pertinentes applicables à Chypre figurant dans le présent protocole.
3. Les actes de l'Union énumérés dans la partie III de l'annexe du protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 sont modifiés conformément à ladite annexe afin de permettre au Royaume-Uni de maintenir les franchises et exonérations de droits et taxes dont bénéficient, en vertu du traité établissant la République de Chypre (ci-après dénommé „traité d'établissement“), ses forces et le personnel associé pour ce qui est des approvisionnements.

Article 44

Les articles III-225 à III-232 de la Constitution, ainsi que les dispositions adoptées sur cette base, et les dispositions adoptées conformément à l'article III-278, paragraphe 4, point b), de la Constitution s'appliquent aux zones de souveraineté du Royaume-Uni.

Article 45

Les personnes résidant ou travaillant sur le territoire des zones de souveraineté du Royaume-Uni qui, aux termes des arrangements conclus en vertu du traité d'établissement et de l'échange de notes y afférent en date du 16 août 1960, sont soumises à la législation de la République de Chypre en matière de sécurité sociale sont traitées, aux fins du règlement (CEE) No 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté⁽¹⁾, comme si elles résidaient ou travaillaient sur le territoire de la République de Chypre.

Article 46

1. La République de Chypre n'est pas tenue de contrôler les personnes qui franchissent ses frontières terrestres et maritimes avec les zones de souveraineté du Royaume-Uni et aucune restriction de l'Union sur le franchissement des frontières extérieures ne s'applique à ces personnes.
2. Le Royaume-Uni soumet à des contrôles les personnes qui franchissent les frontières extérieures de ses zones de souveraineté conformément aux engagements fixés dans la partie IV de l'annexe du protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

Article 47

Afin d'assurer la mise en oeuvre efficace des objectifs du présent titre, le Conseil peut adopter, sur proposition de la Commission, une décision européenne visant à modifier les articles 43 à 46, y compris

(1) JO L 149 du 5.7.1971, p. 2.

l'annexe du protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, ou à appliquer aux zones de souveraineté du Royaume-Uni d'autres dispositions de la Constitution et des actes de l'Union, assorties, le cas échéant, de conditions qu'il précise. Le Conseil statue à l'unanimité. La Commission consulte le Royaume-Uni et la République de Chypre avant de présenter une proposition.

Article 48

1. Sous réserve du paragraphe 2, le Royaume-Uni est responsable de la mise en oeuvre du présent titre dans ses zones de souveraineté. Plus particulièrement:

- a) le Royaume-Uni est responsable de l'application des mesures de l'Union, précisées dans le présent titre, dans le domaine des douanes, de la fiscalité indirecte et de la politique commerciale commune pour ce qui est des marchandises qui entrent sur le territoire de l'île de Chypre ou en sortent en passant par un port ou un aéroport situé à l'intérieur des zones de souveraineté du Royaume-Uni;
- b) les contrôles douaniers sur les marchandises importées dans l'île de Chypre ou exportées à partir de celle-ci par les forces du Royaume-Uni en passant par un port ou un aéroport situé dans la République de Chypre peuvent être réalisés à l'intérieur des zones de souveraineté du Royaume-Uni;
- c) le Royaume-Uni est responsable de la délivrance des licences, autorisations ou certificats qui pourraient être requis au titre de toute mesure de l'Union applicable en ce qui concerne des marchandises importées dans l'île de Chypre ou exportées à partir de celle-ci par les forces du Royaume-Uni.

2. La République de Chypre est responsable de la gestion et du paiement de tout fonds de l'Union auquel peuvent prétendre les personnes des zones de souveraineté du Royaume-Uni dans le cadre de l'application de la politique agricole commune auxdites zones en vertu de l'article 44, et la République de Chypre rend compte de ces dépenses à la Commission.

3. Sans préjudice des paragraphes 1 et 2, le Royaume-Uni peut déléguer aux autorités compétentes de la République de Chypre, conformément aux arrangements conclus en vertu du traité d'établissement, l'exécution de toute tâche imposée à un Etat membre par toute disposition figurant aux articles 43 à 46 ou en application de celle-ci.

4. Le Royaume-Uni et la République de Chypre coopèrent pour assurer la mise en oeuvre efficace du présent titre dans les zones de souveraineté du Royaume-Uni et concluent, s'il y a lieu, d'autres arrangements pour ce qui est de déléguer la mise en oeuvre de toute disposition figurant aux articles 43 à 46. Un exemplaire des arrangements ainsi conclus est transmis à la Commission.

Article 49

Le régime établi par le présent titre a exclusivement pour objet de régler la situation particulière des zones de souveraineté du Royaume-Uni à Chypre et ne peut être appliqué à aucun autre territoire de l'Union ni être considéré comme un précédent, en tout ou en partie pour tout autre régime spécial qui existe déjà ou qui pourrait être établi dans un autre territoire européen prévu à l'article IV-440 de la Constitution.

Article 50

Tous les cinq ans à compter du 1er mai 2004, la Commission présente au Parlement européen et au Conseil un rapport sur la mise en oeuvre des dispositions du présent titre.

Article 51

Les dispositions du présent titre s'appliquent à la lumière de la déclaration relative aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

TITRE IV

Dispositions relatives à la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie*Article 52*

Reconnaissant que l'Union est disposée à fournir une assistance supplémentaire qui soit à la mesure des efforts accomplis par la Lituanie pour déclasser la centrale nucléaire d'Ignalina et mettant en évidence ce témoignage de solidarité, la Lituanie s'est engagée à fermer l'unité 1 de la centrale nucléaire d'Ignalina avant 2005 et l'unité 2 de cette centrale le 31 décembre 2009 au plus tard, et, par la suite, à déclasser ces unités.

Article 53

1. Au cours de la période 2004-2006, l'Union fournit une assistance financière supplémentaire pour soutenir les efforts de la Lituanie visant à déclasser la centrale nucléaire d'Ignalina et faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de cette centrale (ci-après „programme Ignalina“).

2. Les mesures au titre du programme Ignalina sont décidées et mises en oeuvre conformément aux dispositions prévues dans le règlement (CEE) No 3906/89 du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de certains pays d'Europe centrale et orientale⁽¹⁾.

3. Le programme Ignalina porte notamment sur: des mesures de soutien au déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina, des mesures en faveur de la réhabilitation de l'environnement dans le respect de l'acquis et de la modernisation des capacités conventionnelles de production destinées à remplacer les capacités de production des deux réacteurs de la centrale nucléaire d'Ignalina, et d'autres mesures qui découlent de la décision de fermer et de déclasser cette centrale et qui contribuent à l'indispensable restructuration, réhabilitation de l'environnement et modernisation des secteurs de la production, de la transmission et de la distribution d'énergie en Lituanie, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement et de l'efficacité énergétique en Lituanie.

4. Le programme Ignalina comprend également des mesures destinées à aider le personnel de la centrale à maintenir un niveau élevé de sûreté opérationnelle dans la centrale nucléaire d'Ignalina au cours de la période précédant la fermeture et pendant le déclassement des réacteurs.

5. Pour la période 2004-2006, le montant affecté au programme Ignalina est de 285 millions d'euros en crédits d'engagement, qui sont dégagés en tranches annuelles égales.

6. Pour certaines mesures, la contribution prévue dans le cadre du programme Ignalina peut s'élever à 100% des dépenses totales. Tous les efforts devraient être faits pour, d'une part, poursuivre la pratique du cofinancement établie dans le cadre de l'assistance de préadhésion en ce qui concerne les activités de déclassement entreprises par la Lituanie et, d'autre part, attirer d'autres sources de cofinancement, le cas échéant.

7. L'assistance au titre du programme Ignalina, ou des parties de cette assistance, peut être mise à disposition en tant que contribution de l'Union au Fonds international d'appui au démantèlement d'Ignalina, administré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

8. Les aides publiques provenant de sources nationales, de l'Union et de sources internationales:

- a) destinées à la réhabilitation de l'environnement dans le respect de l'acquis et aux mesures de modernisation de la centrale thermique d'Elektrenai, en Lituanie, qui est essentielle aux fins du remplacement des capacités de production des deux réacteurs nucléaires d'Ignalina, et
- b) destinées au déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina sont compatibles avec les règles du marché intérieur telles qu'elles sont définies dans la Constitution.

(1) JO L 375 du 23.12.1989, p. 11.

9. Les aides publiques provenant de sources nationales, de l'Union et de sources internationales qui sont destinées à contribuer aux efforts accomplis par la Lituanie pour faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina peuvent, cas par cas, être considérées comme compatibles, au titre de la Constitution, avec les règles du marché intérieur, notamment les aides publiques destinées à l'amélioration de la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

Article 54

1. Reconnaissant que le déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina est une entreprise de longue haleine et qu'il représente pour la Lituanie une charge financière exceptionnelle sans proportion avec sa taille et sa capacité économique, l'Union, par solidarité avec la Lituanie, fournit une assistance supplémentaire adéquate aux efforts de déclassement qui se poursuivront après 2006.

2. Le programme Ignalina est, à cet effet, poursuivi sans interruption et prorogé après 2006. Les modalités de mise en oeuvre du programme Ignalina, une fois prorogé, sont adoptées conformément à la procédure prévue à l'article 35 et entrent en vigueur, au plus tard, à la date d'expiration des perspectives financières, telles qu'elles sont définies par l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999.

3. Le programme Ignalina, prorogé conformément aux dispositions du paragraphe 2, est fondé sur les mêmes éléments et principes que ceux décrits à l'article 53.

4. Pour la période couverte par les perspectives financières suivantes, l'ensemble des crédits affectés au programme Ignalina prorogé doit être adéquat en moyenne. La programmation des ressources sera fondée sur les besoins de financement et les capacités d'absorption réels.

Article 55

Sans préjudice des dispositions de l'article 52, la clause de sauvegarde visée à l'article 26 est applicable jusqu'au 31 décembre 2012 si l'approvisionnement énergétique est perturbé en Lituanie.

Article 56

Le présent titre s'applique à la lumière de la déclaration relative à la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 4 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

TITRE V

Dispositions relatives au transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie

Article 57

Les dispositions et arrangements de l'Union en matière de transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie, et en particulier le règlement (CE) No 693/2003 du Conseil du 14 avril 2003 portant création d'un document facilitant le transit (FTD) et d'un document facilitant le transit ferroviaire (FRTD) et modifiant les instructions consulaires communes et le manuel commun⁽¹⁾, n'ont pas pour effet, en tant que tels, de retarder ni d'empêcher la pleine participation de la Lituanie à l'acquis de Schengen, y compris la suppression des contrôles aux frontières intérieures.

Article 58

L'Union aide la Lituanie à mettre en oeuvre les dispositions et arrangements nécessaires au transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie afin que la Lituanie participe pleinement à l'espace Schengen le plus rapidement possible.

(1) JO L 99 du 17.4.2003, p. 8.

L'Union aide la Lituanie à gérer le transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie et supporte notamment le surcoût éventuel de la mise en oeuvre des dispositions particulières de l'acquis prévues à cet effet.

Article 59

Sans préjudice des droits souverains de la Lituanie, tout autre acte relatif au transit des personnes entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie est adopté par le Conseil, sur proposition de la Commission. Le Conseil statue à l'unanimité.

Article 60

Le présent titre s'applique à la lumière de la déclaration relative au transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 5 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

TITRE VI

Dispositions relatives à l'acquisition de résidences secondaires à Malte

Article 61

Compte tenu du nombre très limité de résidences existant à Malte et du nombre très limité de terrains disponibles à des fins de construction, qui permettent uniquement de répondre aux besoins essentiels résultant de l'évolution démographique de la population actuelle, Malte peut continuer à appliquer, de manière non discriminatoire, les dispositions prévues dans la loi (chapitre 246) sur les biens immobiliers (acquisition par des non-résidents) relatives à l'acquisition et à la possession de biens immeubles aux fins de résidences secondaires par des ressortissants des Etats membres n'ayant pas résidé légalement à Malte pendant une période de cinq ans au moins.

Malte met en place des procédures d'autorisation pour l'acquisition de biens immeubles aux fins de résidences secondaires à Malte. Ces procédures sont fondées sur des critères rendus publics, objectifs, stables et transparents. Ces critères sont appliqués de manière non discriminatoire et ne font pas de différence entre les ressortissants maltais et ceux d'autres Etats membres. Malte fait en sorte qu'un ressortissant d'un Etat membre ne soit en aucun cas traité de façon plus restrictive qu'un ressortissant d'un pays tiers.

Si la valeur d'un tel bien qu'un ressortissant d'un Etat membre a acquis dépasse le seuil fixé par la législation maltaise, qui est de 30.000 livres maltaises pour les appartements et de 50.000 livres maltaises pour tout type de bien autre que les appartements et les biens de valeur historique, l'autorisation est accordée. Malte peut réviser les seuils établis par cette législation pour tenir compte de l'évolution des prix sur le marché maltais de l'immobilier.

TITRE VII

Dispositions relatives à l'avortement à Malte

Article 62

Aucune disposition du traité établissant une Constitution pour l'Europe ni des traités et actes le modifiant ou le complétant n'affecte l'application, sur le territoire de Malte, de la législation nationale relative à l'avortement.

TITRE VIII

Dispositions relatives à la restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise*Article 63*

1. Nonobstant les articles III-167 et III-168 de la Constitution, les aides d'Etat octroyées par la Pologne pour la restructuration de secteurs spécifiques de l'industrie sidérurgique polonaise sont reconnues comme compatibles avec le marché intérieur, à condition:

- a) que la période prévue à l'article 8, paragraphe 4, du protocole No 2 relatif aux produits CECA de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part⁽¹⁾, ait été prorogée jusqu'au 1er mai 2004;
- b) que les modalités fixées dans le plan de restructuration sur la base duquel le protocole susmentionné a été étendu soient suivies tout au long de la période 2002-2006;
- c) que les conditions prévues dans le présent titre soient remplies, et
- d) qu'aucune aide d'Etat pour la restructuration ne soit à payer à l'industrie sidérurgique polonaise après le 1er mai 2004.

2. La restructuration du secteur sidérurgique polonais, décrite dans les plans d'entreprise individuels des entreprises dont la liste figure à l'annexe 1 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 (ci-après dénommées „entreprises bénéficiaires“) et conforme aux conditions fixées dans le présent titre, est achevée pour le 31 décembre 2006 au plus tard (date ci-après dénommée „la fin de la période de restructuration“).

3. Seules les entreprises bénéficiaires peuvent bénéficier des aides d'Etat dans le cadre du programme de restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise.

4. Une entreprise bénéficiaire ne peut pas:

- a) en cas de fusion avec une entreprise ne figurant pas à l'annexe 1 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, transmettre le bénéfice de l'aide qui lui est accordée;
- b) reprendre les actifs d'une entreprise ne figurant pas à l'annexe 1 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 qui est déclarée en faillite durant la période allant jusqu'au 31 décembre 2006.

5. Toute privatisation ultérieure de l'une des entreprises bénéficiaires doit être réalisée sur une base qui respecte la nécessité de transparence et doit respecter les conditions et principes en matière de viabilité, d'aides d'Etat et de réduction de capacité qui sont définis dans le présent titre. Aucune autre aide ne doit être accordée dans le cadre de la vente d'une entreprise ou d'actifs isolés.

6. Les aides à la restructuration accordées aux entreprises bénéficiaires sont déterminées par les justifications figurant dans le plan de restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise et les plans d'entreprise individuels approuvés par le Conseil. Mais, en tout état de cause, l'aide payée durant la période allant de 1997 à 2003 et leur montant total ne doit pas dépasser 3.387.070.000 PLN.

Sur ce montant total:

- a) en ce qui concerne Polskie Huty Stali (ci-après dénommée „PHS“), l'aide à la restructuration déjà accordée ou devant être accordée de 1997 à fin 2003 ne doit pas dépasser 3.140.360.000 PLN. PHS a déjà bénéficié d'une aide à la restructuration s'élevant à 62.360.000 PLN pendant la période 1997-2001. Cette entreprise doit recevoir une nouvelle aide à la restructuration, dont le montant n'est pas supérieur à 3.078.000.000 PLN en 2002 et 2003, en fonction des exigences figurant dans le plan de restructuration approuvé (qui doivent être entièrement payés en 2002, si la prolongation de la période de grâce au titre du protocole 2 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part, est accordée fin 2002, ou à défaut en 2003);

(1) JO L 348 du 31.12.1993, p. 2.

- b) en ce qui concerne Huta Andrzej SA, Huta Bankowa Sp. z o.o., Huta Batory SA, Huta Buczek SA, Huta L.W. Sp. z o.o., Huta Łabędy SA, et Huta Pokój SA (ci-après dénommées „les autres entreprises bénéficiaires“), l'aide à la restructuration de l'industrie sidérurgique qui a déjà été accordée ou qui doit l'être de 1997 à fin 2003 ne doit pas dépasser 246.710.000 PLN. Ces entreprises ont déjà bénéficié d'une aide à la restructuration s'élevant à 37.160.000 PLN pendant la période 1997-2001. Elles reçoivent une nouvelle aide à la restructuration, dont le montant n'est pas supérieur à 210.210.000 PLN, en fonction des exigences figurant dans le plan de restructuration approuvé (dont 182.170.000 PLN en 2002 et 27.380.000 PLN en 2003, si la prolongation de la période de grâce au titre du protocole 2 de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part, est accordée fin 2002, ou à défaut 210.210.000 PLN en 2003).

Aucune autre aide n'est accordée par la Pologne pour la restructuration de l'industrie sidérurgique polonaise.

7. La réduction nette de capacité à laquelle doit parvenir la Pologne, pour les produits finis, pendant la période 1997-2006, doit être d'au moins 1.231.000 tonnes. Ce volume global comprend les réductions nettes de capacité d'au moins 715.000 tonnes par an de produits laminés à chaud et 716.000 tonnes par an de produits laminés à froid, ainsi qu'une augmentation maximale de 200.000 tonnes par an pour les autres produits finis.

La réduction de la capacité est mesurée uniquement sur la base d'une fermeture définitive des installations de production, par destruction physique d'une ampleur ne permettant pas de remettre les installations en service. La déclaration de faillite d'une entreprise sidérurgique n'est pas considérée comme une réduction de capacité.

Les réductions nettes de capacité indiquées à l'annexe 2 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 constituent des valeurs minimales et les réductions nettes réelles de capacité à réaliser ainsi que le calendrier prévu pour le faire sont arrêtés sur la base du programme de restructuration définitif de la Pologne ainsi que des plans d'entreprise individuels, dans le cadre de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part, en tenant compte de l'objectif consistant à garantir la viabilité des entreprises bénéficiaires au 31 décembre 2006.

8. Le plan d'entreprise de l'entreprise bénéficiaire PHS est mis en oeuvre. En particulier:

- a) les efforts de restructuration se concentrent sur les actions suivantes:
- i) réorganiser les installations de production de PHS selon les produits et prévoir une structure horizontale par fonction (achat, production, vente);
 - ii) mettre en place dans PHS une structure de direction unifiée permettant de réaliser pleinement des synergies dans le cadre de la consolidation;
 - iii) faire évoluer la vocation stratégique de PHS pour l'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production;
 - iv) améliorer l'efficacité de la gestion de PHS et assurer également un meilleur contrôle des ventes directes;
 - v) sur la base de considérations économiques pertinentes, PHS doit revoir la stratégie des entreprises essaimées et, le cas échéant, réintégrer des services dans la société mère;
 - vi) PHS doit revoir sa gamme de produits, en réduisant sa surcapacité pour les produits longs semi-finis et, de manière générale, se tourner vers le marché des produits à plus haute valeur ajoutée;
 - vii) PHS doit investir pour parvenir à une meilleure qualité des produits finis; il convient de veiller tout particulièrement à atteindre pour la date fixée dans le calendrier de mise en oeuvre du programme de restructuration de PHS et au plus tard pour la fin de 2006 une production de la qualité 3 sigma sur le site PHS de Cracovie;
- b) des économies de coûts aussi importantes que possible doivent être réalisées par PHS pendant la période de restructuration grâce à des améliorations en matière de rendement énergétique et d'achat, et à une productivité d'un niveau comparable à celui de l'Union;
- c) il convient de procéder à la restructuration de l'emploi; des niveaux de productivité comparables à ceux obtenus par des groupes sidérurgiques de l'Union doivent être atteints au 31 décembre

2006, sur la base de chiffres consolidés, y compris l'emploi indirect dans les entreprises de services détenues en totalité par les sociétés bénéficiaires;

- d) toute privatisation doit être réalisée sur une base qui respecte la nécessité de transparence et qui respecte pleinement la valeur commerciale de PHS. Aucune autre aide d'Etat ne doit être accordée dans le cadre de la vente.
9. Le plan d'entreprise des autres entreprises bénéficiaires est mis en oeuvre. En particulier:
- a) pour toutes les autres entreprises bénéficiaires, les efforts de restructuration se concentrent sur les actions suivantes:
 - i) faire évoluer la vocation stratégique pour l'orienter vers la commercialisation plutôt que vers la production;
 - ii) améliorer l'efficacité de la gestion des entreprises et assurer également un meilleur contrôle des ventes directes;
 - iii) sur la base de considérations économiques pertinentes, revoir la stratégie des entreprises essaimées et, le cas échéant, réintégrer des services dans les sociétés mères;
 - b) pour Huta Bankowa, mise en oeuvre du programme d'économies de coûts;
 - c) pour Huta Buczek, obtention du soutien financier nécessaire des créanciers et des institutions financières locales et mise en oeuvre du programme d'économies de coûts, y compris une réduction du coût de l'investissement par l'adaptation des installations de production existantes;
 - d) pour Huta Łabędy, mise en oeuvre du programme d'économies de coûts et réduction de sa dépendance à l'égard de l'industrie minière;
 - e) pour Huta Pokój, mesures pour atteindre des niveaux de productivité internationaux dans les filiales, mise en oeuvre des économies d'énergie et annulation de l'investissement proposé dans le service de transformation et de construction;
 - f) pour Huta Batory, conclusion d'un accord avec les créanciers et les institutions financières sur le rééchelonnement de la dette et les crédits aux investissements. L'entreprise doit également veiller à réaliser des économies supplémentaires importantes, associées à une restructuration de l'emploi et à une amélioration des rendements;
 - g) pour Huta Andrzej, asseoir son développement sur des bases financières stables par la négociation d'un accord entre les bailleurs de fonds actuels de l'entreprise, les créanciers à long terme, les fournisseurs de crédits commerciaux et les institutions financières. Il convient de procéder à des investissements supplémentaires en ce qui concerne l'usine de tubes broyeurs ainsi qu'à la mise en oeuvre du programme de réduction des effectifs;
 - h) pour Huta L.W., réalisation d'investissements en ce qui concerne le projet de laminoirs à chaud de l'entreprise, les équipements de levage et la sensibilisation aux questions d'environnement. Cette entreprise doit également atteindre des niveaux de productivité plus élevés, en procédant à une restructuration des effectifs et à une réduction des coûts des services externes.
10. Toute autre modification du plan global de restructuration et des plans individuels doit être agréée par la Commission et, le cas échéant, par le Conseil.
11. La mise en oeuvre de la restructuration doit se dérouler dans des conditions de pleine transparence et sur la base de principes sains d'économie de marché.
12. La Commission et le Conseil suivent de près la mise en oeuvre de la restructuration et le respect des conditions fixées dans le présent titre pour ce qui est de la viabilité, des aides d'Etat et des réductions de capacité avant et après le 1er mai 2004, jusqu'à la fin de la période de restructuration, conformément aux paragraphes 13 à 18. A cette fin, la Commission fait rapport au Conseil.
13. Outre le contrôle des aides d'Etat, la Commission et le Conseil contrôlent les critères d'évaluation de la restructuration figurant à l'annexe 3 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003. Les références faites dans ladite annexe au point 14 du protocole doivent être entendues comme faites au paragraphe 14 du présent article.

14. Le contrôle inclut une évaluation indépendante qui est réalisée en 2003, 2004, 2005 et 2006. Dans le cadre de l'évaluation, le test de viabilité de la Commission est appliqué et la productivité est mesurée.

15. La Pologne coopère pleinement pour ce qui est des dispositions en matière de contrôle. En particulier:

- a) la Pologne fournit à la Commission des rapports semestriels concernant la restructuration des entreprises bénéficiaires, au plus tard le 15 mars et le 15 septembre de chaque année jusqu'à la fin de la période de restructuration;
- b) le premier rapport doit parvenir à la Commission le 15 mars 2003 et le dernier le 15 mars 2007 au plus tard, à moins que la Commission n'en décide autrement;
- c) ces rapports contiennent toutes les informations requises pour contrôler le processus de restructuration, les aides d'Etat et la réduction et l'utilisation des capacités et fournissent les données financières nécessaires pour permettre de déterminer si les conditions et exigences prévues dans le présent titre sont respectées. Ils contiennent au moins les informations figurant à l'annexe 4 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, que la Commission se réserve le droit de modifier à la lumière de son expérience au cours du processus de suivi. Dans l'annexe 4 du protocole No 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, la référence faite au point 14 du protocole doit être entendue comme faite au paragraphe 14 du présent article. En plus des rapports individuels des entreprises bénéficiaires, un rapport relatif à la situation générale du secteur sidérurgique polonais, y compris les développements macroéconomiques récents, doit être élaboré;
- d) la Pologne doit, en outre, fournir toutes les informations additionnelles nécessaires à l'évaluation indépendante prévue au paragraphe 14;
- e) la Pologne doit exiger des entreprises bénéficiaires qu'elles communiquent toutes les données pertinentes qui, dans d'autres circonstances, seraient considérées comme confidentielles. Dans ses rapports au Conseil, la Commission veille à ce que des informations confidentielles concernant une entreprise en particulier ne soient pas divulguées.

16. La Commission peut, à tout moment, décider de charger un consultant indépendant d'évaluer les résultats du suivi, d'entreprendre toute recherche nécessaire et de lui faire rapport ainsi qu'au Conseil.

17. Si la Commission estime, sur la base du suivi, qu'il y a d'importantes divergences par rapport aux données financières à partir desquelles a été effectuée l'évaluation de la viabilité, elle peut demander à la Pologne de prendre des mesures appropriées pour renforcer ou modifier les mesures de restructuration des entreprises bénéficiaires concernées.

18. Au cas où le suivi ferait apparaître:

- a) que les conditions auxquelles sont subordonnées les dispositions transitoires contenues dans le présent titre n'ont pas été remplies, ou
- b) que les engagements pris dans le cadre de la prolongation de la période durant laquelle la Pologne peut, à titre exceptionnel, octroyer une aide d'Etat pour la restructuration de l'industrie sidérurgique au titre de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Pologne, d'autre part, n'ont pas été respectés, ou
- c) que la Pologne, pendant la période de restructuration, a accordé à l'industrie sidérurgique et aux entreprises bénéficiaires en particulier, des aides d'Etat supplémentaires incompatibles,

les dispositions transitoires contenues dans le présent titre sont sans effet.

La Commission prend les mesures appropriées en vue d'exiger des entreprises concernées qu'elles remboursent toute aide accordée en violation des conditions prévues dans le présent titre.

TITRE IX

Dispositions relatives à l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie*Article 64*

La Slovaquie s'est engagée à fermer l'unité 1 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 le 31 décembre 2006 au plus tard et l'unité 2 de cette centrale le 31 décembre 2008 au plus tard et, par la suite, à déclasser ces unités.

Article 65

1. Au cours de la période 2004-2006, l'Union fournit une assistance financière pour soutenir les efforts de la Slovaquie visant à déclasser la centrale nucléaire de Bohunice V1 et à faire face aux conséquences de la fermeture et du déclassement de l'unité 1 et de l'unité 2 de cette centrale (ci-après dénommée „assistance“).

2. L'assistance est décidée et mise en oeuvre conformément aux dispositions prévues dans le règlement (CEE) No 3906/89 du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de certains pays d'Europe centrale et orientale⁽¹⁾.

3. Pour la période 2004-2006, le montant de l'assistance s'élève à 90 millions d'euros en crédits d'engagement, qui sont dégagés en tranches annuelles égales.

4. L'assistance, ou des parties de cette assistance, peut être mise à disposition en tant que contribution de l'Union au Fonds international d'appui au démantèlement de Bohunice, administré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Article 66

L'Union reconnaît que le déclassement de la centrale nucléaire de Bohunice V1 doit se poursuivre au-delà des perspectives financières, telles qu'elles sont définies par l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999, et que cet effort représente pour la Slovaquie une charge financière significative. Les décisions qui seront prises quant à la poursuite de l'assistance de l'Union en la matière après 2006 prendront en compte cette situation.

Article 67

Le présent titre s'applique à la lumière de la déclaration relative à l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 9 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

TITRE X

Dispositions relatives à Chypre*Article 68*

1. L'application de l'acquis communautaire et de l'Union est suspendue dans les zones de la République de Chypre où le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas un contrôle effectif.

2. Le Conseil, sur proposition de la Commission, décide de la levée de la suspension visée au paragraphe 1. Il statue à l'unanimité.

(1) JO L 375 du 23.12.1989, p. 11.

Article 69

1. Le Conseil, sur proposition de la Commission, définit les conditions dans lesquelles les dispositions du droit de l'Union s'appliquent à la ligne de démarcation entre les zones visées à l'article 68 et les zones dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre exerce un contrôle effectif. Le Conseil statue à l'unanimité.

2. La frontière entre la zone de souveraineté orientale du Royaume-Uni et les zones visées à l'article 68 est considérée comme faisant partie des frontières extérieures des zones de souveraineté du Royaume-Uni aux fins de l'application de la partie IV de l'annexe du protocole No 3 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre pendant la durée de suspension de l'application de l'acquis communautaire et de l'Union conformément à l'article 68.

Article 70

1. Rien dans le présent titre n'empêche l'adoption de mesures visant à favoriser le développement économique des zones visées à l'article 68.

2. De telles mesures n'affectent pas l'application de l'acquis communautaire et de l'Union, dans les conditions fixées dans le présent protocole, dans toute autre partie de la République de Chypre.

Article 71

En cas de règlement de la question chypriote, le Conseil, sur proposition de la Commission, décide des adaptations des conditions relatives à l'adhésion de Chypre à l'Union auxquelles il conviendrait de procéder pour tenir compte de la communauté chypriote turque. Le Conseil statue à l'unanimité.

Article 72

Le présent titre s'applique à la lumière de la déclaration relative à Chypre qui reprend, sans en altérer la portée juridique, les termes du préambule tel qu'il figurait dans le protocole No 10 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

*

TROISIEME PARTIE

Dispositions relatives aux annexes de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003*Article 73*

Les annexes I et III à XVII de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003, leurs appendices, ainsi que les annexes aux protocoles 2, 3 et 8 de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003⁽¹⁾, font partie intégrante du présent protocole.

Article 74

1. Les références faites au „traité d'adhésion“ dans les annexes visées à l'article 73 du présent protocole doivent être entendues comme faites au traité visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point e), de la Constitution, celles faites à la date ou au moment de la signature dudit traité doivent être entendues comme faites au 16 avril 2003 et celles faites à la date d'adhésion doivent être entendues comme faites au 1er mai 2004.

(1) JO L 236 du 23.9.2003, p. 33.

2. Sans préjudice du deuxième alinéa, les références faites au „présent acte“ dans les annexes visées à l'article 73 du présent protocole doivent être entendues comme faites à l'acte d'adhésion du 16 avril 2003.

Les références faites à des dispositions de l'acte d'adhésion du 16 avril 2003 dans les annexes visées à l'article 73 du présent protocole doivent être entendues comme faites au présent protocole, conformément au tableau d'équivalence suivant:

<i>Acte d'adhésion du 16 avril 2003</i>	<i>Protocole</i>
Article 21	Article 12
Article 22	Article 13
Article 24	Article 15
Article 32	Article 21
Article 37	Article 26
Article 52	Article 32

3. Les termes ci-après, figurant dans les annexes visées à l'article 73, doivent être entendus comme ayant la signification qui figure dans le tableau d'équivalence ci-après, sauf lorsque ces termes se réfèrent exclusivement à des situations juridiques qui précèdent l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

<i>Termes figurant dans les annexes visées à l'article 73</i>	<i>Signification</i>
Traité instituant la Communauté européenne	Constitution
Traité sur l'Union européenne	Constitution
Traités sur lesquels l'Union européenne est fondée	Constitution
Communauté (européenne)	Union
Communauté élargie	Union
Communautaire(s)	de l'Union
UE	Union
Union élargie ou UE élargie	Union

Par dérogation au premier alinéa, la signification du terme „communautaire“, lorsqu'il est rattaché aux termes „préférence“ et „pêche“, n'est pas modifiée.

4. Les références faites à des parties ou dispositions du traité instituant la Communauté européenne dans les annexes visées à l'article 73 du présent protocole doivent être entendues comme faites à des parties ou dispositions de la Constitution, conformément au tableau d'équivalence suivant:

<i>Traité CE</i>	<i>Constitution</i>
Troisième partie, titre I	Partie III, titre III, chapitre I, section 3
Troisième partie, titre I, chapitre 1	Partie III, titre III, chapitre I, section 3, sous-section 1
Troisième partie, titre II	Partie III, titre III, chapitre III, section 4
Troisième partie, titre III	Partie III, titre III, chapitre I, sections 2 et 4
Troisième partie, titre VI, chapitre 1	Partie III, titre III, chapitre I, section 5
Article 31	Article III-155
Article 39	Article III-133
Article 49	Article III-144
Article 58	Article III-158
Article 87	Article III-167
Article 88	Article III-168
Article 226	Article III-360
Annexe I	Annexe I

5. Au cas où, dans les annexes visées à l'article 73 du présent protocole, il est prévu que le Conseil ou la Commission adoptent des actes juridiques, ces actes prennent la forme de règlements ou décisions européens.

*

10. PROTOCOLE sur la procédure concernant les déficits excessifs

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de fixer les modalités de la procédure concernant les déficits excessifs visés à l'article III-184 de la Constitution,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Les valeurs de référence visées à l'article III-184, paragraphe 2, de la Constitution sont les suivantes:

- a) 3% pour le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut aux prix du marché;
- b) 60% pour le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut aux prix du marché.

Article 2

Aux fins de l'article III-184 de la Constitution et du présent protocole, on entend par:

- a) „public“, ce qui est relatif au gouvernement général, c'est-à-dire les administrations centrales, les autorités régionales ou locales et les fonds de sécurité sociale, à l'exclusion des opérations commerciales, telles que définies dans le système européen de comptes économiques intégrés;
- b) „déficit“, le besoin net de financement, tel que défini dans le système européen de comptes économiques intégrés;
- c) „investissement“, la formation brute de capital fixe, telle que définie dans le système européen de comptes économiques intégrés;
- d) „dette“, le total des dettes brutes, à leur valeur nominale, en cours à la fin de l'année et consolidées à l'intérieur des secteurs du gouvernement général tel qu'il est défini au point a).

Article 3

Afin d'assurer l'efficacité de la procédure concernant les déficits excessifs, les gouvernements des Etats membres sont responsables, aux termes de la présente procédure, des déficits du gouvernement général tel qu'il est défini à l'article 2, point a). Les Etats membres veillent à ce que les procédures nationales en matière budgétaire leur permettent de remplir les obligations qui leur incombent dans ce domaine en vertu de la Constitution. Les Etats membres notifient rapidement et régulièrement à la Commission leurs déficits prévus et effectifs ainsi que le niveau de leur dette.

Article 4

Les données statistiques utilisées pour l'application du présent protocole sont fournies par la Commission.

*

**11. PROTOCOLE
sur les critères de convergence**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de fixer les modalités des critères de convergence qui doivent guider l'Union dans les décisions de mettre fin aux dérogations des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation visées à l'article III-198 de la Constitution,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Le critère de stabilité des prix, visé à l'article III-198, paragraphe 1, point a), de la Constitution, signifie que l'Etat membre concerné a un degré de stabilité des prix durable et un taux d'inflation moyen, observé au cours d'une période d'un an avant l'examen, qui ne dépasse pas de plus de 1,5% celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix. L'inflation est calculée au moyen de l'indice des prix à la consommation sur une base comparable, compte tenu des différences dans les définitions nationales.

Article 2

Le critère de situation des finances publiques, visé à l'article III-198, paragraphe 1, point b), de la Constitution, signifie que l'Etat membre concerné ne fait pas l'objet, au moment de l'examen, d'une décision européenne du Conseil visée à l'article III-184, paragraphe 6, de la Constitution concernant l'existence d'un déficit excessif.

Article 3

Le critère de participation au mécanisme de taux de change du système monétaire européen, visé à l'article III-198, paragraphe 1, point c), de la Constitution, signifie que l'Etat membre concerné a respecté les marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de taux de change du système monétaire européen sans connaître de tensions graves pendant au moins les deux dernières années précédant l'examen. Notamment, l'Etat membre n'a, de sa propre initiative, pas dévalué le taux central bilatéral de sa monnaie par rapport à l'euro pendant la même période.

Article 4

Le critère de convergence des taux d'intérêt, visé à l'article III-198, paragraphe 1, point d), de la Constitution, au cours d'une période d'un an précédant l'examen, signifie que l'Etat membre concerné

a eu un taux d'intérêt nominal moyen à long terme qui n'excède pas de plus de 2% celui des trois Etats membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix. Les taux d'intérêt sont calculés sur la base d'obligations d'Etat à long terme ou de titres comparables, compte tenu des différences dans les définitions nationales.

Article 5

Les données statistiques utilisées pour l'application du présent protocole sont fournies par la Commission.

Article 6

Le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, de la Banque centrale européenne, ainsi que du comité économique et financier visé à l'article III-192 de la Constitution, adopte les dispositions appropriées pour préciser de manière détaillée les critères de convergence visés à l'article III-198 de la Constitution, qui remplacent alors le présent protocole.

*

**12. PROTOCOLE
sur l'Eurogroupe**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de favoriser les conditions d'une croissance économique plus forte dans l'Union européenne et, à cette fin, de développer une coordination sans cesse plus étroite des politiques économiques dans la zone euro;

Conscientes de la nécessité de prévoir des dispositions particulières pour un dialogue renforcé entre les Etats membres dont la monnaie est l'euro, en attendant que l'euro devienne la monnaie de tous les Etats membres de l'Union,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Les ministres des Etats membres dont la monnaie est l'euro se réunissent entre eux de façon informelle. Ces réunions ont lieu, en tant que de besoin, pour discuter de questions liées aux responsabilités spécifiques qu'ils partagent en matière de monnaie unique. La Commission participe aux réunions. La Banque centrale européenne est invitée à prendre part à ces réunions, qui sont préparées par les représentants des ministres chargés des finances des Etats membres dont la monnaie est l'euro et de la Commission.

Article 2

Les ministres des Etats membres dont la monnaie est l'euro élisent un président pour deux ans et demi, à la majorité de ces Etats membres.

*

13. PROTOCOLE
sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord à l'égard de l'Union économique
et monétaire

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Reconnaissant que le Royaume-Uni n'est pas tenu et n'a pas pris l'engagement d'adopter l'euro sans décision distincte en ce sens de son gouvernement et de son parlement;

Vu que, le 16 octobre 1996 et le 30 octobre 1997, le gouvernement du Royaume-Uni a notifié au Conseil son intention de ne pas vouloir participer à la troisième phase de l'union économique et monétaire, aux termes du point 1 du protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, annexé au traité instituant la Communauté européenne;

Prenant acte que le gouvernement du Royaume-Uni a coutume de financer ses emprunts par la vente de titres de créance au secteur privé,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Le Royaume-Uni n'est pas tenu d'adopter l'euro, sauf s'il notifie au Conseil son intention de le faire.

Article 2

Les articles 3 à 8 et 10 sont applicables au Royaume-Uni, compte tenu de la notification faite au Conseil par son gouvernement le 16 octobre 1996 et le 30 octobre 1997.

Article 3

Le Royaume-Uni conserve ses pouvoirs dans le domaine de la politique monétaire conformément à son droit national.

Article 4

L'article I-30, paragraphe 2, à l'exception de sa première et de sa dernière phrase, l'article I-30, paragraphe 5, l'article III-177, deuxième alinéa, l'article III-184, paragraphes 1, 9 et 10, l'article III-185, paragraphes 1 à 5, l'article III-186, les articles III-188, III-189, III-190 et III-191, l'article III-196, l'article III-198, paragraphe 3, les articles III-326 et III-382 de la Constitution ne s'appliquent pas au Royaume-Uni. De même, l'article III-179, paragraphe 2, de la Constitution ne s'applique pas à lui pour ce qui concerne l'adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro de manière générale.

Dans les dispositions visées au premier alinéa, les références faites à l'Union et aux Etats membres n'incluent pas le Royaume-Uni et les références faites aux banques centrales nationales n'incluent pas la Banque d'Angleterre.

Article 5

Le Royaume-Uni s'efforce d'éviter un déficit public excessif.

L'article III-192, paragraphe 4, et l'article III-200 de la Constitution s'appliquent au Royaume-Uni comme s'il faisait l'objet d'une dérogation. Les articles III-201 et III-202 de la Constitution continuent à s'appliquer à celui-ci.

Article 6

Les droits de vote du Royaume-Uni sont suspendus lors de l'adoption par le Conseil des mesures visées aux articles énumérés à l'article 4 et dans les cas visés à l'article III-197, paragraphe 4, premier alinéa, de la Constitution. A cet effet, l'article III-197, paragraphe 4, deuxième et troisième alinéas, de la Constitution s'applique.

Le Royaume-Uni n'a pas non plus le droit de participer à la nomination du président, du vice-président et des autres membres du directoire de la Banque centrale européenne prévue à l'article III-382, paragraphe 2, deuxième, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution.

Article 7

Les articles 3, 4, 6 et 7, l'article 9, paragraphe 2, l'article 10, paragraphes 1, 2 et 3, l'article 11, paragraphe 2, l'article 12, paragraphe 1, les articles 14, 16, 18, 19, 20, 22, 23, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34 et 50 du protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne („le statut“) ne s'appliquent pas au Royaume-Uni.

Dans ces articles, les références faites à l'Union ou aux Etats membres ne concernent pas le Royaume-Uni et les références faites aux banques centrales nationales ou aux actionnaires ne concernent pas la Banque d'Angleterre.

Les références faites à l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 30, paragraphe 2, du statut au „capital souscrit de la Banque centrale européenne“ n'incluent pas le capital souscrit par la Banque d'Angleterre.

Article 8

L'article III-199 de la Constitution et les articles 43 à 47 du statut sont applicables, qu'un Etat membre fasse ou non l'objet d'une dérogation, sous réserve des modifications suivantes:

- a) à l'article 43 du statut, les références faites aux missions de la Banque centrale européenne et de l'Institut monétaire européen comprennent les missions qui doivent encore être menées à bien après l'introduction de l'euro en raison de la décision du Royaume-Uni de ne pas adopter l'euro;
- b) en plus des missions visées à l'article 46 du statut, la Banque centrale européenne remplit une fonction de conseil et d'assistance dans la préparation de tout règlement européen ou de toute décision européenne que le Conseil pourrait être amené à prendre à l'égard du Royaume-Uni conformément aux dispositions de l'article 9, points a) et c), du présent protocole;
- c) la Banque d'Angleterre verse sa contribution au capital de la Banque centrale européenne à titre de participation à ses frais de fonctionnement sur la même base que les banques centrales nationales des Etats membres faisant l'objet d'une dérogation.

Article 9

Le Royaume-Uni peut notifier au Conseil à tout moment son intention d'adopter l'euro. Dans ce cas:

- a) le Royaume-Uni a le droit d'adopter l'euro pour autant qu'il remplisse les conditions nécessaires. Le Conseil, statuant à la demande du Royaume-Uni, dans les conditions et selon la procédure fixées à l'article III-198, paragraphes 1 et 2, de la Constitution, décide s'il remplit les conditions nécessaires;
- b) la Banque d'Angleterre verse sa part de capital souscrit et transfère à la Banque centrale européenne des avoirs de réserve en devises et contribue à ses réserves sur la même base que la banque centrale nationale d'un Etat membre dont la dérogation a pris fin;
- c) le Conseil, statuant dans les conditions et selon la procédure fixées à l'article III-198, paragraphe 3, de la Constitution, prend toute autre décision nécessaire pour permettre au Royaume-Uni d'adopter l'euro.

Si le Royaume-Uni adopte l'euro conformément aux dispositions du présent article, les articles 3 à 8 cessent d'être applicables.

Article 10

Par dérogation à l'article III-181 de la Constitution et à l'article 21, paragraphe 1, du statut, le gouvernement du Royaume-Uni peut conserver la ligne de crédit „Ways and Means“ dont il dispose auprès de la Banque d'Angleterre si et aussi longtemps que le Royaume-Uni n'adopte pas l'euro.

*

14. PROTOCOLE
sur certaines dispositions relatives au Danemark à l'égard de
l'Union économique et monétaire

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Vu que la Constitution du Danemark contient des dispositions susceptibles de rendre nécessaire l'organisation au Danemark d'un référendum avant que cet Etat ne renonce à sa dérogation;

Vu que, le 3 novembre 1993, le gouvernement danois a notifié au Conseil son intention de ne pas vouloir participer à la troisième phase de l'union économique et monétaire, aux termes du point 1 du protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark annexé au traité instituant la Communauté européenne,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Le Danemark bénéficie d'une dérogation, compte tenu de la notification faite au Conseil par le gouvernement danois le 3 novembre 1993. Cette dérogation a pour effet de rendre applicables au Danemark toutes les dispositions de la Constitution et du statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne faisant référence à une dérogation.

Article 2

La procédure prévue à l'article III-198 de la Constitution pour mettre fin à la dérogation n'est entamée qu'à la demande du Danemark.

Article 3

Au cas où il est mis fin à la dérogation, le présent protocole cesse d'être applicable.

*

15. PROTOCOLE
sur certaines tâches de la banque nationale du Danemark

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de régler certains problèmes particuliers relatifs au Danemark,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

L'article 14 du protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne n'affecte pas le droit de la Banque nationale du Danemark d'exercer les tâches qu'elle assume actuellement à l'égard des territoires du Danemark qui ne font pas partie de l'Union.

*

16. PROTOCOLE
sur le régime du franc Communauté financière du Pacifique

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de tenir compte d'un élément particulier concernant la France,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

La France peut conserver le privilège d'émettre des monnaies en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna selon les modalités établies par sa législation nationale et elle est seule habilitée à déterminer la parité du franc Communauté financière du Pacifique.

*

17. PROTOCOLE
sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant que les dispositions de l'acquis de Schengen consistant en des accords relatifs à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signés par certains Etats membres de l'Union européenne à Schengen, le 14 juin 1985 et le 19 juin 1990, ainsi qu'en des accords connexes et des règles adoptées sur la base desdits accords, ont été intégrées dans le cadre de l'Union européenne par un protocole annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne;

Souhaitant préserver l'acquis de Schengen, tel que développé depuis l'entrée en vigueur dudit protocole, dans le cadre de la Constitution et développer cet acquis pour contribuer à la réalisation de l'objectif visant à offrir aux citoyens de l'Union un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures;

Compte tenu de la position particulière du Danemark;

Compte tenu du fait que l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne participent pas à toutes les dispositions de l'acquis de Schengen; qu'il convient, toutefois, de prévoir la possibilité pour ces Etats membres d'accepter d'autres dispositions de cet acquis en tout ou en partie;

Reconnaissant qu'il est nécessaire, en conséquence, de recourir aux dispositions de la Constitution relatives à la coopération renforcée entre certains Etats membres;

Compte tenu de la nécessité de maintenir des relations privilégiées avec la République d'Islande et le Royaume de Norvège, ces deux Etats, ainsi que les Etats nordiques membres de l'Union européenne, étant liés par les dispositions de l'Union nordique de passeports,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République

portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande et le Royaume de Suède sont autorisés à mettre en oeuvre entre eux une coopération renforcée dans les domaines relevant des dispositions définies par le Conseil, qui constituent l'acquis de Schengen. Cette coopération est conduite dans le cadre juridique et institutionnel de l'Union et dans le respect des dispositions pertinentes de la Constitution.

Article 2

L'acquis de Schengen s'applique aux Etats membres visés à l'article 1er, sans préjudice de l'article 3 du protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque. Le Conseil se substitue au comité exécutif institué par les accords de Schengen.

Article 3

La participation du Danemark à l'adoption des mesures constituant un développement de l'acquis de Schengen, ainsi que la mise en oeuvre et l'application de ces mesures au Danemark, sont régies par les dispositions pertinentes du protocole sur la position du Danemark.

Article 4

L'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord peuvent à tout moment demander de participer à tout ou partie des dispositions de l'acquis de Schengen.

Le Conseil adopte une décision européenne sur cette demande. Il statue à l'unanimité des membres visés à l'article 1er et du membre représentant le gouvernement de l'Etat membre concerné.

Article 5

Les propositions et initiatives fondées sur l'acquis de Schengen relèvent des dispositions pertinentes de la Constitution.

Dans ce cadre, si l'Irlande ou le Royaume-Uni, ou les deux, n'ont pas, dans un délai raisonnable, notifié par écrit au président du Conseil qu'ils souhaitent participer, l'autorisation visée à l'article III-419, paragraphe 1, de la Constitution est réputée avoir été accordée aux Etats membres visés à l'article 1er ainsi qu'à l'Irlande ou au Royaume-Uni, si l'un ou l'autre souhaite participer aux domaines de coopération en question.

Article 6

La République d'Islande et le Royaume de Norvège sont associés à la mise en oeuvre de l'acquis de Schengen et à la poursuite de son développement. Des procédures appropriées sont prévues à cet effet dans le cadre d'un accord avec ces Etats, conclu par le Conseil statuant à l'unanimité des membres visés à l'article 1er. Cet accord doit comprendre des dispositions sur la contribution de l'Islande et de la Norvège à toute conséquence financière résultant de la mise en oeuvre du présent protocole.

Un accord séparé est conclu par le Conseil, statuant à l'unanimité, avec l'Islande et la Norvège, pour l'établissement des droits et obligations entre l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une part, et l'Islande et la Norvège, d'autre part, dans les domaines de l'acquis de Schengen qui s'appliquent à ces Etats.

Article 7

Aux fins des négociations menées en vue de l'adhésion de nouveaux Etats membres à l'Union européenne, l'acquis de Schengen et les autres mesures adoptées par les institutions dans le champ d'application de celui-ci sont considérés comme un acquis qui doit être intégralement accepté par tous les Etats candidats à l'adhésion.

*

18. PROTOCOLE
sur l'application de certains aspects de l'article III-130 de la Constitution
au Royaume-Uni et à l'Irlande

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de régler certaines questions relatives au Royaume-Uni et à l'Irlande;

Compte tenu de l'existence, depuis de nombreuses années, d'arrangements particuliers relatifs aux voyages entre le Royaume-Uni et l'Irlande,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Nonobstant les articles III-130 et III-265 de la Constitution, toute autre disposition de celle-ci, toute mesure adoptée en vertu d'elle ou tout accord international conclu par l'Union ou par l'Union et ses Etats membres avec un ou plusieurs pays tiers, le Royaume-Uni est habilité à exercer, à ses frontières avec d'autres Etats membres, sur les personnes souhaitant entrer sur son territoire, les contrôles qu'il considère nécessaires pour:

- a) vérifier si des citoyens d'Etats membres ou des personnes à leur charge exerçant des droits conférés par le droit de l'Union, ainsi que des citoyens d'autres Etats à qui de tels droits ont été conférés par un accord qui lie le Royaume-Uni, ont le droit d'entrer sur le territoire du Royaume-Uni, et
- b) décider d'accorder ou non à d'autres personnes l'autorisation d'entrer sur le territoire du Royaume-Uni.

Les articles III-130 et III-265 de la Constitution, toute autre disposition de celle-ci ou toute mesure adoptée en vertu d'elle ne portent en rien atteinte aux droits du Royaume-Uni d'instaurer ou d'exercer de tels contrôles. Les références faites au Royaume-Uni dans le présent article englobent les territoires dont les relations extérieures relèvent de sa responsabilité.

Article 2

Le Royaume-Uni et l'Irlande peuvent continuer à conclure entre eux des arrangements concernant la circulation des personnes entre leurs territoires („la zone de voyage commune“), tout en respectant pleinement les droits des personnes visées à l'article 1er, premier alinéa, point a). En conséquence, aussi longtemps que ces arrangements sont en vigueur, les dispositions de l'article 1er s'appliquent à l'Irlande dans les mêmes conditions qu'au Royaume-Uni. Les articles III-130 et III-265 de la Constitution, toute autre disposition de celle-ci ou toute mesure adoptée en vertu d'elle ne portent en rien atteinte à ces arrangements.

Article 3

Les autres Etats membres sont habilités à exercer, à leurs frontières ou à tout point d'entrée sur leur territoire, de tels contrôles sur les personnes qui cherchent à entrer sur leur territoire en provenance du Royaume-Uni ou de tout territoire dont les relations extérieures relèvent de sa responsabilité aux mêmes fins que celles visées à l'article 1er, ou d'Irlande, dans la mesure où les dispositions de l'article 1er sont applicables à cet Etat.

Les articles III-130 et III-265 de la Constitution, toute autre disposition de celle-ci ou toute mesure adoptée en vertu d'elle ne portent en rien atteinte au droit des autres Etats membres d'adopter ou d'exercer de tels contrôles.

Article 4

Le présent protocole s'applique également à des actes qui demeurent en vigueur en vertu de l'article IV-438 de la Constitution.

*

19. PROTOCOLE

sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard des politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration, ainsi qu'à l'égard de la coopération judiciaire en matière civile et de la coopération policière

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de régler certaines questions relatives au Royaume-Uni et à l'Irlande;

Compte tenu du protocole sur l'application de certains aspects de l'article III-130 de la Constitution au Royaume-Uni et à l'Irlande,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Sous réserve de l'article 3, le Royaume-Uni et l'Irlande ne participent pas à l'adoption par le Conseil des mesures proposées relevant de la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution, de l'article III-260 de celle-ci, dans la mesure où ledit article concerne les domaines couverts par lesdites sections, de l'article III-263 ou de l'article III-275, paragraphe 2, point a), de la Constitution. L'unanimité des membres du Conseil, à l'exception des représentants des gouvernements du Royaume-Uni et de l'Irlande, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Article 2

En vertu de l'article 1er, et sous réserve des articles 3, 4 et 6, aucune des dispositions de la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution, de l'article III-260 de celle-ci, dans la mesure où ledit article concerne les domaines couverts par lesdites sections, de l'article III-263 ou de l'article III-275, paragraphe 2, point a), de la Constitution, aucune mesure adoptée en application desdites sections ou desdits articles, aucune disposition de tout accord international conclu par l'Union en application desdites sections ou desdits articles et aucune décision de la Cour de justice de l'Union européenne interprétant ces dispositions ou mesures, ne lie le Royaume-Uni ou l'Irlande ou n'est applicable à leur égard. Ces dispositions, mesures ou décisions ne portent en rien atteinte aux compétences, aux droits et aux obligations desdits Etats. Ces dispositions, mesures ou décisions ne modifient en rien l'acquis communautaire ni celui de l'Union et ne font pas partie du droit de l'Union, tels qu'ils s'appliquent au Royaume-Uni ou à l'Irlande.

Article 3

1. Le Royaume-Uni ou l'Irlande peut notifier par écrit au Conseil, dans un délai de trois mois à compter de la présentation au Conseil d'une proposition en application de la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution ou d'une proposition ou d'une initiative en application de l'article III-263 ou de l'article III-275, paragraphe 2, point a), de celle-ci, son souhait de participer à l'adoption et à l'application de la mesure proposée, à la suite de quoi cet Etat y est habilité. L'unanimité des

membres du Conseil, à l'exception du membre qui n'a pas procédé à une telle notification, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité. Une mesure adoptée en vertu du présent paragraphe lie tous les Etats membres qui ont participé à son adoption. Les règlements ou décisions européens adoptés en application de l'article III-260 de la Constitution fixent les conditions de participation du Royaume-Uni et de l'Irlande aux évaluations concernant les domaines couverts par la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

2. Si, après un délai raisonnable, une mesure visée au paragraphe 1 ne peut pas être adoptée avec la participation du Royaume-Uni ou de l'Irlande, le Conseil peut adopter cette mesure conformément à l'article 1er sans la participation du Royaume-Uni ou de l'Irlande. Dans ce cas, l'article 2 s'applique.

Article 4

Le Royaume-Uni ou l'Irlande peut, à tout moment après l'adoption d'une mesure en application de la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution, de l'article III-263 ou de l'article III-275, paragraphe 2, point a), de celle-ci, notifier au Conseil et à la Commission son intention d'accepter ladite mesure. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article III-420, paragraphe 1, de la Constitution s'applique mutatis mutandis.

Article 5

Un Etat membre qui n'est pas lié par une mesure adoptée en application de la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution, de l'article III-263 ou de l'article III-275, paragraphe 2, point a), de celle-ci, ne supporte pas les conséquences financières de cette mesure autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres et après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

Article 6

Lorsque, dans les cas visés au présent protocole, le Royaume-Uni ou l'Irlande est lié par une mesure adoptée en application de la partie III, titre III, chapitre IV, sections 2 ou 3, de la Constitution, de l'article III-260 de celle-ci, dans la mesure où ledit article concerne les domaines couverts par lesdites sections, de l'article III-263 ou de l'article III-275, paragraphe 2, point a), de la Constitution, les dispositions pertinentes de la Constitution s'appliquent à cet Etat pour ce qui concerne la mesure en question.

Article 7

Les articles 3 et 4 sont sans préjudice du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne.

Article 8

L'Irlande peut notifier par écrit au Conseil son souhait de ne plus relever des dispositions du présent protocole. Dans ce cas, lesdites dispositions ne s'appliquent plus à l'Irlande.

*

20. PROTOCOLE sur la position du Danemark

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rapelant la décision des chefs d'Etat ou de gouvernement, réunis au sein du Conseil européen à Edimbourg le 12 décembre 1992, concernant certains problèmes soulevés par le Danemark au sujet du traité sur l'Union européenne;

Ayant pris acte de la position du Danemark en ce qui concerne la citoyenneté, l'Union économique et monétaire, la politique de défense et la justice et les affaires intérieures, telle qu'énoncée dans la décision d'Edimbourg;

Conscientes du fait que le maintien dans le cadre de la Constitution d'un régime juridique datant de la décision d'Edimbourg restreindra considérablement la participation du Danemark dans d'importants domaines de coopération de l'Union et qu'il serait dans l'intérêt de l'Union d'assurer l'intégrité de l'acquis dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice;

Souhaitant dès lors établir un cadre juridique qui offrira au Danemark la possibilité de participer à l'adoption de mesures proposées sur la base de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution et saluant l'intention du Danemark de se prévaloir de cette possibilité lorsque cela sera possible conformément à ses exigences constitutionnelles;

Prenant note de ce que le Danemark ne s'opposera pas à ce que les autres Etats membres poursuivent le développement de leur coopération en ce qui concerne des mesures par lesquelles il n'est pas lié;

Tenant compte du protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées à la Constitution:

PARTIE I

Article premier

Le Danemark ne participe pas à l'adoption par le Conseil des mesures proposées en application de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution. L'unanimité des membres du Conseil, à l'exception du représentant du gouvernement danois, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Article 2

Aucune des dispositions de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution, aucune mesure adoptée en application dudit chapitre, aucune disposition d'un accord international conclu par l'Union en application dudit chapitre et aucune décision de la Cour de justice de l'Union européenne interprétant ces dispositions ou mesures, ne lie le Danemark ou n'est applicable à son égard. Ces dispositions, mesures ou décisions ne portent en rien atteinte aux compétences, aux droits et aux obligations du

Danemark. Ces dispositions, mesures ou décisions ne modifient en rien l'acquis communautaire ni celui de l'Union et ne font pas partie du droit de l'Union, tels qu'ils s'appliquent au Danemark.

Article 3

Le Danemark ne supporte pas les conséquences financières des mesures visées à l'article 1er autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions.

Article 4

1. Le Danemark décide, dans un délai de six mois après l'adoption d'une mesure du Conseil visant à développer l'acquis de Schengen et relevant de la partie I, s'il transpose cette mesure dans son droit national. S'il décide de le faire, cette mesure créera une obligation de droit international entre le Danemark et les autres Etats membres liés par la mesure.

Si le Danemark décide de ne pas appliquer une telle mesure, les Etats membres liés par celle-ci et le Danemark examineront les mesures appropriées à prendre.

2. Le Danemark conserve, à l'égard de l'acquis de Schengen, les droits et obligations existant avant l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

PARTIE II

Article 5

En ce qui concerne les mesures adoptées par le Conseil en application de l'article I-41, de l'article III-295, paragraphe 1, et des articles III-309 à III-313 de la Constitution, le Danemark ne participe pas à l'élaboration et à la mise en oeuvre des décisions et actions de l'Union qui ont des implications en matière de défense. Le Danemark ne participe donc pas à leur adoption. Le Danemark ne s'opposera pas à ce que les autres Etats membres poursuivent le développement de leur coopération dans ce domaine. Le Danemark n'est pas tenu de contribuer au financement des dépenses opérationnelles découlant de ces mesures, ni de mettre des capacités militaires à la disposition de l'Union.

L'unanimité des membres du Conseil, à l'exception du représentant du gouvernement danois, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des membres du Conseil, représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Par dérogation aux troisième et quatrième alinéas, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

PARTIE III

Article 6

Le présent protocole s'applique également aux mesures restant en vigueur en application de l'article IV-438 de la Constitution et qui étaient couvertes, avant l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, par le protocole sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne.

Article 7

Les articles 1er, 2 et 3 ne s'appliquent pas aux mesures déterminant les pays tiers dont les ressortissants doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures des Etats membres ni aux mesures relatives à l'instauration d'un modèle type de visa.

PARTIE IV

Article 8

Le Danemark peut à tout moment, conformément à ses exigences constitutionnelles, informer les autres Etats membres qu'il ne souhaite plus se prévaloir de la totalité ou d'une partie du présent protocole. Dans ce cas, le Danemark appliquera intégralement toutes les mesures pertinentes alors en vigueur, prises dans le cadre de l'Union.

Article 9

1. Le Danemark peut à tout moment, et sans préjudice de l'article 8, conformément à ses exigences constitutionnelles, notifier aux autres Etats membres que, avec effet au premier jour du mois suivant la notification, la partie I est constituée des dispositions figurant à l'annexe. Dans ce cas, les articles 5 à 9 sont renumérotés en conséquence.

2. Six mois après la date à laquelle la notification visée au paragraphe 1 prend effet, tout l'acquis de Schengen ainsi que les mesures adoptées pour développer cet acquis qui, jusqu'alors, liaient le Danemark au titre d'obligations de droit international, lient ce dernier au titre du droit de l'Union.

*

ANNEXE

Article premier

Sous réserve de l'article 3, le Danemark ne participe pas à l'adoption par le Conseil des mesures proposées en application de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution. L'unanimité des membres du Conseil, à l'exception du représentant du gouvernement danois, est requise pour les actes que le Conseil est appelé à adopter à l'unanimité.

Aux fins du présent article, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35% de la population des Etats membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas, lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du ministre des affaires étrangères de l'Union, la majorité qualifiée requise se définit comme étant égale à au moins 72% des membres du Conseil représentant les Etats membres participants, réunissant au moins 65% de la population de ces Etats.

Article 2

En vertu de l'article 1er et sous réserve des articles 3, 4 et 6, aucune des dispositions de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution, aucune mesure adoptée en application dudit chapitre, aucune disposition d'un accord international conclu par l'Union en application dudit chapitre et aucune décision de la Cour de justice de l'Union européenne interprétant ces dispositions ou mesures, ne lie le Danemark ou n'est applicable à son égard. Ces dispositions, mesures ou décisions ne portent en rien atteinte aux compétences, aux droits et aux obligations du Danemark. Ces dispositions, mesures ou décisions ne modifient en rien l'acquis communautaire ni celui de l'Union et ne font pas partie du droit de l'Union, tels qu'ils s'appliquent au Danemark.

Article 3

1. Le Danemark peut notifier par écrit au président du Conseil, dans un délai de trois mois à compter de la présentation au Conseil d'une proposition ou d'une initiative en application de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution, son souhait de participer à l'adoption et à l'application de la mesure proposée, à la suite de quoi le Danemark est habilité à le faire.

2. Si, après un délai raisonnable, une mesure visée au paragraphe 1 ne peut pas être adoptée avec la participation du Danemark, le Conseil peut adopter la mesure visée au paragraphe 1, conformément à l'article 1er, sans la participation du Danemark. Dans ce cas, l'article 2 s'applique.

Article 4

Après l'adoption d'une mesure en application de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution, le Danemark peut notifier à tout moment au Conseil et à la Commission son intention d'accepter ladite mesure. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article III-420, paragraphe 1, de la Constitution s'applique mutatis mutandis.

Article 5

1. La notification prévue à l'article 4 est présentée au plus tard six mois après l'adoption définitive d'une mesure qui développe l'acquis de Schengen.

Si le Danemark ne présente pas de notification conformément à l'article 3 ou 4 à l'égard d'une mesure développant l'acquis de Schengen, les Etats membres liés par celle-ci et le Danemark examineront les dispositions appropriées à prendre.

2. Une notification faite en application de l'article 3 à l'égard d'une mesure développant l'acquis de Schengen est irrévocablement réputée constituer une notification faite en application de l'article 3 à l'égard de toute autre proposition ou initiative visant à développer cette mesure, dans la mesure où cette proposition ou initiative développe l'acquis de Schengen.

Article 6

Lorsque, dans les cas visés dans la présente partie, le Danemark est lié par une mesure adoptée par le Conseil en application de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution, les dispositions pertinentes de la Constitution s'appliquent au Danemark en ce qui concerne la mesure en question.

Article 7

Lorsque le Danemark n'est pas lié par une mesure adoptée en application de la partie III, titre III, chapitre IV, de la Constitution, il ne supporte pas les conséquences financières de cette mesure autres que les coûts administratifs qu'elle occasionne pour les institutions, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

*

21. PROTOCOLE

sur les relations extérieures des Etats membres en ce qui concerne le franchissement des frontières extérieures

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Compte tenu de la nécessité pour les Etats membres d'assurer des contrôles effectifs à leurs frontières extérieures, le cas échéant en coopération avec des pays tiers,

SONT CONVENUES de la disposition ci-après, qui est annexée au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

Les dispositions sur les mesures relatives au franchissement des frontières extérieures prévues à l'article III-265, paragraphe 2, point b), de la Constitution ne préjugent pas la compétence des Etats membres de négocier ou de conclure des accords avec des pays tiers, pour autant que lesdits accords respectent le droit de l'Union et les autres accords internationaux pertinents.

*

22. PROTOCOLE

sur le droit d'asile pour les ressortissants des Etats membres

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que, conformément à l'article I-9, paragraphe 1, de la Constitution, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux;

Considérant que, conformément à l'article I-9, paragraphe 3, de la Constitution, les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux;

Considérant que la Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour assurer le respect du droit par l'Union dans l'interprétation et l'application de l'article I-9, paragraphes 1 et 3, de la Constitution;

Considérant que, conformément à l'article I-58 de la Constitution, tout Etat européen qui demande à devenir membre de l'Union doit respecter les valeurs énoncées à l'article I-2 de la Constitution;

Gardant à l'esprit que l'article I-59 de la Constitution crée un mécanisme de suspension de certains droits en cas de violation grave et persistante de ces valeurs par un Etat membre;

Rappelant que tout ressortissant d'un Etat membre jouit, en tant que citoyen de l'Union, d'un statut spécial et d'une protection spéciale qui sont garantis par les Etats membres conformément aux dispositions de la partie I, titre II, et de la partie III, titre II, de la Constitution;

Gardant à l'esprit que la Constitution établit un espace sans frontières intérieures et accorde à chaque citoyen de l'Union le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres;

Souhaitant empêcher que l'asile en tant qu'institution soit utilisé à des fins autres que celles auxquelles il est destiné;

Considérant que le présent protocole respecte la finalité et les objectifs de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

Vu le niveau de protection des droits fondamentaux et des libertés fondamentales dans les Etats membres de l'Union européenne, ceux-ci sont considérés comme constituant des pays d'origine sûrs les uns vis-à-vis des autres pour toutes les questions juridiques et pratiques liées aux affaires d'asile. En conséquence, toute demande d'asile présentée par un ressortissant d'un Etat membre ne peut être prise en considération ou déclarée admissible pour instruction par un autre Etat membre que dans les cas suivants:

- a) si l'Etat membre dont le demandeur est ressortissant, invoquant l'article 15 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, prend, des mesures dérogeant, sur son territoire, à ses obligations au titre de ladite convention;
- b) si la procédure prévue à l'article I-59, paragraphe 1 ou 2, de la Constitution a été déclenchée, et jusqu'à ce que le Conseil ou, le cas échéant, le Conseil européen, adopte une décision européenne à ce sujet à l'égard de l'Etat membre dont le demandeur est ressortissant;
- c) si le Conseil a adopté une décision européenne conformément à l'article I-59, paragraphe 1, de la Constitution à l'égard de l'Etat membre dont le demandeur est le ressortissant ou si le Conseil européen a adopté une décision européenne conformément à l'article I-59, paragraphe 2, de la Constitution à l'égard de l'Etat membre dont le demandeur est le ressortissant.

- d) si un Etat membre devait en décider ainsi unilatéralement en ce qui concerne la demande d'un ressortissant d'un autre Etat membre; dans ce cas, le Conseil est immédiatement informé; la demande est traitée sur la base de la présomption qu'elle est manifestement non fondée sans que, quel que soit le cas, le pouvoir de décision de l'Etat membre ne soit affecté d'aucune manière.

*

23. PROTOCOLE
sur la coopération structurée permanente établie par l'article I-41, paragraphe 6,
et par l'article III-312 de la Constitution

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Vu l'article I-41, paragraphe 6, et l'article III-312 de la Constitution,

Rappelant que l'Union conduit une politique étrangère et de sécurité commune fondée sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des Etats membres;

Rappelant que la politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune; qu'elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires; que l'Union peut y avoir recours pour des missions visées à l'article III-309 de la Constitution en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies; que l'exécution de ces tâches repose sur les capacités militaires fournies par les Etats membres, conformément au principe du „réservoir unique de forces“;

Rappelant que la politique de sécurité et de défense commune de l'Union n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres;

Rappelant que la politique de sécurité et de défense commune de l'Union respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour les Etats membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste le fondement de la défense collective de ses membres, et qu'elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre;

Convaincues qu'un rôle plus affirmé de l'Union en matière de sécurité et de défense contribuera à la vitalité d'une alliance atlantique rénovée, en accord avec les arrangements dits de „Berlin plus“;

Déterminées à ce que l'Union soit capable d'assumer pleinement les responsabilités qui lui incombent au sein de la communauté internationale;

Reconnaissant que l'Organisation des Nations unies peut demander l'assistance de l'Union pour mettre en oeuvre d'urgence des missions entreprises au titre des chapitres VI et VII de la charte des Nations unies;

Reconnaissant que le renforcement de la politique de sécurité et de défense demandera aux Etats membres des efforts dans le domaine des capacités;

Conscientes que le franchissement d'une nouvelle étape dans le développement de la politique européenne de sécurité et de défense suppose des efforts résolus des Etats membres qui y sont disposés;

Rappelant l'importance de ce que le ministre des affaires étrangères de l'Union soit pleinement associé aux travaux de la coopération structurée permanente,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

La coopération structurée permanente visée à l'article I-41, paragraphe 6, de la Constitution est ouverte à tout Etat membre qui s'engage, dès la date d'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe:

- a) à procéder plus intensivement au développement de ses capacités de défense, par le développement de ses contributions nationales et la participation, le cas échéant, à des forces multinationales, aux principaux programmes européens d'équipement et à l'activité de l'Agence dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche, de l'acquisition et de l'armement (l'Agence européenne de défense), et
- b) à avoir la capacité de fournir, au plus tard en 2007, soit à titre national, soit comme composante de groupes multinationaux de forces, des unités de combat ciblées pour les missions envisagées, configurées sur le plan tactique comme un groupement tactique, avec les éléments de soutien, y compris le transport et la logistique, capables d'entreprendre, dans un délai de 5 à 30 jours, des missions visées à l'article III-309, en particulier pour répondre à des demandes de l'Organisation des Nations unies, et soutenables pour une période initiale de 30 jours, prorogeable jusqu'au moins 120 jours.

Article 2

Les Etats membres qui participent à la coopération structurée permanente s'engagent, pour atteindre les objectifs visés à l'article 1er:

- a) à coopérer, dès l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, en vue d'atteindre des objectifs agréés concernant le niveau des dépenses d'investissement en matière d'équipements de défense, et à réexaminer régulièrement ces objectifs à la lumière de l'environnement de sécurité et des responsabilités internationales de l'Union;
- b) à rapprocher, dans la mesure du possible, leurs outils de défense, notamment en harmonisant l'identification des besoins militaires, en mettant en commun et, le cas échéant, en spécialisant leurs moyens et capacités de défense, ainsi qu'en encourageant la coopération dans les domaines de la formation et de la logistique;
- c) à prendre des mesures concrètes pour renforcer la disponibilité, l'interopérabilité, la flexibilité et la capacité de déploiement de leurs forces, notamment en identifiant des objectifs communs en matière de projection de forces, y compris en réexaminant, éventuellement, leurs procédures de décision nationales;
- d) à coopérer afin de s'assurer qu'ils prennent les mesures nécessaires pour combler, y compris par des approches multinationales et sans préjudice des engagements les concernant au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, les lacunes constatées dans le cadre du „Mécanisme de développement des capacités“;
- e) à participer, le cas échéant, au développement de programmes communs ou européens d'équipements majeurs dans le cadre de l'Agence européenne de défense.

Article 3

L'Agence européenne de défense contribue à l'évaluation régulière des contributions des Etats membres participants en matière de capacités, en particulier des contributions fournies suivant les critères qui seront établis, entre autres, sur la base de l'article 2, et en fait rapport au moins une fois par an. L'évaluation peut servir de base aux recommandations et aux décisions européennes du Conseil adoptées conformément à l'article III-312 de la Constitution.

*

24. PROTOCOLE
sur l'article I-41, paragraphe 2, de la Constitution

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Gardant à l'esprit la nécessité d'appliquer pleinement les dispositions de l'article I-41, paragraphe 2, de la Constitution;

Gardant à l'esprit que la politique de l'Union au titre de l'article I-41, paragraphe 2, de la Constitution ne doit pas affecter le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains Etats membres, qu'elle doit respecter les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains Etats membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et qu'elle doit être compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre,

SONT CONVENUES de la disposition ci-après, qui est annexée au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

L'Union, en collaboration avec l'Union de l'Europe occidentale, élabore des arrangements visant à améliorer la coopération entre elles.

*

25. PROTOCOLE
relatif aux importations dans l'Union européenne
de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désirant apporter des précisions sur le régime des échanges applicable aux importations dans l'Union de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

Le présent protocole est applicable aux produits pétroliers relevant des positions 27.10, 27.11, 27.12 (paraffine et cires de pétrole), ex 27.13 (résidus paraffineux) et 27.14 (schistes) de la nomenclature combinée importés pour la mise à la consommation dans les Etats membres.

Article 2

Les Etats membres s'engagent à accorder aux produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises les avantages tarifaires résultant de l'association de ces dernières à l'Union, dans les conditions prévues par le présent protocole. Ces dispositions sont valables, quelles que soient les règles d'origine appliquées par les Etats membres.

Article 3

1. Lorsque la Commission, sur demande d'un Etat membre ou de sa propre initiative, constate que les importations dans l'Union de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises sous le régime prévu à l'article 2 provoquent des difficultés réelles sur le marché d'un ou de plusieurs Etats membres, elle adopte une décision européenne établissant que les droits de douane applicables auxdites importations sont introduits, augmentés ou réintroduits par les Etats membres intéressés, dans la mesure et pour

la période nécessaires, pour faire face à cette situation. Les taux des droits de douane ainsi introduits, augmentés ou réintroduits ne peuvent pas dépasser ceux des droits de douane applicables aux pays tiers pour ces mêmes produits.

2. Les dispositions prévues au paragraphe 1 peuvent être appliquées en tout état de cause lorsque les importations dans l'Union de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises atteignent deux millions de tonnes par an.

3. Les décisions européennes adoptées par la Commission en vertu des paragraphes 1 et 2, y compris celles qui tendent à rejeter la demande d'un Etat membre, sont portées à la connaissance du Conseil. Celui-ci peut s'en saisir à la demande de tout Etat membre et peut à tout moment adopter une décision européenne pour les modifier ou les rapporter.

Article 4

1. Si un Etat membre estime que les importations de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises effectuées directement ou à travers un autre Etat membre sous le régime prévu à l'article 2 provoquent des difficultés réelles sur son marché et qu'une action immédiate est nécessaire pour y faire face, il peut décider de son propre chef d'appliquer à ces importations des droits de douane dont les taux ne peuvent dépasser ceux des droits de douane applicables aux pays tiers pour les mêmes produits. Il notifie cette décision à la Commission, qui dans un délai d'un mois adopte une décision européenne établissant si les mesures prises par l'Etat peuvent être maintenues ou doivent être modifiées ou supprimées. L'article 3, paragraphe 3, est applicable à cette décision de la Commission.

2. Lorsque les importations de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises effectuées directement ou à travers un autre Etat membre sous le régime prévu à l'article 2 dans un ou plusieurs Etats membres dépassent pendant une année civile les tonnages indiqués à l'annexe du présent protocole, les mesures éventuellement prises en vertu du paragraphe 1 par ce ou ces Etats membres pour l'année en cours sont considérées comme légitimes. La Commission, après s'être assurée que les tonnages fixés ont été atteints, prend acte des mesures prises. En pareil cas, les autres Etats membres s'abstiennent de saisir le Conseil.

Article 5

Si l'Union décide d'appliquer des restrictions quantitatives aux importations de produits pétroliers de toute provenance, celles-ci peuvent être également appliquées aux importations de ces produits en provenance des Antilles néerlandaises. En pareil cas, un traitement préférentiel par rapport aux pays tiers est assuré aux Antilles néerlandaises.

Article 6

1. Les articles 2 à 5 peuvent être révisés par le Conseil, statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen et de la Commission, lors de l'adoption d'une définition commune de l'origine pour les produits pétroliers en provenance des pays tiers et des pays associés, lors de décisions prises dans le cadre d'une politique commerciale commune pour les produits en cause ou lors de l'établissement d'une politique énergétique commune.

2. Toutefois, lors d'une telle révision, des avantages de portée équivalente sont en tout cas maintenus aux Antilles néerlandaises sous une forme appropriée et pour une quantité d'au moins deux millions et demi de tonnes de produits pétroliers.

3. Les engagements de l'Union relatifs aux avantages de portée équivalente visés au paragraphe 2 peuvent faire, en cas de besoin, l'objet d'une répartition par Etat compte tenu des tonnages indiqués à l'annexe du présent protocole.

Article 7

Pour l'exécution du présent protocole, la Commission est chargée de suivre le développement des importations dans les Etats membres de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises. Les Etats

membres communiquent à la Commission, qui en assure la diffusion, toutes informations utiles à cet effet, selon les modalités administratives qu'elle recommande.

*

ANNEXE

Pour la mise en oeuvre de l'article 4, paragraphe 2, les Hautes Parties Contractantes ont décidé que la quantité de deux millions de tonnes de produits antillais est répartie comme suit entre les Etats membres suivants:

Allemagne	625.000 tonnes
Union économique belgo-luxembourgeoise	200.000 tonnes
France	75.000 tonnes
Italie	100.000 tonnes
Pays-Bas	1.000.000 tonnes

*

26. PROTOCOLE

sur l'acquisition de biens immobiliers au Danemark

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désireuses de régler certains problèmes particuliers présentant un intérêt pour le Danemark,

SONT CONVENUES de la disposition ci-après, qui est annexée au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

Nonobstant les dispositions de la Constitution, le Danemark peut maintenir sa législation en vigueur en matière d'acquisition de résidences secondaires.

*

27. PROTOCOLE

sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que la radiodiffusion de service public dans les Etats membres est directement liée aux besoins démocratiques, sociaux et culturels de chaque société ainsi qu'à la nécessité de préserver le pluralisme dans les médias,

SONT CONVENUES des dispositions interprétatives ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

Les dispositions de la Constitution sont sans préjudice de la compétence des Etats membres de pourvoir au financement du service public de radiodiffusion dans la mesure où ce financement est accordé aux organismes de radiodiffusion aux fins de l'accomplissement de la mission de service public telle qu'elle a été conférée, définie et organisée par chaque Etat membre et dans la mesure où ce financement n'altère pas les conditions des échanges et de la concurrence dans l'Union dans une mesure qui serait contraire à l'intérêt commun, étant entendu que la réalisation du mandat de ce service public doit être prise en compte.

*

28. PROTOCOLE
sur l'article III-214 de la Constitution

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SONT CONVENUES de la disposition ci-après, qui est annexée au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

Aux fins de l'application de l'article III-214 de la Constitution, des prestations en vertu d'un régime professionnel de sécurité sociale ne seront pas considérées comme rémunération si et dans la mesure où elles peuvent être attribuées aux périodes d'emploi antérieures au 17 mai 1990, exception faite pour les travailleurs ou leurs ayants droit qui ont, avant cette date, engagé une action en justice ou introduit une réclamation équivalente selon le droit national applicable.

*

29. PROTOCOLE
sur la cohésion économique, sociale et territoriale

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant que l'article I-3 de la Constitution mentionne, entre autres objectifs, la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale et de la solidarité entre les Etats membres, et que ladite cohésion figure parmi les domaines de compétence partagée de l'Union énumérés à l'article I-14, paragraphe 2, point c), de la Constitution;

Rappelant que les dispositions de l'ensemble de la section 3 de la partie III, titre III, chapitre III, de la Constitution, consacrées à la cohésion économique, sociale et territoriale, fournissent la base juridique permettant de consolider et de développer davantage l'action de l'Union dans ce domaine, et notamment de créer un Fonds;

Rappelant que l'article III-223 de la Constitution prévoit la création d'un Fonds de cohésion;

Notant que la Banque européenne d'investissement prête des sommes considérables et de plus en plus importantes au bénéfice des régions les plus pauvres;

Notant le souhait d'une plus grande souplesse dans les modalités d'octroi des ressources provenant des fonds à finalité structurelle;

Notant le souhait d'une modulation des niveaux de la participation de l'Union aux programmes et aux projets dans certains Etats membres;

Notant la proposition de prendre davantage en compte, dans le système des ressources propres, la prospérité relative des Etats membres,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

1. Les Etats membres réaffirment que la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale est vitale pour le développement intégral et le succès durable de l'Union.
2. Les Etats membres réaffirment leur conviction que les fonds à finalité structurelle doivent continuer à jouer un rôle considérable dans la réalisation des objectifs de l'Union dans le domaine de la cohésion.

3. Les Etats membres réaffirment leur conviction que la Banque européenne d'investissement doit continuer à consacrer la majorité de ses ressources à la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale, et se déclarent disposées à réexaminer le capital dont la Banque européenne d'investissement a besoin, dès que cela sera nécessaire à cet effet.

4. Les Etats membres conviennent que le Fonds de cohésion attribue des contributions financières de l'Union à des projets relatifs à l'environnement et aux réseaux transeuropéens dans des Etats membres dont le PNB par habitant est inférieur à 90% de la moyenne de l'Union et qui ont mis en place un programme visant à satisfaire aux conditions de convergence économique visées à III-184 de la Constitution.

5. Les Etats membres déclarent qu'ils ont l'intention de permettre une plus grande flexibilité dans l'octroi de crédits en provenance des fonds à finalité structurelle afin de tenir compte des besoins spécifiques qui ne sont pas satisfaits dans le cadre de la réglementation actuelle des fonds à finalité structurelle.

6. Les Etats membres se déclarent disposés à moduler les niveaux de la participation de l'Union dans le cadre des programmes et des projets des fonds à finalité structurelle, afin d'éviter des augmentations excessives des dépenses budgétaires dans les Etats membres les moins prospères.

7. Les Etats membres reconnaissent la nécessité de suivre de près les progrès accomplis sur la voie de la cohésion économique, sociale et territoriale et se déclarent prêts à étudier toutes les mesures nécessaires à cet égard.

8. Les Etats membres affirment leur intention de tenir davantage compte de la capacité contributive des différents Etats membres au système des ressources propres et d'étudier des moyens permettant de corriger, pour les Etats membres les moins prospères, les éléments régressifs du système actuel de ressources propres.

*

30. PROTOCOLE sur le régime particulier applicable au Groenland

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article unique

1. Le traitement à l'importation dans l'Union des produits soumis à l'organisation commune des marchés de la pêche et originaires du Groenland s'effectue, dans le respect des mécanismes de l'organisation commune des marchés, en exemption de droits de douane et de taxes d'effet équivalent, et sans restrictions quantitatives ni mesures d'effet équivalent, si les possibilités d'accès aux zones de pêche groenlandaises ouvertes à l'Union en vertu d'un accord entre l'Union et l'autorité compétente pour le Groenland sont satisfaisantes pour l'Union.

2. Les mesures relatives au régime d'importation des produits visés au paragraphe 1 sont adoptées selon les procédures prévues à l'article III-231 de la Constitution.

*

31. PROTOCOLE
sur l'article 40.3.3 de la Constitution de l'Irlande

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions suivantes, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

Article unique

Aucune disposition du traité établissant une Constitution pour l'Europe, ni des traités et actes le modifiant ou le complétant, n'affecte l'application en Irlande de l'article 40.3.3 de la Constitution de l'Irlande.

*

32. PROTOCOLE
relatif à l'article I-9, paragraphe 2, de la Constitution sur l'adhésion
de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme
et des libertés fondamentales

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

L'accord relatif à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée „Convention européenne“), prévue à l'article I-9, paragraphe 2, de la Constitution, doit refléter la nécessité de préserver les caractéristiques spécifiques de l'Union et du droit de l'Union, notamment en ce qui concerne:

- a) les modalités particulières de l'éventuelle participation de l'Union aux instances de contrôle de la Convention européenne;
- b) les mécanismes nécessaires pour garantir que les recours formés par des Etats non membres et les recours individuels soient dirigés contre les Etats membres et/ou l'Union, selon le cas.

Article 2

L'accord visé à l'article 1er doit garantir que l'adhésion de l'Union n'affecte ni les compétences de l'Union ni les attributions de ses institutions. Il doit garantir qu'aucune de ses dispositions n'affecte la situation particulière des Etats membres à l'égard de la Convention européenne, et notamment de ses protocoles, des mesures prises par les Etats membres par dérogation à la Convention européenne, conformément à son article 15, et des réserves à la Convention européenne formulées par les Etats membres conformément à son article 57.

Article 3

Aucune disposition de l'accord visé à l'article 1er ne doit affecter l'article III-375, paragraphe 2, de la Constitution.

*

33. PROTOCOLE
relatif aux actes et traités ayant complété ou modifié le traité
instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que l'article IV-437, paragraphe 1, de la Constitution abroge le traité instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne ainsi que les actes et traités qui les ont complétés ou modifiés;

Considérant qu'il y a lieu d'établir la liste des actes et traités visés à l'article IV-437, paragraphe 1;

Considérant qu'il convient de reprendre la substance des dispositions de l'article 9, paragraphe 7, du traité d'Amsterdam;

Rappelant que l'Acte du 20 septembre 1976 portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct doit rester en vigueur,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

Article premier

1. Les actes et les traités ci-après, qui ont complété ou modifié le traité instituant la Communauté européenne, sont abrogés:

- a) le protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité instituant un Conseil unique et une Commission unique (JO 152 du 13.7.1967, p. 13);
- b) le traité du 22 avril 1970 portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant des Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes (JO L 2 du 2.1.1971, p. 1);
- c) le traité du 22 juillet 1975 portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes (JO L 359 du 31.12.1977, p. 4);
- d) le traité du 10 juillet 1975 portant modification de certaines dispositions du protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement (JO L 91 du 6.4.1978, p. 1);
- e) le traité du 13 mars 1984 modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland (JO L 29 du 1.2.1985, p. 1);
- f) l'Acte unique européen des 17 février 1986 et 28 février 1986 (JO L 169 du 29.6.1987, p. 1);
- g) l'Acte du 25 mars 1993 modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement (JO L 173 du 7.7.1994, p. 14);
- h) la décision 2003/223/CE du Conseil, réuni au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement, du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (JO L 83 du 1.4.2003, p. 66).

2. Le traité d'Amsterdam du 2 octobre 1997 modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes est abrogé (JO C 340 du 10.11.1997, p. 1).

3. Le traité de Nice du 26 février 2001 modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes est abrogé (JO C 80 du 10.3.2001, p. 1).

Article 2

1. Sans préjudice de l'application de l'article III-432 de la Constitution et de l'article 189 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, les représentants des gouvernements des

Etats membres arrêtent d'un commun accord les dispositions nécessaires pour régler certains problèmes particuliers au Grand-Duché de Luxembourg et qui résultent de la création d'un Conseil unique et d'une Commission unique des Communautés européennes.

2. L'Acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil (JO L 278 du 8.10.1976, p. 1), est maintenu dans sa version en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Afin de l'adapter à la Constitution, cet Acte est modifié comme suit:

- a) à l'article 1er, le paragraphe 3 est supprimé;
- b) à l'article 5, paragraphe 1, deuxième alinéa, les termes „des dispositions“ sont supprimés;
- c) à l'article 6, paragraphe 2, les termes „du 8 avril 1965“ sont supprimés; les termes „des Communautés européennes“ sont remplacés par les termes „de l'Union européenne“;
- d) à l'article 7, paragraphe 1, deuxième tiret, les termes „Commission des Communautés européennes“ sont remplacés par les termes „Commission européenne“;
- e) à l'article 7, paragraphe 1, troisième tiret, les termes „Cour de justice des Communautés européennes ou du Tribunal de première instance“ sont remplacés par les termes „Cour de justice de l'Union européenne“;
- f) à l'article 7, paragraphe 1, cinquième tiret, les termes „Cour des comptes des Communautés européennes“ sont remplacés par les termes „Cour des comptes“;
- g) à l'article 7, paragraphe 1, sixième tiret, les termes „médiateur des Communautés européennes“ sont remplacés par les termes „médiateur européen“;
- h) à l'article 7, paragraphe 1, septième tiret, les termes „de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique“ sont remplacés par les termes „de l'Union européenne“;
- i) à l'article 7, paragraphe 1, neuvième tiret, les termes „en vertu ou en application des traités instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique“ sont remplacés par les termes „en vertu du traité établissant une Constitution pour l'Europe et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique“; le terme „communautaires“ est remplacé par le terme „de l'Union“;
- j) à l'article 7, paragraphe 1, onzième tiret, les termes „des institutions des Communautés européennes ou des organes ou organismes qui leur sont rattachés ou de la Banque centrale européenne“ sont remplacés par les termes „des institutions, organes ou organismes de l'Union européenne“;
- k) les tirets de l'article 7, paragraphe 1, deviennent, respectivement, les points a) à k);
- l) à l'article 7, paragraphe 2, deuxième alinéa, les termes „des dispositions“ sont supprimés; les tirets de ce deuxième alinéa deviennent respectivement les points a) et b);
- m) à l'article 11, paragraphe 2, deuxième alinéa, les termes „la Communauté“ sont remplacés par le terme „l'Union“; le terme „fixe“ est remplacé par les termes „adopte une décision européenne fixant“; les termes „de l'alinéa précédent“ sont remplacés par les termes „du premier alinéa“;
- n) à l'article 11, paragraphe 3, les termes „sans préjudice des dispositions de l'article 139 du traité instituant la Communauté européenne“ sont remplacés par les termes „sans préjudice de l'article III-336 de la Constitution“;
- o) à l'article 14, les termes „de prendre“ sont remplacés par les termes „d'adopter“; les termes „sur proposition“ sont remplacés par les termes „sur initiative“; les termes „arrête ces mesures“ sont remplacés par les termes „adopte les règlements ou décisions européens nécessaires“.

*

34. PROTOCOLE

sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que, afin d'organiser la transition entre l'Union européenne instituée par le traité sur l'Union européenne, et la Communauté européenne, et l'Union européenne établie par le traité établissant une Constitution pour l'Europe, qui leur succède, il est nécessaire de prévoir des dispositions transitoires applicables avant la prise d'effet de toutes les dispositions de la Constitution et des actes nécessaires pour leur application,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique:

TITRE I

Dispositions concernant le Parlement européen

Article premier

1. Suffisamment longtemps avant les élections parlementaires européennes de 2009, le Conseil européen adopte, conformément à l'article I-20, paragraphe 2, second alinéa, de la Constitution, une décision européenne fixant la composition du Parlement européen.

2. Pendant la législature 2004-2009, la composition et le nombre des représentants au Parlement européen élus dans chaque Etat membre restent ceux existant à la date d'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le nombre de représentants étant le suivant:

Belgique	24
République tchèque	24
Danemark	14
Allemagne	99
Estonie	6
Grèce	24
Espagne	54
France	78
Irlande	13
Italie	78
Chypre	6
Lettonie	9
Lituanie	13
Luxembourg	6
Hongrie	24
Malte	5
Pays-Bas	27
Autriche	18
Pologne	54
Portugal	24
Slovénie	7
Slovaquie	14

Finlande	14
Suède	19
Royaume-Uni	78

TITRE II

Dispositions concernant le Conseil européen et le Conseil*Article 2*

1. Les dispositions de l'article I-25, paragraphes 1, 2 et 3, de la Constitution, relatives à la définition de la majorité qualifiée au Conseil européen et au Conseil, prennent effet le 1er novembre 2009, après la tenue des élections parlementaires européennes de 2009, conformément à l'article I-20, paragraphe 2, de la Constitution.

2. Jusqu'au 31 octobre 2009, les dispositions suivantes sont en vigueur, sans préjudice de l'article I-25, paragraphe 4, de la Constitution.

Pour les délibérations du Conseil européen et du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	7
Allemagne	29
Estonie	4
Grèce	12
Espagne	27
France	29
Irlande	7
Italie	29
Chypre	4
Lettonie	4
Lituanie	7
Luxembourg	4
Hongrie	12
Malte	3
Pays-Bas	13
Autriche	10
Pologne	27
Portugal	12
Slovénie	4
Slovaquie	7
Finlande	7
Suède	10
Royaume-Uni	29

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable de la majorité des membres, lorsque, en vertu de la Constitution, elles doivent être prises sur proposition

de la Commission. Dans les autres cas, les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins 232 voix exprimant le vote favorable d'au moins deux tiers des membres.

Un membre du Conseil européen ou du Conseil peut demander que, lorsqu'un acte est adopté par le Conseil européen ou par le Conseil à la majorité qualifiée, il soit vérifié que les Etats membres constituant cette majorité qualifiée représentent au moins 62% de la population totale de l'Union. S'il s'avère que cette condition n'est pas remplie, l'acte en cause n'est pas adopté.

3. Pour les adhésions ultérieures, le seuil visé au paragraphe 2 est calculé de manière à ce que le seuil de la majorité qualifiée exprimée en voix ne dépasse pas celui qui résulte du tableau figurant dans la déclaration relative à l'élargissement de l'Union européenne, inscrite dans l'acte final de la Conférence qui a arrêté le traité de Nice.

4. Les dispositions suivantes relatives à la définition de la majorité qualifiée prennent effet le 1er novembre 2009:

- article I-44, paragraphe 3, troisième, quatrième et cinquième alinéas, de la Constitution;
- article I-59, paragraphe 5, deuxième et troisième alinéas, de la Constitution;
- article I-60, paragraphe 4, second alinéa, de la Constitution;
- article III-179, paragraphe 4, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution;
- article III-184, paragraphe 6, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution;
- article III-184, paragraphe 7, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution;
- article III-194, paragraphe 2, deuxième et troisième alinéas, de la Constitution;
- article III-196, paragraphe 3, deuxième et troisième alinéas, de la Constitution;
- article III-197, paragraphe 4, deuxième et troisième alinéas, de la Constitution;
- article III-198, paragraphe 2, troisième alinéa, de la Constitution;
- article III-312, paragraphe 3, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution;
- article III-312, paragraphe 4, troisième et quatrième alinéas de la Constitution;
- article 1er, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et article 3, paragraphe 1, deuxième, troisième et quatrième alinéas, du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard des politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration, ainsi qu'à l'égard de la coopération judiciaire en matière civile et de la coopération policière;
- article 1er, deuxième, troisième et quatrième alinéas, et article 5, troisième, quatrième et cinquième alinéas, du protocole sur la position du Danemark.

Jusqu'au 31 octobre 2009, dans les cas où tous les membres du Conseil ne prennent pas part au vote, à savoir dans les cas visés aux articles énumérés au premier alinéa, la majorité qualifiée se définit comme étant la même proportion des voix pondérées et la même proportion du nombre des membres du Conseil, ainsi que, le cas échéant, le même pourcentage de la population des Etats membres concernés que ceux fixés au paragraphe 2.

Article 3

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision européenne visée à l'article I-24, paragraphe 4, de la Constitution, le Conseil peut se réunir dans les formations prévues à l'article I-24, paragraphes 2 et 3, ainsi que dans les autres formations dont la liste est établie par une décision européenne du Conseil des affaires générales, statuant à la majorité simple.

TITRE III

Dispositions relatives à la Commission, y compris le ministre des affaires étrangères de l'Union

Article 4

Les membres de la Commission qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe le restent jusqu'à la fin de leur mandat. Toutefois, le jour de la nomina-

tion du ministre des affaires étrangères de l'Union, le mandat du membre ayant la même nationalité que le ministre des affaires étrangères de l'Union prend fin.

TITRE IV

Dispositions relatives au secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune et au secrétaire général adjoint du Conseil

Article 5

Les mandats du secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, et du secrétaire général adjoint du Conseil prennent fin à la date d'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Le Conseil nomme un secrétaire général conformément à l'article III-344, paragraphe 2, de la Constitution.

TITRE V

Dispositions concernant les organes consultatifs

Article 6

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision européenne visée à l'article III-386 de la Constitution, la répartition des membres du Comité des régions est la suivante:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	9
Allemagne	24
Estonie	7
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Irlande	9
Italie	24
Chypre	6
Lettonie	7
Lituanie	9
Luxembourg	6
Hongrie	12
Malte	5
Pays-Bas	12
Autriche	12
Pologne	21
Portugal	12
Slovénie	7
Slovaquie	9
Finlande	9
Suède	12
Royaume-Uni	24

Article 7

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision européenne visée à l'article III-389 de la Constitution, la répartition des membres du Comité économique et social est la suivante:

Belgique	12
République tchèque	12
Danemark	9
Allemagne	24
Estonie	7
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Irlande	9
Italie	24
Chypre	6
Lettonie	7
Lituanie	9
Luxembourg	6
Hongrie	12
Malte	5
Pays-Bas	12
Autriche	12
Pologne	21
Portugal	12
Slovénie	7
Slovaquie	9
Finlande	9
Suède	12
Royaume-Uni	24

*

35. PROTOCOLE
relatif aux conséquences financières de l'expiration du traité
instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier
et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant que tous les éléments du patrimoine actif et passif de la Communauté européenne de charbon et de l'acier, tels qu'ils existaient au 23 juillet 2002, ont été transférés à la Communauté européenne à compter du 24 juillet 2002;

Tenant compte du fait qu'il est souhaitable d'utiliser ces fonds pour la recherche dans les secteurs liés à l'industrie du charbon et de l'acier et qu'il y a lieu, par conséquent, d'établir certaines règles spécifiques à cet égard,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe:

Article premier

1. Sous réserve de toute augmentation ou diminution qui peut intervenir à la suite des opérations de liquidation, la valeur nette des éléments du patrimoine actif et passif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, tels qu'ils apparaissent dans le bilan de la Communauté européenne du charbon et de l'acier au 23 juillet 2002, est considérée comme un patrimoine de l'Union destiné à la recherche dans les secteurs liés à l'industrie du charbon et de l'acier, désigné par „Communauté européenne du charbon et de l'acier en liquidation“. Après la clôture de la liquidation, ce patrimoine est dénommé „Avoirs du Fonds de recherche du charbon et de l'acier“.

2. Les recettes produites par ce patrimoine, dénommées „Fonds de recherche du charbon et de l'acier“, sont affectées exclusivement à la recherche menée dans les secteurs liés à l'industrie du charbon et de l'acier en dehors du programme-cadre de recherche, conformément au présent protocole et aux actes adoptés sur la base de celui-ci.

Article 2

1. Une loi européenne du Conseil établit toutes les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre du présent protocole, y compris les principes essentiels. Le Conseil statue après approbation du Parlement européen.

2. Le Conseil adopte, sur proposition de la Commission, les règlements ou décisions européens établissant les lignes directrices financières pluriannuelles pour la gestion du patrimoine du Fonds de recherche du charbon et de l'acier, ainsi que les lignes directrices techniques pour le programme de recherche de ce Fonds. Il statue après consultation du Parlement européen.

Article 3

La Constitution s'applique, sauf dispositions contraires du présent protocole et des actes adoptés sur la base de celui-ci.

*

36. PROTOCOLE

modifiant le traité instituant la Communauté européenne de l'Énergie atomique

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Rappelant qu'il importe que les dispositions du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique continuent de produire pleinement leurs effets juridiques;

Désireuses d'adapter ledit traité aux nouvelles règles fixées par le traité établissant une Constitution pour l'Europe, en particulier dans les domaines institutionnel et financier,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité établissant une Constitution pour l'Europe et qui modifient le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique comme suit:

Article premier

Le présent protocole modifie le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (ci-après dénommé „traité CEEA“) dans sa version en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Nonobstant les dispositions de l'article IV-437 du traité établissant une Constitution pour l'Europe et sans préjudice des autres dispositions du présent protocole, les effets juridiques des modifications apportées au traité CEEA par les traités et actes abrogés en vertu de l'article IV-437 du traité établissant une Constitution pour l'Europe, ainsi que les effets juridiques des actes en vigueur adoptés sur la base du traité CEEA, ne sont pas affectés.

Article 2

L'intitulé du titre III du traité CEEA „Dispositions institutionnelles“ est remplacé par l'intitulé „Dispositions institutionnelles et financières“.

Article 3

Au début du titre III du traité CEEA, le chapitre suivant est inséré:

„Chapitre I – Application de certaines dispositions du traité établissant une constitution pour l'Europe

Article 106 bis

1. Les articles I-19 à I-29, les articles I-31 à I-39, les articles I-49 et I-50, les articles I-53 à I-56, les articles I-58 à I-60, les articles III-330 à III-372, les articles III-374 et III-375, les articles III-378 à III-381, les articles III-384 et III-385, les articles III-389 à III-392, les articles III-395 à III-410, les articles III-412 à III-415, les articles III-427, III-433, IV-439 et IV-443 du traité établissant une Constitution pour l'Europe s'appliquent au présent traité.

2. Dans le cadre du présent traité, les références à l'Union et à la Constitution dans les dispositions visées au paragraphe 1 ainsi que celles des protocoles annexés tant au traité établissant une Constitution pour l'Europe qu'au présent traité sont à lire, respectivement, comme des références à la Communauté européenne de l'énergie atomique et au présent traité.

3. Les dispositions du traité établissant une Constitution pour l'Europe ne dérogent pas aux dispositions du présent traité.“

Article 4

Au titre III du traité CEEA, les chapitres I, II et III sont rénumérotés II, III et IV.

Article 5

1. L'article 3, les articles 107 à 132, les articles 136 à 143, les articles 146 à 156, les articles 158 à 163, les articles 165 à 170, les articles 173, 173 A et 175, les articles 177 à 179 bis, les articles 180ter et 181, les articles 183, 183 A, 190 et 204 du traité CEEA sont abrogés.

2. Les protocoles antérieurement annexés au traité CEEA sont abrogés.

Article 6

L'intitulé du titre IV du traité CEEA „Dispositions financières“ est remplacé par l'intitulé „Dispositions financières particulières“.

Article 7

1. A l'article 38, troisième alinéa, et à l'article 82, troisième alinéa, du traité CEEA, les références faites aux articles 141 et 142 sont remplacées respectivement par celles faites aux articles III-360 et III-361 de la Constitution.
2. A l'article 171, paragraphe 2, et à l'article 176, paragraphe 3, du traité CEEA, la référence faite à l'article 183 est remplacée par celle faite à l'article III-412 de la Constitution.
3. A l'article 172, paragraphe 4, du traité CEEA, la référence faite à l'article 177, paragraphe 5, est remplacée par celle faite à l'article III-404 de la Constitution.
4. Aux articles 38, 82, 96 et 98 du traité CEEA, le terme „directive“ est remplacé par les termes „règlement européen“.
5. Dans le traité CEEA, le terme „décision“ est remplacé par les termes „décision européenne“, à l'exception des articles 18, 20 et 23, de l'article 53, premier alinéa, ainsi que dans les cas où la décision est prise par la Cour de justice de l'Union européenne.
6. Dans le traité CEEA, les termes „Cour de justice“ sont remplacés par les termes „Cour de justice de l'Union européenne“.

Article 8

L'article 191 du traité CEEA est remplacé par le texte suivant:

„Article 191

La Communauté jouit sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les conditions prévues par le protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.“

Article 9

L'article 198 du traité CEEA est remplacé par le texte suivant:

„Article 198

Sauf dispositions contraires, les dispositions du présent traité sont applicables aux territoires européens des Etats membres et aux territoires non européens soumis à leur juridiction.

Elles s'appliquent également aux territoires européens dont un Etat membre assume les relations extérieures.

Les dispositions du présent traité s'appliquent aux îles Åland avec les dérogations qui figuraient à l'origine dans le traité visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point d), du traité établissant une Constitution pour l'Europe et qui ont été reprises par le protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

Par dérogation aux premier, deuxième et troisième alinéas:

- a) le présent traité ne s'applique ni aux îles Féroé ni au Groenland;

- b) le présent traité ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre;
- c) le présent traité ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste figurant à l'annexe II du traité établissant une Constitution pour l'Europe;
- d) le présent traité ne s'applique aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles à l'origine par le traité visé à l'article IV-437, paragraphe 2, point a), du traité établissant une Constitution pour l'Europe et qui a été repris par le protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède."

Article 10

L'article 206 du traité CEEA est remplacé par le texte suivant:

„Article 206

La Communauté peut conclure avec un ou plusieurs Etats ou organisations internationales des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

Ces accords sont conclus par le Conseil, statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen.

Lorsque ces accords exigent des modifications du présent traité, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à l'article IV-443 du traité établissant une Constitution pour l'Europe."

Article 11

A l'article 225 du traité CEEA, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

„Font également foi les versions du traité en langues anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, grecque, hongroise, irlandaise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque."

Article 12

Les recettes et les dépenses de la Communauté européenne de l'énergie atomique, à l'exception de celles de l'Agence d'approvisionnement et des entreprises communes, sont inscrites au budget de l'Union.

*

B. ANNEXES
AU TRAITE ETABLISSANT UNE CONSTITUTION POUR L'EUROPE

ANNEXE I

Liste prévue à l'article III-226 de la Constitution

<i>1 – Numéros de la Nomenclature combinée</i>	<i>2 – Désignation des produits</i>
Chapitre 1	Animaux vivants
Chapitre 2	Viandes et abats comestibles
Chapitre 3	Poissons, crustacés et mollusques
Chapitre 4	Lait et produits de la laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel
Chapitre 5	
0504	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons
0515	Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs; animaux morts des chapitres 1 ou 3, impropres à la consommation humaine
Chapitre 6	Plantes vivantes et produits de la floriculture
Chapitre 7	Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires
Chapitre 8	Fruits comestibles; écorces d'agrumes et de melons
Chapitre 9	Café, thé et épices, à l'exclusion du maté (No 0903)
Chapitre 10	Céréales
Chapitre 11	Produits de la minoterie; malt; amidons et féculs; gluten; inuline
Chapitre 12	Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles et médicinales; pailles et fourrages
Chapitre 13 ex 1303	Pectine
Chapitre 15	
1501	Saindoux et autres graisses de porc pressées ou fondues; graisse de volailles pressée ou fondue
1502	Suifs (des espèces bovine, ovine et caprine) bruts ou fondus, y compris les suifs dits „premiers jus“
1503	Stéarine solaire; oléo-stéarine; huile de saindoux et oléo-margarine non émulsionnée, sans mélange ni aucune préparation
1504	Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins même raffinées
1507	Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées
1512	Graisses et huiles animales ou végétales hydrogénées, même raffinées mais non préparées
1513	Margarine, simili-saindoux et autres graisses alimentaires préparées
1517	Résidus provenant du traitement des corps gras ou de cires animales ou végétales
Chapitre 16	Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques
Chapitre 17	
1701	Sucres de betterave et de canne, à l'état solide
1702	Autres sucres; sirops; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres et mélasses caramélisés

<i>1 – Numéros de la Nomenclature combinée</i>	<i>2 – Désignation des produits</i>
1703 1705 ^(*)	Mélasses, même décolorées Sucres, sirops et mélasses aromatisés ou additionnés de colorants (y compris le sucre vanillé ou vanilliné), à l'exception des jus de fruits additionnés de sucre en toutes proportions
Chapitre 18 1801 1802	Cacao en fèves et brisures de fèves, brutes ou torréfiées Coques, pelures, pellicules et déchets de cacao
Chapitre 20	Préparations de légumes, de plantes potagères, de fruits et d'autres plantes ou parties de plantes
Chapitre 22 2204 2205 2207 ex 2208 ^(*) ex 2209 ^(*) ex 2210 ^(*)	Moûts de raisins partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool Vins de raisins frais; moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles) Cidre, poiré, hydromel et autres boissons fermentées Alcool éthylique, dénaturé ou non, de tous titres, et obtenu à partir de produits agricoles figurant à la présente annexe, à l'exclusion des eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, préparations alcooliques composées (dites „extraits concentrés“) pour la fabrication de boissons Vinaigres comestibles et leurs succédanés comestibles
Chapitre 23	Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux
Chapitre 24 2401	Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac
Chapitre 45 4501	Liège naturel brut et déchets de liège; liège concassé, granulé ou pulvérisé
Chapitre 54 5401	Lin brut, roui, teillé, peigné, ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)
Chapitre 57 5701	Chanvre (<i>Cannabis sativa</i>) brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)

*

(*) Position ajoutée par l'article 1er du règlement No 7bis du Conseil de la Communauté économique européenne du 18 décembre 1959 (JO 7 du 30.1.1961, p. 71/61).

ANNEXE II

**Pays et territoires d'outre-mer
auxquels s'applique la Partie III, Titre IV, de la Constitution**

- Le Groenland,
- La Nouvelle-Calédonie et ses dépendances
- la Polynésie française
- les Terres australes et antarctiques françaises
- les îles Wallis-et-Futuna
- Mayotte
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Aruba
- Antilles néerlandaises:
 - Bonaire
 - Curaçao
 - Saba
 - Sint Eustatius
 - Sint Maarten
- Anguilla
- les îles Caymans
- les îles Falkland
- Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud
- Montserrat
- Pitcairn
- Sainte-Hélène et ses dépendances
- le territoire de l'Antarctique britannique
- les territoires britanniques de l'océan Indien
- les îles Turks et Caicos
- les îles Vierges britanniques
- les Bermudes

*

ACTE FINAL

LA CONFERENCE DES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES, convoquée à Bruxelles, le 30 septembre 2003, pour arrêter d'un commun accord le traité établissant une Constitution pour l'Europe, a arrêté les textes suivants:

- I. Traité établissant une Constitution pour l'Europe
- II. Protocoles annexés au traité établissant une Constitution pour l'Europe:
 1. Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne
 2. Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité
 3. Protocole fixant le statut de la Cour de justice de l'Union européenne
 4. Protocole fixant le statut du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne
 5. Protocole fixant le statut de la Banque européenne d'investissement
 6. Protocole sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne
 7. Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne
 8. Protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède
 9. Protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et la République slovaque
 10. Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs
 11. Protocole sur les critères de convergence
 12. Protocole sur l'Eurogroupe
 13. Protocole sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à l'égard de l'union économique et monétaire
 14. Protocole sur certaines dispositions relatives au Danemark à l'égard de l'union économique et monétaire
 15. Protocole sur certaines tâches de la Banque nationale du Danemark
 16. Protocole sur le régime du franc Communauté financière du Pacifique
 17. Protocole sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne
 18. Protocole sur l'application de certains aspects de l'article III-130 de la Constitution au Royaume-Uni et à l'Irlande
 19. Protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard des politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration, ainsi qu'à l'égard de la coopération judiciaire en matière civile et de la coopération policière
 20. Protocole sur la position du Danemark
 21. Protocole sur les relations extérieures des Etats membres en ce qui concerne le franchissement des frontières extérieures
 22. Protocole sur le droit d'asile pour les ressortissants des Etats membres
 23. Protocole sur la coopération structurée permanente établie par l'article I-41, paragraphe 6, et par l'article III-312 de la Constitution
 24. Protocole sur l'article I-41, paragraphe 2, de la Constitution
 25. Protocole relatif aux importations dans l'Union européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises
 26. Protocole sur l'acquisition de biens immobiliers au Danemark
 27. Protocole sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres

28. Protocole sur l'article III-214 de la Constitution
 29. Protocole sur la cohésion économique, sociale et territoriale
 30. Protocole sur le régime particulier applicable au Groenland
 31. Protocole sur l'article 40.3.3 de la Constitution de l'Irlande
 32. Protocole relatif à l'article I-9, paragraphe 2, de la Constitution sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales
 33. Protocole relatif aux actes et traités ayant complété ou modifié le traité instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne
 34. Protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union
 35. Protocole relatif aux conséquences financières de l'expiration du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et au fonds de recherche du charbon et de l'acier
 36. Protocole modifiant le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique
- III. Annexes au traité établissant une Constitution pour l'Europe:
1. Annexe I – Liste prévue à l'article III-226 de la Constitution
 2. Annexe II – Pays et territoires d'outre-mer auxquels s'applique la partie III, titre IV, de la Constitution

La Conférence a adopté les déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final:

- A. Déclarations relatives à des dispositions de la Constitution
1. Déclaration ad article I-6
 2. Déclaration ad article I-9, paragraphe 2
 3. Déclaration ad articles I-22, I-27 et I-28
 4. Déclaration ad article I-24, paragraphe 7, concernant la décision du Conseil européen relative à l'exercice de la présidence du Conseil
 5. Déclaration ad article I-25
 6. Déclaration ad article I-26
 7. Déclaration ad article I-27
 8. Déclaration ad article I-36
 9. Déclaration ad articles I-43 et III-329
 10. Déclaration ad article I-51
 11. Déclaration ad article I-57
 12. Déclaration concernant les explications relatives à la Charte des droits fondamentaux
 13. Déclaration ad article III-116
 14. Déclaration ad articles III-136 et III-267
 15. Déclaration ad articles III-160 et III-322
 16. Déclaration ad article III-167, paragraphe 2, point c)
 17. Déclaration ad article III-184
 18. Déclaration ad article III-213
 19. Déclaration ad article III-220
 20. Déclaration ad article III-243
 21. Déclaration ad article III-248
 22. Déclaration ad article III-256
 23. Déclaration ad article III-273, paragraphe 1, deuxième alinéa
 24. Déclaration ad article III-296
 25. Déclaration ad article III-325 concernant la négociation et la conclusion par les Etats membres d'accords internationaux concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice
 26. Déclaration ad article III-402, paragraphe 4
 27. Déclaration ad article III-419

28. Déclaration ad article IV-440, paragraphe 7
 29. Déclaration ad article IV-448, paragraphe 2
 30. Déclaration concernant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe
- B. Déclarations relatives à des protocoles annexés à la Constitution
- Déclarations sur le protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède
31. Déclaration sur les îles Åland
 32. Déclaration sur le peuple lapon

Déclarations sur le protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque
 33. Déclaration relative aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre
 34. Déclaration de la Commission relative aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre
 35. Déclaration relative à la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie
 36. Déclaration relative au transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie
 37. Déclaration relative à l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie
 38. Déclaration relative à Chypre
 39. Déclaration concernant le protocole sur la position du Danemark
 40. Déclaration concernant le protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union
 41. Déclaration concernant l'Italie

En outre, la Conférence a pris acte des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final:

42. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article I-55
43. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article IV-440
44. Déclaration de la République fédérale d'Allemagne, de l'Irlande, de la République de Hongrie, de la République d'Autriche et du Royaume de Suède
45. Déclaration du Royaume d'Espagne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
46. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la définition du terme „ressortissants“
47. Déclaration du Royaume d'Espagne sur la définition du terme „ressortissants“
48. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur le droit de vote aux élections parlementaires européennes
49. Déclaration du Royaume de Belgique relative aux parlements nationaux
50. Déclaration de la République de Lettonie et de la République de Hongrie relative à l'orthographe du nom de la monnaie unique dans le traité établissant une Constitution pour l'Europe

Hecho en Roma, el veintinueve de octubre del dos mil cuatro.

V Římě dne dvacátého devátého října dva tisíce čtyři

Udfærdiget i Rom den niogtyvende oktober to tusind og fire.

Geschehen zu Rom am neunundzwanzigsten Oktober zweitausendundvier.

Kahe tuhande neljanda aasta oktoobrikuu kahekümne üheksandal päeval Roomas

Ἐγινε στη Ρώμη, στις είκοσι εννέα Οκτωβρίου δύο χιλιάδες τέσσερα.

Done at Rome on the twenty-ninth day of October in the year two thousand and four.

Fait à Rome, le vingt-neuf octobre deux mille quatre.

Arna dhéanamh sa Róimh, an naoú lá fíchead de Dheireadh Fómhair sa bhliain dhá mhíle is a ceathair

Fatto a Roma, addì' ventinove ottobre duemilaquattro.

Romā, divi tūkstoši ceturťā gada divdesmit devītajā oktobrī

Priimta du tūkstančiai ketvirtą metų spalio dvidešimt devintą dieną Romoje

Kelt Rómában, a kétézer-negyedik év október havának huszonkilencedik napján

Magħmul f' Ruma fid-disa' u għoxrin jum ta' Ottubru tas-sena elfejn u erbgha

Gedaan te Roma, de negentwintigste oktober tweeduizendvier.

Sporządzono w Rzymie dnia dwudziestego dziewiątego października roku dwutysięcznego czwartego

Feito em Roma, em vinte e nove de Outubro de dois mil e quatro

V Ríme dvadsiatehodeviataeho oktobra dvetisícštyri

V Rimu, devetindvajsetega oktobra leta dva tisoč štiri

Tehty Roomassa kahdentenäkymmenentenäyhdeksäntenä päivänä lokakuuta vuonna kaksituhattaneljä.

Som skedde i Rom den tjugonionde oktober tjugohundrafyra.

*Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
Für Seine Majestät den König der Belgier*

The image shows three handwritten signatures in cursive script. The first signature is in French, the second in Dutch, and the third in German. They are all written in black ink on a white background.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

Za prezidenta České republiky

The image shows two handwritten signatures in cursive script. The first signature is in Czech, and the second is in German. They are both written in black ink on a white background.

For Hendes Majestæt Danmarks Dronning

Anden Form
Pau By Oller

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

Fransky Lyra
Jachden fialna

Eesti Vabariigi Presidendi nimel

Grickan Paeth
Lute 9

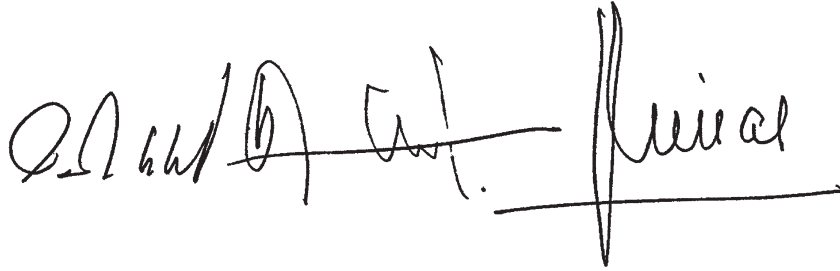
Για τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας

Καραμανελ
Πλουρις

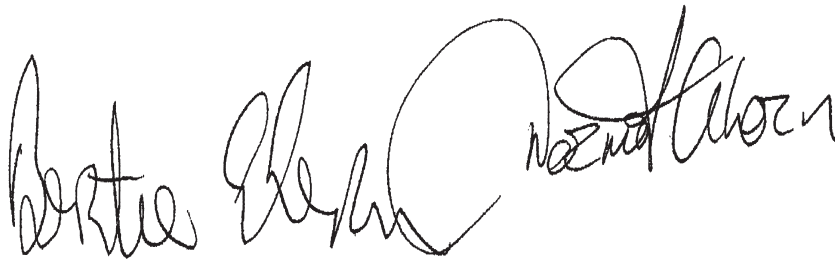
Por Su Majestad el Rey de España

727/1
I. Lopez Teo

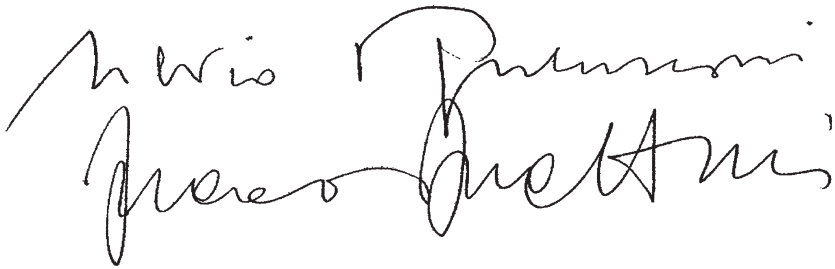
Pour le Président de la République française



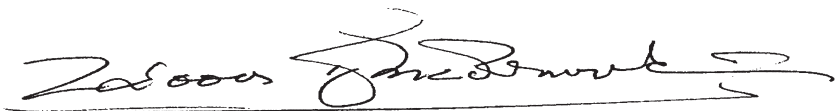
*Thar ceann Uachtarán na hEireann
For the President of Ireland*



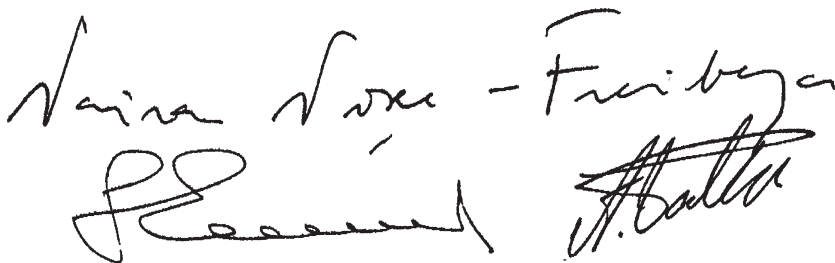
Per il Presidente della Repubblica italiana



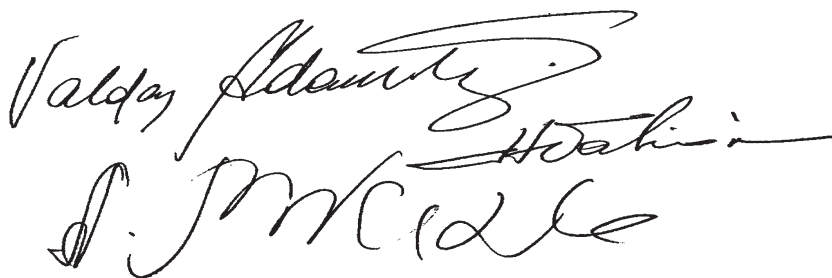
Για τον Πρόεδρο της Κυπριακής Δημοκρατίας



Latvijas Republikas Valsts prezidentes vārdā



Lietuvos Respublikos Prezidento vardu



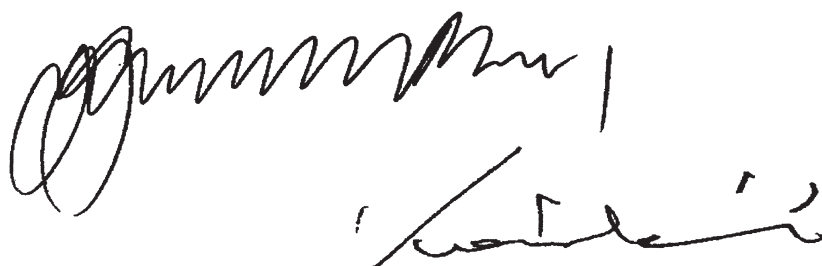
Valdas Adamkus

Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg



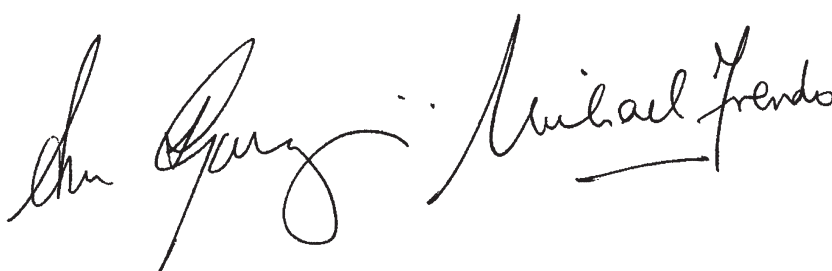
Grand Duke of Luxembourg

A Magyar Köztársaság Elnöke részéről



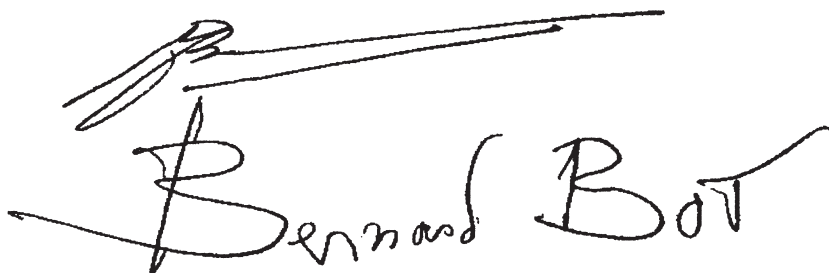
President of Hungary

Għall-President ta' Malta



Michael Frendo

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden



Bernard Bot

Für den Bundespräsidenten der Republik Österreich

Andreas Kofler
Wojciech Trzaskowski

Za Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej

António
J. Soares

Pelo Presidente da República Portuguesa

Andrej Lutica
Andrej Klobučar

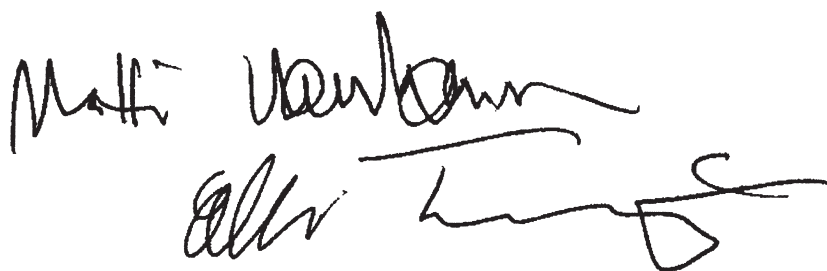
Za predsednika Republike Slovenije

Andrej
Jurek

Za prezidenta Slovenskej republiky

Michailos Xymidas
Edmund Kobzar

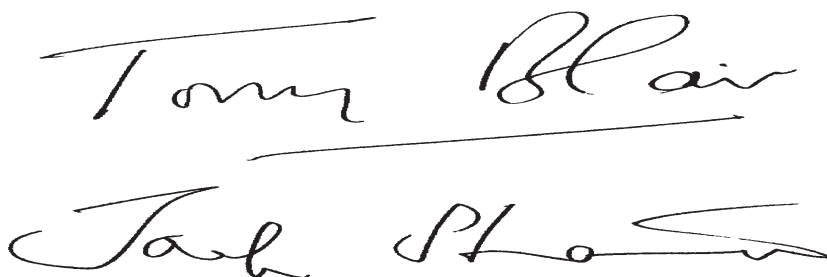
*Suomen Tasavallan Presidentin puolesta
För Republiken Finlands President*



För Konungariket Sveriges regering



*For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland*



Han firmado asimismo la presente Acta final, en su condición de Estados candidatos a la adhesión a la Unión Europea, observadores ante la Conferencia:

Tento závěrečný akt rovněž podepsali pozorovatelé při Konferenci, jakožto státy kandidující na přistoupení k Evropské unii:

Følgende observatører ved konferencen har ligeledes undertegnet denne slutakt i deres egenskab af kandidatstater til Den Europæiske Union:

Als Beobachter bei der Konferenz haben in ihrer Eigenschaft als Kandidaten für den Beitritt zur Europäischen Union ferner diese Schlussakte unterzeichnet:

Käesoleva lõppakti on allkirjastanud Euroopa Liidu kandidaatriikide esindajatena ka konverentsi vaatlejad:

Την παρούσα Τελική Πράξη υπέγραψαν επίσης, υπό την ιδιότητά τους ως υποψηφίων για προσχώρηση στην Ευρωπαϊκή Ένωση κρατών, οι παρατηρητές κατά τη Διάσκεψη:

The following have also signed this Final Act, in their capacity as candidate States for accession to the European Union, having been observers to the Conference:

Ont également signé le présent acte final, en leur qualité d'Etats candidats à l'adhésion de l'Union européenne, observateurs auprès de la Conférence:

Shínigh na breathnóirí seo a leanas ag an gComhdháil an Ionstraim Chríochnaítheach seo freisin ina gcáil mar Stáit iarrthacha don Aontas Eorpach:

Hanno altresì firmato il presente atto finale, in qualità di Stati candidati all'Unione europea, osservatori nella Conferenza

Šo Nobeiguma aktu kā Eiropas Savienības pievienošanās kandidātvalstu vadītāji ir parakstījuši arī šādi Konferences novērotāji:

Baigiamajī aktā taip pat pasirašo ī Europos Sąjungą stojančios valstybės kandidatės, Konferencijos stebėtojos:

Ezt az záróokmányt a Európai Unió tagjelölt államaiként, amelyek a Konferencián megfigyelőként vettek részt, a következők is aláírták:

Iffirmaw ukoll dan l-Att Finali, fil-kapaċità tagħhom ta' Stati kandidati ta' l-Unjoni Ewropea, bhala osservaturi għall-Konferenza:

Deze Slotakte is tevens ondertekend door de volgende kandidaat-lidstaten van de Europese Unie, waarnemers bij de Conferentie:

Niniejszy Akt Końcowy został również podpisany przez Państwa kandydujące do przystąpienia do Unii Europejskiej, będące obserwatorami przy Konferencji:

Assinaram igualmente a presente Acta Final, na qualidade de Estados candidatos à adesão à União Europeia, observadores na Conferência:

V postavení štátov uchádzajúcich sa o prístupenie k Európskej únii a v postavení pozorovateľov na konferencii podpísali tento záverečný akt:

To sklepno listino so kot države kandidatke za pristop k Evropski uniji in kot opazovalke Konference, podpisali tudi

Tämän päätösasiakirjan ovat Euroopan unionin jäsenehdokasvaltioina allekirjoittaneet myös konferenssiin tarkkailijoina osallistuneet:

Nedanstående observatörer vid konferensen har, i sin egenskap av kandidatstater inför anslutning till Europeiska unionen, likaledes undertecknat denna slutakt:

За Република България

Pentru România

Türkiye Cumhuriyeti Adına

*

A. DECLARATIONS RELATIVES A DES DISPOSITIONS DE LA CONSTITUTION

1. Déclaration ad article I-6

La Conférence constate que l'article I-6 reflète la jurisprudence existante de la Cour de justice des Communautés européennes et du Tribunal de première instance.

2. Déclaration ad article I-9, paragraphe 2

La Conférence convient que l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales devrait s'effectuer selon des modalités permettant de préserver les spécificités de l'ordre juridique de l'Union. Dans ce contexte, la Conférence constate l'existence d'un dialogue régulier entre la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme, dialogue qui pourra être renforcé lors de l'adhésion de l'Union à cette Convention.

3. Déclaration ad articles I-22, I-27 et I-28

Le choix des personnes appelées à occuper les fonctions de président du Conseil européen, de président de la Commission et de ministre des affaires étrangères de l'Union devra tenir dûment compte de la nécessité de respecter la diversité géographique et démographique de l'Union ainsi que de ses Etats membres.

4. Déclaration ad article I-24, paragraphe 7, concernant la décision du Conseil européen relative à l'exercice de la présidence du Conseil

La Conférence déclare que le Conseil devrait commencer à préparer la décision européenne établissant les mesures d'application de la décision européenne du Conseil européen relative à l'exercice de la présidence du Conseil dès la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe et l'approuver politiquement dans les six mois. Un projet de décision européenne du Conseil européen, qui sera adoptée le jour de l'entrée en vigueur dudit traité, figure ci-après:

PROJET DE DECISION EUROPEENNE DU CONSEIL EUROPEEN relative à l'exercice de la Présidence du Conseil

Article premier

1. La présidence du Conseil, à l'exception de la formation des affaires étrangères, est assurée par des groupes prédéterminés de trois Etats membres pour une période de 18 mois. Ces groupes sont composés par rotation égale des Etats membres, en tenant compte de leur diversité et des équilibres géographiques au sein de l'Union.

2. Chaque membre du groupe assure à tour de rôle, pour une période de six mois, la présidence de toutes les formations du Conseil, à l'exception de la formation des affaires étrangères. Les autres mem-

bres du groupe assistent la présidence dans toutes ses responsabilités, sur la base d'un programme commun. Les membres du groupe peuvent convenir entre eux d'autres arrangements.

Article 2

La présidence du Comité des représentants permanents des gouvernements des Etats membres est assurée par un représentant de l'Etat membre qui assure la présidence du Conseil des affaires générales.

La présidence du comité politique et de sécurité est assurée par un représentant du ministre des affaires étrangères de l'Union.

La présidence des organes préparatoires des diverses formations du Conseil, à l'exception de la formation des affaires étrangères, relève du membre du groupe qui assure la présidence de la formation concernée, sauf décision contraire conformément à l'article 4.

Article 3

Le Conseil des affaires générales assure, en coopération avec la Commission, la cohérence et la continuité des travaux des différentes formations du Conseil dans le cadre d'une programmation pluriannuelle. Les Etats membres en charge de la présidence prennent, avec l'assistance du secrétariat général du Conseil, toutes les dispositions utiles à l'organisation et à la bonne marche des travaux du Conseil.

Article 4

Le Conseil adopte une décision européenne établissant les mesures d'application de la présente décision.

5. Déclaration ad article I-25

La Conférence déclare que la décision européenne relative à la mise en oeuvre de l'article I-25 sera adoptée par le Conseil le jour où le traité établissant une Constitution pour l'Europe entrera en vigueur. Le projet de décision figure ci-après:

***PROJET DE DECISION EUROPEENNE DU CONSEIL
relative à la mise en oeuvre de l'article I-25***

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

considérant ce qui suit:

(1) Il convient d'adopter des dispositions permettant une transition sans heurts du système de prise de décision du Conseil à la majorité qualifiée – tel qu'il est défini dans le traité de Nice et repris à l'article 2, paragraphe 2, du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union annexé à la Constitution, qui continuera de s'appliquer jusqu'au 31 octobre 2009 – au système de vote prévu par l'article I-25 de la Constitution, qui s'appliquera à compter du 1er novembre 2009.

(2) Il est rappelé que le Conseil a pour pratique de déployer les plus grands efforts pour renforcer la légitimité démocratique des actes adoptés à la majorité qualifiée.

(3) Il est jugé approprié de maintenir en vigueur la présente décision aussi longtemps que cela sera nécessaire, afin d'assurer une transition sans heurts vers le nouveau système de vote prévu par la Constitution,

DECIDE:

Article premier

Si des membres du Conseil, représentant:

- a) au moins trois-quarts de la population, ou
- b) au moins trois-quarts du nombre des Etats membres,

nécessaires pour constituer une minorité de blocage résultant de l'application de l'article I-25, paragraphe 1, premier alinéa, ou paragraphe 2, indiquent leur opposition à l'adoption d'un acte par le Conseil à la majorité qualifiée, le Conseil en délibère.

Article 2

Le Conseil, au cours de cette délibération, fait tout ce qui est en son pouvoir pour aboutir, dans un délai raisonnable et sans porter préjudice aux limites obligatoires de temps fixées par le droit de l'Union, à une solution satisfaisante pour répondre aux préoccupations soulevées par les membres du Conseil visés à l'article 1er.

Article 3

A cette fin, le président du Conseil, avec l'assistance de la Commission et dans le respect du règlement intérieur du Conseil, déploie toute initiative nécessaire pour faciliter la réalisation d'une plus large base d'accord au sein du Conseil. Les membres du Conseil lui apportent leur concours.

Article 4

La présente décision prend effet le 1er novembre 2009. Elle reste en vigueur au moins jusqu'en 2014. Après cette date, le Conseil peut adopter une décision européenne l'abrogeant.

6. Déclaration ad article I-26

La Conférence considère que, lorsque la Commission ne comprendra plus des ressortissants de tous les Etats membres, celle-ci devrait accorder une attention particulière à la nécessité de garantir une transparence absolue dans ses relations avec l'ensemble des Etats membres. En conséquence, la Commission devrait rester en contact étroit avec tous les Etats membres, que ceux-ci comptent ou non un de leurs ressortissants parmi les membres de la Commission, et, à cet égard, elle devrait accorder une attention particulière à la nécessité de partager les informations avec tous les Etats membres et de les consulter.

La Conférence considère, en outre, que la Commission devrait prendre toutes les mesures utiles afin de garantir que les réalités politiques, sociales et économiques de tous les Etats membres, y compris ceux qui ne comptent pas de ressortissant parmi les membres de la Commission, sont pleinement prises en compte. Parmi ces mesures devrait figurer la garantie que la position de ces Etats membres est prise en compte par l'adoption des modalités d'organisation appropriées.

7. Déclaration ad article I-27

La Conférence considère que, en vertu des dispositions de la Constitution, le Parlement européen et le Conseil européen ont une responsabilité commune dans le bon déroulement du processus conduisant à l'élection du président de la Commission européenne. En conséquence, des représentants du Parlement européen et du Conseil européen procéderont, préalablement à la décision du Conseil européen, aux consultations nécessaires dans le cadre jugé le plus approprié. Ces consultations porteront sur le profil des candidats aux fonctions de président de la Commission en tenant compte des élections au Parlement européen, conformément à l'article I-27, paragraphe 1. Les modalités de ces consultations pourront être précisées, en temps utile, d'un commun accord entre le Parlement européen et le Conseil européen.

8. Déclaration ad article I-36

La Conférence prend acte de l'intention de la Commission de continuer à consulter les experts désignés par les Etats membres dans l'élaboration de ses projets de règlements européens délégués dans le domaine des services financiers, conformément à sa pratique constante.

9. Déclaration ad articles I-43 et III-329

Sans préjudice des mesures adoptées par l'Union pour s'acquitter de son obligation de solidarité à l'égard d'un Etat membre qui est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, aucune des dispositions des articles I-43 et III-329 ne vise à porter atteinte

au droit d'un autre Etat membre de choisir les moyens les plus appropriés pour s'acquitter de son obligation de solidarité à l'égard dudit Etat membre.

10. Déclaration ad article I-51

La Conférence déclare que, chaque fois que doivent être adoptées, sur la base de l'article I-51, des règles relatives à la protection des données à caractère personnel qui pourraient avoir une incidence directe sur la sécurité nationale, il devra en être dûment tenu compte. Elle rappelle que la législation actuellement applicable (voir en particulier la directive 95/46/CE) prévoit des dérogations spécifiques à cet égard.

11. Déclaration ad article I-57

L'Union prendra en compte la situation particulière des pays de petite dimension territoriale entretenant avec elle des relations spécifiques de proximité.

12. Déclaration concernant les explications relatives à la Charte des droits fondamentaux

La Conférence prend note des explications relatives à la Charte des droits fondamentaux, établies sous l'autorité du praesidium de la Convention qui a élaboré la Charte et mises à jour sous la responsabilité du praesidium de la Convention européenne, qui figurent ci-après.

EXPLICATIONS

relatives à la Charte des droits fondamentaux

Les explications qui figurent ci-après ont été établies initialement sous la responsabilité du praesidium de la Convention qui a élaboré la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elles ont été mises à jour sous la responsabilité du praesidium de la Convention européenne, compte tenu des adaptations apportées au texte de la Charte par ladite Convention [notamment aux articles 51 et 52⁽¹⁾] et de l'évolution du droit de l'Union. Bien que ces explications n'aient pas en soi de valeur juridique, elles constituent un outil d'interprétation précieux destiné à éclairer les dispositions de la Charte.

Préambule

Les peuples d'Europe, en établissant entre eux une union sans cesse plus étroite, ont décidé de partager un avenir pacifique fondé sur des valeurs communes.

Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'Etat de droit. Elle place la personne au coeur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.

L'Union contribue à la préservation et au développement de ces valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples d'Europe, ainsi que de l'identité nationale des Etats membres et de l'organisation de leurs pouvoirs publics aux niveaux national, régional et local; elle cherche à promouvoir un développement équilibré et durable et assure la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement.

A cette fin, il est nécessaire, en les rendant plus visibles dans une Charte, de renforcer la protection des droits fondamentaux à la lumière de l'évolution de la société, du progrès social et des développements scientifiques et technologiques.

La présente Charte réaffirme, dans le respect des compétences et des tâches de l'Union, ainsi que du principe de subsidiarité, les droits qui résultent notamment des traditions constitutionnelles et des obligations internationales communes aux Etats membres, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, des Chartes sociales adoptées par l'Union et par le Conseil de l'Europe, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et de la

(1) Articles II-111 et II-112 de la Constitution.

Cour européenne des droits de l'Homme. Dans ce contexte, la Charte sera interprétée par les juridictions de l'Union et des Etats membres en prenant dûment en considération les explications établies sous l'autorité du *praesidium* de la Convention qui a élaboré la Charte et mises à jour sous la responsabilité du *praesidium* de la Convention européenne.

La jouissance de ces droits entraîne des responsabilités et des devoirs tant à l'égard d'autrui qu'à l'égard de la communauté humaine et des générations futures.

En conséquence, l'Union reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés ci-après.

TITRE I

Dignité

Article premier⁽¹⁾

Dignité humaine

La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée.

Explication

La dignité de la personne humaine n'est pas seulement un droit fondamental en soi, mais constitue la base même des droits fondamentaux. La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 a inscrit la dignité humaine dans son préambule: „... considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde“. Dans son arrêt du 9 octobre 2001 dans l'affaire C-377/98, Pays-Bas contre Parlement européen et Conseil, Rec. 2001, p. I-7079, points 70 à 77, la Cour de justice a confirmé que le droit fondamental à la dignité humaine faisait partie du droit de l'Union.

Il en résulte, notamment, qu'aucun des droits inscrits dans cette Charte ne peut être utilisé pour porter atteinte à la dignité d'autrui et que la dignité de la personne humaine fait partie de la substance des droits inscrits dans cette Charte. Il ne peut donc y être porté atteinte, même en cas de limitation d'un droit.

Article 2⁽²⁾

Droit à la vie

1. Toute personne a droit à la vie.
2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

Explication

1. Le paragraphe 1 de cet article est fondé sur l'article 2, paragraphe 1, première phrase, de la CEDH, dont le texte est le suivant:

„1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi ...“.

2. La deuxième phrase de cette disposition, qui concerne la peine de mort, a été rendue caduque par l'entrée en vigueur du protocole No 6 annexé à la CEDH, dont l'article 1er est libellé comme suit:

„La peine de mort est abolie. Nul ne peut être condamné à une telle peine ni exécuté.“

C'est sur la base de cette disposition qu'est rédigé le paragraphe 2 de l'article 2 de la Charte⁽³⁾.

3. Les dispositions de l'article 2 de la Charte⁽²⁾ correspondent à celles des articles précités de la CEDH et du protocole additionnel. Elles en ont le même sens et la même portée, conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽⁴⁾. Ainsi, les définitions „négatives“ qui figurent dans la CEDH doivent être considérées comme figurant également dans la Charte:

(1) Article II-61 de la Constitution.

(2) Article II-62 de la Constitution.

(3) Article II-62, paragraphe 2, de la Constitution.

(4) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

a) l'article 2, paragraphe 2, de la CEDH:

„La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire:

- a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;
- b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;
- c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.“

b) l'article 2 du protocole No 6 annexé à la CEDH:

„Un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort pour des actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre; une telle peine ne sera appliquée que dans les cas prévus par cette législation et conformément à ses dispositions ...“.

Article 3⁽¹⁾

Droit à l'intégrité de la personne

1. Toute personne a droit à son intégrité physique et mentale.
2. Dans le cadre de la médecine et de la biologie, doivent notamment être respectés:
 - a) le consentement libre et éclairé de la personne concernée, selon les modalités définies par la loi;
 - b) l'interdiction des pratiques eugéniques, notamment celles qui ont pour but la sélection des personnes;
 - c) l'interdiction de faire du corps humain et de ses parties, en tant que tels, une source de profit,
 - d) l'interdiction du clonage reproductif des êtres humains.

Explication

1. Dans son arrêt du 9 octobre 2001, dans l'affaire C-377/98, Pays-Bas contre Parlement européen et Conseil, Rec. 2001, p. I-7079, points 70, 78, 79 et 80, la Cour de justice a confirmé que le droit fondamental à l'intégrité de la personne fait partie du droit de l'Union et comprend, dans le cadre de la médecine et de la biologie, le consentement libre et éclairé du donneur et du receveur.
2. Les principes contenus dans l'article 3 de la Charte⁽¹⁾ figurent déjà dans la convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, adoptée dans le cadre du Conseil de l'Europe (STE 164 et protocole additionnel STE 168). La présente Charte ne vise pas à déroger à ces dispositions et ne prohibe en conséquence que le seul clonage reproductif. Elle n'autorise ni ne prohibe les autres formes de clonage. Elle n'empêche donc aucunement le législateur d'interdire les autres formes de clonages.
3. La référence aux pratiques eugéniques, notamment celles ayant pour but la sélection des personnes, vise les hypothèses dans lesquelles des programmes de sélection sont organisés et mis en oeuvre, comportant par exemple des campagnes de stérilisation, de grossesses forcées, de mariages ethniques obligatoires ... tous actes qui sont considérés comme des crimes internationaux par le statut de la Cour pénale internationale adopté à Rome le 17 juillet 1998 [voir article 7, paragraphe 1, point g].

Article 4⁽²⁾

Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Explication

Le droit figurant à l'article 4⁽²⁾ correspond à celui qui est garanti par l'article 3 de la CEDH, dont le libellé est identique: „Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants“. En application de l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽³⁾, il a donc le même sens et la même portée que ce dernier article.

(1) Article II-63 de la Constitution.

(2) Article II-64 de la Constitution.

(3) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

*Article 5⁽¹⁾****Interdiction de l'esclavage et du travail forcé***

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.
3. La traite des êtres humains est interdite.

Explication

1. Le droit inscrit à l'article 5⁽¹⁾, paragraphes 1 et 2, correspond à l'article 4, paragraphes 1 et 2, au libellé analogue, de la CEDH. Il a donc le même sens et la même portée que ce dernier article, conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽²⁾. Il en résulte que:
 - aucune limitation ne peut affecter de manière légitime le droit prévu au paragraphe 1;
 - au paragraphe 2, les notions de „travail forcé ou obligatoire“ doivent être comprises en tenant compte des définitions „négatives“ contenues à l'article 4, paragraphe 3, de la CEDH:
 - „N'est pas considéré comme „travail forcé ou obligatoire“ au sens du présent article:
 - a) tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente Convention, ou durant sa mise en liberté conditionnelle;
 - b) tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de conscience dans les pays où l'objection de conscience est reconnue comme légitime, à un autre service à la place du service militaire obligatoire;
 - c) tout service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;
 - d) tout travail ou service formant partie des obligations civiques normales.“
2. Le paragraphe 3 résulte directement de la dignité de la personne humaine et tient compte des données récentes en matière de criminalité organisée, telles que l'organisation de filières lucratives d'immigration illégale ou d'exploitation sexuelle. La convention Europol contient en annexe la définition suivante, qui vise la traite à des fins d'exploitation sexuelle: „Traite des êtres humains: le fait de soumettre une personne au pouvoir réel et illégal d'autres personnes en usant de violence et de menaces ou en abusant d'un rapport d'autorité ou de manoeuvres en vue notamment de se livrer à l'exploitation de la prostitution d'autrui, à des formes d'exploitation et de violences sexuelles à l'égard des mineurs ou au commerce lié à l'abandon d'enfants“. Le chapitre VI de la convention d'application de l'accord de Schengen, qui a été intégré dans l'acquis de l'Union et auquel le Royaume-Uni et l'Irlande participent, contient, à l'article 27, paragraphe 1, la formule suivante, qui vise les filières d'immigration illégale: „Les Parties contractantes s'engagent à instaurer des sanctions appropriées à l'encontre de quiconque aide ou tente d'aider, à des fins lucratives, un étranger à pénétrer ou à séjourner sur le territoire d'une Partie contractante en violation de la législation de cette Partie contractante relative à l'entrée et au séjour des étrangers“. Le 19 juillet 2002, le Conseil a adopté une décision-cadre relative à la lutte contre la traite des êtres humains (JO L 203 du 1.8.2002, p. 1) dont l'article 1er définit précisément les infractions liées à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail ou d'exploitation sexuelle que les Etats membres doivent rendre punissables en application de ladite décision-cadre.

TITRE II**Libertés***Article 6⁽³⁾****Droit à la liberté et à la sûreté***

Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté.

(1) Article II-65 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

(3) Article II-66 de la Constitution.

Explication

Les droits prévus à l'article 6⁽¹⁾ correspondent à ceux qui sont garantis par l'article 5 de la CEDH et ont, conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽²⁾, le même sens et la même portée. Il en résulte que les limitations qui peuvent légitimement leur être apportées ne peuvent excéder les limites permises par la CEDH dans le libellé même de l'article 5:

- „1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales:
- a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;
 - b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;
 - c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;
 - d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;
 - e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;
 - f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.
2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.
3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1. c du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.
4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.
5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.“

Les droits inscrits à l'article 6⁽¹⁾ doivent être respectés tout particulièrement lorsque le Parlement européen et le Conseil adoptent des lois et des lois-cadres dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale, sur la base des articles III-270, III-271 et III-273 de la Constitution, notamment pour la définition de dispositions communes minimales en ce qui concerne la qualification des infractions et les peines et certains aspects du droit de la procédure.

*Article 7⁽³⁾****Respect de la vie privée et familiale***

Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.

Explication

Les droits garantis à l'article 7⁽³⁾ correspondent à ceux qui sont garantis par l'article 8 de la CEDH. Pour tenir compte de l'évolution technique le mot „communications“ a été substitué à celui de correspondance.

(1) Article II-66 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

(3) Article II-67 de la Constitution.

Conformément à l'article 52, paragraphe 3⁽¹⁾, ce droit a le même sens et la même portée que ceux de l'article correspondant de la CEDH. Il en résulte que les limitations susceptibles de leur être légitimement apportées sont les mêmes que celles tolérées dans le cadre de l'article 8 en question:

- „1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.
2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui“.

Article 8⁽²⁾

Protection des données à caractère personnel

1. Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.
2. Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur la base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi. Toute personne a le droit d'accéder aux données collectées la concernant et d'en obtenir la rectification.
3. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante.

Explication

Cet article a été fondé sur l'article 286 du traité instituant la Communauté européenne et sur la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (JO L 281 du 23.11.1995), ainsi que sur l'article 8 de la CEDH et sur la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981, ratifiée par tous les Etats membres. L'article 286 du traité CE est désormais remplacé par l'article I-51 de la Constitution. Il convient de noter également le règlement (CE) No 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 8 du 12.1.2001). La directive et le règlement précités contiennent des conditions et limitations applicables à l'exercice du droit à la protection des données à caractère personnel.

Article 9⁽³⁾

Droit de se marier et droit de fonder une famille

Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Explication

Cet article se fonde sur l'article 12 de la CEDH qui se lit ainsi: „A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit“. La rédaction de ce droit a été modernisée afin de couvrir les cas dans lesquels les législations nationales reconnaissent d'autres voies que le mariage pour fonder une famille. Cet article n'interdit ni n'impose l'octroi du statut de mariage à des unions entre personnes du même sexe. Ce droit est donc semblable à celui prévu par la CEDH, mais sa portée peut être plus étendue lorsque la législation nationale le prévoit.

(1) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

(2) Article II-68 de la Constitution.

(3) Article II-69 de la Constitution.

*Article 10⁽¹⁾****Liberté de pensée, de conscience et de religion***

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.
2. Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Explication

Le droit garanti au paragraphe 1 correspond au droit garanti à l'article 9 de la CEDH et, conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽²⁾, il a le même sens et la même portée que celui-ci. Les limitations doivent de fait respecter le paragraphe 2 de cet article 9 qui se lit ainsi: „La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui“.

Le droit garanti au paragraphe 2 correspond aux traditions constitutionnelles nationales et à l'évolution des législations nationales sur ce point.

*Article 11⁽³⁾****Liberté d'expression et d'information***

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières.
2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.

Explication

1. L'article 11⁽³⁾ correspond à l'article 10 de la CEDH, qui se lit ainsi:

„1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire“.

En application de l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽²⁾ ce droit a le même sens et la même portée que celui garanti par la CEDH. Les limitations qui peuvent être apportées à ce droit ne peuvent donc excéder celles prévues dans le paragraphe 2 de l'article 10, sans préjudice des restrictions que le droit de la concurrence de l'Union peut apporter à la faculté des Etats membres d'instaurer les régimes d'autorisation visés à l'article 10, paragraphe 1, troisième phrase, de la CEDH.

2. Le paragraphe 2 de cet article explicite les conséquences du paragraphe 1 en ce qui concerne la liberté des médias. Il est notamment fondé sur la jurisprudence de la Cour relative à la télévision, notamment dans l'affaire

(1) Article II-70 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

(3) Article II-71 de la Constitution.

C-288/89 (arrêt du 25 juillet 1991, Stichting Collectieve Antennevoorziening Gouda e.a., Rec. p. I-4007), et sur le protocole sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres, annexé au traité CE et désormais à la Constitution, ainsi que sur la directive 89/552/CE du Conseil (voir notamment son 17e considérant).

Article 12⁽¹⁾

Liberté de réunion et d'association

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, notamment dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de toute personne de fonder avec d'autres des syndicats et de s'y affilier pour la défense de ses intérêts.
2. Les partis politiques au niveau de l'Union contribuent à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

Explication

1. Les dispositions du paragraphe 1 de cet article correspondent aux dispositions de l'article 11 de la CEDH, qui se lit ainsi:

- „1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.
2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat“.

Les dispositions du paragraphe 1 du présent article 12⁽¹⁾ ont le même sens que celles de la CEDH, mais leur portée est plus étendue étant donné qu'elles peuvent s'appliquer à tous les niveaux, ce qui inclut le niveau européen. Conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte⁽²⁾, les limitations à ce droit ne peuvent excéder celles considérées comme pouvant être légitimes en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 de la CEDH.

2. Ce droit se fonde également sur l'article 11 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.
3. Le paragraphe 2 de cet article correspond à l'article I-46, paragraphe 4, de la Constitution.

Article 13⁽³⁾

Liberté des arts et des sciences

Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.

Explication

Ce droit est déduit en premier lieu des libertés de pensée et d'expression. Il s'exerce dans le respect de l'article 1er⁽⁴⁾ et peut être soumis aux limitations autorisées par l'article 10 de la CEDH.

Article 14⁽⁵⁾

Droit à l'éducation

1. Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue.
2. Ce droit comporte la faculté de suivre gratuitement l'enseignement obligatoire.

(1) Article II-72 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

(3) Article II-73 de la Constitution.

(4) Article II-61 de la Constitution.

(5) Article II-74 de la Constitution.

3. La liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques, sont respectés selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.

Explication

1. Cet article est inspiré tant des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres que de l'article 2 du protocole additionnel à la CEDH qui se lit ainsi:

„Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'Etat, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.“

Il a été jugé utile d'étendre cet article à l'accès à la formation professionnelle et continue (voir le point 15 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs et l'article 10 de la Charte sociale) ainsi que d'ajouter le principe de gratuité de l'enseignement obligatoire. Tel qu'il est formulé, ce dernier principe implique seulement que pour l'enseignement obligatoire, chaque enfant ait la possibilité d'accéder à un établissement qui pratique la gratuité. Il n'impose pas que tous les établissements, notamment privés, qui dispensent cet enseignement ou une formation professionnelle et continue soient gratuits. Il n'interdit pas non plus que certaines formes spécifiques d'enseignement puissent être payantes, dès lors que l'Etat prend des mesures destinées à octroyer une compensation financière. Dans la mesure où la Charte s'applique à l'Union, cela signifie que, dans le cadre de ses politiques de formation, l'Union doit respecter la gratuité de l'enseignement obligatoire, mais cela ne crée bien entendu pas de nouvelles compétences. En ce qui concerne le droit des parents, il doit être interprété en relation avec les dispositions de l'article 24⁽¹⁾.

2. La liberté de création d'établissements, publics ou privés, d'enseignement est garantie comme un des aspects de la liberté d'entreprendre, mais elle est limitée par le respect des principes démocratiques et s'exerce selon les modalités définies par les législations nationales.

Article 15⁽²⁾

Liberté professionnelle et droit de travailler

1. Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée.
2. Tout citoyen de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout Etat membre.
3. Les ressortissants des pays tiers qui sont autorisés à travailler sur le territoire des Etats membres ont droit à des conditions de travail équivalentes à celles dont bénéficient les citoyens de l'Union.

Explication

La liberté professionnelle, consacrée au paragraphe 1 de l'article 15⁽²⁾, est reconnue dans la jurisprudence de la Cour de justice (voir, entre autres, les arrêts du 14 mai 1974, aff. 4/73, Nold, Rec. 1974, p. 491, points 12 à 14; du 13 décembre 1979, aff. 44/79, Hauer, Rec. 1979 p. 3727; du 8 octobre 1986, aff. 234/85, Keller, Rec. 1986, p. 2897, point 8).

Ce paragraphe s'inspire également de l'article 1er, paragraphe 2, de la Charte sociale européenne signée le 18 octobre 1961 et ratifiée par tous les Etats membres, et du point 4 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs du 9 décembre 1989. L'expression «conditions de travail» doit être entendue au sens de l'article III-213 de la Constitution.

Le paragraphe 2 reprend les trois libertés garanties par les articles I-4 et III-133, III-137 et III-144 de la Constitution, à savoir la libre circulation des travailleurs, la liberté d'établissement et la libre prestation des services.

Le paragraphe 3 a été fondé sur l'article 137, paragraphe 3, quatrième tiret, du TCE, désormais remplacé par l'article III-210, paragraphe 1, point g), de la Constitution, ainsi que sur l'article 19, point 4, de la Charte sociale européenne, signée le 18 octobre 1961 et ratifiée par tous les Etats membres. L'article 52, paragraphe 2, de la

(1) Article II-84 de la Constitution.

(2) Article II-75 de la Constitution.

Charte⁽¹⁾ est donc applicable. La question du recrutement de marins ayant la nationalité d'Etats tiers dans les équipages de navires battant pavillon d'un Etat membre de l'Union est réglée par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

Article 16⁽²⁾

Liberté d'entreprise

La liberté d'entreprise est reconnue conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

Explication

Cet article se fonde sur la jurisprudence de la Cour de justice, qui a reconnu la liberté d'exercer une activité économique ou commerciale (voir les arrêts du 14 mai 1974, aff. 4/73, Nold, Rec. 1974, p. 491, point 14; et du 27 septembre 1979, aff. 230/78, SPA Eridania et autres, Rec. 1979, p. 2749, points 20 et 31) et la liberté contractuelle (voir, entre autres, les arrêts Sukkerfabriken Nykoebing, aff. 151/78, Rec. 1979-1, point 19; du 5 octobre 1999, Espagne c. Commission, C-240/97, rec. 1999, p. I-6571, point 99 des motifs), ainsi que sur l'article I-3, paragraphe 2, de la Constitution, qui reconnaît la concurrence libre. Ce droit s'exerce bien entendu dans le respect du droit de l'Union et des législations nationales. Il peut être soumis aux limitations prévues à l'article 52, paragraphe 1, de la Charte⁽³⁾.

Article 17⁽⁴⁾

Droit de propriété

1. Toute personne a le droit de jouir de la propriété des biens qu'elle a acquis légalement, de les utiliser, d'en disposer et de les léguer. Nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, dans des cas et conditions prévus par une loi et moyennant en temps utile une juste indemnité pour sa perte. L'usage des biens peut être réglementé par la loi dans la mesure nécessaire à l'intérêt général.

2. La propriété intellectuelle est protégée.

Explication

Cet article correspond à l'article 1er du protocole additionnel à la CEDH:

„Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes.“

Il s'agit d'un droit fondamental commun à toutes les constitutions nationales. Il a été consacré à maintes reprises par la jurisprudence de la Cour de justice et en premier lieu dans l'arrêt Hauer (13 décembre 1979, Rec. 1979, p. 3727). La rédaction a été modernisée, mais, conformément à l'article 52, paragraphe 3⁽⁵⁾, ce droit a le même sens et la même portée que celui garanti par la CEDH et les limitations prévues par celle-ci ne peuvent être excédées.

La protection de la propriété intellectuelle, qui est un des aspects du droit de propriété, fait l'objet d'une mention explicite au paragraphe 2 en raison de son importance croissante et du droit communautaire dérivé. La propriété intellectuelle couvre, outre la propriété littéraire et artistique, notamment le droit des brevets et des marques ainsi

(1) Article II-112, paragraphe 2, de la Constitution.

(2) Article II-76 de la Constitution.

(3) Article II-112, paragraphe 1, de la Constitution.

(4) Article II-77 de la Constitution.

(5) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

que les droits voisins. Les garanties prévues au paragraphe 1 s'appliquent de façon appropriée à la propriété intellectuelle.

Article 18⁽¹⁾

Droit d'asile

Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément à la Constitution.

Explication

Le texte de l'article a été fondé sur l'article 63 du traité CE, désormais remplacé par l'article III-266 de la Constitution, qui impose à l'Union de respecter la convention de Genève sur les réfugiés. Il convient de se référer aux dispositions des protocoles relatifs au Royaume-Uni et à l'Irlande annexés [au traité d'Amsterdam] à la Constitution ainsi qu'au Danemark afin de déterminer dans quelle mesure ces Etats membres mettent en oeuvre le droit de l'Union en la matière et dans quelle mesure cet article leur est applicable. Cet article respecte le protocole relatif à l'asile annexé à la Constitution.

Article 19⁽²⁾

Protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition

1. Les expulsions collectives sont interdites.
2. Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un Etat où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants.

Explication

Le paragraphe 1 de cet article a le même sens et la même portée que l'article 4 du protocole additionnel No 4 à la CEDH en ce qui concerne les expulsions collectives. Il vise à garantir que chaque décision fait l'objet d'un examen spécifique et que l'on ne pourra décider par une mesure unique d'expulser toutes les personnes ayant la nationalité d'un Etat déterminé (voir aussi l'article 13 du Pacte sur les droits civils et politiques).

Le paragraphe 2 incorpore la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme relative à l'article 3 de la CEDH (voir Ahmed c. Autriche, arrêt du 17 décembre 1996, Rec. 1996, VI-2206 et Soering, arrêt du 7 juillet 1989).

TITRE III

Egalité

Article 20⁽³⁾

Egalité en droit

Toutes les personnes sont égales en droit.

Explication

Cet article correspond au principe général de droit qui est inscrit dans toutes les constitutions européennes et que la Cour a jugé être un principe fondamental du droit communautaire (arrêt du 13 novembre 1984, Racke, aff. 283/83, Rec. 1984, p. 3791, arrêt du 17 avril 1997, aff. 15/95, EARL, Rec. 1997, p. I-1961 et arrêt du 13 avril 2000, aff. 292/97, Karlsson, Rec. 2000, p. I-2737).

(1) Article II-78 de la Constitution.

(2) Article II-79 de la Constitution.

(3) Article II-80 de la Constitution.

*Article 21⁽¹⁾****Non-discrimination***

1. Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.
2. Dans le domaine d'application de la Constitution et sans préjudice de ses dispositions particulières, toute discrimination exercée en raison de la nationalité est interdite.

Explication

Le paragraphe 1 s'inspire de l'article 13 du traité CE, désormais remplacé par l'article III-124 de la Constitution, et de l'article 14 de la CEDH ainsi que de l'article 11 de la convention sur les droits de l'homme et la biomédecine en ce qui concerne le patrimoine génétique. Pour autant qu'il coïncide avec l'article 14 de la CEDH, il s'applique conformément à celui-ci.

Il n'y a ni contradiction ni incompatibilité entre le paragraphe 1 et l'article III-124 de la Constitution, dont le champ d'application et l'objet sont différents: l'article III-124 confère à l'Union compétence pour adopter des actes législatifs, y compris l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres, afin de combattre certaines formes de discrimination qui sont citées d'une manière exhaustive dans cet article. Cette législation peut s'étendre à l'action des autorités d'un Etat membre (ainsi qu'aux relations entre les particuliers) dans tout domaine entrant dans les compétences de l'Union. En revanche, le paragraphe 1 de l'article 21⁽¹⁾ ci-dessus ne confère aucune compétence pour adopter des lois antidiscrimination dans ces domaines de l'action des Etats membres ou des particuliers, pas plus qu'il n'énonce une large interdiction de la discrimination dans lesdits domaines. En fait, il ne concerne que les discriminations qui sont le fait des institutions et organes de l'Union, dans l'exercice des compétences que leur confèrent d'autres articles des parties I et III de la Constitution, et des Etats membres, uniquement lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union. Le paragraphe 1 ne modifie dès lors pas l'étendue des compétences conférées par l'article III-124 ni l'interprétation de cet article.

Le paragraphe 2 correspond à l'article I-4, paragraphe 2, de la Constitution et doit s'appliquer conformément à celui-ci.

*Article 22⁽²⁾****Diversité culturelle, religieuse et linguistique***

L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.

Explication

Cet article a été fondé sur l'article 6 du traité sur l'Union européenne et sur l'article 151, paragraphes 1 et 4, du traité CE, désormais remplacé par l'article III-280, paragraphes 1 et 4, de la Constitution, relatif à la culture. Par ailleurs, le respect de la diversité culturelle et linguistique est désormais aussi énoncé à l'article I-3, paragraphe 3, de la Constitution. Le présent article s'inspire également de la déclaration No 11 à l'acte final du traité d'Amsterdam sur le statut des Eglises et des organisations non confessionnelles, qui est désormais reprise à l'article I-52 de la Constitution.

*Article 23⁽³⁾****Egalité entre femmes et hommes***

L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération.

(1) Article II-81 de la Constitution.

(2) Article II-82 de la Constitution.

(3) Article II-83 de la Constitution.

Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Explication

Le premier alinéa de cet article a été fondé sur les articles 2 et 3, paragraphe 2, du traité CE, désormais remplacés par les articles I-3 et III-116 de la Constitution, qui imposent comme objectif à l'Union de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, et sur l'article 141, paragraphe 1, du traité CE, désormais remplacé par l'article III-214, paragraphe 1, de la Constitution. Il s'inspire de l'article 20 de la Charte sociale européenne révisée, du 3 mai 1996, et du point 16 de la Charte communautaire des droits des travailleurs.

Il a été fondé également sur l'article 141, paragraphe 3, du traité CE, désormais remplacé par l'article III-214, paragraphe 3, de la Constitution et sur l'article 2, paragraphe 4, de la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.

Le second alinéa reprend, dans une formule plus courte, l'article III-214, paragraphe 4, de la Constitution, selon lequel le principe d'égalité de traitement n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle. Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽¹⁾, le second alinéa ne modifie pas l'article III-214, paragraphe 4.

Article 24⁽²⁾

Droits de l'enfant

1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité.
2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.
3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt.

Explication

Cet article se fonde sur la Convention de New York sur les Droits de l'enfant, signée le 20 novembre 1989 et ratifiée par tous les Etats membres, et notamment sur ses articles 3, 9, 12 et 13.

Le paragraphe 3 tient compte du fait que, dans le cadre de la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, la législation de l'Union dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière, pour laquelle l'article III-269 de la Constitution confère les pouvoirs nécessaires, peut couvrir notamment des droits de visite permettant à l'enfant d'entretenir régulièrement des contacts personnels et directs avec ses deux parents.

Article 25⁽³⁾

Droits des personnes âgées

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.

Explication

Cet article est inspiré de l'article 23 de la Charte sociale européenne révisée et des articles 24 et 25 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs. La participation à la vie sociale et culturelle recouvre bien entendu la participation à la vie politique.

(1) Article II-112, paragraphe 2, de la Constitution.

(2) Article II-84 de la Constitution.

(3) Article II-85 de la Constitution.

*Article 26⁽¹⁾****Intégration des personnes handicapées***

L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes handicapées à bénéficier de mesures visant à assurer leur autonomie, leur intégration sociale et professionnelle et leur participation à la vie de la communauté.

Explication

Le principe contenu dans cet article se fonde sur l'article 15 de la Charte sociale européenne et s'inspire également du point 26 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.

TITRE IV

Solidarité*Article 27⁽²⁾****Droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise***

Les travailleurs ou leurs représentants doivent se voir garantir, aux niveaux appropriés, une information et une consultation en temps utile, dans les cas et conditions prévus par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

Explication

Cet article figure dans la Charte sociale européenne révisée (article 21) et la Charte communautaire des droits des travailleurs (points 17 et 18). Il s'applique dans les conditions prévues par le droit de l'Union et les droits nationaux. La référence aux niveaux appropriés renvoie aux niveaux prévus par le droit de l'Union ou par les droits nationaux et les pratiques nationales, ce qui peut inclure le niveau européen lorsque la législation de l'Union le prévoit. L'acquis de l'Union dans ce domaine est important: articles III-211 et III-212 de la Constitution, directives 2002/14/CE (cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne), 98/59/CE (licenciements collectifs), 2001/23/CE (transferts d'entreprises) et 94/45/CE (comités d'entreprise européens).

*Article 28⁽³⁾****Droit de négociation et d'actions collectives***

Les travailleurs et les employeurs, ou leurs organisations respectives, ont, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales, le droit de négocier et de conclure des conventions collectives aux niveaux appropriés et de recourir, en cas de conflits d'intérêts, à des actions collectives pour la défense de leurs intérêts, y compris la grève.

Explication

Cet article se fonde sur l'article 6 de la Charte sociale européenne, ainsi que sur la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs (points 12 à 14). Le droit à l'action collective a été reconnu par la Cour européenne des droits de l'homme comme l'un des éléments du droit syndical posé par l'article 11 de la CEDH. En ce qui concerne les niveaux appropriés auxquels peut avoir lieu la négociation collective, voir les explications données pour l'article précédent. Les modalités et limites de l'exercice des actions collectives, parmi lesquelles la grève, relèvent des législations et des pratiques nationales, y compris la question de savoir si elles peuvent être menées de façon parallèle dans plusieurs Etats membres.

(1) Article II-86 de la Constitution.

(2) Article II-87 de la Constitution.

(3) Article II-88 de la Constitution.

*Article 29⁽¹⁾****Droit d'accès aux services de placement***

Toute personne a le droit d'accéder à un service gratuit de placement.

Explication

Cet article se fonde sur l'article 1er, paragraphe 3, de la Charte sociale européenne, ainsi que sur le point 13 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.

*Article 30⁽²⁾****Protection en cas de licenciement injustifié***

Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.

Explication

Cet article s'inspire de l'article 24 de la Charte sociale révisée. Voir aussi les directives 2001/23/CE sur la protection des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, 80/987/CEE sur la protection des travailleurs en cas d'insolvabilité, telle que modifiée par la directive 2002/74/CE.

*Article 31⁽³⁾****Conditions de travail justes et équitables***

1. Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité.
2. Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire, ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

Explication

1. Le paragraphe 1 de cet article se fonde sur la directive 89/391/CEE concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail. Il s'inspire également de l'article 3 de la Charte sociale et du point 19 de la Charte communautaire des droits des travailleurs ainsi que, pour ce qui concerne le droit à la dignité dans le travail, de l'article 26 de la Charte sociale révisée. L'expression „conditions de travail“ doit être entendue au sens de l'article III-213 de la Constitution.
2. Le paragraphe 2 se fonde sur la directive 93/104/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail, ainsi que sur l'article 2 de la Charte sociale européenne et sur le point 8 de la Charte communautaire des droits des travailleurs.

*Article 32⁽⁴⁾****Interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail***

Le travail des enfants est interdit. L'âge minimal d'admission au travail ne peut être inférieur à l'âge auquel cesse la période de scolarité obligatoire, sans préjudice des règles plus favorables aux jeunes et sauf dérogations limitées.

Les jeunes admis au travail doivent bénéficier de conditions de travail adaptées à leur âge et être protégés contre l'exploitation économique ou contre tout travail susceptible de nuire à leur sécurité, à leur santé, à leur développement physique, mental, moral ou social ou de compromettre leur éducation.

(1) Article II-89 de la Constitution.

(2) Article II-90 de la Constitution.

(3) Article II-91 de la Constitution.

(4) Article II-92 de la Constitution.

Explication

Cet article se fonde sur la directive 94/33/CE relative à la protection des jeunes au travail, ainsi que sur l'article 7 de la Charte sociale européenne et sur les points 20 à 23 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.

*Article 33⁽¹⁾****Vie familiale et vie professionnelle***

1. La protection de la famille est assurée sur le plan juridique, économique et social.
2. Afin de pouvoir concilier vie familiale et vie professionnelle, toute personne a le droit d'être protégée contre tout licenciement pour un motif lié à la maternité, ainsi que le droit à un congé de maternité payé et à un congé parental à la suite de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Explication

Le paragraphe 1 de l'article 33⁽¹⁾ est fondé sur l'article 16 de la Charte sociale européenne.

Le paragraphe 2 est inspiré de la directive 92/85/CEE du Conseil concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail et de la directive 96/34/CE concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES. Il se fonde également sur l'article 8 (protection de la maternité) de la Charte sociale européenne et s'inspire de l'article 27 (droit des travailleurs ayant des responsabilités familiales à l'égalité des chances et de traitement) de la Charte sociale révisée. Le terme de maternité recouvre la période allant de la conception à l'allaitement.

*Article 34⁽²⁾****Sécurité sociale et aide sociale***

1. L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.
2. Toute personne qui réside et se déplace légalement à l'intérieur de l'Union a droit aux prestations de sécurité sociale et aux avantages sociaux, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales.
3. Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales.

Explication

Le principe énoncé au paragraphe 1 de l'article 34⁽²⁾ est fondé sur les articles 137 et 140 du traité CE, désormais remplacés par les articles III-210 et III-213 de la Constitution, ainsi que sur l'article 12 de la Charte sociale européenne et sur le point 10 de la Charte communautaire des droits des travailleurs. Il doit être respecté par l'Union lorsqu'elle met en oeuvre les compétences que lui confèrent les articles III-210 et III-213 de la Constitution. La référence à des services sociaux vise les cas dans lesquels de tels services ont été instaurés pour assurer certaines prestations, mais n'implique aucunement que de tels services doivent être créés quand il n'en existe pas. L'expression „maternité“ doit être entendue dans le même sens que dans l'article précédent.

Le paragraphe 2 se fonde sur les articles 12, paragraphe 4, et 13, paragraphe 4, de la Charte sociale européenne, ainsi que sur le point 2 de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs et reflète les règles qui découlent du règlement (CEE) No 1408/71 et du règlement (CEE) No 1612/68.

(1) Article II-93 de la Constitution.

(2) Article II-94 de la Constitution.

Le paragraphe 3 s'inspire de l'article 13 de la Charte sociale européenne et des articles 30 et 31 de la Charte sociale révisée, ainsi que du point 10 de la Charte communautaire. Il doit être respecté par l'Union dans le cadre des politiques fondées sur l'article III-210 de la Constitution.

Article 35⁽¹⁾

Protection de la santé

Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de l'Union.

Explication

Les principes contenus dans cet article sont fondés sur l'article 152 du traité CE, remplacé désormais par l'article III-278 de la Constitution, ainsi que sur les articles 11 et 13 de la Charte sociale européenne. La seconde phrase de l'article reproduit l'article III-278, paragraphe 1.

Article 36⁽²⁾

Accès aux services d'intérêt économique général

L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément à la Constitution, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

Explication

Cet article est pleinement conforme à l'article III-122 de la Constitution et ne crée pas de droit nouveau. Il pose seulement le principe du respect par l'Union de l'accès aux services d'intérêt économique général tel qu'il est prévu par les dispositions nationales, dès lors que ces dispositions sont compatibles avec le droit de l'Union.

Article 37⁽³⁾

Protection de l'environnement

Un niveau élevé de protection de l'environnement et l'amélioration de sa qualité doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable.

Explication

Le principe contenu dans cet article a été fondé sur les articles 2, 6 et 174 du traité CE, qui sont désormais remplacés par l'article I-3, paragraphe 3, et les articles III-119 et III-233, de la Constitution.

Il s'inspire également des dispositions de certaines constitutions nationales.

Article 38⁽⁴⁾

Protection des consommateurs

Un niveau élevé de protection des consommateurs est assuré dans les politiques de l'Union.

Explication

Le principe contenu dans cet article a été fondé sur l'article 153 du traité CE, désormais remplacé par l'article III-235 de la Constitution.

(1) Article II-95 de la Constitution.

(2) Article II-96 de la Constitution.

(3) Article II-97 de la Constitution.

(4) Article II-98 de la Constitution.

TITRE V

Citoyenneté*Article 39⁽¹⁾****Droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen***

1. Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.
2. Les membres du Parlement européen sont élus au suffrage universel direct, libre et secret.

Explication

L'article 39⁽¹⁾ s'applique dans les conditions prévues dans les parties I et III de la Constitution, conformément à l'article 52, paragraphe 2, de la Charte⁽²⁾. En effet, le paragraphe 1 de l'article 39⁽¹⁾ correspond au droit garanti à l'article I-10, paragraphe 2, de la Constitution (cf. également la base juridique à l'article III-126 pour l'adoption des modalités d'exercice de ce droit), et le paragraphe 2 de cet article à l'article I-20, paragraphe 2, de la Constitution. Le paragraphe 2 de l'article 39⁽¹⁾ reprend les principes de base du régime électoral dans un système démocratique.

*Article 40⁽³⁾****Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales***

Tout citoyen de l'Union a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

Explication

Cet article correspond au droit garanti à l'article I-10, paragraphe 2, de la Constitution (cf. également la base juridique à l'article III-126 pour l'adoption des modalités d'exercice de ce droit). Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽²⁾, il s'applique dans les conditions prévues dans ces articles des parties I et III de la Constitution.

*Article 41⁽⁴⁾****Droit à une bonne administration***

1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions, organes et organismes de l'Union.
2. Ce droit comporte notamment:
 - a) le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;
 - b) le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;
 - c) l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.
3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres.
4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues de la Constitution et doit recevoir une réponse dans la même langue.

(1) Article II-99 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 2, de la Constitution.

(3) Article II-100 de la Constitution.

(4) Article II-101 de la Constitution.

Explication

L'article 41⁽¹⁾ est fondé sur l'existence de l'Union en tant que communauté de droit dont les caractéristiques ont été développées par la jurisprudence, qui a consacré notamment la bonne administration comme principe général de droit (voir, entre autres, l'arrêt de la Cour du 31 mars 1992, C-255/90 P, Burban, Rec. 1992, p. I-2253, ainsi que les arrêts du Tribunal de première instance du 18 septembre 1995, T-167/94, Nölle, Rec. 1995, p. II-2589; du 9 juillet 1999, T-231/97, New Europe Consulting e.a., Rec. 1999, p. II-2403). Les expressions de ce droit énoncées dans les deux premiers paragraphes résultent de la jurisprudence (arrêts de la Cour du 15 octobre 1987, aff. 222/86, Heylens, Rec. 1987, p. 4097, point 15; du 18 octobre 1989, aff. 374/87, Orkem, Rec. 1989, p. 3283; du 21 novembre 1991, C-269/90, TU München, Rec. 1991, p. I-5469) ainsi que les arrêts du Tribunal de première instance du 6 décembre 1994, T-450/93, Lisrestal, Rec. 1994, p. II-1177; du 18 septembre 1995, T-167/94, Nölle, Rec. 1995, p. II-258) et, en ce qui concerne l'obligation de motivation, de l'article 253 du traité CE, désormais remplacé par l'article I-38, paragraphe 2, de la Constitution (voir aussi la base juridique à l'article III-398 de la Constitution pour l'adoption d'actes législatifs en vue d'une administration européenne ouverte, efficace et indépendante).

Le paragraphe 3 reproduit le droit désormais garanti à l'article III-431 de la Constitution. Le paragraphe 4 reproduit le droit désormais garanti à l'article I-10, paragraphe 2, point d), et à l'article III-129 de la Constitution. Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽²⁾, ces droits s'appliquent dans les conditions et limites définies dans la partie III de la Constitution.

Le droit à un recours effectif, qui constitue un aspect important de cette question, est garanti à l'article 47 de la présente Charte⁽³⁾.

*Article 42⁽⁴⁾****Droit d'accès aux documents***

Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a un droit d'accès aux documents des institutions, organes et organismes de l'Union, quel que soit leur support.

Explication

Le droit garanti à cet article a été repris de l'article 255 du traité CE, sur la base duquel le règlement (CE) No 1049/2001 a ensuite été adopté. La Convention européenne a étendu ce droit aux documents des institutions, organes et agences en général, quelle que soit leur forme (voir l'article I-50, paragraphe 3, de la Constitution). Conformément à l'article 52, paragraphe 2, de la Charte⁽²⁾, le droit d'accès aux documents est exercé dans les conditions et limites prévues à l'article I-50, paragraphe 3, et à l'article III-399 de la Constitution.

*Article 43⁽⁵⁾****Médiateur européen***

Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a le droit de saisir le médiateur européen de cas de mauvaise administration dans l'action des institutions, organes ou organismes de l'Union, à l'exclusion de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles.

Explication

Le droit garanti à cet article est le droit garanti aux articles I-10 et III-335 de la Constitution. Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽²⁾, il s'applique dans les conditions prévues à ces deux articles.

(1) Article II-101 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 2, de la Constitution.

(3) Article II-107 de la Constitution.

(4) Article II-102 de la Constitution.

(5) Article II-103 de la Constitution.

*Article 44⁽¹⁾****Droit de pétition***

Tout citoyen de l'Union ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un Etat membre a le droit de pétition devant le Parlement européen.

Explication

Le droit garanti à cet article est le droit garanti par les articles I-10 et III-334 de la Constitution. Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽²⁾, il s'applique dans les conditions prévues à ces deux articles.

*Article 45⁽³⁾****Liberté de circulation et de séjour***

1. Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres.

2. La liberté de circulation et de séjour peut être accordée, conformément à la Constitution, aux ressortissants de pays tiers résidant légalement sur le territoire d'un Etat membre.

Explication

Le droit garanti par le paragraphe 1 est le droit garanti par l'article I-10, paragraphe 2, point a), de la Constitution (voir aussi la base juridique à l'article III-125 et l'arrêt de la Cour de justice du 17 septembre 2002 dans l'affaire C-413/99, Baumbast, Rec. 2002, p. I-709). Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽²⁾, il s'applique dans les conditions et limites prévues dans la partie III de la Constitution.

Le paragraphe 2 rappelle la compétence conférée à l'Union par les articles III-265 à III-267 de la Constitution. Il en résulte que l'octroi de ce droit dépend de l'exercice de cette compétence par les institutions.

*Article 46⁽⁴⁾****Protection diplomatique et consulaire***

Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'Etat membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection des autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

Explication

Le droit garanti par cet article est le droit garanti par l'article I-10 de la Constitution; voir aussi la base juridique à l'article III-127. Conformément à l'article 52, paragraphe 2⁽²⁾, il s'applique dans les conditions prévues à ces articles.

TITRE VI

Justice*Article 47⁽⁵⁾****Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial***

Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

(1) Article II-104 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 2, de la Constitution.

(3) Article II-105 de la Constitution.

(4) Article II-106 de la Constitution.

(5) Article II-107 de la Constitution.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter.

Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice.

Explication

Le premier alinéa se fonde sur l'article 13 de la CEDH:

„Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.“

Cependant, dans le droit de l'Union, la protection est plus étendue puisqu'elle garantit un droit à un recours effectif devant un juge. La Cour de justice a consacré ce droit dans son arrêt du 15 mai 1986 en tant que principe général du droit de l'Union (aff. 222/84, Johnston, Rec. 1986, p. 1651; voir aussi les arrêts du 15 octobre 1987, aff. 222/86, Heylens, Rec. 1987, p. 4097, et du 3 décembre 1992, C-97/91, Borelli, Rec. 1992, p. I-6313). Selon la Cour, ce principe général du droit de l'Union s'applique également aux Etats membres lorsqu'ils appliquent le droit de l'Union. L'inscription de cette jurisprudence dans la Charte n'avait pas pour objet de modifier le système de contrôle juridictionnel prévu par les traités, et notamment les règles relatives à la recevabilité des recours formés directement devant la Cour de justice de l'Union européenne. La Convention européenne a examiné le système de contrôle juridictionnel de l'Union, y compris les règles relatives à l'admissibilité, et l'a confirmé tout en modifiant certains aspects, comme le reflètent les articles III-353 à III-381 de la Constitution, et notamment l'article III-365, paragraphe 4. L'article 47⁽¹⁾ s'applique à l'égard des institutions de l'Union et des Etats membres lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union, et ce, pour tous les droits garantis par le droit de l'Union.

Le deuxième alinéa correspond à l'article 6, paragraphe 1, de la CEDH, qui se lit ainsi:

„Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.“

Dans le droit de l'Union, le droit à un tribunal ne s'applique pas seulement à des contestations relatives à des droits et obligations de caractère civil. C'est l'une des conséquences du fait que l'Union est une communauté de droit, comme la Cour l'a constaté dans l'affaire 194/83, „Les Verts“ contre Parlement européen (arrêt du 23 avril 1986, Rec. 1988, p. 1339). Cependant, à l'exception de leur champ d'application, les garanties offertes par la CEDH s'appliquent de manière similaire dans l'Union.

En ce qui concerne le troisième alinéa, il convient de noter que, d'après la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, une aide juridictionnelle doit être accordée lorsque l'absence d'une telle aide rendrait inefficace la garantie d'un recours effectif (arrêt CEDH du 9.10.1979, Airey, Série A, Volume 32, p. 11). Il existe également un système d'assistance judiciaire devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Article 48⁽²⁾

Présomption d'innocence et droits de la défense

1. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
2. Le respect des droits de la défense est garanti à tout accusé.

(1) Article II-107 de la Constitution.

(2) Article II-108 de la Constitution.

Explication

L'article 48⁽¹⁾ est le même que l'article 6, paragraphes 2 et 3, de la CEDH qui se lit ainsi:

„2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Tout accusé a droit notamment à:

- a) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;
- b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;
- c) se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;
- d) interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- e) se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.“

Conformément à l'article 52, paragraphe 3⁽²⁾, ce droit a le même sens et la même portée que le droit garanti par la CEDH.

*Article 49⁽³⁾****Principes de légalité et de proportionnalité des délits et des peines***

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée.
2. Le présent article ne porte pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux reconnus par l'ensemble des nations.
3. L'intensité des peines ne doit pas être disproportionnée par rapport à l'infraction.

Explication

Cet article reprend la règle classique de la non-rétroactivité des lois et des peines. Il a été ajouté la règle de la rétroactivité de la loi pénale plus douce, qui existe dans de nombreux Etats membres et qui figure à l'article 15 du Pacte sur les droits civils et politiques.

L'article 7 de la CEDH est rédigé comme suit:

„1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

2. Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.“

On a simplement supprimé au paragraphe 2 le terme „civilisées“, ce qui n'implique aucun changement dans le sens de ce paragraphe, qui vise notamment les crimes contre l'humanité. Conformément à l'article 52, paragraphe 3⁽²⁾, le droit garanti a donc le même sens et la même portée que le droit garanti par la CEDH.

Le paragraphe 3 reprend le principe général de proportionnalité des délits et des peines, consacré par les traditions constitutionnelles communes aux Etats membres et la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés.

(1) Article II-108 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 3, de la Constitution.

(3) Article II-109 de la Constitution.

*Article 50⁽¹⁾****Droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction***

Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné dans l'Union par un jugement pénal définitif conformément à la loi.

Explication

L'article 4 du protocole No 7 à la CEDH se lit ainsi:

„1. Nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement par les juridictions du même Etat en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas la réouverture du procès, conformément à la loi et à la procédure pénale de l'Etat concerné, si des faits nouveaux ou nouvellement révélés ou un vice fondamental dans la procédure précédente sont de nature à affecter le jugement intervenu.

3. Aucune dérogation n'est autorisée au présent article au titre de l'article 15 de la Convention.“

La règle „non bis in idem“ s'applique dans le droit de l'Union (voir, parmi une importante jurisprudence, l'arrêt du 5 mai 1966, *Gutmann c/Commission*, aff. 18/65 et 35/65, Rec. 1966, p. 150 et, pour une affaire récente, arrêt du Tribunal du 20 avril 1999, aff. jointes T-305/94 et autres, *Limburgse Vinyl Maatschappij NV c/Commission*, Rec. p. II-931). Il est précisé que la règle du non-cumul vise le cumul de deux sanctions de même nature, en l'espèce pénales.

Conformément à l'article 50⁽¹⁾, la règle „non bis in idem“ ne s'applique pas seulement à l'intérieur de la juridiction d'un même Etat, mais aussi entre les juridictions de plusieurs Etats membres. Cela correspond à l'acquis du droit de l'Union; voir les articles 54 à 58 de la Convention d'application de l'accord de Schengen et l'arrêt de la Cour de justice du 11 février 2003 dans l'affaire C-187/01 *Gözütok* (non encore publié), l'article 7 de la Convention relative à la protection des intérêts financiers de la Communauté et l'article 10 de la Convention relative à la lutte contre la corruption. Les exceptions très limitées par lesquelles ces conventions permettent aux Etats membres de déroger à la règle „non bis in idem“ sont couvertes par la clause horizontale de l'article 52, paragraphe 1⁽²⁾, sur les limitations. En ce qui concerne les situations visées par l'article 4 du protocole No 7, à savoir l'application du principe à l'intérieur d'un même Etat membre, le droit garanti a le même sens et la même portée que le droit correspondant de la CEDH.

TITRE VII

Dispositions générales régissant l'interprétation et l'application de la Charte*Article 51⁽³⁾****Champ d'application***

1. Les dispositions de la présente Charte s'adressent aux institutions, organes et organismes de l'Union dans le respect du principe de subsidiarité, ainsi qu'aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées dans les autres parties de la Constitution.

2. La présente Charte n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union et ne modifie pas les compétences et tâches définies dans les autres parties de la Constitution.

(1) Article II-110 de la Constitution.

(2) Article II-112, paragraphe 1, de la Constitution.

(3) Article II-111 de la Constitution.

Explication

L'objet de l'article 51⁽¹⁾ est de déterminer le champ d'application de la Charte. Il vise à établir clairement que la Charte s'applique d'abord aux institutions et organes de l'Union, dans le respect du principe de subsidiarité. Cette disposition a été rédigée dans le respect de l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, qui imposait à l'Union de respecter les droits fondamentaux, ainsi que du mandat donné par le Conseil européen de Cologne. Le terme „institutions“ est consacré dans la partie I de la Constitution. L'expression „organes et organismes“ est couramment employée dans la Constitution pour viser toutes les instances établies par la Constitution ou par des actes de droit dérivé (voir par exemple l'article I-50 ou I-51 de la Constitution).

En ce qui concerne les Etats membres, il résulte sans ambiguïté de la jurisprudence de la Cour que l'obligation de respecter les droits fondamentaux définis dans le cadre de l'Union ne s'impose aux Etats membres que lorsqu'ils agissent dans le champ d'application du droit de l'Union (arrêt du 13 juillet 1989, Wachauf, aff. 5/88, Rec. 1989, p. 2609; arrêt du 18 juin 1991, ERT, Rec. 1991, p. I-2925; arrêt du 18 décembre 1997, aff. C-309/96 Annibaldi, Rec. 1997, p. I-7493). Tout récemment, la Cour de justice a confirmé cette jurisprudence dans les termes suivants: „De plus, il y a lieu de rappeler que les exigences découlant de la protection des droits fondamentaux dans l'ordre juridique communautaire lient également les Etats membres lorsqu'ils mettent en oeuvre des réglementations communautaires ...“ (arrêt du 13 avril 2000, aff. C-292/97, Rec. 2000, p. 2737, point 37). Bien entendu, cette règle, telle que consacrée dans la présente Charte, s'applique aussi bien aux autorités centrales qu'aux instances régionales ou locales ainsi qu'aux organismes publics lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union.

Le paragraphe 2, en liaison avec la seconde phrase du paragraphe 1, confirme que la Charte ne peut avoir pour effet d'étendre les compétences et tâches conférées à l'Union par les autres parties de la Constitution. Il s'agit de mentionner de façon explicite ce qui découle logiquement du principe de subsidiarité et du fait que l'Union ne dispose que de compétences d'attribution. Les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis dans l'Union ne produisent d'effets que dans le cadre de ces compétences déterminées par les parties I et III de la Constitution. Par conséquent, une obligation pour les institutions de l'Union, en vertu de la seconde phrase du paragraphe 1, de promouvoir les principes énoncés dans la Charte ne peut exister que dans les limites desdites compétences.

Le paragraphe 2 confirme en outre que la Charte ne peut avoir pour effet d'étendre le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union établies dans les autres parties de la Constitution. La Cour de justice a d'ores et déjà établi cette règle en ce qui concerne les droits fondamentaux reconnus comme faisant partie du droit de l'Union (arrêt du 17 février 1998 dans l'affaire C-249/96 Grant, Rec. 1998, p. I-621, point 45). Conformément à cette règle, il va sans dire que l'intégration de la Charte dans la Constitution ne peut être interprétée comme étendant en soi l'éventail des actions des Etats membres considérées comme „mettant en oeuvre le droit de l'Union“ (au sens du paragraphe 1 et de la jurisprudence susmentionnée).

*Article 52⁽²⁾****Portée et interprétation des droits et des principes***

1. Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui.
2. Les droits reconnus par la présente Charte qui font l'objet de dispositions dans d'autres parties de la Constitution s'exercent dans les conditions et limites y définies.
3. Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue.
4. Dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions.

(1) Article II-111 de la Constitution.

(2) Article II-112 de la Constitution.

5. Les dispositions de la présente Charte qui contiennent des principes peuvent être mises en oeuvre par des actes législatifs et exécutifs pris par les institutions, organes et organismes de l'Union, et par des actes des Etats membres lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union, dans l'exercice de leurs compétences respectives. Leur invocation devant le juge n'est admise que pour l'interprétation et le contrôle de la légalité de tels actes.

6. Les législations et pratiques nationales doivent être pleinement prises en compte comme précisé dans la présente Charte.

7. Les explications élaborées en vue de guider l'interprétation de la Charte des droits fondamentaux sont dûment prises en considération par les juridictions de l'Union et des Etats membres.

Explication

L'objet de l'article 52⁽¹⁾ est de fixer la portée des droits et des principes de la Charte et d'arrêter des règles pour leur interprétation. Le paragraphe 1 traite du régime de limitations. La formule utilisée s'inspire de la jurisprudence de la Cour de justice: "... selon une jurisprudence bien établie, des restrictions peuvent être apportées à l'exercice des droits fondamentaux, notamment dans le cadre d'une organisation commune de marché, à condition que ces restrictions répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la Communauté et ne constituent pas, par rapport au but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable, qui porterait atteinte à la substance même de ces droits" (arrêt du 13 avril 2000, aff. C-292/97, point 45). La mention des intérêts généraux reconnus par l'Union couvre aussi bien les objectifs mentionnés à l'article I-2 de la Constitution que d'autres intérêts protégés par des dispositions spécifiques de la Constitution comme l'article I-5, paragraphe 1, l'article III-133, paragraphe 3, et les articles III-154 et III-436.

Le paragraphe 2 fait référence à des droits qui sont déjà expressément garantis par le traité instituant la Communauté européenne et reconnus dans la Charte et qui se trouvent désormais dans d'autres parties de la Constitution (notamment ceux qui découlent de la citoyenneté de l'Union). Il précise que ces droits restent soumis aux conditions et limites applicables au droit de l'Union sur lequel ils sont fondés et qui sont désormais prévues dans les parties I et III de la Constitution. La Charte ne modifie pas le régime des droits conférés par le traité CE et désormais repris dans les parties I et III de la Constitution.

Le paragraphe 3 vise à assurer la cohérence nécessaire entre la Charte et la CEDH en posant la règle que, dans la mesure où les droits de la présente Charte correspondent également à des droits garantis par la CEDH, leur sens et leur portée, y compris les limitations admises, sont les mêmes que ceux que prévoit la CEDH. Il en résulte en particulier que le législateur, en fixant des limitations à ces droits, doit respecter les mêmes normes que celles fixées par le régime détaillé des limitations prévu dans la CEDH, qui sont donc rendues applicables aux droits couverts par ce paragraphe, sans que cela porte atteinte à l'autonomie du droit de l'Union et de la Cour de justice de l'Union européenne.

La référence à la CEDH vise à la fois la Convention et ses protocoles. Le sens et la portée des droits garantis sont déterminés non seulement par le texte de ces instruments, mais aussi par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et par la Cour de justice de l'Union européenne. La dernière phrase du paragraphe vise à permettre à l'Union d'assurer une protection plus étendue. En tout état de cause, le niveau de protection offert par la Charte ne peut jamais être inférieur à celui qui est garanti par la CEDH.

La Charte n'empêche pas les Etats membres de se prévaloir de l'article 15 de la CEDH, qui autorise des dérogations aux droits prévus par cette dernière en cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation, lorsqu'ils prennent des mesures dans les domaines de la défense nationale en cas de guerre et du maintien de l'ordre, conformément à leurs responsabilités reconnues dans l'article I-5, paragraphe 1, et dans les articles III-131 et III-262 de la Constitution.

La liste des droits qui peuvent, au stade actuel, et sans que cela exclue l'évolution du droit, de la législation et des traités, être considérés comme correspondant à des droits de la CEDH au sens du présent paragraphe, est reproduite ci-dessous. Ne sont pas reproduits les droits qui s'ajoutent à ceux de la CEDH.

1. Articles de la Charte dont le sens et la portée sont les mêmes que les articles correspondants de la CEDH:
 - l'article 2⁽²⁾ correspond à l'article 2 de la CEDH;

(1) Article II-112 de la Constitution.

(2) Article II-62 de la Constitution.

- l'article 4⁽¹⁾ correspond à l'article 3 de la CEDH;
 - l'article 5⁽²⁾, paragraphes 1 et 2, correspond à l'article 4 de la CEDH;
 - l'article 6⁽³⁾ correspond à l'article 5 de la CEDH;
 - l'article 7⁽⁴⁾ correspond à l'article 8 de la CEDH;
 - l'article 10⁽⁵⁾, paragraphe 1, correspond à l'article 9 de la CEDH;
 - l'article 11⁽⁶⁾ correspond à l'article 10 de la CEDH, sans préjudice des restrictions que le droit de l'Union peut apporter à la faculté des États membres d'instaurer les régimes d'autorisation visés à l'article 10, paragraphe 1, troisième phrase, de la CEDH;
 - l'article 17⁽⁷⁾ correspond à l'article 1 du protocole additionnel à la CEDH;
 - l'article 19⁽⁸⁾, paragraphe 1, correspond à l'article 4 du protocole additionnel No 4;
 - l'article 19⁽⁸⁾, paragraphe 2, correspond à l'article 3 de la CEDH, tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme;
 - l'article 48⁽⁹⁾ correspond à l'article 6, paragraphes 2 et 3, de la CEDH;
 - l'article 49⁽¹⁰⁾, paragraphes 1 (à l'exception de la dernière phrase) et 2, correspond à l'article 7 de la CEDH.
2. Articles dont le sens est le même que les articles correspondant de la CEDH, mais dont la portée est plus étendue:
- l'article 9⁽¹¹⁾ couvre le champ de l'article 12 de la CEDH, mais son champ d'application peut être étendu à d'autres formes de mariages dès lors que la législation nationale les institue;
 - l'article 12⁽¹²⁾, paragraphe 1, correspond à l'article 11 de la CEDH, mais son champ d'application est étendu au niveau de l'Union européenne;
 - l'article 14⁽¹³⁾, paragraphe 1, correspond à l'article 2 du protocole additionnel à la CEDH, mais son champ d'application est étendu à l'accès à la formation professionnelle et continue;
 - l'article 14⁽¹³⁾, paragraphe 3, correspond à l'article 2 du protocole additionnel à la CEDH, en ce qui concerne les droits des parents;
 - l'article 47⁽¹⁴⁾, paragraphes 2 et 3, correspond à l'article 6, paragraphe 1, de la CEDH, mais la limitation aux contestations sur des droits et obligations de caractère civil ou sur des accusations en matière pénale ne joue pas en ce qui concerne le droit de l'Union et sa mise en oeuvre;
 - l'article 50⁽¹⁵⁾ correspond à l'article 4 du protocole No 7 de la CEDH, mais sa portée est étendue au niveau de l'Union européenne entre les juridictions des États membres;
 - enfin, les citoyens de l'Union européenne ne peuvent, dans le champ d'application du droit de l'Union, être considérés comme des étrangers en raison de l'interdiction de toute discrimination sur la base de la nationalité. Les limitations prévues par l'article 16 de la CEDH en ce qui concerne les droits des étrangers ne leur sont donc pas applicables dans ce cadre.

La règle d'interprétation figurant au paragraphe 4 est fondée sur le libellé de l'article 6, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne (cf. désormais le libellé de l'article I-9, paragraphe 3, de la Constitution) et tient dûment

(1) Article II-64 de la Constitution.
 (2) Article II-65 de la Constitution.
 (3) Article II-66 de la Constitution.
 (4) Article II-67 de la Constitution.
 (5) Article II-70 de la Constitution.
 (6) Article II-71 de la Constitution.
 (7) Article II-77 de la Constitution.
 (8) Article II-79 de la Constitution.
 (9) Article II-108 de la Constitution.
 (10) Article II-109 de la Constitution.
 (11) Article II-69 de la Constitution.
 (12) Article II-72 de la Constitution.
 (13) Article II-74 de la Constitution.
 (14) Article II-107 de la Constitution.
 (15) Article II-110 de la Constitution.

compte de l'approche suivie par la Cour de justice à l'égard des traditions constitutionnelles communes (par exemple, l'arrêt rendu le 13 décembre 1979 dans l'affaire 44/79, Hauer, Rec. 1979, p. 3727; l'arrêt rendu le 18 mai 1982 dans l'affaire 155/79, AM & S, Rec. 1982, p. 1575). Selon cette règle, plutôt que de suivre une approche rigide du „plus petit dénominateur commun“, il convient d'interpréter les droits en cause de la Charte d'une manière qui offre un niveau élevé de protection, adapté au droit de l'Union et en harmonie avec les traditions constitutionnelles communes.

Le paragraphe 5 clarifie la distinction entre „droits“ et „principes“ faite dans la Charte. En vertu de cette distinction, les droits subjectifs doivent être respectés, tandis que les principes doivent être observés [article 51, paragraphe 1⁽¹⁾]. Les principes peuvent être mis en oeuvre par le biais d'actes législatifs ou exécutifs (adoptés par l'Union dans le cadre de ses compétences et par les Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en oeuvre le droit de l'Union); ils acquièrent donc une importance particulière pour les tribunaux seulement lorsque ces actes sont interprétés ou contrôlés. Ils ne donnent toutefois pas lieu à des droits immédiats à une action positive de la part des institutions de l'Union ou des autorités des Etats membres, ce qui correspond tant à la jurisprudence de la Cour de justice (voir notamment la jurisprudence sur le „principe de précaution“ figurant à l'article 174, paragraphe 2, du traité CE [remplacé par l'article III-233 de la Constitution: arrêt rendu par le TPI le 11 septembre 2002 dans l'affaire T-13/99, Pfizer contre Conseil, avec de nombreuses citations de la jurisprudence antérieure, et une série d'arrêts sur l'article 33 (ex-39) concernant les principes du droit agricole: par exemple, l'arrêt rendu par la Cour de justice dans l'affaire C-265/85, Van den Berg, Rec. 1987, p. 1155: examen du principe de l'assainissement du marché et de la confiance légitime] qu'à l'approche suivie par les systèmes constitutionnels des Etats membres à l'égard des „principes“, en particulier dans le domaine du droit social. A titre d'illustration, citons, parmi les exemples de principes reconnus dans la Charte, les articles 25, 26 et 37⁽²⁾. Dans certains cas, un article de la Charte peut contenir des éléments relevant d'un droit et d'un principe: par exemple, les articles 23, 33 et 34⁽³⁾.

Le paragraphe 6 fait référence aux divers articles de la Charte qui, dans l'esprit de la subsidiarité, font référence aux législations et aux pratiques nationales.

Article 53⁽⁴⁾

Niveau de protection

Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union ou tous les Etats membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des Etats membres.

Explication

Cette disposition vise à préserver le niveau de protection offert actuellement, dans leurs champs d'application respectifs, par le droit de l'Union, le droit des Etats membres et le droit international. En raison de son importance, mention est faite de la CEDH.

Article 54⁽⁵⁾

Interdiction de l'abus de droit

Aucune des dispositions de la présente Charte ne doit être interprétée comme impliquant un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Charte ou à des limitations plus amples des droits et libertés que celles qui sont prévues par la présente Charte.

(1) Article II-111 de la Constitution.

(2) Articles II-85, II-86 et II-97 de la Constitution.

(3) Articles II-83, II-93 et II-94 de la Constitution.

(4) Article II-113 de la Constitution.

(5) Article II-114 de la Constitution.

Explication

Cet article correspond à l'article 17 de la CEDH:

„Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à ladite Convention.“

13. Déclaration ad article III-116

La Conférence convient que, dans le cadre des efforts globaux de l'Union pour éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes, celle-ci visera, dans ses différentes politiques, à lutter contre toutes les formes de violence domestique. Il convient que les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer ces actes criminels ainsi que pour soutenir et protéger les victimes.

14. Déclaration ad articles III-136 et III-267

La Conférence estime que, au cas où un projet de loi ou loi-cadre européenne fondée sur l'article III-267, paragraphe 2, porterait atteinte aux aspects fondamentaux du système de sécurité sociale d'un Etat membre, notamment pour ce qui est du champ d'application, du coût ou de la structure financière, ou en affecterait l'équilibre financier comme le prévoit l'article III-136, paragraphe 2, les intérêts dudit Etat membre seront dûment pris en considération.

15. Déclaration ad articles III-160 et III-322

La Conférence rappelle que le respect des droits et des libertés fondamentaux implique notamment qu'une attention suffisante soit accordée à la protection et au respect du droit des personnes physiques ou des entités concernées de bénéficier des garanties prévues par la loi. A cette fin, et afin de garantir un contrôle juridictionnel rigoureux des décisions européennes soumettant une personne physique ou une entité à des mesures restrictives, les décisions en question doivent s'appuyer sur ces critères clairs et distincts. Ces critères devraient être adaptés aux caractéristiques propres à chaque mesure restrictive.

16. Déclaration ad article III-167, paragraphe 2, point c)

La Conférence constate que l'article III-167, paragraphe 2, point c), doit être interprété conformément à la jurisprudence existante de la Cour de justice des Communautés européennes et du tribunal de première instance en matière d'applicabilité de ces dispositions aux aides accordées à certaines régions de la République fédérale d'Allemagne touchées par l'ancienne division de l'Allemagne.

17. Déclaration ad article III-184

En ce qui concerne l'article III-184, la Conférence confirme que le renforcement du potentiel de croissance et la garantie de situations budgétaires saines forment les deux piliers sur lesquels repose la politique économique et budgétaire de l'Union et des Etats membres. Le Pacte de stabilité et de croissance est un instrument important pour la réalisation de ces objectifs.

La Conférence réaffirme son attachement aux dispositions relatives au Pacte de stabilité et de croissance, qui constituent le cadre dans lequel doit s'effectuer la coordination des politiques budgétaires des Etats membres.

La Conférence confirme qu'un système fondé sur des règles est le meilleur moyen de garantir le respect des engagements et une égalité de traitement pour tous les Etats membres.

Dans ce cadre, la Conférence réaffirme également son attachement aux objectifs de la stratégie de Lisbonne: création d'emplois, réformes structurelles et cohésion sociale.

L'Union vise à parvenir à une croissance économique équilibrée et à la stabilité des prix. Les politiques économiques et budgétaires doivent, par conséquent, fixer les priorités adéquates en matière de réformes économiques, d'innovation, de compétitivité et de renforcement de l'investissement privé et de la consommation durant les périodes de faible croissance économique. Cela devrait se traduire dans

les orientations des décisions budgétaires au niveau national et au niveau de l'Union, grâce notamment à une restructuration des recettes et des dépenses publiques, tout en respectant la discipline budgétaire conformément à la Constitution et au Pacte de stabilité et de croissance.

Les défis budgétaires et économiques que doivent relever les Etats membres mettent en évidence l'importance d'une politique budgétaire saine pour l'ensemble du cycle économique.

La Conférence convient que les Etats membres devraient tirer parti activement des périodes de reprise économique pour consolider leurs finances publiques et améliorer leur situation budgétaire. L'objectif est de parvenir progressivement à un excédent budgétaire en période de conjoncture favorable, ce qui crée la marge de manoeuvre nécessaire pour faire face aux fléchissements de la conjoncture et contribuer ainsi à la viabilité à long terme des finances publiques.

Les Etats membres attendent avec intérêt d'éventuelles propositions de la Commission et de nouvelles contributions des Etats membres visant à renforcer et à clarifier la mise en oeuvre du Pacte de stabilité et de croissance. Les Etats membres prendront toutes les mesures nécessaires pour accroître le potentiel de croissance de leur économie. Une meilleure coordination de la politique économique pourrait favoriser cet objectif. La présente déclaration ne préjuge pas le débat futur sur le Pacte de stabilité et de croissance.

18. Déclaration ad article III-213

La Conférence confirme que les politiques décrites à l'article III-213 relèvent essentiellement de la compétence des Etats membres. Les mesures d'encouragement et de coordination à prendre au niveau de l'Union conformément aux dispositions de cet article revêtent un caractère complémentaire. Elles servent à renforcer la coopération entre Etats membres et non pas à harmoniser des systèmes nationaux. Les garanties et usages existant dans chaque Etat membre eu égard à la responsabilité des partenaires sociaux n'en sont pas affectés.

La présente déclaration est sans préjudice des dispositions de la Constitution attribuant des compétences à l'Union, y compris dans le domaine social.

19. Déclaration ad article III-220

La Conférence estime que les termes „régions insulaires“ figurant à l'article III-220 peuvent également désigner des Etats insulaires dans leur intégralité, sous réserve que les conditions nécessaires soient réunies.

20. Déclaration ad article III-243

La Conférence constate que les dispositions de l'article III-243 doivent être appliquées conformément à la pratique actuelle. Les termes „les mesures (...) nécessaires (...) pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division“ doivent être interprétés conformément à la jurisprudence existante de la Cour de justice des Communautés européennes et du Tribunal de première instance.

21. Déclaration ad article III-248

La Conférence convient que l'action de l'Union dans le domaine de la recherche et du développement technologique tiendra dûment compte des orientations et choix fondamentaux inscrits dans les politiques de recherche des Etats membres.

22. Déclaration ad article III-256

La Conférence estime que l'article III-256 n'affecte pas le droit des Etats membres de prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer leur approvisionnement énergétique dans les conditions prévues par l'article III-131.

23. Déclaration ad article III-273, paragraphe 1, deuxième alinéa

La Conférence estime que la loi européenne visée à l'article III-273, paragraphe 1, deuxième alinéa, devrait tenir compte des règles et pratiques nationales concernant le déclenchement d'enquêtes pénales.

24. Déclaration ad article III-296

La Conférence déclare que, dès la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, la Commission et les Etats membres devraient entamer les travaux préparatoires relatifs au Service européen pour l'action extérieure.

25. Déclaration ad article III-325 concernant la négociation et la conclusion par les Etats membres d'accords internationaux concernant l'espace de liberté, de sécurité et de justice

La Conférence confirme que les Etats membres ont le droit de négocier et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales dans les domaines couverts par la partie III, titre III, chapitre IV, sections 3, 4 et 5, pour autant que ces accords soient conformes au droit de l'Union.

26. Déclaration ad article III-402, paragraphe 4

L'article III-402, paragraphe 4, prévoit que lorsque la loi européenne du Conseil fixant un nouveau cadre financier n'a pas été adoptée à l'échéance du cadre financier précédent, les plafonds et autres dispositions correspondant à la dernière année de celui-ci sont prorogés jusqu'à l'adoption de cette loi.

La Conférence déclare que, si aucune loi européenne du Conseil fixant un nouveau cadre financier n'a été adoptée avant la fin de 2006 et dans les cas où le traité d'adhésion du 16 avril 2003 prévoit une période de mise en oeuvre progressive s'achevant en 2006 pour l'attribution des crédits aux nouveaux Etats membres, l'attribution des fonds à compter de 2007 sera établie sur la base de l'application à tous les Etats membres des mêmes critères.

27. Déclaration ad article III-419

La Conférence déclare que les Etats membres peuvent indiquer, lorsqu'ils présentent une demande visant à instaurer une coopération renforcée, s'ils envisagent déjà à ce stade de faire application de l'article III-422, qui prévoit l'extension du vote à la majorité qualifiée, ou de recourir à la procédure législative ordinaire.

28. Déclaration ad article IV-440, paragraphe 7

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que le Conseil européen, en application de l'article IV-440, paragraphe 7, prendra une décision européenne aboutissant à la modification du statut de Mayotte à l'égard de l'Union, de manière à ce que ce territoire devienne une région ultrapériphérique au sens de l'article IV-440, paragraphe 2, et de l'article III-424, lorsque les autorités françaises notifieront au Conseil européen et à la Commission que l'évolution en cours du statut interne de l'île le permet.

29. Déclaration ad article IV-448, paragraphe 2

La Conférence estime que la possibilité de traduire le traité établissant une Constitution pour l'Europe dans les langues visées à l'article IV-448, paragraphe 2, contribue à la réalisation de l'objectif énoncé à l'article I-3, paragraphe 3, quatrième alinéa, qui prévoit que l'Union respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique. A cet égard, la Conférence confirme que l'Union est attachée à la diversité culturelle de l'Europe et qu'elle continuera d'accorder une attention particulière à ces langues et à d'autres langues.

La Conférence recommande que les Etats membres qui souhaitent faire usage de la possibilité visée à l'article IV-448, paragraphe 2, fassent connaître au Conseil, dans les six mois suivant la signature du traité, la ou les langues dans lesquelles ce traité sera traduit.

30. Déclaration concernant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe

La Conférence note que, si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs Etats membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.

*

B. DECLARATIONS RELATIVES A DES PROTOCOLES ANNEXES A LA CONSTITUTION

Déclarations sur le Protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède

31. Déclaration sur les îles Åland

La Conférence reconnaît que le régime applicable aux îles Åland, visé à l'article IV-440, paragraphe 5, est arrêté en tenant compte du statut spécial dont jouissent ces îles en vertu du droit international.

A cet effet, la Conférence souligne que des dispositions spécifiques ont été reprises dans le titre V, section 5, du protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

32. Déclaration sur le peuple lapon

Compte tenu des articles 60 et 61 du protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède, la Conférence reconnaît les obligations et les engagements contractés par la Suède et la Finlande à l'égard du peuple lapon dans le cadre du droit national et international.

La Conférence note que la Suède et la Finlande se sont engagées à préserver et à développer les moyens d'existence, la langue, la culture et le mode de vie du peuple lapon et considère que la culture et les moyens d'existence traditionnels du peuple lapon sont tributaires d'activités économiques de base telles que l'élevage de rennes dans les régions traditionnelles de peuplement lapon.

A cet effet, la Conférence souligne que des dispositions spécifiques ont été reprises dans le titre V, section 6, du protocole relatif aux traités et actes d'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République hellénique, du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

*

Déclarations sur le Protocole relatif aux traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque

33. Déclaration relative aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre

LA CONFERENCE,

Rappelant que la déclaration commune concernant les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre, annexée à l'Acte final du traité relatif à l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes, prévoyait que le régime applicable aux relations entre la Communauté économique européenne et les zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre sera défini dans le contexte d'un éventuel arrangement entre cette Communauté et la République de Chypre;

Compte tenu des dispositions relatives aux zones de souveraineté figurant dans le traité établissant la République de Chypre (ci-après dénommé „traité d'établissement“) et les échanges de notes y afférentes en date du 16 août 1960;

Prenant acte de l'échange de notes entre le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement de la République de Chypre concernant l'administration des zones de souveraineté, en date du 16 août 1960, et de la déclaration du gouvernement du Royaume-Uni qui y est annexée, aux termes de laquelle l'un des principaux objectifs à atteindre est de défendre les intérêts des personnes qui résident ou travaillent dans les zones de souveraineté, et considérant à cet égard que ces personnes devraient, dans la mesure du possible, être traitées de la même manière que celles qui résident ou travaillent dans la République de Chypre;

Prenant également acte des dispositions du traité d'établissement relatives au régime douanier entre les zones de souveraineté et la République de Chypre, notamment celui qui est visé à l'annexe F dudit traité;

Prenant également acte de l'engagement pris par le Royaume-Uni de ne pas créer de postes douaniers ou d'autres postes frontières entre les zones de souveraineté du Royaume-Uni et la République de Chypre, ainsi que des arrangements conclus en vertu du traité d'établissement, par lesquels les autorités de la République de Chypre administrent un grand nombre de services publics dans les zones de souveraineté, notamment dans le domaine de l'agriculture, des douanes et de la fiscalité;

Confirmant que l'adhésion de la République de Chypre à l'Union ne devrait pas affecter les droits et obligations des parties au traité d'établissement;

Constatant qu'il y a donc lieu d'appliquer aux zones de souveraineté du Royaume-Uni certaines des dispositions de la Constitution et des actes de l'Union et d'arrêter des modalités particulières concernant la mise en oeuvre de ces dispositions dans lesdites zones;

Souligne que des dispositions spécifiques à cet effet ont été reprises dans la deuxième partie, titre III, du protocole relatif aux traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

34. Déclaration de la Commission relative aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre

La Commission confirme son interprétation selon laquelle les dispositions du droit de l'Union applicable aux zones de souveraineté du Royaume-Uni au sens de la deuxième partie, titre III, du protocole relatif aux traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque incluent:

- a) le règlement (CE) No 3448/93 du Conseil du 6 décembre 1993 déterminant le régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles;
- b) le règlement (CE) No 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels, dans la mesure où le règlement (CE) No 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) l'exige aux fins du financement de mesures de développement rural dans les zones de souveraineté du Royaume-Uni au titre de la section „garantie“ du FEOGA.

35. Déclaration relative à la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie

LA CONFERENCE,

Faisant part de la volonté de l'Union de continuer à fournir une assistance supplémentaire qui soit à la mesure des efforts de déclasséement accomplis par la Lituanie, également après l'adhésion de la Lituanie à l'Union, pour la période allant jusqu'à 2006 et au-delà, et notant que la Lituanie, tenant compte de ce témoignage de solidarité de l'Union, s'est engagée à fermer l'unité 1 de la centrale nucléaire d'Ignalina avant 2005 et l'unité 2 pour 2009;

Reconnaissant que le déclasséement de la centrale nucléaire d'Ignalina, qui comprend deux réacteurs de type RBMK d'une puissance de 1.500 MW chacun, hérités de l'ancienne Union soviétique, est sans précédent et représente pour la Lituanie une charge financière exceptionnelle sans proportion avec la taille et la capacité économique du pays, et que le déclasséement se poursuivra au-delà des perspectives financières actuelles telles qu'elles sont définies par l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999;

Notant la nécessité d'adopter des dispositions relatives à la mise en oeuvre de l'assistance supplémentaire de l'Union pour faire face aux conséquences de la fermeture et du déclasséement de la centrale nucléaire d'Ignalina;

Notant que, lorsqu'elle utilisera l'assistance de l'Union, la Lituanie accordera toute l'attention voulue aux besoins des régions qui seront le plus touchées par la fermeture de la centrale nucléaire d'Ignalina;

Déclarant que sont considérées comme compatibles avec les règles du marché intérieur certaines des mesures qui seront financées par des aides publiques, telles que le déclasséement de la centrale nucléaire d'Ignalina, la réhabilitation de l'environnement dans le respect de l'acquis et la modernisation des capacités conventionnelles de production d'électricité qui seront nécessaires pour remplacer les deux réacteurs de la centrale nucléaire d'Ignalina après leur fermeture;

Souligne que des dispositions spécifiques à cet effet ont été reprises dans la deuxième partie, titre IV, du protocole relatif aux traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

36. Déclaration relative au transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie

LA CONFERENCE,

Tenant compte de la situation particulière de la région de Kaliningrad de la Fédération de Russie dans le contexte de l'élargissement de l'Union;

Considérant les obligations et les engagements que l'acquis impose à la Lituanie en ce qui concerne l'établissement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice;

Notant en particulier que, à compter de son adhésion au plus tard, la Lituanie doit appliquer et mettre en oeuvre dans son intégralité l'acquis de l'Union en ce qui concerne la liste des pays dont les ressortissants doivent être en possession d'un visa lorsqu'ils franchissent les frontières extérieures et de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation, ainsi que l'acquis de l'Union concernant le modèle type de visa;

Considérant que le transit des personnes par voie terrestre entre la région de Kaliningrad et les autres parties de la Fédération de Russie à travers le territoire de l'Union est une question qui concerne l'ensemble de l'Union, qui doit être traitée en tant que telle et qui ne doit pas entraîner de conséquences défavorables pour la Lituanie;

Sachant que le Conseil doit prendre la décision de supprimer les contrôles aux frontières intérieures après avoir vérifié que les conditions nécessaires à cet effet ont bien été remplies;

Déterminée à aider la Lituanie à remplir dès que possible les conditions requises pour participer pleinement à l'espace Schengen sans frontières intérieures;

Souligne que des dispositions spécifiques à cet effet ont été reprises dans la deuxième partie, titre V, du protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

37. Déclaration relative à l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 en Slovaquie

LA CONFERENCE,

Notant que la Slovaquie s'est engagée à fermer l'unité 1 et l'unité 2 de la centrale nucléaire de Bohunice V1 respectivement à la fin de 2006 et 2008 et faisant part de la volonté de l'Union de continuer à fournir une aide financière jusqu'en 2006 dans le prolongement de l'aide de préadhésion prévue au titre du programme Phare pour contribuer aux efforts de déclassement entrepris par la Slovaquie;

Notant la nécessité d'adopter des dispositions relatives à la mise en oeuvre de la poursuite de l'assistance de l'Union;

Souligne que des dispositions spécifiques à cet effet ont été reprises dans la deuxième partie, titre IX, du protocole relatif au traité et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque.

38. Déclaration relative à Chypre

LA CONFERENCE,

Réaffirmant qu'elle est attachée à un règlement global de la question chypriote, conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, et qu'elle appuie vigoureusement les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations unies à cet effet;

Considérant que la question chypriote n'a pas encore pu faire l'objet d'un tel règlement global;

Considérant qu'il est dès lors nécessaire de prévoir la suspension de l'application de l'acquis dans les zones de la République de Chypre dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre n'exerce pas un contrôle effectif;

Considérant que, si une solution est trouvée à la question chypriote, cette suspension sera levée;

Considérant que l'Union est prête à prendre en considération les conditions d'un tel règlement global, conformément aux principes qui sous-tendent l'Union;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir les conditions dans lesquelles les dispositions pertinentes du droit de l'Union s'appliqueront à la ligne de démarcation entre les zones susmentionnées et tant les zones dans lesquelles le gouvernement de la République de Chypre exerce un contrôle effectif que la zone de souveraineté orientale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

Souhaitant que l'adhésion de Chypre à l'Union bénéficie à tous les citoyens chypriotes et favorise la paix civile et la réconciliation;

Considérant dès lors que rien dans la deuxième partie, titre X, du protocole relatif aux traités et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque n'empêche l'adoption de mesures dans cette perspective;

Considérant que de telles mesures n'affectent pas l'application de l'acquis, dans les conditions fixées dans ledit protocole, dans toute autre partie de la République de Chypre,

Souligne que des dispositions spécifiques à cet effet ont été reprises dans la deuxième partie, titre X, du protocole relatif aux traités et acte d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque.

39. Déclaration concernant le protocole sur la position du Danemark

La Conférence note que, en ce qui concerne les actes juridiques devant être adoptés par le Conseil, agissant seul ou conjointement avec le Parlement européen, et comportant des dispositions applicables au Danemark ainsi que des dispositions ne s'appliquant pas à ce dernier parce qu'elles sont fondées sur une base juridique à laquelle la partie I du protocole sur la position du Danemark s'applique, le Danemark déclare qu'il n'utilisera pas son droit de vote pour s'opposer à l'adoption des dispositions qui ne lui sont pas applicables.

En outre, la Conférence note que, sur la base de la déclaration qu'elle a faite sur les articles I-43 et III-329, le Danemark déclare que sa participation à des actions ou à des actes juridiques en application des articles I-43 et III-329 aura lieu conformément aux parties I et II du protocole sur la position du Danemark.

40. Déclaration concernant le protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union

La position commune que prendront les Etats membres lors des Conférences d'adhésion de la Roumanie et/ou de la Bulgarie à l'Union en ce qui concerne la répartition des sièges au Parlement européen et la pondération des voix au Conseil européen et au Conseil sera la suivante.

1. Si l'adhésion de la Roumanie et/ou de la Bulgarie à l'Union a lieu avant l'entrée en vigueur de la décision du Conseil européen visée à l'article I-20, paragraphe 2, la répartition des sièges au Parlement européen pendant la législature 2004-2009 sera conforme au tableau suivant pour une Union à 27 Etats membres.

<i>Etats membres</i>	<i>Sièges au PE</i>
Allemagne	99
Royaume-Uni	78
France	78
Italie	78
Espagne	54
Pologne	54
Roumanie	35
Pays-Bas	27
Grèce	24
République tchèque	24
Belgique	24
Hongrie	24
Portugal	24
Suède	19
Bulgarie	18
Autriche	18
Slovaquie	14
Danemark	14
Finlande	14
Irlande	13
Lituanie	13
Lettonie	9
Slovénie	7
Estonie	6
Chypre	6
Luxembourg	6
Malte	5
Total	785

De ce fait, le traité d'adhésion à l'Union prévoira, par dérogation à l'article I-20, paragraphe 2, de la Constitution, que le nombre des membres du Parlement européen peut temporairement dépasser 750 pendant le reste de la législature 2004-2009.

2. A l'article 2, paragraphe 2, du protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union, la pondération des voix de la Roumanie et de la Bulgarie au Conseil européen et au Conseil sera respectivement fixée à 14 et 10.
3. A chaque adhésion, le seuil visé dans le protocole sur les dispositions transitoires relatives aux institutions et organes de l'Union sera calculé conformément à l'article 2, paragraphe 3, dudit protocole.

41. Déclaration concernant l'Italie

La Conférence prend acte du fait que le protocole concernant l'Italie, annexé en 1957 au traité instituant la Communauté économique européenne, tel que modifié lors de l'adoption du traité sur l'Union européenne, précisait que:

„LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Désirant régler certains problèmes particuliers intéressant l'Italie,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au traité:

LES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE

Prennent acte du fait que le gouvernement italien est engagé dans la mise en exécution d'un programme décennal d'expansion économique, qui a pour but de redresser les déséquilibres de structure de l'économie italienne, notamment par l'équipement des zones moins développées dans le Midi et dans les îles et par la création d'emplois nouveaux dans le but d'éliminer le chômage.

Rappellent que ce programme du gouvernement italien a été pris en considération et approuvé dans ses principes et ses objectifs par des organisations de coopération internationale dont ils sont membres.

Reconnaissant qu'il est de leur intérêt commun que les objectifs du programme italien soient atteints.

Conviennent, en vue de faciliter au gouvernement italien l'accomplissement de cette tâche, de recommander aux institutions de la Communauté de mettre en oeuvre tous les moyens et procédures prévus par le traité en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de la Banque européenne d'investissement et du Fonds social européen.

Sont d'avis qu'il doit être tenu compte par les institutions de la Communauté, dans l'application du traité, de l'effort que l'économie italienne devra supporter dans les prochaines années et de l'opportunité d'éviter que des tensions dangereuses ne se produisent, notamment dans la balance des paiements ou dans le niveau de l'emploi, qui pourraient compromettre l'application de ce traité en Italie.

Reconnaissent en particulier que, dans le cas d'application des articles 109 H et 109 I, il faudra veiller à ce que les mesures demandées au gouvernement italien sauvegardent l'aboutissement de son programme d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population.“

*

DECLARATIONS D'ETATS MEMBRES

42. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article I-55

Le Royaume des Pays-Bas approuvera une décision européenne visée à l'article I-55, paragraphe 4, lorsqu'une révision de la loi européenne visée à l'article I-54, paragraphe 3, aura apporté aux Pays-Bas une solution satisfaisante pour sa situation des paiements nette négative, excessive par rapport au budget de l'Union.

43. Déclaration du Royaume des Pays-Bas ad article IV-440

Le Royaume des Pays-Bas déclare qu'une initiative en vue d'une décision européenne visée à l'article IV-440, paragraphe 7, visant à modifier le statut des Antilles néerlandaises et/ou d'Aruba à l'égard de l'Union, ne sera présentée que sur la base d'une décision prise conformément au statut du Royaume des Pays-Bas.

**44. Déclaration de la République fédérale d'Allemagne, de l'Irlande,
de la République de Hongrie, de la République d'Autriche et du Royaume de Suède**

L'Allemagne, l'Irlande, la Hongrie, l'Autriche et la Suède notent que les dispositions essentielles du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique n'ont pas fait l'objet de modifications de fond depuis l'entrée en vigueur dudit traité, et qu'une mise à jour est nécessaire. Elles sont donc favorables à l'idée d'une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, qu'il conviendrait de convoquer dès que possible.

**45. Déclaration du Royaume d'Espagne et
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

Le traité établissant une Constitution pour l'Europe s'applique à Gibraltar en tant que territoire européen dont un Etat membre assume les relations extérieures. Cela n'implique aucun changement des positions respectives des Etats membres concernés.

**46. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord sur la définition du terme „ressortissants“**

En ce qui concerne le traité établissant une Constitution pour l'Europe et le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et tout acte dérivant de ces traités ou restant en vigueur en vertu de ces traités, le Royaume-Uni réitère la déclaration qu'il a faite le 31 décembre 1982 sur la définition du terme „ressortissants“, l'expression „citoyens des territoires dépendants britanniques“ devant toutefois être entendue comme signifiant „citoyens des territoires d'outre-mer britanniques“.

47. Déclaration du Royaume d'Espagne sur la définition du terme „ressortissants“

L'Espagne constate que, conformément à l'article I-10 de la Constitution, toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre possède la citoyenneté de l'Union. L'Espagne prend également note du fait que dans la situation actuelle de l'intégration européenne reflétée par la Constitution, seuls les ressortissants des Etats membres jouissent des droits spécifiques de la citoyenneté européenne, sauf si le droit de l'Union en dispose autrement de façon expresse. A cet égard, l'Espagne souligne finalement que, selon les articles I-20 et I-46 de la Constitution, le Parlement européen représente actuellement les citoyens de l'Union.

**48. Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
sur le droit de vote aux élections parlementaires européennes**

Le Royaume-Uni note que l'article I-20 et d'autres dispositions du traité établissant une Constitution pour l'Europe ne sont pas destinés à modifier la base du droit de vote pour les élections parlementaires européennes.

49. Déclaration du Royaume de Belgique relative aux parlements nationaux

La Belgique précise que, en vertu de son droit constitutionnel, tant la Chambre des Représentants et le Sénat du Parlement fédéral que les assemblées parlementaires des Communautés et des Régions agissent, en fonction des compétences exercées par l'Union, comme composantes du système parlementaire national ou chambres du Parlement national.

**50. Déclaration de la République de Lettonie et de la République de Hongrie
relative à l'orthographe du nom de la monnaie unique dans le traité établissant
une Constitution pour l'Europe**

Sans préjudice de l'orthographe unifiée du nom de la monnaie unique de l'Union européenne visée dans le traité établissant une Constitution pour l'Europe et telle que figurant sur les billets de banque et les pièces de monnaie, la Lettonie et la Hongrie déclarent que l'orthographe du nom de la monnaie unique, y compris ses dérivés, utilisée dans les versions lettone et hongroise du traité établissant une Constitution pour l'Europe, n'a aucune incidence sur les règles existantes de la langue lettone et de la langue hongroise.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5442 - Dossier consolidé : 379

5442/01

N° 5442¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(22.3.2005)

Par dépêche du 9 février 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Le texte du projet proprement dit, comportant l'article unique d'approbation du traité en cause ainsi que des Actes y annexés, était accompagné d'un exposé des motifs.

Le texte de l'ensemble des Actes à approuver, signés en octobre 2004 et publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 16 décembre 2004, ne fut communiqué au Conseil d'Etat que le 21 février 2005. Compte tenu des contraintes liées à la préparation de l'organisation du référendum national sur le Traité, programmée pour le 10 juillet 2005 (contraintes découlant notamment de l'effet combiné de l'article 26 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national et de l'article 60 de la loi électorale modifiée du 28 février 2003), le Conseil d'Etat se voit amené à émettre son avis dans des délais extrêmement réduits, entreprise qui, au regard de l'ampleur et de l'importance des textes à examiner, relève d'une sérieuse gageure.

Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (ci-après „le Traité“) a vocation à se substituer en principe à tous les traités „communautaires“ antérieurs (*Article IV-437* ensemble le Protocole No 33). Il ne faudra cependant pas en conclure qu'il innove totalement et en toute matière. Nombreux sont en effet les articles fortement inspirés, sinon carrément recopiés de textes en vigueur et qui le resteront d'ailleurs au moins jusqu'au 1er novembre 2006 (*Article IV-447*). Afin de pouvoir plus facilement apprécier la portée et l'apport concrets des différents articles du Traité, le lecteur intéressé pourra utilement se reporter au document de travail „Constitution européenne – Comparaison avec les traités en vigueur“, établi par le service des affaires européennes du Sénat français (voir: <http://www.senat.fr/rap/rapport-constitution/rapport-constitution.html>). Une autre source d'information fort intéressante est constituée par les fiches techniques „Une Constitution pour l'Europe“, publiées par la Commission de l'Union européenne (voir: <http://europa.eu.int/scadplus/constitution/index-fr.html>), sans oublier l'exposé des motifs très instructif et exhaustif joint au texte du projet de loi sous examen.

*

Avant d'examiner de plus près le Traité et les instruments en faisant partie intégrante (*Article IV-442*), le Conseil d'Etat entend consacrer quelques développements à la nature même du Traité et de l'Union européenne qu'il est censé „établir“.

*

LA NATURE DU TRAITE

S'il est vrai que le Traité repose largement sur les travaux préparatoires de la „Convention sur l'avenir de l'Europe“ (ci-après „la Convention“), aréopage composé, pour l'essentiel, de représentants des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres (et des Etats à l'époque candidats) de l'Union, de représentants des parlements nationaux et du Parlement européen, ainsi que de membres de la Commission, force est de souligner qu'il a été ficelé et conclu par une Conférence intergouvernementale (CIG) dans la forme et selon les procédures d'un traité de droit international. Quelque compréhensible que soit la propension des „conventionnels“ à se (laisser) comparer aux participants à la Convention constitutionnelle de Philadelphie de 1787 qui allait donner naissance à la Constitution des Etats-Unis – avec tout le prestige qu'ils peuvent escompter en retirer – le Traité qu'ils ont inspiré et largement façonné n'est pas une Constitution (Voir notamment: *Le Monde diplomatique*, novembre 2004/*Une vraie - fausse Constitution*, par Anne-Cécile Robert; RTDE 2004, p. 443ss./*Le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe: quels fondements pour le droit constitutionnel de l'Union?*, par Pierre-Yves Monjal). Il est vrai que la Cour de justice des Communautés européennes avait admis que „la Communauté européenne est une communauté de droit en ce que ni ses Etats membres ni ses institutions n'échappent au contrôle de la conformité de leurs actes à la *charte constitutionnelle* de base qu'est le traité“ (arrêt du 23 avril 1986, „Les Verts“ c/Parlement européen, Aff. 294/83, Rec. 1986, p. 1339, considérant 23). Cet arrêt ne saurait cependant convaincre le Conseil d'Etat qu'avec le Traité soit maintenant franchi le pas vers une véritable Constitution.

Le Traité est un acte de droit international, sinon pourquoi devrait-il obéir aux règles usuelles de ratification telles que prévues à l'*Article IV-447*? Tant les compétences de l'Union que celles de ses organes sont d'attribution (*Articles I-11*, paragraphe 1er; *I-19*, paragraphe 2 et *III-115*). Ce principe d'attribution des compétences est implicitement confirmé par l'*Article I-9*, paragraphe 2 qui prend soin de préciser que l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales „ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans la Constitution“. De même, le recours à la procédure de révision simplifiée pour modifier tout ou partie des dispositions de la Partie III, titre III ne peut aboutir à un accroissement des compétences attribuées à l'Union (*Article IV-445*). L'Union ne dispose donc pas de la „compétence de sa compétence“ et manque partant d'un des éléments qui par essence caractérisent le pouvoir constituant souverain (RTDE 1999, p. 611/*L'Union européenne a-t-elle une constitution? Lui en faut-il une?*, par Jean-Claude Piris; J.T. 12.2.2005, pp. 115-116/*Le traité constitutionnel de 2004: le socle d'une nouvelle Europe*, par Franklin Dehousse). Ce sont des Etats qui sont parties au Traité, dont ils peuvent d'ailleurs se retirer volontairement dans les conditions de l'*Article I-60*, avec la possibilité d'y réadhérer par la suite.

En droit, le Traité ne constitue donc ni de par son origine et ses auteurs, ni quant à son *instrumentum* une Constitution au sens classique de la terminologie ayant cours en la matière. Comportant dévolution temporaire de certaines attributions souveraines à une institution de droit international, il doit être approuvé par une loi adoptée avec les deux tiers des suffrages des membres de la Chambre des députés, les votes par procuration n'étant pas admis (articles 49bis, 37, alinéa 2 et 114, alinéa 2 de la Constitution luxembourgeoise/*Voir avis du Conseil d'Etat du 22 mars 2005 sur le projet de loi No 5443 portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004*).

*

DEFINITION DE L'UNION EUROPEENNE

Dès sa première disposition, le Traité affirme que „la présente Constitution établit l'Union européenne“ (*Article I-1*) alors que cette dernière a effectivement déjà été instituée par le Traité de Maastricht, conclu le 7 février 1992 (*Article A*). L'Union regroupe des Etats partageant un certain nombre de valeurs, à savoir l'attachement à la dignité humaine, à la liberté, à la démocratie, à l'égalité, à l'Etat de droit ainsi qu'aux droits de l'homme et des minorités (*Article I-2*). Elle reste ouverte à „tous les Etats européens“ (*Article I-1*, paragraphe 2) qui respectent et promeuvent ces valeurs „dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes“ (*Article I-2*). En vertu de l'*Article IV-446*, le Traité est conclu pour une durée illimitée.

„L’Union a la personnalité juridique“ (*Article I-7*). Actuellement, seules la Communauté européenne de l’Energie atomique (Articles 184 et 185 du Traité Euratom) et la Communauté européenne (Articles 281 et 282 du Traité instituant la Communauté européenne, ci-après „TCE“) en sont dotées. La Communauté européenne du Charbon et de l’Acier en était pourvue également (Article 6 du Traité CECA). L’Union européenne existante n’en dispose pas explicitement (Voir cependant article 24 du Traité sur l’Union européenne, ci-après „TUE“, dans sa version du Traité de Nice l’autorisant à conclure, sous certaines conditions et dans certains domaines, des accords internationaux). Or, la personnalité juridique est une condition nécessaire, – même si elle n’est pas suffisante –, pour devenir un sujet de droit international à part entière.

Sur le plan interne, „l’Union possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales“, conformément à l’*Article IV-426*.

Tout comme sur le plan intracommunautaire, l’Union ne pourra agir sur le plan international que dans le cadre de ses compétences qui sont d’attribution (*Articles I-1*, paragraphe 1er, *I-11*, paragraphes 1er et 2, *I-19*, paragraphe 2). A noter qu’à côté de ce principe d’attribution, ce sont les principes de subsidiarité et de proportionnalité qui délimitent les compétences de l’Union (*Article I-11*).

*

STRUCTURE DU TRAITE

Le Traité comporte un Préambule et 448 articles répartis sur quatre Parties.

La Partie I, qui ne porte pas d’intitulé, traite de la définition et des objectifs de l’Union, des droits fondamentaux et de la citoyenneté de l’Union, de ses compétences, institutions et organes, de l’exercice de ces compétences, de la vie démocratique et des finances de l’Union, pour terminer par „l’Union et son environnement proche“ et „l’appartenance à l’Union“.

La Partie II reprend la „Charte des droits fondamentaux de l’Union“, proclamée lors du Conseil européen de Nice de décembre 2000.

La Partie III s’intitule „Les politiques et le fonctionnement de l’Union“, alors que la Partie IV rassemble les „Dispositions générales et finales“.

Au Traité proprement dit sont joints 36 Protocoles, 2 Annexes ainsi que l’Acte final comprenant 50 déclarations, à savoir 30 „Déclarations relatives à des dispositions de la Constitution“ et 20 „Déclarations relatives à des protocoles annexés à la Constitution“.

L’ensemble des Actes susmentionnés s’étale sur 474 pages dans l’édition parue au Journal officiel de l’Union européenne (*No C310 du 16 décembre 2004/ISSN 1725-2431*) qui a servi de base à l’analyse du Traité par le Conseil d’Etat.

La structure du Traité n’est pas vraiment exemplaire. Il paraît en effet déconcertant de faire figurer le droit institutionnel (*Articles III-330 et ss.*) dans la Partie III alors que le titre IV de la Partie I s’intitule précisément „Les Institutions et Organes de l’Union“. Les nombreux renvois à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’Homme et des libertés fondamentales (ci-après „la Convention européenne“) sont éparpillés à travers le Traité et auraient utilement pu être regroupés pour être rapprochés, soit de la Partie II ayant trait à la Charte des droits fondamentaux de l’Union, soit de l’*Article I-9*, paragraphe 2 de la Partie I prévoyant précisément l’adhésion de l’Union à ladite Convention (Pour une critique de la qualité rédactionnelle et structurelle du Traité, voir: *Pierre-Yves Monjal, article précité*).

Les imperfections formelles du Traité ne doivent cependant en obnubiler les aspects positifs. Le Traité réalise en effet une rupture par rapport à la pratique antérieure alignant traité modificatif sur traité modificatif pour amender et élargir les traités fondateurs, procédé ayant démontré ses limites. Devant le risque d’essoufflement des procédures classiques de révision, le recours à la Convention – d’ailleurs consacré par l’*Article IV-443*, paragraphe 2 du Traité – a su mobiliser des énergies capables d’inculquer un nouvel élan au processus communautaire.

C’est bien la première fois que tous les Etats membres se voient mis en mesure d’adopter parallèlement, dans le cadre d’une même procédure, le même traité communautaire.

Pour le Conseil d’Etat, toute appréciation même critique du Traité ne pourra faire abstraction de cette toile de fond somme toute positive.

*

Dans une approche systématique, le Conseil d'Etat se penchera successivement sur les différentes Parties du Traité en essayant de faire les recoupements et rapprochements nécessaires entre les dispositions, d'une part, et avec les annexes, d'autre part.

*

PREAMBULE

Investi d'une haute valeur symbolique et politique, le Préambule mérite d'être pour l'essentiel reproduit au présent avis alors qu'il résume les aspirations et convictions ayant animé les chefs d'Etat des 25 Parties contractantes:

„S'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit;

Convaincus que l'Europe, désormais réunie au terme d'expériences douloureuses, entend avancer sur la voie de la civilisation, du progrès et de la prospérité, pour le bien de tous ses habitants, y compris les plus fragiles et les plus démunis; qu'elle veut demeurer un continent ouvert à la culture, au savoir et au progrès social; et qu'elle souhaite approfondir le caractère démocratique et transparent de sa vie publique, et œuvrer pour la paix, la justice et la solidarité dans le monde;

Persuadés que les peuples d'Europe, tout en restant fiers de leur identité et de leur histoire nationale, sont résolus à dépasser leurs anciennes divisions et, unis d'une manière sans cesse plus étroite, à forger leur destin commun;

Assurés que, „Unie dans la diversité“, l'Europe leur offre les meilleures chances de poursuivre, dans le respect des droits de chacun et dans la conscience de leurs responsabilités à l'égard des générations futures et de la planète, la grande aventure qui en fait un espace privilégié de l'espérance humaine;

Résolus à poursuivre l'œuvre accomplie dans le cadre des traités instituant les Communautés européennes et du traité sur l'Union européenne, en assurant la continuité de l'acquis communautaire;“.

PARTIE I

(Les fondements, fonctionnement et finances de l'Union)

I.1. Les fondements de l'Union

L'Union est basée sur un certain nombre de valeurs (*Article I-2*) qu'elle a pour but de promouvoir ensemble avec la paix et le bien-être de ses peuples (*Article I-3*, paragraphe 1er). Cet engagement ne doit pas seulement s'exercer à l'intérieur de ses frontières, mais s'affirmer également dans ses relations „avec le reste du monde“ (*Article I-3*, paragraphe 4) ou „avec les pays de son voisinage“ (*Article I-57*). Ne sont d'ailleurs éligibles à l'adhésion que „les Etats européens qui respectent les valeurs visées à l'article I-2“ (*Article I-58*; voir encore *Article I-1*, paragraphe 2). La violation grave par un Etat membre de ces valeurs peut entraîner la suspension de certains des droits découlant pour l'Etat en cause de son appartenance à l'Union, étant entendu que ledit Etat restera en tout état de cause lié par les obligations qui lui incombent au même titre (*Article I-59*).

Les rapports entre l'Union et les Etats membres se caractérisent par le respect de „l'égalité des Etats membres devant la Constitution“ et du „principe de coopération loyale“ (*Article I-5*).

L'Union est symbolisée par un drapeau, un hymne, une devise, une monnaie et la célébration d'une journée de l'Europe (*Article I-8*). Force est de constater que tous les Etats membres de l'Union européenne n'ont pas encore adopté un de ses symboles forts, à savoir „la monnaie de l'Union [qui] est l'euro“.

La Partie I évoque encore quelques libertés fondamentales renforcées par le principe de non-discrimination (*Article I-4*), ainsi les droits fondamentaux reconnus par l'Union (*Article I-9*) ou attachés à la citoyenneté européenne (*Article I-10*). Il y aura lieu d'y revenir dans le cadre de l'examen de la Partie II du Traité. Il en sera de même des dispositions regroupées sous le titre VI (*Articles I-45 à I-52*) dénommé „La vie démocratique de l'Union“.

L'*Article I-6* du Traité prévoit que „la Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci, priment le droit des Etats membres“. Suivant la Déclaration No 1 jointe au Traité, cet article „reflète la jurisprudence existante de la Cour de justice des Communautés européennes et du Tribunal de première instance“ (Voir C310/420).

L'affirmation jurisprudentielle de la primauté du droit communautaire sur les droits nationaux remonte en fait à l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 15 juillet 1964 dans l'affaire 6-64, *Costa c/Enel* qui, dans ses passages pertinents, énonce:

„qu'en (...) instituant une Communauté de durée illimitée, dotée d'institutions propres, de la personnalité, de la capacité juridique, d'une capacité de représentation internationale et plus particulièrement de pouvoirs réels issus d'une limitation de compétence ou d'un transfert d'attributions des Etats à la Communauté, ceux-ci ont limité, bien que dans des domaines restreints, leurs droits souverains et créé ainsi un corps de droit applicable à leurs ressortissants et à eux-mêmes;

attendu que cette intégration au droit de chaque pays membre de dispositions qui proviennent de source communautaire, et plus généralement les termes et l'esprit du traité, ont pour corollaire l'impossibilité pour les Etats de faire prévaloir, contre un ordre juridique accepté par eux sur une base de réciprocité, une mesure unilatéralement ultérieure qui ne saurait ainsi lui être opposable;

que la force exécutive du droit communautaire ne saurait, en effet, varier d'un Etat à l'autre à la faveur des législations internes ultérieures, sans mettre en péril la réalisation des buts du traité visée à l'article 5(2), ni provoquer une discrimination interdite par l'article 7;

que les obligations contractées dans le traité instituant la Communauté ne seraient pas inconditionnelles mais seulement éventuelles, si elles pouvaient être mises en cause par les actes législatifs futurs des signataires;

(...)

(...) attendu qu'issu d'une source autonome, le droit né du traité ne pourrait donc, en raison de sa nature spécifique originale, se voir judiciairement opposer un texte interne quel qu'il soit, sans perdre son caractère communautaire et sans que soit mise en cause la base juridique de la Communauté elle-même;

que le transfert opéré par les Etats, de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire, des droits et obligations correspondant aux dispositions du traité, entraîne donc une limitation définitive de leurs droits souverains contre laquelle ne saurait prévaloir un acte unilatéral ultérieur incompatible avec la notion de Communauté;“ (*Rec. 1964, pages 1159-1160*).

Cependant, l'*Article I-6* pourrait en fin de compte avoir un effet inverse à celui généralement lui attribué et en réalité affaiblir l'étendue de la primauté du droit de l'Union sur les droits nationaux (Voir „L'article I-6 du traité établissant une Constitution pour l'Europe et la hiérarchie des normes“, par Paul Cassia, dans *Revue mensuelle du Juris Classeur – Europe, décembre 2004, pp. 6 à 10*). Comment en effet interpréter l'incise figurant audit article qui ne consacre la primauté du droit de l'Union que pour autant qu'il se cantonne „dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celles-ci“. Les juridictions nationales ne pourraient-elles se voir encouragées de ce chef à apprécier si un acte relève ou non de la sphère de compétence de l'Union pour tenter de remettre en cause le principe de primauté au regard des règles communautaires adoptées par les institutions de l'Union dans le respect du principe d'attribution des compétences, auquel elles sont soumises en vertu de l'*Article I-19*, paragraphe 2?

Plus lourd de conséquences pourrait encore s'avérer le rapprochement de l'*Article I-6* avec l'article qui le précède en ce que „la combinaison des deux textes paraît aboutir à consacrer ce qui, du point de vue de l'arrêt *Costa*, est une monstruosité juridique, à savoir que la primauté du droit de l'Union européenne trouve sa limite dans le respect des „structures fondamentales politiques et constitutionnelles“ des Etats membres (Paul Cassia, *article précité, p. 8*). L'*Article I-60* du Traité se révèle tout aussi „pernicieux“ en prévoyant que „tout Etat membre peut décider, conformément à ses règles cons-

titutionnelles, de se retirer de l'Union". A cet égard, l'affirmation par l'arrêt *Costa* que le „transfert opéré par les Etats membres (...) entraîne [donc] une limitation définitive de leurs droits souverains contre laquelle ne saurait prévaloir un acte ultérieur incompatible avec la notion de Communauté“ est quelque peu relativisée. Il en va de même de l'impact de l'*Article II-113* du Traité qui prévoit qu'„aucune disposition de la [présente] Charte [des droits fondamentaux de l'Union] ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus (...) par les constitutions des Etats membres“. Le droit constitutionnel de ces derniers ne pourrait-il pas ainsi compromettre la suprématie du droit de l'Union affirmée par l'*Article I-6*? L'explication sous l'article 53 (*Article II-113*) de la Déclaration concernant les explications relatives à la Charte des droits fondamentaux n'est pas particulièrement rassurante en exposant que „cette disposition vise à préserver le niveau de protection offert actuellement, dans leurs champs d'application relatifs, par le droit de l'Union, le droit des Etats membres et le droit international“. Le Conseil d'Etat aura l'occasion de revenir à cette question complexe au cours de l'examen de la Partie II du Traité.

Le titre II comprenant un certain nombre de dispositions concernant „les droits fondamentaux et la citoyenneté de l'Union“ et le titre VI ayant trait à „la vie démocratique de l'Union“ ont un lien manifeste avec „la Charte des droits fondamentaux de l'Union“ ancrée dans la Partie II du Traité.

L'Union est ainsi fondée sur le principe de la démocratie représentative: les citoyens, au niveau du Parlement européen, et les Etats membres, „au Conseil européen par leur chef d'Etat ou de gouvernement et au Conseil par leurs gouvernements“ (*Article I-46*). L'Union respecte le principe d'égalité de ses Etats membres et de ses citoyens (*Articles I-5 et I-45*). Elle est basée sur le principe de la démocratie participative en recherchant le dialogue tant avec les associations représentatives et la société civile qu'avec les partenaires sociaux (*Articles I-47 et I-48*). C'est la première fois que la mention de ce principe se trouve inscrite dans un traité communautaire. Combinée avec l'ouverture prudente en matière d'„initiative citoyenne“ (*Article I-47*, paragraphe 4) et avec le droit de recours au médiateur (*Article I-49*), cette consécration, rapprochée du rôle que les partis politiques sont appelés à jouer au niveau européen (*Article I-46*, paragraphe 4), est de nature à encourager les citoyens de l'Union à rechercher le dialogue avec ses institutions par ailleurs invitées à fonctionner dans un esprit de transparence et d'ouverture (*Article I-50*) tout en devant parallèlement observer des règles très strictes en matière de protection des données à caractère personnel (*Article I-51*).

Tous ces principes de fonctionnement de l'Union ne sont pas nouveaux ou novateurs. Il n'en reste pas moins que leur évocation dès la Partie I du Traité en souligne toute l'importance. Pour le Conseil d'Etat, il s'agit là d'un des apports les plus remarquables du Traité en faveur des citoyens de l'Union, mentionnés à l'*Article I-10*.

I.2. Le fonctionnement de l'Union

Le titre III de la Partie I du Traité a le mérite de clarifier et de préciser les compétences entre les Etats membres et l'Union et met ainsi un terme au flou prévalant sous le régime actuel. L'*Article I-11* cite les trois principes qui régissent l'exercice des compétences par l'Union, à savoir le principe d'attribution, le principe de subsidiarité et le principe de proportionnalité. Il y a par ailleurs lieu de rappeler que le principe de subsidiarité ne joue pas dans les domaines de compétence exclusive de l'Union.

Le principe d'attribution (*Article I-11*, paragraphes 1er et 2) figure certes déjà dans les dispositions du TCE, mais le Traité prend soin d'ajouter explicitement que toute compétence non attribuée à l'Union appartient aux Etats membres. Cette affirmation du principe des „compétences retenues“ doit néanmoins être placée dans le contexte tant de l'*Article I-6* qui énonce la primauté du droit communautaire que du devoir de coopération loyale (*Article I-5*, paragraphe 2).

Le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité affirmés dans le Traité constitue un acquis figurant actuellement dans l'article 5 du TCE. Ces principes seront dorénavant contrôlés préventivement selon les conditions explicitées dans un Protocole No 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au Traité. Dorénavant, les parlements nationaux sont associés à travers un mécanisme d'alerte précoce au contrôle du respect de ces principes. Les institutions européennes sont tenues à transmettre tous les projets d'actes législatifs européens aux parlements nationaux. Ces derniers disposent d'un délai de six semaines pour prendre position. Le Protocole précise que les institutions „tiennent compte“ de ces avis motivés. A partir du moment où un projet d'acte législatif suscite des avis critiques de plus d'un tiers des parlements (pour les détails, il est renvoyé

aux dispositions assez complexes du Protocole), le projet doit être réexaminé. Il y a lieu de souligner que pour le calcul de ce quota, la Chambre des députés dispose de deux voix alors que dans les pays à système parlementaire bicaméral, chaque chambre ne dispose que d'une voix. Cette nouvelle attribution est intéressante et animera le débat politique entre les parlements nationaux et les institutions européennes (essentiellement la Commission), dans la mesure où le principe de subsidiarité constitue principalement une notion politique qui laisse subsister une marge d'appréciation très large. Le contrôle juridictionnel *ex post* par la Cour de justice de l'Union européenne est renforcé à son tour par l'introduction d'une nouvelle voie de recours ouverte aux parlements nationaux par le biais des Etats membres et au Comité des régions en cas de violation alléguée du principe de subsidiarité par un acte législatif européen (article 8 du Protocole No 2).

Le Conseil d'Etat salue cette avancée qui implique pour la première fois les législateurs nationaux dans le processus de décision au niveau de l'Union. Eu égard aux délais relativement brefs endéans lesquels l'avis motivé doit être envoyé, il appartiendra à la Chambre des députés d'organiser ses travaux de manière à pouvoir exercer pleinement ces nouvelles attributions.

Contrairement aux apparences, les domaines de compétence de l'Union n'ont pas été élargis de manière significative dans le Traité.

Trois catégories générales de compétences (exclusives, partagées et complémentaires) sont énumérées et définies aux *Articles I-12 à I-14* du Traité. A ce jour, ces catégories ne résultent que de l'œuvre jurisprudentielle de la Cour.

Les domaines où l'Union exerce ses compétences exclusives (*Article I-13*) sont énoncés limitativement dans le texte. Ces compétences n'ont pas varié par rapport au TCE.

La compétence partagée s'entend, aux termes de l'*Article I-12* du Traité, comme celle en vertu de laquelle l'Union et les Etats membres détiennent conjointement le pouvoir de légiférer et d'adopter des actes juridiquement obligatoires dans le domaine concerné. Il s'agit d'une catégorie résiduelle, c'est-à-dire qu'elle regroupe toutes les compétences autres que celles exclusivement réservées à l'Union et ne tombant pas dans le domaine des compétences d'appui, de coordination ou de complément. En fait, la plupart des compétences de l'Union sont des compétences partagées. Dans ces cas, les Etats membres ne peuvent exercer leurs compétences que dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer.

Les *Articles I-15 et I-16* du Traité réservent un traitement spécifique à la compétence de l'Union pour promouvoir et assurer la coordination des politiques économiques et de l'emploi des Etats membres et à la compétence pour la définition et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition d'une politique de défense commune.

La compétence d'appui, de coordination ou de complément stipulée à l'*Article I-12*, paragraphe 5 du Traité est celle où l'Union est appelée à entreprendre des actions en vue d'appuyer, de coordonner ou de compléter l'action des Etats membres. Ces compétences, plutôt limitées, sont énumérées de façon exhaustive à l'*Article I-17* du Traité. Dorénavant l'Union se voit également attribuer des compétences partagées pour les services d'intérêt économique général (*Article III-122*), les titres européens pour assurer une protection uniforme des droits de propriété intellectuelle dans l'Union (*Article III-176*), la politique spatiale européenne (*Article III-254*), l'énergie (*Article III-256*) et la coopération administrative (*III-285*).

Si toutes les dispositions les plus importantes sur les institutions de l'Union sont regroupées sous le titre IV de la Partie I du Traité, de nombreuses questions de détail souvent décisives sont traitées sous le titre IV de la Partie III. Il semble que le souci de ne pas surcharger la première partie du Traité soit à l'origine de ce choix qui paraît bien arbitraire.

Par rapport au TCE, on assiste à un changement de taille: dorénavant, le Conseil européen se voit conférer la qualité d'institution européenne (*Article I-19*). Par contre, la Cour des comptes perd ce statut particulier et se retrouve reléguée dans le chapitre II, *Article I-31* de la Partie I parmi les „autres institutions“.

D'après le Traité, le cadre institutionnel comprend dès lors le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil des ministres, la Commission européenne et la Cour de justice de l'Union européenne.

La composition et les attributions du Parlement européen sont reprises à l'*Article I-20* du Traité. Le nombre maximal de membres est fixé à sept cent cinquante. Le nombre de représentants par pays n'est pas fixé avec précision dans le Traité.

Le Conseil d'Etat note avec satisfaction que le seuil minimal de représentants par pays est fixé à six, ce qui maintient au Luxembourg sa représentation actuelle. Alors que dans le cadre de la Convention ce seuil avait été réduit, de l'accord des conventionnels luxembourgeois, à quatre sièges, la CIG, au niveau des ministres des Affaires étrangères, a été sensible aux arguments des petits Etats qui souhaitent assurer la représentation adéquate de toutes les sensibilités politiques nationales au niveau européen. Cet acquis est d'autant plus remarquable que, dans le cadre d'une extension ultérieure de l'Union, le nombre de représentants luxembourgeois ne va plus baisser, contrairement aux quotas réservés aux pays plus peuplés qui pourront voir leur représentation amputée pour respecter le nombre maximal de sept cent cinquante sièges figurant au Traité. L'écart entre le nombre de représentants des Etats les moins peuplés et des Etats les plus peuplés sera même réduit de cette manière.

Les pouvoirs du Parlement européen se retrouvent sensiblement accrus au Traité. Le Parlement est chargé non seulement de la fonction de contrôle politique et de missions consultatives. Il élit également le président de la Commission sur proposition du Conseil européen. Sous le régime actuel, le Parlement ne dispose que d'un pouvoir d'approbation. Le Parlement européen a déjà prouvé en 2004 qu'il sait exercer pleinement ses compétences sur cette question. La clarification de la terminologie se traduira probablement par un renforcement réel des pouvoirs du Parlement sur le choix des commissaires, même si le Parlement ne peut refuser ou destituer les commissaires individuellement.

Le Parlement n'intervient toutefois pas dans la nomination du président du Conseil européen et du ministre des Affaires étrangères.

En matière budgétaire, les attributions du Parlement sont moins étendues que celles initialement préconisées par la Convention. La procédure d'approbation du budget finalement retenue (*Article III-404*) reste fort complexe. Dans le domaine de la codécision, le Traité met le Parlement sur un pied d'égalité avec le Conseil des ministres. Le Parlement devra aussi donner son approbation, à la majorité de ses membres, pour les lois européennes du Conseil des ministres qui fixent le cadre financier pluriannuel (*Article I-55*).

L'*Article I-21* ne modifie pas sensiblement les tâches du Conseil européen. Son rôle consiste à donner, comme par le passé, les impulsions nécessaires au développement de l'Union et à définir les orientations et priorités politiques générales communes.

Le paragraphe 4 de cet article précise que le Conseil européen se prononce en règle générale par „consensus“, expression sibylline, alors que d'autres dispositions du Traité et notamment l'*Article I-20*, paragraphe 2 prévoient des décisions prises à l'unanimité. Le Conseil d'Etat ne perçoit pas de différence juridique entre ces deux formules.

Le Conseil européen dispose d'une compétence précise en matière de nominations: c'est lui qui propose (à l'unanimité) le président de la Commission au Parlement européen et nomme, à la majorité qualifiée, son propre président ainsi que le ministre des Affaires étrangères.

En conférant au Conseil européen la qualité d'institution de l'Union, le Traité clarifie le statut de cet organe. Un Conseil européen réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres, le président du Conseil et le président de la Commission. Le ministre des Affaires étrangères de l'Union „participe à ses travaux“.

L'*Article I-21*, paragraphe 1er précise que le Conseil européen n'exerce pas de fonction législative. Cette fonction est réservée au Conseil des ministres et au Parlement européen. La précision est utile.

Dorénavant, le Conseil européen doit se réunir chaque trimestre. Au cours des dernières années, les réunions du Conseil européen furent toujours marquées par un intérêt médiatique exceptionnel dans les pays membres. Pour éviter de devoir faire passer un message d'échec à l'issue de ces réunions, les participants étaient toujours exposés à une certaine pression afin d'aboutir sur une note positive marquant des progrès pour l'Union. Il reste à espérer que le calendrier des réunions plus contraignant contribuera à déclencher une dynamique de rapprochement et de solidarité et constitue dès lors un élément bénéfique pour l'Union.

L'institution d'un président permanent du Conseil européen, embryon d'un véritable président de l'Union des peuples européens, constitue une innovation majeure (*Article I-22*). L'indépendance et le prestige de ce représentant se trouveront renforcés par le fait qu'il ne peut pas exercer simultanément un mandat national. Le président, dont les missions restent inchangées par rapport aux fonctions actuelles du président dans le cadre de la rotation semestrielle, sera nommé pour deux ans et demi, renouvelable une fois. Le président ne pourra être révoqué par le Conseil européen qu'en cas de „faute

grave“, ce qui exclut la révocation en cas de changement de majorités politiques ou des intérêts nationaux au Conseil européen.

En définitive, l'importance politique de cette nouvelle fonction dépendra largement de l'habileté de son titulaire et de sa capacité à se démarquer par rapport au président de la Commission et au ministre des Affaires étrangères. A signaler toutefois que le libellé des textes n'exclut pas formellement la possibilité de désigner le président de la Commission également aux fonctions de président du Conseil européen.

Le Conseil des ministres (*Article I-23*), dénommé „Conseil“ (une désignation prêtant moins à confusion eût été salubre), continue d'exercer les mêmes fonctions que celles figurant actuellement dans les articles 202, 203 et 205 TCE. Il est composé d'un représentant nommé par chaque Etat membre au niveau ministériel pour chacune de ses formations. Le Traité identifie deux formations, à savoir le Conseil des affaires générales et le Conseil des affaires étrangères. Il appartient au Conseil européen d'établir une liste des autres formations possibles du Conseil des ministres.

Dorénavant, le Conseil des affaires étrangères sera présidé par le nouveau ministre des Affaires étrangères. Pour les autres conseils, la règle de la présidence semestrielle tournante est provisoirement maintenue faute d'avoir pu s'accorder sur une formule plus efficace.

L'élargissement de l'Union à vingt-cinq pays a obligé les Etats membres de s'entendre sur une extension du vote à la majorité qualifiée. Le maintien du vote unanime aurait en effet compromis le fonctionnement des institutions.

Les conventionnels se sont rapidement mis d'accord sur l'élargissement du champ d'application de la majorité qualifiée (*Article I-25*). Suite aux négociations au niveau de la CIG, une vingtaine de dispositions seulement sont concernées. A signaler toutefois que le Conseil européen peut, par le biais d'une „clause passerelle“, élargir le champ d'application de la majorité qualifiée sans passer par une nouvelle révision du Traité.

Par contre, les dispositions et tractations autour de la réforme de la formule de la majorité qualifiée furent certainement les plus laborieuses du Traité. Le système résultant du Traité de Nice est excessivement complexe, raison pour laquelle la Convention avait proposé un système à majorité double dont la mise en vigueur était prévue pour 2009. Ce système prévoyait une majorité qualifiée qui requerrait l'approbation de la moitié des Etats membres représentant soixante pour cent de la population et avait le mérite de la simplicité. Le système finalement adopté par la CIG et figurant à l'*Article I-25* du Traité est plus complexe et plus difficile à appliquer. La majorité qualifiée requiert au moins cinquante-cinq pour cent des membres du Conseil comprenant au moins quinze Etats membres et représentant au moins soixante-cinq pour cent de la population de l'Union. Une minorité de blocage doit inclure au moins quatre membres du Conseil, faute de quoi la majorité est réputée acquise.

Dans l'hypothèse où le Conseil n'agit pas sur une proposition de la Commission ou du ministre des Affaires étrangères, la majorité qualifiée correspond à soixante-douze pour cent des membres du Conseil, représentant des Etats membres comprenant au moins soixante-cinq pour cent de la population de l'Union. Cette majorité qualifiée dérogatoire s'applique notamment aux décisions du Conseil en matière de politique étrangère et de sécurité commune et dans le cadre de l'union économique et monétaire, chaque fois que le Conseil agit à son initiative. L'augmentation des deux seuils et l'adjonction de nouvelles conditions lors des négociations au niveau de la CIG ont été largement critiquées alors que ces mesures risquent de porter atteinte à la capacité d'agir de l'Union. Le Conseil d'Etat estime néanmoins que la formule finalement adoptée tient somme toute mieux compte des intérêts des petits Etats membres. Le compromis est moins favorable aux pays „moyens“ et à l'Allemagne, pays le plus peuplé de l'Union. Le nouveau système n'entrera en vigueur qu'au 1er novembre 2009 après la tenue des élections européennes.

La Commission européenne est régie par les *Articles I-26, I-27 et III-347 à III-352* du Traité. Le rôle de la Commission n'a pas sensiblement varié par rapport à la situation actuelle. Elle reste le promoteur de l'intérêt communautaire. Ses attributions sont énumérées à l'*Article I-26*: droit d'initiative, gardienne du respect du Traité, responsable de l'exécution du budget, fonction de coordinateur, d'exécuteur et de gestionnaire. La fonction de représentant extérieur de l'Union lui appartient également, exception faite de la politique étrangère et de sécurité commune. Un certain enchevêtrement des compétences avec le futur président du Conseil européen ne peut être exclu dans certains domaines de l'action extérieure, même si la lecture combinée des *Articles I-22 et I-28* du Traité semble avoir résolu le problème.

Les débats sur la Commission ont moins porté sur ses missions que sur la composition. A partir du 1er novembre 2014, le collège sera composé d'un nombre de membres, y compris son président et le ministre des Affaires étrangères de l'Union, correspondant aux deux tiers du nombre des Etats membres, à moins que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, ne décide de modifier ce nombre. Les membres de la Commission seront sélectionnés selon un système de rotation égale entre les Etats membres, à établir par le Conseil européen.

Jusqu'en 2014, chaque Etat membre disposera d'un commissaire. Le Conseil d'Etat note avec satisfaction que les Etats membres seront traités sur un pied d'égalité pour la détermination de l'ordre de passage et du temps de présence de leur ressortissant au sein de la Commission. Ce traitement égalitaire des Etats est toutefois tempéré par la stipulation sub *Article I-26*, paragraphe 6b) qui précise que chacune des commissions successives est constituée de „manière à refléter d'une manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des Etats membres“.

L'*Article I-27* du Traité est consacré au président de la Commission européenne. Le Conseil européen dispose d'un pouvoir de proposition, la décision appartenant au Parlement européen. Le rôle du Parlement européen est ainsi légèrement renforcé, alors qu'à l'heure actuelle, le président de la Commission est désigné par le Conseil européen et approuvé par le Parlement. La formule retenue dans le Traité reste néanmoins critiquable. Le Parlement européen doit en effet décider sur base d'une seule proposition soumise par le Conseil européen. On aurait pu imaginer sans problème une formule plus démocratique, telle que l'élection du président par le Parlement européen parmi plusieurs candidats, sinon même une procédure de désignation impliquant les parlements nationaux. La „Déclaration ad article I-27“ figurant parmi les „Déclarations relatives à des dispositions de la Constitution“ annexées au Traité et qui prévoit, préalablement à la décision du Conseil, des consultations „dans le cadre jugé le plus approprié“ ne change rien au déficit démocratique du procédé retenu.

Les attributions du président de la Commission restent inchangées, à l'exception notable du pouvoir de démettre un commissaire de ses fonctions à son initiative et sans intervention du collège.

Le Traité prévoit l'institution d'un ministre des Affaires étrangères chargé de la conduite de la politique étrangère et de la sécurité commune de l'Union (*Article I-28* du Traité). Le ministre est également chargé des politiques de sécurité et de défense commune.

Le ministre des Affaires étrangères remplace le Haut Représentant pour la politique étrangère, d'une part, et le commissaire aux Relations extérieures, d'autre part. Le ministre des Affaires étrangères conduit cette politique et est chargé en même temps, au sein de la Commission, en sa qualité de vice-président de celle-ci, des relations extérieures et de la coordination des autres aspects de l'action extérieure de l'Union. Cette fonction hybride du ministre des Affaires étrangères de l'Union explique la procédure de nomination propre à ce poste ainsi que la complexité de la procédure menant le cas échéant à une démission du titulaire. Le ministre des Affaires étrangères est en effet nommé par le Conseil européen qui statue à la majorité qualifiée et avec l'accord du président de la Commission. Il est également soumis, ensemble avec les autres membres de la Commission dont il fait partie, à un vote d'approbation collectif du Parlement européen. Le rôle particulier de la fonction explique aussi pourquoi le ministre des Affaires étrangères de l'Union est responsable pour ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité devant le Conseil européen qui pourrait mettre fin à son mandat selon la même procédure que celle prévue pour sa nomination, tandis que, dans l'exercice de ses responsabilités au sein de la Commission, et pour ces responsabilités seulement, il relève des procédures qui régissent la Commission, c'est-à-dire qu'il est responsable devant le Parlement européen.

En ce qui concerne les compétences externes communautaires, le ministre agira en tant que membre de la Commission chargée des relations extérieures, tandis que les pouvoirs d'initiative, de mise en œuvre et de représentation appartiendront à la Commission en tant que collège. Pour ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune, l'initiative appartient au ministre, la mission de la Commission se limitant au soutien de ses propositions.

La Cour de justice de l'Union européenne (*Articles I-29 et III-353 à 381*) est l'institution européenne qui, mis à part sa dénomination, ne subit que peu de changements en ce qui concerne la composition et l'organisation. Elle est en fait composée de plusieurs juridictions:

- la Cour de justice, proprement dite (on peut regretter l'ambiguïté), est composée d'un juge par Etat membre;
- le Tribunal de première instance, appelé „tribunal“, est composé d'au moins un juge par Etat membre;

– les tribunaux spécialisés (actuellement „chambres spécialisées“) peuvent être créés par une loi européenne selon la procédure législative ordinaire. Leurs décisions sont renvoyées en appel devant le Tribunal.

Les juges et les avocats généraux sont nommés d'un commun accord par les gouvernements.

Le Traité innove en instituant un comité chargé de donner „un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions“ avant que les gouvernements des Etats membres ne procèdent aux nominations. Ce comité est composé de sept personnalités du monde judiciaire européen.

Le statut des juges et des avocats généraux, l'organisation de la Cour de justice et la procédure devant la Cour et le Tribunal sont fixés dans le Protocole No 3 annexé au Traité. Ce protocole ne révèle pas de changements majeurs.

Les attributions de l'institution juridictionnelle de l'Union n'ont également guère évolué. Ainsi, la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas de compétence en matière de politique étrangère et de sécurité commune (*Article III-376*). Elle n'est compétente, en cette matière, que pour contrôler le respect des procédures et l'étendue respective des attributions des institutions prévues par le Traité. Par contre, la Cour de justice devient pleinement compétente dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière sous la réserve de l'absence de compétence pour vérifier la validité et la proportionnalité d'opérations menées par la police ou par d'autres services répressifs dans un Etat membre, ainsi que pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux Etats membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure (*Article III-377*).

L'*Article III-362* du Traité succède à l'ancien article 228 TCE, mais introduit deux changements: la procédure conduisant à des sanctions financières contre un Etat en cas de non-exécution d'un arrêt de la Cour de justice est abrégée. Par le passé, la Commission était tenue d'émettre, dans un premier temps, un avis motivé fixant à l'Etat membre un délai pour se mettre en règle avant de pouvoir saisir la Cour de justice en vue d'une sanction financière. Sous le nouveau régime institué par le Traité, la Commission peut saisir directement la Cour après avoir dûment mis en demeure l'Etat membre concerné de présenter ses observations.

Le recours en manquement de la Commission contre un Etat membre pour défaut de transposition d'une loi-cadre communautaire dans le délai imposé peut être accompagné directement d'une demande à voir imposer une somme forfaitaire ou une astreinte à payer par cet Etat. Sous le régime actuellement en vigueur (article 228 TCE), la Cour doit d'abord se prononcer sur le manquement avant de pouvoir être saisie d'une demande tendant à voir infliger une sanction financière.

Cette dernière réforme n'est pas sans danger eu égard aux retards notables accumulés, entre autres par le Luxembourg, dans la transposition de directives. Le Conseil d'Etat de renvoyer dans ce contexte à ses observations formulées dans son avis du 16 mars 2004 relatif à la proposition de révision de l'article 37 de la Constitution (*doc. parl. No 5034/02, pp. 3 et 4*) tendant à une accélération de la procédure en vigueur en la matière. L'approche du Conseil d'Etat se trouve d'autant plus justifiée que dans le contexte du Traité les parlements nationaux se voient dorénavant appelés à exprimer leur point de vue sur les projets d'actes législatifs européens (voir Protocoles Nos 1 et 2).

Les *Articles I-30 à I-32* sont consacrés aux „autres institutions“ et aux organes consultatifs. La Banque centrale européenne (*Article I-30*) se voit attribuer le statut d'institution même si elle n'est pas mentionnée parmi les institutions du „cadre institutionnel“ énumérées à l'*Article I-19*. Le changement du statut communautaire n'est toutefois accompagné d'aucun changement des structures, des missions ou des objectifs. La Banque centrale européenne reste la seule institution européenne munie de la personnalité juridique (la Banque européenne d'investissement, également munie de la personnalité juridique, n'est qu'un „organe consultatif“ de l'Union (*Article III-393*)). L'organisation de la Banque centrale européenne, restée inchangée, est régie par les *Articles III-382 et III-383* ainsi que dans le Protocole No 4 annexé au Traité.

La Cour des comptes, mentionnée aux *Articles I-31, III-384 et III-385*, demeure également inchangée dans son statut et ses missions.

Sous réserve d'une modification de la durée du mandat, le Comité des régions (*Articles I-32 et III-386 à III-388*) n'est pas non plus affecté par les changements opérés par le Traité au cadre institutionnel. Il en est de même du Comité économique et social (*Articles I-32 et III-389 à III-392*).

La prolifération des instruments normatifs de l'Union au fil des révisions successives du TCE avait fini par créer un désordre que le Traité s'emploie à éliminer. Dorénavant, le Traité distingue entre les

instruments qui relèvent du domaine législatif (*Articles I-34 et III-396*) et les instruments qui n'en relèvent pas (*Article I-35*). De cette manière, la séparation des pouvoirs et la hiérarchie des normes est rétablie à cet égard. Les particularités du système institutionnel de l'Union ne permettent toutefois pas de reproduire au niveau de l'Union la séparation classique des pouvoirs législatif et exécutif. Les actes législatifs (*Articles I-34 et III-396*) sont dorénavant dénommés „lois européennes“ (l'équivalent de l'actuel règlement) et „lois-cadres européennes“ (l'équivalent de l'actuelle directive). Ces instruments sont en principe adoptés selon la „procédure législative ordinaire“, c'est-à-dire à la majorité qualifiée du Conseil en codécision avec le Parlement européen, sur proposition de la Commission.

L'adoption des actes législatifs selon cette procédure constitue désormais le droit commun. Si le champ de la codécision législative a ainsi été considérablement élargi, le recours à des „procédures législatives spéciales“ d'adoption des lois et des lois-cadres européennes est expressément maintenu dans des cas spécifiques. Ainsi par exemple, dans le domaine de la fiscalité, le Parlement n'est appelé qu'à donner son avis. En cette matière, l'adoption des instruments législatifs demeure du ressort exclusif du Conseil des ministres statuant à l'unanimité.

Le recours à des actes législatifs est formellement exclu dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune (*Article I-40*, paragraphe 6). Ces domaines sont du ressort des décisions européennes (*Article I-40*, paragraphe 3).

Le Traité a ramené les instruments d'action de l'Union (actes non législatifs) à deux: il s'agit, d'une part, du règlement européen que l'*Article I-33* du Traité définit comme „acte non législatif de portée générale pour la mise en œuvre des actes législatifs et de certaines dispositions de la Constitution“ et, d'autre part, de la „décision européenne“ qui est définie comme „un acte non législatif obligatoire dans tous ses éléments“, le caractère obligatoire étant limité à ses destinataires lorsqu'elle en désigne.

Les règlements européens peuvent prendre la forme d'un „règlement européen délégué“ (*Article I-36*) ou d'un „règlement européen d'exécution“ (*Article I-37*). Les recommandations et les avis, qui sont sans effet contraignant, figurent également parmi les actes non législatifs.

Les dispositions particulières relatives à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), régies par l'*Article I-40*, soulignent la volonté persistante des Etats membres de ne pas céder cet attribut de la souveraineté nationale aux institutions de l'Union. Même si le Traité affiche la volonté de réaliser „un degré toujours croissant de convergence des actions des Etats membres“, la PESC répond à un régime fort différent par rapport au jeu des compétences normal. Le maintien de la règle de l'unanimité dans la prise de décision, tant au niveau du Conseil européen, qu'au niveau du Conseil, reflète les réticences des Etats à l'égard de toute tentative de communautarisation de leurs prérogatives en ce domaine. Il appartient au seul Conseil européen d'identifier les intérêts stratégiques de l'Union et de fixer les objectifs de la PESC. La Commission perd tout droit d'initiative dans le Traité au profit du ministre des Affaires étrangères.

Le Parlement européen, qui n'a aucune compétence ou influence directe en ce domaine, n'est que consulté et tenu informé sur „les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune“.

Le Conseil européen peut toutefois, par une décision prise à l'unanimité, autoriser le Conseil à passer à la prise de décision par majorité qualifiée en matière de politique étrangère (*Articles I-40*, paragraphe 7 et *III-300*, paragraphe 3). Cette „passerelle“ ne s'applique toutefois pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (*Article III-300*, paragraphe 4).

Pour les commentaires relatifs aux *Articles I-41 et I-42* traitant respectivement de la politique de sécurité et de défense commune ainsi que de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, il est renvoyé aux parties III.6 et III.4 du présent avis.

Les *Articles I-43 et III-329* introduisent la clause de solidarité entre les Etats membres en cas d'attaque terroriste ou de catastrophe naturelle ou humaine. Cette clause est nouvelle.

Les dispositions sur les coopérations renforcées (*Articles I-44 et III-416 à III-423*) furent introduites par le Traité d'Amsterdam et furent considérées à l'époque comme une innovation majeure. La coopération renforcée permet à un groupe d'Etats membres de développer des politiques plus intégrées dans le cadre des institutions et des instruments de l'Union. Certains Etats adoptaient une attitude réservée en brandissant le spectre d'une Europe à plusieurs vitesses (voir la discussion autour de la notion de „noyau dur“ composé par un groupe restreint de pays soucieux d'approfondir la coopération dans un cercle d'Etats restreint). A l'époque, le Conseil européen souhaitait ancrer les différences de

niveau d'intégration dans le cadre institutionnel de l'Union en vue d'empêcher ainsi que ces noyaux durs ne se forment en dehors de celui-ci, comme cela fut le cas pour l'espace Schengen.

Les règles du Traité autorisent dorénavant un groupe d'Etats à utiliser les institutions et les instruments de l'Union pour développer des politiques plus intégrées.

Dans son avis du 12 mai 1998 sur le projet de loi devenu la loi du 3 août 1998 portant approbation du Traité d'Amsterdam, le Conseil d'Etat avait regretté l'exclusion de la PESC du champ d'application de la coopération renforcée (*Doc. parl. No 4381/01, sess. ord. 1997-1998*). Le Traité met fin à cette exclusion. Le Conseil d'Etat examinera les modalités de l'action de l'Union dans ce domaine à la partie III.6 du présent avis.

A signaler que dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune l'accord du Conseil à une coopération renforcée est soumis à l'exigence de l'unanimité (*Article I-40*, paragraphe 6), ce qui équivaut à introduire un droit de veto pour tout Etat membre.

L'*Article III-422* introduit une „clause passerelle“ en permettant aux Etats membres ainsi associés en vue d'une coopération renforcée de remplacer la règle de l'unanimité par la prise de décision à la majorité qualifiée et même de passer d'une procédure législative spéciale à la procédure législative ordinaire. Ces passerelles sont toutefois exclues pour les décisions relatives à la défense.

Il importe de souligner qu'aux termes de l'*Article III-416* les coopérations renforcées doivent respecter le droit de l'Union (et ne peuvent s'émanciper de celui-ci). Elles ne peuvent non plus intervenir dans le domaine des compétences exclusives de l'Union. La procédure d'autorisation est complexe, ce qui augmente le risque de blocage. La Commission, le Parlement européen et le Conseil doivent autoriser préalablement toute initiative et peuvent ainsi empêcher toute coopération renforcée. Il faut rappeler que depuis le Traité d'Amsterdam les Etats membres n'ont jamais eu recours à ce procédé (si on fait abstraction du développement de l'acquis de Schengen qui fut intégré dans le cadre institutionnel européen).

I.3 Les finances de l'Union

Les dispositions du Traité sur les finances de l'Union et la procédure budgétaire n'ont guère varié. Les principes budgétaires et financiers traditionnels énoncés à l'*Article I-53* sont repris des articles 268, 270, 271 et 280 TCE.

La procédure d'adoption des dispositions applicables au système des ressources propres de l'Union prévoit toujours une loi du Conseil adoptée à l'unanimité après consultation du Parlement européen, loi qui n'entre en vigueur qu'après ratification par les parlements de tous les Etats membres (*Article I-54*). L'élargissement de l'Union à vingt-cinq membres compliquera nécessairement cette tâche. Une procédure plus souple est instituée pour l'adoption des „mesures d'exécution“ du système des ressources propres, pour lesquelles le Conseil statue à la majorité qualifiée après approbation du Parlement européen. La nature de ces „mesures d'exécution“ doit toutefois être déterminée par une loi européenne du Conseil adoptée à l'unanimité après approbation par le Parlement européen.

L'*Article III-404* simplifie la procédure budgétaire. L'ensemble des dépenses de l'Union est désormais fixé par le Parlement européen et le Conseil en codécision. Chacune des deux institutions européennes procède à une seule lecture (au lieu de deux comme aujourd'hui).

L'*Article I-55* introduit les accords pluriannuels dans le Traité. Ces accords, faisant l'objet d'une loi européenne du Conseil adoptée à l'unanimité, sont établis pour une période d'au moins cinq ans (en fait pour sept ans) et fixent les montants des plafonds annuels des crédits pour engagements par catégorie de dépenses et du plafond annuel des crédits pour placements. Le Traité prévoit une „passerelle“ qui permettrait de passer à l'adoption du plan pluriannuel par un vote à la majorité qualifiée. L'exercice de ce transfert de l'unanimité à la majorité qualifiée exige toutefois une décision européenne préalable du Conseil européen prise à l'unanimité. Une telle décision paraît pour l'instant peu probable.

PARTIE II

(Les droits fondamentaux)

Cette Partie reprend le texte (y compris le préambule) de la Charte des droits fondamentaux, proclamée lors du Conseil de Nice de décembre 2000.

L'Union est ainsi fondée sur „les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité“ qui sont communes aux „peuples d'Europe“ (*Préambule à la Charte*, C310/41; voir en outre, *Articles I-1*, paragraphe 2, *I-2*, *I-3*, *I-58*, paragraphe 1er et *I-59*).

La Charte égrène ces droits autour de six thèmes qui ont pour noms „Dignité“, „Libertés“, „Egalité“, „Solidarité“, „Citoyenneté“ et „Justice“. Un titre VII regroupe les „Dispositions générales régissant l'interprétation et l'application de la Charte“. Force est de souligner que la Charte reprise à la Partie II n'a pas le monopole en matière d'évocation des droits et libertés fondamentaux, comme le montre le répertoire ci-après qui ne prétend pourtant pas être exhaustif:

<i>Article I-4</i>	Libertés fondamentales et non-discrimination;
<i>Article I-9</i>	Droits fondamentaux;
<i>Article I-45</i>	Principe d'égalité démocratique;
<i>Article I-47</i>	Principe de la démocratie participative;
<i>Article I-48</i>	Les partenaires sociaux et le dialogue social autonome;
<i>Article I-49</i>	Le médiateur européen;
<i>Article I-50</i>	Transparence des travaux des institutions, organes et organismes de l'Union;
<i>Article I-51</i>	Protection des données à caractère personnel;
<i>Article I-52</i>	Statut des églises et des organisations non confessionnelles;
<i>Article III-116</i>	visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes;
<i>Article III-118</i>	invitant à combattre toute forme de discrimination;
<i>Article III-123</i>	renvoyant à l' <i>Article I-4</i> ;
<i>Article III-124</i>	manifestement lié à l' <i>Article III-118</i> ;
<i>Article III-126</i>	en rapport avec les élections municipales et européennes, à rapprocher de l' <i>Article I-10</i> , paragraphe 2;
<i>Article III-133</i>	rappelant la libre circulation des travailleurs et le principe de non-discrimination;
<i>Article III-136</i>	cadrant le domaine de la sécurité sociale dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;
<i>Article III-137</i>	concernant la liberté d'établissement des ressortissants d'un Etat membre sur le territoire d'un autre Etat membre;
<i>Article III-144</i>	réglant dans le même sens la libre prestation des services;
<i>Article III-209</i>	détaillant les principes à la base de la politique sociale;
<i>Article III-292</i>	qui en fait de même à l'égard de „l'action de l'Union sur la scène internationale“;
	(...)

Nombreuses sont en outre les références directes ou indirectes à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales émaillées à travers le Traité (Voir p. ex.: *Articles I-2*; *I-3*, paragraphe 4, *I-9*, paragraphe 3, *Préambule à la Partie II*, *Articles II-112*, paragraphe 3, *II-113* et *III-292*, paragraphe 1er).

L'*Article II-112* contient cependant quelques dispositions qui ne manquent pas de potentiel contentieux. Le paragraphe 3 prévoit que „dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue“. Le paragraphe 4 ajoute que „dans la mesure où la présente Charte reconnaît des droits fondamentaux tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, ces droits doivent être interprétés en harmonie avec lesdites traditions“. Or, les renvois à ces traditions constitutionnelles ne sont pas rares (Voir p. ex.: *Article I-9*, paragraphe 3, *Préambule à la Partie II* et

Article II-113). A cela s'ajoute que nombreux sont les droits consacrés par la Charte même qui sont rapprochés de lois, législations ou pratiques nationales (Voir p. ex.: *Articles II-70, II-76, II-87, II-88, II-90, II-94, II-95, II-96, II-101*, paragraphe 3 et *II-112*, paragraphe 6).

Selon le *Préambule à la Partie II*, „la Charte sera interprétée par les juridictions de l'Union et des Etats membres en prenant dûment en considération les explications établies sous l'autorité du praesidium de la Convention qui a élaboré la Charte et mises à jour sous la responsabilité du praesidium de la Convention européenne“. L'*Article II-112*, paragraphe 7 renchérit en stipulant que „les explications élaborées en vue de guider l'interprétation de la Charte des droits fondamentaux sont dûment prises en considération par les juridictions de l'Union et des Etats membres“. Sont ici visées les explications figurant à la Déclaration No 12 qui en modère toutefois la portée en disant que „bien que ces explications n'aient pas en soi de valeur juridique, elles constituent un outil d'interprétation précieux destiné à éclairer les dispositions de la Charte“. Faut-il être de mauvaise foi pour se demander ce que cela signifie? Les juridictions visées sont-elles maintenant ou ne sont-elles pas obligées de prendre en considération ces explications? La réponse ne coule pas de source. (Sur ces ambiguïtés, voir: „*L'intégration de la Charte des droits fondamentaux dans la Constitution européenne*“, par Fabienne Turpin, *RTDE 2003*, pages 631-632)

Restent encore à évoquer quelques problèmes substantiels qu'engendre l'*Article I-9* du Traité dans ses paragraphes 2 et 3 libellés comme suit:

„2. L'Union adhère à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Cette adhésion ne modifie pas les compétences de l'Union telles qu'elles sont définies dans la Constitution.

3. Les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux.“

Le paragraphe 3 n'innove pas vraiment alors que l'article 6, paragraphe 2 TUE (originellement Article F) prévoyait déjà que „l'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire“. En lui-même ce paragraphe 3 de l'*Article I-9* n'est guère problématique. „*Self executing*“, il sortira ses effets, une fois le Traité entré en vigueur conformément à l'*Article IV-447*. Il relayera de la sorte l'ancien article 6 TUE abrogé par le Traité sous avis (*Article IV-437*).

Par contre, l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne ne devient pas parfaite avec l'entrée en vigueur du Traité. Cette adhésion est d'abord subordonnée à une ouverture en ce sens de la Convention de Rome. Dans ce but, l'article 17 du Protocole No 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, amendant le système de Contrôle de la Convention et signé à Strasbourg, le 13 mai 2004, tend à compléter l'article 59 de cette Convention par un nouveau paragraphe 2 stipulant que „l'Union européenne peut adhérer à la présente Convention“. Tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus (Voir en ce sens l'avis du Conseil d'Etat du 22 mars 2005 sur le projet de loi No 5423 afférent, de même que le Protocole No 32 annexé au Traité, C310/378).

Par ailleurs, cette adhésion devenue parfaite, comment harmoniser sinon au moins coordonner la jurisprudence des deux cours impliquées dans l'interprétation de la Convention européenne proprement dite ou des principes généraux qui s'en dégagent? Comment concilier cette jurisprudence avec l'approche en la matière qui pourra être celle adoptée par les juridictions nationales?

Quant au fond, comment donc empêcher que des droits ou libertés similaires sinon identiques qui figurent et dans la Charte et dans la Convention européenne ne donnent lieu à des interprétations divergentes? L'adhésion de l'Union à la Convention européenne et le maintien parallèle, voire la consécration de la Charte, risqueront d'être source de conflits. (Sur la problématique, voir l'avis du Conseil d'Etat du 12 mai 1998 émis dans le cadre de la procédure d'approbation du Traité d'Amsterdam/ *Doc. parl. No 4381/01, sess. ord. 1997-1998, pages 16 et ss.*).

Toutes les critiques que le Conseil d'Etat a cru devoir émettre à l'endroit de la Partie II du Traité ne doivent en aucun cas ternir la perception positive qu'auront aux yeux des citoyens européens la consécration juridique de la Charte des droits fondamentaux de l'Union et l'adhésion de cette dernière à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Ce sont deux accents à forte connotation symbolique susceptibles de rapprocher l'Union de ses citoyens.

PARTIE III

(Les politiques et actions de l'Union)**III.1. Le marché intérieur**

En confirmant dans le Traité le principe de l'instauration d'un marché intérieur communautaire, les auteurs renouent avec la volonté des pères fondateurs de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier de 1951 et de la Communauté économique européenne de 1957 de „substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, [de] fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre les peuples (...)“ et „[d'] assurer par une action commune le progrès économique et social de leurs pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe“ avec „(...) pour but essentiel [de] leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples“.

A l'évidence, les deux traités cités esquissaient le modèle de société cohérent, fondé sur le développement économique grâce à un marché unique ainsi que sur la cohésion et le progrès social que les fondateurs ont voulu donner à une Europe meurtrie par les souffrances dans lesquelles l'avaient plongée les deux guerres dévastatrices de la première moitié du 20^e siècle.

Face à la reproduction fidèle dans le nouveau traité des dispositions fondamentales sur l'établissement et le fonctionnement d'un marché intérieur repris des traités initiaux, l'une des critiques majeures voulant que le Traité suive une démarche exclusivement fondée sur les règles du libre marché apparaît donc comme non justifiée. Cette conclusion semble d'autant plus pertinente si on la rapproche des objectifs de l'Union européenne arrêtés à l'*Article I-3* du Traité. En effet, il ne s'agit pas seulement de créer „un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée“, mais l'Union entend œuvrer „pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement“.

La libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement sont garanties par l'Union en vertu de l'*Article I-4* qui s'intitule „Libertés fondamentales et non-discrimination“. En tant que telles, elles ont donc un lien manifeste avec les droits fondamentaux évoqués dans la Partie II du Traité ci-avant examinée.

En fait, les *Articles III-130, III-131 et III-132*, traitent de l'établissement et du fonctionnement du marché intérieur, ne font que reprendre les dispositions des articles 14, 15, 297 et 298 TCE, à quelques modifications rédactionnelles près. Si le niveau d'intégration communautaire actuel justifie le remplacement „des mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur“ (jusqu'au 31 décembre 1992) par celles „destinées à établir ou assurer le fonctionnement du marché intérieur“, les modifications apportées au paragraphe 3 de l'*Article III-130* sont conditionnées par la nouvelle nomenclature des actes juridiques que peut poser l'Union en vertu de l'*Article I-33*. La précision que le Conseil adopte les règlements et décisions à la majorité qualifiée devient par ailleurs superfétatoire en présence du paragraphe 3 de l'*Article I-23* prévoyant que, de façon générale et sauf les cas où le Traité en dispose autrement, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Si le Traité n'altère certainement pas les orientations originelles de la construction européenne en matière économique et sociale, les appréhensions d'aucuns sur la façon dont il va se répercuter sur la réalisation en Europe d'un grand marché unique, fondé sur les quatre libertés de circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux, semble par conséquent davantage tenir aux écarts qui se sont creusés entre les conditions de travail et de production dans l'espace communautaire suite à l'élargissement intervenu au 1^{er} mai 2004 qu'aux dispositions au fond résultant du nouveau cadre juridique à mettre en place.

Le Conseil d'Etat se passera d'un commentaire sur les *Articles III-133 à III-150* traitant de la libre circulation des personnes et des services étant donné qu'elles s'inspirent des dispositions antérieures en la matière restées non modifiées et se limite à renvoyer à ses observations dans la Partie II du présent avis en ce qui concerne les droits fondamentaux.

La libre circulation des marchandises est régie par les *Articles III-151 à III-155* portant respectivement sur l'union douanière, la coopération douanière et l'interdiction de restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation à l'intérieur de l'Union. L'union douanière fait partie des domaines de

compétence exclusive selon l'Article I-13. Les dispositions sous examen reprennent le contenu des Articles 23 à 31 TCE. L'adoption des règlements et décisions par le Conseil en matière de fixation du tarif douanier commun à la majorité qualifiée (cf. Article I-23) reste inchangée. En matière de coopération douanière, la rédaction de l'Article III-152 s'aligne sur les dispositions de l'article 135 TCE; toutefois, eu égard à l'objectif nouveau d'une harmonisation du droit pénal inscrit à l'Article III-271, l'exclusion actuelle du champ d'application de la coopération douanière des mesures touchant à l'application du droit pénal national ou à l'administration de la justice dans les Etats membres est supprimée.

Les modalités de mise en œuvre du libre mouvement des capitaux et des paiements reprennent grosso modo les articles 56 à 59 TCE (cf. Articles III-156, III-157, III-158, III-159 et III-160). Trois changements par rapport à la législation actuelle sont à signaler. En premier lieu, la mise en place du cadre légal pour la libéralisation des mouvements des capitaux se fera dorénavant à la majorité qualifiée, sauf pour ce qui est des décisions „qui constituent un recul dans le droit de l'Union“ où l'unanimité demeure requise (cf. Article III-157). Le paragraphe 4 de l'Article III-158 permet à l'avenir à un Etat membre de prendre des mesures fiscales restrictives en l'absence de disposition communautaire en la matière, à condition d'une décision communautaire conforme prise par la Commission ou, à défaut, par le Conseil. Enfin, et c'est là l'innovation la plus importante par rapport à la situation actuelle, l'Article III-160 introduit la possibilité pour l'Union de mettre en place un cadre légal permettant l'application des mesures utiles en matière de restriction des mouvements de capitaux et de paiements pour épauler la prévention et la lutte contre le terrorisme. Le texte a pourtant soin de préciser que les règles de l'Etat de droit doivent être respectées pour protéger convenablement les droits des personnes physiques et morales susceptibles de faire l'objet des mesures restrictives en question.

Les règles sur la concurrence font l'objet des Articles III-161 à III-166 qui prévoient les règles applicables aux entreprises et des Articles III-167 à III-169 qui ont trait aux aides accordées par les Etats membres. Sauf les modifications de forme tenant à la création des nouveaux instruments juridiques, les articles en question reprennent respectivement les articles 81 à 86 et 87 à 89 TCE. Il y a cependant lieu de remarquer qu'à l'Article III-165 a été ajouté un paragraphe 3 nouveau qui formalise une pratique courante de la Commission consistant, en vue de désengorger ses services, à adopter des règlements d'exemption pour certains types d'accords, à condition d'avoir été habilitée par le Conseil pour ce faire.

Les règles régissant les aides accordées par les Etats membres précisent par rapport au TCE, hormis plusieurs changements de forme, le statut particulier de certaines régions de l'Union (ex-RDA et certaines îles de l'Atlantique et des Caraïbes, regroupées sous la dénomination „régions ultrapériphériques“) en matière d'application des mesures fiscales et douanières, d'approvisionnement en produits de première nécessité, d'agriculture et de pêche ainsi qu'en matière d'aides d'Etat. Le Conseil d'Etat estime par ailleurs indiqué de rapprocher les dispositions sur les aides d'Etat des Articles II-96 et III-122 qui reprennent et précisent la notion de services d'intérêt économique général. La fourniture, l'exécution et le financement de ces services sont largement conditionnés par le principe de subsidiarité, et ils peuvent bénéficier d'un régime juridique particulier pour tenir compte du „rôle qu'ils jouent dans la promotion de [la] cohésion sociale et territoriale [de l'Union]“. Toutefois, se trouvent-ils pour autant soustraits aux exigences des Articles III-166 et III-167? Les dispositions de l'Article III-122 incitent à penser le contraire, tandis que dans le domaine des transports l'Article III-238 énonce un traitement dérogatoire du moins pour les aides „qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public“. Il faut déplorer que le Traité n'apporte pas la clarification souhaitable pour assurer enfin une certaine sécurité juridique quant à la question d'une démarcation nette entre aides autorisées et aides interdites. Faudra-t-il dès lors attendre que la question soit tranchée par la jurisprudence? L'arrêt *Altmark* de la Cour de justice des Communautés européennes du 24 juillet 2003 a apporté certains éclaircissements. Il retient en substance, d'ailleurs contrairement aux conclusions de l'avocat général, que si les subventions aux services de transport publics ne sont pas *a priori* à considérer comme aides d'Etat, il faut pourtant que parmi d'autres conditions la subvention publique allouée ne dépasse pas, en l'absence d'adjudication publique, un niveau de compensation excédant le niveau des coûts qu'aurait supportés dans les mêmes conditions d'exploitation une entreprise moyenne. Or, comment établir *a priori* cette équivalence autrement qu'en recourant à la mise en concurrence des entreprises susceptibles de prester le service économique d'intérêt général visé?

Les dispositions fiscales regroupées dans les Articles III-170 et III-171 ne font que reprendre, sauf quelques modifications rédactionnelles, les dispositions des articles 90 à 93 TCE. Elles ne donnent dès

lors pas lieu à observation. L'exposé des motifs joint au projet de loi sous examen ne manque cependant pas d'attirer l'attention sur les tribulations qui ont précédé la solution définitivement retenue par la CIG, consacrant le principe antérieur de l'unanimité des décisions du Conseil en matière de fiscalité, principe qui a failli être ébranlé par une proposition de la Convention préconisant deux passerelles de passage possibles de l'unanimité à la majorité qualifiée en matière de coopération administrative et de lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale illégale, passerelles qui auraient été difficilement compatibles avec le secret bancaire inscrit dans la législation indigène. Et l'exposé des motifs de faire état de l'opposition de plusieurs Etats membres, dont le Luxembourg, contre pareille ouverture qui aurait risqué de remettre en question l'acquis difficilement négocié de Feira en matière d'imposition des revenus de l'épargne. Le Conseil d'Etat ne peut qu'approuver la solution retenue au niveau du Traité.

Les *Articles III-172 à III-176* qui suivent reprennent également, sous réserve des modifications rédactionnelles usuelles, le libellé des articles 95 à 97 TCE, à la remarque près que l'*Article III-176* introduit de façon explicite une nouvelle compétence communautaire en matière de création de titres européens de droits de propriété intellectuelle et d'autorisation et de contrôle centralisé de ces titres. Jusqu'à présent, le législateur européen avait recours à l'article 308 TCE pour devenir actif en la matière. Au regard de la subdivision de l'*Article III-176* en deux alinéas, le Conseil d'Etat se demande si l'unanimité prévue au Conseil pour l'adoption des lois européennes vaut uniquement pour l'établissement des régimes linguistiques relatifs à ces titres (dans ce sens cf. *fiches techniques de la Commission précitées: „Une Constitution pour l'Europe“*), ou si cette unanimité est, comme semble l'admettre le document susmentionné du Sénat français, applicable à l'adoption de l'ensemble des lois et lois-cadres relatives à la matière.

III.2. L'union économique et monétaire

Alors que le Traité instituant la Communauté économique européenne du 25 mars 1957 s'était limité en matière économique à créer une union douanière entre les Etats fondateurs et à mettre en place les mécanismes juridiques permettant d'établir un marché commun fondé sur une politique commerciale commune ainsi que sur la libéralisation du commerce au sein de la Communauté, le Traité de Maastricht a permis d'avancer vers une étape d'intégration bien plus poussée en instaurant le cadre politique et juridique de l'union économique et monétaire. En ce qui concerne la politique économique et monétaire, le Traité représente une étape de consolidation supplémentaire de cette phase d'intégration.

L'exposé des motifs joint au projet de loi d'approbation du Traité détaille notamment les modifications qu'a apportées le Traité par rapport aux dispositions du TCE.

Mis à part l'évocation parmi les objectifs de l'Union inscrits à l'*Article I-3* „d'un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée“, „d'une croissance économique équilibrée [combinée à] la stabilité des prix“, „d'une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social“ ainsi que de „la cohésion économique, sociale et territoriale“, la Partie I du Traité réserve l'*Article I-15* aux principes destinés à régir la coordination des politiques économiques et de l'emploi, tout en retenant à l'*Article I-14* que la cohésion économique, sociale et territoriale fait partie des domaines de compétence partagée entre l'Union et ses Etats membres, tandis que la politique monétaire compte parmi les domaines de compétence communautaire exclusive (cf. *Article I-13*). L'euro est désigné monnaie de l'Union au titre des symboles de l'Union énumérés à l'*Article I-8*. Enfin, l'*Article I-30*, qui fait partie du chapitre de la Partie I du Traité concernant „les autres institutions et les organes consultatifs de l'Union“ traite de la Banque centrale européenne et du Système européen de banques centrales.

Quant au chapitre de la Partie III relatif à la politique économique et monétaire, il s'aligne étroitement au titre de même nom du TCE et en épouse la structuration, les subdivisions retenues (chapitres dans le traité actuel, sections dans le traité à ratifier) traitant consécutivement de la politique économique (*Articles III-178 à III-184*), de la politique monétaire (*Articles III-185 à III-191*), des dispositions institutionnelles (*Articles III-192 et III-193*) et des dispositions transitoires (*Articles III-197 à III-202*). Les *Articles III-194 à III-196* ont trait aux dispositions nouvellement insérées qui sont propres aux Etats membres dont la monnaie est l'euro.

L'*Article III-177*, qui reprend sous forme d'une rédaction légèrement modifiée l'article 4 TCE, précise les objectifs économiques et monétaires mentionnés dans la Partie I du Traité, en disposant notamment que l'action de l'Union et de ses Etats membres sera guidée par les maîtres mots „prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable“.

La politique économique commune repose sur le principe de la coordination des politiques nationales intervenant sous forme d'adoption par le Conseil européen, sur recommandation de la Commission et suite au rapport du Conseil, d'une „conclusion sur les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres“ et sur l'engagement des Etats membres d'éviter des déficits publics excessifs dont les critères de définition font l'objet du pacte de stabilité.

Par rapport aux dispositions actuelles, le Traité prévoit aux *Articles III-179 et III-184* plusieurs innovations. Si la Commission constate que la politique économique d'un Etat membre n'est pas conforme aux orientations arrêtées par le Conseil ou que le déficit d'un Etat membre dépasse les limites fixées au niveau communautaire, elle pourra désormais adresser directement à cet Etat membre un avertissement sans passer pour cela par le Conseil. Lorsque le Conseil formulera les recommandations à adresser dans ce contexte à l'Etat membre concerné, ce dernier est exclu de la participation au vote. Par ailleurs, la majorité qualifiée spéciale de deux tiers des Etats membres, qui a jusqu'à présent été prévue à cet effet, est remplacée par la majorité qualifiée usuelle qui se dégage de l'*Article I-25*.

En ce qui concerne les dispositions qui portent plus particulièrement sur la politique monétaire, celle-ci devient compétence exclusive de l'Union pour les Etats membres ayant introduit l'euro, les autres gardant leur compétence dans le domaine monétaire. Une autre modification par rapport à la situation existante consiste à introduire une nouvelle base juridique permettant l'adoption des mesures nécessaires non seulement à l'introduction de l'euro, mais aussi à son usage courant.

En matière de politique économique et monétaire, le vote à la majorité qualifiée devient la règle. Seules les dispositions suivantes continueront à requérir l'unanimité:

- le remplacement du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs qui définit les critères de convergence pour l'adoption de l'euro, prévu à l'*Article III-184*, paragraphe 2;
- les missions spécifiques de la Banque centrale européenne en matière de contrôle prudentiel, dont question à l'*Article III-185*, paragraphe 6;
- la détermination du taux entre l'euro et la monnaie nationale au cas où un Etat membre décide de passer à l'euro (*Article III-191*).

Le Traité introduit un régime spécifique pour les Etats membres de la zone euro (cf. *Articles III-194 à III-196*) qui pourront dorénavant renforcer la coordination et la surveillance de la discipline budgétaire et intensifier leur coopération en matière de politique économique au-delà des standards communautaires, à condition de la conformité de leur politique avec celle valant pour l'ensemble des Etats membres. Les *Articles III-194 et III-196* énumèrent à cet effet les matières où le Conseil pourra statuer avec les seules voix des Etats membres de l'„eurozone“. L'ajout de cette faculté pour les Etats membres concernés est en effet devenu inéluctable au moment de l'élargissement au 1er mai 2004, alors que depuis lors les douze pays de la zone euro se trouvent en minorité au Conseil en attendant que notamment parmi les nouveaux Etats membres d'autres remplissent les critères de convergence nécessaires qui leur permettront d'adopter l'euro à leur tour.

L'*Article III-195* consacre dans le Traité la notion d'Eurogroupe. Bien que la notion soit formellement mentionnée, les commentateurs semblent d'accord pour dire que l'Eurogroupe reste néanmoins une formation informelle sans pouvoir décisionnel, les décisions relatives à la monnaie européenne unique continuant à relever des compétences du Conseil des ministres.

III.3. Les politiques dans d'autres domaines

Pour les *Articles III-203 à III-224*, qui traitent de l'emploi, de la politique sociale et de la cohésion économique, sociale et territoriale, le Conseil d'Etat renvoie à la partie de son avis examinant la liberté de circulation des travailleurs.

L'agriculture et la pêche sont régies par les *Articles III-225 à III-232* qui sont largement repris des articles 32 à 38 TCE, sauf les modifications rédactionnelles rencontrées déjà en relation avec d'autres articles du Traité et tenant notamment au souci d'harmonisation de la terminologie et aux nouvelles règles d'adoption des actes juridiques du Conseil. En vertu de l'*Article I-14*, l'agriculture et la pêche font partie des domaines de compétence partagée, à l'exception des aspects tenant en matière de pêche à la conservation des ressources biologiques de la mer, qui relèvent de la compétence exclusive de l'Union. Et l'exposé des motifs joint au projet de loi d'approbation du Traité de souligner que le régime de la codécision sera désormais de mise pour arrêter les conditions d'application des règles de concurrence à la politique commune de l'agriculture et de la pêche.

Avant de passer à l'examen des *Articles III-233 et III-234*, il convient de noter que le Traité place l'environnement parmi les grands objectifs de l'Union. Aux termes de l'*Article I-3*, la „protection et [l']amélioration de la qualité de l'environnement“ „à un niveau élevé“ figurent parmi les composantes de l'objectif du développement durable, ensemble avec la croissance économique et le progrès social. La protection de l'environnement figure par ailleurs parmi les droits fondamentaux des citoyens européens (*Article II-97*). Cette protection constitue en plus une exigence „horizontale“ qui fait que les mesures de mise en œuvre des politiques sectorielles de l'Union doivent en tenir compte dans l'intérêt de la promotion du développement durable (*Article III-119*). Les *Articles III-233 et III-234* reprennent largement les dispositions des articles 174 à 176 du traité actuel. En principe, la politique commune en matière d'environnement est arrêtée selon les règles de la procédure législative ordinaire. Or, l'*Article III-234* énumère à son paragraphe 2 les matières qui requièrent l'unanimité. Enfin, l'avant-dernier alinéa de ce paragraphe permet sur base d'une décision unanime du Conseil de faire usage du système dit „des clauses passerelles“ en passant de la règle de l'unanimité au vote à la majorité qualifiée.

La protection des consommateurs, qui fait l'objet de l'*Article III-235*, repose sur des dispositions qui sont reprises de l'article 153 TCE. Elle fait, en vertu de l'*Article I-14*, partie des compétences partagées et, mentionnée à l'*Article II-98* de la Partie II du Traité, elle compte désormais parmi les droits fondamentaux protégés par l'Union européenne. Enfin, le paragraphe 2 de l'*Article III-235* fait de la protection des consommateurs, à l'instar de ce qui est prévu pour la politique commune en matière environnementale, une exigence „horizontale“ en imposant sa prise en compte générale dans le cadre de l'ensemble des mesures de mise en œuvre du marché intérieur.

Sauf qu'en vertu de l'*Article III-236* l'ensemble des mesures communautaires relevant de la politique commune des transports seront désormais adoptées selon la procédure législative ordinaire (exception faite des dispositions dérogatoires des *Articles III-236*, paragraphe 3 et *III-243*), les *Articles III-236 à III-245* ne donnent pas lieu à observation, comme reprenant les dispositions des articles 70 à 80 TCE.

Il en est de même des *Articles III-246 et III-247* relatifs aux réseaux transeuropéens, qui reprennent les articles 154 et 155 TCE, aux précisions près que les orientations à établir en matière de réseaux transeuropéens présupposent la consultation tant du Comité des régions que du Comité économique et social, et que les projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un Etat membre requièrent l'accord de celui-ci.

En mentionnant la promotion du progrès scientifique et technique au paragraphe 3 de l'*Article I-3*, le Traité fait de la recherche et du développement un des objectifs communs destinés à contribuer au développement durable dans l'Europe. Cette inscription fait pour ainsi dire suite au Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 réservant à la recherche et au développement le rôle d'un secteur porteur de l'amélioration de la compétitivité de l'économie européenne. Les *Articles III-248 à III-255* précisent la façon dont la recherche et le développement technologique seront mis en œuvre, tout en y ajoutant l'objectif communautaire de l'élaboration d'une politique spatiale européenne à l'*Article III-254* qui est nouveau par rapport aux autres dispositions reprenant sinon s'inspirant du moins des articles 164 à 173 TCE. Le Conseil d'Etat de signaler encore que les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace relèvent en vertu de l'*Article I-14* de la compétence partagée, à la particularité près que, tant en relation avec la recherche et le développement technologique qu'en vue de l'élaboration d'une politique commune de l'espace, l'exercice de la compétence communautaire ne limite pas celle des Etats membres (cf. *Articles III-248 et III-254*).

Jusqu'à présent, les initiatives communautaires prises en matière de politique commune dans le domaine de l'énergie sont prises sur base de l'article 308 TCE qui, dans des termes généraux, permet au Conseil de prendre à l'unanimité les dispositions appropriées, „si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet“. L'*Article III-256* rompt avec cette approche pour faire de l'énergie un domaine de la politique commune à part entière. S'agissant d'un domaine de compétence partagée, les mesures communautaires seront en principe prises selon les errements de la procédure législative ordinaire. Les initiatives de nature essentiellement fiscale continueront pourtant à relever de l'unanimité, le Parlement européen étant dans ce cas seulement consulté. Par ailleurs, le paragraphe 2 dudit article confirme la liberté des Etats membres dans leur approvisionnement énergétique (dans ce sens, cf. Déclaration No 22 annexée au Traité).

III.4. Espace de liberté, de sécurité et de justice

C'est le Conseil européen qui s'est tenu à Tampere, les 15 et 16 octobre 1999, qui a placé la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice en tête de l'agenda politique de l'Union, pour ainsi tenir le pari du Traité d'Amsterdam, qui avait créé le concept unique d'un „espace de liberté, de sécurité et de justice“.

Le Traité réaffirme en son *Article I-3* que l'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures. A cet effet, l'Union assure l'absence de contrôle des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures (*Article III-257*, paragraphe 2). L'Union œuvre encore pour assurer un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention de la criminalité, du racisme et de la xénophobie, ainsi que de lutte contre ceux-ci, par des mesures de coordination et de coopération entre autorités policières et judiciaires et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale et, si nécessaire, par le rapprochement des législations pénales (*Article III-257*, paragraphe 3). Finalement, l'Union facilite l'accès à la justice, notamment par le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en matière civile (*Article III-257*, paragraphe 4). Les orientations stratégiques de la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice sont définies par le Conseil européen (*Article III-258*).

L'espace de liberté, de sécurité et de justice fait désormais partie des domaines de compétence partagée (*Article I-14*).

Il n'est plus question de premier pilier (communautaire) et de troisième pilier (intergouvernemental), pour ce qui est des mesures de mise en oeuvre. En tant qu'objectif de l'Union, l'espace de liberté, de sécurité et de justice relève, pour ce qui est des trois volets intimement liés, d'une seule méthode, à savoir la méthode communautaire.

Les instruments de la procédure de décision sont revus. Les mesures à établir le sont ou bien par une loi européenne ou bien par une loi-cadre européenne. Pour certaines mesures cependant, seule une loi-cadre européenne est admissible.

Le processus de décision est adapté: en principe, c'est la procédure législative ordinaire (c'est-à-dire le vote à la majorité qualifiée au Conseil en codécision avec le Parlement européen) qui est applicable.

La compétence de la Cour de Justice est étendue aux domaines de la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Pour ce qui est des politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration (*Articles III-265 à III-268*), le Conseil d'Etat retient en particulier que l'asile et l'immigration relèvent dorénavant d'une politique commune qui ne se limite plus à la définition de règles minimales communes (article 63 TCE). Cette approche est à saluer, compte tenu de la dimension européenne de la problématique.

La coopération judiciaire en matière civile reste centrée sur les matières civiles ayant une incidence transfrontière. Le champ d'application de la coopération est étendu en ce sens que la coopération n'est plus limitée à ce qui est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur. L'*Article III-269* met l'accent sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en tant que vecteur principal de cette coopération. Les mesures susceptibles d'être établies en vue d'assurer le développement de la coopération incluent désormais également le développement de méthodes alternatives de résolution des litiges et le soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice. Le Conseil d'Etat considère que l'établissement de méthodes alternatives de résolution des litiges ne devrait pas susciter de difficultés au regard de l'article 13 de la Constitution luxembourgeoise qui dispose que nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne: il ne devrait pas rentrer dans les intentions des auteurs de l'*Article III-269* d'organiser une sorte de „justice parallèle“, de sorte que les méthodes alternatives de résolution du litige nécessiteront le concours et le consentement de toutes les parties concernées.

La procédure législative ordinaire est d'application, sauf pour ce qui est des mesures relatives au droit de la famille où il y a maintien de la règle de l'unanimité au sein du Conseil, le Parlement européen n'étant que consulté sur lesdites mesures. Une possibilité d'étendre également aux domaines du droit de la famille la procédure législative ordinaire est réservée (*Article III-269*, paragraphe 3, alinéa 2); à cet effet, une décision européenne du Conseil, statuant à l'unanimité, est requise.

La coopération judiciaire en matière pénale est également fondée sur le principe de la reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires. Compétence est reconnue à l'Union pour établir par une loi ou loi-cadre européenne des règles et des procédures pour assurer la reconnaissance, dans l'ensemble de l'Union, de toutes les formes de jugements et de décisions judiciaires. Se rattachent à cet objectif la prévention et la résolution des conflits de compétence entre les Etats membres, le soutien à la formation des magistrats et des personnels de justice et la facilitation de la coopération entre les autorités judiciaires ou équivalentes des Etats membres dans le cadre des poursuites pénales et de l'exécution des décisions.

L'Union se voit encore reconnaître compétence, dans la mesure où cela est nécessaire pour faciliter la reconnaissance mutuelle des jugements et décisions judiciaires, d'établir par une loi-cadre européenne (la loi européenne en tant qu'acte législatif est donc exclue) des règles minimales concernant l'admissibilité mutuelle des preuves entre les Etats membres.

Le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires constitue le deuxième volet de la coopération judiciaire en matière pénale. Des règles minimales peuvent être fixées par une loi-cadre européenne, afin de faciliter la coopération policière et judiciaire dans les matières pénales ayant une dimension transfrontière, pour ce qui est des droits des personnes dans la procédure pénale ou des droits des victimes de la criminalité (*Article III-270*, paragraphe 2).

L'harmonisation du droit pénal matériel est envisagée par l'*Article III-271*: des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions peuvent être établies par une loi-cadre européenne. L'Union ne peut agir que dans des domaines de criminalité particulièrement grave, revêtant une dimension transfrontière résultant du caractère ou des incidences de ces infractions ou d'un besoin particulier de les combattre sur des bases communes. Ces domaines de criminalité sont le terrorisme, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique et la criminalité organisée. Il y a une extension, par rapport à l'article 31 TUE, des compétences de l'Union. Cette extension est toutefois justifiée au regard de l'objectif de construction d'un espace de sécurité et de justice, se traduisant en termes d'efficience de l'activité policière et d'efficacité du système de justice pénale. La liste des domaines de criminalité est en principe exhaustive, sauf décision européenne du Conseil, statuant à l'unanimité, identifiant d'autres domaines de criminalité.

Il est à signaler que la lutte contre la traite des êtres humains relève aussi de la section 2 traitant des politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration. Une harmonisation du droit pénal matériel sur la base de l'*Article III-267* semble devoir être exclue.

Le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres en matière pénale, par l'établissement via une loi-cadre européenne de règles minimales relatives à la définition des infractions et des sanctions, est également possible lorsque ce rapprochement est indispensable pour assurer la mise en œuvre efficace dans un domaine ayant fait l'objet de mesures d'harmonisation.

La procédure législative ordinaire est en principe d'application s'agissant des actes visant à établir les différentes mesures ci-dessus évoquées, avec cette particularité que le droit d'initiative n'appartient pas à la seule Commission européenne, mais est partagé. L'*Article III-264* prévoit en effet que les actes visés à la section 4 traitant de la coopération judiciaire en matière pénale sont adoptés: a) sur proposition de la Commission, ou b) sur initiative d'un quart des Etats membres.

Par exception à la règle générale, lorsqu'une loi ou loi-cadre européenne fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités visées à l'*Article III-270* peuvent intervenir sur le territoire d'un autre Etat membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci (*Article III-277*), le Conseil statue à l'unanimité, après consultation du Parlement européen. Devraient être particulièrement visées les mesures à établir sur base de l'*Article III-270*, paragraphe 1er, alinéa 2, lettre d).

Le Traité, s'il abandonne la méthode intergouvernementale, contient cependant certaines dispositions qu'on pourrait qualifier de réminiscences de cette méthode:

- Dans le cadre de la section 4 susmentionnée (et par ailleurs également dans le cadre de la section 5 consacrée à la coopération policière), les parlements nationaux veillent, à l'égard des propositions et initiatives législatives, au respect du principe de subsidiarité, conformément au Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (*Article III-259*). Le principe de subsidiarité, tel que défini à l'*Article I-11*, régit l'action de l'Union aussi dans le cadre des sec-

tions 2 (politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration) et 3 (coopération judiciaire en matière civile) du chapitre IV (espace de liberté, de sécurité et de justice) du Titre III de la Partie III de la Constitution, dans la mesure où il ne s'agit pas de domaines relevant de la compétence exclusive de l'Union. Le choix d'associer les parlements nationaux à veiller au respect du principe de subsidiarité uniquement pour les propositions et initiatives législatives relevant des sections 4 (coopération judiciaire en matière pénale) et 5 (coopération policière) ne s'explique guère autrement que par le caractère particulièrement sensible de ces domaines au regard de la souveraineté nationale.

- Tant l'Article III-270 que l'Article III-271 contiennent certaines clauses de sauvegarde à l'encontre des actes législatifs visant au rapprochement des législations: les règles minimales à établir par loi-cadre européenne tiennent compte des différences entre les traditions et systèmes juridiques des Etats membres (Article III-270, paragraphe 2). Par ailleurs un Etat membre, qui estime qu'un projet de loi-cadre européenne visant à établir des règles minimales au titre de l'Article III-270 ou de l'Article III-271 porte atteinte aux aspects fondamentaux de son système de justice pénale, peut demander que le Conseil européen soit saisi. Dans la mesure où le Conseil européen se prononce en principe par consensus (Article I-21, paragraphe 4), un blocage du processus législatif pourrait résulter de cette saisine du Conseil européen. Pour éviter toute impasse, le Traité prévoit des mécanismes allégés de recours à la coopération renforcée.

Le Traité entend renforcer le rôle d'Eurojust. Sous l'empire de l'article 31 TUE, dans sa teneur suite à l'entrée en vigueur du Traité de Nice, le Conseil encourage la coopération par l'intermédiaire d'Eurojust a) en permettant à Eurojust de contribuer à une bonne coordination entre les autorités nationales des Etats membres chargées des poursuites; b) en favorisant le concours d'Eurojust dans les enquêtes relatives aux affaires de criminalité transfrontière grave, en particulier en cas de criminalité organisée, en tenant compte notamment des analyses effectuées par Europol; c) en facilitant une coopération étroite d'Eurojust avec le Réseau judiciaire européen afin, notamment, de faciliter l'exécution des commissions rogatoires et la mise en œuvre des demandes d'extradition. Dans son avis du 3 juillet 2001 relatif au projet de loi portant approbation du Traité de Nice, le Conseil d'Etat avait relevé que les attributions d'Eurojust restent floues et qu'il était difficile d'effectuer d'ores et déjà un pronostic quant à son avenir (*Doc. parl. No 4783/01*).

Le Traité confie à la loi européenne (c'est-à-dire à un acte législatif de portée générale, obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre) de déterminer la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Eurojust. Ces tâches peuvent comprendre le déclenchement d'enquêtes pénales, et la coordination des enquêtes, en cas de criminalité grave affectant deux ou plusieurs Etats membres. Eurojust se verrait donc attribuer un droit d'initiative (sous l'empire de la décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, que le législateur luxembourgeois vient de transposer en droit national, Eurojust ne peut que demander aux autorités compétentes des Etats membres concernés d'entreprendre une enquête ou des poursuites sur des faits précis). Les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union sont particulièrement relevées dans ce contexte. Il n'en résulte cependant pas que le droit d'initiative d'Eurojust serait limité à ces infractions. La Déclaration No 23 annexée à l'Acte final retient que la loi européenne devrait tenir compte des règles et pratiques nationales concernant le déclenchement d'enquêtes pénales. Entrent en ligne de compte, au Luxembourg, les articles 24 et 46 du code d'instruction criminelle.

Pour ce qui est de la mise en mouvement de l'action publique, les tâches d'Eurojust se limitent à une proposition de déclenchement de poursuites. Rentre cependant dans les tâches d'Eurojust la coordination des poursuites une fois engagées. La coordination ne devrait pas pouvoir aller jusqu'à se substituer à la conduite, par les autorités nationales compétentes, de ces poursuites.

Une innovation susceptible de développements futurs importants est constituée par l'institution possible d'un Parquet européen à partir d'Eurojust. Ce Parquet européen aurait pour mission de rechercher, de poursuivre et de renvoyer en jugement les auteurs et complices d'infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Il exercerait devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions. L'institution de ce Parquet, de même que son statut, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure qu'il arrête dans l'exercice de ses fonctions, sont réservés à une loi européenne du Conseil, à adopter à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.

La coopération policière est étendue aux techniques communes d'enquête concernant la détection de formes graves de criminalité organisée.

Les principales modifications concernent les instruments de décision (loi ou loi-cadre européenne) et le processus décisionnel (procédure législative ordinaire, avec la particularité du droit d'initiative partagé conformément à l'*Article III-264*). Une restriction est à faire, pour ce qui est de la loi ou de la loi-cadre européenne fixant les conditions et les limites de l'intervention sur le territoire d'un autre Etat membre: le Conseil statuera dans ce cas à l'unanimité, après consultation du Parlement européen (*Article III-277*).

Le rôle d'Europol est précisé, notamment sur le plan opérationnel, en ce sens que les tâches d'Europol comprennent la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les autorités compétentes des Etats membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête. Les modalités restent à être précisées par une loi européenne. Le Traité prend soin d'ajouter que toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les autorités du ou des Etats membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes.

L'*Article III-261* institue par ailleurs au sein du Conseil un comité permanent afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure. La coopération susceptible d'être promue ou renforcée par ce comité ne devrait pas concerner la coopération policière telle que l'entend l'*Article III-275*.

Dans le contexte de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, il y a encore lieu de renvoyer au Protocole No 17 sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union. Les considérants de ce protocole font état du souhait exprimé par les Hautes Parties contractantes de préserver l'acquis de Schengen, dans le cadre du Traité et de développer cet acquis pour contribuer à la réalisation de l'objectif visant à offrir aux citoyens de l'Union un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures. Les Etats membres énumérés à l'article 1er dudit protocole sont autorisés à mettre en œuvre entre eux une coopération renforcée dans les domaines relevant des dispositions définies par le Conseil, qui constituent l'acquis de Schengen. Cette coopération est conduite dans le cadre juridique et institutionnel de l'Union et dans le respect des dispositions pertinentes du Traité. Il est encore à signaler que la République d'Islande et le Royaume de Norvège restent associés à la poursuite du développement de l'acquis de Schengen, selon des procédures appropriées qui sont prévues à cet effet dans le cadre d'un accord avec ces Etats, conclu par le Conseil, statuant à l'unanimité des membres visés à l'article 1er.

III.5. Les actions d'appui

En ce qui concerne les compétences de l'Union dont parlent les *Articles I-11 ss.* du Traité, le Conseil d'Etat note tout en les approuvant que même les commentaires les plus critiques saluent le choix opéré par la Convention et la CIG en faveur d'un système flexible, plutôt que de s'embarquer sur la voie d'un catalogue rigide de compétences (cf. *Franklin Dehousse, article précité*). Le partage retenu, qui reste assez proche du statu quo du TCE, identifie notamment à côté des compétences exclusives et des compétences partagées les secteurs où l'Union peut mener des actions en vue d'appuyer, de coordonner ou de compléter l'action des Etats membres comme troisième forme d'intervention. Les domaines des actions visées sont énumérés à l'*Article I-17*. Les *Articles III-278 à III-285* regroupent les dispositions relatives à la santé publique, à l'industrie, à la culture ainsi qu'à l'éducation, à la jeunesse et à la formation professionnelle qui sont éparpillées dans le TCE (cf. articles 152, 157, 151, 149 et 150), tout en ajoutant comme domaines d'action communautaire nouveaux le tourisme, le sport, la protection civile et la coopération administrative.

En principe, toute harmonisation des législations nationales est exclue en matière d'initiatives législatives prises au niveau communautaire. Par ailleurs, celles-ci sont désormais adoptées selon la nouvelle procédure législative ordinaire.

Or, en matière de santé publique qui a fait son entrée dans le droit communautaire grâce au Traité d'Amsterdam, l'*Article I-14* prévoit une entorse à ce principe en faisant ranger „les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique“ parmi les compétences partagées. Et l'*Article III-278* de définir dans son paragraphe 4 ce qu'il faut entendre par ces enjeux: normes de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et de ses dérivés, mesures de protection de la santé publique dans les domaines sanitaire et phytosanitaire, normes de qualité et de sécurité des

médicaments et des dispositifs à usage médical, surveillance des menaces transfrontières graves sur la santé et lutte contre celles-ci.

Par ailleurs, la matière des sports a été ajoutée au domaine de l'éducation, de la jeunesse et de la formation professionnelle. Cet ajout fait suite aux controverses qu'avait suscitées l'application des règles de la concurrence au domaine du sport professionnel au point que dans deux Déclarations, l'une annexée au Traité d'Amsterdam, l'autre adoptée lors du Conseil européen de Nice, la spécificité sportive avait été reconnue.

Enfin, l'insertion du tourisme et de la protection civile parmi les domaines de compétence de l'*Article I-17* constitue la reconnaissance d'une réalité de fait préexistante plutôt qu'une innovation.

III.6. La politique étrangère, de sécurité et de défense

Dans l'Acte unique européen, les Etats membres avaient convenu d'une coopération en matière de politique extérieure. Chaque Etat devait prendre en compte les positions de ses partenaires ainsi que l'intérêt européen commun avant d'arrêter sa propre politique. Une politique commune devait émerger progressivement par la définition de principes et d'objectifs. Il était envisagé d'étendre ensuite la coopération au domaine de la sécurité.

Le Traité de Maastricht a institué une politique étrangère et de sécurité commune (PESC), en a défini les objectifs, arrêté les méthodes d'action et fixé le niveau d'engagement des Etats membres. Le Conseil d'Etat avait à l'époque approuvé les grandes lignes des dispositions concernant une politique étrangère et de sécurité commune dans la mesure où elles devraient faire de la Communauté un acteur plus influent et plus actif sur la scène internationale.

Dans son avis relatif au projet de loi portant approbation du Traité d'Amsterdam, le Conseil d'Etat avait regretté que les efforts d'instituer une politique étrangère et de sécurité commune, à l'effet d'assurer l'unité et la cohérence de l'action de l'Union sur la scène internationale, ne résistaient pas toujours aux réalités internationales. Il avait relevé que le Traité d'Amsterdam, en mettant à la disposition de l'Union des moyens renforcés et des procédures remaniées en vue de définir et de mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune, pouvait apporter une contribution importante à l'identité de l'Union face au phénomène d'une mondialisation qui perturbe non pas seulement les fonctions traditionnelles de l'Etat, mais également celles d'unions plus larges (*doc. parl. No 4381/01*).

Le Traité s'efforce manifestement de faire de la PESC un élément majeur de l'identité de l'Union.

Après avoir retenu en son *Article I-16* que la compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère ainsi que l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition d'une politique de défense commune qui peut conduire à une défense commune, le Traité énonce en ses *Articles I-40 et III-292* les principes sur lesquels repose cette politique et définit les objectifs qu'elle poursuit. L'*Article III-292* revêt dans ce contexte une importance particulière en ce qu'il dispose que l'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde: la démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international (paragraphe 1er).

Le Traité s'efforce aussi d'accroître la perception sur la scène internationale de la PESC en tant que politique commune de l'Union, par l'institution d'un ministre des Affaires étrangères de l'Union, qui se substitue tant au Haut Représentant de la PESC qu'au commissaire responsable pour les Relations extérieures. L'institution du ministre des Affaires étrangères de l'Union constitue certainement l'innovation la plus importante dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Ce ministre n'est pas seulement chargé d'exécuter la PESC en tant que mandataire du Conseil (et à ce titre il préside le Conseil des affaires étrangères), il est aussi chargé de contribuer par ses propositions à l'élaboration de cette politique (la définition des objectifs et intérêts stratégiques de l'Union et des orientations générales de la PESC relève du domaine du Conseil européen). Il représente l'Union pour les matières relevant de la PESC (quitte à ce que le président du Conseil européen assure également, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour ces mêmes matières). Il exprime la position de l'Union dans les instances internationales. Le ministre peut s'appuyer sur un service européen pour l'action extérieure, composé de fonctionnaires des services compétents du

secrétariat général du Conseil et de la Commission ainsi que de personnel détaché des services diplomatiques nationaux. Ce service travaille en relation avec les services diplomatiques des Etats membres.

Le Conseil d'Etat, s'il peut souscrire aux efforts tendant à une meilleure cohérence de la politique commune de l'Union, regrette néanmoins le risque d'imbroglio institutionnel résultant du rattachement du ministre des Affaires étrangères tant au Conseil qu'à la Commission.

L'élaboration de la politique de l'Union reste par ailleurs très largement dominée par la règle de l'unanimité. Les avancées réalisées par le Traité sont très limitées. L'exigence de l'unanimité n'est abandonnée, au bénéfice de la majorité qualifiée (*Article III-300*, la définition de la majorité qualifiée étant fonction de ce que c'est ou non le ministre des Affaires étrangères de l'Union qui saisit le Conseil), que pour l'adoption, par le Conseil, de décisions européennes

- qui définissent une action ou une position de l'Union sur la base d'une décision européenne du Conseil européen portant sur les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union; ou
- qui définissent une action ou une position de l'Union sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union présentée à la suite d'une demande spécifique que le Conseil européen lui a adressée de sa propre initiative ou à l'initiative du ministre; ou
- qui mettent en œuvre une décision européenne qui définit une action ou une position de l'Union; ou
- qui portent sur la nomination d'un représentant spécial dans l'hypothèse de l'*Article III-302*.

Le Conseil d'Etat de préciser que seule l'hypothèse visée au deuxième tiret est nouvelle (voir, pour les autres hypothèses, l'article 23 TUE). Le Traité maintient par ailleurs la possibilité pour un Etat membre de s'opposer, pour des raisons de politique nationale „vitales“ (à l'heure actuelle, il suffit de raisons „importantes“), à l'adoption d'une décision européenne à la majorité qualifiée. Si le ministre des Affaires étrangères de l'Union n'arrive pas à trouver une solution qui soit aussi acceptable pour cet Etat membre, la décision appartient en définitive au Conseil européen statuant à l'unanimité.

Le Traité n'apporte pas de modifications fondamentales pour ce qui est des coopérations renforcées dans le domaine de la PESC. La procédure actuelle est modifiée en ce sens que le ministre des Affaires étrangères de l'Union donne son avis sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec la PESC; la coopération renforcée requiert une décision européenne du Conseil statuant à l'unanimité (*Article III-419*, paragraphe 2). Est ainsi abandonné le vote à la majorité qualifiée, avec possibilité pour un Etat membre de s'opposer à l'adoption de la décision pour des raisons de politique nationale importantes (article 27 C, en combinaison avec l'article 23, paragraphe 2 TUE).

La politique de sécurité et de défense commune (PESD) fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (*Article I-41*). La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union.

Les dispositions actuelles du TUE sont renforcées. D'une part, l'*Article I-41*, paragraphe 1er définit d'une manière très large le champ d'application de la PESD, consistant dans le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale. En dehors des missions dites de Petersberg (missions humanitaires et d'évacuation, missions de maintien de la paix et missions de forces de combat pour la gestion de crises), l'*Article III-309* permet des actions conjointes en matière de désarmement, des missions de conseil et d'assistance en matière militaire, des missions de prévention des conflits et des opérations de stabilisation à la fin de conflits. Toutes les missions peuvent par ailleurs contribuer à la lutte contre le terrorisme, y compris par le soutien apporté à des pays tiers pour combattre le terrorisme sur leur territoire. Il convient de signaler que la Chambre des députés vient d'approuver en date du 2 mars 2005 l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003. L'exposé des motifs accompagnant le projet de loi No 5392 portant approbation dudit Accord fait état de ce que la position du Luxembourg en matière de construction et d'intégration européennes est résolument volontariste et engagée, notamment en ce qui concerne la création d'une politique européenne de sécurité et de défense. L'exposé des motifs de relever encore qu'au niveau opérationnel le Luxembourg a pris part aux premières missions militaires, mais aussi policières de l'Union. Dans

cette optique, le Luxembourg ne devrait avoir aucun problème à souscrire à un renforcement de la PESD, notamment par l'extension des missions pour lesquelles l'Union peut avoir recours aux moyens civils et militaires des Etats membres, qui s'engagent à mettre ces capacités à disposition de l'Union (*Article I-41*, paragraphe 3). Se pose toutefois la question si le Luxembourg peut maintenir son Armée sur les bases actuelles dans le cadre d'une PESD telle que l'entend le Traité. La décision de lancer une telle mission est subordonnée à une décision du Conseil statuant à l'unanimité; des interrogations quant à l'exigence de l'unanimité pourraient surgir pour ce qui est de la définition de l'objectif de ces missions, de leur portée et des modalités générales de leur mise en œuvre (*l'Article III-309*, paragraphe 2 ne se réfère pas expressément à une décision du Conseil statuant à l'unanimité).

Si les Etats membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires (*Article I-41*, paragraphe 3), cet engagement est à situer dans le contexte de la mise en œuvre de la PESD, et des missions qui en relèvent. La Chambre des députés vient le 22 février 2005 de voter le projet de loi portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M (*doc. parl. No 5394*). Le Luxembourg a, par cette acquisition, entendu contribuer (en coopération avec la Belgique) au renforcement des capacités nécessaires pour les opérations de gestion de crises relevant de l'actuel TUE et du traité à approuver. L'amélioration des capacités militaires n'est donc pas une fin en soi, et, aux yeux du Conseil d'Etat, c'est à la lumière de ce constat qu'il y a lieu d'interpréter l'engagement souscrit par les Etats membres au titre de l'*Article I-41*.

Le Traité instaure une clause de défense mutuelle (*Article I-41*, paragraphe 7). Le Luxembourg est d'ores et déjà lié par une clause de défense commune à l'égard de la plupart des Etats membres de l'Union, dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'*Article I-41* dispose d'ailleurs, à l'alinéa 2 du paragraphe 7, que „les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les Etats qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre“.

Est par ailleurs introduite une clause de solidarité (*Article I-43*). Elle ne relève certes pas de la PESC. Elle dispose toutefois que l'Union et ses Etats membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un Etat membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'Union mobilise tous les instruments à sa disposition, y compris les moyens militaires mis à sa disposition par les Etats membres. La clause de solidarité établit ainsi un lien avec l'*Article III-309* qui détaille les missions de maintien de la paix, de prévention des conflits et de renforcement de la sécurité internationale visés à l'*Article I-41*, paragraphe 1er, en précisant que „toutes ces missions peuvent contribuer à la lutte contre le terrorisme“. L'*Article III-329*, relatif à la mise en œuvre de la clause de solidarité, dispose que les modalités seront définies par une décision européenne adoptée par le Conseil, sur proposition conjointe de la Commission et du ministre des Affaires étrangères de l'Union. Lorsque cette décision a des implications dans le domaine de la défense, le Conseil statue à l'unanimité: en d'autres termes, le recours aux capacités militaires reste subordonné à une décision unanime. La Déclaration No 9, annexée au Traité, retient par ailleurs que „sans préjudice des mesures adoptées par l'Union pour s'acquitter de son obligation de solidarité à l'égard d'un Etat membre qui est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine, aucune des dispositions des articles I-43 et III-329 ne vise à porter atteinte au droit d'un autre Etat membre de choisir les moyens les plus appropriés pour s'acquitter de son obligation de solidarité à l'égard dudit Etat membre“.

Une innovation importante dans le domaine de la politique de sécurité et de défense commune consiste dans la possibilité offerte à certains Etats membres de s'engager dans une coopération renforcée permanente (*Article I-41*, paragraphe 6 et *Article III-312*). Cette coopération renforcée peut être instituée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, après consultation du ministre des Affaires étrangères de l'Union. L'exposé des motifs du projet de loi d'approbation du Traité fait état de ce que le Luxembourg s'était efforcé, au sein de la CIG, à assurer qu'aucun Etat membre ne soit d'avance exclu de la participation à la coopération renforcée permanente. Le Protocole No 23 sur la coopération structurée permanente établie par l'*Article I-41*, paragraphe 6, et par l'*Article III-312* du Traité retient finalement que la coopération structurée permanente est ouverte à tout Etat membre, en posant toutefois des conditions, notamment en termes de développement des capacités de défense dans l'optique d'une participation aux missions susceptibles d'être décidées par l'Union, et en termes de contribution de forces (étant précisé qu'il peut aussi s'agir d'une contribution en tant que composante d'un groupe multinational de forces). La décision quant à une participation ultérieure d'un Etat membre qui satisfait

aux conditions du Protocole No 23 est prise par le Conseil statuant à la majorité qualifiée des Etats membres participants.

Dans le contexte de la coopération structurée permanente, il y a lieu de faire état du rôle important qui est assigné à l'Agence européenne de défense (*Articles I-41 et III-311*). Dans un certain sens, l'Agence européenne de défense constitue en effet également une forme de coopération renforcée permanente. L'Agence est par ailleurs directement associée à la coopération structurée permanente, dans la mesure où elle contribue à l'évaluation régulière des contributions des Etats membres participants en matière de capacités. Le Conseil a arrêté le 12 juillet 2004 une action commune (2004/551/PESC) concernant la création de cette Agence. L'Agence, dotée de la personnalité juridique nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions et atteindre ses objectifs, travaille dans les principaux domaines que sont le développement des capacités de défense dans le domaine de la gestion des crises, la promotion et l'amélioration de la coopération européenne dans le domaine de l'armement, le renforcement de la base industrielle et technologique européenne dans le domaine de la défense et la création d'un marché européen des équipements de défense qui soit concurrentiel sur le plan international ainsi que l'accroissement de l'efficacité de la recherche et technologie européenne dans le domaine de la défense. Y a-t-il donc lieu d'admettre que la mise en œuvre, à moyen et à long terme, d'une politique industrielle de défense commune relève aussi des compétences de cette Agence, comme faisant partie de la politique de sécurité et de défense commune?

Finalement, le Conseil d'Etat renvoie au rôle du ministre des Affaires étrangères de l'Union en matière de politique de sécurité et de défense commune (*Article I-28*, paragraphe 2 et *Article III-309*, paragraphe 2) examiné dans le cadre de la partie I.2 du présent avis.

III.7. La politique commerciale

La politique commerciale commune est en quelque sorte le corollaire externe de l'union douanière, car l'abolition des tarifs douaniers et des restrictions quantitatives dans le commerce interne à la Communauté demandait l'instauration d'un tarif douanier commun pour les produits importés en provenance des pays tiers, voire la définition d'une approche commune en matière de politique commerciale extérieure. Il n'était donc que naturel qu'à côté des dispositions relatives à l'union douanière le Traité de 1957 instituant la Communauté économique européenne comportât également un chapitre relatif à la politique commerciale dont les dispositions conditionnent largement le libellé des *Articles III-314 et III-315* sous examen relatifs à la politique commerciale commune.

Le Traité d'Amsterdam avait étendu les compétences communautaires en matière de politique commerciale aux services, tels que les télécommunications et les services financiers, ainsi qu'aux aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les compétences communautaires étant exercées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée. Or, l'article 133 TCE a une nouvelle fois été modifié par le Traité de Nice qui a soumis à la règle de l'unanimité l'approbation des accords conclus dans le domaine du commerce dès lors que sont en jeu des services culturels ou audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine.

En vertu de l'*Article I-13*, la politique commerciale commune fait partie des compétences exclusives de l'Union. D'une part, elle se trouve étendue aux investissements étrangers directs, mais, d'autre part, les transports continuent à en être exclus.

La Convention avait par ailleurs maintenu une exigence d'unanimité pour la conclusion d'accords dans plusieurs domaines dont les domaines culturel et audiovisuel, les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle ainsi que les investissements étrangers directs. La CIG a encore allongé la liste de ces exceptions, en y ajoutant les domaines des services sociaux, de l'éducation et de la santé. Comme par ailleurs le Traité maintient le principe du parallélisme entre règles de compétence internes et externes établi par le Conseil européen de Nice, les pouvoirs du Parlement européen se trouvent renforcés, car son approbation est requise chaque fois que l'accord international à conclure „comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes“.

Il faut donc se rendre à l'évidence que, même si les commentateurs s'accordent pour dire que le Traité a simplifié le processus décisionnel en matière de conclusion d'accords internationaux, le renforcement concomitant des pouvoirs du Parlement européen et l'application très fréquente de la règle de l'unanimité au Conseil ne sont pas faits pour accélérer l'adoption des actes commerciaux externes de l'Union.

III.8. La coopération et l'aide humanitaire

Un chapitre du Traité se rapporte consécutivement à la coopération au développement (*Articles III-316 à III-318*), à la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (*Articles III-319 et III-320*) ainsi qu'à l'aide humanitaire (*Article III-321*). En ce faisant, il distingue clairement la coopération avec les pays en voie de développement dont question aux *Articles III-316 à III-318* qui reprennent en substance les dispositions du titre XX TCE, de la forme courante de la coopération consacrée par les *Articles III-319 et III-320* qui est censée s'exercer de façon générale avec des pays tiers particuliers (autres que les pays en voie de développement) ou dans le cadre d'organisations internationales et qui a été ajoutée dans le cadre du Traité de Nice sous forme du nouvel article 181A TCE. La disposition de l'*Article III-321* relative à l'aide humanitaire est nouvelle.

Malgré son intitulé, l'*Article I-14* qui, aux termes de son paragraphe 4, vise également la coopération au développement et l'aide humanitaire, n'en fait pas à vrai dire un domaine de compétence partagée, alors que tout en rendant l'Union compétente „pour mener des actions et une politique commune“, il précise que „l'exercice de cette compétence ne [peut] avoir pour effet d'empêcher les Etats membres d'exercer la leur“. Il faudrait donc parler plutôt d'une compétence complémentaire de l'Union qui s'ajoute à celle des Etats membres, même si le libellé de l'*Article III-316* a renforcé la possibilité de l'Union pour initier des actions autonomes par rapport aux politiques nationales dans ce domaine. En comparant par ailleurs le libellé du paragraphe précité de l'*Article I-14* aux intitulés des sections du chapitre sous examen, l'on note que la coopération économique, financière et technique n'est pas mentionnée, illustration parmi d'autres de la rédaction peu soignée du texte à approuver.

Si en matière de coopération au développement le nouveau texte de l'*Article III-316* peut à première vue paraître atrophie des objectifs autres que la lutte contre la pauvreté qui figuraient encore de façon explicite dans l'article 177 TCE, l'*Article III-317* prend soin de renvoyer à l'*Article III-292* pour préciser que les principes généraux gouvernant l'action internationale de l'Union et intégrant les éléments de l'article 177 TCE précité s'appliquent également à la politique communautaire en matière de coopération au développement. Par ailleurs, les instruments juridiques dont dispose dorénavant l'Union pour concrétiser cette politique se trouvent étoffés. Face à la richesse de détails avec laquelle le Traité règle de manière générale des questions de politique sectorielle qui ne devraient normalement pas avoir leur place dans un texte se réclamant de valeur constitutionnelle, l'on est en droit de se demander pourquoi les auteurs ont omis de fixer un objectif quantitatif minimal à l'intervention financière de l'Union dans la lutte contre la pauvreté dans le monde.

Au vu de la solidarité dont la communauté internationale peut se montrer capable face aux grandes catastrophes naturelles, face aux famines et parfois même face aux guerres génocides, il faut saluer l'ajout d'un *Article III-321* spécial définissant le cadre juridique des actions d'aide humanitaire que l'Union sera amenée à entreprendre. Le texte retenu pour cet article a l'avantage de permettre une plus grande flexibilité et une organisation des initiatives mieux adaptée aux besoins que tel n'a été jusqu'à présent possible sur base de la clause de flexibilité déjà citée de l'article 308 TCE.

III.9. Les mesures restrictives

L'*Article III-322* relatif aux mesures restrictives succède à l'article 301 TCE. Grâce à ces dispositions, l'Union se donne les moyens juridiques pour prendre des sanctions à l'égard de pays tiers avec lesquels les relations politiques se sont détériorées. La procédure d'une mise en œuvre des mesures restrictives en deux temps est maintenue par rapport audit article 301 (décision du Conseil sur l'application de mesures restrictives prise en principe à l'unanimité en vertu de l'*Article III-300*, adoption des sanctions effectives par le Conseil à la majorité qualifiée sur proposition conjointe de la Commission et du ministre des Affaires étrangères).

Toutefois, dorénavant ces mesures peuvent, à côté de pays tiers, s'appliquer aussi „à l'encontre de personnes physiques ou morales, de groupes ou d'entités non étatiques“. C'est pourquoi les dispositions de l'*Article III-322* n'ont pas été intégrées parmi les dispositions ayant trait à la politique étrangère et de sécurité commune (*cf. Article III-376*) pour assurer le contrôle juridictionnel de leur application par la Cour de justice de l'Union européenne, solution que les règles de l'Etat de droit imposent notamment en relation avec l'application des mesures restrictives à l'encontre de personnes physiques ou morales. A cet égard, les dispositions sous examen se rapprochent des garanties retenues à l'*Article III-160* en cas de gel des fonds ou des avoirs financiers appartenant à des personnes physiques ou morales soupçonnées d'activités terroristes.

PARTIE IV

(Dispositions finales)

Cette Partie regroupe les „Dispositions générales et finales“ du Traité.

L'Article IV-437 prévoit qu'avec l'entrée en vigueur du Traité les conventions antérieures liant les 25 Etats membres de l'Union sont abrogées. Rapproché des Protocoles Nos 33 et 36, il en résulte cependant que le Traité instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique (Traité Euratom) continue de produire ses effets, sous une forme certes modifiée (C 310/379 ss. et 391 ss.).

L'Article IV-438 définit „l'acquis communautaire“ qui est préservé. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que „la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et du Tribunal de première instance relative à l'interprétation et à l'application des traités et actes abrogés (...) reste, mutatis mutandis, la source de l'interprétation du droit de l'Union, et notamment des dispositions comparables de la Constitution“ (paragraphe 4).

Le Traité prévoit encore dans l'Article IV-439 quelques dispositions transitoires quant à certaines institutions de l'Union, dont le champ d'application territoriale est d'ailleurs circonscrit par l'Article IV-440.

Conformément à l'Article IV-441, le Traité ne fait pas obstacle au maintien des unions régionales dans lesquelles le Luxembourg se trouve impliqué avec la Belgique et les Pays-Bas, – trois pays fondateurs de la Communauté européenne, fait historique que l'on a peut-être trop souvent tendance à oublier de valoriser.

Il découle de l'Article IV-442 que „les protocoles et annexes du présent traité en font partie intégrante“. *A contrario*, l'Acte final avec ses cinquante Déclarations n'en fait pas partie. Le Conseil d'Etat se demande dans ce contexte quelle peut, au regard du droit international, être la portée juridique de ces déclarations et notamment de la Déclaration No 12 concernant les explications relatives à la Charte des droits fondamentaux.

La procédure de révision ordinaire du Traité est régie par l'Article IV-443. Elle se différencie sur plusieurs plans de la procédure en vigueur:

- Le Parlement européen peut (tout comme le gouvernement de tout Etat membre et la Commission) prendre l'initiative d'une révision du Traité (paragraphe 1er);
- Le paragraphe 2 consacre la pratique suivie dans la foulée du Traité de Nice et consistant à convoquer une „Convention“, du moins lorsque l'ampleur des modifications projetées le justifie. „La Convention examine les projets de révision et adopte par consensus une recommandation à une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres (...)“ dont le mode de convocation et les pouvoirs sont définis au paragraphe 3;
- Les modifications proposées doivent être ratifiées par tous les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Lorsque les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié le traité modificatif et qu'un ou plusieurs Etats membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, „le Conseil européen se saisit de la question“ (paragraphe 4).

L'Article IV-444 institue une procédure de révision simplifiée couvrant tous les domaines visés dans la Partie III du Traité, à l'exception de celui de la défense ou encore des décisions ayant des implications militaires. Cette clause „passerelle“ permet au Conseil européen, – sous le contrôle des parlements nationaux et avec l'approbation du Parlement européen –, de prendre une décision à la majorité qualifiée dans un domaine régi par le principe de l'unanimité ou encore de statuer par voie de loi ou loi-cadre en suivant la procédure législative ordinaire alors que le Traité prévoit pour l'espèce une procédure législative spéciale.

L'Article IV-445 détermine une procédure de révision simplifiée spéciale quant aux „dispositions de la partie III, titre III, relatives aux politiques et actions internes de l'Union“. L'initiative d'y recourir appartient à tout Etat membre, au Parlement européen ou à la Commission. Le Conseil européen statue à l'unanimité et sa décision n'entre en vigueur qu'après son approbation par les Etats membres.

Nombreux sont les domaines dans lesquels cette clause de révision simplifiée est susceptible de jouer: marché intérieur; politique économique et monétaire; emploi; politique sociale; agriculture et pêche; environnement; transports; recherche et développement technologique, espace; énergie; poli-

tiques et coopérations en relation avec l'espace de liberté, de sécurité et de justice; santé publique; industrie; culture; tourisme; éducation, jeunesse, sport et formation professionnelle; protection civile; (...).

Au regard de notre Constitution, cette clause de révision simplifiée constitue une clause d'approbation anticipée, d'ailleurs systématiquement transmise aux parlements nationaux qui ont la possibilité de s'y opposer, conformément à l'Article IV-445, paragraphe 3.

L'Article IV-447 est relatif à la ratification et à l'entrée en vigueur du Traité. Conformément à son paragraphe 2, „le présent traité entre en vigueur le 1er novembre 2006, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procède le dernier à cette formalité“.

Dans la Déclaration No 30 – reprenant textuellement la disposition de l'Article IV-443, paragraphe 4 du Traité –, „la Conférence note que, si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs Etats membres ont rencontré des difficultés pour procéder à la ratification, le Conseil européen se saisit de la question“. Dans quel but? serait-on tenté d'ajouter. Quels sont les scénarios imaginables dans l'hypothèse de l'échec de la ratification et partant de l'absence d'entrée en vigueur du Traité? En fait, seule la voie politique pourrait faire sortir l'Union européenne de l'impasse. Juridiquement, les traités actuels resteraient en vigueur et pourraient évidemment être modifiés suivant les règles de droit international applicables. La Convention de Vienne sur le droit des traités constituerait la référence dans ce contexte. (Pour une vue d'ensemble de la problématique évoquée, voir: „En cas de non-ratification ... Le destin périlleux du „Traité-Constitution“, par Lucia Serena Rossi, dans RTDE, 2004, pages 621 à 637).

*

A la lecture du Traité, le Conseil d'Etat n'éprouve certes pas la même satisfaction que les partisans inconditionnels de la „Constitution“ de l'Union qui, selon la Déclaration de Laeken du 15 décembre 2001, avait à faire face à quatre défis:

- une meilleure répartition et définition des compétences dans l'Union européenne;
- la simplification des instruments;
- davantage de démocratie, de transparence et d'efficacité dans l'Union européenne;
- la voie vers une Constitution pour les citoyens européens.

Il n'est pas sûr que tous ces objectifs aient finalement été atteints. Trop flagrant paraît en effet le déficit rédactionnel et structurel du Traité et de ses annexes pour faire admettre l'idée qu'il s'agit en l'occurrence de textes simples, transparents et efficaces. Dans son avis, le Conseil d'Etat a ainsi pu stigmatiser l'une ou l'autre de ces insuffisances et ambiguïtés.

L'on peut aussi se demander si l'emploi quelque peu inconsidéré du terme Constitution – dénomination d'ailleurs curieusement bannie de la Partie IV du Traité – n'est pas de nature à prêter davantage à confusion. Le recours intempestif à un lexique plutôt étatique pour l'appliquer à une structure en réalité internationale ne risque-t-il pas en fin de compte d'aggraver le malentendu entre l'Europe et l'opinion publique? (voir *Franklin Dehousse, article précité, p. 116*)

Si l'on peut donc déplorer que le Traité n'augmente pas la qualité de l'encadrement juridique de l'Union, il faut se féliciter du saut qualitatif qu'il est susceptible d'initier sur d'autres plans.

L'exposé des motifs du projet de loi sous revue souligne à bon escient qu'il „constitue le premier texte de droit primaire auquel adhère l'ensemble des Etats du continent qui ont formellement souscrit à la vocation européenne. Dans la nouvelle dimension européenne élargie, il constitue une reconnaissance formelle et collectivement renouvelée du projet et de la méthode communautaire définis par les pères fondateurs au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale“. Par ailleurs, „en fusionnant les traités fondateurs, qu'il remplace, le Traité constitutionnel fonde l'Union sur une base légale unique et met fin à la division artificielle en trois piliers. L'Union sera désormais dotée de la personnalité juridique, qui, au-delà d'une plus grande clarté dans la communication de ses actions, lui conférera une meilleure visibilité sur la scène internationale.“ (*Doc. parl. No 5442, sess. ord. 2004-2005, p. 3*)

Le citoyen européen se verra quant à lui accorder de nouvelles prérogatives dans une démocratie dorénavant aussi „participative“. Les droits fondamentaux seront renforcés même si la cohabitation de

trois sources – Charte, Convention européenne et traditions constitutionnelles nationales – mérite d’être clarifiée. Il faut espérer que l’„Europe sociale“ continuera à se profiler dans ce large espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières et gardera une crédibilité – surtout au niveau de chaque citoyen européen – au sein du marché intérieur caractérisé par une concurrence libre et non faussée. L’adhésion populaire à la destinée européenne dépendra pour beaucoup d’un équilibre stable et équitable entre le social et l’économique, que le Traité ne décourage d’ailleurs nullement.

Autre valeur ajoutée par le Traité: la revalorisation tant du Parlement européen que des parlements nationaux. Le citoyen européen est en droit de s’attendre à ce que ces derniers soient prêts à assumer pleinement le rôle que le Traité leur assigne, notamment dans le contexte de l’application de la clause de flexibilité (*Article I-18*) et dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de révision simplifiée (*Article IV-444*).

Le Traité constitue enfin – et ce n’en est pas le moindre mérite – la réforme institutionnelle la plus importante depuis 1957.

Tout bien pesé, le Conseil d’Etat est donc d’avis que le Traité augmentera les chances pour l’Union européenne d’avancer sur le chemin de l’intégration unissant les peuples de l’Europe dans leur commune destinée. Il est de nature à apporter un nouvel élan à l’Union qui est dans une mesure croissante responsable de l’avenir commun des citoyens européens. Ce n’est qu’en ayant les moyens d’action adéquats à sa disposition que l’Union pourra se montrer à la hauteur des espoirs et aspirations dont elle se trouve investie. A cet égard, le Traité constitue un instrument, certes perfectible, mais utile lui permettant de progresser dans le bon sens.

Le texte de l’article unique de ce projet ne donne pas lieu à observation. Aussi le Conseil d’Etat propose-t-il d’approuver le projet de loi sous examen permettant à l’Union européenne d’aborder, dans de meilleures conditions, une nouvelle étape de son développement qui ne s’arrêtera cependant pas avec l’adoption du nouveau traité.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 mars 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5442/03

N° 5442³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004**

* * *

**AVIS COMMUN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET DE LA CHAMBRE DES METIERS**

(9.5.2005)

Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe constitue un progrès majeur pour la construction européenne. Au-delà de sa portée juridique, le traité constitutionnel symbolise la pérennisation du processus de réconciliation des nations européennes après les ravages de la Deuxième Guerre mondiale. La Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA, 1952), la Communauté économique européenne (CEE, 1957), puis l'Union européenne (UE, 1992) ont pris le relais l'une de l'autre et ont chacune œuvré pour la prospérité et le maintien de la paix sur le continent européen à travers l'amélioration des modes de coopérations concrètes entre les Etats européens à de multiples niveaux.

Le traité constitutionnel marque une étape supplémentaire dans le processus de la construction européenne. Il constitue un saut qualitatif après les révisions opérées par l'Acte Unique européen (1987) et les Traités de Maastricht (1992), d'Amsterdam (1996), de Nice (2000). Ainsi l'Europe disposera-t-elle d'un socle de valeurs communes et permanentes et d'un cadre juridique et constitutionnel stable.

Le traité constitutionnel représente également une avancée majeure en termes de démocratisation de la construction européenne. L'élaboration du texte est le fruit d'un véritable débat démocratique. C'est, en effet, la première fois qu'un Traité européen n'a pas été élaboré dans le secret des chancelleries diplomatiques, mais par une Convention, composée de représentants des parlements nationaux et du Parlement européen, de gouvernements nationaux, de la Commission européenne et de la société civile. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers s'en félicitent et se voient dès lors encouragées à prendre une position claire sur ce sujet au moyen de la procédure d'avis qui leur permet d'analyser le traité constitutionnel par rapport aux intérêts de l'économie luxembourgeoise.

Ce n'est que la quatrième fois dans son histoire que le Luxembourg est appelé à se prononcer par voie de référendum et pour la première fois sur le sujet de l'Europe. Le débat qui s'en est suivi sur les objectifs de l'Union européenne a le mérite également d'illustrer les percées majeures à mettre à l'actif de l'intégration européenne au cours des cinquante dernières années, à savoir, la liberté de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ainsi que la réalisation de l'espace Schengen, de la monnaie unique, la mise en oeuvre du modèle social et du concept de développement durable.

Le contenu du traité constitutionnel n'est certes pas entièrement novateur. Beaucoup des dispositions proviennent des traités antérieurs. Il n'en demeure pas moins que cette Constitution marquera sans aucun doute une évolution majeure dans la conscience collective des peuples européens. En poursuivant le triple objectif de rendre l'Union européenne plus efficace, plus démocratique et plus proche des citoyens européens, le traité constitutionnel permet d'entrevoir un renouveau de la construction européenne. Face aux défis de la mondialisation, l'Europe se donne les moyens de devenir un acteur majeur de la scène internationale, tant dans le domaine économique où cela est déjà largement le cas que dans le domaine politique où le chemin à parcourir est encore important, et de répondre aux aspirations profondes des peuples européens en termes de prospérité, de liberté, de stabilité et de sécurité.

Au sein du vaste ensemble européen, le Luxembourg, comme tous les autres Etats membres, a besoin de plus d'Europe, d'une Europe plus forte, d'une Europe plus prospère, d'une Europe où les libertés de circulation seront effectivement garanties, d'une Europe qui encourage l'innovation et qui favorise la liberté d'entreprendre. Le traité constitutionnel est le socle qui approfondit la construction européenne et met en œuvre des politiques concertées qui consolideront la prospérité et la stabilité du continent. Le traité constitutionnel consacre également le modèle social européen ainsi que la nécessité d'œuvrer pour le développement durable de l'économie qui tient compte des nécessités environnementales.

Malgré toutes ces qualités, le traité constitutionnel recèle des imperfections qui sont dues au fait que le texte est le fruit d'un compromis, celui des volontés de vingt-cinq Etats membres. Pour certains critiques le projet constitutionnel ne va pas assez loin dans la voie d'une Union européenne à vocation fédérale. Pour d'autres, il va déjà trop loin. Les deux chambres professionnelles considèrent que le traité constitutionnel permettra cependant de donner l'impulsion dont l'Europe a besoin pour s'affirmer face aux grandes nations du globe. Le traité constitutionnel rend l'Union européenne plus démocratique et plus efficace (1) et profitera au Luxembourg (2). En outre le traité constitutionnel établira un cadre juridique stable susceptible de servir de fondement pour développer la prospérité et la compétitivité de notre économie (3). Voilà pourquoi la Chambre de Commerce ainsi que la Chambre des Métiers approuvent la ratification du traité constitutionnel établissant une Constitution pour l'Europe.

*

1. LES APPORTS MAJEURS DE LA CONSTITUTION POUR L'EUROPE: UNE EUROPE PLUS CLAIRE, PLUS DEMOCRATIQUE ET PLUS EFFICACE

L'adoption du traité établissant une Constitution pour l'Europe par les 25 Etats membres de l'Union européenne est une étape importante dans l'amélioration du cadre institutionnel européen.

En premier lieu, ce projet permettra de gérer de manière efficace les élargissements successifs de l'Union européenne dont le dernier est intervenu le 1er mai 2004. La mise en place d'un cadre institutionnel plus clair et offrant davantage de transparence est devenue une nécessité impérieuse. Il s'agit en effet d'organiser une Europe désormais élargie à 25 pays sans affaiblir le souffle de l'intégration européenne. Le traité constitutionnel répond, malgré certains compromis inévitables, au double défi de l'élargissement et de l'approfondissement.

En second lieu, le caractère démocratique des Institutions européennes sera renforcé. En rapprochant l'Europe des citoyens européens, le traité constitutionnel constitue une étape essentielle dans le long processus de construction européenne, décrit par Robert Schuman en 1950: „*l'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait*“.

Enfin, c'est vers de nouvelles formes de solidarités de fait que nous guide le projet constitutionnel européen: solidarité dans les domaines à la fois de l'intégration économique et sociale, de même qu'en matière de politique extérieure.

1.1. L'affirmation d'une identité politique européenne

A travers le traité constitutionnel, de multiples modifications substantielles contribuent au renforcement de l'identité politique européenne. Progressivement, l'Union européenne ajoute à sa nature originelle d'organisation à vocation économique un ensemble politique cohérent, reposant sur des valeurs démocratiques communes. En cela, l'Union européenne réaffirme sa double légitimité: l'Union n'est pas simplement une union d'Etats, c'est également une union des citoyens européens.

Le traité constitutionnel a le mérite d'énoncer clairement les objectifs de l'Union européenne, ses valeurs, ses compétences, ses moyens d'action et ses Institutions. En pratique, il devrait également mettre un terme à l'instabilité juridique provoquée par une succession de textes. En effet, les élargissements précédents (Royaume-Uni, Irlande et Danemark en 1973, Grèce en 1980, Espagne et Portugal en 1986, Finlande, Suède et Autriche en 1995) ont été, en partie, la cause d'une certaine instabilité institutionnelle qui s'est caractérisée par une succession de traités modifiant le traité de Rome de 1957 (Acte Unique européen en 1987, Traité de Maastricht en 1992, Traité d'Amsterdam en 1997, Traité

de Nice en 2000). Le traité constitue la promesse d'une stabilité institutionnelle accrue, permettant à l'Union de fonctionner de manière stable sur la base d'un texte fondamental plus cohérent.

Du point de vue des objectifs et des valeurs essentielles mises en avant par le traité constitutionnel, figurent notamment l'économie sociale de marché qui préserve les acquis sociaux et favorise le dialogue social. Il est essentiel de rappeler que, selon la lettre et l'esprit du traité constitutionnel, les performances économiques ne représentent pas une finalité en soi, mais constituent le facteur indispensable du bien-être social. Le traité constitutionnel consacre en outre le concept de développement durable. Il fait en même temps du maintien d'un niveau de santé élevé et de la protection de l'environnement une de ses préoccupations majeures.

De plus, le traité constitutionnel accorde une place centrale à la protection des droits fondamentaux. C'est dans cette perspective que la Charte des droits fondamentaux proclamée lors du Conseil de Nice le 7 décembre 2000 a été intégrée dans le traité constitutionnel. Elle s'appliquera aux institutions européennes et aux Etats membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union européenne. Elle se veut plus moderne que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales en ne se limitant pas aux droits civils et politiques. L'ensemble des droits fondamentaux figurant dans la Charte acquièrent, lors de l'entrée en vigueur du traité constitutionnel, une force juridique contraignante.

Enfin, l'identité collective européenne, illustrée par ce socle de valeurs communes (économie sociale de marché, droits fondamentaux ...), n'est pas incompatible avec la préservation des identités nationales et locales. L'Europe se proclame „Unie dans la diversité“ et préserve ainsi la diversité culturelle et linguistique de ses Etats membres. Le respect de l'identité de chacun va de pair avec le rejet de toute volonté d'uniformisation.

1.2. Un cadre institutionnel plus démocratique et plus efficace

Environ 80% de la législation affectant les entreprises est réglementée au niveau européen. Le traité constitutionnel met en place une architecture institutionnelle modernisée qui permet de simplifier le cadre de fonctionnement de l'Union européenne pour le rendre plus lisible.

Ainsi, le nombre des instruments juridiques sera considérablement réduit et le „jargon communautaire“ simplifié. Le traité constitutionnel réduit le nombre d'instruments juridiques de quinze à six. Une distinction sera faite entre les actes législatifs et les actes non législatifs. Les lois et lois-cadres européennes rentrent dans la première catégorie et les règlements, les décisions, les recommandations ainsi que les avis dans la seconde catégorie. Ce système nouveau se rapproche ainsi sensiblement de celui existant dans les Etats membres et est dès lors de nature à le rendre plus compréhensible pour les citoyens.

Le traité a par ailleurs le mérite de clarifier les rôles respectifs du Parlement européen, du Conseil et de la Commission et de donner une réponse aux tergiversations concernant la composition du Parlement européen et de la Commission. De plus, en étendant très largement le champ d'application de la procédure de codécision, la construction européenne se dote d'une véritable procédure législative qui s'appliquera à environ 95% des lois européennes. Le rôle du Parlement européen est considérablement renforcé, ceci renforce la légitimité démocratique qui, jusqu'alors, faisait défaut à la procédure législative de l'Union.

Le traité constitutionnel réalise également d'importants progrès en matière de prise de décision au Conseil des Ministres. Il y aura, avec son entrée en vigueur, de plus en plus de domaines pour lesquels les décisions seront prises à la double majorité qualifiée (55% des Etats et 65% de la population). Une plus grande transparence est par ailleurs garantie par la publicité des réunions du Conseil des Ministres adoptant des décisions législatives. Cette évolution, nécessaire à l'amélioration de la prise de décision au sein du Conseil ne remet pas en cause l'applicabilité de la règle de l'unanimité pour les questions touchant à des sujets sensibles. Notamment, les décisions en matière de fiscalité, thème d'intérêt national pour la préservation de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, resteront soumises à la règle de l'unanimité. Le compromis trouvé par les 25 Etats membres permettra de faire avancer la construction européenne, tout en respectant la souveraineté des Etats qui composent l'Union européenne.

Le rôle des Parlements nationaux qui est jusqu'à l'heure actuelle limité à la transposition des directives adoptées au niveau européen, transposition qui correspond en grande partie à une simple traduction du texte, sera élargi par le traité constitutionnel. Ils sont appelés à veiller au respect du principe

de subsidiarité. Ainsi, chaque acte législatif européen doit être envoyé aux parlements nationaux, qui pourront contrôler le respect de ce principe, en émettant un avis motivé dans un délai de 6 semaines. Lorsqu'un tiers des parlements nationaux estime que le principe de subsidiarité a été violé, la Commission doit réexaminer la proposition législative. Elle peut la maintenir, la modifier ou la retirer.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers saluent le fait que le traité constitutionnel accorde un rôle accru aux parlements nationaux mais auraient également souhaité voir accorder aux Parlements nationaux un pouvoir de contrôle sur le respect du principe de proportionnalité.

Le traité constitutionnel accorde également un rôle plus actif aux citoyens européens en leur permettant d'intervenir directement dans le processus législatif européen par le biais d'un droit d'initiative populaire. Les citoyens de l'Union qui auront réuni 1.000.000 de signatures pourront inviter la Commission à préparer un projet de législation sur un domaine précis. Ce droit d'initiative est censé contribuer au rapprochement et à la cohésion des citoyens européens.

Le traité constitutionnel met en place de nouvelles structures, qui seront au cœur du développement de la politique extérieure et de sécurité commune. La création de la fonction de Ministre des affaires étrangères de l'Union européenne en est l'illustration. Réunissant les compétences de l'actuel Haut Représentant de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) et du Commissaire européen chargé des relations extérieures, le Ministre des affaires étrangères sera seul en charge de la représentation de l'Union européenne sur la scène internationale. Cette fonction sera de nature à consolider et à rendre plus visible le rôle joué par l'Union européenne sur la scène internationale. Quand l'Union agit de manière coordonnée et unie, elle peut influencer de manière décisive la politique internationale. Ceci est le cas notamment aujourd'hui dans les Balkans ou en Afghanistan pour ne citer que quelques exemples. Il reste à savoir si les réformes institutionnelles prévues par le traité constitutionnel seront suffisantes afin d'éviter un écartèlement et une absence d'influence comme ce fut le cas dans la crise irakienne.

De son côté, le Conseil européen voit son rôle d'organe d'impulsion renforcé par le fait qu'il sera doté d'un Président désigné pour une période de deux ans et demi, renouvelable une fois. Ceci accroîtra la visibilité de l'Union européenne dans la diplomatie mondiale.

Il y a lieu de souligner les modifications les plus significatives qui interviennent dans les domaines de la justice et de la sécurité, lesquels relèveront dorénavant de la méthode communautaire. Le traité consacre ainsi l'espace de droit et de sécurité qui s'est construit aux cours des 50 dernières années. Les politiques de contrôle aux frontières, d'immigration, d'asile et de visas relèveront désormais de l'Union européenne. Il y aura donc une politique unique en matière d'immigration. En outre, l'Union pourra soutenir les Etats membres pour l'intégration des ressortissants des pays tiers. A noter également que la coopération entre Etats membres pour lutter de manière coordonnée contre le terrorisme fait une entrée remarquable dans le traité constitutionnel.

Celui-ci réaffirme que l'Union européenne repose sur le principe d'une économie sociale de marché hautement compétitive. Pour favoriser le développement durable, les Etats membres s'engagent à améliorer la coordination de leurs politiques économiques qui s'articulera autour des Grandes Orientations des Politiques Economiques.

C'est d'ailleurs dans le domaine de la protection de l'environnement que l'Union européenne est parvenue au cours des dernières années à faire valoir ses vues, grâce entre autres à son action concertée et unie. L'exemple de la convention de Kyoto sur les gaz à effet de serre et le rôle moteur joué dans ce domaine par l'Union européenne illustre parfaitement l'engagement de l'Union européenne pour le développement durable.

Le traité constitutionnel consacre également le rôle de la Banque Centrale européenne et en fait officiellement une des Institutions de l'Union européenne. En pratique, sont préservés les missions et les statuts de la Banque qui conserve notamment son indépendance.

Le traité constitutionnel désigne officiellement l'Euro comme la monnaie de l'Union et en fait un de ses symboles. L'Eurogroupe bénéficie d'un protocole additionnel à la Constitution pour l'Europe, dans lequel sont déterminées les modalités des réunions des ministres des Etats membres de la zone Euro. L'Eurogroupe élira un président permanent pour deux ans et demi, à la majorité de ses Etats membres.

Tous ces aménagements constitutionnels renforcent l'Union européenne et en font une organisation plus forte et plus proche des citoyens européens. De plus, le concept de coopération renforcée offre en dernier ressort la possibilité à un nombre limité d'Etats membres souhaitant aller au-delà de l'intégra-

tion prévue, de poursuivre l'approfondissement de la construction européenne, tout en respectant le cadre institutionnel de l'Union.

*

2. LE LUXEMBOURG DANS LE PROCESSUS D'INTEGRATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU CONTINENT EUROPEEN

Le traité constitutionnel permettra de préserver les intérêts luxembourgeois au sein de l'Europe élargie. Il est donc important que le Grand-Duché, qui a largement contribué à la construction européenne depuis 50 ans, participe à cette nouvelle étape.

2.1. La contribution du Luxembourg au processus de construction européenne

Du fait de l'exiguïté de son territoire, le Luxembourg a constamment cherché à développer des partenariats économiques avec ses voisins. La nécessité constante de disposer de débouchés économiques et commerciaux a favorisé l'adhésion du Luxembourg à plusieurs alliances économiques successives.

Dans cette perspective, c'est avec enthousiasme que le Luxembourg a participé aux prémices du processus de construction européenne. Avec l'abandon de la neutralité en 1948, le Grand-Duché devient membre des principales organisations internationales (OCDE en 1948, Conseil de l'Europe et OTAN en 1949). Puis, en 1951, le pays devient un des six membres fondateurs de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dont elle accueille le siège. La création de la CECA constitue le point de départ d'une nouvelle période de croissance économique, basée sur le développement de l'industrie sidérurgique. La création de la Communauté économique européenne (CEE), en 1957, permet d'approfondir l'intégration économique des six Etats membres au sein d'un vaste Marché Commun.

La contribution du Luxembourg au processus de construction européenne va bien au-delà des avantages purement économiques que le pays a pu retirer du Marché Commun. Sur le plan politique et institutionnel, le Luxembourg a toujours été à l'avant-garde de la construction européenne. On ne peut ignorer, par exemple, le rôle précurseur que joua le rapport Werner qui, déjà dans les années 1970, préfigurait la création d'une zone monétaire européenne dotée d'une monnaie unique.

Dans l'élaboration même du traité constitutionnel et de la phase préparative de la Convention, le Luxembourg a été très actif à l'image du succès du Mémorandum Benelux dont la majeure partie des idées a été reprise par le traité constitutionnel. La représentation du Luxembourg au sein du Parlement européen a été préservée, malgré les velléités contraires. Le Luxembourg continue à être représenté dans les autres organes de l'Union sur un pied d'égalité par rapport aux autres Etats membres.

Ainsi la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe permettra-t-elle de consolider ces acquis et de préserver la place du Luxembourg dans le concert européen.

2.2. Les avantages de la construction européenne pour le Luxembourg

La conviction européenne du Luxembourg s'explique notamment par les grandes opportunités que représente pour notre pays l'intégration européenne. Son économie a largement bénéficié de l'ouverture des marchés et de la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. Depuis les années 1950, la construction européenne a été et demeure le garant de son essor économique et de sa prospérité.

L'ouverture économique du Grand-Duché n'a été possible que grâce au grand marché unique créé par l'Union européenne. La suppression des barrières douanières a été la condition *sine qua non* du dynamisme des exportations des biens et services luxembourgeois. Actuellement, 85% de la production nationale est exportée, principalement vers les Etats membres de l'Union européenne. Le commerce extérieur luxembourgeois a également largement bénéficié du récent élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale à travers la création de nouveaux débouchés substantiels pour les entreprises luxembourgeoises, notamment en République tchèque, en Pologne et en Hongrie. Le commerce avec ces pays dépasse celui avec la République Populaire de Chine.

L'ouverture des frontières a permis la libre circulation des personnes. Cette liberté de circulation permet notamment aux étudiants luxembourgeois d'aller étudier sans contrainte dans les meilleures universités européennes. Sur le marché du travail, les énormes besoins en main-d'œuvre qualifiée de notre pays n'auraient pas pu être satisfaits sans recourir aux ressources humaines des pays voisins et, au-delà, des autres Etats membres de l'Union européenne.

Sans la libre circulation de capitaux, qui n'a été atteinte à l'échelle de l'Union européenne qu'en 1990 et sous la pression de l'Europe, la place financière luxembourgeoise n'aurait jamais atteint l'envergure qu'elle a actuellement. Le développement des activités des prestataires de services financiers et des fonds d'investissements est largement tributaire des efforts de libéralisation et d'harmonisation de la construction européenne.

Est-il besoin de souligner l'accomplissement majeur de l'Union européenne qu'est l'Euro et les bénéfices qu'en tirent tous les Etats membres et le Luxembourg en particulier? La stabilité monétaire dont l'Euro a été porteur doit ici être soulignée. Avec l'Euro, le Luxembourg est partie prenante de la deuxième plus grande devise de la planète!

Enfin, le Grand-Duché a également largement bénéficié des politiques structurelles élaborées au niveau européen (politique agricole, Fonds structurels, politique de développement régional ...).

A l'heure actuelle, le Luxembourg a profondément ancré sa place en Europe en devenant une des trois capitales de l'Union européenne, siège de nombreuses Institutions européennes (Secrétariat général du Parlement européen, certains services de la Commission européenne, Cour de justice, Cour des comptes, Banque européenne d'investissement ...). La présence visible de l'Europe au cœur de notre capitale est la marque incontestable des liens profonds qui unissent notre pays au projet européen.

*

3. L'ENJEU DE LA COMPETITIVITE AU COEUR DES PREOCCUPATIONS EUROPEENNES

Si la portée politique et institutionnelle du traité constitutionnel est essentielle pour la progression du projet européen, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers souhaitent souligner qu'il constituera un excellent vecteur d'amélioration de l'environnement économique des entreprises.

Le projet constitutionnel pose clairement le principe selon lequel l'Union européenne œuvre pour le développement durable du continent. Cette notion repose à la fois sur une économie sociale de marché qui combine croissance économique équilibrée, progrès social et qualité de l'environnement.

Le traité constitutionnel n'apporte pas de réponse concrète aux difficultés que traverse actuellement l'ensemble des économies européennes et tel n'est pas son rôle. Par contre, il offre un cadre de référence sur lequel les pouvoirs publics européens et les gouvernements nationaux pourront mettre en œuvre une politique volontariste de préservation de la compétitivité et du bien-être européens. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers entendent dans ce contexte souligner que le traité constitutionnel attribue à l'Union et aux Etats membres le rôle de veiller à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité des entreprises soient assurées, en favorisant notamment la mise en place d'un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises. Dans cette perspective, les améliorations institutionnelles et la simplification du droit et des procédures de l'Union européenne profitent largement à l'ensemble des citoyens et des acteurs économiques européens.

Il va de soi que le débat qui entoure l'adoption de la Constitution par les vingt-cinq Etats membres ne doit pas occulter les réformes nécessaires à la préservation de la compétitivité européenne. L'atonie de la croissance économique en Europe, le coût de matières premières, les délocalisations d'entreprises, la persistance du chômage appellent la mise en œuvre de réformes structurelles ambitieuses.

Les efforts d'amélioration et de rationalisation sont visibles dans la plupart des politiques portant sur la croissance et l'emploi. L'Union européenne a accru ses efforts pour coordonner, le plus efficacement possible, les nombreux plans d'action visant à stimuler son développement économique durable. Le Pacte de stabilité de croissance, récemment réformé (2005), fixe des objectifs clairs en matière de politique budgétaire afin de garantir la stabilité économique de la zone Euro. Le processus de Luxembourg (1997) détermine les grandes lignes de la politique européenne en faveur de l'emploi et en termes de création d'emploi et de lutte contre le chômage. La stratégie de Lisbonne (2000) vise à faire entrer l'Union européenne dans l'ère de la Société de la connaissance. L'objectif de Barcelone

(2002) vise à créer un Espace européen de la recherche, catalyseur de la croissance économique, en consacrant 3% du PIB de l'Union européenne à la politique de la recherche.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces plans d'actions nécessite une coopération poussée entre les Institutions européennes et les autorités nationales. Les Etats membres contribuent à la mise en œuvre de ces plans d'actions à travers la mise en œuvre de plans d'actions nationaux, véritables relais au niveau national des initiatives décidées d'un commun accord entre tous les partenaires.

Au niveau luxembourgeois, les conclusions du récent rapport Fontagné (novembre 2004) et le plan d'action national, qui doit en découler, constituent un excellent exemple de la manière dont les objectifs européens doivent être mis en œuvre au niveau national. Du point de vue de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers, l'élaboration des réformes appropriées dans le cadre du plan national en faveur de l'innovation et de l'emploi vise à favoriser le développement économique du Grand-Duché afin de pouvoir financer le modèle social luxembourgeois. L'objectif de toute politique en faveur de la compétitivité a pour finalité l'amélioration de la cohésion sociale et du bien-être des citoyens.

Ce sont les entreprises compétitives qui créent la richesse. Sur la base de ce constat, la politique économique doit œuvrer en vue du développement continu des activités des entreprises. Le meilleur moyen pour assurer un tel développement est de contribuer à la promotion d'une économie ouverte, dynamique et compétitive à l'échelle du continent européen, base indispensable à la pérennité du modèle social européen et à la préservation de son environnement naturel. C'est ce que le traité constitutionnel permettra et favorisera.

*

Après consultation de leurs ressortissants, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers approuvent le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5442 - Dossier consolidé : 421

5442/02

N° 5442²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(10.5.2005)

Par lettre du 31 mars 2005, Monsieur Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le présent projet a pour objet de porter approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004.

2. La Chambre des Employés Privés regrette qu'elle ait été saisie aussi tardivement du présent projet; le Conseil d'Etat a déjà rendu son avis y relatif en date du 22 mars 2005, c'est-à-dire avant la saisine même de notre Chambre.

Au vu de l'urgence qui caractérise le présent projet, notre Chambre se trouve dans l'impossibilité de procéder à une analyse approfondie du texte du Traité constitutionnel que celui-ci aurait amplement méritée.

Pour cette raison, elle se limite à retracer et à commenter les nouveautés les plus importantes qu'apporte le Traité constitutionnel.

3. Par ailleurs, la CEP•L déplore qu'elle n'ait pas été saisie pour avis sur le projet de loi No 5443 portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Dans ce contexte, la Chambre des Employés Privés regrette vivement que les résidents étrangers du Grand-Duché ne puissent pas participer au référendum du 10 juillet 2005 relatif au Traité constitutionnel.

*

1. VERS UNE SIMPLIFICATION DES TEXTES EXISTANTS

4. Le Traité constitutionnel remplace tous les traités existants par un texte unique.

5. Reprendre toutes les dispositions existantes présente l'avantage de permettre une réorganisation en quatre parties.

Ainsi, la première partie définit les objectifs et valeurs communs de l'Union européenne (UE). Elle régit également la répartition des compétences entre l'UE et les Etats membres, organise le cadre institutionnel et détermine l'exercice des compétences de l'Union.

La deuxième partie recouvre la Charte des droits fondamentaux de l'Union.

La troisième partie, qui reprend en grande partie des dispositions actuellement en vigueur, définit plus ou moins en détail les politiques menées par l'Union ainsi que le fonctionnement précis de l'Union.

Enfin, la dernière partie reprend des dispositions générales et finales; elle traite notamment de la procédure de révision du Traité constitutionnel.

6. La Constitution luxembourgeoise comprend environ 120 articles, alors que le Traité constitutionnel en compte 448, sans compter les nombreux protocoles et déclarations annexés.

L'explication en est simple: ce texte remplace tous les traités existants. Il doit donc comprendre toutes les dispositions qui continuent à s'appliquer.

La CEP•L approuve l'option pour un texte regroupant tous les textes applicables au lieu d'ajouter un texte „chapeau“ aux dispositions en vigueur.

Le Traité de Maastricht a déjà „coiffé“ le Traité instituant la Communauté européenne d'un nouveau Traité sur l'Union européenne; l'option pour une „vraie Constitution“ aurait impliqué de rajouter encore un étage supplémentaire à l'édifice actuel des traités.

La reprise de toutes les dispositions existantes a, par contre, rendu possible de faire dans un même texte le tri entre dispositions constitutionnelles et dispositions relatives aux politiques de l'Union européenne. De plus, cette façon de procéder a permis d'amender, quand c'était jugé nécessaire, n'importe quel article des traités existants.

Ceci explique en fin de compte la présence, dans un texte constitutionnel, de dispositions relatives à la politique agricole commune, à la politique sociale, à la politique commerciale, à la politique étrangère, ... dans la partie III du Traité constitutionnel.

Ainsi, une structure peu transparente basée sur plusieurs traités et trois piliers¹ a été simplifiée et réunie dans un seul document.

*

2. LA REPARTITION DES COMPETENCES

7. Le Traité constitutionnel distingue dans un nouvel article *trois groupes de compétences subdivisées par grands thèmes politiques*: les compétences exclusives de l'Union, les compétences partagées avec les Etats membres et les compétences d'appui, de coordination ou de complément de l'Union.

8. Les *compétences exclusives* sont attribuées par les Etats membres, qui ne peuvent dès lors plus intervenir dans ces domaines, à moins qu'ils n'y soient invités par l'UE ou qu'ils mettent en oeuvre les actes de l'Union.

Seule l'Union peut donc légiférer et adopter des actes contraignants. Il s'agit de: l'union douanière, l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, la politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro, la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche, la politique commerciale commune.

La politique commerciale commune – dont notamment le commerce des services audiovisuels, culturels, d'éducation, sociaux et de santé – n'est plus une compétence partagée et ne requiert donc plus la ratification des parlements nationaux. Le dernier verrou dans ce domaine est donc l'unanimité requise pour les accords susceptibles de porter atteinte à la diversité culturelle de l'Union ou de perturber l'organisation des services sociaux, d'éducation et de santé au niveau national.

9. Pour les *compétences partagées* avec les Etats membres, l'Union et les Etats membres peuvent légiférer dans ces domaines. Les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer.

Ainsi, tant que l'Union n'exerce pas sa compétence, le domaine est du ressort des Etats membres. Toutefois, dès que l'Union souhaite intervenir, alors les Etats membres doivent se retirer en sa faveur

¹ Le Traité de Maastricht avait créé une structure assez complexe en trois piliers pour organiser le fonctionnement de l'Union européenne: le premier pilier comprenait les politiques „communautarisées“ du Traité instituant la Communauté européenne. Les deuxième et troisième piliers introduits par le Traité sur l'Union européenne traitaient respectivement de la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) et de la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures (JAI).

(exceptions: recherche, développement technologique, espace, coopération au développement et aide humanitaire).

La liste des principales compétences partagées n'est pas exhaustive; elles sont partagées si elles ne sont ni exclusives, ni complémentaires: le marché intérieur, la politique sociale, pour les aspects définis dans la partie III, la cohésion économique, sociale et territoriale, l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer, l'environnement, la protection des consommateurs, les transports, les réseaux transeuropéens, l'énergie, l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique, pour les aspects définis dans la partie III.

Ces compétences sont majoritaires et renforcent l'idée d'une fédération d'Etats où cohabitent deux niveaux de gouvernement. Trois nouveautés à ce stade:

L'Union reçoit une compétence dans le domaine de l'énergie, en matière spatiale et de santé publique (pour les enjeux communs de sécurité).

10. L'Union dispose aussi d'une *compétence pour mener des actions d'appui, de coordination ou de complément* aux actions nationales sans qu'elles puissent comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres: la protection et l'amélioration de la santé humaine, l'industrie, la culture, le tourisme, l'éducation, la jeunesse, le sport et la formation professionnelle, la protection civile, la coopération administrative.

Plusieurs nouveaux domaines de compétence de l'Union apparaissent (tourisme, sport, protection civile, coopération administrative). Ceux-ci doivent avoir une finalité européenne. Ainsi, si l'éducation n'est pas au cœur de l'action européenne, elle peut faire l'objet de toute l'attention, qui se traduit par une coordination de l'action des Etats membres, par exemple en matière de mobilité des étudiants où l'Union a déjà, par le processus de Bologne, lancé l'harmonisation européenne de l'offre de formation supérieure pour normaliser la définition des diplômes à l'échelle de l'Europe.

11. La répartition plus précise des rôles entre l'Union et les Etats membres dans chacun des domaines d'actions dans les différentes catégories de compétences est décrite dans la partie III du Traité.

12. A côté de cette architecture en matière de compétences, il subsiste toujours une „*clause de flexibilité*“, c'est-à-dire si une action de l'Union paraît nécessaire, dans le cadre des politiques définies à la partie III, pour atteindre l'un des objectifs visés par le Traité constitutionnel, sans que celle-ci n'ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil des ministres, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission européenne et après approbation du Parlement européen, adopte les mesures appropriées.

Ces mesures ne peuvent cependant pas comporter d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres dans les cas où le Traité constitutionnel exclut une telle harmonisation.

La „*clause de flexibilité*“ reçoit un champ d'application plus étendu que précédemment dans la mesure où l'on parle des objectifs de l'Union et non plus du „fonctionnement du marché commun“. Le recours à la „*clause de flexibilité*“ doit apparaître nécessaire dans le cadre d'une des politiques communes prévues par le Traité constitutionnel.

L'approbation du Parlement européen est en outre désormais requise et la Commission doit attirer l'attention des parlements nationaux sur le recours à cette clause.

13. En conclusion, l'on constate que le Traité constitutionnel offre une meilleure vue d'ensemble de la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres. Il permet de répondre plus facilement à la question: „qui fait quoi en Europe?“.

*

3. LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITE

14. Dans les domaines partagés, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, son action est plus efficace (subsidiarité) que celle des Etats membres (Etat central) ou des collectivités locales (autorités régionale et locale).

15. Jusqu'à présent laissé à l'appréciation d'institutions européennes souvent zélées, il est désormais prévu que les parlements nationaux peuvent rendre un avis motivé sur la conformité d'un projet de l'Union avec ce principe de subsidiarité.

Outre le droit à l'information leur octroyé, les parlements se voient offrir un rôle dans la procédure législative de l'Union. Ce rôle d'„alerte précoce“ est cependant uniquement et spécifiquement limité à l'observation du respect du principe de subsidiarité par l'Union. Il n'offre donc pas directement aux parlements un droit de regard ou d'intervention sur les politiques de l'Union.

Ceci est probablement une réponse à ceux qui pensent que le parlement national a pour objet de se mêler de la politique européenne et de servir de garde-fou démocratique contre les dérives européennes. Il revient en fait à dire que la responsabilité première du parlement national devrait être de contrôler le gouvernement national qui, lui-même, ne devrait théoriquement défendre une position à Bruxelles que si elle est précédemment approuvée par le parlement.

16. Si le tiers des parlements requis pour un réexamen du projet européen ne devait pas obtenir gain de cause, les Etats membres peuvent dorénavant déposer un recours au nom de leur parlement national ou d'une chambre de celui-ci devant la Cour de Justice, qui pourrait éventuellement prononcer l'annulation d'un acte législatif de l'Union.

*

4. LE CADRE INSTITUTIONNEL

17. Le Traité constitutionnel apporte certains aménagements institutionnels censés permettre à l'Europe des 25 ou 30 de fonctionner de manière plus efficace.

18. Le Conseil européen, qui est censé donner à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définir les orientations et les priorités politiques générales, devient une institution à part entière.

Afin de lui permettre de fonctionner de manière plus cohérente et continue, le *Conseil européen obtient un président permanent* nommé pour une période de deux ans et demi, son mandat étant renouvelable une fois.

La création du poste d'un président permanent du Conseil européen contribuera également à une meilleure visibilité de l'Union européenne sur la scène internationale.

19. Cette visibilité sera encore augmentée par le nouveau poste du *ministre des Affaires étrangères de l'Union*. L'Europe obtient donc enfin un „numéro de téléphone“.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Union préside le Conseil des Affaires étrangères et est en même temps l'un des vice-présidents de la Commission. Il conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union et veille à la cohérence de l'action extérieure de l'Union.

Il s'agit d'une nouveauté importante car en matière de politique étrangère, les Etats européens seuls ne font plus le poids sur la scène internationale. Si l'unanimité subsiste en la matière et présente un obstacle pour arriver à des positions communes, le nouveau ministre avec son service européen pour l'action extérieure devrait néanmoins permettre de forger plus facilement ces positions communes.

20. Ensuite, le Traité constitutionnel réorganise le *fonctionnement du Conseil des ministres*. Le Conseil siège en formations différentes, ce qui correspond déjà à la pratique mais n'avait jamais été inscrit dans les traités.

Deux formations du Conseil sont inscrites expressément dans le Traité constitutionnel: le Conseil des affaires générales et le Conseil des affaires étrangères. Il s'agit d'une scission selon la matière de la formation actuelle du Conseil des affaires générales et relations extérieures.

Le Traité constitutionnel prévoit également qu'une décision européenne adoptée par le Conseil européen établit les autres formations dans lesquelles le Conseil peut se réunir.

Le Traité constitutionnel stipule que le Conseil siège en public lorsqu'il délibère et vote sur un projet d'acte législatif. Chaque session du Conseil est désormais divisée en deux parties, consacrées respectivement aux délibérations sur les actes législatifs et aux actes non législatifs. Ainsi, les fonctions

législatives et exécutives du Conseil sont mieux séparées et le travail du Conseil est rendu plus transparent en raison de la publicité de la partie législative de ces séances.

21. En ce qui concerne la *composition de la Commission européenne*, le Traité constitutionnel prévoit une modification importante: à partir de 2014, il est mis en place une Commission de taille réduite.

Le nombre de Commissaires est alors égal aux deux tiers du nombre des Etats membres; il y aura donc toujours des Etats qui ne seront pas représentés dans la Commission. Les Commissaires seront sélectionnés selon un système de rotation égale entre les Etats membres.

22. Pour ce qui est du *Parlement européen*, le Traité constitutionnel fixe le nombre maximal de sièges à 750, augmentant ainsi le chiffre actuellement fixé par le Traité de Nice.

Le seuil minimum de sièges par Etat membre est fixé à six députés, pour s'assurer que, même dans les Etats membres les moins peuplés, tous les courants politiques importants auront une chance d'être représentés au Parlement européen. Pour la première fois, le nombre maximal de sièges par Etat membre, qui est limité à 96, est aussi inscrit dans le Traité constitutionnel.

Le Traité rompt avec la tradition consistant à fixer dans les traités la répartition détaillée des sièges entre les Etats membres. Au lieu de cela, le Traité constitutionnel établit une règle d'attribution qui spécifie que la représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle.

Finalement, le Parlement européen a encore vu son rôle augmenter dans le déroulement des procédures décisionnelles de l'Union. La procédure de codécision, rebaptisée „procédure législative ordinaire“, sera étendue à un grand nombre d'articles (cf. infra). Le Parlement devient donc co-législateur dans la quasi-totalité des cas, à l'exception d'une douzaine d'actes où il sera seulement consulté.

*

5. RATIONALISATION DES INSTRUMENTS DE L'UNION

23. Le Traité constitutionnel énumère les six nouveaux actes juridiques et établit une distinction entre le niveau législatif et le niveau non législatif.

24. Au *niveau législatif* sont prévues:

- la *loi* (actuel règlement): acte législatif de portée générale; elle est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre;
- la *loi-cadre* (actuelle directive): acte législatif qui lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens.

25. Au *niveau non législatif* sont prévus:

- *règlement* (actuels „directives“ et „règlements“ dépourvus de caractère législatif): acte non législatif de portée générale pour la mise en oeuvre des actes législatifs et de certaines dispositions du Traité constitutionnel. Il peut soit être obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre, soit lier tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant au choix de la forme et des moyens;
- *décision* (actuelles „stratégies communes“, „actions communes“ et „positions communes“ de la PESC): acte non législatif obligatoire dans tous ses éléments. Lorsqu'elle désigne des destinataires, elle n'est obligatoire que pour ceux-ci;
- *recommandation* (conservent totalement leur sens actuel): pas d'effet contraignant;
- *avis* (conservent totalement leur sens actuel): pas d'effet contraignant.

26. Pour l'instant, l'article 249 du Traité CE énumère les cinq actes de base existants (directive, règlement, décision, recommandation et avis) ainsi que leurs effets. Au fil des années, instruments et procédures se sont toutefois accumulés.

Le Traité constitutionnel met fin à la prolifération des actes qui avait progressivement conduit à l'utilisation de plus d'une quinzaine d'entre eux: les cinq actes de base prévus par le Traité de la

Communauté européenne ainsi que de nombreux „actes atypiques“ tels les résolutions, les lignes directrices, les orientations, etc.

De plus, à la différence des traités actuels, chaque base juridique dans le Traité constitutionnel précise désormais le type d'acte qui doit être utilisé pour sa mise en oeuvre. Cette nouvelle approche évitera des hésitations à l'heure de choisir le type d'acte à utiliser.

27. En introduisant les notions de „loi européenne“ et de „loi-cadre européenne“, l'on peut donc dire que la „nomenclature législative“ européenne se rapproche de celle des Etats membres. Le Traité constitutionnel n'apporte donc pas seulement une rationalisation des instruments juridiques de l'Union mais également une simplification sémantique.

*

6. LES DECISIONS A LA MAJORITE QUALIFIEE

28. Un des mérites essentiels du Traité constitutionnel est d'*étendre le champ des décisions prises à la majorité dite „qualifiée“*.

En effet, si l'unanimité a apparemment l'avantage d'attribuer un droit de veto à chaque gouvernement national et préserve ainsi la souveraineté de chacun, elle a l'inconvénient majeur, qu'à 25, les décisions risquent de devenir impossibles.

29. Le Traité constitutionnel étend le champ d'application de la majorité qualifiée de différentes façons, notamment en prévoyant que, dans les nouveaux domaines de compétences de l'Union, les décisions sont prises d'emblée à la majorité qualifiée.

En plus, dans une vingtaine d'articles déjà existants, le Traité constitutionnel remplace l'unanimité par la majorité qualifiée. Ainsi, l'article III-136 relatif au régime de sécurité sociale des travailleurs migrants est une avancée à relever en direction de la majorité qualifiée.

30. Par ailleurs, le Traité constitutionnel apporte également une simplification du régime de la majorité qualifiée qui sera dorénavant atteinte si 55% des Etats représentant 65% de la population se mettent d'accord. Ce régime remplace le système de la majorité qualifiée pondérée qui risquerait à terme de bloquer la prise de décision dans l'Union.

31. Ensuite, le Traité constitutionnel prévoit „une clause passerelle“ qui permet au Conseil européen, par une décision adoptée à l'unanimité après approbation du Parlement européen, d'appliquer le vote à la majorité qualifiée dans un domaine pour lequel le Traité constitutionnel prévoit encore l'unanimité. Une telle initiative doit être transmise pour approbation aux parlements nationaux.

La clause passerelle s'applique à la Partie III du Traité constitutionnel et est exclue pour les décisions dans le domaine de la défense ou ayant des implications militaires.

*

7. LA PROCEDURE LEGISLATIVE

32. Le Traité constitutionnel procède à une simplification des procédures législatives de l'Union.

33. La procédure de codécision devient la „procédure législative ordinaire“ sans que ses modalités ne subissent une modification. Lorsqu'un article fait référence à une loi ou une loi-cadre, cela sous-entend automatiquement que la procédure législative ordinaire est d'application, c'est-à-dire: proposition de la Commission et décision conjointe par le Parlement et le Conseil des ministres.

Par ailleurs, le Traité constitutionnel étend l'application de la „procédure législative ordinaire“ à des domaines supplémentaires et donne ainsi plus de pouvoir décisionnel au Parlement.

34. Quand le Traité constitutionnel évoque une loi ou une loi-cadre du Conseil ou du Parlement, une procédure législative spéciale s'applique.

Dans ces cas explicitement prévus, les lois ou des lois-cadres européennes peuvent être adoptées par le Conseil seul ou plus rarement par le Parlement européen seul et non plus par les deux institutions conjointement.

Il s'agira alors de lois ou lois-cadres du Conseil adoptées après approbation ou consultation du Parlement ou, à l'inverse, de lois ou lois-cadres du Parlement adoptées après approbation du Conseil.

Cette procédure spéciale s'applique en particulier dans les domaines suivants:

- en matière de justice et affaires intérieures, par exemple pour tout ce qui concerne le parquet européen, la coopération policière opérationnelle, les mesures concernant les passeports, cartes d'identité, titres de séjour ainsi que pour les mesures relatives au droit de la famille ayant une incidence transfrontalière;
- en matière de budget (ressources propres, cadre financier pluriannuel, etc.) et de fiscalité (mouvements de capitaux avec les pays tiers et harmonisation des législations relatives aux impôts indirects);
- pour des aspects précis de certaines politiques comme par exemple les mesures environnementales de nature fiscale, les programmes de recherche et développement technologique (alors que le programme-cadre pluriannuel est adopté selon la procédure législative ordinaire), la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs.

*

8. LES COOPERATIONS RENFORCEES

35. L'idée des coopérations renforcées a été introduite par le Traité d'Amsterdam en 1997 pour, notamment à la lumière des futurs élargissements, autoriser ceux qui le voulaient à aller de l'avant sans attendre que tous les Etats membres ne soient prêts.

Il s'agissait également d'éviter que de telles coopérations se fassent en dehors des traités.

36. Le mécanisme des coopérations renforcées est relativement réglementé. Pour l'essentiel, les dispositions actuellement en vigueur sont reprises.

Une coopération renforcée ne peut être lancée qu'en dernier ressort sur décision européenne du Conseil, lorsqu'il établit que les objectifs recherchés par cette coopération ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble.

37. Une coopération renforcée doit comprendre au moins un tiers des Etats membres; le nombre minimum d'Etats participants augmentera donc au fur et à mesure des futurs élargissements.

A nos yeux, il aurait été plus judicieux d'établir un seuil fixe – de, disons, huit Etats comme c'est actuellement le cas – ce qui aurait rendu cette condition moins contraignante.

38. Les Etats membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir aux institutions de celle-ci et exercer ces compétences en appliquant les dispositions appropriées du Traité constitutionnel. Tous les membres du Conseil peuvent participer aux délibérations, mais seuls les membres du Conseil représentant les Etats membres participant à une coopération renforcée prennent part au vote.

Les coopérations renforcées sont ouvertes à tout moment à tous les Etats membres, ce qui est tout à fait légitime à nos yeux et pourra créer un „effet d'entraînement“.

39. A l'heure actuelle, les traités contiennent des règles générales pour les coopérations renforcées, mais définissent un dispositif propre à chaque „pilier“. Du fait de la suppression des „piliers“, il existera dorénavant un dispositif de droit commun avec toutefois un dispositif propre à la PESC.

40. Les modifications suivantes sont prévues:

- le Parlement doit désormais toujours donner son autorisation au lancement d'une coopération renforcée, alors qu'à l'heure actuelle, il ne doit le faire que si la coopération renforcée porte sur un domaine où s'applique la procédure de codécision;
- alors qu'aujourd'hui, lorsque le Conseil doit se prononcer sur l'autorisation d'une coopération renforcée, tout Etat membre peut demander que la question soit préalablement évoquée devant le Conseil européen, désormais cette possibilité disparaît.

41. Ainsi, les Etats membres qui souhaitent dorénavant instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par le Traité constitutionnel, à l'exception des domaines de compétence exclusive et de la politique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée.

La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons aux Etats membres concernés. La Commission peut donc bloquer une demande même si elle doit en indiquer les motifs.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision européenne du Conseil à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.

42. Si le dispositif en matière de coopérations renforcées n'est pas sensiblement plus contraignant que le dispositif actuel applicable au premier „pilier“, il l'est plus que le dispositif actuellement applicable au troisième „pilier“, dans lequel ni la Commission, ni le Parlement ne peuvent s'opposer au lancement d'une coopération renforcée (toutefois, le dispositif actuellement applicable au troisième „pilier“ comporte une possibilité d'évocation devant le Conseil européen que le Traité constitutionnel fait disparaître).

Le dispositif propre à la PESC reste proche du dispositif actuel, sauf que dorénavant le ministre des Affaires étrangères de l'Union est appelé à donner son avis sur la coopération renforcée envisagée et que, dans le nouveau dispositif, la décision est toujours prise à l'unanimité.

En outre, une „coopération structurée permanente“ pourra être instituée dans le domaine de la défense, ce qui constitue une réelle nouveauté par rapport au Traité sur l'UE qui l'interdit carrément.

Finalement, le Traité constitutionnel introduit une clause de passerelle propre au mécanisme de coopération renforcée: si une coopération renforcée est instaurée dans un domaine où le Conseil décide à l'unanimité, les Etats participants à la coopération renforcée peuvent décider à l'unanimité de passer à la majorité qualifiée.

*

9. LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX

43. Une nouveauté en matière de traités européens, puisqu'elle trace un cadre pour les libertés et droits fondamentaux au sein de l'Union, cadre sans équivalent dans les traités actuels, bien que le dernier paragraphe de l'article 9 s'inspire de l'article 6, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne.

44. L'Union européenne reconnaît les droits, les libertés et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux qui constitue la partie II du Traité constitutionnel. Elle adhère en outre à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, adhésion qui ne modifie pas les compétences de l'Union prévues par le Traité constitutionnel.

45. Les droits fondamentaux repris par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et résultant des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres sont des principes généraux du droit de l'Union.

46. Ces deux textes s'adressent aux instances de l'Union et s'appliquent aux Etats membres uniquement lors de la mise en oeuvre du droit de l'Union (des actes de l'Union), dans le respect des compétences de l'Union sans créer aucune compétence ou tâche nouvelles pour elle-même.

47. Le nouvel article, qui pose l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'Homme, entraîne que la Cour de Strasbourg contrôlera la conformité des actes de l'Union à la Convention européenne des droits de l'Homme. De ce fait, il a été convenu que le dialogue régulier entre la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme sera renforcé.

En effet, pour autant que la reconnaissance des droits fondamentaux rende pleinement contraignante leur Charte, qui reprend parfois verbatim certains articles de la Convention européenne des droits de

l'Homme, il n'est dès lors pas impossible que les deux cours aient des divergences de vue relatives à certaines dispositions juridiquement distinctes, mais rédigées en termes identiques.

*

10. VERS UNE EUROPE LIBERALE?

48. Plusieurs dispositions du Traité constitutionnel laissent penser qu'il renforce l'Europe „libérale“. Ainsi, à l'article I-3, on parle d'un „marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée“ et de la „stabilité des prix“.

Ensuite, dans la partie III, l'article III-185 relatif à la politique monétaire répète que „l'objectif principal“ du système européen de banques centrales est de maintenir la „stabilité des prix“ et qu'il agit „conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre“.

49. Mais en réalité toutes ces dispositions se trouvent déjà dans les traités actuels. Ainsi l'article III-185 reprend mot par mot le contenu de l'article 105 du Traité instituant la Communauté européenne.

Dès 1957, l'article 3 du Traité de Rome invite la Commission à assurer que „la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun“. Aucun traité ultérieur n'a remis en cause cette disposition et elle est toujours en vigueur.

A l'article 4 du Traité sur la Communauté européenne sont inscrits „l'objectif de la stabilité des prix“ et la nécessité de respecter le principe de „prix stables“.

50. Le Traité constitutionnel n'est pas plus libéral que les traités existants. Dans l'actuel Traité sur la Communauté européenne (TCE), la promotion d'un „haut degré de compétitivité“ (article 2) figure parmi les missions de la Communauté européenne. Pour les emplois, il est précisé qu'on doit mener une politique économique conformément au respect du „principe d'une économie de marché ouvert où la concurrence est libre“ (article 4).

*

11. UNE EUROPE PLUS „SOCIALE“

51. Le Traité constitutionnel va plus loin que les traités actuels: il précise que l'Europe est fondée sur une économie „sociale“ de marché et qu'elle tend au „plein emploi“.

Le nouvel objectif „plein emploi“ va certainement plus loin que l'expression „un niveau d'emploi élevé“ qui figure actuellement dans les traités.

A l'article I-3 du Traité constitutionnel, il est explicitement souligné que l'Union doit oeuvrer pour une „économie sociale de marché“ hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social. En plus, cet article prévoit entre autres que l'Union doit combattre l'exclusion sociale et les discriminations et promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et la solidarité entre les générations.

52. L'article I-48 renforce la *discussion sociale* dans la construction européenne. Pour la première fois, un texte consacre le rôle des partenaires sociaux.

Il consacre le „sommet tripartite pour la croissance et l'emploi“, c'est-à-dire la rencontre régulière de représentants des salariés et des employeurs européens pour évoquer notamment la question de l'emploi. Si de telles rencontres existent déjà, le Traité constitutionnel les institutionnalise.

53. Le Traité constitutionnel introduit une *disposition „horizontale“* qui vise toutes les politiques et actions concernées par la partie III. Ainsi, dans la définition et la mise en oeuvre de ces politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine.

L'introduction de cette „clause sociale horizontale“ est à saluer. Il est toutefois regrettable que ladite clause ne soit pas formulée de manière plus contraignante dans le sens que les exigences énumérées déterminent les politiques et actions de l'Union.

Il est également critiquable que la clause mentionne seulement un niveau d'emploi élevé alors que tendre vers le plein emploi constitue pourtant – et à juste titre – un des objectifs de l'Union européenne énumérés à l'article I-3 du Traité constitutionnel.

54. Le Traité constitutionnel procède également à quelques adaptations en matière de *services d'intérêt économique général*.

Ainsi, eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général (SIEG) en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale, l'Union et les Etats membres veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

La loi européenne établit ces principes et fixe ces conditions, sans préjudice de la compétence qu'ont les Etats membres, dans le respect du Traité constitutionnel, de fournir, de faire exécuter et de financer ces services.

Toutefois les Etats membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicent ni ne maintiennent aucune mesure contraire au Traité constitutionnel, notamment aux règles de concurrence.

Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions du Traité constitutionnel, notamment aux règles de concurrence, dans la mesure où l'application de ces dispositions ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union.

55. Ces dispositions concernant les SIEG sont plus ou moins reprises des traités actuels avec l'ajout toutefois d'une base légale explicite pour légiférer en matière de SIEG.

*

12. LA REVISION DU TRAITE CONSTITUTIONNEL

56. *Trois procédures* sont prévues pour la révision du Traité constitutionnel: la procédure ordinaire, la procédure simplifiée (les „clauses passerelles“) ainsi que la procédure simplifiée applicable aux politiques et actions internes de l'Union.

57. La *procédure de révision ordinaire* subit certaines innovations par rapport à la situation actuelle.

La première nouveauté doit permettre au Parlement européen – qui est donc mis sur un pied d'égalité avec la Commission et les gouvernements nationaux – de soumettre des projets de révision du Traité constitutionnel.

Ensuite, le Traité constitutionnel maintient le modèle de la Convention européenne (composée de représentants des parlements nationaux, des chefs d'Etat ou de gouvernement, du Parlement européen et de la Commission) pour préparer des révisions futures du Traité constitutionnel.

Le Conseil européen peut toutefois, à la majorité simple et après approbation du Parlement européen, décider de ne pas convoquer une Convention, si les modifications sont d'une moindre ampleur. Une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres élabore alors les modifications nécessaires.

Dans les deux cas de figure, les modifications projetées n'entrent en vigueur qu'après avoir été ratifiées par tous les Etats membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

58. Ensuite, le Traité constitutionnel prévoit „*deux clauses passerelles*“ (*procédure de révision simplifiée de portée générale*) qui permettent au Conseil européen, par une décision adoptée à l'unanimité après approbation du Parlement européen, d'appliquer le vote à la majorité qualifiée ou la procédure législative ordinaire dans un domaine pour lequel le Traité constitutionnel prévoit encore l'unanimité ou une procédure législative spéciale.

Une telle initiative doit être transmise aux parlements nationaux: si un seul parlement national s'y oppose dans un délai de six mois, la décision n'est pas adoptée.

Ces clauses passerelles sont uniquement applicables à la Partie III du Traité constitutionnel et sont exclues pour les décisions dans le domaine de la défense ou ayant des implications militaires.

59. Finalement, le Traité constitutionnel prévoit une *procédure de révision simplifiée applicable aux politiques et actions internes de l'Union* qui sont donc plus facilement modifiables. Cette procédure ne permet pas d'accroître les compétences attribuées à l'Union par le Traité constitutionnel.

Pour de telles modifications, il n'est pas nécessaire de passer par l'étape d'une Convention ou d'une CIG formelle, mais la décision reste une décision unanime du Conseil européen à ratifier par tous les Etats membres.

60. En conclusion, l'on peut donc dire que la révision du Traité constitutionnel est certainement soumise à des conditions contraignantes, mais qu'elle „n'est pas gravée dans le marbre“. Elle exige l'unanimité des chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi qu'une ratification unanime par tous les Etats; elle n'interdit néanmoins pas toute révision à l'avenir.

La „révision ordinaire“ reprend d'ailleurs le principe de la double unanimité déjà en vigueur. Il n'est donc pas plus difficile de modifier le Traité constitutionnel que les traités actuels.

La difficulté résulte plutôt du fait que les révisions se feront dorénavant à 25, voire 30, ce qui les rend évidemment plus difficiles. Il ne faut toutefois pas oublier que le Traité constitutionnel, qui amène une série de modifications significatives, a lui aussi trouvé l'accord de 25 gouvernements même si l'étape des ratifications reste encore à franchir ...

Par ailleurs les clauses de révision simplifiée apportent quelques assouplissements par rapport à la situation actuelle bien que l'essentiel demeure: il faut l'unanimité des vingt-cinq gouvernements pour réviser le texte.

*

13. CONCLUSION

61. Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe comporte certainement des avancées dans certains domaines comme la simplification des procédures, le fonctionnement du cadre institutionnel ou une meilleure visibilité des institutions européennes.

En raison de ces avancées, la Chambre des Employés Privés marque son accord au présent projet de loi.

62. Il n'en reste pas moins que le Traité constitutionnel est loin d'être parfait. Il s'agit cependant d'un compromis entre 25 pays qui permettra une avancée dans la construction de l'Union européenne.

S'étant limitée à une brève analyse des plus importantes nouveautés introduites par le Traité constitutionnel, la Chambre des Employés Privés ne s'est pas prononcée sur de grandes parties de la partie III qui est largement reprise des traités actuels mais qui n'en est pas moins critiquable du fait de son orientation néolibérale.

Il appartiendra dès lors aux responsables politiques de donner une consistance à ces avancées en menant des politiques visant le bien-être de la population et des salariés en particulier et en mettant fin aux politiques néolibérales prônées ces dernières années par la Commission européenne.

Comme le dit Giuliano Amato, vice-président de la Convention européenne, „une Constitution est toujours une promesse, mais rarement de celles qui se réalisent d'elles-mêmes“.

Luxembourg, le 10 mai 2005

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

Service Central des Imprimés de l'Etat

5442 - Dossier consolidé : 434

5442/05

N° 5442⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(27.5.2005)

Par lettre en date du 31 mars 2005, le ministre des Affaires étrangères a saisi pour avis notre chambre du projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004.

A titre liminaire, notre chambre regrette qu'elle ait été saisie aussi tardivement du présent projet alors que le Conseil d'Etat a déjà rendu son avis y relatif en date du 22 mars 2005, c.-à-d. avant la saisine même de notre chambre.

En ce qui concerne la structure du traité, il y a lieu de relever qu'il comporte un Préambule et 448 articles réparties sur quatre parties.

La Partie I traite de la définition et des objectifs de l'Union, des droits fondamentaux et de la citoyenneté de l'Union, de ses compétences, institutions et organes, de l'exercice de ces compétences, de la vie démocratique et des finances de l'Union, pour terminer par „l'Union et son environnement proche“ et „l'appartenance à l'Union“.

La Partie II reprend la „Charte des droits fondamentaux de l'Union“ proclamée lors du Conseil européen de Nice de décembre 2000.

La Partie III s'intitule „Les politiques et le fonctionnement de l'Union“ alors que la Partie IV rassemble les „Dispositions générales et finales“.

Vu l'impossibilité de faire une analyse exhaustive du traité en raison de l'urgence qui caractérise le présent projet, notre chambre se limite à soulever quelques avancées significatives du traité qui constituent indubitablement un progrès par rapport aux traités actuellement en vigueur et qui, à elles seules, méritent de voter en faveur du traité.

1. Les objectifs purement économiques de l'Union sont flanqués de garanties sociales et environnementales élevées!

Notre chambre salue que, contrairement aux traités actuellement en vigueur, l'article I-3 flanque les objectifs purement économiques de garanties sociales et environnementales efficaces.

Ainsi le paragraphe 3 de cet article dispose que „l'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement“.

Que la politique sociale et de l'emploi ne reste pas lettre morte est documentée à la Partie III du traité et plus précisément à l'article III-117 qui instaure une clause sociale horizontale en disposant que „l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ...“.

Les objectifs de l'Union constituent donc à garantir des standards sociaux élevés. Ces standards sociaux élevés ancrés dans la Constitution et, le cas échéant, dans des normes de droit dérivé sont garantis par la clause „dite de non-régression“ qui veut que si le droit national est plus favorable au citoyen que la norme européenne, c'est celui-ci qui s'applique tant qu'il reste dans le cadre de cette norme.

2. La constitutionnalisation des droits fondamentaux civiques, économiques et sociaux

Le fait que le présent traité accorde une importance considérable aux droits fondamentaux du citoyen est documenté par la partie II qui, non seulement reprend la majeure partie des libertés publiques figurant dans la Convention européenne des droits de l'homme de 1950 ratifiée par les Etats membres, mais intègre également des droits sociaux et économiques figurant notamment dans le titre IV de la Partie II intitulé „Solidarité“ où l'on retrouve notamment „le droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise“, „le droit de négociation et d'actions collectives“, „la protection en cas de licenciement injustifié“, „les conditions de travail justes et équitables“ ainsi que „l'interdiction du travail des enfants et protection des jeunes au travail“.

Le traité est innovateur dans un double sens: d'abord il constitutionnalise des droits qui, jusqu'à présent n'ont fait partie que du droit dérivé et ensuite, il intègre des droits nouveaux qu'on n'a retrouvé jusqu'à présent que dans d'autres instruments de droit international comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989 ainsi que la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe de 1961.

3. La constitutionnalisation du sommet social tripartite

L'article I-48 constitutionnalise le „sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi“, dans le but de promouvoir le dialogue avec les partenaires sociaux, dont „l'Union reconnaît et promeut le rôle“.

Notre chambre est d'avis que le sommet social tripartite permet de jouer le rôle moteur dans la politique sociale et de l'emploi et de mieux impliquer les partenaires sociaux dans le processus de décisions de l'Union.

Notre chambre croit également voir dans la constitutionnalisation du sommet social tripartite un contrepoids à la politique du marché intérieur, ce que semblent d'ailleurs confirmer les articles I-3 définissant les objectifs de l'Union et l'article III-117 instaurant une clause sociale horizontale.

4. Plus de démocratie pour les citoyens européens!

Cet accroissement de démocratie pour le citoyen européen se manifeste par le biais d'un renforcement des rôles du Parlement européen et du Parlement national ainsi que des moyens mis à sa propre disposition.

4.1. Le renforcement du Parlement européen

4.1.1. La généralisation de la procédure de codécision

Les pouvoirs du Parlement européen sont renforcés dans la mesure où, d'après l'article I-20, „le Parlement européen exerce, conjointement avec le Conseil, les fonctions législative et budgétaire“.

Le Parlement européen, représentant des citoyens de l'Union, devient, avec le conseil des ministres, le législateur principal.

La généralisation de la procédure de codécision du Parlement européen contribue par conséquent à rééquilibrer le rapport de forces entre le Conseil des ministres, le Parlement européen et la Commission.

4.1.2. L'élection du Président de la Commission

Contrairement à l'article 214 du traité de Rome qui prévoit que „les gouvernements des Etats membres désignent d'un commun accord la personnalité qu'ils envisagent de nommer président de la Commission lequel devra être approuvé par le Parlement européen“, les articles I-20 et I-27 disposent

que le Président de la Commission est élu par le Parlement européen sur proposition du Conseil européen.

4.2. Le renforcement du rôle des Parlements nationaux

4.2.1. L'implication des Parlements nationaux dans l'application du principe de subsidiarité

Bien que le principe de subsidiarité figure déjà à l'article 5 du Traité de Rome, l'article I-11 du présent traité innove dans la mesure où „*les parlements nationaux veillent au respect du principe de subsidiarité*“.

Le protocole No 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité précise la procédure que les auteurs d'actes législatifs européens doivent respecter à l'égard des Parlements nationaux lesquels peuvent, le cas échéant, obliger l'institution, auteur du projet d'acte législatif européen, à le réexaminer et même, à défaut de ce faire, par le biais de leur Etat membre saisir la Cour de Justice de l'Union européenne pour se prononcer sur la question de savoir si le principe de subsidiarité a été respecté ou non.

4.2.2. Le droit d'opposition des Parlements nationaux

Il figure à l'article IV-444 (procédure de révision simplifiée de la Constitution).

Ce droit apparaît également sous une forme atténuée à l'article I-18 (clause de flexibilité) puisque la Commission „attire l'attention“ des Parlements nationaux sur les propositions de texte élargissant les „pouvoirs d'action“ de l'Union, de sorte que chacun d'eux peut réagir s'il le souhaite auprès de son gouvernement; ce dernier peut alors s'opposer à la décision dans le cadre de l'unanimité au Conseil.

4.3. Le droit d'initiative populaire pour les citoyens de l'Union

L'article I-47, paragraphe 4, dispose que „*des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'Etats membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la Constitution*“.

Bien que le droit d'initiative populaire n'oblige la Commission à tenir compte de la proposition de loi populaire, celle-ci a néanmoins intérêt à prendre au sérieux une telle proposition si elle ne veut pas courir le risque d'être contrée soit par le Parlement européen dans le cadre de l'exercice de ses fonctions législative et budgétaire (articles III-330 à III-340) soit par le Conseil des Ministres dans le cadre de ses attributions prévues à l'article III-345.

Au vu des considérations ci-dessus, notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle marque son accord au projet de loi cité sous rubrique.

Luxembourg, le 27 mai 2005

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI

Service Central des Imprimés de l'Etat

5442 - Dossier consolidé : 439

5442/04

N° 5442⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA
DEFENSE, DE LA COOPERATION ET DE L'IMMIGRATION**

(6.6.2005)

La Commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président-Rapporteur; M. Marc ANGEL, Mme Nancy ARENDT (épouse KEMP), MM. François BAUSCH, Mme Lydie ERR, MM. Marcel GLESENER, Charles GOERENS, Norbert HAUPERT, Paul HELMINGER, Jacques-Yves HENCKES et Laurent MOSAR, Membres.

*

INTRODUCTION

Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe s'inscrit dans une démarche commencée il y a plus d'un demi-siècle pour unir progressivement les nations européennes dans le respect des valeurs et des normes qui leur sont communes comme dans un effort permanent de coopération à l'intérieur du continent comme à l'extérieur. Une démarche qui a comme finalité dernière la paix sur le continent, donc d'empêcher les nationalismes porteurs de guerres et de misères de renaître. Ces dernières années, cette finalité est parfois quelque peu passée à l'arrière-plan tant les intérêts particuliers des Etats membres ont pris le pas sur la grande ambition commune du projet européen.

Entreprise difficile, car cette démarche volontaire n'est jamais acquise définitivement, mais doit sans cesse être revigorée et relancée par les acteurs politiques et sociaux. Elle donne sans cesse lieu à des objections politiques sur ses objectifs et ses modalités, objections issues non d'un seul espace politique européen, mais de vingt-cinq espaces politiques nationaux qui s'entrecroisent et s'entrechoquent. L'introduction d'une clause de sortie dans la Constitution montre, s'il en était besoin, que les Etats membres entendent garder toute leur indépendance et que d'aucuns, et non des moindres, ne pensent pas à un processus irréversible.

C'est dire toute l'importance d'être arrivé malgré tout à ce Traité qui rendra l'Union, passée de six Etats membres à vingt-cinq aujourd'hui, plus démocratique et plus efficace sans pour autant étendre considérablement ses compétences par rapport aux traités précédents. Sans vouloir énumérer ici de façon exhaustive les acquis de la nouvelle Constitution, on peut en relever dès le départ six qui peuvent être considérés comme majeurs.

*

Le premier avantage est constitué par le regroupement dans un seul texte de l'ensemble des traités européens existants, ce qui montre plus clairement l'agencement entre les fondamentaux et les politiques sectorielles. La lisibilité et la maniabilité en seront augmentées considérablement, tout autant que la cohérence des politiques en fonction des fondamentaux.

Le second acquis, tout à fait essentiel, est de regrouper et d'affirmer les valeurs et les normes sur lesquelles repose l'Union européenne et qui dessinent avec clarté et précision le modèle de société propre à l'Europe.

Le troisième acquis concerne les améliorations sur le plan institutionnel, toutes destinées à augmenter la visibilité des fonctions et l'efficacité des institutions: président permanent du Conseil européen, Ministre des Affaires étrangères, président permanent des ministres de l'euro groupe; généralisation de la codécision avec la majorité qualifiée au Conseil.

En quatrième lieu, il convient de relever des avancées démocratiques importantes, avec les pouvoirs accrus du Parlement européen, l'implication des parlements nationaux dans le processus législatif européen, l'affirmation de la démocratie représentative et participative.

Une cinquième série d'acquis a trait au renforcement de la politique extérieure et de sécurité commune, avec un accent particulier mis sur la politique de sécurité et de défense.

Enfin, en dernier lieu, dans le domaine de la sécurité intérieure et de la justice, la Constitution étend les compétences de l'Union et permet d'avancer plus efficacement sur la voie d'un espace européen plus sûr pour les citoyens dans leur vie quotidienne.

*

Face au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, la Chambre des Députés se trouve dans une situation telle qu'elle n'en a jamais connue dans son histoire, et cela à deux égards. D'abord, à travers ses représentants à la Convention sur l'avenir de l'Europe, convoquée par le Conseil européen de Laeken du 15 décembre 2001, elle a été impliquée dans la rédaction du projet de Constitution, repris ensuite par la Conférence intergouvernementale.

Avant la Déclaration de Laeken, par la Déclaration No 23 annexée au Traité de Nice du 11 décembre 2000 „relative à l'avenir de l'Union“, les chefs d'Etat et de Gouvernement avaient déjà invité les acteurs politiques à engager un large débat avec les citoyens sur l'Europe et laissé prévoir une nouvelle réforme des traités dès 2004.

Cette invitation avait été suivie au Luxembourg par la Chambre des Députés qui organisa trois réunions publiques à Ettelbrück, Luxembourg et Esch/Alzette et soumit aux citoyens un questionnaire sur l'Europe. Dix mille questionnaires furent renvoyés qui permirent de tirer des enseignements intéressants sur les demandes des citoyens.

Il convient de compléter ces indications par le rappel de la première Convention appelée par le Conseil européen de Cologne de juin 1999 à élaborer la Charte des droits fondamentaux. Cette Convention, présidée par Monsieur Roman Herzog, ancien Président de la République fédérale d'Allemagne, avec la participation de députés du Parlement européen et des parlements nationaux (dont les députés Simone Beissel et votre rapporteur, membres effectifs, Renée Wagener, membre suppléante pour la Chambre des Députés) ainsi que de représentants gouvernementaux (le député Paul-Henri Meyers pour le Luxembourg) et d'experts (dont le juge luxembourgeois Marc Fischbach pour la Cour européenne des Droits de l'Homme) fut l'occasion d'échanges ouverts et intéressants. C'est à la suite du succès de cette première Convention que le Parlement européen a proposé par sa résolution du 25 octobre 2000 (rapport d'Olivier Duhamel sur la constitutionnalisation des traités) de convoquer une nouvelle Convention.

D'aucuns ont dénié à la Convention sur l'avenir de l'Europe la légitimation d'une assemblée constituante, n'ayant pas été élue à cette fin. D'autres se sont moqués de „la propension des „conventionnels“ à se (laisser) comparer aux participants à la Convention constitutionnelle de Philadelphie de 1787 qui allait donner naissance à la Constitution des Etats-Unis – avec tout le prestige qu'ils peuvent escompter en retirer (...)“ (Avis du Conseil d'Etat p. 2). D'autres encore, dans le débat franco-français, se sont attachés à dénigrer la „Constitution Giscard“, du nom du président de la Convention, l'ancien Président de la République française Valéry Giscard d'Estaing. Enfin, au Conseil européen de Thessalonique, les 19 et 20 juin 2003, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont eux aussi voulu rabattre le caquet de la Convention en ne considérant le texte qu'elle leur remit que comme „une bonne base de départ“ alors que c'était en réalité à 9/10e le texte final.

Votre rapporteur, ayant été un des membres de la Convention, les autres représentants de la Chambre des Députés (Paul Helminger, membre, Renée Wagener et Gaston Gibéryen, membres suppléants) ainsi que M. Jacques Santer, le représentant du Premier Ministre, et M. Nicolas Schmit, suppléant de

M. Jacques Santer, n'ont jamais eu la prétention de remplacer les constituants de l'Union européenne, à savoir les gouvernements des Etats membres. Il est certain, cependant, que ces derniers ont bien senti, au plus tard lors des marchandages à Nice, en décembre 2000, que la méthode intergouvernementale classique avait atteint ses limites et qu'il fallait impliquer d'autres acteurs tout autant pourvus de légitimation à discuter de traités que les ministres.

Quoi qu'il en soit de ces à-côtés, l'essentiel est que le Traité établissant une Constitution pour l'Europe aussi bien que la Charte des droits fondamentaux aient été élaborés non plus en vase clos, mais ouvertement, par des procédures démocratiques, lisibles pour les citoyens qui ont bien voulu s'y intéresser et en étroite collaboration avec tous les acteurs politiques et la société civile. L'effort de la Convention sur l'avenir de l'Europe pour engager et entretenir le dialogue a en effet été permanent. Une Convention des jeunes a été organisée. Des acteurs politiques et sociaux ont été associés aux travaux, comme les représentants du Comité économique et social et du Comité des Régions de même que des représentants syndicaux et patronaux. Lors du travail sur les textes, les lobbies présents à Bruxelles, en étroite relation avec la société civile partout en Europe, ne se sont pas privés de faire entendre leurs voix, qu'il s'agisse des écologistes, des défenseurs des droits de l'homme, du lobby des femmes, des groupes d'aide au développement, des mouvements d'anti-discrimination ou de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Tous ont pu faire entendre leurs voix et souvent réussir à influencer le texte au cours de la phase d'amendement.

Au Luxembourg, la Chambre des Députés a organisé le 13 février 2003 un débat d'orientation relatif à la Convention sur l'avenir de l'Europe. Un deuxième débat d'orientation relatif au document final retenu par la Convention a eu lieu le 1er juillet 2003. On se reportera utilement aux déclarations des groupes politiques ainsi qu'aux motions votées à cette occasion, toutes positives pour les travaux entrepris. Il est d'autant plus étonnant d'entendre dire aujourd'hui, à l'approche du référendum du 10 juillet 2005, que personne n'a jamais rien appris alors que, comme nous l'avons montré, la démarche a pris naissance dès 2000.

Cette façon de travailler est nouvelle pour l'Europe et elle est irréversible puisque la méthode de la Convention a été inscrite dans la Constitution à l'article IV-443 pour la procédure de révision ordinaire du Traité. Elle a également changé la nature même des conférences intergouvernementales. Celle qui a eu lieu du 4 octobre 2003 aux 17 et 18 juin 2004 s'est déroulée dans un esprit d'ouverture autre que celui des conférences précédentes, même si le Parlement européen n'a pas hésité, dès le début des années 90, à s'y intéresser et à en discuter publiquement. Ainsi, la plupart des textes soumis par les présidences italienne et irlandaise pouvaient être consultés sur internet.

Deuxième grande nouveauté pour la Chambre des Députés: en procédant au vote en première lecture du projet de loi portant approbation du Traité, elle se trouve engagée dans la procédure parlementaire classique de la ratification d'un traité international tout en sachant que cette première lecture ne pourra être suivie de la seconde qu'une fois le résultat du référendum du 10 juillet 2005 connu. En clair, de l'approbation des électeurs dépendra l'autorisation pour la Chambre de procéder à la seconde lecture du projet de loi sous examen.

C'est pour cela que la Chambre des Députés, à travers les représentants des groupes parlementaires représentés à la Chambre, s'est tournée vers les électeurs en vue de ce référendum pour expliquer et débattre la Constitution pour l'Europe en dehors de l'enceinte parlementaire.

Le présent rapport est donc nourri non seulement de l'examen classique du projet de loi ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat et des avis des Chambres professionnelles, mais aussi de l'expérience propre des représentants de la Chambre des Députés aux deux Conventions successives ainsi que des débats avec la société civile au cours de trois auditions qui ont eu lieu dans la salle plénière de la Chambre des Députés. Ces auditions ont eu lieu les 22 et 29 avril ainsi que le 6 mai 2005. Transmises par Chamber TV, elles ont permis à toutes les sensibilités du oui comme du non de s'exprimer largement et publiquement.

On a pu constater encore que le débat public en vue du référendum du 10 juillet 2005 a pris de l'ampleur au fil des semaines et des mois.

Des prises de position ont été discutées et présentées par tous les partis au cours de conférences ou de congrès.

Du côté des acteurs sociaux et économiques, les principaux syndicats se sont prononcés. Ainsi, l'OGB-L a conclu dans une résolution: „*Il est clair que tous les objectifs du mouvement syndical européen (...) n'ont pas été atteints. Nonobstant l'OGB-L soutient le Traité – en dépit de ses limites –*

parce que les avantages qu'il apporte aux travailleurs et aux citoyens sont réels et qu'ils constituent certainement une amélioration par rapport aux dispositions actuelles."

Le LCGB s'est exprimé de la façon suivante: „*De par ses objectifs et valeurs fondamentales, mais aussi de par son contenu social, cette Constitution représente un progrès.*"

Même son de cloche chez le Syprolux.

Quant aux acteurs économiques, on note la prise de position de l'Union des Entreprises luxembourgeoises (UEL) lors de l'audition publique à la Chambre des Députés le 29 avril 2005: „*L'UEL est d'autant plus à l'aise de se prononcer en faveur du traité qu'un grand nombre de souhaits qu'elle avait exprimés à l'occasion des travaux de la Convention Européenne se trouvent réalisés dans le corps du texte en question.*"

L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) a envoyé le 18 avril 2005 une prise de position détaillée sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, très critique sur le fonctionnement interne de l'Union européenne dans ses différentes institutions au regard des impératifs de la protection des consommateurs, insuffisamment pris en compte par l'UE selon l'ULC.

La société civile s'est manifestée à travers ses associations par des prises de position et des interventions lors des auditions à la Chambre des Députés. Ainsi, pour les étudiants, l'UNEL s'est déclarée opposée à la Constitution alors que l'ACEL s'est prononcée pour le oui à la Constitution. Lors de la Convention des Jeunes, le vendredi 13 mai 2005, la plus grande partie des mouvements politiques de jeunes se sont exprimés en faveur de la Constitution. Le mouvement „Foyer de la Femme" s'est également exprimé pour le oui lors de son congrès du 24 avril 2005.

On note encore le non d'ATTAC – Luxembourg de même que du Comité pour le Non.

Lors de l'audition du 29 avril 2005 à la Chambre, Caritas „*se félicite de l'introduction de la cohésion sociale dans un cadre juridique et institutionnel: elle figure désormais parmi les compétences partagées de l'Union et sa promotion est reconnue vitale pour le développement intégral et le succès durable de l'Union*" (I-14; protocole 29).

*

L'exposé des motifs du projet de loi constitue un texte de référence pour la mise en perspective du Traité pour une Constitution européenne. L'avis du Conseil d'Etat du 22 mars 2005 n'est pas moins important en particulier sur le plan juridique et mérite une analyse approfondie de la Chambre des Députés. Cet avis comme ceux des Chambres professionnelles sont tous positifs pour le Traité tout en abordant de façon critique un certain nombre d'aspects sur lesquels il faudra revenir dans le présent rapport.

La Chambre dispose de l'avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers en date du 9 mai 2005, de celui de la Chambre des Employés privés en date du 10 mai 2005, enfin de celui de la Chambre de Travail du 27 mai 2005.

Elle dispose encore d'un avis de la Commission consultative des droits de l'Homme du Luxembourg, adopté le 26 avril 2005.

*

L'avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers, intitulé „Vers une Europe plus démocratique et plus efficace", considère le Traité établissant une Constitution pour l'Europe comme „*un progrès majeur pour la construction européenne*". Ces Chambres font remarquer: „*Progressivement, l'Union européenne ajoute à sa nature originelle d'organisation à vocation économique un ensemble politique cohérent, reposant sur des valeurs démocratiques communes.*" Selon cet avis, le cadre institutionnel sera plus démocratique et plus efficace.

Les deux Chambres insistent sur les avantages de la construction européenne pour le Luxembourg, soulignant en particulier „*les grandes opportunités*" de l'intégration européenne pour le pays. L'ouverture des marchés et la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux ont été indispensables à l'essor de l'économie luxembourgeoise. 85% de la production nationale est exportée surtout vers les Etats membres de l'Union. „*Le commerce extérieur luxembourgeois a également largement bénéficié du récent élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale à travers la création de nouveaux débouchés substantiels pour les entreprises luxembourgeoises.*" Les deux

Chambres estiment donc que le Traité „constituera un excellent vecteur d'amélioration de l'environnement économique des entreprises“. L'avis distingue de façon pertinente le rôle de chacun des Etats membres en matière de politique économique et „le cadre de référence sur lequel les pouvoirs publics européens et les gouvernements nationaux pourront mettre en œuvre une politique volontariste de préservation de la compétitivité et du bien-être européens“.

*

La Chambre des Employés Privés passe d'abord en revue les dispositions nouvelles en matière institutionnelle. Ainsi, elle souligne qu'„un des mérites essentiels du Traité constitutionnel est **d'étendre le champ des décisions prises à la majorité dite „qualifiée“**“.

Il n'est pas étonnant que cette Chambre se penche sur une des critiques formulées à l'égard du Traité concernant le renforcement de l'Europe „libérale“. Fort justement, la Chambre remarque que „le Traité constitutionnel n'est pas plus libéral que les traités existants“. Elle relève ensuite qu'en matière d'Europe sociale, le Traité constitutionnel va plus loin que les traités actuels. Et de saluer en particulier l'introduction d'une clause sociale horizontale à l'article III-117. La Chambre regrette cependant que cette clause „ne soit pas formulée de manière plus contraignante (...)“. De même, elle pointe le vocabulaire fluctuant d'une partie à l'autre du Traité: alors qu'à l'article I-3 on parle de plein emploi, l'article 117 revient à un niveau d'emploi élevé.

La Chambre des Employés privés relève également la base légale créée à l'article III-122 pour légiférer en matière de services d'intérêt économique général.

Etant donné les avancées contenues dans le Traité, la Chambre marque son accord avec le projet de loi tout en constatant que le Traité „est loin d'être parfait“. Elle vise en particulier „l'orientation néolibérale“ critiquable selon elle.

Enfin la Chambre demande aux responsables politiques „de donner une consistance à ces avancées en menant des politiques visant le bien-être de la population et des salariés en particulier et en mettant fin aux politiques néolibérales prônées ces dernières années par la Commission européenne“.

*

La Chambre de Travail salue dès le départ que „contrairement aux traités actuellement en vigueur, l'article I-3 flanque les objectifs purement économiques de garanties sociales et environnementales efficaces“. Elle relève également la clause sociale horizontale à l'article III-117.

La Chambre de Travail souligne une innovation importante en ce que le Traité „constitutionnalise des droits qui, jusqu'à présent, n'ont fait partie que du droit dérivé et ensuite, il intègre des droits nouveaux qu'on n'a retrouvés jusqu'à présent que dans d'autres instruments de droit international (...)“.

Elle relève également la constitutionnalisation du sommet social tripartite qui „permet de jouer le rôle moteur dans la politique sociale et de l'emploi (...)“ et qui pourra former un contrepoids à la politique du marché intérieur.

La Chambre se félicite enfin des avancées en matière de démocratie au niveau du Parlement européen, des Parlements nationaux comme de l'initiative populaire.

Finalement, au vu des considérations et des analyses de la Chambre de Travail, celle-ci marque également son accord avec le projet de loi portant approbation du Traité.

*

La Commission consultative des droits de l'Homme a examiné les parties et articles du Traité qui concernent le plus directement les droits de l'homme. Elle relève comme avancées significatives la personnalité juridique attribuée à l'Union, la citoyenneté de l'Union, l'adhésion de l'Union à la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH), l'incorporation de la Charte des droits fondamentaux, la promotion de l'égalité entre femmes et hommes.

Quant à l'espace de liberté, de sécurité et de justice, la Commission se préoccupe de la mise en œuvre concrète des politiques énoncées, tout particulièrement en matière d'asile et d'immigration. L'avis y consacre un long chapitre.

L'avis se penche tout particulièrement sur la constitutionnalisation de la Charte des droits fondamentaux qu'il considère comme „une avancée certaine pour la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne“.

Il rappelle ensuite les travaux préparatoires pour éclaircir les rapports entre les juridictions de Luxembourg et de Strasbourg et signale fort utilement les conclusions de la Commission de Venise (12-13 décembre 2003) à ce propos. Selon celles-ci, „la cohérence normative entre Luxembourg et Strasbourg serait améliorée par l'introduction de la possibilité pour la Cour de Luxembourg de demander des décisions préjudicielles à la Cour de Strasbourg concernant l'interprétation de la CEDH“. Le présent rapport reviendra sur cette question.

L'avis conclut que l'incorporation de la Charte dans la Constitution européenne va donner „un nouveau fondement d'une société européenne“ qui ne se contentera pas des politiques économiques communes.

Si la Commission consultative des droits de l'Homme ne se prononce pas sur l'ensemble du Traité, les appréciations contenues dans cet avis ont le mérite de souligner et d'explicitier une des avancées majeures de la nouvelle Constitution européenne.

*

La Chambre des Députés n'oublie pas que le Parlement européen a approuvé à une très forte majorité le Traité pour une Constitution sur la base d'un rapport de sa Commission des affaires constitutionnelles, établi par les députés Richard Corbett et Inigo Méndez de Vigo, ainsi que des avis de quatorze commissions du Parlement européen et des avis du Comité économique et social européen et du Comité des Régions.

Enfin, il convient de signaler que depuis la fin de la Convention, en juillet 2003, comme depuis la fin de la Conférence intergouvernementale, en juin 2004, la nouvelle Constitution a donné lieu à une littérature abondante, tantôt polémique, tantôt objective, tout comme à une foule de recherches académiques. L'intérêt suscité par l'ensemble du processus constituant, depuis Laeken en décembre 2001 jusqu'au 29 octobre 2004, date de la signature de l'ouvrage par les chefs d'Etat et de gouvernement, concerne non seulement les mots et les contenus, mais l'intégration européenne elle-même, enjeu majeur de la politique dans tous les Etats membres.

*

TRAITE OU CONSTITUTION?

Le projet de loi No 5442 utilise systématiquement le terme de „*Traité constitutionnel*“ pour désigner le texte soumis à ratification. Le Conseil d'Etat, quant à lui, ne parle que de „*Traité*“ tout court puisqu'il n'est pas convaincu „*qu'avec le Traité soit maintenant franchi le pas vers une véritable Constitution*“. Et d'affirmer: „*En droit, le Traité ne constitue donc ni de par son origine et ses auteurs, ni quant à son instrumentum une Constitution au sens classique de la terminologie ayant cours en la matière.*“

Le Parlement européen juge „*que formellement il s'agit d'un traité, qui sera adopté et ratifié selon les règles en vigueur pour la modification des traités*“. Mais il n'en est pas moins d'avis que „*de par sa nature et son contenu, ce traité établit une vraie Constitution*“. Les rapporteurs ajoutent dans cette logique qu'avec les traités actuels „*l'Union a déjà sa Constitution qu'on peut dégager des traités qui lui ont donné vie, comme toute autre entité politique a la sienne. En les simplifiant, en leur donnant une structure plus compréhensible, en leur attribuant un caractère particulièrement solennel, on fait un pas important pour clarifier le système, pour le rendre plus transparent et compréhensible aux yeux du citoyen*“. Toujours est-il que ce qui a été signé par les chefs d'Etat et de Gouvernement le 29 octobre 2004 à Rome est intitulé officiellement „*Traité établissant une Constitution pour l'Europe*“, ce qui prouve aux yeux de la Chambre des Députés que ce traité est sinon techniquement du moins politiquement d'une autre nature que les précédents traités et que la Convention comme la Conférence intergouvernementale étaient bien conscientes de passer d'un traité classique à un traité qui mérite l'adjectif de constitutionnel. Mais la Chambre des Députés se gardera bien de se mêler d'un débat juridique qui est somme toute de nature plutôt académique et ne mène nulle part.

*

L'AGENCEMENT DE LA CONSTITUTION

Il est vrai cependant que cette Constitution, comparée à des textes qui ont la même finalité sur le plan national, est différente, aussi bien par sa dimension que par son agencement interne. Elle comporte sur 482 pages (dont à peine 200 pour le Traité constitutionnel proprement dit)

- Un préambule
- Quatre parties (soit 448 articles numérotés en continu, chaque article étant précédé du chiffre romain correspondant à la partie dont il provient)
- Des protocoles et annexes
- Cinquante déclarations (sans valeur juridique, mais surtout de nature politique).

La dimension du texte ainsi que l'addition de protocoles et de déclarations, sans parler de la III^e partie sur les politiques et le fonctionnement de l'Union, ont suscité des critiques. Ainsi le Conseil d'Etat relève que „*la structure du Traité n'est pas vraiment exemplaire*“.

Sans doute y a-t-il des redondances d'une partie à l'autre, p. ex. entre la première et la deuxième partie (Charte), de même entre la première et la troisième partie en ce qui concerne le droit institutionnel. Le Conseil d'Etat fait également remarquer que des renvois à la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales „*sont éparpillés à travers le Traité et auraient utilement pu être regroupés*“.

Il convient cependant d'y aller voir de plus près. La Constitution européenne concerne une structure et un fonctionnement différents de ceux de tout Etat national, qu'il soit petit ou grand. Aurait-on pu ainsi laisser de côté la partie III et la mettre ailleurs? Il aurait fallu un deuxième traité à côté du Traité constitutionnel. Ce traité n'aurait cependant pas été moins important que le Traité constitutionnel. En effet, la raison qui plaide pour l'insertion de cette partie III dans la Constitution européenne est justement qu'elle est de nature constitutionnelle pour l'Union européenne. Comme le relève le Parlement européen dans son rapport: „*(...) la partie III, comme les traités précédents, décrit en détail, pour chaque domaine politique, les objectifs de l'action communautaire, la limitant de ce fait.*“ En d'autres termes, cette partie III découle directement d'un principe fondamental qui constitue l'Union européenne, à savoir le principe d'attribution, placé en tête de la nouvelle Constitution (articles I-1 et I-11). Dans cette logique, la partie III fait partie intégrante de la Constitution, sans parler de l'utilité pratique de voir réunis dans un seul traité tous les textes constitutifs de l'Union européenne.

Le traité Euratom de 1957 n'a cependant pas été repris dans le Traité constitutionnel et la Convention n'en a pas discuté sur le fond pour la simple raison que le mandat des chefs d'Etat et de Gouvernement ne le comportait pas. C'est pourquoi la Constitution, par le protocole No 36, se contente de prolonger les effets du Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et d'en adapter la terminologie aux modifications intervenues dans le Traité constitutionnel. Mais ce n'est que partie remise puisqu'une Déclaration No 44 de la République fédérale d'Allemagne, de l'Irlande, de la Hongrie, de l'Autriche et de la Suède annonce que ces Etats membres estiment une mise à jour du Traité Euratom nécessaire et qu'ils sont donc „*favorables à l'idée d'une Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres*“.

L'exposé des motifs du projet de loi rappelle encore qu'outre le TUE et le TCE, le Traité constitutionnel reprend les actes et traités qui ont modifié ces deux traités, dont certaines dispositions encore pertinentes de cinq traités et actes d'adhésion de 1972, 1979, 1985, 1994 et 2003.

L'objectif avancé par d'aucuns était d'améliorer la lisibilité et la maniabilité des textes constitutifs de l'Union européenne pour le citoyen. Depuis le Traité de Maastricht, la subdivision entre Traité de l'Union européenne (TUE) et Traité de la Communauté européenne (TCE) a souvent suscité des interrogations, de même que la notion même de piliers. Le Traité constitutionnel fait disparaître les piliers et procède à la fusion du TUE et du TCE. Mais il reste que la lecture de la Constitution dans son ensemble est complexe. Elle ne peut être purement linéaire, mais exige sans cesse des rappels d'une partie à l'autre, p. ex. de la Charte aux politiques, ou encore des dispositions horizontales du début de la troisième partie à l'ensemble des politiques. D'où l'importance de munir le texte une fois ratifié et mis en œuvre d'un index complet qui permet des recherches précises.

*

L'APPORT LUXEMBOURGEOIS AUX TRAVAUX DE LA CONVENTION ET DE LA CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE

L'exposé des motifs du projet de loi rappelle fort utilement quelques aspects qui ont tout particulièrement intéressé les représentants luxembourgeois aussi bien à la Convention qu'à la CIG.

Il convient de souligner que les travaux de la Convention se sont déroulés dans d'autres conditions et avec une autre logique que ceux de la CIG. Sans doute, les chefs d'Etat et de Gouvernement avaient-ils voulu affirmer leur autorité en nommant à la présidence de la Convention trois des leurs en la personne d'un ancien chef d'Etat (M. Valéry Giscard d'Estaing) et de deux anciens premiers ministres (MM. Dehaene et Amato).

En effet, les différentes composantes de la Convention avaient chacune leur vie propre. Elles se sont toutes retrouvées en plénière, mais se sont réunies aussi à part. Chacune a développé une dynamique interne propre. Les représentants gouvernementaux en particulier n'ont pas toujours oublié la logique de la CIG au sein de la Convention. Cette attitude a risqué de diviser profondément la Convention lors de la recherche du compromis final quand une coalition dite des „nains“ (petits et moyens pays, mais sans le Luxembourg) s'est formée.

C'est pourquoi les représentants parlementaires nationaux et européens n'ont pas hésité à se démarquer de certaines positions gouvernementales trop marquées par les intérêts nationaux et pas assez par l'intérêt de l'Europe¹.

Il reste que le compromis final porte les traces d'arrangements et de concessions de part et d'autre.

On peut citer en exemple l'importance acquise par le Conseil européen. Sur le plan des institutions, le Conseil européen apparaît comme une nouvelle institution à part dans la liste des sept institutions de l'Union. Fondé en 1975 par le chancelier Helmut Schmidt et le président Giscard d'Estaing comme entretiens informels „au coin du feu“ des chefs d'Etat et de Gouvernement, le Conseil européen est peu à peu monté en puissance et est devenu aujourd'hui le dernier arbitre auquel remontent tous les dossiers importants. Les conclusions du Conseil européen qui se réunit désormais quatre fois par an sont volumineuses et censées donner les orientations et les impulsions nécessaires au bon fonctionnement de l'Union. Ce sont les grands Etats membres, dont surtout la France, avec l'appui quelque peu réticent de l'Allemagne, et le Royaume-Uni, qui ont tout particulièrement insisté sur cette formalisation d'une nouvelle institution. Avec l'augmentation du nombre des Etats membres, particulièrement des Etats petits et moyens, et la représentation égale de tous les Etats membres à la Commission, le Conseil européen devient l'institution où les grands Etats membres espèrent un certain rééquilibrage en leur faveur.

Les représentants luxembourgeois à la Convention de même que le mémorandum Benelux de décembre 2002 sur les réformes institutionnelles se sont opposés sans succès à cette formalisation du Conseil européen, y percevant le danger d'un affaiblissement de la Commission et de la méthode communautaire au profit d'une logique plus intergouvernementale.

Le renforcement du Conseil européen est accentué par l'élection au sein du Conseil d'un président pour une période de deux ans et demi, renouvelable une fois, donc pour cinq ans. Les discussions ont été vives sur la nature et les fonctions de ce président que d'aucuns ont vu comme concurrent du président de la Commission et dommageable pour la visibilité de l'Europe. Cela d'autant plus qu'il est censé assurer „la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune“. Il risque donc également de faire ombre au futur ministre des affaires étrangères, même si le Traité ajoute qu'il exercera ses fonctions extérieures „sans préjudice des attributions du ministre des affaires étrangères“.

L'article I-24 paragraphe 3 déclare incompatible ce poste avec un mandat national, mais non avec un mandat européen. L'idée a été avancée par d'aucuns qu'à terme ce président pourrait être également président de la Commission et éviter ainsi un bicéphalisme dommageable à la visibilité extérieure de l'Europe et au rôle central de la Commission européenne dans le fonctionnement interne de l'Union.

Les représentants luxembourgeois se sont beaucoup impliqués dans la question de la composition de la Commission. L'objectif essentiel était de maintenir le droit de chaque Etat membre d'être présent,

¹ Voir le journal de bord d'un conventionnel et parlementaire autrichien: Caspar Einem: Die Quadratur der Sterne, Wien 2004.

à tout moment, à la table du Collège même si, à terme, le nombre de commissaires avec droit de vote devait diminuer avec l'élargissement de l'Union, comme prévu par le Traité de Nice.

La première proposition du président de la Convention revenait à réduire le nombre de commissaires à quinze, sans pour autant donner des garanties à tous les Etats membres d'être présents à la table du collège par un de leurs nationaux. Ce fut finalement la proposition Benelux, d'origine luxembourgeoise, qui fut inscrite dans le texte de la Convention, avec deux principes importants: d'une part un système de rotation égale devait assurer l'égalité de traitement de tous les Etats membres; d'autre part, à une Commission de quinze membres effectifs (dont le président, le ministre des affaires étrangères et treize membres) devaient s'ajouter des commissaires sans droit de vote, provenant de tous les autres Etats membres, pour assurer le flux des informations et la représentation des intérêts de chaque Etat à la table du collège de la Commission.

Cette solution fut finalement refusée par la CIG et remplacée par celle – également d'origine luxembourgeoise – qui se trouve dans le Traité constitutionnel, à savoir à partir de 2014 une Commission réduite aux deux tiers du nombre des Etats membres, avec un mécanisme de rotation égale, de sorte que sur trois Commissions, le Luxembourg a la garantie d'être présent dans deux.

L'article I-26 comporte cependant deux précisions. D'un côté, le Conseil européen peut, par un vote unanime, modifier le nombre de commissaires; de l'autre, le système de rotation est établi par une décision unanime du Conseil européen en tenant compte „de l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des Etats membres“ (paragraphe 6).

Quant à l'élection du président de la Commission par le Parlement européen, le Conseil d'Etat fait justement remarquer que „le Parlement européen doit (...) décider sur base d'une seule proposition soumise par le Conseil européen“. Il est précisé, à l'article I-27, que le Conseil européen doit tenir compte des élections au Parlement européen. Cette formule fait un écho, assez lointain il est vrai, à l'idée de faire de la présidence de la Commission un enjeu des élections européennes. Par ailleurs, il aurait été souhaitable, selon le Conseil d'Etat, de rechercher une formule plus démocratique, „telle que l'élection du président par le Parlement européen parmi plusieurs candidats, sinon même une procédure de désignation impliquant les parlements nationaux“. Cette dernière remarque semble particulièrement pertinente à la Commission, du moins en ce qui concerne la façon de choisir le commissaire de chaque Etat membre.

De façon générale, il convient cependant de relever qu'aussi bien l'élection du président de la Commission que l'approbation du collège des commissaires par un vote du Parlement européen, précédée d'auditions sérieuses et étendues des membres de la Commission, ont démocratisé profondément les procédures, comme on a pu le constater lors de la mise en place de la Commission Barroso.

En ce qui concerne le Parlement européen, un enjeu majeur pour le Luxembourg était de conserver les six membres auquel il a eu droit depuis 1979. La Convention avait retenu le nombre de 736 à ne pas dépasser, même lors d'élargissements ultérieurs, le principe de la proportionnalité dégressive et un seuil minimum de quatre membres par Etat membre. Cette disposition a fait l'objet d'une lecture différente au Gouvernement et à la Chambre des Députés. Pour les uns, dont les conventionnels luxembourgeois issus de la Chambre des Députés, il était précisé dans le Traité que le Conseil européen devait adopter à l'unanimité une décision fixant la composition du Parlement européen et qu'il était donc parfaitement possible de garder ainsi les six députés luxembourgeois au-delà de 2009. Pour les autres, dont le Gouvernement ainsi que le Conseil d'Etat dans son avis, la version de la Convention rendait inéluctable la diminution de la représentation parlementaire luxembourgeoise.

Le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé avec succès à faire relever le seuil inférieur de 4 à 6 lors de la CIG, comme le précise l'exposé des motifs du projet de loi. Le Traité constitutionnel fixe donc le seuil inférieur à 6 députés, le seuil supérieur à 96 sièges, le nombre total des députés ne pouvant dépasser 750. De la sorte, la situation est sans aucun doute plus claire pour l'avenir, lors de la révision de la composition du Parlement européen à l'occasion de nouveaux élargissements, et évitera aux futurs négociateurs luxembourgeois des discussions difficiles et récurrentes.

L'exposé des motifs du projet de loi relève encore l'approche du Gouvernement en matière de sécurité sociale et de fiscalité. La Convention avait proposé de voter à la majorité qualifiée dans les questions de la sécurité sociale des travailleurs migrants. Elle avait de même proposé des passerelles pour passer de l'unanimité à la majorité qualifiée pour certains aspects de la fiscalité.

L'exposé des motifs du projet de loi confirme de la part du Gouvernement une approche prudente autant qu'ouverte. Ainsi, en matière de sécurité sociale, si, désormais, selon l'article III-136, le Conseil

décide à la majorité qualifiée sur les mesures nécessaires pour réaliser la libre circulation des travailleurs, il peut être fait recours exceptionnellement au Conseil européen si un Etat membre estime „qu'un projet de loi ou loi-cadre européenne (...) porterait atteinte à des aspects fondamentaux de son système de sécurité sociale“. Dans ce cas, la procédure sera interrompue pendant quatre mois au cours desquels le Conseil européen se saisira du dossier et décidera s'il faut continuer la procédure ou renvoyer le texte à la Commission pour le reformuler.

En ce qui concerne la fiscalité, la Convention avait également prévu une passerelle pour passer de l'unanimité à la majorité qualifiée dans les domaines de la coopération administrative et de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. La CIG est revenue à l'unanimité pure et simple, suite à la demande d'un certain nombre de délégations nationales dont le Luxembourg. L'exposé des motifs gouvernemental conclut cependant: „Il est clair qu'à terme, afin d'éviter les pratiques de dumping social, une certaine harmonisation des fiscalités des entreprises devra être envisagée. L'introduction d'une dose de majorité qualifiée ne doit plus être écartée.“ Il est vrai que l'évolution des politiques fiscales dans certains Etats membres encourage la concurrence fiscale, en particulier en vue de la recherche des investissements, et prive les pouvoirs publics de revenus indispensables aux budgets publics et sociaux. La Chambre des Députés peut en tout cas suivre le Gouvernement dans sa démarche pour rechercher une certaine harmonisation des fiscalités des entreprises au niveau européen.

*

LE PREAMBULE

Le texte, sans portée juridique précise, qui avait été retenu dans le projet issu de la Convention, a été raccourci et simplifié par la conférence intergouvernementale. En particulier, le compromis laborieux entre tenants d'une référence à Dieu et défenseurs de la neutralité a disparu. Le texte de la Convention parlait des „héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, dont les valeurs, toujours présentes dans son patrimoine, ont ancré dans la vie de la société le rôle central de la personne humaine (...)“. La conférence intergouvernementale n'a pas retenu la précision dans l'incise et s'est contentée d'une formulation plus générale. La même querelle sur une référence religieuse avait agité la première Convention sur la Charte des droits fondamentaux.

Elle a ressurgi à propos de l'article 52 dans la première partie, intitulé „Statut des églises et des organisations non confessionnelles“. L'Union y affirme son respect du statut des églises et des organisations non confessionnelles dans chaque Etat membre, ce qui signifie qu'elle considère ce statut comme relevant de la compétence exclusive des Etats membres et qu'elle n'entend pas intervenir dans cette matière de quelque façon que ce soit. Tout comme avec l'ensemble de la société civile (article I-47), l'Union veut maintenir un „dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations“, ce qui est conforme à l'esprit même de la Constitution dans le titre VI de la première partie sur la vie démocratique dans l'Union. Cet article avait figuré dans le Traité d'Amsterdam sous forme de déclaration No 11.

*

LA PREMIERE PARTIE

Première de quatre parties que comporte la Constitution, cette partie est celle qui a occupé l'essentiel des travaux de la Convention, avec les deux protocoles 1 et 2 sur les parlements nationaux et les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Elle contient 60 articles qui jettent les fondements de l'Union.

Le texte de cette première partie n'est pas entièrement nouveau, mais l'agencement des dispositions reprises en partie des traités existants avec de nouveaux articles forme un ensemble cohérent et parfaitement compréhensible pour le citoyen, ce qui était un des objectifs importants de cette réforme. Sans vouloir revenir en détail à l'ensemble de cette partie, le présent rapport s'attachera à commenter les points suivants de cette première partie:

- Les fondements en termes de valeurs et d'objectifs
- Les dispositions institutionnelles
- La clarification des compétences de l'UE

- La simplification des actes juridiques
- La démocratie représentative et participative
- La clause de sortie.

1. Fondements

Le titre I (Définition et objectifs de l'Union) comporte 8 articles qui définissent la nature et les orientations fondamentales de l'Union européenne.

L'article I-1 souligne que l'Union naît de la volonté des citoyens et des Etats. Elle utilise, pour bâtir un avenir commun, deux méthodes: la méthode intergouvernementale classique („L'Union coordonne les politiques des Etats membres“) et la méthode communautaire („(L'Union) exerce sur le mode communautaire les compétences que (les Etats) lui attribuent.“)

La Convention a voulu appeler cette méthode „fédérale“, ce qui n'a pas trouvé l'accord de certains représentants moins portés à l'approfondissement de l'intégration européenne. Cela n'empêche pas que la méthode communautaire est effectivement d'essence fédérale puisque des Etats attribuent des compétences à une Union qui les gère pour eux et avec eux. De façon générale il convient de souligner que la Constitution ne comporte pas de transfert de compétence nouveau et important à l'Union.

L'article I-2 sur les valeurs n'est pas non plus entièrement nouveau par rapport au Traité sur l'Union européenne. Certaines valeurs ont été ajoutées à celles qui figuraient dans les traités UE et CE suite aux demandes de la société civile, comme la solidarité, par référence au chapitre du même nom de la Charte sur les droits sociaux, ou encore le droit des minorités, le pluralisme, par référence au pluralisme des opinions. Au-delà du principe de l'égalité, les mouvements de femmes ont considéré nécessaire d'ajouter l'égalité entre les femmes et les hommes aux valeurs fondamentales. La non-discrimination a été revendiquée e.a. par les représentants des personnes souffrant d'un handicap.

L'article I-3 précise les objectifs de l'Union. La question s'est posée s'il y avait une hiérarchie dans cet article assez long. Après le paragraphe 1 qui énonce la paix, les valeurs et le bien-être des peuples, certains adversaires de la Constitution ont épinglé que „la concurrence (...) libre et non faussée“ apparaisse dès le deuxième paragraphe. Ils en ont tiré la preuve que ce texte était manifestement d'inspiration libérale.

Il n'était pas dans l'intention ni de la Convention ni de la CIG d'écrire une Constitution centrée sur le libéralisme et l'économie de marché. L'objectif était, de l'accord assez général, de définir dans cet article les fondements d'un modèle de société en accord avec les valeurs de l'article 2. L'économie de marché y joue certes un rôle important, et ce d'autant plus que l'intégration européenne a pris son départ dans le domaine économique, par un marché commun. La liberté du commerce et de l'industrie se trouve aussi dans la Constitution luxembourgeoise. Mais l'ensemble des objectifs marque une volonté de rééquilibrage vers le développement durable, la justice sociale, la solidarité à l'intérieur comme à l'extérieur, la protection de l'environnement sans abandonner pour autant la finalité économique.

A propos de cette accusation de Constitution néo-libérale, élevée surtout à gauche et dans certains milieux de la société civile, il peut être intéressant de lire comment un observateur extérieur juge la Constitution européenne. L'auteur américain Jeremy Rifkin, dans son dernier livre intitulé „Le Rêve européen“², indique d'abord que de larges parties de la Constitution européenne ne seraient jamais acceptables pour une majorité d'Américains. En premier lieu parce qu'il n'y a pas une seule référence à Dieu, malgré le lobbying du pape Jean-Paul II et du Vatican; en second lieu parce qu'il n'y a qu'une seule référence à la propriété privée dans tout le texte et à peine une mention de la liberté du marché alors que les objectifs tels que le développement durable, une croissance économique équilibrée, une économie sociale de marché, une protection élevée et une amélioration de la qualité de l'environnement, sont au cœur de l'Union. Rifkin indique aussi que beaucoup de droits garantis par la nouvelle Constitution restent controversés aux Etats-Unis. Selon lui, l'UE est devenue le leader incontesté des nouveaux droits de l'Homme parmi les gouvernements du monde.

*

2 Jeremy Rifkin: The European Dream. Cambridge 2004.

2. Les dispositions institutionnelles

Le titre VI de la première partie comporte deux chapitres dont l'un sur les institutions de l'Union et l'autre sur les autres institutions et les organes consultatifs de l'Union.

Dans la partie précédente ont été traités certains aspects concernant le Conseil européen, la Commission et le Parlement européen. Comme les institutions sont traitées avec précision et de façon exhaustive dans l'exposé des motifs du projet de loi, on se limitera ici à certains aspects seulement.

- a) Un premier aspect concerne la Présidence des formations du Conseil. L'exposé des motifs du projet de loi juge que la solution retenue est „assez minimaliste“. Ce jugement réaliste étonne quelque peu si l'on se rappelle le jugement de certains chefs d'Etat et de Gouvernement par rapport aux propositions de la Convention à ce propos. L'article I-24, paragraphe 7, retient en effet que cette Présidence est assurée par „un système de rotation égale“, suivant une décision à prendre à la majorité qualifiée par le Conseil européen. Le projet de cette décision existe sous forme d'une déclaration à l'Acte final de la CIG. Selon ce projet, la Présidence sera assurée „par des groupes prédéterminés de trois Etats membres pour une période de 18 mois“. Comme maintenant, chaque Etat du groupe assurera la Présidence pendant six mois, tandis que les deux autres assisteront la présidence, „sur la base d'un programme commun“. Mais, dit le projet de décision, il peut aussi y avoir d'autres arrangements. On ne sait pas lesquels. Ils peuvent consister à la limite à revenir à la pratique actuelle, c'est-à-dire à trois présidences successives de six mois sans lien entre elles sauf le schéma de la troïka. Il faut convenir que ce n'est pas de la dernière originalité.
- b) La majorité qualifiée a failli devenir une pierre d'achoppement de la nouvelle Constitution. Finalement, il a été retenu qu'à partir du premier novembre 2009, le principe de la double majorité remplacera le système du Traité de Nice. Sans doute, le citoyen ne comprendra pas pourquoi la majorité des voix doit être 55% et la majorité de la population 65% de la population de l'Union, au lieu des 60% proposés par la Convention. L'article I-25 ajoute d'ailleurs que les 55% doivent comprendre au moins 15 Etats membres. Mais dans une Union à 25 Etats membres quinze Etats représentent déjà 60% du nombre total. Au-delà de 25 Etats membres, il y a toujours au moins 15 Etats dans les 55%.
- c) „Une minorité de blocage doit inclure au moins quatre membres du Conseil (...)“. Mais le système est en réalité encore plus complexe puisque pour les projets d'acte qui ne sont pas adoptés à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, il faut une majorité de 72% des Etats membres.
- d) Selon l'article I-28, le Conseil européen nomme le Ministre des Affaires étrangères à la majorité qualifiée. Il „conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, (...) contribue par ses propositions à l'élaboration de cette politique et l'exécute en tant que mandataire du Conseil“. Il préside le Conseil des Affaires étrangères et est vice-président de la Commission. En cette qualité, il s'occupe des relations extérieures et de tout ce qui concerne l'action extérieure de la Commission. Il aura donc à sa disposition les services de la Commission qui existent et plus tard un service européen de l'action extérieure qui regroupera des ressources humaines de la Commission, du Conseil et des Etats membres. Cette nouvelle fonction devra assurer la continuité et la cohérence de la PESC comme de la PESD. Elle donnera un visage à l'action extérieure de l'Union, à côté du Président du Conseil et du Président de la Commission. Cependant, on s'accorde à prévoir des conflits d'intérêt qui pourraient surgir de la „double casquette“ du titulaire, pris entre Commission, Conseil européen et Conseil des Affaires étrangères. Mais devant les difficultés d'élaborer une politique extérieure cohérente, l'approche qui consiste à mettre tous les fils dans la main d'une seule personnalité est sans doute la meilleure dans la situation actuelle où les Etats membres tiennent à leur liberté de manœuvre pleine et entière.
- e) La Cour de Justice de l'Union européenne est traitée à l'article nouveau I-29. Il y est précisé que cette Cour comprend la Cour de justice proprement dite, le Tribunal de grande instance et les tribunaux spécialisés. L'article reprend à l'alinéa 2 du paragraphe 1 un principe consacré par la Cour dans un arrêt du 25 juillet 2002. Selon cet arrêt „les Etats membres établissent les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union“. Un nouvel article III-357 institue un comité „afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal“, comité composé de sept personnalités, anciens juges européens, juges nationaux et juristes, dont un proposé par le Parlement européen. Cet article constitue un écho lointain à la

demande du Parlement européen de s'impliquer dans la nomination des juges européens. L'article III-376 introduit une compétence nouvelle pour la Cour de justice qui pourra contrôler les mesures à l'égard de personnes physiques ou morales adoptées dans le cadre de la PESC (gel d'avoirs, interdiction de visa) prises sur la base de l'article III-322. L'article III-362 introduit la possibilité d'une amende ou d'une astreinte accompagnant la condamnation en manquement pour défaut de transposition d'une directive. Le Conseil d'Etat attire l'attention sur cette disposition qui risque de coûter cher à des pays, dont le Luxembourg, qui accumulent les retards en matière de transposition de textes. L'article III-365 élargit les possibilités de recours des particuliers. L'exposé des motifs du projet de loi relève encore que *„du fait de la suppression des piliers existant dans l'actuel système, la Cour de Justice de l'Union européenne devient pleinement compétente à intervenir dans les domaines de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière“*, avec certaines exceptions indiquées à l'article III-377.

- f) L'article nouveau I-32 concerne les organes consultatifs de l'Union, à savoir le Comité des régions et le Comité économique et social. Selon le paragraphe 3, le Comité économique et social est composé, outre ceux des employeurs et des salariés, d'acteurs *„dans les domaines socio-économique, civique, professionnel et culturel“*. Quant à la composition, si les deux comités gardent chacun 350 membres et que rien ne change pour le moment, le Traité constitutionnel retient que le Conseil en décidera à l'unanimité à l'avenir, sur proposition de la Commission. Le mandat des membres des deux Comités passera de 4 à 5 ans.

3. La clarification des compétences de l'Union

Le titre III de la première partie porte sur les compétences de l'Union. Ce titre est censé répondre à la question souvent posée: qui fait quoi dans l'Union européenne?

Dans les articles 13 à 17, la Constitution distingue les compétences exclusives de l'Union, les compétences partagées entre l'Union et les Etats membres, les compétences d'appui dans les domaines où l'Union n'a pas le droit de légiférer, la coordination des politiques économiques et de l'emploi ainsi que la politique étrangère et de sécurité commune. Il aurait été évidemment plus clair de n'avoir que trois compétences: exclusives, partagées et d'appui. Cependant, il est impossible de faire rentrer dans une de ces trois la coordination des politiques économiques et de l'emploi qui reste essentiellement de nature intergouvernementale avec cependant la possibilité pour l'Union d'émettre des lignes directrices pour l'emploi ou encore de prendre des initiatives *„pour assurer la coordination des politiques sociales des Etats membres“*. (Article I-15, 2e paragraphe). La même remarque vaut pour la politique étrangère et de sécurité commune qui reste intergouvernementale même si l'article III-292 affirme que *„l'Union définit et mène des politiques communes et des actions et œuvre pour assurer un haut degré de coopération dans tous les domaines des relations internationales“*. L'article I-40 fait clairement apparaître que ce domaine reste réservé au Conseil européen et au Conseil, seuls habilités à adopter les décisions européennes nécessaires.

Comme le note fort justement le Conseil d'Etat, les compétences partagées constituent *„une catégorie résiduelle, c'est-à-dire qu'elle regroupe toutes les autres que celles exclusivement réservées à l'Union et ne tombant pas dans le domaine des compétences d'appui, de coordination ou de complément“*. Et de constater qu'en fait *„la plupart des compétences de l'Union sont des compétences partagées“*. Voilà pourquoi la liste de ces compétences qui figure à l'article I-14 n'est qu'indicative puisque le texte parle *„des principaux domaines suivants“*. Ce qui rend de nouveau difficile une réponse simple et rapide à la question: qui fait quoi dans l'Union européenne.

Quant aux compétences d'appui qui ne comportent pas de mesures législatives, ont été ajoutés le tourisme, le sport, la protection civile et la coopération administrative. Dans le domaine de la santé, l'Union pourra prendre des mesures pour lutter contre les grands fléaux transfrontaliers et pour protéger la santé contre le tabac et l'abus d'alcool. Dans certains domaines, la santé fait l'objet d'une compétence partagée.

4. La simplification des actes juridiques

L'article I-33 introduit six instruments juridiques qui remplacent les quinze actuellement utilisés. Parmi ces six, deux sont des actes législatifs (la loi et la loi-cadre), deux sont des actes non législatifs, mais à caractère contraignant (les règlements et les décisions), deux enfin sont des actes sans effet contraignant (les recommandations et les avis).

Cette simplification est accompagnée de la quasi-généralisation de la procédure législative ordinaire visée à l'article III-396 qui est celle de la co-décision et de la majorité qualifiée au Conseil. Cependant, comme le relève le Conseil d'Etat, „le recours à des „procédures législatives spéciales“ d'adoption des lois et lois-cadres européennes est expressément maintenu dans des cas spécifiques“, comme p.ex. dans le domaine de la fiscalité.

De l'avis de la Commission, cette simplification des actes juridiques tout comme la quasi-généralisation de la procédure législative ordinaire auraient dû être utilement accompagnées d'une réforme institutionnelle au niveau du Conseil consistant à séparer clairement les tâches législatives des autres „fonctions de définition des politiques et de coordination“ (article I-23). La Convention avait proposé à cette fin d'instituer un Conseil législatif pour exercer les fonctions législatives du Conseil des ministres. C'était une sorte de deuxième chambre, à côté de l'autre branche du pouvoir législatif que constitue le Parlement européen. La CIG n'a pas retenu cette innovation intéressante qui aurait contribué à une meilleure lisibilité du pouvoir législatif en Europe.

5. La démocratie représentative et participative

En écho à la Déclaration de Nice comme à celle de Laeken, le titre VI sur la vie démocratique de l'Union comporte tout un ensemble d'articles nouveaux pour faire apparaître clairement que cette Union n'est pas un appareil technocratique fermé, mais au contraire régie par les mêmes principes que les systèmes démocratiques nationaux. Ces principes sont:

- l'égalité des citoyens devant les institutions, organes et organismes (article I-45);
- la démocratie représentative, à travers le Parlement européen élu au suffrage direct, à travers les chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que les ministres, responsables devant leurs parlements nationaux ou devant leurs citoyens;
- la démocratie participative, par le dialogue „ouvert, transparent et régulier“ des institutions européennes avec la société civile et les associations représentatives et la possibilité d'une initiative législative issue de la société civile;
- le recours au médiateur européen;
- la transparence des travaux et l'accès aux documents des institutions européennes;
- la protection des données à caractère personnel.

L'Union européenne s'est donné au fil des années des institutions et des procédures qui permettent d'établir une véritable démocratie européenne. Depuis qu'il est élu au suffrage direct en 1979, le Parlement européen est devenu une institution de poids pour représenter les citoyens européens face au Conseil et à la Commission. Chaque traité a élargi ses pouvoirs. La Constitution n'y manque pas non plus³. Ainsi, la codécision où le Parlement légifère à égalité avec le Conseil devient la procédure législative ordinaire, également dans le domaine de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. En codécision, il fixe avec le Conseil l'ensemble des dépenses budgétaires alors que jusqu'ici il n'avait que le droit de s'occuper des dépenses non obligatoires. Le Parlement élit le Président de la Commission. Il approuve le collège des commissaires. Il obtient le droit d'initiative pour proposer une révision du Traité. Dans les autres domaines, comme p.ex. la politique étrangère et de sécurité, où il n'a que le droit d'être informé et consulté, son poids politique n'est pas négligeable.

L'exigence d'un Parlement européen fort et crédible doit inciter les Etats membres à y envoyer des députés qui s'y impliquent à plein temps et avec toute leur énergie. Il y va du poids de l'institution comme de la démocratie en Europe et des intérêts de chaque Etat membre d'y être représenté au mieux.

Dans ce contexte il faut ajouter le rôle nouveau attribué aux Parlements nationaux dans la procédure législative européenne. Comme le souligne un auteur français⁴, cette implication des parlementaires nationaux ne leur permettra plus „de renvoyer „aux bureaux bruxellois“ la responsabilité de tel ou tel texte communautaire.“ Ils seront forcés de s'intéresser aux questions européennes, d'autant plus que les citoyens „disposeront dorénavant, avec les parlementaires nationaux, d'une possibilité supplémentaire pour faire entendre (leur) voix dans le concert communautaire.“ (p. 40)

³ Voir à ce sujet les développements précis et complets de l'exposé des motifs du projet de loi 5442 pp.24 et 25

⁴ Jean-Luc Sauron: La Constitution européenne expliquée, Paris 2004

Ce nouveau rôle est contenu dans deux protocoles No 1 et No 2 qui comportent des redondances du fait de leur élaboration par deux groupes de travail différents à la Convention. Le premier protocole sur le rôle des parlements nationaux est repris du Traité d'Amsterdam, le second sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité est nouveau.

Depuis longtemps, le rôle des parlements nationaux dans l'architecture européenne avait suscité malaise et frustration. Ils étaient condamnés à transposer fidèlement en droit national les textes législatifs européens élaborés ailleurs, par leurs ministres et le Parlement européen. De même l'élaboration de nouveaux traités se passait sans eux.

Il faut cependant relever que l'objectif du Protocole No 1 est soit déjà atteint, soit facile à réaliser, suite aussi au développement des techniques de l'information et de la communication. En effet, cet objectif est de faire parvenir aux Parlements nationaux tous les documents de consultation de la Commission de même que le programme législatif annuel „*ainsi que tout autre instrument de programmation législative ou de stratégie politique en même temps qu'elle (la Commission) les transmet au Parlement européen et au Conseil*“ (Protocole No 1, article premier). Il en va de même des projets d'actes législatifs ainsi que des documents du Conseil sur ses délibérations sur ces actes législatifs. Le Conseil européen, utilisant la procédure de révision simplifiée selon l'article IV-444, devra de même en informer directement les Parlements nationaux.

Dès à présent la plus grande partie de cette masse de documents est accessible sur Internet via les sites des institutions et des gouvernements nationaux. Les parlements nationaux, dans le cadre de la COSAC, sont en train de mettre en place le site Internet IPEX destiné à tenir au courant les parlements nationaux sur les développements législatifs au niveau européen comme dans chaque Etat membre. Il y a sans doute trop d'informations plutôt que pas assez. Tout le problème sera de les trier, mais surtout de les utiliser à bon escient.

Le Protocole No 2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité précise les procédures, mais donne peu d'indications sur la notion même de subsidiarité.

Quant aux procédures, il est prévu que les projets d'actes législatifs „*sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif européen devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité.*“ Parmi ces éléments, le Protocole cite l'impact financier, la réglementation nationale à mettre en place, dans le cas d'une loi-cadre européenne, une évaluation se fondant sur des indicateurs qualitatifs et quantitatifs.

Quant à la notion même de la subsidiarité, l'article I-11 en donne la définition suivante: „*En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les Etats membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.*“

Comme le relève l'exposé des motifs du projet de loi, la Cour de Justice peut contrôler le respect du principe de la subsidiarité a posteriori. „*Ce contrôle juridique est cependant malaisé. Déterminer si une mesure respecte ce principe relève en effet largement d'une appréciation politique (...).*“

C'est là le nœud du problème. Le principe de subsidiarité n'est pas technique, mais politique. Il est souvent invoqué par ceux qui entendent freiner l'intégration politique européenne. Il n'est donc pas étonnant que le mécanisme de la carte jaune inscrit dans le Protocole No 2 ait eu comme défenseurs acharnés des conventionnels britanniques.

Cependant, en général, l'implication des parlements nationaux est considérée comme une avancée démocratique importante, même si, sur le plan technique et politique, tout reste à faire. Le Conseil d'Etat salue à son tour ce nouveau rôle des parlements nationaux, mais fait remarquer fort justement, en ce qui concerne la participation des parlements nationaux au contrôle de la subsidiarité, que „*eu égard aux délais relativement brefs endéans lesquels l'avis motivé doit être envoyé, il appartiendra à la Chambre des Députés d'organiser ses travaux de manière à pouvoir exercer pleinement ces nouvelles attributions.*“

En effet, le protocole No 2 prévoit un délai de six semaines pour un parlement national d'émettre un avis motivé sur le respect du principe de subsidiarité dans un projet d'acte législatif présenté par l'Union. Dès à présent, il apparaît que ce délai est très sinon trop court. Si tout le monde est d'accord pour ne pas allonger encore les procédures législatives européennes déjà très longues, une première

expérience initiée par la COSAC (Conférence des organes spécialisés en affaires communautaires) sous présidence luxembourgeoise et réalisée par les parlements nationaux sur un paquet législatif important, à savoir le 3e paquet ferroviaire, du 1er mars au 12 avril 2005, a révélé toute la difficulté pour notre Parlement de saisir une commission, de lui transmettre les textes, de prendre les contacts nécessaires avec le gouvernement, des experts, des acteurs sociaux et économiques, de convoquer des réunions de commission, de rédiger un avis et de faire voter une résolution par la Chambre des Députés.

En tout état de cause, chaque parlement national devra développer ses services internes de même que chaque député devra étoffer son expertise européenne.

De plus, la COSAC, forum de débats informels jusqu'ici, verra son rôle proprement parlementaire accru. Outre qu'elle pourra adresser des contributions dans toutes les matières aux institutions, elle devra s'impliquer dans la procédure législative. Il sera important que la filière parlementaire, composée des parlements nationaux et du Parlement européen, sans oublier les assemblées régionales dans les pays fédéraux, se développe dans une collaboration franche et évite l'acrimonie qui a parfois empoisonné leurs relations dans le passé. L'expérience des Assises de Rome en 1990 a révélé par ailleurs que la formule tant préconisée par Valéry Giscard d'Estaing d'un Congrès annuel des peuples européens ne permettrait pas de développer du travail parlementaire concret et efficace. La Chambre des Députés entend en tout cas s'impliquer efficacement dans son nouveau rôle.

6. La clause de sortie

L'article I-60 introduit pour la première fois une disposition de retrait volontaire de l'Union⁵. Il sera désormais possible à un Etat membre de se retirer de l'Union sur la base d'un accord négocié entre l'Etat membre en question et le Conseil, accord qui devra être approuvé à la majorité qualifiée. Il n'est pas prévisible de voir à quoi servira exactement cet article, étant donné qu'à mesure des progrès de l'intégration la sortie deviendra de plus en plus difficile pour un Etat.

D'ailleurs, cet article a donné lieu à des discussions assez passionnées lors de la Convention. En effet, les opposants à cette disposition ont argumenté que le processus d'intégration européenne était destiné à promouvoir la paix entre les nations européennes et que ce processus ne pouvait être interrompu sous quelque prétexte que ce soit, sous peine de voir l'Europe retomber dans ses anciens travers. Sans doute a-t-on vu le Groenland sortir de l'Union en 1985, au prix d'une modification des traités. Mais ce cas tout à fait spécifique ne peut être comparé au retrait d'une nation européenne importante jouissant de sa pleine et entière souveraineté et abandonnant le projet de paix que constitue l'Union.

*

LA DEUXIEME PARTIE: LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX

La Charte des droits fondamentaux a été adoptée lors du Conseil européen de Nice en décembre 2000 comme déclaration politique, donc „*dépourvue de toute force juridique directement contraignante*“ selon l'exposé des motifs du projet de loi, même si l'existence même de ce texte l'imposait à la prise en considération par les avocats généraux de la Cour de Justice. Le préambule de la Charte précise que la première Convention s'est inspirée largement de la CEDH ainsi que d'autres textes internationaux et de la jurisprudence de la Cour de Justice. Voilà pourquoi l'éventail des droits et normes qu'elle contient est beaucoup plus large et couvre les droits sociaux, la protection de l'environnement et de la santé ainsi que d'autres droits apparus plus récemment comme les droits de l'enfant, la protection des données personnelles, les droits des personnes handicapées et des personnes âgées.

La Convention a discuté de l'intégration de la Charte dans le Traité constitutionnel qui n'a été obtenue qu'après de longues tergiversations, en particulier du représentant gouvernemental du Royaume-Uni. Déjà lors de la première Convention, certains représentants gouvernementaux avaient craint que la Charte n'étende subrepticement les compétences attribuées à l'Union et avaient multiplié les dispositions pour cadrer et limiter les effets des droits fondamentaux.

⁵ Voir à ce propos le commentaire de l'article I-60 dans „Constitution européenne. Comparaison avec les traités en vigueur“, volume établi par le Service des Affaires européennes du Sénat français, Paris, 2004 (pp. 83 et 84)

Quoi qu'il en soit, l'incorporation de la Charte dans la partie II de la Constitution signifie, selon le Parlement européen⁶, „*que toutes les dispositions du droit de l'Union et que toutes les mesures prises par les institutions de l'Union ou fondées sur le droit de l'Union devront respecter ces normes.*“ Le Parlement européen fait le lien avec l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'Homme prévue à l'article I-9 ainsi qu'avec l'accès des particuliers à la justice dans le contexte du droit de l'Union européenne pour saluer l'accroissement des droits des citoyens ainsi obtenu.

Le Conseil d'Etat fait remarquer justement que la Constitution évoque les droits et libertés fondamentaux non seulement dans la Charte, mais aussi dans les parties I et III et le montre dans un tableau fort significatif. Il ajoute que „*nombreuses sont en outre les références directes ou indirectes à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.*“

Le Conseil d'Etat de même que l'exposé des motifs du projet de loi s'interrogent encore sur la portée des droits contenus dans la Charte. Il est en effet important d'expliquer clairement ce que signifie l'incorporation de la Charte dans la Constitution.

L'article II-111 indique le champ d'application de la Charte. Selon cet article, les dispositions de la Charte ne s'appliquent que lors de la mise en œuvre du droit de l'Union. La Charte „*n'étend pas le champ d'application du droit de l'Union au-delà des compétences de l'Union, ni ne crée aucune compétence ni aucune tâche nouvelles pour l'Union (...).*“

L'article II-112 contient des précisions sur la portée et l'interprétation des droits et principes de la Charte. Mais avant de lire ce texte fort sibyllin il sera utile de lire attentivement les formulations des différents articles. Ainsi, quand à l'article II-85 sur les droits des personnes âgées la Charte dit: „*L'Union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle.*“, il est évident que cette reconnaissance et ce respect du droit de ces personnes n'impliquent pas automatiquement une obligation de résultat pour l'Union. Le droit en question est à considérer comme un principe qui peut être mis en œuvre soit par l'Union, soit par les Etats membres „*dans l'exercice de leurs compétences respectives*“ (article II-112). Si l'Union n'a pas de compétence dans la politique des personnes âgées, elle ne peut rien faire, mais elle peut cependant être tenue de respecter le principe en question de la Charte dans la formulation d'un texte législatif européen sur toute autre matière ou dans l'exécution d'une politique européenne.

De la sorte, l'incorporation de la Charte dans la Constitution ne crée certes pas de nouvelles compétences ni ne suscite de nouvelles politiques et activités, mais elle tisse une toile de principes et de droits dont l'Union comme les Etats doivent tenir compte dans leurs activités européennes. Elle trace des lignes à ne pas dépasser et renforce les valeurs fondamentales auxquelles l'Union et ses Etats membres doivent obéir.

Le Conseil d'Etat exprime la crainte que quelques dispositions de cet article II-112 „*ne manquent pas de potentiel contentieux*“. Il s'interroge encore sur le statut des explications dont le paragraphe 7 de l'article II-112 précise qu' „*elles sont dûment prises en considération par les juridictions de l'Union et des Etats membres*“ alors que dans la Déclaration No 12 concernant les explications relatives à la Charte des droits fondamentaux il est dit: „*Bien que ces explications n'aient pas en soi de valeur juridique, elles constituent un outil d'interprétation précieux destiné à éclairer les dispositions de la Charte.*“ Et le Conseil d'Etat de poser la question pertinente si les juridictions sont maintenant obligées ou non de prendre en considération les explications. „*La réponse ne coule pas de source,*“ conclut-il avec raison.

Faut-il rappeler ici que ces explications n'ont jamais fait l'objet d'aucun débat ni d'aucun accord de la première Convention ni de la deuxième sur l'avenir de l'Europe. Elles ont été établies „*sous l'autorité du praesidium de la Convention qui a élaboré la Charte et mises à jour sous la responsabilité du praesidium de la Convention européenne*“, est-il précisé dans ladite Déclaration, ce qui signifie en clair qu'il s'agit du travail de fonctionnaires qui n'a reçu aucun aval politique autre que celui de la Présidence. Lors de la Convention, votre rapporteur s'est d'ailleurs opposé, avec d'autres conventionnels, à en faire état dans la Constitution.

Le Conseil d'Etat s'interroge encore sur la situation créée par l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'Homme. „*Comment harmoniser sinon du moins coordonner la jurisprudence des deux cours impliquées dans l'interprétation de la Convention européenne proprement dite*“

⁶ Rapport sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe (2004/2129(INI) de la Commission des affaires constitutionnelles. Rapporteurs: Richard Corbett et Inigo Méndez de Vigo.

ou des principes généraux qui s'en dégagent? Comment concilier cette jurisprudence avec l'approche en la matière qui pourra être celle adoptée par les juridictions nationales?"

Il est vrai que ces questions sont sérieuses, mais pas insurmontables. Ainsi, lors du Symposium des Juges au Château de Bourglinster, le 16 septembre 2002, sur la Convention des Droits de l'Homme et la Charte de l'Union Européenne des Droits Fondamentaux, le résumé informel de la Présidence (luxembourgeoise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe) a conclu: „*Les participants en sont venus à conclure qu'il y a moins de points délicats qu'il n'y paraît, et qu'il serait plus judicieux de travailler sur les complémentarités que de s'égarer dans des considérations de rivalités ou de concurrence.*"

Au cours de ce Symposium, Pierre-Henri Imbert, Directeur général des droits de l'homme au Conseil de l'Europe, avait conclu, à un moment où la Convention sur l'avenir de l'Europe n'avait pas encore terminé ses travaux: „*Personnellement, j'espère que la Convention et la Conférence intergouvernementale de 2004 ouvriront le chemin de l'adhésion, en reconnaissant que ce pas est pleinement dans l'intérêt de l'Union elle-même et dans l'intérêt de la CEDH, mais aussi et surtout, dans l'intérêt de la protection des droits de l'homme sur notre continent.*"

De façon plus précise, à regarder le traitement des droits fondamentaux par la Cour de Justice européenne⁷, il apparaît que depuis 1969 ces droits ont été considérés comme des principes constitutionnels de l'Union européenne. Dans cette logique, il y a une tendance croissante de la Cour de Justice de revoir l'interprétation et l'application de la loi communautaire à la lumière des dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme⁸ et de se référer dans une mesure de plus en plus large à la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Certes, un conflit est toujours possible entre la jurisprudence de la Cour de Justice et la CEDD. L'adhésion de l'Union à la CEDH va résoudre ce problème. Elle permettra à des personnes qui se disent victimes de violations de droits fondamentaux par les institutions communautaires de se tourner vers la Cour Européenne des Droits de l'Homme.⁹

Enfin, il faut relever que le Conseil d'Etat considère „*la consécration juridique de la Charte des droits fondamentaux et l'adhésion de cette dernière à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales*" comme „*deux accents à forte connotation symbolique susceptibles de rapprocher l'Union de ses citoyens.*"

La Commission est convaincue qu'il ne s'agira pas uniquement de mesures symboliques, mais de dispositions à effet bien réel pour la situation des citoyens européens dans leurs rapports avec les institutions et les décisions européennes.

*

LA TROISIEME PARTIE: POLITIQUES ET ACTIONS DE L'UNION

1. L'Europe sociale et écologique

Un des reproches fondamentaux adressé à la construction européenne est de privilégier la dimension économique par rapport à la dimension sociale et écologique, et dans cette optique de développer le marché et la concurrence au détriment des acquis sociaux et de la protection de l'environnement.

Il est vrai que la construction européenne est partie du marché avec l'objectif à moyen terme d'intégrer des Etats souverains. Ceux-ci ont été particulièrement réticents à abandonner leur souveraineté dans le domaine social et écologique.

Il n'était pas prévu dans le mandat de la Convention de se pencher sur les compétences sociales de l'Union. Sous la pression des conventionnels, et malgré l'opposition de certains représentants gouvernementaux, la présidence a cependant dû instaurer un groupe de travail social. Les travaux de ce groupe ont largement inspiré la première partie de la Constitution. De même, les lobbies écologiques ont été déterminants pour améliorer certaines formulations en matière d'environnement. Ainsi, dans l'article I-3 sur les objectifs, le développement durable devient le toit sous lequel se trouve la croissance

7 Koen Lenaerts et Piet Van Nuffel: Constitutional Law of the European Union. 2005

8 ibid. p. 721

9 ibid. p. 729

économique, mais aussi une économie sociale de marché *„qui tend au plein emploi et au progrès social, et à un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement.“*

L'objectif social est précisé ensuite: *„(L'Union) combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales (...).“*

Dans le titre VI sur la vie démocratique de l'Union, outre la représentation des citoyens à travers les parlementaires européens et nationaux et les partis politiques européens, la participation directe par le dialogue et les consultations est affirmée. Y figure aussi le droit d'initiative pour *„inviter la Commission (...) à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles (les) citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de l'Union“*. Il y a fort à parier que cette disposition servira aux grandes organisations européennes à promouvoir l'Europe sociale et écologique.

L'article I-48 institutionnalise le dialogue social dans le respect de l'autonomie des partenaires ainsi que le sommet social tripartite, créé par une décision du Conseil du 6 mars 2003.

Dans ce contexte, il faut mentionner le titre IV sur la solidarité inscrit dans la Charte des droits fondamentaux qui fait désormais partie de la Constitution. Ce chapitre contient les principaux droits sociaux, mais aussi l'exigence d'un niveau élevé de protection de l'environnement et de l'amélioration de sa qualité *„qui doivent être intégrés dans les politiques de l'Union et assurés conformément au principe du développement durable“*.

La partie III de la Constitution porte sur les politiques et le fonctionnement de l'Union, délimite donc avec précision les compétences européennes. Huit articles „horizontaux“ au début de cette partie fixent les orientations générales. Parmi celles-là, l'article III-117 insiste sur la dimension sociale: *„Dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions visées à la présente partie, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine.“*

L'article 119 reprend de même les exigences de la protection de l'environnement et de la promotion du développement durable.

L'article 122 donne enfin une base juridique pour une loi européenne permettant de fixer les conditions, en particulier économiques et financières, pour les services d'intérêt économique général, appelés aussi services publics dans certains Etats membres. La Convention s'est beaucoup engagée pour que cette base juridique soit incluse dans le Traité constitutionnel. Elle permettra ainsi de poser la question des services publics sur le plan européen.

Il n'était pas dans le mandat de la Convention de revoir en détail la politique de l'environnement comme la politique sociale qui se trouvent dans le chapitre III de la IIIe partie (section 2: Politique sociale; section 5: Environnement; section 6: Protection des consommateurs). On peut ajouter à cet égard la sous-section 1 sur les travailleurs dans la section 2 sur la libre circulation des personnes et des services du chapitre I sur le marché intérieur.

Ainsi, l'article III-136 fait passer à la majorité qualifiée la sécurité sociale des travailleurs migrants, avec la clause de sauvegarde déjà relevée plus haut.

Le Traité constitutionnel comporte encore une clause passerelle pour la politique sociale (article III-210, paragraphe 3). Cette clause qui existe depuis le Traité de Nice, permet de passer à la majorité qualifiée pour des décisions concernant la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail, la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, les conditions d'emploi des ressortissants de pays tiers en séjour régulier. Mais cette clause n'a pas encore été utilisée.

Il convient encore de rappeler, face aux critiques de l'Europe sociale, que suivant l'article III-213 la Commission ne peut qu'encourager la coopération entre les Etats membres et faciliter la coordination de leur action dans les domaines de l'emploi, du droit du travail et des conditions de travail, de la formation professionnelle, de la sécurité sociale, de la protection contre les accidents et les maladies professionnels, de l'hygiène du travail comme du droit syndical et des négociations collectives. Une déclaration No 18 à cet article relève encore expressément que toutes les politiques de l'article 213 sont de la compétence exclusive des Etats membres. Ce n'est donc pas l'Europe qui n'est pas suffisamment sociale, ce sont les Etats membres qui, dans des domaines essentiels de la politique sociale, rechignent à une politique sociale commune.

Pour la politique de l'environnement, une clause passerelle (article III-234, paragraphe 2) permettra au Conseil de décider à l'unanimité de travailler avec la procédure législative ordinaire également pour les dispositions de nature fiscale ainsi que l'ensemble des matières de cette politique prévues au paragraphe 2 de l'article 234.

En tout état de cause, les nouvelles dispositions dans les parties I et II pourront avoir un effet dynamisant sur ces deux politiques si le rapport de force politique le permet.

2. La politique économique et monétaire

En matière de politique économique, comme le souligne l'exposé des motifs du projet de loi, „*les grandes orientations de politique économique (GOPE) ainsi que la procédure de déficits excessifs ont été profondément modifiées*“. L'article III-179 essaie de resserrer la procédure de surveillance multilatérale. La Commission „*peut adresser un avertissement à l'Etat membre concerné*“ si ses politiques économiques ne sont pas conformes aux grandes orientations des politiques économiques. Lors d'un vote au Conseil sur une décision visant à constater un déficit excessif, l'Etat membre concerné n'y participe pas.

Quant à la politique monétaire, le Traité constitutionnel comporte une section 4 au chapitre de la politique économique et monétaire propre à la zone euro. Désormais, selon l'article III-194, des mesures de coordination des politiques économiques propres aux Etats de la zone euro pourront être adoptées au Conseil, mais seuls les Etats de la zone euro pourront participer au vote. L'article nouveau III-195 établit une base juridique pour un protocole qui fixe les modalités de réunion entre ministres des Etats membres de la zone euro, réunions qui restent définies comme „*informelles*“. Les décisions à prendre le sont au sein du Conseil. Ce protocole prévoit aussi l'élection d'un président pour deux ans et demi. On se rappelle que le 10 septembre 2004 les ministres de l'Eurogroupe ont décidé à l'unanimité de créer une présidence stable pour deux ans et choisi le ministre des Finances luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker pour cette charge.

L'article III-196 donne aux membres de l'euro la possibilité d'adopter des positions communes dans les institutions financières internationales.

3. La politique étrangère et de sécurité commune

Fin janvier 2003 la Convention est rattrapée par le monde extérieur. La guerre contre l'Iraq approche, les Etats membres se divisent profondément. Cinq Etats membres et trois pays candidats font part dans une déclaration publique de leur soutien aux Etats-Unis dans leur politique irakienne, contrevenant ainsi aux efforts de la politique étrangère de l'Union d'arriver à une position commune que l'article 11 du TUE oblige les Etats membres de ne pas contredire par des actions propres. Cet article qui est repris dans la Constitution à l'article III-294 paragraphe 2 précise: „*Les Etats membres s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.*“ Comment, dans une telle situation, rechercher un nouveau départ pour la PESC?

En fait, ce n'est pas tellement la politique étrangère qui sort renforcée de la Convention et de la CIG, mais bien plutôt la politique européenne de sécurité et de défense, par la volonté de la CIG, comme si les Etats membres ressentaient beaucoup plus le besoin de se protéger contre les dangers du temps que d'avoir une action politique cohérente dans le monde.

Le Parlement européen juge cependant que „*le domaine des relations extérieures a (...) subi de profondes modifications, mais davantage sur le plan institutionnel que s'agissant des procédures de décision.*“ La modification institutionnelle la plus importante est sans doute la création du poste de ministre des Affaires étrangères (I-28). Les procédures de décision (vote à l'unanimité) ne changent pas fondamentalement.

La question est de savoir quel sera véritablement le rôle du ministre des Affaires étrangères. Il préside le Conseil des Affaires étrangères (III-296). Il doit veiller, avec le Conseil, au respect des principes de l'action commune (III-294). Il fait des propositions pour élaborer la PESC. Il met en œuvre les décisions du Conseil européen en la matière. Il représente l'Union à l'étranger. „*Il exprime la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.*“ (III-296)

Mais il ne faut pas oublier que c'est le Conseil européen qui continue de dominer, que les décisions à l'unanimité sont la règle aussi bien au Conseil européen pour la définition des objectifs stratégiques qu'au Conseil pour l'exécution de ces objectifs. Il n'y a pas d'avancée majeure en matière de majorité qualifiée au Conseil pour la PESC. La Convention avait proposé d'introduire la majorité qualifiée pour les propositions du Ministre, ce qui a été refusé par la CIG.

La PESC montre s'il en était besoin combien lents peuvent être les progrès de l'intégration européenne dans un domaine où surtout les grands Etats membres tiennent à leur marge de manoeuvre.

Ainsi, l'article III-292 placé en tête du Titre V précise les objectifs généraux de l'action extérieure de l'Union: c'est d'abord la projection vers l'extérieur des objectifs internes de l'Union (sauvegarde des valeurs, de la démocratie, de l'Etat de droit; la recherche de la paix et de la sécurité; la prévention des conflits; le développement durable et la lutte contre la pauvreté; la solidarité internationale).

A l'unanimité, le Conseil européen identifie les principes et les objectifs stratégiques de l'Union (article III-293). C'est le cadre pour les travaux du Conseil comme du ministre des Affaires étrangères.

Celui-ci dispose d'un droit d'initiative pour la PESC (article III-300). Si la proposition du Ministre est présentée suite à une demande du Conseil européen, elle peut faire l'objet d'un vote à la majorité qualifiée au Conseil. Le Traité de l'UE avait déjà introduit quelques dérogations au principe de l'unanimité qui subsistent (article III-300).

L'article III-305 donne au Ministre la possibilité de présenter la position de l'Union au Conseil de Sécurité des Nations Unies, à la demande des Etats membres qui y siègent, mais évidemment seulement „lorsque l'Union a défini une position sur un thème à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies“. C'est ce qui reste de l'idée de donner à l'Union européenne un siège au Conseil de Sécurité, en lieu et place des Etats membres. A mesure que ce Conseil de Sécurité va être réformé, que de nouveaux Etats membres y entreront, la coordination entre ceux-ci va être plus difficile et plus importante à la fois pour faire apparaître des positions européennes dans les affaires du monde.

*

LA POLITIQUE EUROPEENNE DE SECURITE ET DE DEFENSE

Aux termes de l'article I-3 paragraphe 4, „Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies.“

La politique européenne de sécurité et de défense a connu les innovations les plus spectaculaires, suite aux décisions de la CIG plutôt qu'à celles de la Convention. C'est surtout le Conclave de Naples des 28 et 29 novembre 2003 qui a permis d'avancer en matière de coopération structurée permanente.

Il n'est plus question, depuis la fin de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954, d'une armée européenne. La politique de sécurité et de défense „fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune.“ (I-41) Elle met à la disposition de l'Union des moyens civils et militaires pour des missions en dehors de l'Union „afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes des Nations unies“. (I-41)

Les reproches adressés à la Constitution de pousser, à travers la PESD, à la militarisation de l'Union sont sans fondement. L'Union n'est pas une puissance impérialiste qui tendrait à étendre son influence dans le monde voire à se soumettre des Etats voisins par les armes. L'Union est essentiellement intéressée à assurer la stabilité et la paix à ses alentours et à œuvrer pour des relations internationales pacifiques, dans le respect des valeurs qui la fondent. Il est vrai qu'une telle politique ne peut être fondée exclusivement sur la diplomatie et les subventions d'un „soft power“.

Dans cette optique, la Constitution précise et étend les missions dites de Petersberg (article III-309). Le Conseil d'Etat rappelle à cet égard l'exposé des motifs du projet de loi 5392, projet qui vient d'être approuvé par la Chambre des Députés le 2 mars 2005 et qui porte sur l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel civil et militaire détaché auprès des institutions

de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être à la disposition de l'Union européenne (SOFA UE). Le Gouvernement y confirme son engagement à participer à la création d'une politique européenne de sécurité et de défense et à mettre à la disposition de l'UE des moyens civils et militaires tel que prévu dans la Constitution. Le Conseil d'Etat se demande pourtant „*si le Luxembourg peut maintenir son Armée sur les bases actuelles dans le cadre d'une PESD telle que l'entend le Traité.*“

La Constitution crée en outre une coopération structurée permanente pour „*les Etats membres qui remplissent des critères plus élevés de capacités militaires et qui ont souscrit à des engagements plus contraignants en vue des missions les plus exigeantes*“ (article I-41), coopération décrite plus amplement dans le Protocole No 23 annexé à la Constitution. Ce Protocole indique les critères à remplir par un Etat membre qui voudrait participer à la coopération structurée permanente. Les capacités des Etats membres parties à la coopération structurée permanente seront évaluées par l'Agence européenne de défense qui vient d'être créée par une décision du Conseil du 12 juillet 2004. Cette Agence doit également contribuer au renforcement des capacités militaires de l'Union (III-311).

L'exposé des motifs du projet de loi explique que pendant la CIG le Luxembourg avait demandé qu'aucun Etat membre ne soit exclu d'avance de la coopération structurée permanente. En fait, le Protocole en la matière ne contient pas de liste où seraient énumérés les pays capables de participer à la coopération structurée renforcée, ce qui laisse donc ouverte la possibilité pour le Luxembourg de participer à cette coopération structurée permanente à condition qu'il remplisse les critères indiqués plus haut.

La Constitution contient encore une clause de défense mutuelle à l'article I-41 qui, comme le souligne le Conseil d'Etat, existe déjà dans le cadre de l'OTAN. La clause de solidarité à l'article I-43 est destinée à aider un Etat membre victime d'une attaque terroriste ou d'une catastrophe, au besoin par des moyens militaires.

4. L'espace de liberté, de sécurité et de justice

L'ensemble des dispositions du chapitre IV de la IIIe partie ainsi que les protocoles afférents sont traités en détail aussi bien dans l'exposé des motifs du projet de loi que dans l'avis du Conseil d'Etat. La Chambre des Députés n'a pas de divergences avec les développements et les appréciations qui s'y trouvent et peut donc renvoyer à ces analyses pour ce qui est des textes des articles.

L'évolution de l'intégration européenne, avec la libre circulation des personnes, tout comme l'attrait qu'exerce l'Union européenne au dehors de ses frontières ont fait apparaître la nécessité de procédures plus efficaces dans ce domaine. Comme le relève l'exposé des motifs du projet de loi, „*le Luxembourg a, dans le cadre de la Convention et de la CIG, insisté sur le besoin de renforcer l'intégration et la coopération européenne dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.*“

L'acquis le plus important de la Constitution, c'est de faire de ce domaine une politique comme les autres dans les compétences partagées, avec les procédures législatives normales, c'est-à-dire la codécision et le vote à la majorité qualifiée au Conseil. Il reste cependant quelques réminiscences de l'ancien troisième pilier qui a été fusionné dans le nouveau Traité.

Ainsi, le mécanisme d'alerte précoce dont disposent les parlements nationaux peut être mis en œuvre déjà par un quart de ces parlements, donc par moins de parlements, au lieu d'un tiers pour les autres domaines, ce qui révèle bien la sensibilité des questions de justice et de sécurité intérieure du point de vue de la souveraineté nationale.

D'autre part, selon l'article III-264, la Commission n'a pas le monopole d'initiative législative dans ce domaine, contrairement à la méthode communautaire normale, puisqu'un quart des Etats membres peut toujours proposer une initiative pour des textes relatifs à la coopération policière et à la coopération judiciaire en matière pénale. Il s'ensuit encore que lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission, la majorité qualifiée est fixée à au moins 72% des Etats membres représentant au moins 65% de la population.

Pendant, certaines avancées importantes peuvent être notées. Ainsi, selon l'article III-265, les mesures en relation avec le franchissement des frontières extérieures, dont „*l'établissement progressif d'un système intégré de gestion des frontières extérieures*“, relèvent toutes de la procédure législative ordinaire.

De même, selon l'article III-266, l'Union „développe une politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à tout ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale“. Il n'est désormais plus question de règles minimales d'harmonisation, mais de statut uniforme d'asile et de protection subsidiaire, de système commun en cas d'afflux massif, de procédures communes pour l'octroi et le retrait du statut d'asile ou de protection subsidiaire. Cette politique est mise en place selon la procédure législative ordinaire.

L'article III-267 porte sur la politique de l'immigration qui sera désormais commune. Cet article introduit une base juridique spécifique pour la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants. De même, l'Union disposera désormais d'une base juridique pour conclure des accords de réadmission avec des pays tiers.

Cependant, la politique de l'immigration ne comporte pas que l'Union s'occupe „de fixer les volumes d'entrée des ressortissants de pays tiers“ sur le territoire d'un Etat membre en vue d'y travailler.

Le Conseil d'Etat salue l'approche du Traité dans ce domaine, „compte tenu de la dimension européenne de la problématique“.

En ce qui concerne la coopération judiciaire en matière civile, la Constitution reprend les acquis des Traités d'Amsterdam et de Nice dans ce domaine. L'article III-269 consacre la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ayant une incidence transfrontalière.

Le champ de la coopération n'est plus limité au bon fonctionnement du marché intérieur. L'Union pourra intervenir afin d'assurer un accès effectif à la justice ou encore de développer des méthodes alternatives de résolution des conflits.

Quant au droit de la famille, une clause passerelle permet de passer de l'unanimité à la majorité qualifiée pour certains aspects de ce droit avec une incidence transfrontalière.

Le contrôle de la Cour de Justice européenne ne sera plus limité, comme prévu dans l'article 68 du TCE, mais s'exercera pleinement.

En matière pénale, on peut remarquer de façon générale que „la nature, le mode d'emploi et le contrôle des actes juridiques relatifs à la coopération judiciaire (...) sont profondément modifiés.“¹⁰

Le Conseil d'Etat fait la remarque générale suivante sur l'ensemble des politiques de l'espace de sécurité et de justice: „Le Traité, s'il abandonne la méthode intergouvernementale, contient cependant certaines dispositions qu'on pourrait qualifier de réminiscences de cette méthode.“ Et de citer p. ex. le contrôle du principe de subsidiarité et de proportionnalité par les parlements nationaux dans les domaines particulièrement sensibles de la coopération judiciaire en matière pénale et de la coopération policière ou encore certaines clauses de sauvegarde dans les cas de rapprochement des législations.

Les pouvoirs d'Eurojust seront renforcés puisque cet organisme pourra déclencher lui-même des enquêtes pénales, mais ne peut que proposer aux autorités nationales de déclencher des poursuites.

L'article III-274 prévoit la possibilité, très disputée aussi bien à la Convention qu'à la CIG, d'instituer un Parquet européen à partir d'Eurojust pour poursuivre les infractions aux intérêts financiers de l'Union devant les juridictions nationales. Cette attribution pourra ultérieurement être élargie à la lutte contre la criminalité grave affectant plusieurs Etats membres.

Quant à Europol, au lieu de conventions, la loi européenne ordinaire en fixera les dispositions, ce qui constitue, selon l'exposé des motifs du projet de loi, „une avancée importante“. Mais l'unanimité subsiste pour la coopération policière opérationnelle et pour la législation concernant les conditions d'intervention sur le territoire d'autres Etats membres. Les parlements nationaux seront associés au contrôle de cet organisme.

*

¹⁰ Constitution. Comparaison avec les traités en vigueur. Sénat français (p. 241 et ss.)

LA QUATRIEME PARTIE: DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

L'exposé des motifs du projet de loi précise en détail comment cette partie règle la succession entre le Traité instituant la Communauté européenne (TCE) et le Traité sur l'Union européenne (TUE) et le système du Traité constitutionnel. Cette partie IV n'est donc pas la moins importante pour permettre une transition juridiquement correcte.

Il convient tout particulièrement de relever les procédures de révision prévues dans cette partie. Nombreux sont en effet les citoyens qui, entendant parler de Constitution, pensent que ce texte sera désormais très difficile à réviser ou à amender.

L'article IV-443 sur la procédure de révision normale révèle bien que cette révision se fait selon la procédure de révision des traités à l'heure actuelle tout en introduisant des améliorations. Ainsi, outre les Etats membres et la Commission, le Parlement européen pourra également prendre l'initiative d'une révision. Il sera encore possible de convoquer une Convention pour préparer cette révision bien que le Conseil européen puisse décider à la majorité simple de n'en rien faire „*lorsque l'ampleur des modifications ne le justifie pas.*“ Cependant, si l'on considère que le Parlement européen a le pouvoir d'approbation de cette décision, on peut être sûr que la méthode de la Convention ne sera pas oubliée. Les travaux de la Convention seront en tout état de cause suivis d'une Conférence intergouvernementale ainsi que de la ratification par tous les Etats membres.

A cet égard, il faut rappeler un débat à la Convention dont le paragraphe 4 de l'article IV-443 est un lointain écho très affaibli. Ce paragraphe énonce qu'après deux ans à compter de la signature d'un traité modificatif, si quatre cinquièmes des Etats l'ont ratifié et „*qu'un ou plusieurs Etats membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.*“ Un certain nombre de conventionnels d'obédience fédéraliste avaient pensé qu'il ne faudrait plus faire ratifier la Constitution à l'unanimité des Etats membres, mais à une majorité constitutionnelle particulière, comme cela se fait dans chaque Etat membre pour les révisions constitutionnelles. Cette idée n'a pas été retenue. La logique est bien celle des traités, et personne ne sait vraiment ce qui se passera si un seul ou plusieurs Etats membres ne ratifient pas. En l'état actuel de la question, cette Constitution comme les traités suivants n'entreront pas en vigueur si un seul des Etats membres ne les ratifie pas.

On se rappelle à cet égard que la situation s'est présentée lors de la ratification du Traité de Maastricht et du Traité de Nice. Après le refus des citoyens danois, des négociations ont abouti à certaines clauses d'opt-out pour le Danemark, d'ailleurs reprises par des protocoles annexés au Traité constitutionnel (Protocole 14 sur la non-participation à l'euro; Protocole 20 sur la non-participation à des décisions avec des implications en matière de défense et de l'espace de liberté, de sécurité et de justice). Un deuxième référendum a ensuite permis d'aboutir à la ratification du Traité de Maastricht. La même situation s'est présentée en Irlande, en 2001.

Il n'est pas dit que la situation sera aussi claire cette fois-ci étant donné les arguments politiques au très large spectre que les adversaires de la Constitution soulèvent pour convaincre les citoyens de dire non à ce Traité.

Il faut encore relever qu'étant donné la difficulté prévisible d'une révision à 25 et plus d'Etats membres, le Traité constitutionnel introduit à l'article IV-445 une procédure de révision simplifiée sur la partie III (politiques de l'Union). Cette procédure comporte une décision unanime du Conseil européen, après consultation du PE et de la Commission ainsi que l'approbation de tous les Etats membres.

Les clauses passerelles sont de deux sortes. Deux sont de portée générale. L'exposé des motifs du projet de loi les considère „*parmi les innovations les plus importantes de la Convention*“. Elles permettent de passer de l'unanimité à la majorité qualifiée et d'une procédure législative spéciale à la procédure législative ordinaire. C'est le Conseil européen qui peut prendre une décision à l'unanimité à cette fin, après approbation du Parlement européen. Les Parlements nationaux devront être informés six mois à l'avance de cette décision. Si l'un d'eux notifie son opposition pendant ce délai de six mois, la décision ne pourra avoir lieu.

Les autres clauses passerelles sont de portée sectorielle. Elles concernent les domaines de la politique sociale, de l'environnement et du droit de la famille et permettent de passer à la procédure législative ordinaire. La même possibilité existe pour la PESC où le Conseil européen peut décider de passer de l'unanimité à la majorité qualifiée.

L'exposé des motifs du projet de loi indique encore les cas de révision simplifiée de certains protocoles.

CONCLUSION

L'exposé des motifs du projet de loi No 5442 marque clairement l'importance du Traité constitutionnel: „Le Traité constitutionnel marque le début d'un nouveau départ pour l'Europe.“ Il ajoute: „Le Traité constitutionnel renforce la nature communautaire du projet européen (...). Il constitue une reconnaissance formelle et collectivement renouvelée du projet et de la méthode communautaire définis par les pères fondateurs au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.“

Pour le Gouvernement, l'Union sera plus démocratique et plus transparente. „La société civile a été étroitement associée à la genèse du Traité constitutionnel.“ L'Union sera plus efficace. „(...) le Traité constitutionnel constitue un véritable saut qualitatif vers davantage d'intégration et de coopération dans de nombreux domaines (...)“.

Le Conseil d'Etat „n'éprouve certes pas la même satisfaction que les partisans inconditionnels de la „Constitution“ de l'Union (...)“. Il critique les déficits rédactionnel et structurel du Traité et de ses annexes tout comme l'emploi „quelque peu inconsidéré du terme Constitution“. Malgré ces critiques, le Conseil est d'avis que „si l'on peut donc déplorer que le Traité n'augmente pas la qualité de l'encadrement juridique de l'Union, il faut se féliciter du saut qualitatif qu'il est susceptible d'initier sur d'autres plans.“ Parmi ceux-ci le Conseil d'Etat cite les nouvelles prérogatives accordées au citoyen européen dans une démocratie participative, le renforcement des droits fondamentaux, „la revalorisation tant du Parlement européen que des parlements nationaux“, la réforme institutionnelle „la plus importante depuis 1957“. Et de conclure: „Tout bien pesé, le Conseil d'Etat est donc d'avis que le Traité augmentera les chances pour l'Union européenne d'avancer sur le chemin de l'intégration unissant les peuples de l'Europe dans leur commune destinée.“

La Chambre des Députés, quant à elle, est d'avis que cette Constitution, même si elle n'est pas parfaite, constitue le meilleur compromis possible dans l'état actuel de la volonté d'intégration européenne dans les Etats membres. Compromis qui était pourtant difficile et lent à se dessiner tant certains grands Etats membres ont hésité à aller plus loin dans des politiques communes, comme p. ex. la politique étrangère.

La Chambre des Députés se plaît à relever que ce résultat positif a été atteint grâce à la nouvelle méthode de la Convention, d'ailleurs inscrite dans la nouvelle Constitution pour rester un instrument essentiel de révision. Les parlementaires nationaux y ont joué un rôle remarquable par leur assiduité aux travaux comme dans la recherche du consensus final, alors que les représentants gouvernementaux risquaient de retomber dans la logique intergouvernementale. Comme le relève Franklin Dehousse¹¹, „la convention est une méthode de révision utile.“ Et de remarquer qu'„en dépit d'une certaine opacité du praesidium le processus de négociation a été plus transparent dans la convention. La convention a également été plus innovatrice, en se montrant ouverte à de nouvelles idées qui, dans une C.I.G., auraient immédiatement été abandonnées comme irréalistes. Les prises de position se sont aussi révélées comme plus flexibles. (...) Enfin, le texte final présente indéniablement plus de clarté.“ L'auteur met cependant le doigt sur certains problèmes que les conventionnels issus des parlements nationaux ont bien relevés¹²: l'opacité du praesidium, le fait que certains de ses membres ne représentaient pas toujours correctement leur groupe d'origine, ou que le président a privilégié ses positions personnelles, ou celles de quelques grands Etats membres.

L'intégration européenne en est sans cesse à chercher son chemin entre la volonté d'indépendance des Etats membres et la nécessité de leur collaboration. La complexité des dispositions s'explique par le va-et-vient entre ces deux finalités.

D'aucuns ont reproché à l'Union européenne de n'avoir pas clarifié ses finalités dernières. Les uns voudraient en faire un Etat fédéral, les autres une zone de libre échange. La Convention, ensuite la Conférence intergouvernementale n'ont pas donné dans le panneau d'une telle discussion, mais ont toutes deux cherché à rendre l'Union apte à répondre aux défis du temps présent et à préparer l'avenir, dans le dialogue avec les citoyens européens et le respect de leurs aspirations fondamentales.

Il faut certes regretter aussi que sauf quelques améliorations la politique économique et monétaire n'ait pas fait l'objet d'une réflexion approfondie en vue de procédures plus contraignantes. La même

11 Franklin Dehousse: Le Traité constitutionnel de 2004: le socle d'une nouvelle Europe? Journal des Tribunaux (12 février 2005)

12 Voir p. ex. dans le livre déjà cité de Caspar Einem.

remarque vaut pour la politique sociale et écologique où le développement d'un espace européen de libre échange n'est pas accompagné de règles sociales capables d'enrayer des pratiques de dumping et de délocalisation. Tant que cet espace social n'existe pas, l'Europe risque d'être rejetée par les citoyens. La Chambre des Députés est cependant d'avis que la Constitution contient des moyens pour avancer sur cette voie.

Si la Constitution était rejetée, l'UE se retrouverait à la case départ, c'est-à-dire au Traité de Nice et aux dispositions des Traités précédents encore valables. En d'autres termes, l'UE qui doit vivre et se développer avec son temps devrait faire avec des textes qui datent des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix. La nouvelle donne des années 2000, les exigences nées de l'élargissement et l'environnement mondial, la forte demande du développement durable comme d'une Europe sociale et écologique qui ont imprimé leur marque à la Constitution, tout cela serait oublié. Recommencer à zéro serait difficile sinon impossible devant le large éventail des différents non.

La Commission se prononce donc clairement pour le Traité constitutionnel qu'elle espère voir les citoyennes et les citoyens luxembourgeois approuver massivement lors du référendum du 10 juillet 2005.

*

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 18 février 2005.

L'avis du Conseil d'Etat est intervenu le 22 mars 2005.

Le 28 février 2005, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a désigné Monsieur Ben Fayot comme rapporteur du projet de loi sous rubrique. La Commission a analysé le projet de loi lors de sa réunion du 7 mars 2005. L'avis du Conseil d'Etat du 22 mars 2005 a été à l'ordre du jour de la réunion du 25 avril 2005 et le projet de rapport a été analysé et adopté lors de la réunion du 6 juin 2005.

*

Au vu des considérations qui précèdent, la Commission recommande à la Chambre des Députés d'approuver le projet de loi dans la formulation suivante:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Article unique.– Sont approuvés

- le Traité établissant une Constitution pour l'Europe
 - les Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe
 - les Annexes I et II
 - l'Acte final
- signés à Rome, le 29 octobre 2004.

Luxembourg, le 6 juin 2005

Le Président-Rapporteur,
Ben FAYOT

Service Central des Imprimés de l'Etat

5442 - Dossier consolidé : 467

5442

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 197

9 décembre 2005

Sommaire

CONSTITUTION POUR L'EUROPE

Loi du 25 novembre 2005 portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 page 3170